



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Débat sur l'état de la nation & sur le PSC et le PNR (suite)

p. 460

Débat sur l'évolution des médias

p. 480

Politique à mener dans le domaine des PME

p. 495

Sommaire des séances publiques n°35 à 37

p. 506

Sommaire des questions parlementaires

p. Q222

35^e séance

36^e séance

37^e séance

Judi 27 avril 2017

Mardi 9 mai 2017

Mercredi 10 mai 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



50^e anniversaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Le Grand-Duché de Luxembourg accueille la Francophonie

Du 6 au 11 juillet 2017, la Francophonie s'est donné rendez-vous à Luxembourg: près de 600 participants de 72 pays issus de la communauté francophone de quatre continents - parmi eux 23 Présidents de parlement - se sont réunis au Grand-Duché de Luxembourg pour la 43^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

La délégation luxembourgeoise se composait de M. Mars Di Bartolomeo, Président, ainsi que de M. Alex Bodry, Mme Anne Brasseur et Mme Octavie Modert, membres effectifs.

La rencontre placée sous le thème principal «Diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s)» marquait le 50^e anniversaire de l'APF créée en 1967 à Luxembourg.

Assistaient à la cérémonie officielle d'ouverture de la 43^e session qui s'est tenue à la Philharmonie: (de gauche à droite) M. Xavier Bettel, Premier Ministre, S.A.R. le Grand-Duc, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie, et M. Aubin Minaku, Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.



(de gauche à droite) M. Mars Di Bartolomeo, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, ainsi que M. Alex Bodry, Mme Octavie Modert et Mme Anne Brasseur, membres effectifs, ont représenté la Chambre à la 43^e session;

Mme Tania Tennina, responsable du Service des relations internationales de l'Administration parlementaire (à droite).

La Francophonie à l'honneur au Ban de Gasperich

Pour fêter l'occasion, une «rue de la Francophonie» a été inaugurée, le 9 juillet, au Ban de Gasperich à Luxembourg-ville par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, la bourgmestre de la ville de Luxembourg, Mme Lydie Polfer, le Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, M. Aubin Minaku, et la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean.

Lors de l'inauguration dans le futur quartier du Ban de Gasperich, le Président du Parlement luxembourgeois a rappelé l'importance de la communauté francophone, qui représente la

majorité de la population étrangère de la ville de Luxembourg.

La rue de la Francophonie est pour le Président de la Chambre des Députés un signe pour «l'identité du Luxembourg qui réside dans la diversité».

«Cette rue devra mener vers l'inclusion», a-t-il précisé. Une vingtaine de Présidents des Assemblées parlementaires de la communauté francophone et les députés luxembourgeois membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie Octavie Modert et Laurent Mosar étaient présents à l'inauguration.



Inauguration de la «rue de la Francophonie» au Ban de Gasperich à Luxembourg-ville

«Unis dans la diversité!»

Suite à la réunion du Bureau, du Réseau des femmes parlementaires et des quatre commissions de l'APF, les délégations ont assisté le 10 juillet à la cérémonie officielle d'ouverture de la 43^e session qui s'est tenue à la Philharmonie en présence de S.A.R. le Grand-Duc.



M. Mars Di Bartolomeo lors de son discours de bienvenue

Dans son discours de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a insisté sur le fait que «le Luxembourg est un pays dont les citoyens parlent notre langue nationale, le luxembourgeois, et aussi le français, l'allemand, le portugais, l'anglais, l'italien, etc.

La plupart des habitants sont plurilingues et c'est sans doute l'une des spécificités de notre pays (...) et l'un de ses atouts».

Il a décrit la Francophonie comme «une famille unie dans sa diversité, une communauté de valeurs». Ce message fut repris par M. Aubin Minaku, Président sortant de l'APF, qui



S.A.R. le Grand-Duc s'est adressé à l'assemblée.

l'a placé dans un contexte actuel: «Dans ces temps sombres, où, de

toutes parts, nos valeurs de tolérance et de partage sont mises à mal par le terrorisme, sans foi ni frontières, nous devons plus que jamais nous unir pour faire de notre espace un lieu de paix et de respect des croyances de chacun.»

Dans son allocution, S.A.R. le Grand-Duc a souligné qu'un demi-siècle après sa création, les objectifs de la Francophonie et de son assemblée parlementaire conservent toute leur validité: «L'engagement pour la Francophonie dépasse l'aspect linguistique et culturel pour recouvrir d'autres dimensions, comme la lutte pour la démocratie ou les droits de l'homme.» Le Premier Ministre luxembourgeois, M. Xavier Bettel, quant à lui a détaillé l'importance de la solidarité et de la tolérance dans la lutte pour des valeurs qui ne sont pas acquises dans tous les pays membres



M. Xavier Bettel, Premier Ministre, à l'occasion de son discours

comme par exemple le respect pour des orientations sexuelles différentes.

Diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s)



L'Assemblée parlementaire de la Francophonie réunie en plénière au Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg.

Les travaux en plénière se sont déroulés les 11 et 12 juillet au *European Convention Center (ECC)* à Luxembourg-Kirchberg. Ils étaient placés sous le thème principal «Diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s)».

Les délégués ont notamment entendu un exposé de M. Louis Chauvel, sociologue et professeur à l'Université du Luxembourg, qui a expliqué que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le français n'est pas du tout destiné à disparaître: «La Francophonie connaît une dynamique démographique remarquable», a-t-il souligné.

D'après le professeur Chauvel, la population francophone est jeune, surtout en Afrique, et le vrai défi consiste à affronter la répartition des richesses très inégale.

En matière de richesses, les pays multilingues s'en sortiraient mieux que les pays uniquement francophones.

La richesse de la diversité de langues a été soulevée lors du débat général entre les membres des différentes sections francophones. D'autres interventions ont concerné l'exigence de solidarité, un accès à Internet pour tous, la protection de langues minoritaires, le combat contre la pauvreté ou encore la pacification de pays en guerre.

Renforcer la lutte contre le terrorisme

Suite au débat général, les parlementaires francophones ont adopté une vingtaine de résolutions dont plusieurs portent sur les conflits armés comme par exemple l'attaque au gaz sarin en République arabe syrienne ou encore les actes terroristes perpétrés au Sahel. La conciliation entre l'État de droit et la lutte contre le terrorisme, ainsi que le rôle de l'éducation dans la prévention de la radicalisation étaient d'autres sujets de résolutions adoptées en session plénière.

Élection par acclamation

Pendant l'après-midi, le Président de l'Assemblée nationale du Québec a été élu Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie pour les deux années à venir. Dans son discours d'investiture, M. Jacques Chagnon a annoncé qu'il voulait faire du numérique une priorité de sa présidence.

M. Alex Bodry, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, a été réélu trésorier de l'APF. Dans le même contexte, les parlementaires francophones ont également donné leur accord pour un commissaire aux comptes qui assurera la transparence des finances de l'APF.

Le dernier mot revient aux jeunes

En guise de clôture, les parlementaires ont pu entendre les résolutions prises par les commissions et l'As-

semblée plénière de la huitième édition du Parlement francophone des Jeunes, qui s'est déroulée aux mêmes dates à Luxembourg. Ils ont également pu assister à la grande finale du concours de joutes oratoires à l'is-

sue duquel la représentante luxembourgeoise Clémentine Rixhon a été désignée meilleure oratrice.

* * *

La session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a aussi donné lieu à deux autres événements:

- une réunion de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones (ASGPF).

Après une présentation du système politique luxembourgeois par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, les secrétaires généraux se sont penchés pendant deux jours sur le sujet de la «sécurité des parlements: un devoir à multiples facettes»;

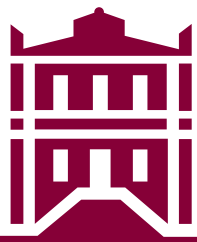
- une conférence académique sur le parlementarisme dans l'espace francophone, organisée par la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg.

Cette conférence était placée sous le sujet «Les dynamiques parlementaires au XXI^e siècle dans l'espace francophone».

Au cours d'une journée académique, des professeurs d'université et chercheurs venant de plusieurs pays ont procédé à une analyse comparée des attitudes vis-à-vis de la démocratie représentative des États membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.



Les membres de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 13 • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Commune Rosport-Mompach

7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport

Le projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes de Mompach et de Rosport en une nouvelle commune dénommée «Rosport-Mompach».

Les conseils communaux des communes de Mompach et de Rosport ont entamé dès l'automne 2015 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. La fusion des communes devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant.

Les communes de Mompach et de Rosport collaborent déjà au niveau de certains syndicats de communes (Internationales Abwasserklärwerk Mompach/Trier-Land, SIAEE, SICEC, SIGRE et Syvicol).

Le projet de loi prévoit certaines mesures transitoires: le collège des bourgmestre et échevins se composera jusqu'aux élections communales de 2023 de quatre élus, à savoir un bourgmestre et trois échevins, dont deux sont issus du conseil communal respectivement de la section de Mompach et de celle de Rosport. Le conseil communal se composera de treize conseillers, ce nombre étant ensuite réduit à onze conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Les élections se feront jusqu'à celles qui auront lieu en 2023 au système de la majorité relative.

prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance;

7. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la Sécurité sociale

Le projet de loi sous rubrique vise à intégrer les activités du service Action locale pour jeunes (ci-après «ALJ») dans le Service national de la Jeunesse (ci-après «SNJ»). Un tel regroupement vise à intensifier les synergies au niveau des services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ceci en vue d'une meilleure coordination des efforts dans les domaines de la garantie pour la jeunesse et de l'amélioration du service aux jeunes qui sont, ou risquent d'être, concernés par un décrochage scolaire.

Alors qu'il existe plusieurs différences au niveau de l'offre (accompagnement individuel vers l'insertion socio-professionnelle pour l'ALJ, et activation moyennant des programmes de service volontaire et les ateliers pratiques pour le SNJ), les missions des deux services présentent quelques points similaires. En effet, ils ont non seulement le même public cible, à savoir les

jeunes les plus vulnérables, mais disposent également d'antennes régionales agissant en dehors du milieu scolaire. À souligner que les services coopèrent déjà aujourd'hui tant au niveau régional qu'au niveau national et que leur approche éducative est très similaire.

Concrètement, le projet de loi sous rubrique prévoit que les éducateurs gradués, qui sont actuellement au service de l'ALJ, seront dorénavant affectés au Service national de la Jeunesse, où ils feront partie de la division «Soutien à la transition vers la vie active». Cette division sera organisée en bureaux régionaux, appelés «antennes locales pour jeunes», qui auront comme double mission de proposer, d'une part, information, conseil et accompagnement individuel et, d'autre part, des mesures d'activation concrètes aux jeunes ayant des difficultés au niveau de la transition vers la vie active. Le volet «information, conseil et accompagnement individuel» correspond aux tâches actuelles des bureaux de l'ALJ, externes aux lycées. Le volet «proposition de mesures d'activation» correspond aux tâches actuelles des antennes régionales du SNJ.

Le regroupement de ces deux services présente un certain nombre d'avantages, à savoir:

- une amélioration du service pour jeunes;
- une visibilité accrue;
- une meilleure défense des jeunes en difficulté;
- une coordination facilitée avec d'autres services;
- la création de synergies.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

Rapporteuse: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

09.02.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

04.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2017

Loi du 16 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°591, page 1

Communications électroniques

7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, afin d'y insérer l'obligation pour les entreprises fournissant des services à prépaiement, de saisir certaines données relatives à l'identification de la personne à laquelle le service est fourni. Le projet de loi met donc fin au caractère anonyme des cartes d'abonnement téléphoniques prépayées.

Actuellement, la formule de la téléphonie mobile avec prépaiement permet au fournisseur du service de communications électroniques d'attribuer une carte SIM et un numéro d'appel, sans que le client ne soit légalement obligé de déclarer son identité.

Il est évident qu'une situation dans laquelle une entreprise de communication ne sait pas nécessairement à qui une carte SIM et le numéro d'appel correspondant sont alloués, représente de sérieux inconvénients au niveau de la prévention et la lutte contre la criminalité, y compris la lutte contre le terrorisme.

Suite aux attentats du 13 novembre 2015 à Paris, les entreprises concernées ont volontairement accepté de ne plus mettre en circulation des cartes SIM sans que l'identité de l'utilisateur ne soit connue. Il reste cependant encore un grand nombre de cartes SIM en service qui avaient déjà été activées préalablement.

Afin de pallier cette situation, le présent projet de loi se propose de créer une obligation légale, pour toute entreprise fournissant des services à prépaiement, de saisir l'identité de la personne à laquelle le service est fourni, et ceci préalablement à la fourniture du service.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 02.09.2016

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

12.12.2016 Présentation du projet de loi

13.02.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

27.02.2017 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement

08.05.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.05.2017

Loi du 7 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°557, page 1

Service aux jeunes

7079 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

15.02.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

01.03.2017 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

15.03.2017 Présentation d'un projet de lettre d'amendement

03.05.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2017

Loi du 22 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°602, page 1

Identification des personnes physiques

7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Le projet de loi a pour objet de compléter l'article 25 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques. Cet article 25 contient actuellement deux cas de figure où des personnes peuvent bénéficier d'une adresse de référence. Il s'agit, d'une part, des personnes dites sans domicile fixe ayant la nationalité luxembourgeoise ou, à condition d'avoir résidé pendant cinq ans au Grand-Duché, des ressortissants d'un autre État de l'Union européenne, d'un des États parties à

l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, et, d'autre part, des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le projet de loi propose d'ajouter un troisième cas de figure permettant de solliciter une adresse de référence. Il s'agit des personnes à qui le statut de réfugié a été octroyé par une décision du ministre ayant l'Asile dans ses attributions. Celles-ci auront l'obligation de demander une inscription sur le registre principal à leur résidence habituelle pour autant que cette adresse permette une telle inscription. La modification proposée ouvre la possibilité à ces personnes de profiter des mécanismes relatifs à l'adresse de référence si leur adresse habituelle ne se prête pas à une inscription sur le registre principal.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.01.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

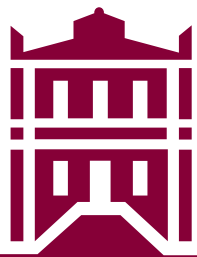
14.02.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28.03.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

- *Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»:* M. Gilles Roth (interventions de MM. les Ministres Félix Braz et Dan Kersch) (dépôt de quatre motions), M. Claude Wiseler, Mme Simone Beissel (interventions de M. le Ministre Félix Braz), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, Mme Nancy Arendt et M. Gast Gibéryen)

- *Prises de position du Gouvernement:* M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, M. Laurent Mosar et Mme Octavie Modert, questions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler et M. Laurent Mosar), M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Romain Schneider, M. Claude Wiseler, M. Marc Baum, Mme Nancy Arendt, M. le Ministre Pierre Gramegna)

- *M. Michel Wolter (parole après ministre) (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre Dan Kersch) M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

- *Motions:* M. Gilles Roth (renvoi de la motion 2 à la discussion sur les projets de loi n°6759 et n°6762), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*

3. 7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures:* M. Claude Haagen (en remplacement de M. Yves Cruchten)

- *Discussion générale:* M. Emile Eicher, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen

- *Prise de position du Gouvernement:* M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports:* Mme Cécile Hemmen

- *Discussion générale:* M. Jean-Marie Halsdorf, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding

- *Prise de position du Gouvernement:* Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question élargie n°23 de M. Roy Reding relative aux honoraires des avocats

- M. Roy Reding - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

6. 6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012

- *Rapport de la Commission juridique:* Mme Viviane Loschetter

- *Discussion générale:* M. Gilles Roth, M. Eugène Berger (interventions de M. Gilles Roth et Mme Viviane Loschetter), M. Alex Bodry (intervention de M. Gilles Roth), M. Roy Reding, M. Marc Baum

- *Prise de position du Gouvernement:* M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- *Motion:* M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Gilles Roth (renvoi en commission de la motion 2 déposée sub 2.)

- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

7. 7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- *Rapport de la Commission juridique:* M. Franz Fayot

- *Discussion générale:* M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Eugène Berger

- *Prise de position du Gouvernement:* M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale

- *Rapport de la Commission juridique:* Mme Viviane Loschetter

- *Discussion générale:* M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel

- *Prise de position du Gouvernement:* M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- *M. Gilles Roth (parole après ministre), Mme Viviane Loschetter, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.23 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sézung dann erëm op.

A mer géifen zu deem leschte Volet vun den Debatten iwwert den État de la nation iwwergoen. Dat ass de Volet Institutionen an d'Reform vum Stat. Den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass e klengt Land a mir halen och zerguttst den Usproch drop, eng modern Demokratie ze sinn. An d'Lag vun der Natioun, mengen ech, verpflichtet eis och duerfir als gewielte Volleksvertreieder, sech mat dem Fonctionnement vun eisem Rechtsstat ausenaneserzesen. An dat solle mir och objektiv maachen, mä gradesou ouni Tabu.

Virop: Dat meescht, mengen ech, klappt gutt. An dat deet dem Land och gutt. An et gëtt awer eng Rei vu Quacken! An ech mengen, déi solle mer och hei an deemem Haus kloer uschwätzen. An d'CSV ass gewëllt, dëst konstruktiv matzehlëfen aus dem Wee ze raumen.

Éischtens, Här President, déi rezent an erneit Diskussiounen ëm de SREL, eise Geheimdëngscht, déi dinn dem Image vum Land dach awer net gutt. Als vollwäertege Memberstat vun europäeschen an internationalen Institutione brauch eist Land ee Geheimdëngscht. Mir hunn och do eis Verpflichtungen, an d'CSV steet och kloer dozou.

Mä vill Matbierger, dat héiert een awer déi lescht Wochen dobaussen, déi stelle sech mat deene regelméisseg SREL-Affären dach net zu Onrecht d'Fro iwwert de Sënn an Zweck vun esou engem Geheimdëngscht. D'Leit wëllen eigentlech ee séchere Stat, mä d'Leit wëllen awer duerfir keen lwwerwaachungsstat.

Dir Dammen an Dir Hären, et muss duerfir och kloer sinn, dass grad an deem sensibele Beräich vun dem Geheimdëngscht d'Prinzipie vun dem Rechtsstat a vollem Émfang och zum Droe kommen. An dozou zielt natierlech och d'Denonciationspflicht vu Strofdoten opgrond vun dem Artikel 23 vun eiser Strofprozessuerdnung. Dës kann esou oder esou, jee no Interesselag, ausgeluecht ginn.

Här President, d'CSV fuerdert duerfir generell de Justizminister op, direkt eng ëmfaassend Circulaire un all betreffen Autoritéiten a Beamten ze ginn, wou d'Denonciationspflicht vun dem Artikel 23 vun eiser Strofprozessuerdnung kloer präziséiert gëtt.

D'Elementer, déi leien och kloer um Dësch. D'Gesetz aus dem Joer 2011, wat mir hei gestëmmt hunn, dat ass och kloer! De Statsrot huet a sengem Avis iwwert d'Reform vun dem Statsbeamtentatut dat Ganzt och nach eng Keier kloer iwwert de Leescht geholl. Et mussen einfach materiell Elementer vun enger méiglecher Infraktioun matgedeelt ginn. Dat muss de Beamte selwer maachen. Hie muss een Dossier à charge et à décharge, also en objektiven Dossier zesummestellen. An de Beamte muss dat selwer, an net iwwer seng Hierarchie, direkt dem Parquet matdeelen, an net dann, wann et hien oder anerer arrangéiert.

D'Appreciation vun dem strofrechtliche Charakter, déi oblait eenzeg an eleng dem Parquet. Deen huet hei am Land d'Opportunitéit vun de Poursuitten a soss keen aneren.

Dës Meldeflicht, déi jo bekanntlech net nëmme fir d'Beamte spillt, dierf awer och net mëssbraucht ginn. Mir si keen Denunziantestat a mir wëllen dat och net ginn. D'Affer vun esou enger onberechtigter Denonciation huet och d'Méiglechkeet, fir eng Plainte weinst Denonciation calomnieuse ze maachen.

D'CSV fuerdert awer zousätzlech de Justizminister op, iwwer eng Gesetzespassung nozedenken, déi sech un déi franséisch Strofprozessuerdnung uleent, näamlech dass de Parquet selwer an ouni Plainte vun dem Affer ka Poursuite maache géint deejéinegen, deen d'Denonciationspflicht zum Beispill mat falsche Fak-

ten oder engem onkompletten Dossier mëssbraucht. Am franséischen Text geet do vun enger Dénonciation mensongère rieds an déi ass och mat enger Prisonsstrof a souguer och mat enger Geldstrof beluecht. Dat ass den Artikel 41 vun dem franséische Code de procédure pénale.

Här President, zweetens, d'CSV begréisst d'Efforte vum Parquet, vun dem Justizminister - soe mer kloer - an och dem Justizministère, fir dass ufanks des Joers konnten déi sougenannten europäesch ABC-Direktiven an eis Strofprozessuerdnung agefouert ginn. Si hunn de Lëtzebuerg Code d'instruction criminelle wesentlech moderniséiert. Den Émsetzungsdelai, also den Transpositionsdelai vun dësen Direktive war zwar verstrach, mä léiwer spët wéi ni. Et war och eng komplex Operatioun.

Et zielt awer elo gradesou kloer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës nei Bestëmmungen am Licht vun den Direktiven an och am Sënn vun de Rechter vun dem Beschëllegten an der Praxis och applizéiert ginn, an dat souwuel vun eiser Justiz, mä virun allem och vun eiser Police.

Et wier begrëssenswäert, Här President, wann zousätzlech zu den Neierunge vun dem Code de procédure pénale, wéi en elo heesch, d'Ausleung vun dese Bestëmmunge géifen duerch eng Circulaire präziséiert ginn. A Frankräich gëtt et esou Circulaire vun de Justizautoritéiten. Si si souguer iwwert den Internet effentlech zougänglech.

Wann eist Land sech zu Recht wëllt recommandéieren als Sëtz vun weideren EU-Institutionen am Beräich vun der Justiz, zum Beispill den neie Parquet européen, da mussen mir och e Muster-schüler ginn am zäitlechen Émsetze vun EU-Direktiven, besonnesch an dem Justizberäich. An dozou zielt, Dir Dammen an Dir Hären, ënner anerem och déi sougenannten Direktiv „présomption d'innocence“.

Den Délai de transposition - et ass kee Witz -, dee leeft den 1. Abrëll 2018 aus. Dëst ass ee weidere Meilesteen a puncto Moderniséiere vun eiser Strofprozessuerdnung. Et sollt ee sech der Tragweid vun dëser Direktiv bewosst ginn, notamment am Kontext vun enger Affär, déi eis Justiz zënter iwwer 32 Joer an, ech mengen, déi gesamt Mediawelt zu Lëtzebuerg zënter Längerem beschäftegt. Ech soen dozou net méi, well och déi Direktiv, Här President, déi ass a wesentleche Bestëmmungen elo schonns directement applikabel.

An et wier duerfir och am Sënn vun dem Rechtsstat an am Sënn vun der Rechtssécherheet gutt, wa Lëtzebuerg hei zu de First Movers géif zielen a wann dës Direktiv séier an eng national Legislatioun kéint ëmgesat ginn.

Här President, drëtens, de Rechtsstat verlaangt och ee Schutz vun de Privatsphären. Dozou gehéiert de Schutz vun de perséinlechen Daten, de Schutz vun dem Hausfriddensbroch, de Schutz vun dem perséinlechen Eegentum a virun allem och de Schutz vun der perséinlecher Intimitéit. An dem Regierungsprojet iwwert déi sougenannte Mesures de sécurité - dat sinn déi Sécherheitsmoossnamen, wou de Projet de loi am Kontext vun den Attentater vum Bataclan zu Paräis 2015 am November deposéiert gouf - goufen dës Prinzipie vun dem Schutz vun der Privatsphär dach nawell staark strapazéiert. An dat hate mir deemools - fir d'CSV e bëssen onüüblech an hirer Position, mengen ech - op dëser Plaz och kloer kritiséiert.

De Statsrot, grad wéi déi national Mënschenrechtskommissioun, huet den CSV-Bedenken eigentlech mat sengen Avisen eent zu eent an op voller Linn recht ginn. Elo wier et, mengen ech a mir, endlech un der Zäit, dass och d'Chamberskommissioun an deem Dossier méi voll géif mat agebonne ginn. Grad elo, no deems de Justizminister, dee sech am Dezember 2015 - als gréng Justizminister - eigentlech géint säi Wiesen dach e bëssen als Law-and-order-Minister dohinnergestallt huet, elo schonns dee Projet awer huet missen dräimol nobesseren, fir d'Lescht no dem ganz kriteschen Avis vun dem Statsrot.

Déi international Rechtsprinzipien a Saache Schutz vun der Privatsphär mussen och hei zu Lëtzebuerg spillen. Dëst géllt virun allem beim Asetze vun dem sougenannte Statstrojaner. Den Zweck hellegt och hei net all Mëttele. Wann eng Poursuite an e Statstrojaner géint e potenziellen Terrorist ut singuli - dat heescht, fir hie selwer - néideg an och justifiéiert ass, Dir Dammen an Dir Hären, dann heescht dat awer net, dass ipso facto d'Privatsphär vun anere Leit doduerch dierf drënner leiden.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da schwätzt en herno net méi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Zu där net, e kann awer nach zu dräi anere schwätzen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Gutt. Da maachen ech nëmmen nach zwee Kommata.

(Interruption)

An dat, wat ech lech wollt soen, ass, datt dës Regierung mat där Attitud géintwuer den Elteren eigentlech op eng Educatiounspolitik zrëckgeet, wéi se an der DDR bestanen huet. An dee Stat ass gescheitert an Är Politik wäert genau-sou scheiteren!

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **Une voix.**- Dat ass total falsch, wat Der sot!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dumat si mer um Enn vum Debat ukomm an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier-Statsminister, fir ze äntwerten.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir déi heiansdo flott a konstruktiv Debatt, déi mer hatten. D'Propositione sinn vun nützlich, déi ee selbstverständlech sollt diskutéieren, bis zur Feststellung gaangen, dass ee mat Bounen Zalot, mat Bannanne Smoothie a mat Brout Pain perdu ka maache vun der CSV. D'Leit hu sech gefreut, d'Debaten matzelauschten, wou se och en toute transparence matkritt hunn, wéi deen een oder deen aneren d'Leit vum der Natioun och hei zu Lëtzebuerg gesäit.

Ech ginn net méi an den Detail vum Zuelen an, wéi de Chômage ass, wéi d'Finanzsitioune ass, well, an ech hunn et schonn déi lescht Deeg gesot, d'Zuele fir sech schwätzen. Verschidde Leit hu gemengt, mir géifen eis ze vill op d'Schëller klappen. Ech hunn a menger Ried express net gesot, mir géifen eis op d'Schëller klappen, mä Avise vum Ausseesteeënde zitéiert, vun internationale Gremien, vun Agencen, vun Kommissiounen, vun internationale Leit, déi bei eis kucke komm sinn an eis soen, dass eis Statsfinanzen an der Rei sinn.

Dat heescht, hei ass keng Regierung, déi selwer seet: „Mir si super an et ass alles super.“ Mä mir gesinn, dass déi Moosnamen, déi mer virun dräi Joer geholl hunn, néideg waren an och hir Frichteren droen, a wéinst deem Resultat, wéi et haut ass, kann ee just soen, dass mer haut besser d'Leit wéi virun dräi Joer.

Et ass de Reproche gemaach ginn, mir géifen nëmme positiv Messagé ginn. Ech mengen, déi, déi jo d'Méiglechkeet hatten, eng Kéier meng Ried hei nozelauschten an den Dag virdru jo eng Kéier dohem ze liesen, misste jo awer kloer verstanen hunn, dass ech au contraire an dës Ried dës le départ gesot hunn, dass verschidde Leit, enger Rétsch vu Leit villes geet, awer och verschidde Saachen net ginn an dass ech net probéiert hunn, Saache schéinzmolen am Transport, wann ech souguer vun Immobilitéit schwätzen. Ech hunn net probéiert, ze soen, dass alles an der Rei wier an deem engen oder anere Sujet. Neen, ech hunn op d'Problemer higewisen, och an der Logementspolitik. Ech hunn au contraire probéiert, e Bild ze molen esou, wéi d'Zuelen et matginn (veuillez lire: erémginn). A wann ee vu Suerge schwätzt: Jo, et hunn och eng Rei vu Leit Froen, Suergen, déi se sech maachen. An den internationale Kontext ass een, deen och Suerge mécht.

Ech hunn e Samschdeg elo nach e Conseil européen zu Bréssel, fir iwwert de Brexit (veuillez lire: ze schwätzen), wéi mer do eis Positionen als 27 EU-Länner wëlle vereinbaren. Jo, et si Leit, déi Froen hunn, wéi et weidergeet mam amerikanesche President, wéi et weidergeet an der Türkei, wéi et weidergeet a Russland. Dat si berechtigt Froen. Mä do kann awer kee vun eis verlaangen, dass mir als Lëtzeburger Regierung lech kënne soen, wat do d'Position vum deem engen a vun deem aneren ass. Mä mir wäerte mat eisen Diplomaten, mat eisem Ausseeminister an de Regierungsmemberen och nach eng Kéier - zum Beispill de Wirtschaftsminister, dee selwer an d'Türkei war - dat pronéieren, wat mer ëmmer gemaach hunn, dat heescht, net nëmmen iwwert d'Leit ze schwätzen, mä mat de Leit ze schwätzen an net nëmmen een iwwert deen aneren ze diskutéieren.

Mir hunn Zuelen, an ech hunn et virdru scho gesot, déi positiv waren. Mir kréie bal de Reproche gemaach, dass mer keng Austeritéitspolitik wëlle maachen. Mir kréie bal de Reproche gemaach, dass mer net wéilte méi spueren, wéi iwwerhaupt néideg ass. Ech muss lech froen: Wou géife se dann déi Milliard - an ech men-

gen, et ass e puermol hei d'Fro gestallt ginn -, vun där déi gréisst Oppositionspartei hei mengt, dass ee se misst spueren, spueren? Ech waarden elo nach op en Début de commencement vun iergendenger Informatioun, fir eis matzedeelen, wou se dat da géife maachen.

Mir gesinn, dass et datselwecht ass, wat elo iwwert d'Pensioune gesot ginn ass. An ech muss lech éierlech soen, Här President, ech si mat där Rentemauer, mengen ech, grouss ginn, well ech mengen, ech héiere schonn dresseg Joer, dass déi Rentemauer an deenen nächste Méint oder a maximum deenen nächste fënnf Joer op eis duerkënn!

Mir hunn eng Etüd, déi gemaach ginn ass. Mir waarden do op Avisen. A selbstverständlech wäerte mer, wann all d'Avisen do sinn - an de Minister Schneider verstoppt sech do net hantert den Avisen -, och eis Positionen hunn (veuillez lire: presentéieren). Mä kommt, mir waarden emol of, bis d'Avisen do sinn, fir kënne och zesummen driwwer ze diskutéieren! Mä et sollt een ophalen, esou ze maachen, wéi wann dat Gespenst vun där Rentemauer all Joer nees dat Thema wär, wat elo géif kommen.

An ech hu viru Kuerzem nach en Interview héieren, ech brauch d'Persoun elo net ze zitéieren, mä dee war dresseg Joer al, deen Interview. An deen huet kloer gesot - an dës Regierung ass net verantwortabel -: „Déi Rentemauer ass maximal a fënnf Joer do.“ Dat si 25 Joer hier! Mir sinn eis eens, d'Leit ginn ëmmer méi al, et si Froen do a mir si selbstverständlech als Regierung och bereet, eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Mä wa mer vu Pensioune, wa mer vun Zukunft schwätzen, muss ech soen, Här President, dass ech vun Oppositionssait wierklech eppes vermësst hunn. Dat ass am Fong deen héijen Invest, deen dës Regierung mécht, awer ze soulevéieren. Well wann ee vun Zukunft schwätzt, dann ass déi gréisste Mauer, déi ee kann hunn - an déi ass verstoppt -, d'Investissementer an d'Zukunft. Well wann ee vu Scholde schwätzt, an dës Regierung huet esou en héijen Invest wéi nach ni gemaach, dann ass eng verstoppte Schold déi vun den Infrastrukturen. Et gi Länner, déi haut um Pabeier ganz gutt dostinn, mä déi awer eng verstoppte Schold hunn, well se an den Infrastrukturen esou e Retard hunn, dass, wa se déi muer misste maachen, op eng Kéier de Budget guer net méi esou gutt géif ausgesinn.

Jo, mir hu keng Politik vun der Austeritéit gemaach. Jo, mir hunn eng Steuerreform gemaach. Mir hunn eng Steuerreform gemaach, déi mer gären hätten, déi geziilt de Bierger méi Suen am Portefeuille léisst. An haut huet de Bierger méi Suen a sengem Portefeuille, wéi dat virun dräi Joer de Fall war. Dat ass dat, wat international Agencen eis soen. Et soll een d'Consommation relancéieren an et soll een evitéieren, wann ee sech et erlaben kann, eng Austeritéitspolitik ze maachen. Dat huet dës Regierung gemaach.

An de Bierger ass deen, deen de grand Bénéficiaire ass vun dëser Steuerreform. An esou, wéi de Finanzminister et gëscht gesot huet, jo, mir hätte kënne soen, fir dass elo d'Zuele besser ausgesinn, maache mer keng Steuerreform. Mä mir hu gemengt, dass et wichteg wier, eng geziilt, cibléiert Steuerreform ze maachen, fir deenen, déi et och am néidegsten hunn, kënnen entgéintzekommen.

Ech hunn d'Beispill geholl vun den Infrastrukturen: Schoulen, Schinnen, Spideeler. Dat sinn alles Saachen, do kéint ee soen: „Mir maachen dat spéider.“ Wann ech zum Beispill den Transport kucken, dozou ass gesot ginn, dass hei net villes gelaf wier. Mä ech mengen, d'Dynamik, déi an dëser Regierung am Transport geschitt ass, wann ech déi vergläiche mat deenen zéng Joer virdru, da ka jiddweree sech säin eegene Bilan maachen.

An ech géif lech froen, Här President, dass mer nach virun der grousser Vakanz en Débat de consultation organiséiert kreen iwwert deen dote Punkt. D'Regierung freet lech deen, dass mer kënnen hei an der Chamber iwwert déi Transportléisungen, déi deen een oder deen anere virzeschloen huet, éffentlech diskutéieren, fir ze weisen, wat deen een oder deen aneren dozou ze soen huet.

Mir hunn eis net ze verstoppe wéinst deem, wat mer gemaach hunn. A mir sollen den Istzoustand maache (veuillez lire: analyséieren) vun deem, wou mer dru sinn. A mir sollen dann eben och déi Perspektiven an deem dote Beräich kënnen diskutéieren.

D'selwecht fir d'Landesplanung, Här President. Ech froen och nach en zweeten Débat de consultation vun der Regierung hei iwwert d'Landesplanung, fir dass mer kënne vun de Parteien, déi jo soen, dass se esou vill Positionen, esou vill Léisunge fir dës Land hunn, och emol eng Kéier héieren, wat dës Léisungen da solle sinn.

Mir hu vu Gesellschaftspolitik geschwat. Fir verschide Leit war et eng Revolutioun. Fir eis, muss ech soen, Här President, war et eng néideg Evolution. Et si verschidde Sujeten, déi ech net wollt abordéieren, mä well verschidde Riedner se awer abordéiert hunn, kommen ech awer net derlaansch.

Den Avortementstext war fir mech eng vun den éischte Prioritéiten. Mir hunn an engem Land gelieft, Här President, wou eng Fra déi schwéierst Decisioun, déi se an hirem Liewen ze huelen huet, eng vun deene schwéiersten Decisiounen, firwat se ofdreiwel wollt, virun eng friem Persoun huet mussen erkläere goen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Et huet keen - keen! - enger Fra ze soen, wat se ze maachen huet an esou enger Situatioun. An ech sinn houfreg, dass dës Regierung bei esou enger Fraude et direkt fäerdegbruecht huet, dat doten ewechzuelen. An dat wier mat enger CSV net méiglech gewiescht.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Genau esou ass et!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Et ass gesot ginn, ech hätt mech an de Kierchefroen net agemëscht. Dat ass net wouer! Als Premier an als Kultusminister hunn ech een Uspriechpartner. Dat ass net d'CSV, dat ass de Bëschof. An ech hu mam Bëschof en Accord fonnt a mir halen eis un deem Accord.

Mir hunn diskutéiert, also an den... Wann ech mer dee leschte Block kann huelen, vun deem mer diskutéiert hunn, do ass och elo zum Beispill en Text vum Geheimdengsch. Mir hunn eis alleguerten engagéiert, dass mer géifen no engem Joer e Bilan zéien iwwert de Geheimdengsch. An deen ass elo am Oktober. An, ech mengen, dowéinst sollt een elo net scho virgräifen, andeems ee seet, dass mer d'Texter elo géifen änneren, esou wéi et och an der Motioun vum Här Roth virgesinn ass, mä et sollt een einfach no deem Joer dat och zesummen diskutéieren.

De Logement ass nees wéi ëmmer en Dauerbrenner. Ech si frou, wa mer et fäerdegrëngen, am Logement och zesumme konstruktiv ze sinn. An ech muss lech soen, dass hei de Logementsminister pertinence weess: Ech schaffe mat all Partei all Dag op deem doten Dossier. Op de Gemenge si Schäfferéit vun alle Fuerwen an d'Gemenge sinn eis Partner an der Logementspolitik. Et ass net deen ee géint deen aneren.

Mä wann een hei jo vun Zuele schwätzt a wann ee seet, et misst een d'Etüd richteg zitéieren an d'Zuele richteg zitéieren, wéll ech mech awer och hei bei där Präisetüd, déi vum Observatoire de l'habitat gemaach ginn ass, net limitéieren op dat, wat den Haaptspriecher a Fraktiounschef vun der gréisster Oppositionspartei hei an dësem Haus gesot huet. En huet nämmlech gesot, an zwar op eng zimlech erféiert Aart a Weis - erschreckt -, dass d'Immobiliepräisser 7% geklomme wieren. 7% geklommen! En huet déi puer Zeilen do gelies, mä en huet awer déi aner dresseg Säite vun der Etüd net gelies, déi nämmlech soen, dass tëschent 1984 an 1992 déi Präisser an der Moyenne ëm 7,4% an d'Luucht gaange sinn. Dat heescht, iwwert déi 7%, déi en esou erschreckt hunn.

(Brouhaha)

A vun 1998 bis 2007 war et eng Hausse vu 6,9%. Da kommt, mir kucken d'Zuelen och ganz! Ech si ganz domat averstanen, dass 6,9% och ze vill ass, mä wat wier, wa mer déi Mesuren net geholl hätten, déi mer geholl hunn?

Et ass vu Mietbrems geschwat ginn. Mir hunn eng nei Mietbrems am Fong kritt an deene Steiermesuren, dass d'Loyere vun eidel stoenden Haiser oder Wunnenge kënnen zu 50% erfogesaat ginn, wann dee Proprietär se engem konventionéierte Partner zur Verfügung stellt. Dat féiert dozou, dass och a gewëssene Fall Loyere vu ronn zéng Euro de m² gefrot gi sinn. An dat si Wunnengen duerch d'ganz Land. Dat ass net zu Elwen oder iergendzwoch am Norden, am Osten oder am Westen, och an der Stad fanne mer ewell esou Präisser.

A wat fir mech och wichteg ass, dat ass nees eng Kéier de Rappel ze maache vun deenen Ustensilen, déi et awer ginn. Et gött am Moment eng Taxe spécifique op onbebautem Baupland respektiv op unbewunnte Wunnengen. Et gött de Remembrement, et gött d'Obligation de construire, et gött d'Virkafsrecht op onbebauten Terrainen, et gött Gemengen, déi vun héije finanziellen Hëllef vu bis zu 75% vum Wunnungsbauminister profitéieren kënnen, deen dat bäileet fir Projete fir de Locatif. Et gött e Steiervirdel fir d'Proprietären, wa se hiren Terrain un d'Gemenge verkafen, andeems se op der Plus-value keng Steiere bezuelen.

Den Impôt foncier B6 kann elo schonn ugepasst gi fir onbebauten Terrainen. Hei ass gëscht och vum CSV-Spreecher vun Expropriatioun geschwat ginn. Ech muss lech éierlech gesot soen, dass d'Expropriatioun net déi Léisung ass, déi ech preconiséieren, dass ee sollt au contraire mat Taxen, mat aner Méiglechkeete fueren. Ech weess, dass et och vun anere Riedner hei gesot ginn ass, mä ech war awer e bëssen iwwerrascht, Här President, muss ech lech awer soen, dass esou eng Proposition och vun der CSV komm ass.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech wier méi iwwerrascht gewiescht, wa se vu menger ee-gener Majoritéit komm wier, esou wéi se gëscht an engem ganz aneren Toun wéi bei mir komm ass.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo, ech héieren,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Da misst Der vläicht och Stellung dozou huelen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- ...ech zitéiere just. Et ass och en Artikel am „Paperjam“, Här President, wou den Här Wiseler datselwecht seet, dass si fir d'Expropriatioun sinn. Ech soe just,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir musst awer de ganze Kader vu mengen Aussoe soen, éier Der dat do elo einfach esou behaapt.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- ...dass d'Expropriatioun hei wierklech net d'Léisung ass an au contraire (veuillez lire: sollte mer) d'Leit incitéieren, dat och ze maachen.

Här President, ech wollt och soen, an den Här Gramegna an den Här Schneider intervenéieren och duerno, dass mer eis och sollten iwwert d'Zuele freeën, déi mer iwwert d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen hunn. Hei ass gesot ginn: „Jo, mä d'Zuelen insgesamt, wann ee kuckt, wéi vill Chômeure mer haut hunn, sinn awer vläicht ze diskutéieren.“ Eis Populatioun ass stänneg gewuess, stänneg gewuess! A wa mer e Chômagetaux hunn, deen, an deen zielt ee par rapport zu enger Populatioun, erfogee, da sollte mer eis alleguerten driwwer freeën. An dat, wéll ech awer och soen, ass och duerch d'Aktivitéit, d'Énergie an den Devouement vun der Equipé ronderëm d'Direktesch an der ADEM, déi wierklech do eng Aarbecht mécht, wou se Partner gi si vum Patronat, vun deene Leit, déi Leit stellen, a wou et fäerdegruecht ginn ass, eng Vertrauensrelatioun opzebauen tëschent deene wichtegen Akteuren.

Et huet och e Riedner, Här President, vun der CSV gesot, dës Regierung géif ze vill an d'Zukunftstechnologien investéieren. Ma ech si frou, dass dës Regierung an d'Zukunftstechnologien investéiert an net,...

(Brouhaha)

...an net a Vergaangenheitstechnologien, wéi een dat da kéint vun hirer Säit verstoen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir hu gesot, Dir sollt lech och em d'PM'ën bekëmmere. Dat ass dat, wat mir gesot hunn.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Dat Wuert Zukunftssektor an Zukunftstechnologien ass gëscht hei zitéiert ginn. Liest de Verbatim, da kënn Der dat liesen!

(Brouhaha)

Et ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Wann Der dem Här Statsminister eng Fro...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir hätte gär präzis Aussoen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann Der dem Här Statsminister wéllt eng Fro stellen, da stellt se!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här Mosar, wéllt Der mer d'Fro stellen, ob Dir et waart?

(Hilarité)

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Här Statsminister, wann Der esou Behauptungen opstellt, da sot eis konkret, nennt Ross und Reiter: Wien huet esou eppes an der CSV gesot?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Dir, gëscht Owend!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Majo, dann hutt Der eng Onwourecht gesot, ech hunn dat do zu kengem Moment gesot. Ech hu contrairement zu deem, wat Der behaupt, gesot, mir sténgen hannert dem Projet vum Här Schneider, mä mir géifen eis eng ganz Rei vu Froe stellen, juristescher Aart, finanztechn-

schier Aart um Niveau vun der Responsabilitéit. An ier déi Froen, déi vun enger extremer Wichtigkeet sinn, Här Statsminister, an ech huelen un, datt se lech gradesou wichteg si wéi eis,...

► **Une voix.**- Neen, mä dat ass ganz kompliziert.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- ...datt nëmmen dann d'CSV bereet ass, op dee Wee ze goen (veuillez lire: net beäntwert sinn, ass d'CSV net bereet, op dee Wee ze goen). Duerfir, wann ech gelift, haalt op, hei permanent Behauptungen an d'Welt ze setzen, déi net richtig sinn!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech hat Gott sei Dank déi gutt Iddi, gëschter opzeschreien, wat den Här Mosar gesot huet.

(**Brouhaha**)

An den Här Mosar sot gëschter, dass dës Regierung sech awer op d'Zukunftstechnologien an d'Zukunftssecteure géif baséieren, an dat wier net garantéiert, dat wier net sécher, a patatei a patate. Ech soen lech nach eng kéier, ech hu léiweng Regierung,...

(**Exclamations**)

...ech hu léiweng Regierung,...

(**Brouhaha**)

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Wow, wéi präzisi!

► **Une voix.**- Den Här Wiseler huet et dach och hei gesot; den Här Wiseler huet dach déi Froen och hei gestallt. Macht dach elo net, wéi wann et net esou gewiescht wier!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, also...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, den Här Wolter ass jo ganz konstruktiv haut an e géif sech nach gären aschreien.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wa mer alleguer zesumme schwätzen a wa mer alleguer Echo spillen, dann ass dat net ganz schön unzuckucken.

Ech wëll lech drop opmierksam maachen, dass Chamber-TV fonctionnéiert.

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ma ech sinn, Här President, frou,...

(**Interruption par M. Gast Gibéryen**)

...ech si frou, Här President, ech si frou,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hu kee Problem dermat, dass ënnerbrach gëtt, mä da wann ech gelift net alleguer mateneen, well soss verstie mer kee Wuert.

► **Une voix.**- Mir schwätzen eis elo of!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, nach eng kéier, wéi gesot, am Verbatim kann een dat méi kloer liesen.

An deemselwechte Kontext muss ech awer soen, soss kréien ech elo nees vläicht de Reproche gemaach, ech hätt iergendeppes falsch verstanen, et gëtt vun deem enge gesot: „Dir musst kucken, esou vill Betriber wéi méiglech op Lëtzebuerg ze kréien“, a vun deem anere gëtt gesot: „Wann awer ze vill Awunner kommen, dann ass et awer kompliziert.“ Ech hu wierklech drop insistéiert, Här President: Dës Regierung hätt gäre Qualitéit an net Quantitéit. Mir brauche keng Betriber hei zu Lëtzebuerg ze hunn, déi méi polluéieren, déi keng Aarbechtsplätz schaffen, déi mer hei kënnen besetzen, déi och nach keng Steieren hei bezuelen. Mir hätte gäre Qualitéit a keng Quantitéit.

A wa vun engem Riedner och vun donkele Wolleke geschwat ginn ass, da muss ech lech soen, déi gréissten donkel Wollke - well et ass och geschwat ginn, dass deen een oder aneren der regelméisseg begéint -, déi de Finanzminister an ech an déi meescht Regierungsmemberen am Ausland begéien, heescht LuxLeaks. Déi heescht LuxLeaks! Do kréie mer awer all kéiers, wann et em d'Lëtzebuurger Finanzplatz geet, gesot: „Wéi ass et da mat LuxLeaks?!“ Ech muss lech soen, Här President, ech si frou, dass mer vun all deene groen a schwaarze Lëschten erofgeholl gi sinn. An dat kënnt net vun néischt.

A wa mer elo fir „compliant“ erkläert gi sinn, och vun der OCDE, dann ass dat och, well dës Regierung d'Efforte gemaach huet, déi néideg waren.

Et sinn nach e puer Punkten, op déi ech wollt agoen, Här President. Een dovun ass deen, deen och kloer gefrot ginn ass, well et geet jo

och em d'Liewensqualitéit vun de Leit zu Lëtzebuerg, an do si mer der Meinung, dass eng Agrikultur tëschent Bio oder net Bio ophale soll, do Krich ze hunn (veuillez lire: dass de Krich tëschent Bio- an net Bioagrikultur ophale soll). Mir sinn der Meinung, dass een dat eent an dat anert brauch, mä mir gesinn awer och, dass de Marché ëmmer méi no Bioproduite rufft an dass ëmmer méi Bioproduite gefrot ginn.

Ech gesinn och regelméisseg Leit, déi hei zu Lëtzebuerg Produite verkafen, Supermachéen, an déi mer soen, dass se et net fäerdegréngen, hei zu Lëtzebuerg selwer d'Demande vu Bioproduite kënnen ze deckelen. An déi Bioprimum fir déi deelweis Ëmstellung ass och eng vun de sougenannte Mesure-agri-environmentellen. An dowéinsten hunn ech, Här President, fir der Madamm Hansen da präzis ze soen, well déi an der Zäit op fénnef oder op siwe Joer limitéiert sinn, och deen dote Punkt ginn. An dowéinsten ass dat doten och applikabel. An de But ass, d'Leit ze iwwerzeegen - well ob een 100% oder net 100% Bio ass, ass e perséinleche Choix -, dass een et da fäerdegréngt, deelweis kënnen op Bio ëmstellen, fir déi Primmen dann och während deene Jore kënnen ze kréien, an dann eben de Bilan ze maachen an déi nei Primme kënnen frëscht unze froen, wann nach ee Projet an déi dote Richtung géif goen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Statsminister, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madamm Hansen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo, selbstverständlich.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Villmools Merci, Här President. Ech hunn eng Fro, well gëschter huet den Här Bettel mer gesot, datt déi zäitlech Begrenzung u sech eng EU-Virschréft wier. D'Madamm Loschetter huet och gesot, ech soll meng Texter liesen. Ech hu se dann och nach eemol duergelies an ech hunn éischtens emol en Text fonnt, wou „Bio Lëtzebuerg“ selwer seet, d'Deelëmstellige si grondsätzlech méiglech. Et steet näischt vun enger zäitlecher Begrenzung dran. An der EU-Veruerdung, déi u sech an der Broschür vun den Agrarëmweltpriimmen dran ass - mä dee Règlement grand-ducal ass nach net do, dat heescht, do konnt ech net nokucken, do gëtt op eng EU-Veruerdung verwisen -, do hunn ech och nogekuckt. Dat ass d'EU-Veruerdung 834/2007 den Artikel 11, dee seet, et ass méiglech, fir op däitlech getrennte Produktions-eenheeten ëmstellen. Dat heescht, ouni datt een dee ganze Betrib muss ëmstellen. Och do ass keng zäitlech Begrenzung dran.

Dat heescht, ech géif mengen, datt déi Ausso, datt déi zäitlech Begrenzung wierklech eng EU-Virschréft ass, esou net stëmmt. Et ass op Landesniveau, wou d'Bioprimum decidéiert ginn, wou ee ka soen, déi decidéiere mer elo fir een Agragesetz, fir ee PDR, déi ginn duerno net méi verlängert. Mä dat ass eng national Decision an dat ass keng EU-Decision.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Okay. Wéi gesot, am Moment si se limitéiert op fénnef an op siwe Joer, wann et agri-environmental Mesuré sinn. Mir sinn der Meinung, dass mir sollen d'Moyene fannen, an ech mengen, do wäert jiddwereen heibanne sech jo dann och eens sinn, dass een dem Bauer soll Initiateure ginn am Fong (veuillez lire: fir dem Bauer Initiateuren ze ginn am Fong), fir eng Deelëmstellige kënnen ze maachen, fir kënnen ze kucken, ob e wierklech dee Produit da mat dëser Deelëmstellige och besser verkafe kann. An ech freeë mech, dass Der déi Diskussiounen an der Agrarkommission da mam Här Etgen kënnt weiterfieren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Wëllt Der se dann zäitlech begrenzen oder net?

(**Brouhaha**)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Wëllt Der se dann zäitlech begrenzen oder net?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- ...et sinn am Moment fénnef bis siwe Joer virgesinn. Ech probéieren, lech nach eng kéier ze erklären, wat d'Texter virgesinn. An déi Texter sinn am Moment déi, déi priméieren, an do hale mer eis och drun.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Awer national an net EU.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, wann Der erlaabt, géif ech zum Schluss kommen, well wéi gesot den Här Gramegna an den Här Schneider och nach d'Wuert ergreifen. Ech gesi just, dass et muss iergendwéi verschidde Leit heibannen nervös maachen.

(**Brouhaha**)

A wann ee kuckt, a wann ee kuckt,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat sot Der zwar gutt!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Ganz nervös!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- A wann ee kuckt, Här President,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Schwätzt nach e bëssen!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech mierken, Här President, dass verschidde Leit heibanne sech ugesprach fillen, wann ech soen, dass se, wa se eng Lektür vun Zuele maachen, net objektiv sinn. Wann ech heibanne ka soen, dass et eis zu Lëtzebuerg, a mir sollten et alleguete jo awer wëssen, gutt geet, an dass mir als Regierung alles wëlle maachen, fir dass et deem, deem et haut manner gutt geet, muer besser ka goen. Mir wëlle keen duerch de Filet fale loosson, mir wëllen au contraire deem Schwächsten haut den Trampolin ginn, fir muer besser ze sprangen. Dass et verschidde Leit stéiert an dass mer bal de Reproche gemaach kréien, dass den internationale Kontext an déi Mesuren, déi mer geholl hunn, déi richtig waren, fannen ech schued.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wéi ech unhuelen, géif als Nächsten de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna schwätzen. Ass dat esou? Merci. Här Gramegna, Dir hut d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, léif Kollegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären ufänke mat enger positiver Nott, déi ech aus dem Debat zéien, an dat ass, dass mer en fait dat Wuert „Angscht“ net méi héieren hu par rapport zum leschte Joer. Dat ass beroungend.

An et gëtt jo och objektiv Grënn, firwat dat de Fall ass, dass mer dat Wuert net méi vill héieren hunn oder bal net héieren hunn. An ech wëll elo hei kengem ze no trieden. Ech mengen, dass et ëmmer schwéier ass, fir d'Zukunft ze plangen oder ze erkennen. Gott sei Dank ass alles e bësse besser gaangen, wéi mer geduecht hatten op ville Pläng, um politeschen, um internationalen a verschidde Saachen an och an der Wirtschaft.

Et ass gesot ginn, gëschter hei op der rietser Säit, dass mir nëmmen eng Strategie hätten, an zwar d'Strategie vum Wuesstum. An dat wär eng Katastroph. Et ass natierlech paradoxal, dass een dat Wuert „Wuesstum“ op eemol esou negativ charakteriséiert. Duerch déi vill Reesen an an der EU den Eurogrup, wou ech all Mount dohinnerginn, kann ech lech soen: All europäescht Land seent sech no Wuesstum!

Ech kennen Italien particulièrement gutt. Do gëtt et säit 17 Joer kee Wuesstum. Kee Wuesstum op 17 Joer! All Italiener, deen Der fro - awer all! -, déi soen lech: „Dat ass esou dramatesch, well keng Croissance méi do ass, dass kee méi wëllt do investéieren, dass kee Geschäft méi wëllt opmaachen, well keng Confiance méi do ass.“ An emgekéiert, zu Lëtzebuerg hu mer däärs alles in Hülle und Fülle. A wa maache mir? Mir soen: „Dat ass schlecht.“ Oder Verschiddener soen: „Dat ass schlecht.“ Wann ech gelift, ganz e bësse Mooss, wann een iwwert de Wuesstum schwätzt!

Eis Strategie ass net de Wuesstum absolutt; de Premierminister huet dat a senger Ried ganz gutt gesot. Wuesstum bréngt natierlech gutt ekonomesch Resultater, bréngt de Chômage erof. Dat ass alles ganz gutt. An de Chômage, deen erofgeet, ass jo eppes, wou mer eis jo all driwwer freeën. Mä eis Wuesstumsstrategie ass eng vun der Qualitéit. A wann ee seet Qualitéit, da seet een Invest. Dofir, dass mer déi Investisementer héich halen, dat ass en iwwergeuerdnet Zil, fir sécherzestellen, dass mer fit si fir d'Zukunft.

Mir hunn e Wuesstum säit dräi Joer vun ongeféier 4%. Och dat renouéiert mat eppes, wat mer gewinnt ware virun der Weltwirtschaftskris. Mä all Ménsch hat gemengt an hat eis gesot, och d'international Organisationen, dat géif ni méi erëmkommen. Déi Zäite wäeren dout. Gott sei Dank war dat falsch. Mä fir dee Qualitéitswuesstum do ze sécheren, mussen mer weider ganz héich investéieren. Dat ass de Schlüssel.

Wann e Land 4% Wuesstum huet, kann een doraus zéien, dass dat Land kompetitiv ass? Ech mengen, do kann ee ganz einfach drop äntwerten: jo! E Land, wat 4% all Joer wiisst, ass kompetitiv. An doriwwer kënnen mer eis natierlech och alleguete freeën.

An ech muss soen, deen Deel vun der Debatt iwwert d'Kompetitivitéit, dee méi am Kader vun der Ried zu der Lag vun der Natioun gëschter hei gemaach ginn ass, huet awer natierlech och en Impact drop, wéi een de Pacte

de stabilité et de croissance gesäit. Déi Debatt huet mech e bësse verbliift, well, wéi den Deputéierte Mosar doriwwer geschwat huet, hunn ech ee Moment geduecht, e géif net iwwer Lëtzebuerg schwätzen, well ech hunn eist Land a senger Deskriptioun einfach net erëmkennt.

Jo, eist Land ass kompetitiv fir seng Wirtschaft en général. An ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister Etienne Schneider och nach dorop zrëckkënn. An ech muss soen, mir schaffe jo super zesummen, allen zwee. Mir maachen d'Promotioun zesummen „la main dans la main“ a complémentaire a mir hunn och super Resultater dozou.

Ech wëll e puer Wuert iwwert d'Kompetitivitéit vum Finanzsecteur soen, och well vu Verschiddenen, net ganz villen, a Fro gestallt ginn ass, ob mer da wierklech nach esou e Finanzsecteur brächten. Ech hunn och do geduecht, ech géif mengen Oueren net kënnen gleewen. De Finanzsecteur stellt 25% vun eisem Rächtrum duer. De Finanzsecteur ass dee gréisste Contributeur zu eise Recetten. De Finanzsecteur ass 11% vun den Emploien. Dat si 45.000 Leit. An déi Ziffer ass stabil; d'Tendance luecht erop. Ech mengen, dat schwätzt fir sech.

Si mir dann nach ëmmer attraktiv als Finanzsecteur? Ma éischtens, déi Zifferen weisen jo, dass mer am Emploi nach ëmmer e bësse wuessen.

Wat ass an der Pipeline? Mir hunn additionell chinesesch Banken, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen. Déi hunn hir Demande an der CSSF deponéiert. Mir hu Schwäizer Banken, déi schonn hei sinn, déi Lëtzebuerg erausgesicht hunn als Headquarter fir den EU-Marché, fir de Marché unique, déi ganz grouss Investisementer amgaange sinn ze maachen, fir alleguerten hir Darea vu Lëtzebuerg aus ze geréieren. Mir hunn also Saachen an der Pipeline.

De Kontext Brexit gëtt eis eng ganz flott Demonstration, fir ze kucken, ob Lëtzebuerg attraktiv ass oder net. An do hu mer jo schonn e konkret Beispill: Déi gréissten Assurance vun der Welt AIG huet schonn annoncéiert, dass se sech géif zu Lëtzebuerg nidderloossen.

Haut, ech hu virun enger Stonn op Twitter gesinn - dat ass eng utile Saach, Twitter, jo -, dass FM Global aus Amerika och Lëtzebuerg erausgesicht huet, en zweeten Assureur. An ech kann lech soen: Et sinn der och do nach anerer an der Pipeline.

Am Asset Management huet schonn M&G, dat ass de verlängerten Aarm vu Prudential, virun e puer Méint annoncéiert, dass se sech op Lëtzebuerg géifen installéieren; si, déi nach guer net hei sinn.

An am Secteur FinTech hu mer der och an der Pipeline mat 50 Kandidaten, déi wëllen an eisem Luxembourg House of FinTech Plaz fannen.

Mir rouen eis net op de Lorbeeren aus. Den Nicolas Mackel an Luxembourg for Finance maachen eng super Aarbecht. Mir hunn, den Nicolas Mackel an ech, am leschte Joer méi wéi 100 Banke besicht, am Kontext Brexit an en dehor von deem Kontext, well mer nach weider wëllen attraktiv sinn an Akteuren heihinnerzéien. Ech gesinn awer eng Kontradiktioun zwëschen deenen, déi eis soen, mir missten do nach méi maachen, an déi awer en engems soen, dass mer ze séier wuessen.

Mir kënnen net dat eent an dat anert wëllen. Wëlle mer dat eent? Oder wëlle mer dat anert? Mir sinn do kohärent. Mir wëlle weider attraktiv bleiwen a mir sinn et.

A wéi de Premierminister ganz richtig gesot huet, mir wäeren haut net méi esou attraktiv, wa mer net déi Transparenzpolitik agefouert hätte virun dräi Joer an eisen Image poléiert hätten. Eisen Image ass amgaangen, gutt ze ginn, mä mir hunn nach ganz vill ze schaffen, fir d'Vergaangheetsbewälgung fäerdegréngen.

D'Diversifikatioun vun der Place financière souwéi d'Diversifikatioun vun der ganzer Économie ass och nach ëmmer eng Prioritéit. An och do hu mer eppes Opweises. Och do hunn ech d'Duerstellung wierklech net equilibriéiert fonnt. Mir hunn en neit Instrument am Fonngeschäft geschaaft: Reserved Alternative Investment Fund. Mir waren dat Land 2014, wat als alleréisch Virtual Currencies, Bitcoins, Monnaie-virtuellen autoriséiert huet; keng einfach Decision, mä mir hunn et gemaach. Dat huet d'CSSF gemaach a ganz gutt gemaach.

Mir sinn an den Top 3 vun den Investissements alternatifs an Europa. Mir sinn an der Green Economy, also an all deenen Domänen, déi mat den Développements durables ze dinn hunn, Nummer 1 an der Welt a verschiddene Saachen. Eis Bourse ass Nummer 1 am Listing vun deene Green Bonds, wéi se genannt ginn. Mir hunn zesumme mat der Madamm Dieschbourg, Minister vun Environment, en Accord gemaach mat der BEL, fir eng Plattform ze maachen, déi prioritär gréng Projeten en-



nerstëtzt op de Modell vum EFSI, dem European Fund for Strategic Investments, vun der EU vum Juncker-Plang.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech hunn a menger Ried gesot, dass mer mam Fonds monétaire international eng strategesch Partnerschaft ugekuerbelt hunn, soudass e grouse Fong vun zwou Milliarden heihinnerkënnt. Et ass also net richtig, ze soen, dass mer net amgaange sinn, dës Finanzplaz ze diversifizieren. An dat, wat mer grad am Beräich vun der Green Economy maachen, ass jo 100%eg en ligne mat deem, wat de Rifkin-Rapport recommendéiert.

Leschterns géif ech gäre soen, fir déi, déi eis Finanzplaz hei am Land net gären hunn, dat ass och hiert gutt Recht, wär ech awer frou, wa géif unerkannt ginn, wat an deene leschte Joren un Annerunge gemaach gi sinn, fir eise Ruff ze verbesseren. An ech erënnen drun, dass de Commissaire, deen zoustänneg ass fir d’Fiskaliteit zu Bréssel, de Pierre Moscovici, an engem Interview hei zu Lëtzebuerg virun e puer Méint gesot huet, op eng Fro vun engem Journalist, dee seet: „Wat haalt Der da vu Lëtzebuerg als Paradis fiscal, wéi déi sech behuelen an Europa?“ Deen éischte Saz, deen de Pierre Moscovici gesot huet: «Le Luxembourg n’est pas un paradis fiscal.» Ech hoffen, dass Der allegeruerten deen Artikel gesinn hutt. Wann Der en net gesinn hutt, ech muss soen, dat war eng grouss Satisfaktioun, net fir mech a fir d’Regierung, mä fir eist Land.

► Une voix.- Très bien!

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Ech wëll just e puer Saachen zu den Zifferen soen. De Premierminister huet déi meescht Punkte scho gemaach.

Zum Objectif à moyen terme, fir de Solde structurel auszurechnen. Et ass net d’Lëtzebuergger Regierung, déi eng Initiativ geholl huet, fir dee Sold erfzesetzen; et ass d’Kommissioun. An et ass am Reglement vun der Kommissioun virgesinn, dass dee Solde structurel an deen Objectif à moyen terme all dräi Joer muss nei gerechent ginn, an net erstaunlecherweis, wann eis Rentemauer no riets réckelt, dat heescht wa se méi wäit ewech geet. Jo, da gesäit alles finanziell besser aus an da geet de Solde structurel erof. Dat ass eben esou.

An an zwee an engem hallwe Joer gétt erëm en neie Calcul gemaach an da gesi mer jo, wat do geschitt. An dorausser e Politikum ze maache fir epes, wat reng faktuell ass, schéngt mer net korrekt. A mir hunn als Regierung gesot, mir wäerten alles drusetzen, fir iwwert de Minimum vun haut - minus 0,5% - ze sinn. A mir maachen dat och op der ganzer Period.

Den Triple-A. Och do ass e bësse versicht ginn - ech hunn dat och net ganz konstruktiv fonnt - ze soen: „Den Triple-A ass eng Selbstverständlechkeet, wann ee Croissance huet.“ Neen, den Triple-A ass wierklech keng Selbstverständlechkeet! A mir Lëtzebuerg, tëschent Juli 2012 a Februar 2014, waren nach ëmmer Triple-A, mä mat enger Tendence négative. A vu Februar 2014 u si mer erëm Triple-A mat Tendence stable, wat de Maximum ass.

Do gesäit een, dass déi Schwankunge méiglech sinn. Do brauch een net laang ronderëm de Bräi ze schwätzen. Mir hunn deen Triple-A mat enger stabler Tendence. Dat ass super an dat ass en Zeeche vu Kredibilitéit op de Marché an de Kredibilitéit vun eisem Land.

En général vläicht e Saz am Kontext vum Pacte de stabilité et de croissance. Wa mer zrëckkucken op déi dräi lescht Joren, dann hunn ech ganz oft gesot kritt vun der Oppositioun, dass déi Zifferen, déi mer op den Dësch leeën, net richtig sinn, net kredibel sinn. An elo sinn et jo schon dräi Joer, wou mer a posteriori kënne gesinn, dass déi Zifferen richtig waren, dass se vläicht heiansdo e bësse virsiichteg waren an dass mer besser ofgeschloss hu wéi virgesinn.

An da leschterns, zu deem Punkt vun der Kredibilitéit vun den Zifferen: D’Europäesch Kommissioun huet eng Responsabilitéit fir Lëtzebuerg, esou wéi fir déi aner 18 Länner aus der Eurozon, fir eise Pacte de stabilité et de croissance an eise Budget ze bewäerten. Dir wäert jo net mengen... Et wäert jo net een heibanne mengen, dass een an der Kommissioun oder zu Bréssel géif Lëtzebuerg - zwësche Guillemeten - oder engem anere Land „Kaddoe maachen“, wa se Doubten hätten iwwert déi Zifferen, déi mer dohinnereschécken. Dofir kommt, mir halen deen Disput iwwert d’Zifferen, deen absolut unproduktiv ass, op der Säit!

Zur Dette. Ech muss nach eng kéier rappeléieren, dass dës Regierung gesot huet, dass se wëilt ënner 30% par rapport zu eisem Räichtum bleiwen an der Dette. An dat si mer op der ganzer Period. Mir bleiwe souguer ënner 23%. An dat ass manner wéi dat, wat 2013 de Fall war.

Mir hu keen Engagement par rapport zu eis selwer a mir hu keen Engagement par rapport zur Oppositioun a par rapport zum Lëtzebuergger Vollek geholl en termes absolus. Dat hu mer ni gemaach, well et och sënnslos ass, an absoluten Termen ze schwätzen. Eist Liewen, eis Économie wësst jo déi ganzen Zäit. Dat kann ee jo net stashes kucken. An dofir sinn allegeruerten déi Kritäre vun der Kommissioun jo och a Prozentsätz ausgedréckt. Et ass jo de bon sens même, dass dat esou ass.

Tëschent 2014 an 2016 par rapport zur Note au formateur vum Hierscht 2013 hu mir 4,5 Milliarden op dräi Joer gespuert. 4,5 Milliarden! Dat ass Geld! An dofir brauche mir...

► M. Claude Wiseler (CSV).- Par rapport zur Nott vum Formateur, wat nu wierklech an engem anerer Finanzsituatioun, an engem anerer Wirtschaftssituatioun hir Aussichte waren,...

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Dat ass richtig.

► M. Claude Wiseler (CSV).- ...déi einfach eng... Dat ass also net gespuert par rapport zu enger Nott vum Formateur, sérieusement.

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Jo, mä mir kënnen och kucke par rapport zum Pacte de stabilité et de croissance, deen am Abrëll vun der Regierung erageschéckt ginn ass. Do ass d’Ziffer e bësse méi kleng, mä dat sinn nach ëmmer Milliarden. An Dir hutt recht, dass dat eng Period war, wou...

► M. Claude Wiseler (CSV).- An engem Prévision économique, déi total anescht war sengerzäit.

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Jo, déi anescht war. Mä n’empêche, n’empêche. Mir hunn dat awer fäerdegbuecht. An dann: Et waren awer net nëmme d’Prévision-économique, Här Wiseler, déi hei um Spill stinn. Et war och eng aner Saach: vum Commerce électronique. Et ass gutt, dass Der elo intervenéiert sidd. Elo hat ech dat bal vergiess.

(Hilarité)

Jo, dat war ganz gutt.

Commerce électronique. Ech ginn net an den Detail. Ech hu gesot: 2017 feelen eis doduerch, dass déi Gesetzgebung geännert huet an dass mir beim Commerce électronique déi Recette vun der TVA net kënnen halen... Doduerch ass eis 2017 eng Milliard verluer gaangen. Dass dat géif geschéien, wousste mer säit 2007 oder 2008. Mir haten... Also Dir hat, déi fréier Regierung, hat gutt verhandelt. Se hat et nëmmen fäerdegbuecht, en Delai vu sechs, siwe Joer auszuhandelen, ier dat Damoklesschwäert do gefall ass.

A wat huet déi viereg Regierung gemaach, obwuel bekannt war, wéini dat Damoklesschwäert, déi Guillotine géif kommen? Ma näisch! An dann, muss ech soen, de Reproche gemaach ze kréien, mir géifen a Saache vu Pensiounen elo net direkt agéieren, woubäi d’Damoklesschwäert oder d’Guillotine ëmmer méi wäit réckelt, ass awer dann net ganz kredibel.

► Une voix.- Très bien!

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Ech mengen, dass eis Statsfinanzen effektiv gutt sinn a gesond sinn. An dofir hu mer d’Steierreform gemaach an dofir investéiere mer ganz héich.

Nach just ee Wuert e bëssen iwwert d’Konsequenze vun eiser Politik vum Invest, deen héich ass, a vun deem Geld, wat mer de Leit zrëckginn iwwert d’Steierreform, an och den Entreprises. Et gétt iwwereng net genuch gesot, dass mer de generelle Steiersaz vun den Entreprises vun 21% op 19% dëst Joer gesat hunn, an d’nächst Joer op 18%. Leider schéngen d’Entreprises an hiner Kommunikatioun esou schwaach ze sinn, dass se dat ni erzielen.

Mä eng Reduktioun vun 21% op 18% ass eng Reduktioun vu 15% vun de Steieren! 15% sinn d’Steiere fir d’Entreprises erfogaangen! Bei wiwilling Leit... Also déi kleg Verdénger, déi hunn eng Reduktioun vun de Steiere kritt, déi ass méi wéi 15%. Dofir hu mer dat och gemaach, de Crédit d’impôt pour salariés. Mä wiwilling Leit hunn da 15% Reduktioun vu Steiere gehat à la fin? Net vill! Ech hunn awer vill Leit héieren, Privatleit, déi sech gefreut hunn. Leider, bei den Entreprises schéngt dat eng Selbstverständlechkeet ze sinn, wann ee mat de Steieren erfogheet. Dat ass awer schued.

Mä wat ech wëll soen, ass Folgendes: Eis Politik vum Invest an eis Politik vu Kafkraaft stärke bréngt mat sech, dass mir natierlech de Wirtschaftszyklus ënnerstëtzen. Esou huet de Keynes dat bewisen; esou huet de Schumpeter dat a senger Théorie de l’innovation och scho virdru gesot. Mir sinn Tenant vun deenen, vum Schumpeter a vum Keynes; net vum Malthus. De Malthus, deen huet ëmmer nème

schwarzgesinn. Deen huet préviséiert, dass mer ëmmer géife méi aarm ginn, well ëmmer méi Leit op der Aerd wäeren.

► Une voix.- Där setzen der awer och hei, Här Gramegna!

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- An de Malthus huet sech dramatesch geiert. Firwat? Well en net mat der Innovatioun gerechent hat.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance.- Jo, Här Mosar. Dir wollt eng Fro stellen. Un den Här Gramegna?

► M. Laurent Mosar (CSV).- Jo, un den Här Finanzminister. Ech mengen, e kann och vun der Plaz drop äntwerten.

Fir d’Alleréischts Merci dem Här Finanzminister fir seng ganz vill Äntwerten. Ech hunn allerdéngs nach zwou Froen, déi ech och am Kader vu menger Interventioun gestallt hat, déi net beäntwert gi sinn. An déi wollt ech awer nach eng kéier stellen, Madamm Presidentin. An do awer vläicht nach eng kéier ganz kuerz e Rapport vun deem, wat ech gesot hunn, well ech mengen, dass de Finanzminister mer do net ganz richtig nogelasscht hat.

An et geet hei u sech em de Volet vum Bankecteur, wou ech ausgefouert hunn, dass dat mer géif e bëssleche Suerge maachen, well zwou gréisser Banken hir Dieren hei zougemaach hunn, ganz fort ginn, eenzel aner Banken en Deel vu Servicer an d’Ausland transfereieren, och laut Zuelen, déi gëschter nach genannt gi sinn, 350 Aarbechtsplazen op der Bankeplaz ofgebaut gi sinn. Do hunn ech gefrot, wat fir eng nei - nei! - Banken an der Pipeline stinn.

Ech hunn awer direkt präziséiert, mir wéisste jo, dass et e grouse Succès wär, wat déi chineesch Banke betrëfft. Ech hunn dat begréisst. Ech hu gesot, dat wär eng ganz gutt Saach. An ech hunn dann de Minister gefrot: Wat fir eng nei Banke sinn am Moment an der Pipeline, elo?

An ech wollt just resuméieren, wat Der gesot hutt. Da kënn Der mer soen, ob ech dat richtig verstanen hunn. Ech hu verstanen, dass just eng Schwäizer Bank, déi awer schonn hei ass, zum Deel nei Servicer hej transfereiert. Ech zéien awer och aus där Äntwert eraus, dass keng zousätzlech nei Bank am Moment eng Demande bei der CSSF unhängelech hätt. Dat ass déi éischt Fro.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dann déi zweet Fro, déi ech och net beäntwert kritt hunn, Här President, dat ass déi, déi och dem Kolleg Gilles Roth a mir ganz vill Suerge mécht, iwwert d’SOPARFlen, wou ech gefrot hunn, ob dat richtig wär, dass e puer Honnert SOPARFlen an de leschte Méint liquidiéiert gi wäeren. Do wär ech also frou, wann de Minister eis eng kloer Äntwert géif drop ginn an eis eventuell dann och kéint soen, ob de Finanzministère am Moment amgaangen ass ze kucken, wat déi déiwer Ursachen dovunner sinn.

Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Här Finanzminister!

► M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.- Jo, Här President, zur éischter Fro. Ech mengen, ech hat relativ komplett geäntwert. Vun neie Banke sinn nei chineesch Banken an der Pipeline.

(Interruption)

Majo, dat ass net eng Selbstverständlechkeet, et ass wichteg, dass een dat seet.

(Interruption)

Jo. An da sinn eng Retsch Banken am Kontext Brexit, déi schonn hei sinn, déi consideréieren am Kontext Brexit, zu Lëtzebuerg sech vill méi staark anzusetzen. Ech kann awer natierlech net méi driwwer soen, d’autant plus dass bei verschiddenen d’Decisionen nach net definitiv sinn a bei verschiddener souguer gesot gétt, dass dat net däerf gesot ginn. Ech mengen, dat muss Der verstoen. Mä ech sinn och, wat d’Banken ubelaangt, zouversiichtlech, dass mer am Kontext Brexit op jidde Fall Verstärkungen, wann net och neier wäerte kréien.

Zur Problematik SOPARFI: E puer Honnert SOPARFlen, dat kléngt, wéi wann dat immens vill wier. Mä Dir wësst jo, dass mer Zéngdausend SOPARFlen zu Lëtzebuerg hunn. Do kann ech net all honnert oder all eenzel SOPARFI verfollegen. Ech wäert awer meng Servicer froen, dat méi am Detail ze kucken. An ech sinn och, wéi Dir, interesséiert ze wëssen, wann et en Trend gétt, fir ze verstoen, wou deen hierkënn.

► M. Laurent Mosar (CSV).- Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Domat wär den Tour um Wirtschaftsminister, dem Här Etienne Schneider.

► M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.- Merci, Här President. Ech muss als Alleréischts hei feststellen oder lech matdeelen, dass ech gëschter awer extrem verwonnert war ze héieren, wéi d’Oppositioun an hei am Speziellen den Här Gibéryen an den Här Wiseler, wéi si et fäerdegbriegen, andeem se permanent probéieren, Prozenter an absolutt Zuelen ze vermëschten, bis se dann dohinner kommen, dass se kënnen d’Finanz- an d’Wirtschaftssituatioun vum Land schlechtrieden.

Dat wonnert mech, wéi een dat fäerdegbriegt. Mä de Mark Twain huet schonn eng kéier gesot: „Et muss een d’Fakte gutt kennen, fir se duerno kënnen ze verdréien.“ Dofir ginn ech dovun aus, dass Der wësst, dass d’Situatioun besser ass, wéi Dir dat gëschter hei virgestallt an duergestallt hutt.

Ech verstinn natierlech, dass et fir eng Oppositioun schwéier ass, en Avenu ze maachen, dass dës Regierung, déi 2013 mat schlechte Resultater ugefaangen huet, mat schlechte Finanzen ugefaangen huet, mat enger quasi inexistenter Croissance ugefaangen huet, dass et natierlech schwéier ass, en Avenu ze maachen, dass d’Regierung awer - awer - verschidde Saachen...

► M. Claude Wiseler (CSV).- No enger vun deene schwéierste Krisenzäiten, déi mer an Europa an deene leschte Jore kritt hunn! Ech hunn ëmmer gär, dass een d’Situatioun komplett gesäit.

► M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.- ...awer verschidde Saache muss richtig gemaach hunn, fir haut bei enger Croissance vun tëschent 4 a 5% a bei engem Chômage vu 6% a gläich enner 6% ze landen. Also muss mer net alles falsch gemaach hunn.

(Interruption)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Ah, ech ginn dovun aus, dass den...

► M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.- Selbstverständlech wär ech dee Leschten, deen lech keng Fro géif stelle loosse.

► M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech wollt lech just froen, Här Schneider, wien an der leschter Regierung Wirtschaftsminister war.

(Hilarité générale)

► M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.- Dat war ee formidabelen, dat war ee formidable Kärel, e formidable Kärel,...

(Hilarité générale)

...deem säin Numm mer am Moment net afält. Mä ech kann lech awer soen, dass e gutt war. Pardon, et waren zwee formidabel Kärelen.

► M. Claude Wiseler (CSV).- Dee gétt och all Joer besser.

(Hilarité générale)

► M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.- Et waren zwee formidable Kärelen.

Mä fir awer, an de Finanzminister ass virdrun drop agaangen, un engem ganz kloer Beispill wierklech ze weisen, wéi malsain awer déi Diskussioun ass, dat huet den Här Wiseler ganz gutt gewisen, andeem e wierklech gëschter géint bessert Wësse behaupt huet, dass d’Regierung hiren Objectif à moyen terme vu plus 0,5% op minus 0,5% korrigéiert huet, fir méi Sputt ze kréien, wou Der ganz genee wësst, dass et den Här Juncker a seng Kommissioun ass, déi deen Objectif à moyen terme festleeën, an net d’Lëtzebuergger Regierung. An et ass och...

Här Wiseler, selbstverständlech!

► M. Claude Wiseler (CSV).- Här Schneider, Dir wësst gradesou gutt wéi ech, dass eng ganz Rei Länner, wou en Objectif à moyen terme anescht vun der Kommissioun gerechent ass, deen Objectif à moyen terme net uegholl hunn, mä sech an anere gesat hu wéi dee Minimalobjectif, deen d’Kommissioun akzeptéiert huet. Dir hutt de Minimalobjectif akzeptéiert, contrairement zu anere Regierungen.

► M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.- Mir hunn dat nach ëmmer esou gemaach, Här Wiseler. Mir hunn dat nach ëmmer esou gemaach.

► M. Claude Wiseler (CSV).- Dat war och nach ni en Objectif, deen am Minus louch.

► M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie.- Jo, mä, lauschtert emol, just well dat lech



da besser arrangéiert, solle mir dat esou maachen. Ass dat esou?

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech mengen, datt et e politesche Feeler ass, fir et ze maachen, jo.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Majo, mä wann Der d'Zuelen an den Ausbléck vum Här Gramegna gesitt, da gesitt Der, dass mer iwvert d'Zait am Positive bleiwen. Dofir verstinn ech Är Opreegung net.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech gesi bei den Zuelen, datt se op minus 0,1% déi nächst Jore wäerte sinn.

(Interruption)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dir wësst, dass mer zum Enn vun der Legislaturperiod op positiv Zuele kommen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat sinn net meng Zuelen, dat sinn Är Zuelen.

(Interruption)

Zum Enn vun der Legislatur, an där nächster Legislaturperiod gitt Der erop. Mä ech hu gëschter erkläert och, firwat Der kënt eropgoen, well do eng ganz Rei Investissementer an deenen Zuelen nach net dra sinn, well eng ganz Rei Depensen, déi wahrscheinlech noutwendeg sinn, einfach net an deenen Zuele vum nächste Joer derbäigerechent sinn. Ech géif och...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dir gitt mer e gutt Stéchwuert, Här Wiseler, fir lech op eppes aner opmierksam ze maachen.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Dir hutt gëschter behaupt oder gesot oder gefuerdert, d'Regierung misst d'Zukunft preparéieren. Dir hutt awer och gefuerdert, deen Defizit am Zentralstat vun enger Milliard, deen dierft net sinn. Dat heescht, Dir fuerdert op där enger Säit, dass mer all Joer - all Joer - eng Milliard manner ausginn, ouni an engem Saz ze soen, wou mer déi solle spuere goen. An Dir sot, mir sollen d'Zukunft preparéieren! Mä wat dann?

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Stabill Statsfinanze sinn och en Deel vun der Zukunftsvirberedung.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Gelif? Gelif?

(Interruption)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Statsfinanze am Zentralstat sinn och en Deel vun Zukunftswäerter.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dat heescht, d'CSV plädéiert derfir, net méi ze investéieren, well den Här Gramegna huet lech...

(Brouhaha général et interruption)

Jo, mä...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et ass e weénege lächerlech. Dat do gleewen lech d'Leit dobaussen net. Dat gleeft keen lech!

(Interruptions)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- De deux choses l'une. De deux choses l'une! Entweder mir investéieren...

(Interruptions diverses)

Dat do ass lamentabel! Da sot eis et!

Entweder mir investéieren oder mir spuere. Mä mir kënnen net d'Sue spuere a se ausginn. Dat geet net, sorry!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et hänkt ëmmer dovun of, wat Dir investéieren nennt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dat geet leider net. An ech soen lech, an dat ass nach en Argument, firwat mer richtegleien: Dës Regierung investéiert 4% vun hirem PIB an nei Infrastrukturen, ebe just fir d'Zukunft ze preparéieren, a fir dat ze investéieren, bezilt se 80% vun all deenen Investitioune cash an 20% dovun gi géleint a fir soss guer näscht. An Dir wësst ganz genee, dass dat esou ass. Mä Dir wëllt et net wouerhunn, well et net dierf wouer sinn.

Mir preparéieren d'Zukunft awer net nëmmen iwvert Investissementer. Mir preparéiere se och, andeem mer eis an deenen Zäiten, wou et elo gutt geet, Gedanke maachen, wéi mer eise Wirtschaftsmodell ëmbauen op en nohaltege Wirtschaftsmodell. Dofir hu mer jo déi Rifkin-Studie gemaach, fir ze kucken: Wat sinn d'Alternativen zum aktuelle Wirtschaftsmodell, deen och op fossille Brennstoffe baséiert, deen

drop baséiert, ëmmer méi Aarbechtsplazen ze schafen?

Alles dat hu mer jo mat 300 Experten elo während zwee Joer diskutéiert! A mir diskutéieren et nach weider! Do geet et jo just drëm ze kucken: Wat soll dann deen neie Wirtschaftsmodell vu Lëtzebuerg sinn, dee méi nohaltege ass an deen net alleguerten déi Nodeeler mat sech bréngt, déi och deen heiten huet? An ech mengen, den Trafic ass ee vun deenen, déi de Leit am meeschte Suerege maachen.

An dann och d'Madamm Hansen, déi gëschter da behaupt, oder se huet an hirem Interview am „Background“ behaupt, Rifkin, do wier iwverhaupt näscht fir den Norden dran. Ech wëll lech just soen, et sinn x Mesuren am Rifkin fir den urbane Raum. Dir hutt gëschter och d'Fro...

(Interruption)

Fir de ländleche Raum.

Dir hutt gëschter och d'Fro hei opgeworf, ob d'Regierung iergende Plang hätt, wat den Ausbau vun den erneierbaren Energien ueget. Mä dat ass e Plang, deen heescht Plan national en matière d'énergies renouvelables, dee gëtt et scho längst, deen ass d'ailleurs, an dat muss ech der vieregter Regierung zeguthalen...

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- ...vu mir proposéiert ginn an der vieregter Regierung,...

(Interruptions)

...vum Wirtschaftsminister aus der leschter Regierung an ass also mat de Stëmme vun der...

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Rifkin war jo awer eréischt duerno.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- ...mat de Stëmme vun der CSV uegholl ginn. Dofir wär et awer...

(Interruption)

...dofir wär et awer unzehuele gewiescht, dass d'Madamm Hansen weinstens wësst, dass et esou eppes gëtt. Entweder si huet weder de Rifkin gelies nach dee Plan national, oder et ass alt erëm eng Kéier mauvaise Volonté, fir d'Regierung schlecht duerstellen.

► **Une voix.**- Oh! Dat kritt Der selwer am beschten hin.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Mä dat mécht eis awer näscht aus. Mir sinn dat gewinnt.

► **Une voix.**- Dir hutt lech dru gewinnt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Jo, jo, jo, zemoos mat lech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, erlaabt Der eng Fro?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Jo, jo, alles! Alles!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Ech wëll just nach eemol soen, datt déi do Zuelen esou am Rifkin-Rapport stinn. An ech hunn einfach konkret Froe gestallt, ob d'Regierung wëllt an déi Richtung goe respektiv wéi vill Wandmillen an esou viru se wëllt oprichten, ob sech do vläicht eppes gënnert hätt, nodeems déi nei Erkenntnisser vun Rifkin do sinn.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Mir hu Plattformen agesat, nodeem de Rifkin-Rapport fäerdeggestallt ginn ass. An deene Plattformen ginn déi verschidde Sujeten diskutéiert, dont deen doten. Mä bis op Weiderei gëtt et e Plang, dee vun der Regierung mat Ärer Stëmm - neen, Dir waart deemoos nach net dran, ech muss lech a Schutz huelen - uegholl ginn ass. An dee gëllt och bis op Weiderei.

Ech kommen zu engem anere Sujet, dee mer gëschter jo och hei undiskutéiert hunn, an och haut ass en nach eng Kéier uegklongen, nämlech dee vun de Pensionen. Gëschter huet den Här Wiseler gesot, dass mer, oder dass hien, dass d'CSV d'Pensioune wëllt modifizéieren, reforméieren, et cetera.

Haut de Moien hunn ech dem Här Spautz nogauschtert, dee war awer schonn erëm vill méi flou an immens vag an deem, wat e gesot huet zu de Pensionen. Da wëll ech awer och den Här Spautz hei zitieren. Ech hunn hei e Blatt a menger Boite gehat, wou den Här Spautz seet: „Wir wollen, dass die Bürgerinnen und Bürger wissen, wo sie mit uns dran sind.“

Or, ech kann lech soen, ech weess et net! Elo hu mer hei Stonnen a Stonnen diskutéiert an ech weess net, wou Der hiwëllt mat de Pensionen. Allerdéngs hunn ech mer d'Méi gemaach, eng Kéier nozelauschteren, wat den Här Wiseler, wéi e Spätzekandidat ginn ass, an engem „Richt eraus“ um „100,7“ zu de Pensionen gesot huet do, well deemoos war en nach vill méi couragéiert.

Ech huelen un, dass den Här Spautz en entretemps e bëssen zrëckgepaff huet. Mä deemoos huet e kloer gesot, dass et kloer eng Reform wäert gi vum Pensiounssystem, dass hien derfir plädéiert an dass déi Reform och mat Sécherheet am CSV-Wahlprogramm wäert stoen an dass déi Reform soll bestoen aus engem Mix vun dräi Mesuren - an ech zitieren lech se: enger Hausse vun de Cotisationen, enger Hausse vun Pensionsalter an enger Kierzung vun de Renteleschtungen.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dir hutt dee Courage entre-temps verluer, well ech hunn lech gëschter dräimol gefrot: Da sot eis emol konkret, wat dat dann elo heescht!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech hunn lech gëschter...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Wann ech Är Reform... Dir hutt de Courage verluer. Dat verstinn ech. Dir kommt ëmmer méi no bei d'Wahlen. Mä Dir hutt jo versprach, et an de Wahlprogramm ze schreiwen. Ech kann lech just soen: Mat dëser Regierung kënt dat net a Fro. Mir ginn net un de Leit hir Renten. An ech kann lech och soen als LSAP-Member: Et kënt mat Sécherheet och net an den LSAP-Wahlprogramm, och wann et dann an Ärem sollt stoen. Mä ech zweifelen ëmmer méi drun, no deem, wat Der gëschter gesot hutt, an och wat den Här Spautz haut de Moie gesot huet.

Dir wëllt mer eng Fro stellen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här Schneider, ech wëll lech just soen, datt ee vläicht an där Diskussioun e weénege méi seriö muss si wéi Dir elo hei. Dir sot einfach Neen,...

(Interruption)

...an Dir wësst ganz genau, datt laangfristeg eng Reform eng absolutt Noutwendegkeet ass. Ech proposéieren hei, datt eng Diskussioun,...

(Interruption)

...datt eng Reform fir d'Laangfristegkeet vun eise Pensionen eng Noutwendegkeet - eng Noutwendegkeet - ass. Mir wëssen dat alleguer heibannen.

Ech plädéieren, datt mer déi Diskussioun kënnen op eng korrekt Aart a Weis féieren. Am Interview, deen Der zitéiert hutt, do ass gesot ginn, datt mer eng Rei Méiglechkeeten hunn, iwvert déi kënnen diskutéiert ginn. Et ginn där do, et ginn nach eng Rei anerer. Mä zum Schluss muss mer et awer fäerdegbréngen, e gemeinsame Pensiounssystem ze hunn, wou mer de Leit kënnen garantéieren, datt e laangfristeg duerhält, datt e standfest ass an datt se och nach an zéng, zwanzeg oder drësseg Joer hir Pensione kréien. Dat ass dat, wat mer soen. Dozou stinn ech. An ech fannen, dat gehéiert zu enger responsabeler Politik. Elo kann een dozou Nee soen, wann een dat wëllt. Mir mengen, datt een där Realitét och muss an d'A kucken, fir weiderzokommen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Här Wiseler, Dir hutt an Ärem Interview gesot, et géif e Mix ginn aus deenen dräi Saachen, déi ech lech opgezielt hunn: Hausse vun de Cotisationen, Hausse vun Pensionsalter an Erofsetze vun de Pensiounleschtungen. Dat ass dat, wat Dir gesot hutt. An Dir hutt souguer gesot, dat géife ganz tough, ganz tough Diskussiounen mat de Sozialpartner ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech hu gesot: Dat sinn eng Rei Méiglechkeeten, déi mer hunn. Et ginn och nach eng Rei aner Méiglechkeeten.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Mä Dir hutt eis se net genannt, Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et muss en iwvert all Méiglechkeeten diskutéieren, fir ze kucken, wéi een dee System do hikritt, Här Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Här Wiseler, ech probéieren...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- An ech wëllt och, datt déi Diskussioun kéint korrekt gefouert ginn.

(Interruptions)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Här Wiseler, ech probéieren hei zënter zwee Deeg, mat lech an Ärer Fraktioun ebe just iwvert déi Mesuren ze schwätzen. Mä Dir sot eis ni, wéi eng et sinn. Dat ass dee ganze Problem.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir sot eis, wann Der wëllt mat eis driwwer schwätzen, datt mat lech strictement näscht a Fro kënt. Da fängt den Dialog schonn direkt un.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Maja, ech soen lech ganz kloer: Loosst d'Fangeren ewech vun de Renten a vun de Pensionen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Sou, an duerfir soll ech da mat lech diskutéieren driwwer!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Well genee dofir hu mer jo dee Wuessstum. D'Leit stelle sech jo ëmmer d'Fro: Firwat brauche mir dee Wuessstum? A soen dann: Maja, mir hunn deen...

Dir kritt direkt erëm d'Wuert. Dir wësst, dass ech net fäerten, fir lech d'Wuert ze ginn.

(Hilarité)

Also ech ginn lech et iwverhaupt net, mä de President, fir dem President et ze erlaben, mir eng Fro ze stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ma ech hunn deem Spill e bëssen nogekuckt.

(Hilarité)

Mä ech sinn awer frou, dass Der elo selwer agesitt, dass Der besser hutt,...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Ech hunn et gemierkt, ech hunn et gemierkt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...wann Der mir dat iwverloost, well soss si mer herno nach an zwou Stonnen an deem Dialog.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech hunn dat och léiwer, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech géif och elo mengen, deen Nächsten, deen d'Wuert gefrot huet, vu dass Der jo jiddwerengem...

Ah jo, mä elo maachen ech dat, wat eigentlech meng Missioun ass, elo ginn ech dem Här...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- De Minister schwätzt!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Ech wollt dat, wann Der mer dee Gedanken nach erlaabt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Selbstverständlech. An da kritt den Här Gibéryen d'Wuert an dann den Här Wiseler.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Dobaussereegen d'Leit sech op oder Dir spillt och, Verschidener vun der Opposition zumindest spillen dat Spill a soen: „Mir brauchen dee Wuessstum net. Kuckt emol all déi Nodeeler, déi mer duerch de Wuessstum hunn!“ An da geet ëmmer rieds vun Trafic, vun der Ëmweltverschmutzung, et cetera, et cetera, wat jo och alles net falsch ass.

Mä et muss een awer och emol eng Kéier soen: Wat hu mer dann duerch de Wuessstum? Mä et ass ebe just duerch dee Wuessstum, wou mer eis kënnen erlaben, déi héchste Pensionen ze hunn an der ganzer Europäescher Unioun. Et ass ebe just duerch dee Wuessstum, dee mer hunn, dass mer eng Duerchschnéttspensioun zu Lëtzebuerg hu vun iwvert 2.600 Euro. Et ass just duerch dee Wuessstum, wou mir eng Mindestpensioun hu vu 1.770 Euro, woubai Däitschland dat emolguer net kennt. Déi hunn dat net. Eisen Nopeschlänner hir Pensioune si wäit méi niddreg wéi eis. Firwat kënt dat dann?

Eis si jo net méi héich, well mir méi schéi Leit sinn! Eis si méi héich, well mer et fäerdegbréngen, Wuessstum ze generéieren!

Ech géif och dem Här Baum an dem Här Gibéryen, déi jo och gëschter hei eng Ried géint d'Croissance gehalen hunn - beim Här Baum ass et souguer em ee Prix vis-à-vis vun der Finanzplaz a vum Kapital gaangen -, ech géif hinnen emol eng Kéier rodén, eng Studierees ze maachen, eng Studierees! Dir kënt zeesumme fueren, Dir sidd jo zu fénnef, Dir kënt lech an een Auto setzen.

(Hilarité)

Da fuert Der eng Kéier op Mont-Saint-Martin. Dat läit hannert Rodange, dat ass net ganza wäit. Da gitt Der do d'Spidol kucken an da gesitt Der, wéi e Service e Bierger kritt an engem Land, wou kee Wuessstum méi ass.

An den Här Gramegna huet Italien...

(Interruption)

Den Här Gramegna huet Italien genannt mat 16 Joer ouni Wuessstum. Ech weess net, wéi vill Joer Frankräich kee Wuessstum huet. Mä gitt op Mont-Saint-Martin d'Spidol kucken, da wësst Der, wéi ee Service e Bierger kritt!

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Do maache se en IRM an dräi Wochen.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- A wann Der nach e bësse Bensinn hutt, well Der hutt jo zu Lëtzebuerg getankt, da fuert e bësse méi wäit nach bis a Louthrengen, da gesitt Der eng ganz Regioun, déi säit 15 Joer kee Wuessstum méi huet! An da kuckt Der, wéi d'Leit do wunnen! An da kuckt Der, wéi d'Stroossen do ausgesinn a wéi d'Trottoiren do ausgesinn, wéi d'Schoulen do ausgesinn an d'effentlech Infrastrukturen ausgesinn!



► **Une voix.** - A wat se wielen!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - A wat se wielen! An da gesitt Der, firwat... (**Brouhaha général**)

An da gesitt Der, firwat de Wuesstum gutt ass!
De Wuesstum, Dir Dammen an Dir Hären, huet Nodeeler. Mir wëssen dat. Mä dofir schaffe mer jo drun, ze investéieren an den éffentlechen Transport. Keng Regierung virun där hei huet esou vill an den éffentlechen Transport investéiert wéi déi hei.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dofir baue mer d'Stroossennetz aus. Dofir schwätzt de Premierminister dovun, dass mer Aktivitéitszone méi no un d'Grenze kréien, fir déi Frontalieren net müssen onnéideg duerch d'Land ze féieren. Dofir schwätze mer vun neie Modeller vun Télétravail. Dofir schwätze mer vu Rifkin, fir eben en nohaltege Wuesstum ze hunn, fir d'Économie circulaire anzeféieren, fir d'Économie partagée auszubreeden hei am Land.

Dir Dammen an Dir Hären, Wuesstum ass mat Sécherheet net alles. Mä ouni Wuesstum ass alles nâischt. An da veraarme mer als Land a mir veraarmen als Bierger. An dat wëlle mer net. An dozou steet déi heite Koalitioun, dass mer dee Wuesstum brauchen, mä dass mer e wëllen esou guidéieren, dass en esou mann wéi méiglech Nodeeler fir d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land huet.

A vläicht ee leschte Saz dozou, da ginn ech lech direkt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen! Neen!

(**Hilarité**)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ah neen, pardon, da ginn ech lech d'Wuert zréck, Här President.

Ee leschte Saz. Et gëtt kee Kleesche méi, Här Spautz. An et kënn kee Kleeschen de 6. Dezember bei den Här Gramegna mat engem Scheck vun 23 Milliarden a seet: „Sou, hei sinn deng Suen, déi s de brauchs, fir d'nächst Joer d'Land um Fonctionnéieren ze halen.“ Dat gëtt et net. An duerfir wäerte mir weider duerch d'Welt rennen, fir Betriber unzezéien, fir de Wuesstum hei zu Lëtzebuerg ze assuréieren a virun allem fir de Wuelstand hei zu Lëtzebuerg ze assuréieren.

Voilà, elo ginn ech lech d'Wuert zréck, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Minister. An ech ginn et da weider un den Här Gaston Gibéryen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...an duerno den Här Claude Wiseler an den Här Marc Baum. An da géif ech mengen, dass mer dem Minister d'Geleechenheet emol ginn, fir zum Schluss ze kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - En ass fäerdeg!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Neen!

(**Hilarité**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President.

Ech wëll elo déi ganz Diskussioun iwwert de Wuesstum hei net méi erëm ufänken. Ech hat virun zwee Joer eng Interpellatioun gemaach, wou mer iwwert de qualitative Wuesstum geschwat hunn.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An énnert deem qualitativen... Et ass also net, dass mir géint de Wuesstum sinn; ech wëilt dat hei kloer soen. Mä mir schwätze vun engem qualitative Wuesstum, wou mer och kënne Gelder geréieren a wou mer vläicht net déi Dausende vun Aarbechtsplaze mussen schafen, déi mer am Abléck schafen, mat all deene Konsequenzen, déi se kréien.

An et ass elo dacks vun der Regierung gesot ginn, se géif an déi Richtung schaffen, mä da kann ech awer net gläichzäiteg als Regierung higoen a soen: „Mir si frou, wa mer dëst Joer 15.000 Aarbechtsplaze schafen.“ Da schafe se net dee qualitative Wuesstum, iwwert dee mer diskutéiert hunn. Dat just elo, well Der nach eng Interventioun gemaach hutt, ier ech d'Fro gestallt hunn.

Wat ech wollt froen oder soen, dat ass mat der Erhéijung. Dir hutt gesot, mat der heiter Regierung géif et keng Erhéijung vum Pensiounsalter an och keng Kierzungen. Dat kann ech mat zwou Hänne ënnerschreien. Dat wëlle mir och net.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat ass jo gutt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä ech wëilt just drun erënneren, dass mer an der leschter Legislaturperiode awer eng Pensiounsreform gestëmmt hunn. An an där Pensiounsreform - an duerfir war eng breet Zoustëmmung, mir hunn et och matgestëmmt - hu mer de Pensiounsalter awer gehéicht. A mir hunn och Moosnamen dragesat, jee nodeem wéi d'Reserve sech entwéckelen, Automatismesouguer dragesat, wou och d'Pensiounen, zum Beispill den 13. Mount, d'Allocation de fin d'année, wou déi gestrach gëtt!

Also et soll een elo net heihinnerkommen a soen: „Mat eis Sozialiste gëtt et dat net“, well an der leschter Legislaturperiode hu mer e Gesetz gestëmmt, wat souwuel de Pensiounsalter gehuewen huet wéi och Moosnamen agesat huet, dat, deemno wéi d'Pensiounsreserve sech entwéckelen, och Kierzung kënne méiglech sinn.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mat eiser Zoustëmmung!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Gibéryen, Dir hutt jo vollkommerecht. Mä dofir soe mir jo: Mir hunn déi Reform gemaach 2012, an déi Reform, déi adaptéiert sech jo automatesch. Déi Reform - an de Romain Schneider, deen huet et virudrun och gesot -, déi Reform, déi weist jo, dass et Resultater ginn. Déi weist jo, dass d'Rentemauer sech weider verréckelt. An déi weist, dass eise Pensiounssystem sech automatesch adaptéiert op d'Situatioun.

An dofir soe mir, dass mer dergéint sinn, fir d'Leeschunge fir d'Rentnerinnen an d'Rentner erofzesetzen. Et ass genee dat. Vun dohier hu mer eis iwwerhaupt net falsch verstanen oder sinn op deem Punkt zumindest net op enger anerer Linn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Den Här Schneider seet a senger Reflexioun, wat ech jo och logesch kann novollzéien, dat, well mer dee Wuesstum hunn a well mer dee Wuesstum brauchen, mer och duerno all déi Reflexiounen iwwer eise Pensiounssystemer kënne vergiessen, well de Wuesstum kompenséiert eis jo a gëtt eis keng Obligatioun, fir drunzagoen.

Wann dat esou wär - wann dat esou wär! -, kéint ech dat verstonen, kéint ech och domat d'accord sinn! Mä Är eegen Zuele weisen, dat et bei engem Wuesstum, esou wéi Dir en an deenen héijen Zeenarioen och elo virgesinn hutt, mat 1,1 Millioun Leit op 2060, an all där Croissance, déi dat au fur et à mesure vun de Jore bedeit, awer an de Reserven, déi een am Pensiounssystem huet, net duergeet, och wann een d'Croissance huet, och wann een déi do Croissance huet, fir iwwert déi nächst Jore méttel- a langfristeg de System performant ze halen.

2023 oder 2025, ech weess et net, wäert de System an deem Sënn kippen, dass da manner Recetten do si wéi Ausgaben. 2035 si mer op der Limitt vun 1,5 an 2000 eppes an déi 40 sinn dann d'Keesen eidel. Elo kann ee soen: Dat ass schrecklech wäit ewech, dat brauch eis net ze concernéieren! Dat do sinn Zuele mat deem ganz héije Wuesstum, wéi Der et virgesitt. Déi stellen eis awer eng Rei Froen.

A mir soen: Dat do mussen mer kucken, dat do mussen mer analyséieren an do mussen mer Solutiounen fannen. A mir soen hannendrun: Et ass besser, mir fannen déi Solutiounen elo, wéi wa mer an zéng Joer eréischt duerno kucken, well elo hu mer Méiglechkeeten, well et eise Pensiounssystemer gutt geet, fir se esou ze gestalten, dat d'Leit, déi haut a Pensioun sinn, dat déi kee Problem hunn, dat hinnen nâischt geschitt.

Ech fannen, dass dat eng rasonabel Aart a Weis ass, fir et unzagoen. An ech plädéieren nach eng Kéier derfir, déi Diskussioun do seriö ze féieren.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Wiseler, Dir sot - ech hunn lech just zitéiert -, Dir sot, Är drai Mesurén wären d'Citatioun erop, de Rentenalter erop an d'Pensiounsleeschungen erof.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dann hunn ech lech elo erkläert, wat mäi ganze Gedanken ass.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dir wësst, an ech hunn et virdu gesot, an den Här Gibéryen huet et d'ailleurs och gesot, dass et eng Rentereform gëtt vun 2012, déi sech adaptéiert un d'Situatioun. A mir gesinn de Moment, dass een do punktuell Adaptatiounen mécht, dat ass evident. Och dat huet de Romain Schneider gesot. Mä déi drai Punkten,

déi Dir an d'Feld gefouert hutt, déi komme fir eis net a Fro.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech géif da gär mat lech eng Diskussioun iwwert déi ganz Situatioun do féieren, dat mer déi...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Dat, wat ech zwee Deeg probéieren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...en long et en large...

Jo, mä mir féieren déi net an engem État de la nation. Da féiere mer se uerdentlech zesummen an deene Gremien, an deene Kommissiounen, déi dofir do sinn,...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ganz gär!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...well hei am Plenum geet dat wierklech net.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Da schécken ech lech awer deen anere Schneider.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - De Problem ass vill ze vill seriö, fir driwwer ze polemiséieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. De Moment, wou de Minister Schneider drénkt, géif ech gär dem ugesprachene Sozialminister d'Wuert fir eng kleng, eng kuerz Reaktioun ginn.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Voilà, ech wollt effektiv dem Här Minister Schneider Zäit ginn, eng Schlupp ze drénken, dass en e bësse Force kritt, fir déi lescht Froen ze beantwerten. Mä ech mengen, kuerz eng Kéier e puer Reaktiounen op dat, wat hei gesot gouf.

Ech mengen, dass ass eigentlech och eis Suerg, effektiv och no deenen Zäiten, déi Der genannt hutt, souwuel den Här Wiseler wéi och den Här Schneider wéi och den Här Gibéryen, dass mer eis doriwwer Suerge maachen. An dofir hu mer jo och dee Bilan, vun deem eigentlech geduecht war, dee mer sollten eréischt ee Joer méi spéit maachen, als Regierung no vir gezunn, fir Zäit ze kréien, an engem Aarbechtsgrupp, an dat maache mer téschent deenen eenzelne Ministéren awer och mat alle Chambre-professionellen, fir eis Gedanken ze maachen doriwwer, wat d'Solutiounen kënne sinn.

An dësem Joer, 2017 (veuillez lire: Enn 2017), wäerten d'Aarbechte vun dësem Aarbechtsgrupp ofgeschloss sinn, an déi Resultater, déi dann dobäi erauskommen, déi wäerte mer diskutéieren, an da wäerte mer zesummen, wéi ech et richtig fannen, och déi néideg Solutiounen fannen. An ech mengen, dass ass eben dat, fir ze weisen, dass d'Regierung sech domadder auserneegesat huet an dass se effektiv no enger Reform vun 2012 och weess, dass an Zukunft dee Pensiounssystem och iwwer 2040 muss garantéiert sinn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech soen dem Här Romain Schneider villmools Merci fir déi Aussoen. Ech soen em just: Plangt, wann ech gelift, d'Oppositioun mat an, well et ass e laangfristeg Problem, an déi do Diskussioun!

Ech soen lech villmools Merci fir déi do Ausso, well se weist, dass den Diskussionsbedarf do ass op deem Sujet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géif ech nach dem ugesprachene Marc Baum d'Wuert ginn. An dann... Jo, gutt, fuert emol duer!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Ma Merci, Här President. Den Ugesprachenen hëlt och d'Wuert, well ech feststellen, dass d'Nolauschteren anscheinend net zu deene grouse Qualitéit vum Här Schneider gehéiert, wann e seet, dass ech gëscher gesot hätt, dass mir géint de Wuesstum wierden. Ech hunn de Contraire gesot. Ech hu festgestallt, dass hei zu Lëtzebuerg dat Band, dee Lien téschent Wuesstum a Wuelstand amgaangen ass, ze zerräisse respektiv schon zerrass ass. Wann et esou ass, dass ee Rekordwuesstum zuele schreift a gläichzäiteg d'Aarbechtslosegkeet net signifikativ erofgeet, bedeit dat, dass ee sech vun engem Modell vu Vollbeschäftegung distanzéiert huet.

An ech fannen dat ganz, ganz bedenklech. An dat stellt deen dote Wuesstumsmodell, fir deen Dir antrëtt, a mengen Aen a Fro. An net méi hunn ech gesot. Well natierlech brauche mer Wuesstum. Just deen dote Wuesstum, deen esäiteg vun engem, virun allem vun engem eenzegen Akteur kënn, dee bréngt eis an Ofhängegkeeten, an et féiert net dozou, dass mer de soziale Fortschritt domadder weidergedriwwer kréien. Nâischt aneres hunn ech gesot.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Baum, ech froe mech awer elo, a wéi engem Land dass Dir lieft! Wéi dës Regierung ugefaangen huet, war de Chômage bei 7,4%, en ass elo bei 6% an e geet d'nächst Joer nach erof ënner 6%. Ass dass dann net soziale Fortschritt?

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - An Dir sot, duerno 2019 geet en erëm an d'Luucht an 2020 geet en an d'Luucht an 2021. Dat steet am Programme de stabilité. Dat sinn d'Prognosen op deem dote Wuesstumsmodell, deen Dir presentéiert. Dat sinn d'Statistiken, dat sinn d'Zuelen, d'Prognose vum Chômage hei am Land no Ärem Wuesstumsmodell. Also klappt eppes un Ärem Wuesstumsmodell net!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Ech wëll lech just...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - 3,5% wéi den Här Juncker Aarbechtsminister war.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, well ech déi Zifferen jo gutt ausweneg kennen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also! Also!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Pardon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, éischters emol den Här Baum freet sech och an Zukunft d'Wuert, wann en et gär hätt. An den Här Finanzminister huet sech et ganz fei gefrot a kritt et och.

(**Brouhaha général**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. De Grond, firwat de Chômage 2020 an 2021 eropgeet, ass, well de Wuesstum an deenen zwee Joer erofgeet, mathematesch, well e Lien natierlech besteet zwëschen dem Taux de chômage an dem Taux de croissance.

Ech soen dofir net, dass den Taux de croissance, deen do virgesinn ass vum Stater fir 2020 an 2021, richtig ass. Fir mech sinn d'Statistiken hautdesdaags mat der Imprevisioun, mat der Onsécherheet, déi mer an der Welt hunn, si Statistiken, déi iwwer zwee Joer ewechginn, héchst, héchst douteux. Mä et muss een der maachen. Mir müssen de Plan pluriannuel maachen. Dofir ass dat relativ mechanesch, dass dann de Chômage erëm eropgeet. Dat heescht, dass beweist genau dat, wat d'Regierung seet: Fir de Chômage erofzékriegen, brauche mer en héije Wuesstum.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Klingt komisch, ist aber so.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, elo hutt Dir d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här President, et war nach ee leschte Punkt, deen d'CSV mech gefrot huet. Dat ass dee ganze Bereich „space resources“.

Ech kann lech elo ganz gären alles am Detail erklären, mä ech weess, dass ech de 4. Mee an der Wirtschaftskommissionssitzung sinn, fir lech all déi Detailer ze ginn. An ech weess och, dass Der nach e laange Programm haut hutt. Duerfir muss Dir elo decidéieren, ob ech lech dat elo erzielen oder an der Kommissioun.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.** - An der Kommissioun!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Okay, dann huelen ech dat esou un a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mir soen och Merci. Ah, Parole après ministre, ginn ech dovun aus, Här Wolter. Ass dat esou?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, Här President, ech froen d'Parole après ministre, well d'Madam Loschetter der Meinung war, dass, wann ech eppes ze soen hätt, da sollt ech op d'Tribün kommen. Dat maachen ech,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Da sinn ech frou!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...fir ze soen,...

(**Hilarité et interruption**)

...dass, och no den Aussoen nees vum Här Schneider, et eng grondsätzlech Differenz gëtt an der Aart a Weis, wéi mer de Budgetsequiliber gesinn, téschent der Majoritéit an der Oppositioun. An déi Aart a Weis, fir alt nees esou ze maachen, dass, wann ee mat där Aart a Weis, wéi d'Regierung et gesäit, (veuillez lire: net averstanen ass), een dann eigentlech nâischt verstanen hätt oder géint verschidden Aspekter vun der Politik eppes hätt, déi ass ze reng. Déi ass op deem do Punkt ze reng, esou wéi se bei de Pensiounen elo an där leschter hallwer Stonn ze reng war.

Et geet net ëmmer nëmmen duer, fir e Problem vun 100% op 5% ze reduzéieren an dann ze mengen, deen anere missten ze provoziéieren,

fir dass een doduerch recht an der Diskussioun kritt.

Dir maacht esou, wéi wann, wann een aner Vuen huet an der Aart e Weis, wéi een e Budget an den Equiliber ze kréien huet, ee géint d'Investissementspolitik wier vun der Regierung.

Ech wëll emol kloer an däitlech soen, dass d'Investissementspolitik zu Lëtzebuerg net op der Mëscht vun därer Regierung gewuess ass! Et ass eng permanent Erausforderung vun allen - vun allen! - Regierungen, säit ech Politik maachen, hei zu Lëtzebuerg, fir mat enger héijer Investitiounsquot d'Moderniséierung vun eisem Land virunzudreien.

An et ass net, Här Schneider, eréischt säit Dir Wirtschaftsminister sidd, dass sech Politiker hei zu Lëtzebuerg ëm d'Moderniséierung vun deem Land bekëmmern.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Hunn ech dat da behaupt?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, Dir sidd amgaangen, dat eigentlech permanent an all Saz, deen Der hei sot, ënnerschwellig ze behaupten.

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et ass eng permanent Politik ëmmer gewiescht vun alle Politiker, och vun der CSV, déi de Finanzministère haten, fir mat enger héijer Investitiounsquot zu enger Moderniséierung vum Land bäizetreen.

Allerdéngs, wann een de Budget vum Stat huet, geet et net nëmmen duer, fir iwwert den Investissement ze kucken, mä et muss ee kucken, alleguerten d'Komponente vun engem Statsbudget am Equiliber ze behalen, fir ze kucken a fir ze gesinn a fir kënnen ze beurteilen, ob déi Politik, déi ee mécht, an déi richtig Richtung geet. An et ass do, wou déi ganz grous Differenz ass tëschent lech an eis.

Eis Politik war, ass a wäert och an Zukunft déi sinn, dass, wann een a wirtschaftlech gudden Zäiten ass, wéi mer elo sinn, ech géif souguer behaupten, a wirtschaftlech exzellente Zäiten, wéi mer se scho säit enger Dose Joren an deem Land net méi kannt hunn, dass et dann d'Flicht ass vun enger Regierung, fir Suen op d'Säit ze leeën, fir dass net nëmmen des Generatioun kann investéieren, fir dass och déi nächst Generatioun nach kann investéieren.

An dat hunn ënnert der CSV iwwregens d'LSAP an d'DP iwwer zwanzeg Joer ëmmer matgemaach: wa wirtschaftlech schlecht Zäite waren, gekuckt, dass een a wirtschaftlech gudden Zäite Suen op d'Säit geluecht huet, Fonge gespeist huet, déi net méi gespeist ginn, Fonge gespeist huet, fir dass een a schlechten Zäite Suen hat, fir Investissementspolitik kënnen ze maachen.

Dir sot: „Mir maachen a wonnerbaren Zäite 4% Wirtschaftswuesstum an investéieren 80% aus der Täschen an 20%, déi gi mer friemfinanzéieren.“ Et sinn Zäiten an deem Land ginn, do sinn a gudden Zäite méi wéi 100% vun den Investissementer op d'Säit geluecht ginn. Et sinn 120 an et sinn 130 an et sinn 140% vun den Investissementer vun den nächste Joren op d'Säit geluecht ginn, fir dass nach 30 a 40% vun den Investissementer do wieren, wa véier oder fénnf Joer duerno de wirtschaftlechen Zyklus nees méi schlecht wier, an dass een dann nach déi Suen hätt, fir den Investissement ze maachen.

Ech kennen den Här Malthus och, Här Gramigna, dee 1700 an esou gewunnt a gelieft huet, also relativ wéineg mat där Aart a Weis eppes ze dinn hat, wéi sech d'Wirtschaft an och d'Finanzen haut entwéckelen.

Ech weess awer, dass eng keynesianesch Politik, wéi Dir se och elo nees eng kéier ugeschwat hutt, à terme keng Solutioun ass fir de wirtschaftlechen Equiliber a fir de budgetären Equiliber vun engem Land. Et kann een iwwer Keynes, an dat hu mer no 2008 iwwer Jore gemaach, de l'accord de la Chambre 2009...

Et ass eng vun deene weidere Legenden, fir ze soen, d'CSV hätt 2013 e schlechte wirtschaftlechen a virun allem e budgetäre Kader hannerlooss. Dat war de l'accord à l'unanimité hei an der Chamber, souguer mat der Opposition ass dat festgeluecht ginn, datt mer a wirtschaftlech schlechten Zäiten, 2009 bis 2012, géifen eng antizyklesch Politik maachen - do hu mer Keynes gemaach -, fir ze kucken, iwwert den öffentliche Maart eng Politik ze maache vun der Demande, fir ze kucken, an deen Equiliber ze kommen. Wéssend, dass mer awer och gesot hunn, no 2012, falls sech d'wirtschaftlech Situatioun net verbessert, an déi hat sech bis 2013 net verbessert, dass mer

da missten ëmschwenken nees, fir am Equiliber ze bliwien.

Dir hutt elo d'Chance, a gleeft mir et, ech si frou doriwver...

(Hilarité générale)

Dir hutt d'Chance, neen, Dir hutt d'Chance, dass mer wirtschaftlech an engem Ëmfeld sinn, wou sech net den Zeenario vun 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 weidergeschriwwen huet. Well ech froe mech, a wat fir enger Situatioun mer an eisem Land da wieren, wa se sech weidergeschriwwen hätt. Mir haten d'Chance, d'Chance, dat mag Ære Verdéngscht sinn, zum Deel, well all Regierung huet ëmmer e gewesene Verdéngscht; dat huet awer och vill ze di mat enger europäescher an enger weltwirtschaftlecher Lag.

Mä d'Differenz, déi mer hunn, dat ass, dass mir der Meinung sinn an der Meinung bliwien, dass en Deel vun deem, wat elo erwirtschaft gëtt, op d'Säit hätt misse geluecht gi fir déi nächst Generatioun. An Dir verdeelt alles an et bleibt näischt méi rescht fir déi nächst Generatioun.

(Brouhaha général)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Et ass richtig, wat Dir sot, Här Wolter. An dofir wëllt Der d'Steuerreform net. An dofir wëllt Der och d'Renten erofsetzen. Do ënnerscheede mer eis, allerdéngs!

(Interruptions)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ech hätt gär dem Här Wolter eng Fro gestallt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A wat fir engem Zeenario si mer?

(Brouhaha)

D'Madamm Loschetter wollt dem Här Wolter eng Fro stellen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat ass vläicht net d'Prozedur.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat mengen ech och. Ech géif duerfir dem Minister d'Wuert ginn, fir drop ze reagéieren.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Also, ech wëll net méi op alles reagéieren. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech wëll just dem Här Wolter an Erinnerung ruffen, wann e seet, dass d'Regierung a wirtschaftlech gudden Zäiten da misst Sue spueren, da wëll ech e just drun erënneren, dass a wirtschaftlech gudden Zäiten déi lescht Regierung och wosst, dass de Commerce électronique géif ewechfalen an dass dat d'Land géif all Joer 800 Milliounen kaschten, an nawell sinn eng Mammerent an aner Saachen decidéiert ginn, fir Sue weider auszeginn.

Also, wann Der esou vorausschauend ëmmer wëllt gewiescht sinn, da muss ech dat awer hei a Fro stellen, soen lech awer och, dass mir selwer an där Koalitioun dra waren. Ech mengen, dat wësst Der.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Majo, mä mir maachen et jo och anescht. Mir investéieren d'Suen. Mir investéieren, an ech mengen, mir hunn elo de ganze Mëttel hei erklärt, dass mer d'Zukunft doduerch virbereeden, dass mer investéieren, fir eis nei Chancen ze gi fir d'Zukunft, an dass et näischt bréngt, einfach d'Infrastrukturen op deem Stand ze loosseren, op deem se sinn. Domat kréie mer kee Fortschritt, domat kréie mer kee Wuesstum an Zukunft. A mir sinn nun emol als Regierung do, fir dat ze assuréieren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Motions

Mir si saisiéiert mat véier Motiouen, wou ech dem Auteur, dem Här Gilles Roth, géif d'Wuert ginn.

(Interruption)

Ech hunn lech schonn d'Wuert ginn, Här Roth.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir wësst, dass ech déi Motiouen deposéiert hunn, well et einfach Elementer ware vun deene Prises de position, déi ech geholl hunn zu der Justiz an der Innenpolitik. Ech hunn lech awer och matgedeele, dass dat och war, fir eisem leschten ageschriwwene Riedner, dem Här Gloden, nach déi Zäit ze ginn.

D'Chambersreglement hutt Dir gelies; ech mengen, Ær Lektür ass och richtig. Ech insistéieren net drop, dass déi sektoriell gebonne Motiouen elo haut hei zur Ofstëmmung kommen. Ech hu kee Problem domat, aus deene Grënn, déi ech lech gesot hunn, dass déi Sujeten do an den zoustännige Kommissiounen traitéiert ginn,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt also proposéiert, se alle véier...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...mat Ausnam vun där, wou mer nach hikommen, iwwert d'gesetzlech Basis fir d'Polizeidatebanken, well dat ass en Deel och vun deem Projet iwwert de Memorandum of Understanding, wou mer herno nach driwwer schwätzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay. Dat heescht, eng iwwerweist Der an deen aneren Debat a bei deenen aneren dräi ass Ær Demande, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

(La motion n°2 de M. Gilles Roth est renvoyée à la discussion sur les projets de loi n°6759 et n°6762, qui sont à l'ordre du jour de la séance publique en cours.)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuert huet de Premierminister.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech mengen, d'Chamber ass souverän, fir ze decidéieren, wéi se wëllt. Mä mir géife proposéieren, dass déi zweet Motioun, well déi och an der Kommissioun am Kader vum Projet de loi iwwert d'Transposition vum der Direktiv iwwert d'Data Protection soll traitéiert ginn, an d'Kommissioun sollt renvoyéiert ginn. A mir gesi keng Ursaach, firwat een déi dräi aner sollt an d'Kommissioun renvoyéieren. Da kéint een de Vott huelen, a mir géifen als Regierung suggeréieren, dergéint ze stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Reaktiounen vun deene verschiddene Fraktiounen? Dat heescht, fir elo kloer ze gesinn...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, vläicht als Argumentatioun, firwat ech dat elo soen:

Bei där éischter ass en Text am Moment ënnert iwwert d'ganz Preservatioun an de Patrimoine; dat hunn ech jo och schonn ugekënneg.

Déi zweet, wéi gesot, an d'Kommissioun.

Déi drëtt, well mer gesot hunn, a mir sinn eis eens, dass e Bilan sollt gezu ginn.

An déi véiert, well selbstverständlech: Nul n'est censé ignorer la loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wëll just elo emol d'Präzisioun hunn, wat d'Numerotatioun ugeet. Wat fir eng kënn an den nächste Debat?

► **Une voix.** - Dat ass d'Nummer 2.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass d'Nummer 2. Dat ass d'Motioun 2. Gutt. Déi hu mer dann emol.

An dann déi aner Motioun, ass dat déi, déi de Premier och gemengt huet, déi an der Kommissioun? Gutt. Da stëmme mer of iwwert d'Motiounen 1, 3 a 4. Ass dat richtig?

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gutt, da géife mer bei der Motioun 1 ufanken.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 26-mol Jo, 31-mol Neen an 3 Abstentiuonen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 32 voix contre, 25 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander

Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mme Octavie Modert;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 3

Da géife mer zur Motioun 3 kommen. D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 25-mol Jo, 31-mol Neen, 3 Abstentiuonen. D'Motioun 3 ass ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies (par M. Marco Schank), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann direkt zur Motioun 4 iwwergeen.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 25-mol Jo, 32-mol Neen, 2 Abstentiuonen. Domat ass déi lescht Motioun och ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen zum État de la nation ukomm a mer géifen zu dem Rescht vun eise Programm iwwergeen.

Als éischte Punkt hu mer de Projet de loi 7114 iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Persoune programméiert, Modèl de base. Fir de Rapporteur, den Här Cruchten, dréit den Här Claude Haagen de Rapport vir. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.



3. 7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Claude Haagen** (LSAP), en remplacement de M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur. - Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gären de Rapporteur, den Här Cruchten, entschëllegen. Deen ass fir d'Chamber zu Stroosbuerg.

Wéi scho gesot, bei dësem Projet de loi geet et ëm eng kleng awer wichteg Adaptatioun vum Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de physische Persounen, déi den Artikel 25 vum deem Gesetz betrëfft. Dese leet d'Modalitéite vun enger Referenzadress fest. Et sief drun erënnert, dass eng Inscriptioun am nationale Register vun de physische Persounen net automatesch en Urecht op iergendwellech Sozialhëllef gëtt. Émgedrëit ass et awer och esou, dass eng Rei vu Sozialhëlfe als Konditioun hunn, dass ee säin Haaptwunnsätz zu Lëtzebuerg huet.

De Register, deen am Gesetz vum 2013 virgesinn ass, sollt engersäits jiddwereen erfassen, dee sech tatsächlech um Territoire vum Lëtzebuerg Land ophält.

Anerersäits wëlle mer awer verhënneren, dass Leit sech definitiv op Plaze kéinten installéieren an aschreien, déi net zu Wunnszwecker ausgewisen sinn, wéi zum Beispill op Campingplazen oder a Weekendauser.

Fir eng Rei vu Situatiounen gouf dunn e sougenannte Register d'attente geschafen, wou ëner anerem déi Leit droppkommen, déi sech wëllen an enger Gemeng umellen a wou et nach net ganz kloer ass, ob se eng fest Wunnsadress hunn, déi fir Wunnszwecker ausweisen ass.

Dës Opdeelung stellt awer ee Problem duer fir d'Leit, déi op der Stroos liewen, well se nun emol keng fest Wunnsadress hunn an awer op Sozialhëllef ugewise sinn. Fir deem Problem Rechnung ze droen, gouf d'Méiglechkeet vun enger Referenzadress agefuert. Ënner bestëmmte Bedéngunge kënnen d'Sans-abrie sech bei enger agreéierter Hëlleforganisatioun mellen, wou si eng Referenzadress kréien, mat där se am Register principal kënnen ugemellt ginn. Dat gëllt fir Lëtzebuerg, déi weder zu Lëtzebuerg nach am Ausland ee feste Wunnsätz hunn a sech hei am Land ophalen. Eng Referenzadress kënnen doriwwe ous eraus Leit kréien, déi am Prisong sinn.

Ee Recht op eng Referenzadress hunn awer och EU-Bierger, Bierger aus dem europäesche Wirtschaftsraum oder der Schwäiz, wa se virdu mindestens fënnf Joer zu Lëtzebuerg sozialverséichert waren. Déi zousätzlech Fënnfjoerskonditioun soll verhënneren, dass EU-Bierger, déi ni hei gelief a geschafft hunn, einfach esou zu Lëtzebuerg kënnen Sozialhëllef an Usproch huelen, well eis Hëlfe, an dat wësse mer alle guerten, méi generéis si wéi déi vun hirem Heemechtsland.

Här President, an der Praxis huet sech ousgestallt, dass ee Grupp vu Leit vergiess ginn ass, deen ebenfalls misst kënnen op eng Referenzadress zrëckgräifen. Et handelt sech dobäi ëm Benefissäre vum Asylstatut, als Ofkierzung DPI, déi nach keng eege Wunneng fonnt hunn. Soulaang d'Demandeure fir Asyl an der Prozedur sinn, dat heescht déi sougenannten DP'en, Demandeurs de protection internationale, ass hir Situatioun kloer: Si sinn um Register d'attente ageschriwwen. Wann hir Prozedur awer ofgeschloss ass a si de Statut vun der Protection internationale unerkannt kréien, si si am Prinzip de Lëtzebuergler gläichgestallt, wat hir Rechter an hir Flichten ubelaangt.

Wa si awer zu deem Moment oft nach keng Aarbecht hunn a well se och an deem Moment gréisstendeels nach ëmmer keng eege Wunnsadress fonnt hunn, wunne si zum Deel weider a Strukture vum OLAI, also vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, wou eigentlech déi Plazen net derfir virgesi sinn, well se soss och den Demandeurs de protection internationale eben déi néideg Plazen ewechhuelen.

Et gëtt eenzel Situatiounen, wou dee Foyer net als regulär Wunnsadress kann deklariéiert ginn, wat de Benefissär vun der internationaler Protektioun an eng schwierig Situatioun wäert bréngen. Hëllef fir Demandeur-d'asillen, also déi normal Sozialhëlfe, déi d'Lëtzebuergler kréien, sinn, wéi Der alleguerte wësst, un eng fest Wunnsadress gebonnen.

Nodeems mer eis där Problematik - an aus der aktueller Situatioun wësse mer, vu wat dass mer schwätzen - bewosst gi sinn, huet den Innenminister um Niveau vun der Regierung schnell reagiert a mat dësem Projet de loi eng kleng Ergänzung vum Gesetz vum 2013 proposéiert, mat där dese Problem ka gëlést ginn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 7. Februar vun dësem Joer virgeschloen, éischer déi Gesetze ze adaptéieren, an deene bestëmmte Sozialhëlfelefen an d'Aschreiwung am Register principal gebonne ginn. An dëselwecht Richtung goung den Avis vum Syvicol vum 13. Februar. D'Kommissioun huet dese Virschlag awer net ugeholl.

Och eng aner Suerg vum Syvicol schéngt eis net begrennt, eis, an dësem Fall der Interieurskommissioun. De Syvicol huet ee Risiko vum Abus gesinn, wou Leit mam Flüchtlingsstatut sech awer fest op enger Campingplaz kéinten installéieren an op éiweg mat Hëllef vun enger Referenzadress do wunne géife bleiwen.

D'Referenzadress ass normalerweis beim OLAI, deen dofir säin Accord muss ginn. Par défaut ass et den Office social, deen d'Referenzadress wäert stellen. Et gëtt also duerchaus eng Kontroll, ëm wat fir eng Leit et sech handelt a wou se sech ophalen.

Mat dësem Projet de loi stelle mir Leit mam Flüchtlingsstatut de Lëtzebuergler ganz einfach gläich, net méi an net manner. Dofir géif ech lech ganz gären ëm Är Zoustëmmung bieden, fir dese Projet de loi ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Emile Eicher.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher** (CSV). - Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Claude Haagen Merci soe fir de Rapport. En huet dat ganz gutt a Verriedung vum Yves Cruchten gemaach.

Wéi gesot ass et an dësem Gesetzesprojet virgesinn, datt déi Persounen, déi de Statut vum Flüchtling unerkannt kruten, eng Rei Rechter hei zu Lëtzebuerg kënnen an Usproch huelen, wa se eng Referenzadress kréien an deem Fall, wou et net méiglech ass, fir se op de Register principal anzuedroen.

De Problem hautdesdaags ass deen, datt d'Benefissäre vun der Protection internationale, also déi Persounen, déi de Flüchtlingsstatut unerkannt kruten, ëmmer méi oft an hiren Opfangstrukturen hänke bleiwen, well si op dem fräie Maart keng aner Wunnsadress fannen.

D'Konsequenz dovunner ass, datt si sech net um Register principal vun der Gemeng andree kënnen. Eng Rëtsch vun de Wunnsstrukture fir d'Demandeurs de protection internationale nämlech leien net onbedéngt an de Zonen d'habitation vun engem PAG. Deemno bleiwen déi Persounen um Register d'attente vun der Gemeng hänken a kënnen net vun alle Sozialleeschungen profitéieren, déi hinnen awer zoustënn, wéi zum Beispill de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale.

Dese Gesetzesprojet erlaabt et dese Persounen an Zukunft, och wa si an enger Opfangstruktur wunne bleiwen, eng Referenzadress bei der jeeeweileger Gemeng ze kréien, andeems si dann och vun alle Rechter profitéieren kënnen. Wa si dann hoffentlech séier déi Opfangstruktur verlosse kënnen, fale se natierlech ënnert déi normal Modalitéite wéi all Awunner a Lëtzebuerg och.

De Statsrot wéi de Syvicol haten an hiren Avisen drop higewisen, datt et besser wier, déi néideg Upassung an der Sozialgesetzgebung ze maachen, amplaz dës iwwert den RNPP ze regelen.

D'CSV stëmt dese Projet trotzdeem mat, well et eng pragmatesch Reaktioun ass op en akute Problem, deen eng schnell Léisung brauch.

Den eigentleche Problem ass awer de Wunnsadressmangel a besonnesch den akute Wunnsadressmangel am soziale Wunnsadressbau. Wéi soll en unerkannt Flüchtling eng Wunnsadress zu Lëtzebuerg fannen, wa schonn enorm vill Residenten - an et ass de Moien x-mol gesot ginn - op de Waardelëscht stinn an drop waarden, ënnerdaach ze kommen?

Dofir ruffen ech nach emol d'Gemeng zuesumme mam Stat op, fir méi proaktiv a Sozialwunnsadressen ze investéieren. Nëmmer esou kënnen mir souwuel den unerkannte Flüchtlinge wéi och deene Schwaachsten an eiser Gesellschaft schnell an effikass hëlfe, eng dezent Wunnsadress ze fannen an domadder och e grouse Schrëtt fir e bessert Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Merci fir d'Nolauschtenen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här Eicher. Dann huet d'Wuert den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP). - Jo, ech maachen et ganz kuert, Här President. Ech géif dem Claude Haagen Merci soen, deen da stellverriedend fir de Rapporteur Yves Cruchten hei de Rapport

gemaach huet. An ech géif den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei heimat ginn. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. Den Här Traversini huet d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini** (*déi gréng*). - Jo, Merci, Här President. Mir, eis gréng Fraktioun, ginn och den Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. Den Här Gast Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Merci, Här President. Ech ka mech mengen Virriedner uschlëssen an och den Accord vun eis bréngen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci. An dann huet de Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.* - Merci, Här President. Ech wollt der Chamber Merci soen, dass mer dese Projet esou séier konnten evakuéieren. Et geet hei wierlech just drëms, fir deene Leit, déi de Flüchtlingsstatut unerkannt kritt hunn, déi nämlech Rechter zougestoen, wéi eis auslännesch Matbiurger se hei zu Lëtzebuerg souwisou schonn hunn a selbstverständlech och d'Lëtzebuerg.

An et kënt net ganz oft vir, dass ech dat hei an deser Chamber ka soen, mä all Wuert, wat de Verrieder vun der CSV-Fraktioun gesot huet, esou wéi en et och gesot huet, kéint ech esou ënnerschreien! An ech soen him Merci fir deen Opruff, deen en och gemaach huet vis-à-vis vun de Gemengen. Mir brauchen d'Gemengen, wa mer de grouse Problem vun der Wunnsadressnout zu Lëtzebuerg wëlle léisen a speziell och de Problem vun der Wunnsadressnout vun de Flüchtlingen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Minister.

Ech ginn dann dovun aus, dass mer kënnen ofstëmmen iwwert de Projet de loi 7114.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7114 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lanciert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwe: 57-mol Jo, keng Abstentimenten a keen Neen. Domat ass de Projet 7114 eestëmmege ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6943 betreffend d'Commercialiséierung vu Medikamenter respektiv d'Delivrance vu Medikamenter un de Public. D'Wuert huet d'Madamme Rapportrice Cécile Hemmen. Och hei ass d'Riedezeit nom Basismodell festgehalten.

4. 6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, wat ech lech hei presentéieren, baséiert eigentlech op zwee Gesetze vum

1975, wou et zum engen ëm d'Fabrikatioun an d'Importatioun vun de Medikamenter geet an zum anerem ëm d'Aushännegen, also d'Delivrance vun de Medikamenter.

Et gëtt deemno d'Méiglechkeet elo hei zu Lëtzebuerg gebueden, fir de Verkaf iwwer Internet ze erlaben fir Medikamenter, déi net verschreibungspflichtig sinn. A mir kréien och eng legal Basis fir e reglementäre Kader, wat d'Qualitéit an och d'Sécherheet ubelaangt, wann d'Medikamenter verblisteret ginn, also preparéiert, opgedeelt, konditionéiert oder ëmkonditionéiert.

De Projet ass am Februar 2016 an der Chamber deposéiert ginn. An zum Avant-projet koum schonn am Juli 2015 en Avis vum Collège médical, dee sech haaptsächlech op de Code de déontologie beriff vun den Apdikter vum 2011, och am Zesammenhang mat der Vente à distance vun de Medikamenter.

De Statsrot huet e puer Reformulatiounen am Text gefuerdert an huet och eng Opposition formelle ausgedréckt, well d'Lescht vun de Medikamenter, déi d'Veterinäere stockéieren dierfen, an engem Arrêté ministériel an net an engem Règlement ministériel dierfest gehale ginn. D'Santéskommissioun huet sech a ronnen fënnf Sätzunge mat dësem Projet de loi beschäftegt. An de 4. Abrëll ass de Rapport elo ugeholl ginn.

Am éischte Volet vun eise Gesetz geet et dorëms, fir endlech eng Base légale ze schafen vun engem reglementäreschen Kader, wat d'Qualitéit an och d'Sécherheet ugeet, déi d'Apdikter an hirer Officine oder an der Spidolsapdikter ze respektéieren hu bei der Preparatioun, der Opdeelung, dem Conditionnement respektiv dem Enverpake vu Medikamenter.

Dës Prozeduren, déi bestinn dodran, dass iwwer e pharmazeuteschen Akt, deen aus enger oder e puer Manipulatiounen ka bestoen, Medikamenter aus hirer originaler Packung ousgeholl ginn an aneschereschen konditionéiert ginn, respektiv dass och d'Beschréifung, den Etikettage geännert an nei adaptéiert gëtt.

Et si Medikamenter, déi fest sinn, also sous forme galénique orale sêche, wéi zum Beispill Pëllen, Kapselen, Gelullen, Granuléen oder Pudder. An den agreéierten Apdikter brauch keng weider Autorisatioun fir des sougenannte Fabrikatioun, well et e Bestanddeel ass vu senger legalen Tächen. Den ieweschte Contrôle ënnerläit awer ganz kloer dem Gesondheitsminister.

Fir de Fall, wou d'Medikamenter sollte beschiedeg gi während dem Verblisterungsprozess, ass et den Apdikter, deen awer heifir d'Responsabilitéit muss droen.

D'Prinzipien, no deenen d'Aarbechte gemaach ginn, sinn an engem Manuel de bonnes pratiques festgehalten, dee vum Apdikter ausgeschafft gëtt an och vun der Direction de la santé muss guttgeheescht ginn. Heiranter gëtt zum Beispill och definéiert, wien den Apdikter ass, deen d'Veantwortung dréit, respektiv wien den Ersatzapdikter ass. Duerfir ass d'Prezisioun am Gesetz och wichteg, dass et net noutgedrongen den Apdikter-Propriétaire oder -Gerant ass, deen d'Veblisterunge ka virhuelen, mä eigentlech all agreéierten Apdikter, deen an der Officine schafft.

Wichteg ass och nach ze wëssen, dass dee ganze gesetzleche Volet vun der Verblisterung sech souwuel op verschreibungspflichtig wéi op fräi verkeeft Medikamenter applizéiert.

Medikamenter dierfen iwwregens net direkt importéiert ginn. Si mussen iwwert de Grossist erakommen an dee selwer muss och e sougenannte Pharmacie responsable agestellt hunn.

Déi verblisteret Medikamenter kënnen eigentlech och nëmmen aus der Apdikter eraus verdeelt ginn, ausser am Fall, wou se fir Patiente geduecht sinn, déi an Zentren, Foyeren oder awer och soss Servicer, wou eeler Leit ënnerbruecht sinn, an och Organismen, déi an de Gesetze vum September respektiv Dezember 1998 definéiert sinn als sozial, familial oder awer therapeutesch Strukturen.

Déi fäerdege verblisteret Medikamenter ginn an engem zouene Pli duerch eng delegéiert Person, déi ënner der Responsabilitéit vun agreéierten Apdikter schafft, un déi jeeeweileg Strukturen ausgelivert.

Wat elo de Verkaf iwwer Internet ugeet, sou huet eng europäesche Direktiv schonn definéiert, wéi déi Ausnam eigentlech soll gehandhabt ginn, déi et erméiglecht, fir iwwert den traditionelle Verkaf iwwert d'Téik vun den etabléierten Apdikter eraus d'Medikamenter, déi elo net verschreibungspflichtig sinn, online kënnen ze verkafen.

Internetverfak entsprécht hautdesdaags dem neie Kafverhale vum Client, deem zum enge vläicht den ekonomeschen Avantage, eng gewëssen Diskretioun oder awer och ganz einfach de Confort vun der Liwwerung à domicile sicht. Wichtig ass et awer, dass dem Client zugesechéert gëtt, dass all Sécherheetsmoos-name getrafft sinn, dass dat gefrotent Medikament qualitativ total reglementéiert ass an dass kee Risiko besteet, fir eng gefälschten oder eng illegal Wuer ze kafen.

Och muss de Client wëssen, dass en et mat engem legale Site ze dinn huet. An duerfir huet dat Gesetz déi néideg Virkéierunge getrafft, wat d'Identifikatioun vun der Apdikter mat engem harmoniséierte Logo ugeet. All Apdikter, déi den Internetverfak well ubidden, muss dem Santéministère dést matdeelen. A sollt et keng Beanstandung gi bannent engem Mount, da kann de concernéierten Apdikter mat senger Aktivitéit ufanken. Och huet de Minister eng Lëscht mat sämtlechen Apdikten, déi den Internetverfak ubidden.

Wat alles um Internetsite selwer muss stoen, ass iwwer e Règlement grand-ducal définiert an och den eenheetleche Logo fir d'Europäesch Unioun, deem op der éischter Säit, der sougenannter Page d'accueil soll sinn. Et handelt sech hei ëm e Piktogramm mat engem wäisse Kräiz a véier gréng Sträife mam Fändel vun deem europäesche Land, wou d'Apdikter etabléiert ass, an en Text, dee seet, dass een hei soll drop klicken, fir d'Legalitéit vum Site ze iwwerprüfen. Vun hei aus gëtt de Client dann op d'Lëscht vun all deenen Apdikten dirigéiert, déi konform sinn zu de gesetzleche Bestëmmungen, fir déi erlaabte Medikamenter ze verkafen.

Dee berüumten einfache Klick geet allerdéngs net duer, fir op Internet seng Medikatioun unzufroen. De Client gëtt schonn en bonne et due forme iwwer e perséinlechen Account enregistriert an d'Informatioun wäerten no an no aktualiséiert ginn. E groussherzoglecht Règlement définiert d'Donnéeën, déi a Fro kommen. Nieft dem Numm, dem Virnumm, der Matricule ginn och d'Durée, den Historique an och soss d'Modalitéite vun der Liwwerung agedroen. Dést soll ënner anerem dozou déngen, fir a Kontakt mam Client ze kommen a fir him Recommendationen zu de bestellte Medikamenter ze ginn, sou zum Beispill am Fall vun Allergien oder awer och soss Interaktiounen mat anere Medikamenter, déi hien als Patient nach anhält.

Bleift awer och nach ervirzehiewen, dass den Apdikter responsabel ass, wat den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën ugeet, an dass e gehalen ass, d'Regele vun der Protection des données à caractère personnel ze respektéieren, an dat laut dem Gesetz vum 2. August 2002.

De Client selwer huet Accès op säi privaten Account a ka sech och jiddwer Moment vun dem Account ofmellen. Déi perséinlech Date bleiwen nach anonymiséiert iwwer eng Period vun zwee Joer am System, an dat weinst der Inspektioun vun den Apdikten, déi an engem Zweekjoresrhythmus gemaach gëtt.

D'Preparatioun vun de Commandé kann nëmmen ënner Opsicht vum Apdikter gemaach ginn a senger etabléierter Apdikter respektiv an engem Annex, déi vun der Direktioun vun der Santé och agreéiert ass a wou och just d'Personnal vun der Apdikter zougeloo ass.

Wat d'Prozedur vun der Kontroll ubelaangt, sou sinn all des Detailer an engem Règlement grand-ducal festgehale. Och wann e Member vun der Kommissioun gemengt huet, dass mer hei zu Lëtzebuerg an noer Zukunft méi a méi mat der Demande wäerte konfrontéiert ginn, fir och Medikamenter, déi verschriwwt musse ginn, iwwer Internet unzebidden, sou limitéiert dést Gesetz sech op den Internetverfak vu Medikamenter, déi net verschreiungspflichteg sinn.

Wichtig ass an deem Kontext och nach ze präzisieren, dass des national Gesetzgebung mat sech bréngt, dass d'Lëtzebuurger Clienten och keng verschreiungspflichteg Medikamenter deemno weder op engem Lëtzebuurger Site nach op engem auslänneschen Internetsite därfer kafen.

An domat soen ech lech e grouse Merci fir Ären Interessi an d'Opmierksamkeit a ginn natierlech och heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. D'Wuert huet dann

elo den éischte Riedner, den Här Jean-Marie Halsdorf, deem eppes vu Medikamenter kennt.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Rapportrice fir d'Éischt Merci fir hiren effektive Rapport, dee ganz am Detail war. Duerfir brauch ech och net drop anzegoen.

Ech wollt awer e puer Remarquë maachen.

Déi éischt Remarque, déi betrëfft dann deen ee Volet vum Gesetz, deen deen ass eben, dass Medikamenter iwwer Internet kënnen erworbe gi vun de Biergerinnen a Bierger. Do begrësse mer, dass d'Regierung op de Wee gaangen ass, fir effektiv nëmmen déi recettéfrei Medikamenter zum Internetverfak fräi ze maachen. Mir sinn der Meenung, dass, wann een déi Rezeptmedikamenter och kéint iwwer Internet kréien, dat géif verschidde Risiko mat sech bréngen, notamment wat déi sougenannte Compliance ugeet.

Compliance ass e Begrëff, dee soll erklären, dass, wann e Bierger oder e Patient Medikamenter hëlt, en och dat richteg Medikament hëlt an dass en dat richteg anhëlt. An dat ass nëmme méiglech, wann dat iwwer eng Apdikter geschitt, well do den Apdikter de Garant ass, dass en de Patient richteg beréit, dat an der Komplementarität - an der Komplementarität - mam Dokter. Well e Medikament ass nun emol keng Spillsaach! An duerfir fanne mer déi Decisioun, déi politesch Decisioun, fir dat esou ze regelen, richteg.

Quant à la forme, wéi dat elo ofgeséichert ass, déi ganz Prozeduren iwwer Internet, do well ech net an den Detail agoen. Dat ass esou am Gesetz.

Dat Eenzegt, wat ech mer do géif wënschen, dat wär, dass dee Règlement grand-ducal, deen dese Volet betrëfft, oder déi zwee Règlement-grand-ducalleen, dass déi gläich sollte kommen. Well d'Ministesch hat och gesot am Kader vun de Chambersaarbechten, mer géife souguer d'Reglement-grand-ducalle virleie kréien, dass mer kéinte kucken, wéi dat Gesetz da sollt fonctionnéieren. Wéi gesot, et ass am Interêt vun der Saach, wann dat géif schnellstens kommen.

Da kommen ech zum zweete Volet vum Gesetz, dat ass dann deen vun der sougenannter Blisteriséierung, oder anescht kann een et ausdrécken, dass d'Medikamenter, déi an enger Verpackung sinn, eenzel verpaakt ginn an dann nominativ mat engem Numm drop. Dat ass och am Sënn vun der Compliance an och am Sënn vun der Sécherheet vum Patient.

De Patient kritt hei eng Plus-value, well e kritt da Medikamenter, vun deenen en am Fong geholl weess, déi si fir hien an net fir en aneren. A wann en eent hëlt, da weess en, dass en et geholl huet, soudass do keng Dommheete geschéien - loosse mer dat emol esou soen. Oder de Risiko, dass et schifgeet, dee gétt vill méi kleng gesat. Et ass also wierklech eng Plus-value fir de Bierger, fir den Apdikter, fir jiddweren. An duerfir kann een dat nëmme begrëissen.

Et ass nun emol esou, dass am Fong geholl, et war eng Base légale do, Madamm Rapportrice, u sech fir an der Apdikter kënnen d'Medikamenter ze preparéieren, opzedeelen an esou weider, mä et war keng do, wann een déiselwecht Medikamenter notamment an Altersheimer gëtt oder a Strukture gëtt, wa se aus der Apdikter erausginn. An dat Gesetz hei bréngt am Fong geholl eng Base légale, dass, wa Medikamenter d'Apdikter verloossen, se dann och eng Garantie hunn, dass dat dann an engem legislative Kader sech beweegt. Dat ass dee groussen Ennerscheid zu virdrun.

An et ass wichtig, et ass een Ennerscheid zwëschen manueller an industrieller Blisteriséierung! An do war am Ufank de Gesetzestext, dee mer virleien haten, net ganz kloer. Mir hu jo a fënnf Sitzungen doriwwer diskutéiert a mir hunn elo en Text, dee gutt ass, a mir wäerten deen Text och stëmmen, well en an déi richteg Richtung geet.

Wéi gesot, déi manuel Blisteriséierung, dat ass den Apdikter a senger Apdikter, an déi professionell oder déi industriell, nennen ech se nach éischter, déi soll an Zukunft an eng sougenannter, an engem Centre, an engem richtegen Zentrum fir d'ganz Land gemaach ginn. D'Apdikter setze sech zesummen, se maachen eng Kooperativ an do ginn dann déi Verblisterunge gemaach. An déi kritt een an allen Apdikte vum Land, soudass een herno an Zukunft kann effektiv de Patienten hir Medikamenter gi mat hirem Numm drop, wat eng grouse, wierklech eng grouse Plus-value ass!

Dat kascht natierlech och eppes, Madamm Minister. Duerfir, mengen ech, sollt Der lech emol duerch de Kapp goe loossen, ob een net misst en Tariff maachen, well dat jo Méiausgabe gëtt fir den Apdikter. Et musse Leit agehallt ginn.

Wann en Center kënnt, do ginn et Aarbechtsplazen, déi bäikommen. Also ech mengen, do misst een an där Richtung denken a kucken, ob een do net géif e Moyer fanne fir déi Zäit an dat Personal, dass een déi iergendwéi géif remuneréieren op iergendeng Aart a Weis.

Et gëtt eng besser Prise en charge vum Patient. An do well ech gären eng Klammer opmaachen, och zum Beispill wa mer am Kontext Apdikte schwätzen: d'Garden. D'Garden ass och en Element vun der Apdikteschaarrecht, an déi geschitt jo de Moment an engem Kader och 24 Stonnen op 24, wou en Apdikter do ass. An do misst een och iwwerleeën, ob een net och do sollt dat méi professionaliséieren, och vläicht eng Konventioun maachen, wéi et se haut scho gëtt mat den Dokterinnen a mat de Maison-médicallien, dass och d'Apdikter d'Méiglechkeet kréien, sech do besser ze organiséieren.

Sou, summa summarum well ech soen, ee Gesetz, wat mer wäerte stëmmen. Mir hätten natierlech nach gutt fonnt an e Wonsch gehat, wann effektiv déi ganz Veterinärmedikamenter och iergendwéi en neie Kader kritt hätten. Dat soll an Zukunft kommen.

Mir hätten et och gutt fonnt, wann en nationale Code fir Medikamenter vläicht kéint och legislativ kadréiert ginn, respektiv de Code de déontologie och legislativ ugepaakt ginn oder op d'mannst an Ugrëff geholl ginn. Dat hätte mer eis gewënscht. Ech huelen un, dass dat och an der nächster Zäit wäert gemaach ginn.

D'CSV wäert dese Projet de loi stëmmen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Halsdorf. Dann huet d'Wuert den Här Edy Mertens, deen och eppes vu Medikamenter kennt.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Vlächet net esou vill wéi den Här Halsdorf. Den Här Halsdorf huet awer praktesch alles gesot, wat et dozou ze soe gëtt.

Ech well der Rapportrice virop emol villmools Merci soe fir deen exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport zu diesem Gesetz. An ech erlabe mer als Medezinner vlächet a puer Saachen dozou ze soen.

Dir Dammen an Dir Hären, an der Medezinn, do gëtt et esou e schéint Spréchwuert, dat seet „a pill for every ill, and an ill from every pill“.

(Hilarité)

An ech mengen, dat Spréchwuert, dat kéint een heiansdo uwennen, wann een an der Praxis aktiv ass. Do wësst Der jo, datt ganz vill Leit erakommen an d'Praxis mat esou engem Bobbo, wou se da soen: „Stell lech vir, elo huet d'Kand dann och nach de Schnapp! An dofir kann et net an d'Schoul goen.“ Ech äntweren ëmmer drop: „Et soll an d'Schoul goen! Et soll am Schwammunterrecht dann de Kapp eng kéier ënner Waasser halen, dann ass de Schnapp fort.“ Well bis haut gëtt et nach kee Medikament géint de Schnapp. Sou einfach ass dat!

Mä d'Leit setzen dann awer immens grouse Hoffnung eben an all déi Pillercher, an all déi Zousazstoffen an déi Ernärgungsgerätsstoffen a wéi et heescht. Ech kann lech soen: Dir kënnt op all Kongress goen, op all Uni vun der Welt, egal wou op der Welt, do gitt Der gewuer vu grouse Spezialisten, datt et dat iwwerhaupt net misst ginn. De Mënsch bräicht dat iwwerhaupt net.

(Interruption)

Also dofir, et ass awer tatsächlech wouer. Mä mir sinn awer esou als Mënschen!

Ech mengen, mir wëssen dat och, wann ech elo... Ech hat déi Deeg nach gelies iwwer eist Häerz. Well mer wëssen, mir hunn en Häerz, dat schléit 80.000-mol den Dag ongeféier, 80.000-mol den Dag! An dann ass dat och nach zimlech arrogant, wann een d'Häerz géif froen: „Wat sinn ech der da schëlleg, wat häss de gär?“ Da géif dat soen: „Ma hal emol endlich mat deem topesche Fëmmen op, schneit mer de Sauerstoff net of!“ An et géif soen: „Ma du kanns mech dräimol an der Woch zwanzeg Minutten op d'Palm dreiwen - op d'Palm dreiwen! -, datt ech mat 150 ka schloen, da sinn ech der ewell dankbar, méi brauch ech net.“

Also all dat Gepëllchen an dat Gedrëppchen an dat Getéiz, dat ass jo dat Schlämmst, wat et gëtt!

(Hilarité générale)

Wann Der gesitt an den Apdikten...

(Hilarité générale)

Neen, an den Apdikten, do sti jo déi ganz Regaler voll mat Téie fir alles: Téien, wann de Pilz um lénsken Zéiwennol ass, um rietsen Zéiwennol, ...

(Hilarité générale)

... fir den Duerchfall, géint den Duerchfall, fir d'Depressioun, géint eng Depressioun, well da kritt een eng, wann et näischt hëllef. Also mir haten ëmmer en Dokter zu Clärréf, deen net méi do ass, deen dout ass, mä e Mann mat grousser Erfahrung, Hausdokter a Chirurg, deen huet ëmmer gesot, et hat eng Fra e gefrot: „Wat fir en Téie ass dann dee beschten?“ Du sot en ëmmer: „Ma ech hunn eng gutt Iddi: Looss e ganz gutt zéien an da schëtts de en direkt an de Lavabo!“

(Hilarité générale)

Dir Dammen an Dir Hären, egal ob batter Pëllen oder seïss Pëllen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat gëtt eng Klo!

► **M. Edy Mertens (DP).** - ob se verschreiungspflichteg sinn oder net, all Medikament huet awer seng Indikatiounen a Kontraindikatiounen, op déi ee muss oppassen an déi sech da vu Persoun zu Persoun ënnerscheiden. Dat soll ee bei diesem Projet de loi awer ëmmer am Hinterstübchen hunn!

Ech hat a menger Praxis ewell dacks Patienten, do hunn ech mech wierklech gefrot: Ma ass e wierklech krank oder ass en net krank vun deem, wat e geschléckt huet? Iwwermedikatioun ass ewell wierklech wesentlich méi laang och op de Kongresser e groussen Thema an der Medezinn, genaousou wéi selwer gemixte Medikamenter, Cocktailer vu Patient; ee Problem, deen natierlech riskéiert, duerch d'Opmaache vum Marché vergréissert ze ginn.

Här President, mat diesem Gesetzesprojet ännere mer haaptäschlech d'Gesetz vun 1975 a schafe fir d'Apdikten d'Méiglechkeet, Medikamenter online ze verkafen. Mir hunn et des Woch ewell dacks héieren: D'Digitalisatioun, Internet an alles, wat drunhängt, bitt immens Chancé fir eist Land a fir eise Commerce. D'Fro, ob mir dat och elo hei am Land ubidden, ass also keng vun derfir oder dergéint, mä villméis enner wéi eng Konditiounen. D'Vente vu Marchandisen ass nëmmelech dacks een zweeschneidegt Schwäert. Dacks huet een zwar um Internet e risegt, risegt Angebot, et kann ee méi Saache matenee vergläichen a ka sech esoumat déi beschten Affären eraussichen.

Leider sinn awer grad am Internet och ganz vill Onéierlecher ënnerwee! D'Produite sinn dacks gefälscht, d'Produiten, déi ugebuete ginn, entsprechen net deem, wat de Patient - an dem Fall jo de Patient - sech dovun erwaart.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Edy Mertens (DP).** - Wann dat ebe bei Medikamenter geschitt, ass dat ëmsou vill méi geféierlech! Souwuel ënner wéi och iwwerdozéiert Produkte kënnen bannent kuertzer Zäit e grouse Schued uriichten. A wann ee bedenkt, datt an Europa ronn d'Halschent vun de Medikamenter, déi op dubiéisen Onlinesitten ugebuete ginn, solle Fälschung sinn, da versteet een, wéi wichtig et ass, kloer Qualitätskontrolle festzeleeën!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kontroll, Transparenz a kloer Regele spillen also hei eng ganz grouse Roll. D'Direktiv, op déi sech dese Projet bezitt, huet ewell munch Virgäbe ginn, un déi sech d'Memberlänner musse halen, fir den illegale Flux vu Medikamenter ze ënnerbannen. Mir fannen dat als DP natierlech gutt an och immens wichtig.

Eng Autorisatioun vum Ministère, kloer Informatiounen iwwer de Produit, de Versand aus den Apdikten, d'Qualitéitskontroll duerch den Apdikter, dee jo de Fachmann ass, wéi den Här Halsdorf et richteg and gesot huet, sinn nëmmen e puer vun deenen verschiddene Konditiounen, déi et an Zukunft de Patienten erlaben, mat rougem Gewëssen an eisen Apdikten hir net verschreiungspflichteg Medikamenter online ze kafen.

Aner Länner sinn ewell vlächet e bësselche méi wäit gaangen, bidden online méi Medikamenter mat manner Oplagen un. Ech fannen awer, d'Regierung huet hei mat diesem Projet de loi a Saachen Onlineverfak de richtige Kompromëss fonnt téschent op där eng Säit de Marché opmaachen an op där anerer Säit des Overture strikt zum Wuel vum Patient ze reglementéieren ebe mat Fachleut.

Dést gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei, eh Fraktioun. Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma Merci och dem...

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ech kann lech awer och nach eng Geschicht erzielen.

(Hilarité générale et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat kënnt Der beim nächste Projet maachen. Voilà.

(Interruption)



Merci.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat ass kee Problem, Här Minister.

(La motion 2 est renvoyée à la Commission juridique.)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Roth signaliséiert, dass dat okay ass. An da kéinte mer fir d'Éischt zum Vott iwwert de Projet 6759 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6759 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 6759 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet 6762 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6762 et dispense du second vote constitutionnel

An och do ass d'Ofstëmmung elo amgaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass och de Projet 6762 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Franz Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum)

An och do froen ech, ob d'Dispens vum zweete Vott an der Rei ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 7083, en EU-Reglement am Beräich vun de Bankesaisien op Konten. Dann huet den honorable Rapporteur, den Här Franz Fayot, d'Wuert.

7.7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Rapport de la Commission juridique

► **M. Franz Fayot** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, dese Gesetzesprojekt ass no der consacrierter Formel en technesch awer wichtige Projekt. En adaptéiert eisen Nouveau Code de procédure civile, fir d'Émsetzung vun engem europäesche Reglement an eist Recht ze erméiglechen. Et ass dëst d'EU-Reglement mat der Nummer 655/2014 vum 15. Mee 2014.

Dëst Reglement gesäit eng uniform europäesch Saisiesprozedur op Bankkonte vun Debituren vir a schafft also eng Prozedur, wou Gläuberger wëlle vermeiden, dass Avoire vun hiren Debituren verschwannen, bis d'Prozedur zu Enn ass. Dëst Reglement ass eng vun de Mesuren, déi am Programme de Stockholm virgesi sinn. Dat ass e Programm vum 2009, deen de Conseil européen verabschit huet a wou en déi Europäesch Kommissioun gefrot huet, fir verschidde Mesures provisoires virzugesinn, y compris Mesures conservatoires, fir eben ze vermeiden, dass Aktive verschwannen am Kader vun der Exekutioun vu Creancen, a wou en eben och da freet, dass d'Exekutioun vu Justizdecisiounen amelioréiert gëtt en rapport mat Bankkonten an den Avoire vun Debituren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wéi Der wësst, muss een en europäescht Reglement net formell an nationaalt Recht émssetzen. Dat ass direkt applikabel. An dëst Reglement ass och ab dem 18. Januar 2017 vun deem Joer a Kraaft. An duerfir ass et urgent, dass mer dese Projet de loi haut adaptéieren. Dëst Reglement ass applikabel an der ganzer Europäescher Union mat der Exceptioun vu Groussbritannien an och Dänemark. Et huet also och dat Gutt u sech, dass een am Brexit net muss en Exit vun deem Reglement hei negociéieren. Dat mécht de Brexit e ganz, ganz wéineg méi einfach.

Mir mussen awer eis Zivilprozedur adaptéieren, fir dass dëst Reglement ka Wierkung hunn. Duerfir féiere mer an eist Recht en neien Artikel 685-5 an den Nouveau Code de procédure civile an, fir d'automatesch Unerkennung vun Ordonnances européennes de saisie conservatoire ze encadréieren an och d'Recoursé géint esou Ordonnancen, wann d'Prozedur da bis contradictoire ass.

Wat déi parlamentaresch Prozedur ugeet, do hu mer hei ganz schnell geschafft. De Gilles Roth huet elo d'Éineschters a senger Ried zum Etat de la nation de Wonsch geäussert, dass mer solle schnell Direktiven am Beräich vun der Justiz émssetzen. Hei ass keng Direktiv, et ass e Reglement, mä mir sinn awer nawell hei ganz schnell. Dee Projet de loi ass deposéiert ginn de 27. Oktober 2016. De Statsrot huet säin éischten Avis den 13. Dezember 2016 ofginn. Dunn huet d'Regierung nach Amendements gemaach zum Projet Enn Februar dëst Joer. Déi gerichtlech Autoritéiten hunn och eng Partie Avisen ofginn, déi och gréisstendeels befollegt gi sinn an den Amendements gouvernementaux, soudass dese Projet konnt presentéiert gi bei der Commission juridique den 22. März.

De Rapport ass de 5. Abrëll adoptéiert ginn a mir sinn also haut da mat deemem Projet am Plenum. Dat ass schnell an ech mengen, dat ass och gutt, dass mer hei an deser Matière esou schnell geschafft hunn.

Wourëms geet et bei deemem Projet?

Majo, et geet ëm, wéi gesot, eng Schaffung vun engem „Procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires“. Hei ass et esou, dass, wann en EU-Bierger eng

Creance huet op en aneren EU-Bierger - dat ass ëmmer eng Situation transfrontalière - a wou Avoiren op engem Bankkonto sinn, en an engem anere Land an der EU déi ka saiséiere loosser, fir ze garantéieren, dass déi Suen eben net verschwannen. E kann dat maachen op all Niveau vun der Prozedur, dat heescht souwuel virun, während oder nodeem e Jugement au fond virläit, dat dann dem Gläuberger en Titre exécutoire gëtt.

Dëst Reglement wëllt sech u bei Scholden am zivilen a kommerziellen Beräich. Et ass also e weidert europäescht Instrument, fir d'Effikasitéit am Recouvrement vu Creancen a fir d'Sécherheet ebe vu Kapitalfluxen an deem europäeschen integrierte Marché ze garantéieren.

Dir wësst, dass all Land äänlech Dispositiounen huet. Mir hunn och bei eis eng Saisie conservatoire, déi ganz äänlech fonctionnéiert wéi elo déi Saisie européenne, déi mer haut hei dann elo bei eis aféieren. Mä wann ee bis elo wollt eng Saisie maachen an engem anere Land, dann huet een dat misse maachen opgrond vun engem Titre exécutoire an am Kader vun den europäeschen Texter, notamment dem Règlement Bruxelles I bis, wou een dann huet fir d'Éischt missen eng Reconnaissance vun deem Titre kréien. Dat war och ëmmer - an ech weess dat och aus der Praxis - komplizéiert, well et huet ee missen, wann een eng Saisie am Ausland gemaach huet, all Kéiers bei en aneren Afekot goen. En auslänneschen Afekot ass all Kéiers eng lichter aner Prozedur. Dat heescht, dat ass mat ville Käschte verbonnen a mat enger gewëssener Lourdeur also, fir esou eng Saisie ze maachen.

Also ass dat heite wierklech en Instrument, wat et elo considéramment méi einfach mécht, fir esou Saisien ze maachen, transfrontière an engem aneren europäesche Land. Et kann een dat opgrond vun engem einfache Formulaire elo ufroen an dann eng Ordonnance kréien an dann zimlech einfach an anere Länner Bankkonte saiséieren. Déi national Prozedure bleiwen natierlech parallel bestoen.

Madamm Presidentin, just ganz kuerz, ech géif just gär ganz kuerz agoen op déi verschidde Konditiounen, déi ee muss erfüllen, fir déi europäesch Prozedur hei kënnen ze beusprochen.

Éischtens muss et sech ëm eng zivil oder kommerziell Creance handelen. Creancen aus lerschaften, Rechter, déi aus Régimes matrimoniaux, dat heescht Bestietnisregimmen, a Régimes patrimoniaux kommen, Rechter aus Failliten, vu Sozialversicherung an aus dem Arbitrage sinn ausgeschloss aus deemem Reglement.

Zweetens muss et sech ëm e Litige transfrontalier handelen. Wat heescht dat? Ma dat heescht, dass entweder de Kont muss an engem anere Memberstat si wéi deen, wou d'Demande gemaach gouf, oder deen, wou de Creancier domiciliéiert ass. Reng national Creancé sinn also weider just vun der nationaler Prozedur viséiert.

Da muss et drëtens eng sougenannt „apparence certaine“ vun der Creance ginn. Dat heescht, all Kéiers wa keen Titre exécutoire virläit, dat heescht, wann ee kee Jugement huet, muss ee beweisen, dass et op d'mannst offensichtlich oder dass et op d'mannst en apparence e seriöe Rechtsusproch gëtt.

Da muss, véiertens, eng gewëssen Urgenz virleien. Dat heescht, et muss e Risiko do sinn, dass déi Avoiren, déi ee gär saiséiert, drop an dru sinn ze verschwannen.

A leschtens dierf och keng parallel Demanden virleie virun anere Gerichter en rapport mat där Creance.

Madamm Presidentin, ech wëll elo hei net an ze vill technesch Detailer vum Gesetz agoen, wëll awer ervirhiewen, an dat ass wichtig, dass an deser europäescher Prozedur, grad esou wéi an eiser nationaler Saisiesprozedur, déi elementar Rechter vun all de Parteien garantéiert bleiwen. D'Gesetz suert derfir, dass et net zu Abuse komme kann an dass souguer, ier eng Prozedur kann an d'Weeër geleet ginn, eng Rei Konditiounen mussen erfüllt sinn.

Wéi gesot, an dat hunn ech schonn erwänt, wien d'Saisie freet, muss beweisen, dass eng Schold besteet an dass déi Saisie noutwendeg ass. An dann huet deen, dee vun där Saisie be-traaft ass, natierlech och d'Recht, e Recours ze maache géint déi Ordonnance de saisie, déi dann aus engem anere Stat, aus engem anere Memberstat kënn.

Et ass awer esou, dass, wéi dat bei Saisien üblich ass, och bei eis, an enger éischter Phase déi Prozedur unilateral ass. Dat heescht, dass de Scholdner nëischt dovunner weess, wat üblich ass an unum wat eng Saisie net kéint richteg fonctionnéieren.

Wat d'Kompetenz ratione valoris ugeet, esou hu mer einfach déi aktuell national Prozedur kopéiert, dat heescht, dass Scholden ënner

10.000 Euro ënnert d'Kompetenz vum Juge de paix falen, déi driwwer vum President vum Tribunal d'arrondissement traitéiert ginn. D'Riichter hu fënneg Deeg, fir ze tranchéieren am Fall, wou et en Titre exécutoire gëtt vun enger anerer Autorité judiciaire, soss muss bannent zéng Deeg eng Decisioun geholl ginn. An de Creancier huet dann 30 Deeg Zäit, fir Appell ze maachen.

Här President... Madamm Presidentin, pardon - den Här President ass dohann, sorry -, zwee Punkten nach ganz schnell, fir op eis Aarbechten an der Kommissioun anzugeen. Et ass esou, dass, wann de Creancier Detailler huet vun der Bank, wann en d'Kontosnummer kennt, dann ass et zimlech einfach, dann ass et einfach an eisen nationale Prozeduren...

Madamm Presidentin, ech weess, dass ech iwwer meng Zäit sinn. Kann ech Zäit beusproche vu menger Fraktioun, fir fäerdeg ze maachen?

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, Här Fayot, erkläert dat, well et ass esou schwéier,...

► **M. Franz Fayot** (LSAP), *rapporteur*.- Jo, d'accord.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- ...well soss hunn d'Leit Schwierigkeiten ze verstoen, an et ass ganz wichteg. Ech ginn lech Zäit.

► **M. Franz Fayot** (LSAP), *rapporteur*.- Et ass effektiv e Punkt...

(Interruption)

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Okay, Här Fayot, et ass un lech!

► **M. Franz Fayot** (LSAP), *rapporteur*.- Et ass effektiv e Punkt, deen net onwichtig ass, dat heescht, wann de Creancier - an dat wëssen d'Confrères hei am Raum -, wann een als Creancier Detailler huet vum Bankkonto, wann ee weess, wou en Debiteur säi Konto huet, dann ass et einfach, eng Saisie ze maachen. Da geet een do dohinner an da kritt een eng Déclaration affirmative gemaach vun der Bank an da weess een, dass eppes do ass.

Wann een dat net weess, da muss een u sech eng „fishing expedition“ maachen. Da mécht ee Saisië bei all den Haaptbanke vun der Platz an et hofft een, dass een iergendeng treëft. D'Confrère wëssen och, Dir wësst vläicht och alleguerten, dass et schwierig ass wéinst dem Secret bancaire, fir Déclaration-affirmativen ze kréie bei de Banken. Déi di sech ëmmer schwéier domat.

Dëst Reglement awer mécht et do méi einfach, well et gesäit vir, dass d'Creance, an dat ass am Artikel 14 Paragraf 1, do seet et: «que le créancier [qui] a des raisons de croire que le débiteur détient un ou plusieurs comptes auprès d'une banque dans un État membre déterminé.» - wann e guer näischt kennt - «mais qu'il ne connaît pas le nom ou/ni l'adresse de la banque, ni le code IBAN», et cetera, dat heescht, wann e keng Informatiounen huet, kann en nawell higoen an dann déi Autoritéit, an deem Fall d'CSSF, déi mat där Saisie da befaast ass oder mat der Collecte d'informations, opfuere-deren, fir un déi Informatiounen do ze kommen. Dat ass en Avantage, deen national Creancieren net hunn. An hei bei eise Saisien, do kann een effektiv eng gewëssen Discrimination à rebours dra gesinn.

E leschte Punkt, dee mer och diskutéiert hunn an der Kommissioun a wou ech och a mengem Rapport eng lichter kritesch Observatioun dozou verfaast hunn, dat ass de Fait, dass mer hei d'CSSF mat där Missioun mandatéieren, fir eben d'Kollegt vun deenen Informatiounen ze maache bei de Banken a fir déi och weiderzeginn un d'Autoritéit, déi se gefrot huet. An deem initiale Projet de loi war et esou, dass d'CSSF responsabel war fir d'Kollegt, mä dass mer dem Parquet général d'Missioun ginn hate fir d'Weiderleedung vun den Informatiounen. Dat ass awer op eng Opposition formelle vum Statsrot getrafft, dee fonnt huet, dass d'europäescht Reglement dat net géif hierginn. Du si mer op en Dispositif iwwergaangen, wou eben elo d'CSSF souwuel d'Kollegt vun den Informatiounen mécht wéi och d'Weidergab vun deene selwechten Informatiounen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et kann een der Meinung sinn, dass dat net der CSSF hir Käraufgab ass. D'CSSF ass eng Autorité de surveillance prudentielle. Mir ginn hir hei duerch eng Ofännerung vun hirem Loi organique des nei Missioun, déi am Beräich vun enger Procédure judiciaire ass. Bon, dat ass eng vun dräi méiglechen Optiounen gewiescht,



Prozeduren, wat, mengen ech, och zu enger moderner Justiz gehéiert.

Dat geet vun der Regelung fir d'territorial Kompetenz vum Untersuchungsrichter bis effektiv hin zu dem Zoustellungsmodus oder der Ausweidung vum System vun de Juge-uniquen. Dat ass gutt.

Ech ka mech erënneren, wat dee leschte Punkt ugeet oder deen zweetleschte Punkt ugeet, dee vun den Notificationen vun den Decisiounen, dass et net allze laang hier war, ech ka mech nach drun erënneren, dass mer hei déi Annerung agefouert haten, dass bei Zoustellungen och misst eng Lettre simple derbäikommen. Well ech weess, et war fréier nëmmen de Recommandé, well mer gesot hunn: „Dann ass weinstens eng gewisse Garantie ginn. Se ginn e meeschtens net sichen.“ Et ass eng gewisse Garantie, dass d'Leit en awer zumindest kréien.

Elo schéngt jo awer déi Iddi, déi mer séngerzäit haten, vläicht net an der Praxis revolutionär gutt Effete gehat ze hunn. An ech denken, dass déi Leit, déi mat där Matière do ze dinn hunn, éischter zur Konklusioun kommen, dass den administrativen Opwand, dee muss gemaach ginn doduerjer, dass och nach en einfache Bréif zougestallt gëtt, eigentlech méi grouss ass, wéi déi Effeten, déi d'Regelung, vun där mer gemengt hunn, dass se gutt wär, elo bruecht huet, soudass se elo proposéieren, fir dat doten erëm ofzeschaffen.

Also, ech akzeptéieren dat. Ech kann dat net iwwerpräiwen, mä ech denken, dass déi Demande jo dann net vum Himmel gefall ass an dass déi Leit, déi dagdeeglech mat deenen doten ze dinn hunn, eigentlech zur Konklusioun komm sinn, dass et net vill bréngt, zemoos... Dat liesen ech hei an der Motivatioun och no, well si soen: „Dat bréngt eis bei der Preuve, ob mer d'Leit touchéiert hunn, bei enger Konvokatioun zum Beispill, net weider.“ Well d'Preuve bréngt eleng de Fait, dass d'Leit de Recommandé siche gaange sinn an de Beweis do ass, dass se e wierklech siche gaange sinn. Dann ass d'Preuve do, dass de Beschëllegte wierklech och erreicht ginn ass.

Mat enger Lettre simple huet zwar de Beschëllegten eng Informatioun kritt, wann en d'Boîte opgemaach huet an d'Adress gestëmmt huet, mä par contre ass et awer net kloer. Wann en dann net kënnt, weess d'Gericht awer net méi, ob et ka soen, dass en erreicht ginn ass vun der Konvokatioun, oder och net.

An dat erkläert wahrscheinlech, dass si soen: „Dat hei ass kee Moyen de preuve fir eis, deen eis iergendwéi weiderbréngt.“ An duerfir si mir der Meenung, dass ee sollt deen dote System ofschafen. Ech denken, dass dat e bëssen d'Motivatioun ass, déi hei hannendrustéicht, an déi kann een och akzeptéieren. Duerfir gesi mir eigentlech keng Schwierigkeiten, fir deen heiten Text ze stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. An dann huet d'Madamm Beissel d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och der Madamm Loschetter Merci fir hire Rapport. Wéi virdrun hei ugeklongen ass: Et sinn eng ganz Serie vu Punkten, déi hei solle reforméiert ginn.

Just ee Wuert nach zu där Zoustellungs-geschicht. Ech mengen, mir sinn alleguerten an der Praxis mat deene Saache betraff gewiescht. Et ass ëmmer eng minimal Konditioun gewiescht weinst der Sécurité juridique, an notament weinst der Date certaine, dass et huet mussen iwwer Recommandé gemaach ginn. Well et ass kee Riichter, deen am Prinzip eng Affär an den Deliberé geholl huet, wann net

eppes duerch Recommandé zougestallt ginn ass, well en net sécher war, dass déi Partie, déi citéiert oder convoquéiert war, wierklech eng Méiglechkeet hat, fir dat ze kréien a fir sech kënnen ze verteidegen.

Dat sinn u sech d'elementar Regele vum Rechtssystem a vun der Defense. An duerfir war dat esou streng.

Et ass awer entre-temps och erauskomm, an duerfir ass och dee ganze System vun de Lettres simples komm: Et sinn e ganze Koup Débiteurs de mauvaise foi oder Leit, déi där Konvokatiounen en série kréien, déi gi systematesch, wann en Ziedel an der Boîte läit, se net méi sichen! Si hunn awer erausfonnt mat psychologischen Etüden, vu dass de Mënsch dauernd virwëtzeg ass, dass se sech dann awer op emol verrodnen hunn an der Sitzung a ganz genau woussten, wat an der Konvokatioun stoung, well iergendwéi bewisen ass, dass de Mënsch dann awer all seng Bréiwer opmécht. An da ware se informéiert, och wa se offiziell d'Recommandé net kritt hunn.

An dat huet sech eigentlech u sech als Begleitescheinung vun de Recommandéen elo agebiergert. Dat heescht, reng rechtlech, mengen ech, misst de Ministère kucken: De Recommandé muss op alle Fall bleiwen. Dat ass eng Saach vun der Sécurité juridique vun der Date certaine.

A bei deem anere kann ee kucken, wann effektiv eng Monsterserien do vu Bréiwer mussen erausgoe mat där Radarsgeschichte, hunn ech prinzipiell, soulaang wéi de Recommandé derbäi ass - bon, Lettre simple oder net -, domat hunn ech keng Etat-d'âmen, an, ech mengen, meng Fraktioun och net. Mir wäerten dat doten de toute façon stëmmen. Et misst ee vläicht kucken um Ministère, wéi d'Erfahrungswärter sinn. An dat sinn och esou Saachen, do kann een nach ëmmer nobesseren.

Jiddefalls emol Merci fir de Moment.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Beissel. Ech mengen, et si keng weider Wuertmeldungen do. Dann huet de Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll als Éischt der Madamm Loschetter Merci soe fir hire Rapport, och fir dee Rapport vu virdrun, fir deen ech hir nach net Merci gesot hat. Awer och Merci all deenen, déi un dësem Projet de loi matgeschafft hunn. Do ware jo och nach Experte mat derbäi an der Kommissioun, notament de viregte Procureur général d'État, deen eis bei dësen Aarbechten hei begleet huet.

Dat heiten ass ee vun deene Projeten, déi net ganz vill éffentlech Beuechtung wäerte kréien. Et ass wéi oft an der Commission juridique, dass do Saache gemaach ginn, déi vu ganz gudder Qualitéit sinn an déi dann net an der éffentlecher Duerstellung déi Plaz kréien, déi se eigentlech géife verdéngen. Dat ass eben esou. Domat gi mer jo och alleguerten eens.

De Projet ass och schwéier ze resuméieren, well e betrëfft eben eng ganz Rei vu Mesuren, déi méi breet opgestallt sinn. Et ass à la fois eng Kéier eng Moderniséierung. Wann zum Beispill Dokumenter an digitaler Form déiselwecht Valeur légale sollen hunn, ass dat definitiv eng Moderniséierung. Et huet awer och mat prakteschen Iwwerleeungen ze dinn, wéi zum Beispill der Lettre simple, déi ofgeschafft gëtt, awer och méi prinzipiell Iwwerleeunge wéi déi Fro vun den Handschellen an der Sëtzung.

Dat ass eng Fro, déi ass scho laang diskutéiert ginn. Et ass och bemängelt ginn, dass do déi

Leit, déi do sëtzen, an aller Regel, wann et Prevenuë sinn, an Handschelle mussen do sëtzen. Et ass an Zukunft anescht. De Prinzip an och d'Rechtssécherheet ginn elo méi grouss. De Prinzip gëtt kloer. Et huet een do ze sëtzen oni Handschellen, ausser de Riichter hätt e Grond, fir dat ze maachen. An dann dierf en dat och esou verfügen. An et huet awer och organisatoresch Elementer, wéi de Fait, dass mer wëlle bei de Verkéiersverstousser éischter an Zukunft op de Wee vum Juge unique goen.

Duerfir ass dat heiten, mengen ech, e ganz wichtege Projet, deen e groussen Impakt och huet, och wann e sech schwéier resuméieren an erkläre léisst fir eng Persoun, déi net am All-dag domadder schafft.

Wat déi Lettre simple betrëfft: Ech mengen, den Alex Bodry an d'Madamm Beissel hunn alles gesot. Déi Lettre simple huet eigentlech an der Praxis kee reellen Impakt gehat. Well déi Leit, déi de mauvaise foi waren, déi esou eng Lettre simple en plus vum Recommandé an hire Boîte erëmfonnt hunn, déi hu ganz oft gesot: „Ma da ginn ech de Recommandé net sichen.“ Soudass déi Lettre simple en fait keng legal Wierkung hat.

Dat Eenzegt, wat wierklech funktionéiert, dat ass de Recommandésbréif. Da mussen d'Prozeduren eben duerno lafen, wéi mer se kennen, ob déi Persoun de Recommandésbréif da siche geet bei der éischte Kéier oder net. Mä Fakt ass: D'Lettre simple huet d'Leit informéiert, si hunn dat gelies, an dann hu se ganz oft decidéiert: „Ah, wann dat esou ass, da ginn ech déi Lettre recommandée guer net ofhuelen.“

Si huet also, ausser datt se administrativen Opwand produziéiert huet, ausser dass se Fraise produziéiert huet, an de Prozedure bei deenen, déi de mauvaise foi waren, en fait guer keen Impakt a guer kee Wäert gehat. Duerfir menge mer, dass een dat soll ofschafen. Dat ass och d'Meenung vun all de Praticienen, déi heirober geschafft hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Roth huet d'Wuert fir eng Präzisioun.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, ech eterniséiere mech net. Ech wëll just soen, am Kontext vun de Protokoller, déi ee kritt bei de Radaren, dass mengen Informatiounen no do just den ëmgedréite Wee gemaach gëtt, näamlech dass do de Recommandé ofgeschafft gëtt an ersat gëtt...

(Interruption)

Jo dach! Do sinn d'Kollegen aus der - wat ass et? - zoustänneger Kommissioun vun der Mobilitéit, Développement durable, déi nécke mat hire Käpp, déi confirméieren dat, dass eigentlech de Stat do den ëmgedréite Wee geet. Dat heescht, do kréien d'Leit net méi... Si kréie just... Wann een e Recommandé kritt, da kritt ee jo just den Avis de passage.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Et ass jo dat, wat mer hei änneren. Par rapport zu deene Saache mat de Radaren ass...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Neen, neen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Majo dach!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Neen. D'Zoustellung, wann Dir ze schnell gefuer sidd, duerch e Radar geblézt gitt, da kritt Der bis elo en Avis de passage oder kritt Der e Recommandé. An dat soll ofgeschafft ginn, an dat gëtt ersat duerch eng Lettre simple. Dat heescht, hei geet d'Regierung fir déi eng Prozedur just eigentlech den ëmgedréite Wee wéi fir déi aner.

Mä soit, et ass elo diskutéiert. Mer stëmmen driwwer of. An da muss d'Zukunft weisen, wat an der Praxis dee beschte Punkt ass.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Här Roth?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Här Justizminister.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Do gëtt et e Projet de loi, dee gëtt do diskutéiert mat all deenen doten Erwägungen. Mä et gëtt effektiv fir dee spezifesche Fall, vu de Volumen, deen do ukënn, eng spezifesch Prozedur fir dee spezifesche Fall am Moment an der Chamber diskutéiert.

An et ass iwwerhaupt keng gelunge Situatioun, wann ee fir verschidde Situatiounen verschidde Prozeduren huet. Déi heite mécht aus deene Grënn, déi scho genannt gi sinn, Sënn, dass mer déi Lettre simple an der Regel ofschafen. Wat d'Prozedure betrëfft vun den Délits de vi-tesse, dat diskutéiere mer am Kader vun deem Projet de loi. An et ass eng spezifesch Prozedur fir e spezifesch Problem. An dat kann ee ganz gutt auserneenhalen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergeen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7087 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

57-mol Jo vu 57. Unanimitéit!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Marcel Oberweis), Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorschée), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorschée, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir dës Woch ukomm. Rendez-vous am Prinzip an der Woch vum 9. bis den 11. Mee.

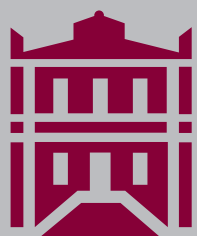
Merci. E schéine Weekend an e konstruktiven 1. Mee!

(Fin de la séance publique à 18.36 heures)

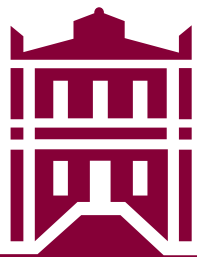
- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op
www.chd.lu



Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 2. Communications**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 3. Ordre du jour**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 4. Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse**
 - Exposé: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
 - Débat: Mme Diane Adehm (dépôt de deux motions), M. Eugène Berger, M. Yves Cruchten, M. Claude Adam, M. Roy Reding (interventions de M. Eugène Berger), M. David Wagner
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Roy Reding
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
 - Parole après ministre: M. David Wagner (réponse de M. le Ministre Xavier Bettel), Mme Diane Adehm (réponse de M. le Ministre Xavier Bettel), M. Fernand Kartheiser (réponse de M. le Ministre Xavier Bettel et intervention de M. Gast Gibéryen)
 - Motions: Mme Diane Adehm, M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Vote sur la motion 2 (rejetée)
- 5. 7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques**
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Tess Burton, M. Claude Adam
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine guddé Mëtten haut um Europadag, deem Dag, wou de Robert Schuman am Joer 1950 seng Deklaratioun ofginn huet, mat där dat europäescht Abenteuer ugefaangen huet. Ech maachen also haut um Europadag eis Sëtzung offiziell op a froen de Premier- a Statsminister, ob e Matdeelungen ze maachen huet.

(Négation)

Neen, d'Matdeelunge kommen herno. Merci.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen - och do si mer dru gewinnt - un d'Chamber ze maachen. D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte gouf hei deponéiert. D'Lëscht vun den neie Projeten an deenen, déi säit der leschter Sëtzung vum Rôle gestrach gi sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen. An d'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 mai 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7124 - Projet de loi instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales et portant modification: 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif; 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.03.2017

7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à

usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 25.04.2017

7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait aux obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et aux pouvoirs des autorités de contrôle;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/ 847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

b) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

c) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

d) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

e) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

f) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

g) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.04.2017

7129 - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internatio-

nale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.05.2017

7130 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 50, alinéa a)], signé à Montréal le 6 octobre 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2017

7131 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 56], signé à Montréal le 6 octobre 2016

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2017

7132 - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 08.05.2017

7133 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 08.05.2017

Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

6283 - Projet de loi:

- modifiant la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg;

- modifiant le Code de la sécurité sociale;

- modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.05.2011

Retrait: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

790 - Demande de pétition publique: Réforme sur l'âge légal pour la rentrée à l'enseignement fondamental

Dépôt: Mme Francesca Ganino, le 01.03.2017

791 - Demande de pétition publique: Support par l'État en matière de formation continue pour les chauffeurs professionnels pour le transport de personnes

Dépôt: M. Gilles Wenner, le 12.03.2017

792 - Demande de pétition publique: Non à la Turquie en CE

Dépôt: M. Alain Lorang, le 13.03.2017

793 - Demande de pétition publique: Adapter le formulaire de la déclaration d'impôts aux données apportées par le contribuable

Dépôt: M. Rolando Chou Rivero, le 15.03.2017

794 - Demande de pétition publique: Taux d'imposition sur la deuxième et la troisième carte d'impôt pour les couples salariés et pensionnés avec ou sans enfants percevant de faibles revenus

Dépôt: Mme Béatrice Denis, le 22.03.2017

795 - Demande de pétition publique: Stadt Luxemburg Nord Umgehungsstraße A1 zur A6 bauen

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 27.03.2017

796 - Demande de pétition publique: Subventionierung der PKW Sicherheits- und Fahrerassistenz-Systeme

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 27.03.2017

797 - Demande de pétition publique: Caméra pour tous les policiers

Dépôt: M. Damien Szerszynski, le 30.03.2017

798 - Demande de pétition publique: Gazon de Merl (Parc de Merl)

Dépôt: M. Fabio Condorelli, le 06.04.2017

799 - Demande de pétition publique: Promenade en toute sécurité

Dépôt: M. Jérémy Masson, le 08.04.2017

800 - Demande de pétition publique: Demande de révision de la Loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité

Dépôt: Mme Karin Langumier, le 12.04.2017

801 - Demande de pétition publique: Interdiction de plan social lorsque la société fait de larges bénéfices

Dépôt: M. Franck Duvot, le 17.04.2017

802 - Demande de pétition publique: Pour la reconnaissance effective du vote blanc aux élections législatives

Dépôt: M. Edouard Kayser, le 21.04.2017

803 - Demande de pétition publique: Présence d'un psychologue dans les maisons de retraite pour le soutien des aidants et accompagnants des personnes atteintes par la maladie d'Alzheimer

Dépôt: M. Marcel Lalmant, le 24.04.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Ech kommen dann zum Ordre du jour, wou zwou Ännerunge vun der Presidentekonferenz proposéiert gi vis-à-vis vun deem Ordre du jour, dee mir ursprénglech proposéiert haten. Déi punktuell Ännerung vun der Verfassung gëtt op e spéideren Datum vertaagt, well de Rapporteur vun der Gripp gepaakt ginn ass an de Mëtten net kann derbäi sinn. Duerfir wäerte mer de Mëtte mat der Konsultatiounsdebatt iwwert d'Medien ufänken. An et ass och proposéiert ginn, fir um Schluss vun der Sëtzung nach de Projet de loi 7052 ze evakuéieren, dee fir den nächsten Donneschdeg virgesi war. Et handelt sech heibäi ëm e Projet, deen nom Modell 0 diskutéiert gëtt.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Ech géif dann d'Wuert un de Premierminister fir d'Stellungnam vun der Regierung zu der haiteger Konsultatiounsdebatt iwwert d'Lëtzebuerger Mediellandschaft ginn. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

4. Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse

Exposé

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären...

Et fonctionnéiert jo alles?

► **Une voix.** - Jo. Bis elo nach. Séier, séier!

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Okay.

(Brouhaha)

Ech hunn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn näischt héieren, Här Statsminister.

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Ech hunn déi lescht Deeg vill gelies, Här President, gelauschert, gesinn iwwert den Debat, dee mer haut de Mëtteg hei an deem Haus féieren. All méiglech Akteuren aus der Mediawelt, Editeuren, Journalisten hu sech zu Wuert gemellt, fir de gewünschten Oflaf vun deem Echange vun haut de Mëtteg hei virauszesoen oder virauszeschreiwien, wéi dat sollt sinn oder wéi dat misst sinn.

Villes vun deem, wat ech gelies hunn an och vill vun de Kommentaren aus dem Secteur respektiv och vu politeschen Akteuren, dat, wat proposéiert gëtt, deelen ech voll a ganz an ech wëll och e puer Punkten de Mëtten hei uschwätzen.

Eppes ass just ganz kloer an evident an ech wëll dat och hei soen: Hei geet et net just ëm Blabla, wat eis haut hei beschäftegt! De Secteur vun de Medien a vun der Press huet déi lescht Joren enorm changéiert. D'Konditiounen, d'Erausforderung, de Public, déi technesch Moyenen an dat allgemengt wirtschaftlecht Ëmfeld sinn haut komplett anescht wéi viru fënnef Joer. An deemools war et scho komplett anescht wéi déi fënnef Joer virun. Déi digital Evolutioun ass am Mediesecteur eng richteg an eng tatsächlech Revolutioun. Déi meescht Beruffer an de Medien an och besonnesch de Beruff vun Journalist hu sech an de leschte Jore fundamental verännert, sou wéi och d'Medie selwer, den Émgang mat Medien an de Pu-

blic sech hautdesdaags komplett verännert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, e puer méi generell Remarquen ze maachen, fir de Kader ze definéieren, an deem mer eis haut bewegen. Déi meescht vun eis kënne sech kaum nach virstellen, an Dag ouni Internet ze verbréngen, och heibannen. Déi meescht vun eis kënne sech awer nach gutt drun erënneren, wéi se moies op de Bréifdréier gewaart hunn, dass deen d'Zeitung laansch-bruecht huet, fir dann ze wëssen, wat geschitt ass, fir gewuer ze ginn, wat zu Lëtzebuerg, wat an hirer Stad, an hirem Duerf oder och an der Welt geschitt ass. Et war normal, dass ee moies, méttas an/oder owes de Radio ugemach huet an do d'Norichten nogelauschert huet, dass ee während dem lessen net geschwat huet, wann de Radio amgaange war, well ee selwer an d'Elteren d'Neiegkeete gelauschert huet. Et huet een am Fong missen drop waarden, dass een den Accès op e Medium hat, fir Informatiounen ze kréien.

Dat ass haut net méi de Fall. Mir sinn et net gewinnt ze waarden, a mir waarden och net. Mir hunn den Internet an do gëtt net gewaart, mä do gëtt gegoogelt, do gëtt gefacebookt an do gëtt getwittert. Wat heescht dat fir déi klassesch Medie wéi d'Radioen, wéi d'Zeitung oder wéi d'Televisioun? Si existéieren weider an dat och mat Succès. Et gëtt keen dramatischen Abroch vun der Zuel vun de Lecturen, vun den Auditeuren oder vun de Spectateuren vun de klassesche Medien.

Wann een e Bléck op Lëtzebuerg werft a sech d'Evolution am Fong vun de Resultater vun der Etüd Plurimedia an de leschte Joren ukuckt, gesäit ee Folgendes: Et si wuel ëmmer méi Leit, déi all Dag hir Informatiounen op d'Internetsäite vun den Haaptakteuren an eiser Presselandschaft siche ginn. An den Undeel vu Consommateuren vu Radio an Tëlee hält och of, awer net deementspreechend, wéi den Internet zouhëlt, bää Wäitem net.

Fir e puer Zuelen ze nennen: Eng Zeitung wéi d'„Lëtzeburger Wort“ gëtt haut laut Etüd Plurimedia all Dag vun 32% vun der Bevëlkerung gelies. Wann een den E-Paper derbäizelt, sinn et der 35%. Virun zéng Joer waren et nach iwwer 46%. Beim „Tageblatt“ ass dat am selwechten Zäitraum vun iwwer 15% op ongeféier 10% zréckgaangen. Bei RTL ass et eng Hausse vu ronn 25% op ronn 30%. A beim Radio ass et an deem Zäitraum zu engem Recul vun iwwer 46% op ronn 37% Ecoute komm.

Wann een den Zougrëff op déi divers Internetmedien awer géif bei de klassesche Medien derbäizelen, stellt een awer fest, dass d'Consummation vun der Informatioun, déi e journalisteschen Inhalt traitéiert huet, däitlech an iwwerproportional an d'Luucht gaangen ass. D'Internetsäite vun deeneselwechte Medie goufen d'lescht Joer zesummen zum Beispill zu Lëtzebuerg vun 246.800 Leit consultéiert. Dat, wat zu Lëtzebuerg vu Journaliste verschafft, geschriwwen a geschwat gëtt, gëtt haut esou vill suivéiert wéi ni virun. Dat heescht, déi éischt Zuele sinn déi vun der klassescher Mediawelt, esou wéi mir se gëscht kannen hunn, an haut mat deenen Zuele gesi mer, dass au contraire méi Leit un d'Informatioun kommen, wéi dat nach virun iwwert de klassesche Wee de Fall war.

Et gëtt awer och eng kloer Weiderentwécklung. Et ginn zentral Changementer an de leschte Joren op zwee Niveauen. De Contenu an d'Aart a Weis vun der Presentatioun vum Contenu op de klassesche Medien huet changéiert. Och de Financement vun de klassesche Medien ass an de leschte Jore méi schwierig ginn, well de Consommateur vill Informatiounen an och presuméiert Informatiounen - ech kommen duerno dorop zréck - gratis zur Verfügung huet an doduerch och méi schwéier ze iwwerzeegen ass, wann e gesot kritt: „Fir dësen Artikel komplett ze liesen oder fir dës Informatioun ze kréien, muss de och eppes bezuelen.“

De Changement um Niveau vum Contenu ass deen, dass déi klassesch Medien ëmmer manner den Atout hunn, d'Leit mat enger brutaler Informatioun ze versuergen. Fir et einfach auszudrücken: Wann de Bréifdréier moies kënnt, da weess meeschtens deen, deen d'Zeitung liest, schonn d'Nouvellen, well e se den Owend virun iergendwou gelies hat oder matgedeelt kritt, matkritt, getwittert, gefacebookt, gegoogelt huet, mä iergendwéi scho wousst, ëm wat et géif goen. An dat heescht, de Leser weess schonn am Fong, wat den Dag virun der owes viru geschitt ass. An dat géllt och fir den Nolauschterer um Radio, deen net bis 9 Auer waarde muss, fir ze wëssen, wat um 8.30 Auer geschitt ass oder um 7 Auer, well en et schonn an deenen nächste fénnef Minutten duerch eng „push news“, wéi een dat esou schéin haut nennt, matgedeelt kritt huet an dunn direkt weider op e Site kucken gaangen ass, wann e méi Informatiounen och sicht.

D'Editeure sinn also encouragéiert an, wann ech mer dat erlabe kann, quasi forcéiert, eng Plus-value ze offréieren, a si maachen dat och. D'Valeur an d'Wichtigkeet vun enger Analys vun Hannergründinformatiounen an och vu Commentairen huet zougeholl. Et ass dat, wat déi klassesch Medie méi ze bidden hu wéi den „push message“ um Handy. Dat ass de Changement, deen evident an och novollzéierbar ass.

Deen zweeten Ënnerscheed, deen besonnesch d'Editeuren an de leschte Jore ze spiere kruten, ass deen, dass de Marché sech effektiv dramatesch verännert huet. Ech hat nach gëscht e Grupp vun Editeuren bei mir am Büro, déi mer gezielt hunn, dass virun e puer Joren nach Supermarchéketten bei si froe komm sinn: „Hei wann ech gelift, wann ech gelift, kuckt, dass dës Annonce nach mat dëser Publicitéit muer an der Zeitung ass! Et ass ganz wichtig fir eise Supermarché.“ Déi Zäiten, déi Situatiounen gëtt et och net méi, dat ass haut eriwir. De Marché ass haart erkämpft an ëmkämpft an d'Annonceuren hu méi Weeër, fir de Client ze errechen a sinn am Fong manner ofhängeg vun de klassesche Medien, wéi dat d'Realitéit virun e puer Joren.

Et gëtt dernieft eng weider Evolutioun, déi net just d'Medien an d'Press, mä eis Gesellschaft insgesamt betrëfft. D'Schoul, d'Aarbecht, d'Kultur, d'Zesummeliween, d'Ekonomie an och d'Politik goufen an de leschte Joren enorm bestëmmt duerch déi Digitaliséierung. Et huet sech net nëmme e bësse verännert, mä et huet sech bal alles verännert. Den Alldag ass anescht wéi virun zéng oder zwanzeg Joer. Eist Verhalten ass anescht an eis Perceptioun huet sech och grondleedend verännert.

Dat betrëfft, wéi gesot, villes, wann net alles, wat mir am Dag erliewen, an et betrëfft eben och eisen Émgang mat den Informatiounen. Duerch eng méi globaliséiert Welt an duerch déi gläichzäiteg Digitaliséierung ass d'Welt enorm zesummegerékelt an d'Ofleef hunn u Vitesse gewonnen. Wann haut iergendwou an der Welt eppes Schlémmes geschitt, hu mer déi Informatioun ganz no bei eis. A mir hu se och ganz direkt no bei eis, esou no an esou séier, dass d'Distanzen am Fong verschwannen téschent der Noricht an der Plaz, wou se stattfënn, an der Perceptioun vum Bierger, deen se liest. Alles ass wichtig, alles betrëfft eis iergendwou an iergendwéi.

Dëst Émfeld an déi Entwécklung an de leschte Jore muss ee kloer präsent hunn, wann ee sech mat de Medien zu Lëtzebuerg, mat der Qualitéit a mam Kader beschäftegt, an deem mir eis haut bewegen. Déi nei Méiglechkeeten, déi d'Digitaliséierung mat sech bréngt, sinn eng Chance a gläichzäiteg awer och eng riseg Erausforderung.

Op där enger Säit ass d'Betätigungsfeld vun de Medien an d'Luucht gaangen an d'Méiglechkeeten, fir d'Leit ze errechen, hu sech och multiplizéiert. En Zeitungsverlag ass haut net méi eleng op Pabeier an Drockfaarf ugewisen, esou wéi e Radio net forcéiert op Frequenzen an eng Tëlee net méi exklusiv op e stateschen Apparat an der Stuff vum Public cible ugewisen ass. Dat ass duerchaus positiv an ech mengen, dass haut och praktesch all déi professionell Akteuren an der Lëtzeburger Presselandschaft grouss Efforte gemaach hunn a maachen, fir sech ze adaptéieren an déi technesch Méiglechkeeten och auszuschöpfen, déi et haut gëtt. Dat war de Computer, deen doheem ass, dat war dunn de Laptop, dat war dunn den iPad, den iPhone an ass haut scho bei verschidde Leit souguer d'Auer, déi hinnen d'Informatioun matdeelen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och eng nei Konkurrenz, déi ëmmer nees an ëmmer méi fir Kappzësbriechen an de Redaktiounen suert. De Bierger ass haut net méi just Consommateur vun Informatioun, mä ganz oft ass en och selwer Produzent, an ass Diffuseur, an ass selwer deen, deen eppes effentlech bréngt, eppes diffuséiert, deen eng nei Roll am Fong huet als Bierger. Mir kennen alleguerte Beispill, wou eng Story, eng Nouvelle, eppes, wat geschitt ass, den Tour op de soziale Reseau mécht a ganz séier ka ronderëmgoen a ganz rapid och e breede Public kann errechen, laang ier et vun de klassesche Medien iwwerhaapt identifizéiert konnt ginn.

Mir kennen dernieft och de Phenomeen vun der Blogosphär, wat a villen Domänen eng grouss Beräicherung ass an och de politeschen Debat férdert. Gläichzäiteg verschwannen awer dacks d'Grenzen téschent Journalismus, téschent Fiktioun an téschent Réalitéit an och propagandistesche Contenuen.

Dee Sujet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verdéngt et, dass ee sech méi genee domadder beschäftegt an och iwwerleest, wou eventuell d'Gefore leien a wéi mer dat an de Grëff kréien.

Et ass kee Blabla, Här President, wa mir, déi Responsabel fir d'Zukunft vun onsem Land, eis all

mat der Fro beschäftegen, wéi mer assuréieren, dass d'Bierger hei zu Lëtzebuerg net nëmme Accès hunn op eng breet an och eng professionell Press, mä och, dass mer kënnen assuréieren, dass d'Leit den Ënnerscheed ze maache wëssen téschent professioneller Berichterstattung, Informatioun an Analys, an allem, wat et ebe soss nach esou ronderëm gëtt. D'Regierung huet e kloert Zil an en Haaptdefi: Mir mussen kënne garantéieren, dass déi professionell Press an onsem Land staark bleift a souguer gestärkt gëtt, fir de Pluralismus ze garantéieren an domadder am Fong och e Grondpiller vun eiser Demokratie kënnen ze erhalen.

Zu Lëtzebuerg gëtt nëmme doduerch, dass de Stat seng Verantwortung iwwerhëlt an och Support financier gëtt, fir Meenungsvillfalt och kënnen ze garantéieren, dës Villfalt garantéiert. D'Promotioun vun der geschriwwener Press, déi sougenannt „aide à la presse“, de Service public fir de Radio an d'Tëlee si keng „nice to have“, esou wéi verschidde Leit dat probéieren ze soen. An et ass och keng Optioun, mä et ass eng Noutwendegkeet! An et huet näischt mat der Gréisst vun engem Land ze dinn!

D'Regierung huet sech kloer an däitlech hannernt de System gestallt an en och erweidert duerch d'Afféiere vun enger zousätzlicher Ënnerstützung fir déi professionell Press och um Internet. Mir wëllen déi Pressehëllef net nëmme erhalen, mä de System och weider reforméieren an adaptéieren, soudass en och deenen neien Erausforderung gerecht gëtt. Mir schaffen un eng Reform, déi als Zil huet, fir déi klassesch Pressehëllef an d'Aide à la presse en ligne zesummenezéieren.

Haut läit de Montant, deen de Stat all Joer direkt un d'Editeure vun den Dages- a Wochenzeitungen bezuelt, bei iwwer 7,4 Milliounen Euro. Mir hunn am Budget fir dëst Joer zousätzlech 450.000 Euro virgesinn, fir d'Onlinepress och kënnen ze ënnerstëtzen. Donieft existéiert eng indirekt Hëllef bei der Distributioun vun den Zeitungen, déi sech op ronn 14 Milliounen pro Joer chiffriert, soudass ee ka soen, dass ee vun insgesamt ronn 22 Milliounen Euro kann ausgoen, déi mir all Joer an den Zeitungsmarché investéieren.

Dernieft gëllt fir déi geschriwwene Press och e reduziéierten TVAs-Taux vun 3%. Dat hëlleff, de Präis vun de Presseprodukter niddreg an also och accessibel ze halen. Dësen Taux ass awer de Moment nach net op den digitale Presseprodukter applikabel, well déi europäesch Legislatioun dat net vereinfacht an net erlaabt. D'Regierung huet sech awer och konsequent fir eng Gläichstellung agesat, fir dass dat geännert gëtt. Wahrscheinlech am Summer dëst Joer gëtt och eng Direktiv adoptéiert, an där déi Gläichstellung festgehale gëtt. Ech engagéiere mech och hei, Här President, dass den Taux vun 3% agefouert gëtt, soubal dat europäesch Recht eis dat erlaabt, a méiglecherweis schonn 2018.

De Radio 100,7 huet aktuell eng Konventioun, déi hinne Moyene vu ronn sechs Milliounen Euro pro Joer gëtt. A vum Joer 2021 un hu mer der CLT-UFA eng annuell Garantie ginn iwwer maximal zéng Milliounen Euro pro Joer fir eng Mission de service public och op der Tëlee. De Stat investéiert also insgesamt ab 2021 ronn 38 Milliounen Euro d'Joer an déi professionell Berichterstattung. Et si gutt investéiert Suen a mir sti ganz kloer derzou, dass een dee Montant net soll reduzéieren.

Eppes ass awer geneesou kloer, an dat ass eng vun den Haaptaufgaben, déi eis déi nächst Jore beschäftege wäert: Mir müssen derfir suergen, dass d'Bierger vun dësem Land, dass d'Consommateure vun dëser professioneller Press och kloer erkennen, dass et sech ëm eng qualitativ héichwäerteg Berichterstattung handelt. Den Ënnerscheed téschent deem, wat deontologesche Kritären ënnersteet an u Konditiounen gebonnen ass, an deem, wat fräi an onreguléiert verbreet gëtt, muss erkennbar sinn.

Mir wëllen eng national Strategie lancéieren fir d'Medieverständnis an och fir d'Stärkte vun der professioneller Press. Mir als Politik op där enger Säit an d'Editeuren an d'Medienhaiser op där anerer Säit hunn d'Aufgab, derfir ze suergen, dass d'Leit zu Lëtzebuerg kënnen aschätzen, wéi engen Informatiounen een och ka vertrauen. Net alles, wat publizéiert gëtt, an net alles, wat een an engem Zeitungsbuttek fënnt, hält deontologesche Kritäre stand.

Ech hat den éischten Echange mam Conseil de presse a mat den Editeuren iwwer esou en Aktionsplang, wou een op deene verschidde Niveaue kann agéieren, justement fir d'Medieverständnis, besonnesch bei deene Jonken, och ze verbessern. Et existéieren eng Rei Iddien, fir notament an de Schoulen eng gewësse Medienerziéung an de Vierdergrond ze stellen. Mä et soll an et dierf ee sech net eleng op d'Schoul an och net eleng op déi Jonk konzentréieren. Mir wëllen d'Société civile matabannen, mir wëllen d'Gewerkschaften, d'ONGen, d'Federa-

tiounen an och d'Fuerscher an dësem Domän mat de Medienhaiser gemeinsam dru schaffen loossen, dass de Stelleväert vun der professioneller Press och an d'Luucht geet. Ech well mech als Medieminister, mä och als Premier an den nächste Woche mat deene verschidde Akteuren zesammesetzen an esou un engem Aktionsplang schaffen, fir deen och hei kënnen der Chamber ze presentéieren.

Mir wëllen dernieft d'Qualitéit an d'Pluralitéit net nëmme weider garantéieren, mä och ausbauen an dobäi och bis erfroge bei déi méi regional a méi lokal Medien, déi och eng wichtige Roll hunn. Vum nächste Joer u soll et duerfir och eng nei, zousätzlech finanziell Ënnerstützung gi fir déi Akteuren, déi op regionalem an op lokalem Niveau de Bierger informéieren an dobäi och professionelle Kritäre gerecht ginn. Mir hunn Akteuren hei am Land wéi notament de Radio ARA hei am Zentrum oder Nordlicht TV am Norde vum Land, déi net vu grouse Mediegruppe gestäipt ginn an awer zënter Joren eis Medien- a Kulturlandschaft och beräicheren. Hir Aarbecht ass wichtig a si gëtt och vum Bierger unerkannt a valoriséiert.

Den Engagement, deen op lokalem Niveau dacks op fräiwëlleger Basis gelescht gëtt, wëlle mir méi staark ënnerstëtzen. Mir wëlle se och finanziell ënnerstëtzen, woubäi de Schwéierpunkt op déi kulturell a sozial Beräicherung geluecht soll ginn.

Eng deementspreechend Initiativ soll och an den nächste Woche finaliséiert ginn a vum nächste Joer u schonn gëllen. De gesetzleche Kader vun den audiovisuelle Medien ass 1991 an dëser Chamber gestëmmt ginn, du ware mer nach an engem analogen Zäitalter. An dat Gesetz muss elo och entstëbt ginn an endlech un den digitalen Zäitalter ugepasst ginn. Virun allem mussen d'Prozedur vereinfacht ginn, fir dass d'Liberté d'expression sech an de Medie méi einfach entfale kann an och déi Saachen iwwert d'Egalitéit garantéiert ginn. Et ass net, well et dann net an de Printmedien ass, dass zum Beispill eng Liberté d'expression anescht miss behandelt ginn an der Onlinepress.

An dat misst och heeschen, dass een net onbedéngt muss eng Erlaabnis vun der Regierung hunn, fir Radio an Televisioun ze offréieren, wat bei der geschriwwener Press schonn ëmmer de Fall war. Och op EU-Niveau gëtt de Moment iwwert d'Upassung vu Legislatiounen fir grenzüwwerschedend Medie verhandelt. Mir setzen eis derfir an, dass vu Lëtzebuerg aus och an der Zukunft Radios- an Tëleespergrammer a ganz Europa verdeelt kënnen ginn.

Op europäeschem Niveau gëtt den Ament nach iwwer eppes anescht diskutéiert, nämlech den Émgang mat de soziale Reseauen an och d'Verantwortung vun deene Konzern, déi hannert deene soziale Reseauen stinn. Si droen eng Verantwortung, déi den Ament nach net richteg gefasst an erfaasst ass. Et stelle sech fir eis zwou Froen: Déi éischt ass déi vun enger Zort Responsabilité éditoriale: Muss deen, deen eng Plattform zur Dispositioun stellt, net och en An drop hunn, wat op senger Plattform geschitt? Et kann net sinn, wann ech diffuséieren, dass et mer egal ass, wat diffuséiert gëtt!

An déi zweet Fro ass déi vun den Algorithmen: Aweiwäit hält e Provider vun engem Réseau social an Afloss op d'Meenungsbildung doduerjer? Dat sinn och Froen, déi ee sech muss stellen! Dass een dem Utilisateur am Fong carrement bal virun d'Nues setzt, wat den Algorithmus mengt, dass en ze interesséieren hätt. Dir wësst, dass, wann Der elo op Google eng Recherche maache gitt, ob eis Aerd net awer eng Scheif wier, dann hutt Der duerno op Facebook Säiten, déi sech affichéieren, wou Leit sech äusseren, dass se iwwerzeegt sinn, dass déi Ausserierdesch am Nevada an der Wuüst liewen an dass d'Amerikaner zum Beispill och d'Landung um Mound an engem Studio enregistriert hunn.

Ganz vill Leit stelle sech och d'Fro net iwwert d'Daten, déi se iwwerhaapt ginn! Mir reegen eis jo op: Een, deen haut op Booking eppes kucke geet an awer net bestellt, wonnert sech, dass en duerno deeglaang Promotiounen geschéck kritt, dass d'Präisser nach ni esou bëlle ware grad fir déi Period, wou e wëllt goen! A wann e sai Facebook opmécht, dass eng Säit dosteet mat deenen Hotelten a mat den Ausflüch, déi e kann op där Plaz, wou e grad gekuckt huet op Booking, maachen! Déi Fro muss ee sech och eng kéier, wann een iwwert d'ganz sozial Medie wëllt schwätzen, stellen, wat mat all deenen Informatiounen geschitt.

Dat heescht, mir sinn der Meenung, dass een esou eng Diskussioun op europäeschem Ni-

veau muss féieren, wéi mer an Zukunft mat sozialer Reseau justement émginn a wou d'Verantwortung läit, fir ze verhënneren, Här President, dass d'Grenzen tëschent Wourecht a Ligen, tëschent Realitéiten a Fiktioun weider verschwannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net op Fake News agoen - Dir hutt jo elo gesinn, wéi a Frankräich elo nach probéiert ginn ass, deen een oder deen anere Kandidat ze destabiliséieren -, mä dat ass awer och e Sujet, deen ee misst eng Käier kënnen an der Mediekommissioun diskutéieren, wat dat do awer och fir en Impact huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Konkursion mat deene Wieder opzehalen, mat deenen Dir ugefaangen hutt, Här President. Haut ass Europadag, wou mer eis un d'Valeure vun der Europäescher Unioun erënneren. Zu deene Valeure gehéiert ganz sécher och d'Meenungs- an d'Pressefräiheet.

Et gétt Länner, um Bord awer vun der Europäescher Unioun, wou déi Pressefräiheet net eng Selbstverständlechkeet ass an eng Rëtsch vun Journaliste mat Prisongsstrofen ze rechnen hunn, wa se dat schreien, wat hir Conscience professionnelle hinne seet, dass se solle schreien, a souguer an dem Prisong landen oder zougemaach ginn! Dat gétt et a verschiddene Länner.

Et gétt och an europäesche Länner Journalisten, déi all Dag musse kämpfen, fir iwwerhaupt hir Aarbecht kënnen auszeüben. Mir sollen ni vergiessen, dass et fir eis an och fir déi aner wichteg ass, dass mer déi Fräiheeten an déi europäesch Valeure weider verdeiden an och d'Meenungsvillfalt stäerken. Dat soll eis gemeinsam Motivatioun vun eis allegeren heibannen och sinn!

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci den Premier- a Medieminister. Als éischt geschiwwer Riednerin huet d'Madam Diane Aehm fir d'CSV d'Wuert.

Débat

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net ämsoss ginn d'Medien oft als de véierte Pouvoir hei am Land benannt. Schliisslech stoung jo eppes an der Zeitung! Ob dës awer eng seriö Zeitung oder eng manner seriö Zeitung war, dat gétt oft vergiess ze soen. An deem Sënn hat den Jim Morrison scho recht, wéi hie gesot huet: „Whoever controls the media, controls the mind.“

Här President, dës Debatt iwwert d'Medien ass vun der Regierung an der Suite vun der Affär RTL/Lunghi ugefrot ginn. D'Mediendebatt vun haut soll awer méi wäit goen. Eng éischt Nott kuum vun Medieminister am Mäerz an eng zweet Nott kuum dann dunn de leschten Donneschdeg den Owend. An dëser zweeter Nott ëmrisst d'Regierung vill méi genee, wat si sech um Debat vun haut erwaart.

Als CSV bedauere mir, dass net am Virfeld an der zoustänneger Chamberskommissioun iwwert dës Debatt geschwat ginn ass. Hei hätt ee kënnen an aller Rou kucken, wéi d'Medien am Ausland fonctionnéieren. Mir hätte kënnen d'gesetzlech Grondlage kucken, mir hätte kënnen de Finanzéierungsmodell kucken a mir hätten eventuell kënnen als Kommissioun eng eenheetlech Propos maachen. Leider war dat awer net esou vun der Regierung gewollt, mam Resultat, dass haut dann all Partei hei hir eegen Zëppche presentéiert an dat wuel wëssend, dass een hei net alles ofdecke kann.

Här President, haaptsächlech an de leschten Deeg war d'Debatt vun haut e groust Thema an der geschriwwener Press. Dat wonnert och keen heibannen, well et geet jo ëm d'Press selwer. A wéi soen d'Fransousen esou schéin: «On n'est jamais mieux servi que par soi-même.»

Dobäi ass et haaptsächlech ëm d'Finanzéierung vun der Press gaangen. Ier ech awer op dës Punkt aginn, sinn och der Meenung, dass ee sech fir d'Éischt emol soll kloer Kritäre ginn, wat soll finanzéiert ginn an op wéi enger Basis soll finanzéiert ginn.

Duerfir géif ech a menger Ried de Mëtteg och fënnf grouss Punkten uschwätzen: Den éischte wier d'Mission de service public en tant que telle; en zweete Punkt wier, wéi eng Medien da solle finanzéiert ginn; als drëtt Kapitel stellt sech d'Fro vun der Form vum Journalismus; e véierte Punkt ass d'Roll vum Konsument an de Medien, an da géif ech ofschléissen, wéi ee sech eventuell kéint en neie Finanzéierungsmodell vun de Medie virstellen.

Här President, ech fänken u mat der Mission de service public, an erlaabt mer, hei e klengen Réckbléck ze maachen.

Am Joer 1929 gouf dat éischt Gesetz iwwert den Audiovisuel gestëmmt. E privaten Operateur huet d'Recht kritt, fir Programmer ze senden an duerfir an der Konterpartie Missiounen am Interessi vum Land ze assureieren. Bis haut huet sech dorunner näischt geännert, och net an deem neie Konzessionsvertrag. RTL huet eng Rei vu Missiounen de service public an dës sinn Informatiounen, och fir aner Communautéiten, déi hei am Land wunnen, Emissiounen iwwer Kultur, Sport an Erzieung, Emissiounen iwwer exzeptionell Evenementer, déi am Interessi vun eise Matbierger sinn, d'Diffusioun vu Kommunikatiounen an Informatiounen, déi mat der Sécherheet vun eise Matbierger zesummenhängen, an an de Wahlperiode politesch Emissiounen a Campagné vun de jeeeweilege Parteien. Zu dësem Modell, dee bal honnert Joer al ass, sti mir als CSV. Mir hunn dese Modell ëmmer ënnerstëtzt. A grad dese Modell huet erlaabt, dass d'CLT an RTL zu engem Global Player gi sinn.

Am Joer 1991, am Kader vum Gesetz vum 27. Juni 1991 iwwert d'elektronesch Medien, ass de soziokulturelle Radio geschaaft ginn. Hien huet ënner anerem als Missioun: «promouvoir la vie culturelle, favoriser la création artistique, contribuer à la communication sociale, y compris la vie interculturelle et la coopération transfrontalière, participer à l'information libre et pluraliste et fournir un large accès à l'antenne aux organisations sociales et culturelles du pays.»

Evidenterweis gétt et am Beräich vun der geschriwwener Press kee Service de mission public, wat awer net bedeit, dass et keng Spillregele gétt, fir effentlech Hëllef ze kréien. Am Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotion de la presse écrite gi Kritäre festgehalen, no deenen d'geschriwwene Press finanziell Hëllef kritt. D'Mediënhaier mussen ënner anerem national an international Informatiounen bréngen aus der Politik, der Wirtschaft, dem sozialen an dem kulturelle Beräich a si mussen eng Mindestanzuel u professionelle Journalisten hunn. Wann de Stat Hëllef fir Medie virgesäit oder hinnen d'Notze vu Frequenzen erlaabt, gétt et ëmmer Spillregele respektiv eng Géigelleschtung fir de Stat.

Den zweete Punkt vun haut: Wéi eng Medie solle finanzéiert ginn?

Hei muss mir, wéi gesot, den Ennerscheid maachen tëschent der geschriwwener Press an den audiovisuelle Medien. Nei ass och d'Fro vun der Onlinepress, déi och an Zukunft soll ënnerstëtzt ginn. Als CSV begreisse mir, dass d'Onlinepress ënnerstëtzt gétt. Domadder komme mir mat eiser staatlecher Hëllef enger Entwécklung no, déi et an der Realitéit scho vill méi laang gétt.

Dat heescht awer net, dass mir d'accord si mam Règlement du Gouvernement en conseil vum 13. Januar 2017. Mir begreissen de Prinzip, awer net d'Ausféierungsbestëmmungen. An eisen Ae wier et sénnvoll gewiescht, wann ee vun der Geleehetheit profitéiert hätt, fir déi ganz Pressehëllef op de Leescht ze huelen an an engem eenzege Text ze regelen. Duerfir proposéieren ech och eng Motioun, fir eng gemeinsam legal Basis fir d'Pressehëllef ze schaffen, egal ob dat fir déi gedréckte Press ass oder fir d'Onlinepress.

Wann ech gelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la promotion de la diversité de la presse d'opinion constitue un pilier fondamental d'un État démocratique et qu'il convient d'y veiller continuellement;

- que les médias contribuent non seulement à la formation d'opinions mais jouent également un rôle important dans l'intégration et la cohésion sociale;

- qu'il est important qu'un État démocratique offre les moyens adéquats pour que la pluralité de la presse soit garantie;

- la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite telle qu'elle a été modifiée;

- les critères qu'un organe de presse écrite doit remplir afin d'entrer dans le bénéfice d'une aide financière de l'État tels que définis par les articles 1 & 2 de ladite loi;

- l'apparition de nouvelles formes médiatiques et l'évolution des supports de communication au cours des dernières années;

- le règlement du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 concernant l'introduction d'un régime de promotion transitoire de la presse en ligne;

- les critères qu'un organe de presse en ligne doit remplir afin d'entrer dans le bénéfice d'une aide financière de l'État tels que définis par les articles 1 & 2 dudit règlement;

- qu'il n'y a pas de cohérence entre les dispositions de la presse écrite et de la presse en ligne;

invite le Gouvernement

- à intégrer, pour davantage de cohérence et de clarté, les différents régimes d'aide à la presse et les critères y relatifs dans un cadre légal général.

(s.) Diane Aehm.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Mir hätten eis och méi Kohärenz gewünscht. Ech stellen hei e puer Froen an de Raum: Muss een all Aktivitätsberäicher ofdecken, fir eng Hëllef ze kréien? Kënnen och Presseproduite mat enger Periodicität vu méi wéi enger Woch dorënnerefallen, zum Beispill déi, déi all Mount erauskommen? Wéi ass et mat de Sproochen? Firwat kritt d'Onlinepress eng Hëllef a si muss net déiselwecht sproochlech Kritären erfëlle wéi déi gedréckte Press? Kann de Medieminister eis vläicht erklären, firwat de sproochleche Kritär net an der finanzieller Hëllef fir d'Onlinepress virgesinn ass? Kann zum Beispill eng Zeitung, déi op Portugisesch geschriwwen ass, an Zukunft och vun der Onlinepresshëllef profitéieren?

Fir eis si ganz besonnesch zwee Kritäre wichteg, an zwar dee vun professionellen Journalismus an dass nëmme richteg Zeitunge mat generellen Informatiounen Ennerstëtzung fannen. Ech erkläre mech: Fir eis si richteg Zeitungen déi, wéi et och am Gesetz steet, déi sech aus der Vente finanzéieren an déi net zu méi wéi der Halschent aus Annoncé bestinn.

Niewent RTL an dem soziokulturelle Radio gétt et och nach aner audiovisuell Medien hei am Land. Sollen déi och méi ënnerstëtzt ginn? Mir sinn hei net am Domän vun der Pressehëllef. Mir sinn awer der Meenung, dass punktuell a fir bestëmmt Projeten, déi zum Beispill e kulturellen, en educativen oder e regionale Méiwäert hunn, déi aner Medie kéinten ënnerstëtzt ginn. Mir begreissen och, dass de Premier virdu gesot huet, dass e géif eng Lösung fanne fir Nordlicht TV an deem heiten Zusammenhang.

Ech präziséieren, dass dat mat der Pressehëllef awer näischt ze dinn huet. Fir eis soll ee sech hei reng op de Projet konzentréieren. Ofschléissend zu dësem Punkt wëilt ech nach soen, dass fir d'CSV eng Pressehëllef oder eng punktuell Ennerstëtzung nëmme fir Medie an Fro kënn, déi d'Grondrechter vun eiser Demokratie respektéieren.

Da kommen ech op den drëtte Punkt, d'Fro vun der Form vum Journalismus.

Här President, et ass net un der Politik ze definiéieren, wat fir e Journalismus dass si gären hätt! D'Politik muss d'Rumm setzen, fir dass d'Meenungsfräiheet an de Pluralismus garantiéiert sinn. Dës sinn d'Grondlage vun der Demokratie. Wann d'Politiker de Journalisten Zensuren ausstellen, da si mir an engem anere System.

Perséinlech fannen ech héichwärtigen, qualitative Journalismus gutt. Dese Journalismus kënn awer net vun näischt. Duerfir brauche mir fir d'Alleréischte gutt ausgebildete Journalisten. Dës mussen net alleguer Journalismus studéiert hunn op enger Universitéit. Gutt Journaliste bréngen oft d'Basiswësse mat aus fréiere Berufserfahrungen, dat hinnen hëllef, sech mat ëmmer méi komplexe Sujeten auserneezen. Dës Sujete ginn dann och richtig analyséiert an den Artikel gétt esou geschriwwen oder de Film gétt esou gemaach, dass e säin Zilpublikum erreecht. Mä, et ass nach kee Meeschter vum Himmel gefall!

Zu Lëtzebuerg maachen d'Journalisten e Stage vun zwee Joer, ier si hir Pressekaart kréien. Während dëser Zäit muss si och obligatoresch Coursé maachen iwwer eis Informatiounen, de Code de déontologie, d'Droits d'auteur an den Droit de la presse. Dës Coursé gi vum Conseil de presse organiséiert an och ofgehalen. An de Conseil de presse huet dat iwwerengs och a senger gesetzlech verankerte Missiounen stoen. De Gremium soll seng Roll als Autoregulateur voll spillen, fir dass d'Qualitéit garantiéiert gétt. Et ass dowéinst wichteg, de Conseil de presse bei all senger Beméiungen am Beräich vu Formation a Weiderbildung vun de Journalisten ze ënnerstëtzen.

De Conseil de presse muss, wéi gesot, autonom schaffen. An dat géllt och fir de Code de déontologie, dee sech d'Journaliste selwer ginn. Erlaabt mer, ee Moment op dese Code de déontologie anzegoen.

D'Bestëmmunge kommen aus dem Joer 2006 a si vum Conseil de presse an enger Séance plé-

nière ugeholl ginn. Mat dësem Code verflachte sech d'Journalisten, eng ganz Rei vu Regeln anzehalen, zum Beispill d'Veracitéit vun den Noriichten, nozepräieren, an dozou gehéiert och d'Présomption d'innocence oder d'Exactitude vun deem, wat geschriwwen gëtt, ze respektéieren oder ganz allgemeng de Respekt vun de fundamentale Rechter vun der Person.

Hält jiddweree sech un dee Code, dierft et kaum Problemer ginn. Et kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob de Code de déontologie ugepasst ass oder net, haaptsächlech an der digitaler Welt, an där mir haut liewen. Mä et ass un der Professsioun selwer, fir eis dat ze soen.

Iwwerengs géllt och fir all Journalist d'Gesetz; ech mengen domadder d'Zivilrecht an d'Strafrecht. Dës bedéngt e verantwortlechte Handeln.

Här President, e weidere Punkt, deen et derwäert ass, driwwer nozedenken, ass d'Kreatioun vun enger Lëtzebuurger Presseagence. An der Schwäiz gétt et zum Beispill esou eng onafhängeg „Schweizerische Depeschagen-tur“. Dat ass eng national Presseagence, déi Informatiounen fir d'ganz Schwäiz ubitt an dës direkt an dräi Sproochen. D'Informatiounen gi vu Journalisten opbereet a betreffe Politik, Wirtschaft, Sport a Kultur. Dës Informatiounen ginn dann un déi verschidde Presseorganer verkaaft.

De Chefredakter vun enger grousser Lëtzebuurger Dageszeitung huet och an engem Analyse- und Meinungsartikel vum leschte Samschdeg dës Thema ugeschnitten. Hei ass awer d'Press selwer gefuerdert, fir iwwer esou eng Agence nozedenken.

Wat ass d'Roll vum Konsument vun de Medien? Dat nächst Kapitel.

Här President, de Konsument vun de Medien huet am digitalen Zäitalter geännert. Freier hatten d'Leit en Abonnement op eng oder méi Dageszeitungen an hunn dës och gelies. Sondernes mëttes gouf nom lessen de Fernseh uge-maach an et gouf „Hei Elei Kuck Elei“ gekuckt.

Haut kucken déi Jonk...

(Interruptions diverses)

Voilà! Haut kucken awer déi Jonk oder Jonkbliwwen hiren Handy oder Tablet a liesen do-robber, wat an der Welt lass ass. Dës si beschtefalls Noriichten, awer meeschtens sinn et nëmme Iwwerschrëften, well et muss jo séier goen a verschidden Internetseite gi gekuckt. Do dernieft informéieren d'Leit sech och iwwert déi sozial Medie wéi Facebook oder Twitter. De Konsument muss sech bewusst sinn, dass hien do souwuel Konsument wéi och Produzent ass. D'Spillregele vun den „traditionellen“ Medie gellen hei net.

An den Émgang mat dese Medie setzt eng Erzieung an de soziale Medie viraus, notamment bei deene Jonken, mä net nëmme. Aus deem Grund si mir der Meenung, dass de Familjemini-steren an den Educationministère sollen eng gemeinsam Strategie ausschaffen, fir d'„Digitaltaalt Léieren“ vun de Kanner scho ganz fréi unzefänken.

Aktuell huet de Radio ARA eng Konventioun mam Familjemini-steren an Educationministère fir de Projet „Graffiti“. Duerch dese Projet ginn déi Jonk geziilt un d'Medien erugefouert. Et wier wünschenswärt, wann esou Projete kéinten ausgedeeent ginn, well nëmme duerch esou Projeten oder wéi dee vum Uelzechtkanal léieren déi Jonk, wéi audiovisuell Medie fonctionnéieren.

Mä net nëmme Kanner mussen den Émgang mat de Medie léieren. Och mir Erwuessener sinn alleguer betrefft, well mir sinn net mat den neie Medie grouss ginn. Mir hunn déi oft eréischt während eiser berufflecher Carrière kennegeliert. Mä grad am Zäitalter vu Fake News ass et wichteg, dass och mir Erwuessener eis dermadder auserneezen an den Informatiounsfloss, deem mir ausgsat sinn, kritesch analyséieren. Mir brauchen e kohärente Plang vu Medienerzieung, dee bei deene Klengen ufänkt an deenen déi Erwuessenen och matabënt.

An an deem Sënn wëilt ech dann och eng zweet Motioun haut de Mëtteg deposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication fait aujourd'hui partie intégrante de la vie sociale, culturelle et politique;

- que les nouveaux médias ont influencé considérablement le mode de consommation de ces derniers;

- les risques liés à cette consommation accrue des nouveaux médias, notamment des médias sociaux;

- qu'il est plus que jamais important de nos jours que notamment les plus jeunes générations apprennent à utiliser les médias de manière intelligente et responsable;

- que les utilisateurs des médias sociaux peuvent à la fois être consommateurs et producteurs d'informations;

invite le Gouvernement

- à revoir de manière régulière l'éducation aux médias au niveau de l'école dans le sens d'une révision adaptée aux évolutions et aux dangers constatés sur le terrain;

- à élaborer une stratégie globale afin d'asseoir l'éducation à une utilisation responsable des médias qui s'adresse tant aux enfants, et ce dès le plus jeune âge, qu'aux adultes, et non seulement dans la formation initiale et continue des professionnels du secteur éducatif et socio-éducatif, et de promouvoir leur vigilance par rapport aux contenus des médias, afin de leur permettre d'affiner leur jugement.

(s.) Diane Adehm.

Här President, bei der geschriwwener Press, an haaptsächlech bei der Dagespress gött et gratis Internetsitten, awer och Artikelen, déi een nëmme géint Bezuelung liese kann. D'Pabeier-versionsion ass ze bezuelen. Mä wat si mir als Konsument bereet ze bezuelen? An enger Zäit vun „Geiz-ist-geil“-Mentalitéit a wou alles gratis ass, muss ee sech als Konsument und heiansdo op de gudden ale Sproch zrëckbesinnen: „Deemno Geld, deemno Wuer.“ Jo, och mir alleguerten als Konsument hunn eng Verantwortung a kënnen net verlaangen, dass mer héichwäerteg Norrichten an Hannergrondinformatiounen zum Nulltariff kréien! Als Konsument muss mir bereet sinn, fir qualitativ héichwäerteg Journalismus erëm ze bezuelen.

Op auslännesche Sitt gëtt et Beispiller, wou ee mat e puer Klicke kann en Artikel kafe fir e puer Cent, ouni all Keiers mussen d'Kreditkaart auszepaken an all d'Donnéeën anezënn. Mä och d'Medienhaiser si gefrot, fir en einfache Bezuelungssystem op d'Been ze setzen. Firwat solle si sech net zusammendinn an e gemeinsame Logiciel fir Lëtzebuerg entwéckele loosse? Et kéint ee sech och virstellen, dass d'Medienhaiser gemeinsam Dossierien zu verschiddenen Themen zesummesetzen, déi de Konsument dann en bloc keeft, ouni mussen bei jiddwengerem eenzel Artikelen zu engem bestëmmten Thema ze kafen. Och Artikelen vun auslännesche Medienhaiser kéinten an dësen themateschen Dossierien dra sinn.

Här President, da kéim ech op de leschte Punkt: Wéi kéint en neie Finanzéierungsmodell vun de Medien ausgesinn?

Meng Fraktioun, déi steet fir e generelle Kader, deen d'Onofhängegkeet vun de Medien garantéiert. Nëmme esou ka séchergestallt ginn, dass d'Meenungsfräiheet an enger Demokratie respektéiert gött. D'Medie solle garantéieren, dass jiddweree ka seng Meenung virbréngen an och verdeedegen. D'Medie sollen Analyse maachen an d'Informatioun op eng villfältig Aart a Weis verschaffen. D'Medie sollen zur effentlecher Debatt bäidroen an d'est op alle Pläng, sief et politescher Natur, sozialer, wirtschaftlecher oder kultureller Natur. D'est soll zur effentlecher Meinungsbildung bäidroen, déi an all Gesellschaft stattfënn.

D'Medie spillen eng wichtige Roll an den Decisiounen, déi vun enger Gesellschaft geholl ginn, an d'est op alle Pläng. D'Medien iwwerhuelen och an der Integratioun eng wichtige Roll. Si bréngen eng Gesellschaft zesammen, déi sech ëmmer erëm verännert. Wa mir wëlle Medien hunn, déi eng qualitativ gutt Aarbecht maache kënnen, soll a muss de Stat dat ënnerstëtzen. Mir sinn der Meinung, dass souwuel déi traditionell gedréckte Press wéi och d'Onlinepress sollen ënnerstëtzt ginn. Si sollen och eng gemeinsam legal Basis kréien. Mir hätte gäre bei der staatlecher Hëllef en eenzege kohärenten Text.

Als CSV-Fraktioun si mir der Meinung, dass wéi bis elo virgesinn am Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotion de la presse écrite, de Stat soll weiderhin d'Press finanziell ënnerstëtzen op der Basis vun enger Part fundamentale an enger Part proportionnelle. Dës finanziell Hëllef soll och weider u verschidde Konditiounen gebonne ginn.

Mir hunn eng Rei vu Froen opgeworf, wat d'Kritäre betrëfft. Mir bräichten eng fundamentale Debatt iwwert déi Kritäre, vun deenen ech virdu geschwat hunn. Fir Onlinemedien ass et zum Beispill schwéier, eng Säitenzuel ze definéieren, fir d'Part proportionnelle auszerechnen. Hei misst en neie quantitative Kriter fonnt ginn. Déi aktuell Hëllef fir d'Ausdroe vun der geschriwwener Press soll weiderhi bestoe bleiwen. De superreduziéierten TVA-Taux vun 3% soll och weiderhi bestoe bleiwen.

Ech géif och nach drun erënneren, dass nieft dëse Virdeeler och d'Recetté vun den effent-

lechen Ausschreiwungen der Press zeguttkommen. Mir kënnen eis als CSV und virstellen, geziilt Start-uppen ze ënnerstëtzen, déi am Medieberäich aktiv sinn an hei zum Beispill nei Plattformen entwéckelen, och am Beräich vun der Archivéierung oder grad am Beräich Big Data, wou ee kann nei an innovativ Solutiounen entwéckelen.

Mir sinn och der Meinung, dass vill méi verstärkt misst eng Bestandsopnam vun der Press hei am Land gemaach ginn. Wa mir eng effentleche Debatt wëlle féieren iwwert d'Hëllef, d'Pressehëllef hei am Land, sinn dës Donnéeën an eisen Aen absolutt noutwendeg.

Wat d'Finanzéierung vun den audiovisuelle Medien ugeet, do soll ee punktuell, wann e Méiwäert do ass, e Projet subventionéieren, wéi ech dat scho virdrun ugeschidden hunn. Mir brauche Regeln an Hëllef, déi den Zougang vu méiglechst ville Leit zu héichwäerteg qualitative Medien erlaben.

Ofschlësse wéilt ech mam Romain Hilgert sengem Artikel vum „Tageblatt“ vun der leschter Woch, deen eigentlech zum Schluss déi richteg Fro stellt. Hie freet, ob d'demokratesch Revolutioun vun der Press op en Enn geet. Kréie mer eng Spléckung vun engersäits enger gratis Press, déi fir déi breet Majoritéit ass, a kréie mir anerersäits enger Press, déi kritesch an informativ ass, mä enger Minoritéit virbehalen ass, déi bereet ass, derfir ze bezuelen? D'Zukunft wäert eis weisen, wéi e Wee dass mir ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Adehm. An nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

► **M. Eugène Berger (DP).** - „Mat Schlagzeilen eruewert ee Lieser, mat Informatiounen behält ee se.“ Här President, d'est ass en Zitat vum englesche Journalist an Editeur Alfred Harmsworth. Wien e vläicht net kennt: Den Alfred Harmsworth war de Grënnner vum „Daily Mail“ a fir vill Leit ass hien eigentlech och de Matbegrënnner vum Boulevardjournalismus. Hien huet et also selwer vläicht net ëmmer esou genau mat de Fakte gehalen. Mä ech mengen dach, dass dat en Zitat ass, dat och haut an de Kader vun dëser Debatt hei erapass.

Här President, mir liewen an enger Zäit, déi vu rasanten technologeschen Entwécklungen gepräagt gött. Am Joer 1922, wéi dann den Alfred Harmsworth gestuerwen ass, gouf et nach keng effentleche Televisiounswerdroung, kee Chamber TV, kaum, weenig Radioemissiounen, keng sozial Medien. An deemools waren d'Norrichten oder och d'Schlagzeilen awer eng Zäit ënnerwee, bis dass se bei de Leit ukomm sinn. Si sinn och bei manner Leit ukomm. Et waren och deemools net esou vill Leit, déi vläicht d'Zeitung gelies hunn, och Zäit haten, d'Zeitung kënnen ze liesen.

Haut ass dat ganz anescht. Haut mécht den Internet et méiglech, dass Milliounen Leit innerhalb vun e puer Sekonnen Inhalter vermëttelt kréien an d'Leit déi dann och nach kënnen weiderverdeelen. A wann et vläicht d'Schlagzeilen am freie 20. Jorhonnert waren, déi d'Medien deemools verännert hunn, haaptsächlech déi gedréckten Zeitungen, sou kann een awer soen, dass haut den Internet eigentlech d'Mediellandschaft revolutionéiert huet, net nëmme d'Mediellandschaft, ech géif soen eigentlech déi ganz Kommunikatiounsgesellschaft, déi mer mëttlerweil sinn, mä awer och duerfir ëmsou méi d'Mediellandschaft.

A wat jo eben och ee wichtegen Ënnerschied ass zu deemools: Haut ass et wierklech d'Vitesse, déi den Ënnerschied mécht zu deemools. Haut ass et d'Schnellegkeet vum Internet, déi et eben och mécht, dass ee sech oft keng Zäit, oder dass den Internet selwer, déi Medien sech keng Zäit huelen, fir Inhalter dann och ze verdéiwen.

Déi rasant Entwécklung vum Internet huet d'Mediellandschaft radikal verännert an déi klassesch Printpress an och de Radio, und d'Televisioun hu sech missen dorunner adaptéieren. Dat ass net ëmmer evident gewiescht. Déi Entwécklung ass relativ schnell gaangen, mä praktesch all déi - géif ech soen - bekannt „klassesch“ Medien hu sech haut en zweet Standbeen - mëttlerweil ass et ganz oft dat éischt Standbeen - zougeluucht mat Onlinepräsenz.

Et gött natierlech och nach vill Leit, déi déi klassesch Printmedie liesen. Ech gehéieren do derzou, dass ech dat eigentlech och nach ëmmer léiwer hunn, och wann een e Buch liest. Ech hunn och haut iergendwou op de soziale Medie gelies, dass och de Chamberspräsident eigentlech nach léiwer géif moies Pabeier am Grapp hunn. Sécherlech, dass de Fall.

Mä dernieft hunn d'Leit, och wa se dat gären hunn, awer dee Reflex, fir eben awer dernieft

och ëmmer nach parallel praktesch op Onlineinformatiounen, -medien, sozial Medien zrëckzegräifen. An et kann een einfach feststellen, och wann et weiderhin déi Printmedie gött, déi och nach weider vill an de Grapp geholl ginn, gelies ginn, dass awer bei ville klassesche Medienhaiser d'Onlineversionsion mëttlerweil vill méi Succès huet. Dat kann ee jo och un de Klicken erkennen, dass ee gesäit, dass do vill méi Leit dat consultéiere wéi d'Printmedien.

Dat huet och sécherlech positiv Aspekter, déi Online-instantané-Versionen, well een do wierklech e séieren, en onkomplizéierten Accès zu Norrichten huet, 24 Stonnen op 24. Et muss een net moies waarden, bis dass de Brëifdréier laansch ass. Siwen Deeg op siwen huet een eng Berichterstattung. Et huet ee live Kommentaren, et kann ee Biller eraschécken a vläicht huet een och iergendwéini eng Fonctioun, wou ee souguer kann d'Gerëcher vläicht matkréien.

Et kommen awer och nei Elementer eran an d'Spill an d'Mediellandschaft, déi ee virdrun net esou gewinnt war. Ech nenne se emol: De Consommateur, dee fréier eigentlech éischer passiv war, och emol eng Kéier, wann e sech ganz vill opgereegt huet, de Pabeier an d'Hand geholl huet an dann e Lieserbrëif geschriwwen huet; mä haut sinn déi Consommateuren eigentlech Akteure ginn, déi och kënnen praktesch instantanément reagéieren. Si kënnen eigentlech och dann an d'Medien agräifen, selwer News produzéieren, zum Beispill op Twitter oder op Facebook, awer eben och bei Kommentaren, déi se online maachen, wa se iergendwou dann och seriö Artikelen oder Norrichten um Internet liesen.

An dat sinn eng Rei Entwécklungen, déi awer och Problemer opwerfen an eiser haiteger Gesellschaft, well et ass eben esou, dass déi Schnellegkeet vun de sozialen Netzwierker an och déi Dynamik, déi do entstanen ass, einfach ganz weening oder keng Plaz méi loosse fir de Faktecheck. Do geet et dann éischer drëms, fir Sensatiounen ze kréieren, mä net onbedéngt, fir d'Wourecht ze vermëttelen. An dat ass awer natierlech och eppes, mat deem sech déi klassesch Medie mussen ausenanersetzen, well déi sozial Medie wierklech eng ganz seriö Konkurrenz gi si fir de Consommateur, deen dat och schnell eigentlech praktesch verbraucht.

De Premier huet virdrun och schonn dorobber higewisen. An dat heescht och, dass do eng Rei Elementer oder eng Rei nei Saachen opkomm sinn, mat deene mer eis muss seriö ausenanersetzen. Dat ass zum Beispill déi ganz Geschicht vun de Fake News. Dat ass eppes vu falschen Informatiounen - fréier hätt een et vläicht Rumeure genannt -, déi da ganz schnell, dausendfach oder milliounefach ënnert d'Leit bruecht ginn, op den Netzwierker gedeelt ginn, a wou Leit herno dann och wierklech gleewen, dass dat esou ass. Soudatt dat also awer eppes ass, wat och heiansdo benotzt gött, fir aner Leit ze diskreditéieren, fir hinnen ze schueden.

An dat ass e Problem, mat deem mer eis wierklech muss seriö ausenanersetzen, well dat eigentlech och am Endeffekt kann, ech géif soen, praktesch demokratesch Prozesser a Fro stellen! Prozesser vu Wahlen kënnen manipuléiert ginn, carrement Wahlen kënnen praktesch manipuléiert ginn, wéi mer dat jo och uszweis gesinn hunn an den USA an och rezent elo a Frankräich bei de Wahlen, wou och nach kuerz virum leschte Sonnden da Fake News - waren et Fake News oder net?, mä dat war schwierig, déi reell Fakte ze iwwerpräiwen - an d'Welt gesat gi sinn, déi schnell gedeelt gi sinn an déi natierlech kënnen eng Influenz hunn dann op de Wieler an der Kabinn. Dat sinn also wierklech Saachen, déi gi praktesch bis an d'Demokratien eran, déi do un d'Wackele kënnen kommen.

A mir wësse jo och, déi Fake News, dass gött jo praktesch industriell, kéint ee soen, och heiansdo an d'Welt gesat, produziéiert, mat deenen Algorithmen, déi da kucken, déi gesinn, wann een eppes uklickt, wann een dat een-, zweemol uklickt, dass een dann duerch déi Algorithmen bei all deene Plattformen ëmmer déi Contente kritt, déi an déi Kategorie passen. Et ass och scho virdu vum Premier ganz flott illustréiert ginn.

Mä wou mussen mer do usetzen? Ech mengen, do mussen mer natierlech och usetze bei deene Plattformen wéi Facebook, wéi Twitter, fir dass déi méi an d'Responsabilitéit geholl ginn. Ech mengen, et dierf net sinn, dass d'sozial Medien eigentlech da Komplize gi vu Leit, vu Gruppen, déi wëlle Fake News verdeelen. Et ass do sécherlech net einfach, fir déi richteg Handhab ze fannen, fir kënnen zum Beispill direkt anze-gräifen, legislativ anzegräifen, fir eppes ze verbidden. Do ass et jo dann och ganz schnell esou, wann ee géif bei esou Plattformen, wann ee keng aner Handhab hätt, einfach soen: „Mir verbidden et!“, dass een do jo awer dann och géif eng komplett Zensur duerchféieren. Dat

wëllt een net. Mä ech mengen, do muss een einfach kucken, déi grouss Plattformen an d'Flicht ze huelen, fir dass si selwer besser Kontrollmechanismen installéieren.

Mir haten dat jo och schonn. Mir hunn dat gesinn ënner anerem an Däitschland. Et kann ee sech erënneren an déi Diskussioun, déi mer do haten - virun, ech mengen, et si mëttlerweil zwee Joer hier -, fir awer do och vun der Politik hier Drock ze maachen op déi Plattformen, fir dass si selwer do besser Kontrollmechanismen installéieren.

Datselwecht göllt och fir déi sougenannten Haasskommentaren, där een der och ëmmer méi fënn, leider och hei zu Lëtzebuerg. A mir haten an deene leschte Méint, géif ech soen, schonn e puermol dann awer och Fäll, déi bis virun d'Gerichter komm sinn, glécklecherweis. Ech mengen, net méi spët wéi virun enger oder zwou Woche war nach esou eng Affär um Gericht, wou Leit zu Mord u Flüchtlingen opgeruff haten oder op d'mannst dat verherrlecht haten. Hei kann ee soen, do hu mir awer hei zu Lëtzebuerg eng relativ kloer Gesetzgebung. Mir hunn do eng Rei Moyenen, Instanzen, Kontrollgremien, déi da funktionnéieren an déi och an deene leschte Méint do gutt funktionnéiert hunn.

An ech muss och soen, dass och bei den - ech soen elo emol - Printmedien, déi och online sinn, awer d'Kontrollmechanisme gutt funktionnéieren. Et kann ee jo bei deene meeschten Onlineversionsionen vun den Zeitungen och relativ schnell, praktesch op der Sekonn e Kommentar dann hannerloossen als Lieser. An do ass et awer an de Redaktiounen gewéinlech esou, dass do awer déi Saachen, déi wierklech ze wäit ginn, déi mat Haass ze dinn hunn an esou weider, dass déi do guer net publizéiert ginn. Dat ass sécherlech scho ganz gutt, wéi dat hei funktionnéiert.

Bon, et geet awer net duer, nëmme de Problem vun de Fake News oder den Haasskommentaren ze kontrolléieren, et muss een och do präventiv wierken. Wann ech soen „präventiv wierken“, dat heescht virun allem a mengen Aen, dass een den Esprit critique zu de soziale Medien an zu de Medien insgesamt - hei schlëssen ech awer all d'Medie mat an -, dass een deen Esprit critique muss féerden. An do soll een natierlech bei deene Jonken ufänken. Do mussen mer nach méi Efforte maachen an de Schoule fir déi sougenannt „kritesch Medienerzéiung“. Dat kann an engem Cours gemaach gi wéi „Vie et Société“, dass kann zum Beispill am Sproochenunterricht gemaach ginn, wou dat systematesch säin Agank ka fannen.

Et kéint een och iwwer eng speziell Optioun „Medien“ oder „kritesch Medienerzéiung“ - oder wéi een et da wëllt nennen - nodenke bei der Reform vun Lycée. Ech mengen einfach, dass et hei drëms geet, dass d'Enseignanten deene Jonke solle vermëttelen, wéi ee kritesch mat de Medien ëmgeet, wéi ee kritesch mat Informatiounen ëmgeet, ob dat Printmedie sinn oder ob dat Onlinemedie sinn, ob dat Fake News sinn an esou weider.

An do gött et och flott Beispiller. Elo ganz rezent hate se zum Beispill am Lycée Aline Maysrisch e Projet gemaach iwwert den Trump an och e bësse seng Aart a Weis, wéi e mat de Medien ëmgeet. An do hate se du selwer, déi, déi an deem Grupp dee Projet gemaach hunn, esou eng Fake News lancéiert, wou ënner anerem da gesot ginn ass, dass elo an Zukunft missten all d'Handyen am Ufank moies an eng Black Box geluecht ginn an dann herno zum Schluss, um véier Auer oder wann d'Schoul eriwwer ass, géife se dann eben erausgeholl ginn.

An do huet ee gesinn, dass war esou eng Fake News, déi awer iwwer all méiglech Kanäl wéi e Laffeier sech verbreet huet. Herno an der Profefekonferenz ass scho kontrovers diskutéiert ginn: „Et ass eng Saureil!“, oder hei oder do, oder: „Dat ass gutt!“ An herno hu se dann och awer kloer gesot: „Hei, dass do war eng Fake News, et ass keen Dëngen, et ass elo net eppes, wat reell decidéiert ginn ass vun der Direktioun.“ D'est nëmme als Beispill, wéi awer dann natierlech d'Schüler och do flott kënnen op eng praktesch Aart a Weis erugefouert ginn, fir kritesch mat Medien oder mat Norrichten ëmzegen.

Dat ass awer och scho fréier - vläicht méi punktuell - gewiescht, dass huet heiansdo vun de Proffen ofgehaangen. Ech ka mech erënneren, wéi ech am Lycée war, am LGL, hat ech e Proff - ech kann och roueg den Numm nennen, well dat soll een och ervirsträichen, ech mengen, den Här ass mëttlerweil an der Pensioun -, den Här Mergen, Franséischproff, dass war op Troi-

sième, deen hat am Franséischcours gesot: „Voilà, elo huelt der eng Noriicht des Woch an da liest der dat an dräi franséischen Zeitungen!“, ech mengen, et war „Figaro“, „Libération“ an „Le Monde“. Éischtens huet een dann emol eng kéier franséisch Zeiung gelies, dann huet ee sech eng spezifesch Noriicht, déi an deenen dräi Zeiunge war, erausgeholl an da verglach. An do konnt een och ganz gutt dann herno gesinn, dass awer och eng soisdant objektiv Noriicht verschiddentlech, vläicht och wéinst der politescher Ausrichtung oder wéinst dem Journalist, dee se geschriwwen huet, anescht ersgerstellt ginn ass.

Ech kéint och drun erënneren, wann een am Däitschunterrecht „Die verlorene Ehre der Katharina Blum“ gelies huet, ech mengen, och dat war eppes, wou een awer da sech Gedanke gemaach huet iwwert dat, wat an de Medie steet, an dass dat net einfach soll esou hinuelen.

Mediebildung, kritesch Medienerzëiung soll sech net nëmmen op déi Jonk beschränken. Ech mengen, och bei den Erwuessene soll een do upaken. Et kéint ee sech do och vläicht virstellen, dass een am Zentrum fir politesch Bildung do esou Elementer kéint materabréngen.

Här President, jo, och déi richteg Journalisten, déi schaffen emol mat méi räissereschen Iwwerschreften, fir d' Lieser iwwerhaupt haut nach beweegt ze kréien, hire Contenu ze liese. Mä den Ennerscheid bei deenen Artikelen ass, dass no der Iwwerschreft awer da gewéinlech e Contenu kënn, en Inhalt kënn mat Fakten, eventuell och emol mat enger Meenung, wou awer da kloer ze identifizéieren ass, dass et eng Meenung ass. An dat ass dat, wat awer haut och nach vläicht eng kéier un den Deontologiekodex, deen d' Press sech selwer operleucht huet, erënneren an dorun, dass also och hei eng Rei Kontrollmechanisme funktionéieren.

Et ass jo och esou, dass d' Journalisten hei zu Lëtzebuerg insgesamt do eng gutt Aarbecht maachen. Et war emol e klengen Ausrutscher, ech mengen, ech wëll net méi weider drop agoen - dat war vläicht och e bëssen den Ausléiser vun dëser Debatt -, mä an deem Kontext och nach vläicht eng kéier un den Deontologiekodex, deen d' Press sech selwer operleucht huet, erënneren an dorun, dass also och hei eng Rei Kontrollmechanisme funktionéieren.

An hei wëll ech och dat widderhuelen, wat scho meng Virriednerin oder och déi zwee Virriedner gesot hunn: Journaliste spillen eng immens wichteg Roll an der Demokratie. Et ass ee vläicht als Politiker net ëmmer begeeschert iwwert dat eent oder dat anert, wat een dann emol liest, wat een héiert, wat an de Mikro geschwat gëtt, mä ech mengen, et muss een awer déi Aarbecht vun de Journaliste respektéieren.

Si spillen eng wichteg Roll. Si stellen den Equilibre hier. A well jo och eng Pluralitéit hei zu Lëtzebuerg an der Mediellandschaft ass, erméigleche si et dann de Leit dobaussen, sech hir eege Meenung ze bilden. An et muss een einfach déi Offer behalen, dass d' Leit eng Pluralitéit vun Zeiungen hunn, wou se da kënnen iwwerall e bëssen erliese goen, fir sech dann hir eege Meenung ze bilden.

Duerfir ass et jo och evident, op alle Fall wat de Contenu ubelaangt, dass do de Stat, dass d' Politik sech guer net doran anzeméschen huet, och wann engem, wéi gesot, vläicht heiandsdo den Inhalt net ëmmer esou gefält. D' Medien oder d' Zeiungen, d' Journalisten, dat ass eng Aart véierte Pouvoir. An dee kann och nëmmen erhale bleiwen, wann do d' Politik sech net améscht.

Dat ass awer net ëmmer - et muss een och soen, hei zu Lëtzebuerg funktionéiert dat gutt - eng Selbstverständlechkeet, och souguer an deene sougenannte westleche Länner. Wann ee kuckt, wat awer déi eng oder aner Derapagen emol ware beim neien amerikaneschen President, dann ass dat net ëmmer ideal. An anere Länner gi Journalisten agesparrt - ech denken do un d' Tierkei -, déi dann em hieert Liewe mussen färten. Och dat dierft et wierklech net ginn an et muss ee kucken, op allen Ebenen do dergéint unzekämpfen!

Ech mengen, fir eis ass d' Pluralitéit an d' Onafhängegkeet vun de Medien, besonnesch an där verännerten Kommunikatiungsgesellschaft, méi wéi jee wichteg. An duerfir muss se och an deem Sënn ënnerstëtzt ginn. D' Onafhängegkeet an d' Pluralitéit vun der Press huet e Präis, jo, besonnesch an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, mä mir mussen eis einfach bewusst sinn, ech mengen, besonnesch an engem

klengen Land wéi Lëtzebuerg, dass mer eng grouss Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg esou vill Zeitungen ze hunn, esou vill ënnerschiddlech Ausrichtungen, Meenungen ze hunn.

Dat ass eigentlech eppes, wou awer Leit aus vilen anere Länner, déi emol hei op Lëtzebuerg kommen, heiandsdo erstaunt sinn, wann ee mat hinne schwätzt: „Dir sidd esou e klengt Land“, an da gesi se do am Kiosk, oder doheem huet ee jo dann... Mir anerer, mir hunn alt jo méi Zeitungen. Da sinn d' Leit ëmmer erstaunt, dass een do dräi, véier, fënnef lëtzebuergesch Zeitungen leien huet. Mä ech mengen, dass ass wierklech eppes, wat wichteg ass. An natierlech wësse mer och - mir wëllen d' Zeiungen allegueren also fir d' Pluralitéit -, dass awer och déi Pluralitéit besteet, well mer hei zu Lëtzebuerg e System vun der Pressehëllef hunn, dee gutt funktionéiert.

Et ass vläicht net eng Particularitéit vu Lëtzebuerg. Ech hunn eng kéier kuerz nógékuckt. Ech mengen, dat war och an engem Dossier, dee mer geschéck kruten, dass et nach a verschiddenen anere Länner gewësse Formen vun Ennerstëtzung gëtt. Mä et ass trotzdem schon eng kleng Particularitéit vu Lëtzebuerg, déi aus de 70er Jore vum leschte Jorhonnert staamt. Ech mengen, ënner dem liberale Premier Gaston Thorn ass dat deemools agefouert ginn.

Mä haut ass dat einfach net méi ewechzedenen. An dat gëtt och vu kengem a Fro gestallt. Ech géif op alle Fall mengen, och wann elo déi nächst Riedner kommen, dass sécherlech keen dat wäert a Fro stellen. Och de Premier war a sengen Aussoe ganz kloer, dass dat net de Fall ass, au contraire, dass een dat wäert an Zukunft nach eventuell an déi eng oder aner Richtung ausbauen.

Einfach fir et awer och mat e puer Zifferen hei ze illustréieren: 2017 ass en Total vu 7,4 Millioune fir Pressehällef am Budget virgesinn, fir eben d' Onafhängegkeet an d' Vielfalt vun der Press ze garantéieren. An, wann ech awer - ech hunn dat virduen och scho versicht ze soen - déi nei Mediellandschaft misst mat engem Charakterzuch beschreiwen, da géif ech soen: permanent Verännerung oder konstant Verännerung. Dat ass dat, wat se charakteriséiert.

Duerfir muss eigentlech och dann déi, ech soen „Ennerstëtzungspolitik“, déi mer maachen, méi flexibel ginn. Wat haut nach vläicht richteg ass, ass muer scho vläicht net ganz iwwerliefert, mä awer, dass da muer nei Elementer do sinn, déi een och muss consideréieren. Heiansdo geet et ze schnell oder et brauch een eng gewëssen Zäit, fir sech dorunner ze adaptéieren.

De Jean-Lou Siweck hat och rezent an engem Artikel gesot, dat war zwar am „Paperjam“, wou en da seet: «Or, chaque fois que de nouveaux médias apparaissent...», e mengt domadder och all déi nei Elementer vun de soziale Medien, «...il faut un certain temps pour comprendre et assimiler ces nouveautés.» Jo, mir mussen just oppassen, dass mer net ze vill schnell iwwerrullt ginn.

Mir mussen also flexibel bleiwen, ëmmer kucken, eis do dann ze adaptéieren. A grad duerfir gi jo och elo 2017 déi éischte kéier separat Hëllef fir Onlinereditiounen ausbezuellet, well dat eben eng nei Erscheinung ass, déi awer eng gewëssen Importenz huet, déi een och wëllt ënnerstëtzen, well se och, wa se sënnvoll vun den Zeiunge benotzt gëtt, fir d' Pluralitéit gutt ass.

An déi reng Onlinereditiounen kënnen also elo dëst Joer maximal 100.000 Euro am Joer vum Stat kréien. Et gëtt awer och e puer Konditiounen. Et muss reng Informatiounsoffere sinn, déi d' Dagesaktualitéit couvriéieren. Et dierfen elo net zum Beispill Reklamme sinn. Et muss mindestens zwee Journalisten do schaffen, déi exklusiv online schreiwen. Et dierf een och net einfach Artikelen aus de Printmedien iwwerhuelen. Den Droit de réponse muss garantéiert sinn. Voilà! Also, et gëllen do och déiselwecht Qualitätsüspréich wéi bei dem Print.

An déi Flexibilitéit, vun där ech grad geschwat hunn, dat war awer och en Hannergedanke vun deem, wéi mer elo virun net allze laanger Zäit de Konzessionsvertrag mat CLT-UFA, mat RTL verlängert hunn. Do hu mer et net méi op zéng Joer gemaach, mä nach just op dräi Joer, fir ebe kënnen ze kucken, wéi dat Ganz evoluéiert.

De Moment ass et jo nach esou, dass do keng Verméschung dierf sinn zwëschen dem Audiovisuellen an dem Online. Et muss ee kucken, wéi dat sech elo an der Praxis bewäert, ob do awer herno vläicht méi verméscht gëtt. De Moment ass eng strikt Trennung. Voilà, et muss een einfach an dräi Joer e Bilan maachen a kucken, ob eventuell a Fonctioun dovunner dann Hëllef adaptéiert ginn, aneschters modelléiert ginn.

Well ech da bei CLT war a bei RTL war, nach vläicht, Här President, ganz schnell e puer

Wuert zu den audiovisuelle Medien. Ech hu scho gesot: Virun e puer Wochen hu mer hei de Konzessionsvertrag guttgehescht. Et muss ee soen, RTL ass jo keng ëffentlech-rechtlech Télee am classesche Sënn. Et gëtt awer trotzdem garantéiert, dass zu Lëtzebuerg e qualitativ héichwäerteg Fernsehprogramm ass, wou d' politesch, kulturell a sportlech Dagesaktualitéit couvriéiert gëtt. Dernieft hu mer de Radio 100,7. Dat, kéint een eigentlech soen, ass zu 100%, oder 100,7%, en ëffentlech-rechtlech Radiosender, dee komplett onafhängeg vu wirtschaftlechen Interessen iwwert d' Aktualitéit zu Lëtzebuerg berichte kann.

An ech mengen, do hu mer zwou staatlech finanziell Interventiounen, fir et emol esou ze nennen, déi richteg a wichteg sinn, wou jiddweree seng Roll ka spillen. Et soll eis awer net drun hënneren, dass een awer kann iwwerleien, wéi een am Audiovisuellen nach fir méi Pluralitéit suerge kann. Ech muss awer soen, dass ech elo net konkret do eng kloer Proposition hei um Dësch leien hunn. Mä egal wéi, ech mengen, och do muss ee sech bewusst sinn, dass do nach wäerten Evolutionen kommen, mat Netflix, Amazon Prime an esou weider. Et wäert nach just eng Fro vun der Zäit sinn, bis dass et an Télee a Radio vläicht esou Onlinecontenten iwwerhand huelen, op alle Fall méi Importenz unhuelen.

Voilà! Här President, déi puer Remarquë gemaach. Ech hunn net all Aspekter vun deem, wat ee kann zu der Mediendiskussion soen, hei behandelt. Ech muss och soen, dass awer och hei net elo geduecht war... Well et war bei menger Virriednerin vläicht e bësse bedauert ginn, dass mer dat an der Kommissioun net méi diskutéiert hunn.

Ech hat et emol esou verstanen - meng Fraktioun hat et esou verstanen -, dass et en Débat de consultation wär, net en Débat d' orientation. Dat heescht, dass dat eigentlech hei fir d' Éischt, ier mer da vläicht an der Kommissioun duerno all déi Saachen opschaffen, eng Consultatioun ass, wou déi eenzel Fraktiounen sollen hir Iddien, hir Punkten erabréngen, déi se vläicht méi wëllen diskutéieren an Zukunft, an dass dann de Prozess natierlech weidergeet.

Ech mengen also sécherlech, dass dat hei sécher keen Ofschloss ass, mä dass dat en Ufank oder e Weiderféieren ass vun enger Debatt iwwert d' Medien, d' Medieféierung an all déi aner Aspekter, déi ech och virduen ugeschwat hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. An d' Wuert huet elo den Här Yves Cruchten fir d' LSAP. Här Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Anescht wéi de Medieminister wäert ech awer op de Phenomeen vun de Fake News agoen, an zwar laang a breet, well ech dat vun enger iwwergeuerdener Wichtigkeet empfangen. Wie bis elo gemengt huet, de Phenomeen vun dese Fake News, zu deem een och dee schéine Begrëff „Alternative Facts“ ziele kann, wier haaptsächlech op Amerika limitéiert, a wie gemengt huet, Europa géif zumindest an där Form dovunner verschont bleiwen, deem sief geroden, den Debatt vun der leschter Woch a Frankräich tëscht dem Marine Le Pen an dem Emanuel Macron nozekucken.

D' Kandidatin vun Front National huet do e Freedefeier vu Fake News resektiv alternative Fakten ofgeschoss. Seriö Medie si kaum nokomm, fir all déi falsch Behauptungen opzeziele resektiv se mat de richtige Fakten ze widerleien. An elo kéint een doriwirer laachen, well et surreal a grotesk war, wéi déi rietsextrem Politikerin ouni mat der Wimper ze zucken ëmmer erëm Saache behaupt huet, grad wéi se hir an de Krom gepasst hunn.

Dat huet hir glücklecherweis näischt genotzt, mä déi eng oder déi aner kéier huet si Tatsaache verdréit, Geschichten erfonnt, also de facto gelunn. Fake News oder Alternative Facts sinn näamlech näischt anescht: Fake News sinn, op gutt Lëtzebuergesch gesot, näischt anescht wéi Ligen!

Fake News si keng falsch Informatiounen, déi dowéinst falsch wieren, well den Auteur sech net richtig informéiert huet oder well den Auteur net richteg recherchéiert huet oder ganz naiv eppes behaupt, vun deem en eigentlech keng Anung huet. Neen, Fake News sinn Informatiounen, déi bewusst a ganz gezielt agesat ginn, fir e bestëmmt Zweck ze erfüllen. An den allermeeschten Fall hunn dese Fake News eng negativ Konnotation an dengen derzou, eng Persoun, eng Associatioun, eng Iddi oder e Grupp vu Mënschen zu Onrecht oder iwwerdriwwt schlecht duerzustellen.

Fake News resektiv d' Auteurs vu Fake News verfollegen nëmmen een Zweck, an dass d' Manipulatioun vun der ëffentlecher Mee-

nung. An deem Sënn sinn d' Fake News zwar keen neie Phenomeen. Fake News, also bewosst gestreete Falschinformatiounen, sinn et quasi schon ëmmer ginn, virun allem an de Beräicher, déi mir gutt kennen, déi vun de Medien an déi vun der Politik. Nei ass awer, dass durch den Internet an déi sozial Medien d' Vitesse, mat deene se verbreet kënnen ginn, a virun allem och d' Zuel vun de Leit, déi se erreche kënnen, méi wéi exponentiell an d' Luucht geet.

Derbäi kënn, dass eng Fake News, wa se eng kéier bis am Internet ënnerwee ass, net méi ka gestoppt ginn. An all Erklärung, all Richtegstellung, dee sougenannten „debunking“, ass duerno ganz schweier an errecht quasi an alle Fäll ëmmer nëmmer eng begrenzten Zuel vu Leit. E gudden Deel vun deem Bulli, mat deem gehäit gouf, bleift deemno hänken.

Fake News sinn dann och méi wéi en harmlose Witz. Fake News an Alternative Facts sinn eng Gefor fir eis Demokratie, virun allem, wa se systematesch an am grouse Stil agesat ginn, zum Beispill, wéi mer elo just héieren hu vum Här Berger, fir d' Beaflosse bei de Wahlen an Amerika oder och nach zulescht a Frankräich.

Awer och de soziale Fridde kann direkt menacéiert ginn. Zum Beispill kënnen Falschmeldungen iwwer Flüchtlingen an hir vermeintlech kriminell Akte séier derzou féieren, dass déi souwisou scho fragill Stëmmung kippt vis-à-vis vun u sech onschëllege Leit, mat der Konsequenz, dass Haass a Gewalt generéiert ginn an d' direkt Sécherheet an de soziale Fridde vun enger Gesellschaft menacéiert sinn.

Fake News mussen dofir mat alle Mëttelen ënnerbonne ginn, resektiv et muss alles drugesat ginn, fir de kritesche Gescht bei de Bierger ze féerden a se ze animéieren, ëmmer erëm Fakten ze kontrolléieren a Quellen ze iwwerprüfen. Einfach ass dëst net. Däers si mer eis, mengen ech, heibannen alleguer bewosst.

Et Beräich, wou ee preventiv a gläichzäiteg proaktiv usetze kann a muss, an dat gouf och scho gesot, ass d' Educatioun. Déi Jonk, eis Kanner, mussen an der Schoul dee richtige Ëmgang mat Medien - Stéchwuert „Medienerzëiung“ - geléiert ginn. Wéi an alle Beräicher muss se speziell am Ëmgang mat de Medien zu responsablen a kritesche Bierger erzu ginn. Dofir si mir als LSAP der Meenung, dass d' Ausschaffen an d' Aféiere vu geziilter a systematescher Medienerzëiung an eise Schoule eng vun de bildungspolitesche Prioritéite muss sinn.

Et gouf ënner anerem och vum Medieminister ugeschwat, dass ee sougenannte Referenzkader iwwert d' Medienerzëiung an d' Mediebildung säit 2010 virläit. Och gëtt et verschidde Projete, fir d' Kanner un den Ëmgang mat der digitaler Technik an den Ëmgang mat net nëmmen digitale Medien erunzeféieren. Aner Projete gëtt et ënner der Form vu Weidderbildungscourse fir Enseignant, iwwert d' Notze vu moderne Medien am Unterrecht an esou weider.

Allerdéngs, och wa se se begréisse sinn, sinn dese Projete vereenzelt Aktiounen oder Initiativen. Eng breet a konsistent Medienerzëiung gëtt et den Ablack zu Lëtzebuerg awer net. De Premier huet virduen en entsprecheden Aktionsplang an Aussicht gestallt, an dat begréisse mir als LSAP ausdrécklech.

E grouse Bättrag kënn also sécherlech der Schoul zou. Mä d' Roll vun den Eltere soll an därerf hei awer net vergiess ginn. Schliisslech si si déi éischt Uspreichpartner fir d' Kanner an och déi éischt Responsabel fir dese hir Erzëiung. Eltere muss Virbild an Ennerstëtzung fir hir Kanner sinn, och am Ëmgang mat Medien. Fir dëser Aufgab kënnen gerecht ze ginn, ass et wichteg, dass och si, wann néideg, an deem Beräich Hëllef an Informatiounen kënnen kréien. Dëst gëtt et zum Deel schon. An ech denken do un d' Initiativ BEE SECURE vun de Ministère fir Wirtschaft, Famill a Bildung, wou Eltere Hëllef fannen a sech informéieren kënnen, zum Beispill a Saache Jugendschutz.

Well de Sujet awer komplex ass an domadder d' Froe vun Eltere wäit iwwert dee Beräich eraus kënnen goen, muss mer d' Eltere anstänneg informéieren a si beim Encadrement vun hire Kanner am Kontext vun de Medie verstärkt ënnerstëtzen. De Medie kënn eng zentral Roll zou am Kampf géint d' Fake News, an domat och eng zentral Roll fir de korrekten Fonctionnement vun eiser Demokratie, fir de gesellschaftlechen Zesammenhalt an och fir de soziale Fridden.

D' gesellschaftlech Positioun, den Ëmgang vun enger Regierung, vun der Politik mat senge Medien, seet deemno vill aus iwwert den Zoustand vun engem Land oder engem Stat. E Bléck an d' Welt vun haut geet dierf, fir dat ze erkennen. D' Roll vun de Medien an all demokrateschem Stat soll an éischer Instanz eng méiglechst allgemeng Informatioun vun méiglechst alle Bierger sinn. D' Aufgab vun de Me-

dien ass et, no professionellen an deontologesche Kritären eng Hierarchisierung, deemno eng Selektioun vun den Informatiounen ze maachen an déi dann ze erklären an ze kommentéieren.

D'Medie stellen am Idealfall eng Orientierungshëllef fir d'Bierger duer, déi sech esou iwwert de Wee vum Fernseh, vum Radio, vun den Zeitungen oder och vum Internet besser am Dschungel vun Informatiounen ermëssen, fir sech dann eng eegere Meenung kënnen ze maachen.

Dëst setzt awer verschidde Konditiounen voraus, un eisichter Stell d'Presseräiheet. D'Medie mussen kënnen fréi an onofhängeg hir Aarbecht maachen. D'Medie solle méiglechst villfälteg sinn, fir dass den interesséierte Bierger sech aus verschiddene Quelle kann informéieren. A virun allem mussen d'Medien hir Aarbecht professionell, also entsprechend enger Rei vun techneschen an och deontologesche feste Kritären maachen, also eng méiglechste héichwärtige Informatiounen liwweren.

All dës Kritären, d'Onofhängegkeet vun de Medien, de Medipluralismus an d'Qualitéit vun der Informatioun, mussen an engem Debat iwwer eng Mediestrategie beliicht ginn, diskutéiert an och kritisches hannerfrot ginn. D'Onofhängegkeet, de Pluralismus an d'Qualitéit si bei de Medien och a vläicht virun allem zu Lëtzebuerg net vuneneen ze trennen. De Premier huet et a senger Interventionen schon duergeluecht an erkläert, dofir wëll ech op dieser Plaz net méi vill am Detail dorop agoen.

D'Mediellandschaft, national wéi international, huet sech an de leschte Jore staark verännert. Dës Verännderung - Stéchwuert „digital Revolution“ - wäert nach a ganz rasant weidergoen. D'Bierger mussen sech dorobber astellen. Déi Professionell aus deem Beräich mussen sech dorobber astellen. An eis Roll als Volleksvertrieeder, als Politiker ass et, de gesetzleche Kader ze setzen an de Wandel ze begleeten an am Sënn vun der Allgemengheet och ze ënnerstützen.

Här President, den zoustänneg Medieminister huet bei senger Intervention iwwert d'Erneuerung vum Konzessionsvertrag tëscht dem Lëtzebuerg Stat an der CLT-UFA d'Wichtigkeet vum Medipluralismus hei am Land ënnerstrach an de Wëlle, vun dieser Regierung beuuecht, déi néideg Ennerstützung ze ginn, fir diese Medipluralismus ze garantéieren an ze erhalen. E ganz praktesche Beweis, fir diese Wëllen ze dokumentéieren, ass d'Affäre per Règlement den 13. Januar vun engem Régime de promotion transitoire fir d'Onlinepress.

Selbstverständlech sinn och mir als LSAP fir de Medipluralismus mat all deene positiven Auswirkungen, déi dësen op d'Politik an op d'gesellschaftlecht Zesummeliewen huet. Allerdéngs erlaben ech mer bei dieser Geleeenheet, déi eng oder aner Fro ze stellen:

Wat versti mir, wat versteet d'Regierung enner Medipluralismus? Heescht dat, eng méiglechste grousse Zuel u Medien ze hunn? Eng Zuel, déi beschtefalls no uewen op ass? Wann deem esou ass: Riskéiere mer am Extremfall net, dass mer iergendwann d'Qualitéit um Alto vum Pluralismus géifen afferen? Oder anescht gefrot: Wivill Medien verdreit eist Land? Wier manner heiansdo vläicht net méi?

Ech froen dëst ganz bewusst e bësse provokativ, an ech muss och zouginn, dass ech selwer och keng faerdeg Äntwert dorop hunn, mä ech sinn awer der Meenung, dass een an deenen nächste Méint am Kader vun enger Gesamtstrategie op d'mannst probéiere muss, eng Äntwert op dës Fro ze fannen, well vun dieser Äntwert hängk jo och d'Ausrichtung vun der zukünftiger Pressehëllef of.

An dës Hëllef soll Ennerstützung sinn an net zu enger Zersplitterung vun der Mediellandschaft féieren, woumat mir bei engem wichtege Thema wieren, wéi een och aus de ganz ville Presseberichter am Virfeld vun diesem Debat konnt erauslesen. Iwwregens, net vill Debatte genëssen am Virfeld an de Medien esou eng ausféierlech Couverture wéi dës.

► **Une voix.** - Dat ass richtig.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Här President, den Debat vun haut soll keen Debat nënnen iwwert d'Presseräiheet sinn. Laanscht dat Thema kënn en awer net. Mir alleguere wëllen eng esou qualitativ an héichwärtige Mediellandschaft wéi néimme méiglech. A Qualitéit huet och bei de Medien nun emol hire Präis; woubäi ech elo mir hei net wäert umoossen, fir prezis festzeleeën, wat Qualitéit ass a wat net.

An engem Land mat der Gréisst respektiv mat der Awunnerzuel vu Lëtzebuerg kënn dann derbäi, dass d'Méiglechkeeten extrem begrenzt sinn, fir eleng iwwert de Verkauf vu sengem Produit de Gros vun de Käschten ze decken. Oder, fir et anescht ze soen: Eleng aus ekonomescher Sicht, ouni staatlech Ennerstützung wier de Medipluralismus, wéi mer en haut kennen, net oprechtzerhalen.

Eng éischt Fro, déi sech da stellt, ass déi, ob déi haiteg staatlech Ennerstützung vun der Form hier ugepasst ass, fir de kuerz- a méttelfristige gesellschaftleche, techneschen an och wirtschaftleche Entwécklungen ze begéien. Mir als LSAP mengen net. Mir leie mat dieser Meenung wuel op enger Linn mat der Regierung, déi soss diesen Debat wuel och net gefrot hätt, a wuel och op enger Linn, op d'mannst bis heihin, mat deene meeschte Medieresponsablen.

Vun der Pressehëllef - ech schwätzen deemno vun der Hëllef fir déi geschriwwe Press -, déi 2015 ronn 7,5 Milliounen Euro uitgemaach huet, profitéieren haut eng zéng Titelen. Dës Pressehëllef gouf an de 70er Jore vum vergaangene Jorhonnert aus politeschen a wirtschaftlechen Iwwerleueungen eraus agefouert.

Nieft der direkter Pressehëllef profitéieren déi meesch Printproduiten awer och vun enger sougenannter „indirekter Pressehëllef“. Zu deser zielen déi speziell Posttariffer fir d'Zoustellung vun Zeitungen a Magazinnen, mä awer och d'Recetten duerch d'Publikatioun vun effentlechen Avisen an offizielle Mediecampagnen.

Et ass kee Geheimnis, dass dës leschtgenannten Akommesquell eng ganz wichteg fir vill Printmedien ass. Fir déi meesch vun dese Produiten, vläicht souguer fir se alleguer, ass déi staatlech Hëllef iwwerleueungswichtig. Elo kann ee souwuel d'Heicht wéi och de Berechnungsmodus vun diesen Hëlfelefen a Fro stellen.

D'Madamm Adehm huet virun enger Neiregelung vun der Pressehëllef an Aussicht gestallt. An ech war och ganz gespaant, lech bis zum Schluss nozelauschten. Allerdéngs hutt Der kaum Virschlei gemaach an Dir hutt lech drop beschränkt, déi Hëlfelefen opzezielen, déi et haut scho gëtt.

Dat ass, Madamm Adehm, keng Kritik, well ech war genau op deemselwechte Wee wéi Dir, bis geschier. Ech hu mer och alleguere déi gutt Rotschléi, déi mir Deputéiert an de leschten Deeg alleguere vun de Medien a vun de Medievertrieeder kritt hunn, ugelauscht. An all déi koume jo natierlech ëmmer aus der Perspektiv an aus der Vue vun deem Einzelnen.

Allerdéngs, fannen ech, si mir Deputéiert net outilléiert, fir haut eng definitiv Äntwert op déi dote Froen ze ginn. Et feelen eis einfach verlässlech Zuelen a virun allem och d'Repercussionen, déi et huet, wann een an där enger oder un där anerer Schrauf dréie geet. Et wier dofir ubruecht, dass d'Regierung eng komplett an detailléiert Etüd maache léisst iwwert déi eenzel Hëlfelefen, wat se bedéngen a wat se bréngen.

(Interruption)

Ech soen dem Minister dat herno nach eng Kéier. Dat ass kee Problem.

An ech schécke viraus, dass mir als LSAP och bereit sinn, iwwert de Gesamtbetrag fir déi geschriwwe Press ze diskutéieren, well mir fannen et vu grousser Wichtigkeet, dass et och an Zukunft nach ganz a komplett Zeitung geët, egal ob op Pabeier oder digital.

Eng Zeitung vermëttelt méi wéi e spezifische Blog zu engem bestëmmten Thema. Si gëtt et Gesamtbild vun der Aktualitéit. Eng Zeitung mécht och net nëmme Berichterstattung, mä schafft Informatiounen op zu ganz villfältegen Themen. Si mécht eng Analys a si férdert den Debat. Si dreit zur Gesamtkultur vun eiser Gesellschaft bäi an esou och zu eiser nationaler Identitéit. Si ass och déi bescht Äntwert op d'Fro vum Premierminister iwwert d'Algorithmen, déi hie virdu gestallt huet.

Jee no Konklusiounen vun dieser Etüd misst da vläicht och d'Gesamtenveloppe fir déi geschriwwe Press eng Kéier direkt am Verhältnis zu den Hëlfelefen fir déi audiovisuell Medien gekuckt ginn. Ech mengen hei konkret RTL a virun allem deene neie Konzessionsvertrag, deen d'Regierung mat der CLT ofgeschloss huet.

Ech wëll elo hei net de Montant vun 10 Milliounen diskutéieren, deen d'Regierung bereet ass ze iwwerhuelen, fir en eventuellen Defizit ze decken. Ech wëll och net meng eenzle Remarquë widerhuelen, déi ech bei der Presentatioun vum Vertrag op dieser Plaz scho gemaach hunn. Ech wëll awer drop heweisen, dass mir hei vun der gesamter Pressehëllef ronn e Véierel eleng un een eenzeggen, wann och - dat muss mer wëssen - käschtenintensive Medium ginn.

Natierlech mécht RTL Télee e qualitativ gudd Programm an och eng seriö Berichterstattung. Dat fret eis, an dat muss eis och eppes wäert sinn. Et geet mir awer hei just nach eng Kéier em dee prinzipielle Punkt, dass RTL - an diesem Fall schwätze mer vun der Télee - engem héich profitabele Konzern gehéiert.

Dese Konzern wäert, egal wéi, ëmmer un eisichter Plaz wirtschaftlech Interessen hunn.

Dat ass och normal. Sécherlech huet d'Regierung mat der CLT-UFA e Konzessionsvertrag ofgeschloss a sécherlech wäert RTL deen no beschtem Wëssen a Gewëssen erfëllen, an awer wäert RTL, effentlechen Optrag hin oder hier, ëmmer de kommerzielle Volet an de Vierdergrond stellen.

An deem Sënn wëll ech op dieser Plaz nach eng Kéier ennersträchen, dass mir et bedauern, dass diesen Debat iwwert d'Medie stattfënn, nodeems deen neie Konzessionsvertrag schon ofgeschloss gouf.

Dofir nach eng Kéier mäin Appell: D'Zäit bis 2023, dat Joer, wou deen ugeschwatene Konzessionsvertrag ofleef, muss onbedéngt genotzt ginn, fir eng méi breet Diskussioun ze féieren. An an deser Diskussioun muss fir eis als LSAP och d'Fro no engem effentlech-rechtliche Fernsehsender op den Ordre du jour kommen, genee wéi d'Fro muss beäntwert ginn iwwert d'Roll an d'Missioun vum effentlech-rechtliche Radiosender.

Dozou gehéiert och d'Fro, ob dese Radio haut d'Moyenen huet, fir senger Roll gerecht ze ginn. Dat kann ee kucken am Verhältnis zu anere Medien hei am Land oder nach am Verhältnis zu de Budgete vu vergläichbare Radioen am europäeschen Ausland.

Dës Fro, genee wéi d'Fro no enger effentlech-rechtlicher Télee, ass sécherlech eng budgetär Fro. An och wann et net 1:1 op Lëtzebuerg ze iwwerdroen ass, weist eis awer d'Beispill vun Island, dass een och mat enger - ech soen emol - bescheidener Enveloppe viles ka maachen. D'Fro vun effentlech-rechtliche Medien ass dofir haaptsächlich eng Fro vu politischem Wëllen. Virun allem awer ass et eng Fro, déi een net einfach sollt mat vagen Indikatiounen iwwert d'Käschten ecartéieren.

Zum Schluss bleift dann nach de Medium Internet. Der Regierung hire Virstouss, eng éischte Kéier Onlinemedien ze ënnerstützen an esou hir Existenz respektiv hir Wichtigkeet ze ennersträchen, begrësse mir als LSAP ausdrécklech. Wichtig ervirzesträchen ass an dem Kontext, dass et sech ëm eng Promotion transitoire handelt, dass also eng zukünftige Ennerstützung anescht ausgesäit respektiv anescht ausgesu muss. Déi festgeluecht Konditiounen géifen nämlech, wann ee verschiddene Akteuren nolauscht, virun allem opgrond vum néidegen eegene finanziellen Apport, och erëm déi Medienhaiser vun enger gewësserer Gréisst verdeelegen.

Bedauerlech ass awer virun allem dee Punkt, dass déi nei Ennerstützung d'Internetmedien lassgeléist vun allen anere Medien betruecht. Dat an Zäiten, wou vill Medien, och hei zu Lëtzebuerg, hir Redaktiounen esou opgestallt hunn, dass se crossmedial, also fir verschidde Supporten, zum Beispill Zeitung an Internet oder Radio an Internet, kënnen schaffen. Dem gëtt mat der neier Regelung net Rechnung gedroen an dat kéint verschidde Medien elo erëm dozou bréngen, fir op d'mannst deelweis hir Strategie respektiv hir nei Aarbechtmethode réckgäweg ze maachen.

Wa mir vum Internet schwätzen, da muss mer och e puer Wuert iwwert den Internetsite vun RTL verléieren. Hei misst gekläert ginn, wat d'Kontributioun vun der Télee ass respektiv wat fir Recetté si hei erauszeien.

Eiser Opfaassung no kann nämlech net ausgeschloss ginn, dass duerch d'staatlech Ennerstützung fir d'Télee net och indirekt den Internetsite mat subventionéiert gëtt, zemoos an Zäiten, wou déi classesche Téleesprogrammer haut anescht consumméiert gi wéi fréier. An d'Madamm Adehm hat et virdu schon erwähnt: Haut sëtzt net méi déi ganz Famill um Punkt zwou Auer sonnes mëttes an der Stoff vum Fernseh a kuckt den „Heielei“. Haut ginn d'Norichte gekuckt à la demande, zu deem Ament, wou de Spectateur dat wëllt. An dat geschitt natierlech um Internet iwwer Handy, Tablet oder PC.

D'Mediekonvergenz bréngt mat sech, dass sech haut verschidde Medien, déi soss aus der Sicht vum Support näischt mateneen ze dinn haten, elo um Internet géintiwwerstinn. Si stinn do an enger neier Konkurrenz een zu deem aneren, virun allem op deem haart emstriddene Marché vun der Publicitéit. Am Secteur gëtt gefaart, dass mir riskéieren, mat der Ennerstützung fir RTL Télé an deemno indirekt och rtl.lu aner Medien an domadder och eis Mediellandschaft staark ze schiedegen. Zemoos wou rtl.lu och net en exklusiven Informatiounsseite ass, mä éischer, géif ech soen, e Site, bei deem och Entertainment ganz groussegeschriwwe gëtt.

Ech erlaber mer hei, un de sougenannten „Media Pluralism Monitor“ aus dem Joer 2015 vun der Uni Florenz ze erënnere, de Lëtzebuerg eng schlecht Zensur ausgestellt huet, enner aneren opgrond vu Schwaachpunkten am Konkurrenzrecht, méi speziell, well et kaum Re-

gele fir de Mediesector geët. Wa mir elo an den nächste Méint iwwer eng Mediestrategie diskutéieren, da solle mer och am A behalen, dass et nieft de kommerziellen an effentleche Senderen, nieft de grousse Medienhaiser och nach vill kleng Zeitungen, Radiosenderen oder regional Téleesmissiounen geët. Och si droen, wann net onbedéngt zur renger Informatiounen bäi, dofir awer zum gesellschaftleche Liewen an zu eiser Kultur.

Am Resumé kann ee festhalen, dass eng breet opgestallte Presselandschaft, déi een och qualitativ nohaltege wëllt ofsécheren an opstellen, Eforten op enger ganzer Rei Pläng voraussetzt. Zentral Elementer mussen an den Ae vun der LSAP dobäi eng breet opgestallten a konsistent Medienerzéiung an eng zilgerichtet, effizient, transparent a passend staatlech Pressehëllef sinn.

Wichtig wier och bei allen Diskussiounen ëm d'Medien, d'Fro vun de Sproochen net ausser Uecht ze loossen. Bei allem Pluralismus muss séchergestallt ginn, dass och sproochlech méiglechst vill Bierger am Land d'Méiglechkeet kriegen, sech gutt ze informéieren, well dorëms geet et jo schlisslech!

A last but not least wëll ech en Appell un eis als Politiker riichten, fir vläicht heiansdo zweemol ze iwwerleeën, ier mer eng Noricht oder eng Meenung digital an d'Welt schécken, well allze séier huet een do d'Grenze vum Populismus - an ech wëll net soe vun de Fake News - iwwerschratt.

An de Medien, virun allem den Internetmedien wëll ech soen, dass d'Vitesse an d'Zuel vun de Klickten net alles sinn. Heirun hängk dann och d'Fro, déi fir eis als LSAP och muss thematiséiert ginn: Missten d'Administrateurs vun Internetsitten hei zu Lëtzebuerg net méi streng géint onseriö a populistesch Commentaire virgoen? Respektiv missten d'Commentaire am Netz net mat vollem a richtigem Numm verëffentlecht ginn?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Och dat géif sécherlech zu engem Méi u Qualitéit féieren a vläicht och zu manner Haass, manner Beschass a manner Erniddregung bäidroen.

De Lomperang, och nach den „Stillchen“ genannt, gouf zu Lëtzebuerg Enn vum 19. Jorhonnert ofgeschafft. Loosst eis net en neien digitale Pranger schafen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Cruchten. Nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, d'Mediellandschaft huet geännert. Den Afloss an d'Wichtigkeet vun de Medien huet allerdéngs net ofgehallt, mä am Géigendeel éischer zougehallt. E rezent gutt Beispill fir déi Verännereunge war d'Ried zur Lag vun der Natioun vun eiseim Premier de 25. Abrëll, reportéiert op de 26. Abrëll. De Mann mat deem wichtigste Amt hei am Land - eventuell no Arem, Här Chamberspräsident - wollt seng wichtigste Ried vum Joer halen an dee Mann huet dat awer net gemaach, well eng Pann eng live Iwwerdroung onméiglech gemaach hat! Wat virun 10, 20 Joer ondenkbar war, war an eisen Aen awer déi eenzeg richtig Decisioun.

Esou wichtig Momenter wéi d'Ried zur Lag vun der Natioun mussen haut live iwwerdroe ginn, mussen live vun der Press ofgedeckt ginn, mussen live vun de Bierger a Biergerinnen, déi dat wëllen, suivéiert kënnen ginn. Et geet net méi duer, muer an der Zeitung ze liesen, wat haut geschitt!

Et ass gutt, dass mer déi wichteg Debatt iwwert d'Entwécklung an d'Qualitéit vun der Press haut féieren. Merci eiseim Premier fir déi Initiativ, fir en Débat de consultation hei ze féieren! Merci senger Servicer fir déi puer Dokumenter, déi mer gemaach kritt hunn. Merci awer och deene ville Vertrieeder vu ganz ville Lëtzebuerg Pressorganer, déi sech am Virfeld vun deser Debatt zu Wuert gemellt hunn. Et war fir eis eng Beräicherung, fir hir Gedanken ze liesen, souwuel doruwwer, wéi den aktuelle System vun der Pressehëllef entstanen ass, wéi och d'Duerstellung vun den aktuellen Problemer, déi verschidde Pressorganer haut hunn, wéi och konkret Proposen, wat an Zukunft anescht, besser ka gemaach ginn.

Här President, d'Meenungs- a Presseräiheet stinn am Artikel 24 vun eiser Verfassung. Selbstverständlech bleift dat och de Fall, wa mer

dann eng Käier sollten eis Verfassungsreform zu engem glécklechen Enn féieren. Da gétt et den Artikel 23. De Wording ännert lücht, mä um Inhalt ännert näischt. Et ass gutt, dass dat esou ass. An dat stellt keen a Fro.

Op där anerer Säit muss sech och d'Press un d'Gesetz halen; och an engem fréie Land ass d'Fräiheet vun der Press net absolut. De Fait, dass d'Presse- a Meenungsfräiheet an enger Verfassung stinn, ass wichteg, mä dat eleng geet net duer! Och an der Verfassung vun der Tierkei steet - hei ass et den Artikel 28 -, dass d'Press fräi ass an net zensuréiert ka ginn. An dobäi gehéiert d'Tierkei zu deene Länner mat deene meeschten inhaftéierte Journaliste weltweit! Nom Putschversuch vum Juli 2016 sinn iwwer honnert Journaliste verhaft ginn, 150 Medien zougemaach ginn, méi wéi 700 Presseausweiser annulléiert ginn. Kritesch Journalisten stinn an deem Land enner Generalverdacht an déi weineg onofhängeg Medien, déi nach bliwwe sinn, schaffen enner stänneger Angscht.

Et ass mer wichteg drop hanzeweisen, dass d'Journalisten e geféierleche Beruff ausüben an dass och an net autoritär geféierte Staten oder Diktaturen d'Medie vun der Zensur verfollegt ginn. Och an demokratische Länner sti Journalisten ëmmer méi enner Drock. A Länner wéi den USA, Polen, deelweis och Groussbritannien drécke sech Spéztze politiker ongenéiert negativ an offälleg der fréier Press géintiwwer aus.

Zu Lëtzebuerg ass dat glécklecherweis anescht. Och wann eis Journalisten nach ëmmer op e Gesetz iwwert den Zougang zu Informatiounen waarden, wat hinne Satisfaktioun gétt, mengen ech awer kënnen ze soen, dass d'Relatiounen tëschent Press a Politik gutt sinn.

Et gétt och eng laang Rei vun Interventiounen duerch de Stat op eis Presslandschaft. An ech mengen, si si schonn alleguerten hei ernimmt ginn: De Monopol vum RTL Group op Radiosfrequenze bis 1991; d'Pressehëllef vun 1976 un déi geschriwwen Press, déi enner anerem derzou gefouert huet, dass et haut nach déiselwecht véier Dageszeitunge gétt, déi et du scho gi sinn. Zënter 1991 gétt et en öffentleche Radio. Zënter 2001 gétt et eng Chamber TV. Zënter 2017 gétt et eng Hëllef fir Onlinejournalismus. An ab 2021 gétt et eng direkt staatlech Subventionéierung vun engem privaten nationale Fernsehsender, deem seng Monopolstellung domat nach méi gefestegt gétt.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng zimlech speziell Relatioun tëschent Politik a Journalismus, tëschent Politiker a Journalisten. Et kënnst oft vir, dass Journalisten an d'Politik wiesselen. Mir fanne der souwuel op der Regierungsbänk wéi enner eisen Deputéiertkolleegen. An et gétt och ëmmer erëm Politiker, déi sech journalistesch betätigen.

Schonn 2004 hat sech déi Lëtzebuerg Journalistin Anne Elsen, déi am Ausland schafft, an enger Publikation mat dem Phänomeen vun der Interdependenz oder der „Interpenetration“ vu Press a Politik zu Lëtzebuerg beschäftegt. Esou eng Interdependenz ass net ganz ongeféierlech. Och déi fréi Press brauch finanziell Hëllef duerch de Stat, déi also duerch d'Politik decidéiert gétt. D'Pressefräiheet brauch awer och Onofhängegkeet vun der Politik. Dat heescht, d'Politik darf keen Afloss kreieren op de redaktionellen Inhalt.

Am Moment féidere mer déi verschidde Presseorganer ennerschiddlech, jee nodeem, ob se Informatiounen op Pabeier, iwwert de Radio, d'Télee oder den Internet verbreden. Dat huet Vir- an Nodeeler.

Déi geschriwwen Press oder d'Pabeierpress: Mat den Hëllefe sinn eigentlech déi Ziler, déi viséiert waren, erreecht ginn. Déi klassesch Zeitungen an Zäitschrëfte sinn eis erhale bliwwe. Déi eng an déi aner nei Zeitung, Zäitschrëft huet et och gepackt, sech nei um Maart ze etabléieren. Natierlech kann ee kritiséieren, dass 75% vun der Pressehëllef fir des Press un déi zwee grouss Editiounshaiser Saint-Paul an Editpress ginn. Anerersäits, wéi grouss sinn dann des grouss Lëtzebuerg Editiounshaiser op engem globaliséierte Marché? An anerersäits huet och eng „woxx“, déi aner Wochenzeitung, sech um Marché etabléiert, och wann et bestëmmt net einfach war an ass. An anerersäits gétt et och dank Pressehëllef eng „Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek“.

Well awer elo duerch déi sougenannt sozial Medien nach eng Käier en nohaltegen Abroch vun de Recetté souwuel duerch d'Publicitéit wéi och duerch d'Aboen usteet, ass d'Zukunft vun der aktueller Villfalt um Zeitungsmarkt net garantéiert.

Wat d'Radioslandschaft ugeet, esou hu sech an eisen Aen d'Hoffnungen, déi mat der Liberaliséierung vun 1991 entstane sinn, net ganz erfüllt. Am Gesetz vun 1991 war op eng Pressehëllef fir de Radio verzicht ginn. Et war een dervun ausgegangen, dass d'Liberaliséierung an en - wéi een deemools gemengt hat - onendlech grouse Kuch vu Gelder aus der Werbung et scho géife maachen.

De fréiere gréngen Deputéierte Robert Garcia huet an engem flotten Artikel, deem 2014 am Magazinn „Ons Stad“ publizéiert gouf, d'Entwécklung vun der Lëtzebuerg Radioszenen beschriwwen a koum zur Konklusioon, dass een haut net ka vun enger richteger Radiosvillfalt schwätzen.

De kathouleschen DNR-Sender huet den 31. März 2014 seng Sendungen agestellt. Den Eldoradio ass no bei de CLT-Group geréckelt. Gutt, dass et dem 100,7 haut besser geet wéi jee virdu. Den 100,7 weist eis och, dass Qualität eben hire Präis huet. Gutt, dass och de Radio ARA bis haut iwwerlieft huet. Mir sinn der Meenung, dass och musse Weeër gesicht a fonnt ginn, wéi en net kommerzielle Radio kann ennerstézt ginn a wéi een och engem associative Radio, oder vläicht nach besser engem associative Mediendéngscht kann eng Perspektiv bidden.

Am Beräich vum Radio huet sech och gewisen, wéi wichteg en onofhängege Regulateur ass! D'ALIA hat engem französische Radiosender vu Saint-Paul a CLT kee Feu vert ginn, a mir mengen, zu Recht. Déi technesch Entwécklung wäert et mat sech bréngen, dass d'Crossmedia-Strategien och an der Lëtzebuerger Medilandschaft eng ëmmer méi grouss Bedeutung wäerte kréien. Ech kommen nach eng Käier dorobber zréck. Et gétt Entwécklungen, wou een deem zukünftigen Impakt haut nëmme schwéier abschätze kann. E Beispill sinn d'Entwécklungen, wat d'Radiosfrequenzen ubelaangt.

Zanter der Mëtt 90er Jore gétt et nieft de klassesch Laang-, Mëttel- a Kuerzwellefrequenze jo och Entwécklungen am DAB- (Digital Audio Broadcasting) an am DAB+-Beräich. Des Entwécklung sinn elo amgaangen, sech op d'Radioslandschaft a verschidde Länner auszewierken. Norwegen ass Virreider, Groussbritannien an d'Schwäiz zéien no. Et ass schwéier virauszesoen, ob déi Techniken e Succès wäerten hunn. Sécher ass allerdéngs, dass, wann esou e Wiessel kënnst - an déi technesch Viraussetzungen, déi domadder zesammenhänken -, dass déi finanziell Constrainte bréngen fir kleng Radiosenderen a fir Radios communautaires, déi bal net ze iwwerwanne sinn.

Wat d'Televisioun ugeet, kann ee jo nëmme feststellen, dass den RTL-Monopol praktesch intact ass. Jo, et gétt Nordlicht TV an e puer regional Senderen, mä et gétt just eng Chaîne, déi regelméisseg an all Dag Noriichte sent, an et gétt just eng Chaîne, déi elo och eng Unerkennung fir eng Mission publique kritt huet a sech déi Missioun mat ronng zéng Milliounen d'Joer ab 2021 bezuelt léisst. Mir hunn eisen Accord zu deser Regelung ginn an och betount, dass dat eng Regelung fir dräi Joer ass, déi relativ transparent ass a fir Planungssecherheet suergt. Deen Arrangement kann awer net déi allerlechste Konklusioon an der Mediendebatt bleiwen. An do deelen ech och d'Aussoe vum Här Cruchten.

Ass Lëtzebuerg ze kleng fir méi wéi eng Téleeschäine? Ass dat esou?

Engersäits hate mer jo déi spannend Aventure vun Tango TV, duerno TTV, wou probéiert ginn ass, en zweete Lëtzebuerg Fernsehsender, deen och d'Groussregion matabezunn hätt, nient RTL ze installéieren. Déi Aventure ass an engem finanziellen Debakel zu Enn gaangen. No fénnef Joer ass festgestallt ginn, dass des Téleessociétéit ni rentabel geschafft hat a mat engem Defizit vun 18 Milliounen Euro ass de Betrib agestellt ginn. Ob dat allerdéngs de Bewäis ass, dass eise Marché ze kleng ass fir eng zweet privat Téleeschäine? Dat ass schwéier soen, well bis elo huet nach keen de Contraire bewisen.

Wa mer awer a vergläichbar Länner kucke ginn, da misst dat net onbedéngt eng noutwendeg Konsequenz sinn. An Island an op Malta, zwee europäesch Länner mat manner Awunner wéi Lëtzebuerg a mat engem anere Medienhistorie wéi eisem, ass d'Verwilligung am Beräich Télee méi grouss wéi bei eis. Déi gréng sinn der Meenung, dass mer den Dram vun enger öffentlech-rechtlecher Télee eng Käier sollten duerchrechnen. Mir kënnen eis virstellen, dass et Synergie gétt, fir en öffentlech-rechtleche Radiosender an en öffentlech-rechtlechen Téleessender ze realiséieren a mat Succès funktionéieren ze loossen.

Här President, déi lescht Mesure, déi eis Regierung ergraff huet, fir der Press ze hëllefen, ass e Règlement gouvernemental vum Januar 2017, fir d'Onlinepress ze ennerstézen. Déi meescht Player um Pressemarkt hu sech selwer

en Onlinedéngscht ginn an dat bis viru Kuerzem ganz ouni staatlech Hëllef. Well mer der Meenung sinn, dass och d'Onlinepress eng wichteg Missioun huet an och hei d'Qualitéit hire Präis huet, begréisst mer déi Mesure, sinn awer och frou, dass et e Régime transitoire ass. Mir ennerstézen hei Redaktiounsequipe vu minimal zwee Leit, wat eng Rei Froen opwerft. Den Inhalt muss sech däitlech vun deem vun der geschriwwener Press ennerscheeden, wat mer verstinn - mir wëlle jo net deeselwechten Text zweemol subventionéieren -, wat awer och lücht onsénneg ass, well mer eigentlech domat Synergien, déi noleien, ausschléissen.

Souwäit dann elo d'Ausenansetzung mat den aktuellen Aiden, wéi se elo bestinn. Natierlech kann een déi besteeënd Hëllefe kritiséieren oder a Fro stellen.

Déi éischt Fro, déi ee sech och muss stellen: Brauche mer och an Zukunft eng Pressehëllef?

D'Medie funktionéieren och no wirtschaftlechen Interessien. Och e Presseorgan muss sech froen: Wéi kréien ech mäi Produit am beschte verkaaft? Wivill Gewënn maachen ech? Wie bezilt, fir bei mir kënnst Reklamm ze maachen? Wéi kréien ech meng Clientèle fideliséiert? Qualitätsjournalismus léisst sech net eleng duerch Publicitéit an Abonnementen finanzéieren. Liberaliséierung eleng féiert éischter zu enger Konzentratioun vu weinege Produiten a weinegen Hänne wéi zu enger Medievillfalt. Well qualitativ gudd Journalismus, Onofhängegkeet a Villfalt vun der Press wichteg si fir en demokratische Stat, brauche mer och an Zukunft hei am Land eng staatlech Pressehëllef. Iwwert de Montant musse mer dann zesammen diskutéieren.

Wéi zukunftsfaeg ass eisen aktuelle Modell vun der Pressehëllef?

Ass d'Vue vu getrennte Redaktiounen fir verschidde Medien, déi mer dann alleguer jee no hirem spezifische Fonctionnement - Pabeier, Radio, Télee, online -subventionéieren, zukunftsfaeg? Mir mengen éischter net. An d'Debatt huet jo och gewisen de Mëtter, dass mer net déi Eenzeg sinn, déi dorunner zweifelen. Mir mengen, dass mer et ëmmer méi mat crossmediale Redaktiounen ze di kréien. Subventiounen, déi sech um Präis vum Pabeier an un der Säitenzulorientéieren, hunn den Avantage, dass se transparent sinn a sech net an de redaktionellen Inhalt améschen, zwee Kritären, déi och an Zukunft onersetzlech sinn.

D'Entwécklung a Richtung crossmedial Redaktiounen, also Redaktiounen, déi méi Kanal bedéngen, déi gétt et haut schon, souwuel bei RTL wéi bei den Zeitungen. A mir mengen, dass et an déi Richtung weidergeet. Dat heescht dann och, dass mer méi grouss Redaktiounen kréien a manner kleng Redaktiounen. Domat wieren dann awer och déi kleng Editiounshaiser par rapport zu deene grouse benodeelt. An dat ass eppes, wat mir eigentlech net wëllen. Also werfe mer do eng Rei Froen op. D'Antworten, déi hu mer och, wéi all meng Virriedner, net parat an der Täsche, kënnen mer net direkt mat op den Dësch leien. Mä ech mengen, et ass schonn emol wichteg, wa mer déi richteg Froe stellen.

Den Här Jean-Lou Siweck vum „Wort“ stellt d'Fro vun enger nationaler Presseagentur. D'Madamm Adelm huet se nach eng Käier hei och opgeworf. Dat ass eng interessant a wichteg Fro, déi awer un éischer Stell mat den Editoren a Journalisten sollt diskutéiert ginn.

Brauche mer eng öffentlech-rechtlech Télee?

Déi traditionell Mediale stinn a Konkurrenz zu de soziale Medien, op déi ech nach wäert ze schwätze kommen. Besonnesch zënter der Pegida-Bewegung schléit den traditionellen Medien och e gewësstent Mësstrauen entgéint. Bei hire Veranstaltungen gouf de Begrëff „Lügenpresse“ an d'Welt gesat. Dobäi gétt et Studien, déi soen, dass haut méi Leit de Mediale vertraue wéi virun zéng Joer! A bei eisen däitschen Noperen sinn et virun allem déi öffentlech-rechtlech Télees- a Radiosstationen, deenen allgemeng méi en héicht Vertrauen entgéintbruecht gétt.

Eis Mediellandschaft ass eng aner wéi déi an Däitschland. Fir eis ass eng öffentlech-rechtlech Télee net eng Noutwendegkeet, mä en interessante Projet, deen et verdéngt, dass mer eis domat beschäftegen. An domadder sinn ech d'arselwechter Meenung wéi den Här Cruchten.

Medien a Méisproochegkeet, dat ass en Aspekt, dee mer am Kader vun deser Debatt net kënnen ausdiskutéieren. Et ass mer awer wichteg, et wéinstens eng Käier ze ernimmen.

An der Konventioun mam RTL Radio heescht et am Kader vum Service public, d'Sendungen missten haaptsächlech a Lëtzebuerg Sprooch sinn a si misst sech un e méiglechst breede Public vu Residenten richten. Dat gétt e Spagat: Mir wëllen d'Lëtzebuerg Sprooch féerden, mir mussen awer och d'Populatioun vum Lët-

zebuerg Land informéieren. RTL Télé huet mat enger Kuerzfaassung op Franséisch op déi aktuell Sproochesituatioun reagiert. Eis Chamber bréngt et fäerdeg, e puer ganz wichteg Debatte synchron an d'Gebäerdesprooch ze iwwersetzen. Mä mir bréngen et awer net fäerdeg, däitsch oder franséisch Ennertitel bei esou Debatten anzublenden.

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt, deen da leider e bësse kuerz geréit: Wéi musse mer mat de soziale Medien ëmgoen?

Déi sozial Mediale veränneren de Mediokonsum op eng spektakulär Aart a Weis. D'Algorithmen déngen der Profitmaximéierung a wierce sech op d'Inhalter aus, déi de User gewise ginn. Wat eng Persoun sech méi laang op engem Site ophält, wat et fir d'Plattform méi lukrativ ass. De Surfer soll sech wuellfillen an duerfir gétt hie prioritär mat Inhalter versuergt, déi sengen eegenen nostinn. Esou entstinn Informatiounsblosen, Echoraim, wou dem User och déi krommsten, déi verwonnerlechsten Aussoe bestätegt a geliked ginn.

Jo, et ass vu ville gesot ginn: D'Medienerzéiung ass eng wichteg, transversal Aufgab vun der Schoul! Mä ech wëll awer drun erënnern, dass déi Leit, déi wéinst rassisteschen Ausserungen op Facebook viru Geriicht stoungen hei zu Lëtzebuerg, keng Jugendlech waren an och keng jonk Erwuessener. Et ass also net, fir alles un d'Schoul ze delegéieren! Mir wëlle keng staatlech Filteren. Jiddweree ka sech abrëngen, andeems e falsch Behauptungen net duerchgoe léisst a richtegstellt. Haass ass keng Meenung. Jiddwer Bierger a Biergerin soll Haass-message signaliséieren.

A schlussendlech kënnen mer Facebook, Twitter a Konsorten och net komplett deresponsabiliséieren. Si musse schnell reagéieren, wat illegal Inhalter op hire Reseae betrëft.

An ech soen dem Här President Merci fir seng Geduld, déi e mat mer hat. Et gétt nach vill iwwert d'sozial Medien ze soen, mä dat wier dann eng Debatt fir sech. Merci fir Är Opmierksamkeet an Är Geduld, Här President!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och, Här Adam. Ech ginn de Merci vun lech un d'Kollegen op deenen anere Bänke weider, déi net dozweeschegefunkt hunn. Mä ech mengen, dat géllt och fir aner Kollegen, wa se mëtten an engem Developpement sinn an net ze vill iwwerzéien.

Dat gesot, huet d'Wuert elo den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Et si Wieder gefall wéi Digitaliséierung, Deontologie - Themeberäicher, déi wichteg sinn an op déi ech wäert zréckkommen. Mä, de Kärpunkt ass d'Geld! D'Geld ass den «nerf de la guerre». An och am Virfeld vun deser Debatt ass doriwwer am meeschte geschriwwen a kommentéiert ginn.

Et gouf oft gesot am Virfeld: „D'Pressehëllef steet fir Meenungspluralismus.“ Erlaabt mer, deem ze widderpriechen! D'Pressehëllef steet fir Status quo vum aktuellen Pressepluralismus, an dat ass eng Parteipress. Et geet net drëm, e wierceleche Pluralismus ze schützen oder ze preservéieren, wéi den Här Statsminister et gesot huet, «préservéer la pluralité», mä et geet drëm, de Status quo ofzeséieren.

Et ass kee Geheimnis, dass ganz vill Produkter hei am Land - „Journal“, d'„Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek“, „woxx“ an esou weider - net lievensfaeg wieren ouni Steiergelder. D'LSAP warnt hei virun Zersplitterung. Dat verstet een, wann ee weess, dass Editpress mat „Tageblatt“, „Quotidien“, „Revue“ an „leudi“ ëmmerhi fir 2017 3,6 Milliounen kasséiert! Dat si 50% vun der gesamter Pressehëllef fir Printmedien! A well eis Press largement eng Parteipress ass, gétt et nieft desen transparente 7,5 Milliounen fir d'Printmedien nach ganz vill méi oder manner verstoppte Subventiounen.

An da fänke mer emol un, eis mat der eegener Nues ze huelen hei am Haus. Eist Chamberbrietche gétt nëmme nach iwwer Dageszeitunge verdeelt. Dat ass eng indirekt Subventionéierung vun deenen Dageszeitungen. Net méi all Bierger kritt et. Een, deen net op eng Dageszeitung abonnéiert ass, kritt et net! An do ass eben d'Fro: Ass et net un eis als Chamber, ass et net eis Flicht, all Bierger déi Informatioun zokommen ze loossen, an net nëmme deenen, déi op eng Parteidageszeitung abonnéiert sinn?

Déiselwecht indirekt Subventioun gétt et duerch d'Publikatioun, déi obligatoresch Publikatioun vu Soumissiounen duerch de Stat, duerch d'Gemengen, duerch Etablissements publics. Déi nächst ass d'Publication judiciaire: all Failliten, Liquidatiounen, Zwangssteëen, Immobiliesteëen, déi an der Dagespress publizéiert ginn.



Eis konkret Propositionen heizou si folgend: Eischens, wat d'Chamberblat ueget, si mir der Meinung, datt et nees un all Haushalt soll verdeelt ginn, onofhängeg vun Dageszeitung-ginn.

Déi zweet wier, datt en Amtsblat geschaff gëtt, sief et a Print- oder Digitalform - dorëmmer geet et net -, wou all öffentlech a judiciaire Publikatiounen dra sinn. Et ass net verbueden, et an der Dagespress ze publizéieren, mä dat soll net méi obligatoresch sinn.

An da sot den Här Berger: „Ech ka mer net virstellen, datt hei ee fundamental géint d'Pressehëlf ass.“ Ech denken, e Liberale muss grondsätzlech, aus senger Grondphilosophie hier dergéint sinn, datt de Steierzueler Privatbetreiber ënnerstëtzt. Firwat soll ech als Steierzueler zum Beispill der KP hiert Parteiblatt matfinanzéieren?

Aus deemselwechte Grond si mer och net fir öffentlech Medien oder Statsmedien, well och déi garantéieren keng Meinungsvillfalt. Am Konträr! Et ass och keng staatléich Aufgab. Mir kommen dozou.

Wa mer dann awer Pressehëlf hunn, da si mir do derfir nëmmen ënner gewëssene Konditiounen:

Déi éischt Konditioun ass, datt mer eis net daerfen zefridde gi mam Status quo vun der aktueller Situatioun. Anstatt also ze soen: „Mir wëlle keng Zersplitterung“, mussen mer soen: „Mir wëlle méi Villfalt.“ An da mussen déi Kritären, fir kënnen an de Genoss vu Pressehëlf ze kommen, méi erliicht ginn.

Ech mengen, mir erënneren eis alleguerter drun, wat fir eng grouss Schwierigkeeten eis gréng Kollege mat „woxx“ haten, fir dat opzebauen. Et muss ee wärend engem Joer fënnef Journaliste beschäftegen. Duerno goufe se nach an d'Längt gezu mat hirem Agreement a si kruten natierlech d'Pressehëlf och net retroaktiv. Dat ass eppes, wat extrem schwierig ass, esou en Organ opzebauen!

Dat Zweet ass, datt d'Kritäre mussen ganz kloer geännert ginn. Ech mengen, och do misste mer d'accord sinn, datt et net méi ka sinn, datt een d'Pressehëlf als Pabeierhändler kritt, datt also d'Zentimeter gemooss ginn an datt doduerch d'Zeitunge säiteweis Agence-France-Presse-, DPA- an esou weider -Mel-dunge publizéieren, just fir hir Pressehëlf eropzesetzen.

An dann drëttes, an dat ass dat Entscheidend, si mir fir eng staatléich Subventioun nëmmen dann, wann e wierleche Meinungsppluralismus garantéiert gëtt. Dat heescht, datt an deene subventionéierte Medien dann och en Espace ass, wou de Parteien hir Communiquéé publizéiert ginn. Net onkommentéiert, et daerf roueg eng Ligne journalistique ginn! D'Journaliste sollen dat kommentéieren, mä si sollen et awer och publizéieren an net doutschweigen.

E ganz einfacht Beispill ass eis Positioun zur RTL-Subventioun, RTL Télé Lëtzebuerg. Do gouf weder an der Onlineversion nach um Radio nach op der Tëlee vun deem betreffenen Institut och nëmmen ee Wuert doriwuer berichtet. Souwäit zum Meinungsppluralismus!

Ouni also wëlle Sekonnen ze zielen an ouni journalistesch Fräiheeten iergendwéi ze hannerfroen, muss et zu enger iergendwéi ausgewogener Berichterstattung kommen an zur Méiglechkeet, datt all Courant sech kann ausdrécken, och Couranten, déi net iwuer eng eege Parteipress verfügen.

Wéi sech heiansdo hanner enger Ligne journalistique verstoppt gëtt, gesäit ee bei RTL ganz gutt mat der „Carte Blanche“. Do kann e Psycholog an enger „Carte Blanche“ iwuer eis hierfalen, da soe se: „Mir hunn dorobber keen Afloss. Dat ass deem seng Meinung.“ E Journalist kann et maachen, an da gëtt gesot: „Ma dat ass eis Ligne journalistique.“ An eng „Carte Blanche“ - ech hunn elo keng Statistik derzou, ech kann et net beweisen, mä et ass keng Fake News! -, eng „Carte Blanche“ gëtt emol net an engem Prozent vun de Fäll un iergende Menschengeschick, deen op enger Skala vun null bis zéng och nëmmen ee Millimeter méi riets ass wéi d'Fënnel.

D'Lag vun der Natioun ass en anert Beispill. D'Regierung hat wärend zwee Deeg de ganze Podium fir sech. Dem Här Bettel seng Ried gouf live iwwerdroen, duerno dem Pierre Gramigna seng. An owes konnt de Gast Gibéryen op RTL 15 Sekonnen derzou schwätzen. Dat ass net Meinungsppluralismus! Dat ass ganz einfach eng Partei ofgekanzelt! An dat géllt net nëmme fir eis, dat géllt och fir d'gesamt Opposition, wann ee kuckt, wivill Zäit deem gewidmet gouf, wat d'Opposition zur Deklaratioun ze soen hat.

En anert Beispill ass déi Table ronde, déi dann owes organiséiert gouf op der Tëlee, mat allen nationale Jugendorganisationsvun deenen

am Parlament vertruedene Parteien ausser eiser - ausser eiser! Et ass dann op eise Protest hin, wou RTL zréckgeruddert ass, wat mer begréisen. Mä do gesäit een, wéi mat Meinungs-villfalt ëmgaange gëtt.

Ech wëll och eppes Positives soen. Ech fannen et ganz gutt, wann och Pressehëlf un Online-medie geet. Domadder si mer ganz d'accord. Dat ass eng gutt Saach. Firwat sollen nëmmen d'Printmedien ënnerstëtzt ginn?

Wat mer och ganz positiv fannen, ass de Volet vun der Deontologie. D'Diane Adehm huet ganz richtig gesot: „Et gëtt zurzäit schonn hei am Land eng ganz Rei vu Moyenen, wéi ee sech ka wiere géint falsch Aussoen an der Press.“ Penal, Zivill, Droit de réponse a schlussendlech Plainte beim Conseil de presse. Mir mussen awer kucken, wat a Wierkechkeet geschitt!

Eng Plainte pénale zum Beispill, wa behaupt gëtt, bei engem Deputéierte wier eng Perquisitioun gewiescht, well e wier méléiert an d'Affär Miltgen, Fonds du logement, déi gëtt klaséiert! Déi gëtt net poursuivéiert. Um Zivill kréie Leit, deenen hir Eier an den Dreck gezu gouf, 2.000 Euro Schuedensersaz.

En Droit de réponse, e rezent Beispill: D'„Lëtzeburger Wort“ publizéiert en Droit de réponse op en Artikel am „Quotidien“ a widderhëlt dann dräi Wochen drop genau deeselwechten Artikel vum „Quotidien“ nach eng Kéier! Plainte beim Conseil de presse. Ech weess net, wéini deen éischten Arrêt gesprach ginn ass; dat muss ongeféier zéng Joer hier sinn. Et gouf der entre-temps ganz genau 38, dat heescht, ganz, ganz wéineg. An et muss ee sech d'Fro stellen: firwat?

Et gëtt jo e Code de déontologie a genau par analogie zu deem, wat jo och geschitt bei den Affekoten oder bei den Architekten oder bei den Ingenieuren oder bei de Medezinner, sollt de Conseil de presse seng Aufgab do eescht huelen an och wierkech Sanktiounen verhängen oder verhänge kënnen, souwuel géint Journaliste wéi géint Blieder, déi klipp a kloer géint de Code de déontologie verstoussen.

Da gongt rieds iwuer Meinungsfreiheet an Zensur, Fake News an esou weider. D'Diane Adehm sot ganz richtig: „Whoever controls the media, controls the mind.“ Et muss een einfach oppassen, datt een net op eemol alles Fake News nennt, wat eng Meinung duerstellt, déi engem net gefält. Et ass richtig, datt Opruff zum Haass penal poursuivéiert gëtt. Genau sou falsch ass et awer och, jiddwereen ze poursuivéieren, just well en eng Meinung vertritt, déi net mainstream ass!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dat ass e ganz wichtegen Debat, dee mer hei an der Chamber féiere mussen an dee mer och wäerte féieren: de Schutz vun der Meinungsfreiheet. An ech freeë mech op deen Debat, dee vun eiem Kollege Fernand Kartheiser ugestouss gouf.

An, Här President, ech bleiwen ënner menger Zäit. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Exzellent! Den Här Berger huet souguer de Portabel vorgeiess.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - D'Schell war iwwerregens net fir lech.

M. Eugène Berger (DP). - Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Jo?

M. Eugène Berger (DP). - Merci, Här President. Ech wollt net de Riedner ënnerbriechen; mä well e mech awer zitéiert huet, wéi e gefrot huet, wéi et kéint sinn, datt e Liberalen hei derfir wier, fir staatléich Gelder ze benotzen, fir d'Presse-villfalt ze ënnerstëtzen: Mä ebe grad, well déi Liberal fir d'Presse-villfalt sinn! An eben och duerfir si mir weiderhin derfir, datt mer d'Press hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen, jiddwereen, fir datt net „la loi du plus fort“ géllt, mä datt och déi Kleng eng Chance hunn. Voilà. Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Roy Reding (ADR). - Ech notéieren, datt den Här Berger also d'accord ass, datt d'Kritäre geännert ginn, datt mer net bei engem Status quo vu renger Parteipress bleiwen. A fir de Rescht hunn ech vun enger Grondphilosophie vum Liberalismus geschwat, datt staatléich Gelder - an dat sinn ëmmer Steiergelder; mir schwätzen ëmmer vun „staatleche Gelder“, et sinn „Steiergelder“! - net sollten a privat Betriber fléissen.

(Interruption par Mme Simone Beissel)

M. Eugène Berger (DP). - Déi Liberal si fir Presse-villfalt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner (déi Lénk). - Absolutt. Merci, Här President. Ech si seele mam Här Berger, oder net oft mam Här Berger averstanen, mä des Kéier kann ech och mam Här Berger averstane sinn.

(Interruptions)

Et freet mech e bëssen: Ech mengen, haut an der Debatt ass d'„woxx“ am meeschten ernimmt ginn, wat net ëmmer de Fall ass, an dat freet mech, well ech do e schéinen Deal vu mengem Liewe konnt verbréngen.

Ech mengen, dofir ass mir déi Debatt jo och e bësse wichteg. Et ass schwéier, iwwert d'Qualitéit vun der Press oder vun de Medien ze diskutéieren, wann een dat wéilt op eng gewëssen Aart a Weis wëssenschaftlech aschätzen. Et gëtt natierlech Kritären, Kritäre wéi d'Richtigkeet vu Fakten, virausgesat, datt een och nach duerno déi Fakten an engem gewëssenen Zesammenhang an enger gewëssener Relatioun muss kënnen interpretéieren. An do gëtt et jo och verschidden Aart a Weisen, fir déi ze interpretéieren.

Et ass ëmmer déi grouss Diskussioun am Journalismus: d'Diskussioun vun der Neutralitéit, d'Diskussioun vun der Objektivitéit. D'Objektivitéit, wann een ebe vu Fakten an hiren Interaktioun mateneen diskutéiert. An duerno natierlech och d'Neutralitéit, dat heescht d'Interpretatioun. An dat fänkt schonn mat der Hierarchiséierung vu gewëssenen Evenementer un: Wat fënnt ee richtig? Wat fënnt ee manner wichteg oder erwänenswäert? An esou weider an esou virun.

Och wa Fakte kënnen enger gewëssener Objektivitéit ënnerleien, kann een awer net dovunner ausgoen, datt e Journalist onbedéngt enger Neutralitéit misst ënnerleien. Ech mengen, prinzipiell ass Neutralitéit jo eppes, wat... E Journalist ass e Mensch a kann an deem Sënn och net neutral sinn. Hie schwiift jo net iergendwéi am Äther, hien huet jo och gewëssen Iwwerzeegungen, en ass an engem gewëssenen Kontext gebuer ginn, e muss Saachen analyséieren. Ech mengen, dat ass eng aner Saach.

An ech mengen, datt ass jo och net onbedéngt de gréissere Problem. De Problem ass jo oft d'bonne Foi. Dat ass dat, wat wichteg ass, d'Éierlechkeet, déi wichteg ass. An ech mengen och, datt de Lectorat meeschtens domadder kann ëmgoen. Ech mengen, wann een d'„Wort“ keeft, da weess een, datt ee mat enger Zeitung konfrontéiert ass, déi éischer „on va dire“ chrëschtendemokratesch gepräägt ass, wärend d'„Tageblatt“ éischer sozialdemokratesch gepräägt ass an esou weider an esou virun. An da weess de Lieser jo och plus ou moins, a wat fir eng Richtung d'Analys geet, an en erwünscht sech dat wahrscheinlech och.

De Lieser erwünscht sech awer net onbedéngt eng komplett - souguer wann e vläicht mat der Grondausrichtung averstanen ass -, eng komplett baisedéiert Approche. Ech mengen, dat kritt een ëmmer mat. Ech hunn dat och als Journalist deemno wéi - well et ass jo kee perfekt - heiansdo vläicht e bësse schnell analyséiert a kommentéiert. An och Lieser, trei Lieser hunn heiansdo gesot: „Hei, du muss e bëssen oppassen!“ Ech mengen, et muss een och op d'Intelligenz setze vum Lectorat, déi net wierkech ze ënnerschätzen ass.

Ech mengen, wat awer wichteg ass, wat de Stat muss maachen a wat de Legislatuer muss maachen - an dofir si mer do -, dat ass, op kee Fall anzusprangen, fir iergendwéi eng Aart vu redaktionellem Afloss ze huelen. Mä de Legislatuer an de Stat, déi mussen derfir suergen, datt engersäits d'Onofhängegkeet garantéiert gëtt an anersäits de Meinungsppluralismus garantéiert gëtt.

De Meinungsppluralismus wuelverstanen ass net onbedéngt gläichesetze mat der Pluralitéit vun de Presseorganen! Et kann een immens vill Presseorganer hunn a wéineg Meinungsppluralismus hunn, an ëmgedréit. Et kann een och béides hunn, wat natierlech u sech wünschenswäert ass.

Ech mengen, ech géif och do virdu warnen, wann een iwwert déi Saach diskutéiert vun de Fake News, wat jo souwiso och „Newspeak“ ass an esou weider. Den Här Cruchten huet et jo och scho gesot: Fake News, dat ass jo och en anert Wuert fir Ligen. Ech mengen, dorop muss een och oppassen, well och qualitative Journalismus ka jo och deemno wéi, bewosst oder unbewosst, eng Informatioun net onbedéngt esou matdeelen oder anescht oder falsch interpretéieren oder wat och ëmmer; et ass jo och e bëssen eng subjektiv Saach.

An dat huet jo awer och e bëssen ze di mat den Aarbechtskonditiounen vun der Press a mat den Aarbechtskonditiounen vun de Journalisten! Wann e Journalist muss iwuer een, zwee, bis

dräi Themen den Dag, iwuer verschidden Theme berichten - schnell! -, wann en och nach gesot kritt, e misst den Éishte sinn: Virausgesat dee Journalist ass keen Universalgenie - an Universalgenie gëtt et néierens! -, da muss een domadder rechnen, datt herno och d'Qualitéit prekär gëtt. An d'Prekaritéit vun der Qualitéit am Journalismus huet eppes ze di mat der Prekaritéit vun den Aarbechtskonditiounen am Journalismus.

Dofir muss de Stat asprangen, fir d'Onofhängegkeet vis-à-vis vun den öffentlechen Institutionen natierlech, mä och vis-à-vis vun den ekonomeschen, de Wirtschaftsinteressen ze garantéieren. Dat daerf een net ënnerschätzen. Déi zwou Saache si genauou perniziös déi eng wéi déi aner. An dat huet och mat Pressehëlf ze dinn a mat Aarbechtskonditiounen innerhalb vun de Redaktiounen.

Wann een iwuer Pressehëlf schwätzt - et soll een natierlech net Print- an Online-, méi al oder méi nei Medie géinteneen ausspillen, a souwiso hu se nach ëmmer eng komplementär Funktioun -, mengen ech, soll een och net an déi Richtung goen, fir ze soen, de Kuch misst ee plafonéieren an opdeelen. Ech mengen, et muss een einfach vun der Perspektiv ausgoen, datt haaptsächlech d'Pressehëlf derfir wäert suergen, datt de Meinungsppluralismus gewäerleescht bleift. An dat heescht natierlech och, datt méi marginal Medie vläicht, datt Medien, déi sech net vum selwen droen - an dat si bal all Medien u sech oder ganz vill Medien, déi sech net vum selwe kënnen droen -, mä zemoos déi, déi nach méi Schwierigkeeten hunn, well se och manner Annonceure fannen, well se och vläicht e bësse méi marginal oder minoritär Tendenzen duerstellen, datt déi och musse gefërdert ginn, well et ass eng Form vu Service public.

Ech mengen, et geet jo net nëmmen ëm d'Journalisten. Eng qualitativ Press ass jo net just eng Fro, déi d'Journalisten interesséiert. Et ass eng Fro, déi d'ganz Bevëlkerung interesséiert, well mir leiden all dorënner, wa mer kee Meinungsppluralismus hunn. An dofir muss een dovunner ausgoen, datt u sech Journalismus relativ inkompatibel ass oder schwéier ze realiséieren ass, wann e just de Kritäre vum Marché misst entsprechen, wéi esou vill aner Saachen och an der Gesellschaft, déi jo och engem Service public entsprechen, wéi d'Education, wéi d'Santé an esou weider an esou virun.

Ech mengen, et muss een och iwwert de Problem diskutéieren, deen och d'Konzentration vun de Medien an enger oder an e puer Hänn duerstellt. Zu Lëtzebuerg ass dat net esou richtig de Fall, mä et ass net auszuschléissen, datt et an déi Richtung geet. An anere Länner ass et ganz staark de Fall. A Frankräich oder an Däitschland weess een, datt immens vill Titelen an e puer Hänn sinn. Dat heescht, do kann een erëm Pluralitéit hunn, mä kee Meinungsppluralismus, oder e ganz felatéierte Meinungsppluralismus.

An ech mengen, mir mussen och eng Gesetzgebung hunn, déi derfir suert - an dat ass elo ganz wichteg -, datt d'Journaliste kënnen hir Aarbecht maachen. An do muss ech awer soen: Do maachen ech mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill Suergen! Mir hunn do wierkech Problemer!

Éischtens, wann een dee Projet de loi kuckt, deen nach ëmmer do virläit, wat den Accès un Informatiounen ueget, mat den Ausnamelëschten, déi dodra virgesi sinn, mat arbiträren Entscheidungsrecht vum der Administration, mat Delaien, déi de Journalisten d'Aarbecht ganz schwéier maachen, mat Recoursméiglechkeeten, déi och d'Journaliste wäerten discouragéieren, wa se wëlle kloen, well se net direkt eng Informatioun kréien; ech mengen, do hu mer wierkech e richtige Problem!

An um 100,7 huet de Generalsekretär vum Europäesche Journalisteverbund gesot, datt Lëtzebuerg do wierkech ganz hannendran ass. An en huet och dee Gesetzesprojet do ganz staark kritiséiert!

Datselwech huet e jo och gemaach mat der sougenannter „Circulaire Bettel“. Här President, ech mengen, ech ruffen hei de Medieminister op, déi Circulaire einfach zréckzuhuelen. Wéi huet den Här Gutiérrez gesot: Déi „Circulaire Bettel“, dat wier en „souci de cadenasser l'information“. E war selwer ganz erstaunt, datt esou eppes hei zu Lëtzebuerg ka gesi ginn.

Ech mengen, mir schwätzen elo hei iwuer ganz konkret Saachen, iwwert d'Legislatioun hei zu Lëtzebuerg, dat heescht dat, wat en cours ass, an dat, wat scho geschitt ass. An do daerfe mer eis wierkech franchement net brezen! Wat och d'Reform vum Service informa-

tion et presse ugeet, deen eng Aart Plattform gëtt fir d'Communicanté vum der Regierung, do huet ee wierklech den Androck a Wierklechkeet que le Gouvernement file un mauvais coton, wat d'Pressefräiheet ugeet.

Et war vläicht net ganz gutt virdrun, mä vill besser gëtt et elo net! Mir hunn nach ëmmer kee spezifesch Gesetz fir Journalisten. Ech mengen, esou eppes brauche mer. An dann hu mer och nach ëmmer kee gutt Gesetz iwwert d'Whistleblower. Den Här Braz schwätzt ëmmer dovunner. Et ass nach näischt komm. Ech mengen, och d'Europäesch Kommissioun sot, et wier eng Violation grave, de Procès Perrin, an der Geschicht vu LuxLeaks.

An ech mengen, schlussendlech muss een och nach iwwert de Service public - ech hunn natierlech keng Zäit méi -, iwwert d'Notioun vum Service public diskutéieren. De Problem ass deen, datt mer wierklech hei... d'Regierung huet e Problem mat der Notioun vum Service public. Mir mussen wierklech kloer definéieren, wat dat ass!

Et gëtt scho Medien, déi eng Mission de service public erfüllen, wéi de Radio Ara zum Beispill, communautaire Medien. Et gouf gesot: „Déi kréien iergendeng Hëllef.“ Mä ech mengen, dat, wat déi verschidde Media maachen, wéi zum Beispill d'Société civile matabannen, d'Communautéite matabannen, d'Diversitéit vun der Gesellschaft mat betruchten an och Educatioun maachen, datt een dat an d'Notioun och vum Service public matabënt an datt een dorunner och ekonomesch Ënnerstützung drubënt.

An ech mengen och duerno schlussendlech: Mir brauchen och eng ëffentlech-rechtlech Télee hei zu Lëtzebuerg. Et misst een och vläicht Chamber TV ausbauen. Dat wier och interessant. Mä et ass net normal: Et gëtt ëmmer geschwat, datt ee Pluralitéit brauch an allem, Kompetitioun an esou weider an esou virun, mä mir hunn hei eng Monopolstellung! Ganz onohängeg vun der Qualitéit vum Fernseh, doréms geet et net. Et ass einfach ongesond, eng Monopolstellung ze hunn an der Mediendlandschaft. An dat hu mer, op jidde Fall, wat den nationale Sender ugeet.

D'lescht kéier hat den Här Bettel gesot, mir hätte méi wéi een, well mir géife jo och franséisch oder däitsch Télee kucken. Mä déi berichten awer net iwwer Lëtzebuerg, an et sinn och keng Lëtzebuerger Journalisten, déi dra schaffen. Ech mengen, ech sinn awer frou, datt vill aner Virriedner an déi Richtung gaange sinn. An ech hoffen an ech mengen, datt mer iergendeng kéier deen „Dram“, wéi gesot gouf, wäerten erfüllen.

Ech soen lech Merci.

► Une voix. - Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Wagner.

An dann eng Duercho an eegener Saach, just ganz kuerz: De Kalleeg Reding huet gesot, dass déi Leit, déi keng Zeitung hätten, d'Chamberblietchen net kéinte kréien. Dat ass net de Fall. Mir hunn eng Regelung an et sinn eng ganz Rei vu Kollegen, notament de Premier, déi sech kënnen drun erënneren, dass mer dat deemools agefouert hunn, fir et flächendeckend ze maachen. Et sinn och eng zirka 150 Stéit, déi dovu profitéieren. Déi, déi et dann net sollte wëssen, déi wëssen et dann elo.

An ech wëll och nach eng kéier insistéieren, dass, wat d'Retransmissioun ugeet vun deene verschiddenen Interventiounen, ob dat d'Regierung oder Deputéierter waren, dass alleguer déi, déi hei geschwat hunn, direkt an d'selwecht iwwerdroe gi sinn.

Dir hat wahrscheinlech zwou Saache matenee verwiesselt: RTL a Chamber TV. Op Chamber TV ass hei d'Regierung voll iwwerdroe ginn an och déi Deputéiert, déi geschwat hunn.

► M. Roy Reding (ADR). - Jo also, Chamber TV war absolut net en cause. Wat d'Chamberblietchen ugeet, huelen ech Akt, datt een dat ka bestellen. Da misst ee vläicht emol de Leit soen, wat fir eng Prozedur datt dat ass. Mä dat ännert näischt un eiser Forderung, datt d'office d'Chamberblat nees an all Haushalt soll kommen, onohängeg vun iergendenger Press.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Bon, dont acte. Wat Chamber TV ugeet, ech mengen, mir hate bei der Diskussioun, wéi eisen Toun ausgefall ass, driwwer diskutéiert, ob et déi richtig oder déi falsch Decisioun war, fir ze ënnerbriechen. Ech wëll nach eng kéier soen: Liest nach vläicht eng kéier d'Verfassung! D'Verfassung seet, dass d'Chambersézung public sinn, a public ass haut eppes aneschters

wéi virun 100 Joer. Dozou gehéiert vläicht d'Villfalt vun den Iwwerdrounge respektiv vun de Berichterstattungen.

Dat gesot, huet elo den Här Premier- a Medieminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias. - Merci, Här Chamberspräsident. Ech wëll lech och soen, dass deemools déi Decisioun, déi geholl ginn ass, virun allem wéinst Pabeierswendung geholl ginn ass, zweetens, fir dass d'Leit och méi cibléiert géife mat der Press dat matgedeelt kréien, dat heescht, wa se d'Zeitung liesen, dass se dat och dann nach derbäi hunn. An ech mengen, dass deen, dee et wëllt liesen, et selbstverständlech och gratis, sauf erreur de ma part, wann ech mech gutt erënnere kann, vun der Chamber gestallt kritt.

Mä et wor elo net de But vun eiser Diskussioun vun haut. Ech wëll de Riedner Merci soe fir déi konstruktiv Debatten, och déi konstruktiv Virschléi, déi hei gemaach gi si vu ville Säiten.

Fir just iwwert d'Hëlfelefen e puer Sätz ze soen. Déi Suen, déi Hëllef, dat ass net d'Paien, déi bezuelt ginn! Dat ass fir d'Villfalt vun der Meenungsfräiheet! An dass eben... An hei gëtt gesot, e wier e Lien vläicht, dass een eisichter lénsorientéiert ass oder rietsorientéiert ass. Ma ech si frou, dass mer an dësem Land en Artikel kënne liesen, deen duerch verschidde Leit gekuckt gëtt: eng kéier vun enger Perspektiv eisichter vun engem, deen de gauche ass, an eng kéier vun enger Perspektiv, déi vläicht de droite ass! Mä dat ass d'Villfalt! An net, dass mer eng Zeitung hunn, wou mer just mengen, dass dat, wat se seet, dann ëmmer dat Richtegt ass. An dofir ass d'Pluralitéit vun der Press eppes, fir dat mir wëlle kämpfen an dat mer och sollen hunn.

Bei der Téleeschäine sinn ech frou och iwwert déi Decisioun, déi mer jo awer hei geholl hunn, fir dee Konzessionsvertrag vun 2021 un dann ze verlängeren. Et ass wichteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eng Téleeschäine hunn. A mir hunn et analyséiere geloos! Mir hu gekuckt, wat déi verschidde Méiglechkeete sinn: d'Er-fahrung, d'Potenzial, d'Technik, d'Material, d'Diffusionsméiglechkeeten.

An dann ass d'Konklusioun komm, dass déi Vertrauensrelatioun, déi mer och hu mam Grupp vun der CLT, an och déi Experienz, déi se hunn, a wéi do och geschafft gëtt, mat deene Regeln... An ech wëll nach eng kéier erënneren un dat, wat mer hei diskutéiert hunn: déi intern Regeln, déi se sech souguer selwer ginn hunn, an déi Deontologie interne, déi se sech fixéiert hunn, plus nach eng kéier deen Aarbechtsgrupp, deen do ass, fir ze kucken, ob de Konzessionsvertrag à la lettre och applizéiert gëtt. An et ass net, wéi wann do einfach e Blankoscheck géif gemaach ginn.

Hei ass och vun anere Länner geschwat ginn. Ech bleiwen als Medieminister, Här President, der Meinung, dass e keng Redevance soll schafen. An deene meeschte Länner, wou et e puer ëffentlech Sendere ginn, also Televisione ginn, bezuelen d'Leit Zommen, déi souguer bis 130 Euro oder iwwer 130 Euro ginn, zum Beispill a Frankräich, déi d'Leit d'Joer mussen bezuelen, fir kënnen eng ëffentlech Télee ze hunn.

Ech mengen, dass et net opportun wier, fir elo nach de Leit ze soen: „Elo bezuelt Der och nach eng Steier, 10 Euro de Mount, fir nach kënnen eng zousätzlech Television ze hunn.“ Wou mer jo schon - an ech erënneren nach eng kéier un deen Debat, dee mer schonn hei haten - awer eng Villfalt vu Programmer hunn, déi een awer wierklech ka kucken, déi awer zu Lëtzebuerg och do sinn.

Et ass iwwert d'„Circulaire Bettel“ geschwat ginn. Ech mengen, hei si verschidde Saachen net verstanen ginn. Hei gëtt gesot, dass am Fong e Journalist sech misst un de Presseattaché wenden: „Esou gëtt den Här zitéiert.“ Ech wëll awer just drun erënneren, dass d'„Circulaire Bettel“ dat net virgesäit! D'„Circulaire Bettel“ - et ass zwar komesch, déi elo mussen selwer ze zitieren, mä soe mer alt „déi Circulaire, déi do erauskomm ass“ - seet am Fong, dass de Beamten - de Beamten! - dem Presseattaché all Informatioun muss ginn, fir dass deen dem Journalist och kann äntweren. An der Zäit war de Prinzip: Et kënnt keng Informatioun eraus ouni Erlaabnis vum Minister! Duerch déi Circulaire ass dat elo emgedréit ginn, dat heescht, dass au contraire de Journalist soll un Informatiounen kommen, mä dass et awer och eng Ulafstell gëtt, wou een als Beamte muss - ech insistéieren: net kann, mä muss! - all Informatiounen och ginn.

Déi aner Punkten, déi och hei zitéiert gi sinn, iwwert d'Schoul an och fir... - ech kann net all meng Riede schonn am Virus ginn, an ech weess, dass déi Motioune jo am Virus virbereet ginn -, fir d'Madamm Adehm: Déi zwou

Stéck, déi si superfetatoire! Ech hunn déi zwou Saachen a menger Ried och annoncéiert. Dat heescht, dass ech eng kéier dee Punkt a souguer méi wäit ginn, Här President, wéi just mech wëllen op d'Schoul ze limitéieren. Ech hu jo gesot, mir sollen och d'Société civile, mir sollen d'ONGen, mir sollen d'Gewerkschaften an d'Uni Lëtzebuerg matabannen an dee Prozess. An dowéinst ass se fir mech superfetatoire, well mer datselwecht och wëlle maachen.

Datselwecht zielt och - well ech hunn och ugekënnegt, dass mer wëllen en neien Text maachen - fir déi ganz finanziell Hëlfelefen an d'Aide à la presse. Dofir si se fir mech superfetatoire. Ech weess net, ob d'CSV se wëllt hei ofstämme loosse oder net, mä mir hunn eis engagéiert, ier ech geschwat hunn, dass mer dat doten och wëllte maachen. Dowéinst sinn dat oppen Dieren, déi hei ageschloe ginn.

(Brouhaha)

An dann, last but not least, Här President, géif ech awer wierklech propagéieren, well ech mengen, dass et awer wichteg ass: Haut ass en Débat de „consultation“! Haut war et fir eis wichteg als Regierung, dass mer en Echange konnten hu mat den Deputéierten iwwert d'Situatioun, wéi se am Moment ass. An ech mierken, dass jo awer keen d'Aarbecht vun der Press a Fro stellt. An dass keen a Fro stellt, dass déi nei Pressehällef fir elektronesch Medien och wichteg ass, also d'Onlinepress et cetera an et cetera.

Ech mengen, dass et net onwichtig wier, dass ech Kontakt ophuele mat der Presidentin vun der Medien- a Kommunikatiounskommissioun, fir dass mer och kucken, wéi mer eben iwwert déi verschidde Punkten, déi mer elo kënnen hunn, vläicht den Debat kënne verdéiwen, awer och an der Kommissioun, fir dass een do och mat deem engen oder deem anere kann zesummekommen, fir ze kucken, wéi mer eben déi Verbesserungen, déi hei och soulevéiert gi sinn, kënne maachen.

Mä, wéi gesot, ech wëll Merci soe fir déi konstruktiv Debatten. An ech sinn houfreg, als Medieminister kënnen an engem Land ze liewen, wou d'Press fräi ass, wou d'Press ënnerstëtzt gëtt a wou mir net der Press ze soen hunn, wat se ze schreiwten huet.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Här Wagner, Dir wëllt Parole après ministre?

► M. David Wagner (déi Lénk). - Jo!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Okay.

► M. David Wagner (déi Lénk). - Merci, Här President. Ech wollt dann op déi Saach vun der „Circulaire Bettel“ - tëschent Guillemeten - zrëckkommen.

Dat illustréiert jo genau de Problem: Mir brauchen zu Lëtzebuerg eng speziell Gesetzgebung fir den Informatiounszougang fir d'Bierger, an awer och eng fir d'Journalisten! Well dat gekniwwels do mat där Circulaire! Dir musst lech awer e bëssen d'Fro stellen, firwat esou vill Journalisten u sech unanimement quasi soen: „Dat doten ass äusserst problematesch!“ Well et war net ëmmer einfach, fir un Informatiounen ze kommen zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass do wierklech an der Prehistoire! Dat ass net onbedéngt Are Feeler, mä de Problem ass: Fir iergendeng kéier an der Géigewaart unzekommen, wéi aner Länner och, brauche mer e speziell Gesetz, wat regelt, wéi d'Journalisten un d'Informatiounen kommen.

Zur Zäit hu mer e Projet de loi, deen net an déi gutt Richtung geet, well immens vill Exceptiounen virgesi sinn. Ech hoffen, datt mer dat nach wäerte kënnen änneren, well de Presserot ass jo och schonn net ganz zefridden. Mä dovunner ofgesi muss een nach d'Rechter vun de Journaliste sécheren an da parallel och déi Circulaire weiderhin, mengen ech, ofschaffen.

Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Den Här Medieminister huet nach eng kéier d'Wuert.

► M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias. - Ech verstinn hei d'Suergen an ech mengen, mir hu jo en Text, do ass den Avis vum Statsrot jo och komm; dat wäert dee sinn, deen Der och zitéiert hutt.

Ech wëll awer och just soen, dass mer awer verschidde Punkten hunn, wéi de Respect de la vie privée, wéi zum Beispill och de Secret fiscal an déi Saachen, de Secret défense, et si verschidde Matière, wou mer müssen an Interêt vum Land handelen. An hei geet et net drëm, dass mer Saache wëlle verstoppen. Hei geet et just drëm, dass et Saache sinn, wou een net Informatiounen „kann“ ginn! Et ass net, well ee se net wëllt ginn, mä well ee se net ka ginn. An déi Lëscht ass keng exhaustive Lëscht. Et ass wierklech eng Lëscht, déi limitativ ass.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Jo, d'Madamm Adehm wëllt nach eppes soen.

► Mme Diane Adehm (CSV). - Ech hunn hei eng Fro un de Medieminister: Ech hat d'Fro gestallt, firwat dass de Sproochekritär net am Règlement du Gouvernement en conseil drasteet fir d'Onlinepressehällef.

► M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias. - Well mer der Meenung sinn, dass de Projet sech muss finanzéiere kënnen. Et steet am Text, dat ass de Kritär, dass e sech muss finanzéiere kënnen.

Dat heescht, mir kënnen net 100% vun enger Onlinepress ënnerstëtzen, gleef mer et, wa muer iergendeng Zeitung, Onlinemedien, mat deenen Obligatiounen, déi se hunn du point de vue Journalisten, du point de vue Informatiounen et cetera an et cetera, kaum Chancen huet, fir op Griichesch oder op iergendeng aner Sprooch hei eng Chance ze hunn. A mir wollten awer och net deen een oder deen aneren ausschléissen! Mir liewen an engem Land, wou mer awer och Communautéiten hunn, wou mer der Meinung sinn, dass se och solle gefuerdert ginn, eis national Sproochen ze léieren, mä awer och d'Recht hunn op Informatioun.

Mä, wéi gesot, dofir muss schonn eng gewësen Zuel vu Populatioun hei sinn, fir dass se iwwerhaupt gedroe ka ginn. Dowéinst, kleng isoléiert Sproochen, déi wierklech wéineg hei zu Lëtzebuerg vertraued sinn, wäerte ganz wéineg Chance hunn, fir sech och kenne finanziell drobar ze maachen, mat Pub, déi se da sollte kréien, mat Journalisten, déi se da kéinten astellen.

An de Kritär vun der Sprooch soll fir eis net ausschléissen an där doter Fro. Et war eng laang Diskussioun! Deen een ass der Meinung, et sollt ee just déi national Sproochen hunn (veuillez lire: ënnerstëtzen), déi mer hei hunn. Ech sinn och zum Beispill der Meinung, dass een, deen eng Onlineplattform mécht - dat kann ech hei soen - op Portugisesch, deen eng Communautéit huet, déi hei zu Lëtzebuerg präsent ass an deen eng transparent - no deenen Obligatiounen, déi mer hunn - regulär Informatioun mat Journaliste mécht, och soll kenne mat senger Onlinepräsenz als Journalist unerkannt ginn. Et sinn ëmmer déi, déi hannendrustinn, déi de Kritär erfëlle vum Journalist an dann och déi Deontologie ze respektéieren hunn an och de Contenu ze kontrolléieren hunn. An eis portugisesch Matbierger solle gradesou gutt informéiert ginn iwwert dat, wat hei zu Lëtzebuerg lass ass, wéi déi aner!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Mir sinn dann...

► M. Fernand Kartheiser (ADR). - Et wier fir Parole après ministre.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Selbstverständlech!

► M. Fernand Kartheiser (ADR). - Merci, Här President. Ech wollt elo net op d'Debatt iwwert d'Medien zrëckkommen, mä ech wëll awer eng Bemierkung maachen: Ech mengen, datt den Här Statsminister a senger Funktioun och ugehalen ass, sech un d'Gesetzter ze halen. An dozou gehéiert och d'Sproochegesetz vun 1984. D'Sproochegesetz vun 1984 seet, datt mer „eng“ Nationalsprooch hei am Land hunn, dat ass Lëtzebuergesch, an datt mer do derniewent selbstverständlech dräi Amtssproochen hunn: Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch. Et ass mir bis haut net bekannt gewiesch an ech huelen och un, datt d'Regierung net der Meinung ass, datt mer hei am Land elo méi Nationalsproochen hunn, wéi nëmmen d'Lëtzebuerger Sprooch.

Ech soen lech Merci.

► M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias. - Här President,...

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Här...

► M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias. - ...ça se passe de commentaire! Lëtzebuerg ass e Land, wou dräi Sproochen offiziell oder administrativ oder national Sprooch sinn. Mir hunn awer och eng Realitéit. Hei geet et drëms, fir Informatioun un d'Leit weiderzeginn! Hei geet et net drëm, eng Sprooch unerkannt ze kréien oder net.

(Interruption)

Mir hunn national Sproochen, mir hunn offiziell Sproochen,...

(Interruption)

...an des Regierung huet net wëlles, déi opzemaachen! Mä den Droit à l'information ass fir mech en Droit universel an net en Droit sélectif!

► M. Gast Gibéryen (ADR). - Dräi offizieller an eng Nationalsprooch!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Ech mengen, et ass genee dat...

(Brouhaha)

Ech mengen, et ass genee dat, wat gemengt war: Mir hunn eng Nationalsprooch a mir hunn dräi administrativ Sproochen, do si mer eis ausnamsweis alleguer eens.

Si mer um Enn vum Debat ukomm? D'Fro stellt sech: Wat geschitt mat de Motiouen? Wie wëllt zu de Motioune Stellung huelen?

Motions

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Also ech hat den Inhalt vun de Motioune jo erkläert gehat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- De Medieminister huet elo just gesot, dass d'Regierung souwisou wëlle huet, déi dote Saachen ze maachen. Da sinn ech der Meenung, dass d'Majoritéit se och roueg matstëmme kéint!

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.**- Här President, ech géif verstoën, wann d'Madam Adehm eppes géif froen, wat ech net annoncéiert hunn. Mä wann ech all Kéiers, nodeem ech eng Ried gemaach hunn, da vun den Deputéierte Motioune kréien, fir Saachen ze fuerderen, déi ech selwer gefrot hunn, dann... Ech verstinn, meng Ried ass dës Kéier net 24 Stonnen am Virus ausgeleent ginn. Ech wier awer frou, wa mer haut kéinten dat, wat de Minister selwer ukénneg, dann och respektéieren an der Regierung awer d'Initiativ loossen, amplaz elo hei wierklech just politesch spill wëllen ze maachen, fir duerno ze soen, dass hei eng aner Partei Initiativen hält!

► **Une voix.**- Très bien!

(Brouhaha et interruptions)

► **Une autre voix.**- Renvoi!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ginn et keng zousätzlech Stellungnamen zu de Motiouen?

D'Regierung huet Stellung geholl. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwerGOEN, vu dass keng aner Propos virläit.

Vote sur la motion 1

Da géif ech de Vott lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiouen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Motiouen 1 krut 28 Jo-Stëmmen, bei 32 Nee-Stëmmen. Si ass also net ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;*

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: *MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Tess Burton), Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mir géifen dann zum Vott iwwert déi nächst Motiou, d'Motiou 2, iwwerGOEN.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiouen. An och déi hei Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Motiou 2 krut 25 Jo-Stëmmen, bei 35 Nee-Stëmmen an ass also och net ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: *MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Tess Burton), Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;*

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwerGOEN. Dat ass de Projet de loi 7052, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi elektronesch Kommunikatioun. An de Rapporteur, den Här Eugène Berger, huet d'Wuert.

5. 7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques**Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace**

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Och Merci, dass mer dann dee Projet haut kënnen evakuéieren, well dat den Donneschde wéinst verschiddenen Ursache soss net méiglech gewiescht wär an dann no hannen hält misse geréckelt ginn.

Ech géif kuerz de Kontext vun dësem Projet de loi 7052 an engem Saz soen: d'Lutte géint den Terrorismus an d'Kriminalitéit. Mir hunn effektiv an deene ganzen Ustrengungen am Kader vun der Lutte géint d'Kriminalitéit an den Terrorismus e Problem, ech géif soen, vun Transparenz an Effizienz, enner anerem wann ee versicht, Verdächteger ze retracéieren oder wann een och wëllt kucken, fir zum Beispill Verdächteger kënnen festzehuelen. Dat, well ee feststellt, dass awer nach zum Deel, ebe well et anonym Prepaidkaarte ginn, och am Beräich vum Terrorismus mat Handy kommunizéiert gëtt, well eben da mat deene Prepaidkaarten d'Anonymitéit méiglech ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

A ganz konkret war et esou, dass no den Attentäter den 13. November 2015 zu Paräis och déi lëtzebuergesch Operateuren - dat ass och am Ausland schonn zum Deel de Fall gewiescht - akzeptéiert hunn, proposéiert hunn, fir keng anonym Prepaid-SIM-Kaarte méi un d'Clienten ze verkaufen. Dëst war u sech op fräiwëlleger Basis, si hunn et awer alleguer gemaach. Mä mat dësem Gesetz schafe mer dann och elo déi legal Basis, fir dass all Besëtzer vun enger Prepaidkaarte sech muss identifizéieren kënnen. Ech mengen, op där enger Säit gëtt dat bei deenen neie Keefer dann elo direkt gemaach, bei besteende Kaarte muss dat nogeholl ginn, soss ginn d'SIM-Kaarten no engem gewësse Delai deaktivéiert.

Bon, wat steet an deem Projet de loi? Dat ass kee ganz grouse Projet de loi. Ech mengen, et ass och relativ kloer, wat do geschriwwen ass: Zum enge definéieren mer och, wat de Service après paiement ass. Da leet mer fest, wéi eng Donnéeën en Operateur muss ebe beim Kaf oder Verkauf vun esou enger SIM-Kaart froen. Dat sinn den Numm, Virnumm, wou ee wunnt, also d'Adress, d'Nummer vun der Identitéits-

kaart, de Gebuertsdatum an och, wou ee gebuer ass, an da gewéinlech och nach an der Praxis eng Kopie vun der Carte d'identité, wann dat méiglech ass.

Et ass awer och méiglech, an dat hate mer och an der Kommissioun diskutéiert, bei Demandeurs de protection internationale - bedéngt doduerjer, well mer där jo och eng Rei hei am Land hunn -, dass déi also och esou eng Attestatioun virleeë kënnen, well déi jo awer och wëllen am Alldag emol kënnen telefonéieren, Kontakt ophuere mat hire Familjen an heiansdo Schwiegerkeeten hunn, fir e komplett Abonnement ze hunn, mä eng Prepaidkaart dann awer kënnen huelen.

Et ass och méiglech, esou eng Demande iwwer Internet respektiv d'Dokumenter iwwer Internet ze produzéieren. Da muss een déi natierlech ascanen an iwwermittelen.

En anere Punkt ass deen: Vun deem Dag un, wou d'Prepaidkaart dann ofgelaf ass, wou se deaktivéiert gëtt, muss den Operateur déi Donnéeën nach dräi Joer halen. Ech mengen, dës Delai ass virun allem och geduecht eben am Kader, wann nach géif eventuell eng Enquête oder eng Procédure judiciaire kommen. No deem Delai vun dräi Joer muss den Operateur awer dann all d'Donnéeën direkt läschen. Dat ass och konform dann zu engem Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff vun 2014.

Dann nach zum Schluss, fir ze soen, salopp formuléiert: Wie kontrolléiert dat, oder wie ka Sanktiouen ausschwätzen? Ma mat dësem Projet de loi gi mer, wéi dat hei, géif ech scho bal soen, Usus ass, dem ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation, explizit de Pouvoir de sanction, och konform zum europäesche Reglement iwwert den oppenen Internet vun 2015.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Voilà, ech mengen, dat sinn déi Haaptakzenter. Weider Detailler kënt Der dann natierlech am schriftleche Rapport noliesen.

An ech géif an engems, Här President, dann den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi hei abréngen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Berger. Éischt Riednerin ass d'Madam Adehm.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Ech soen dem Här Berger villmools Merci fir säi schriftlechen a mündleche Rapport a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Da wier et un der Madamm Burton.

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi schriftlechen a mündleche Rapport. Ech mengen, den Eugène Berger ass op all Detailler agaangen. Erlaabt mer vläicht, nach just ze ennersträchen, dass et fir eis als LSAP wichtig ass, dass mer eng fräi a privat Kommunikatioun hunn, dass et awer kee Recht op Anonymitéit gëtt, virun allem net dann, wa se méssbraucht gëtt, fir terroristesch Attacken duerchzeféieren.

Ech mengen, mir als Politiker hunn d'Flicht, de gesetzleche Kader ze schafen, fir d'Sécherheet vun eise Bierger ze garantéieren. An domadder ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet den Här Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ginn et soss nach Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann huet den Här Stats- a Medieminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.**- Merci, Här President. Wéi gesot, fir eis ass et wichtig, dass deen Text gestëmmt gëtt. Dee gëtt gestëmmt, musst Der wëssen, an engem Kontext, wou och d'Informatioun komm ass, dass mer zu Lëtzebuerg 200.000 - 200.000! - Prepaidkaarten haten, de Gros anonym. 200.000 Prepaidkaarten!

Mir sinn elo ongeféier bei 10.000 Prepaidkaarten, déi allegueren identifizéiert gi sinn. Et si verschidden Acteur-publicken, wéi d'Post, déi hunn et direkt gemaach a per SMS deem enge an deem anere geschriwwen: „Dir hytt den Delai bis dann an dann, soss kritt Der Are Kontrakt annulléiert, Are Kontrakt ass da fäerdeg.“ Anerer, privat Operateuren, waarden eben op eng Base légale, fir dem Client dat och kënnen ze imposéieren.

Fir eis ass et einfach wichtig, dass dat dote geschitt. Ab Januar 2016 ass awer keng anonym Prepaidkaart méi erausgaangen. Elo ginn dann eben nach déi lescht, wann dat hei de Fall ass, dann eben och regulariséiert.

Ech si frou, wa mer deen doten Text stëmmen. Ech hu keng Loscht, dass Lëtzebuerg Prepaidkaarten duerno eng Porte d'ouverture sinn, fir Kommunikatiounen ze maachen, wou een duerno keng Anung huet, wien et ass, vu wou e kënt, mä just weess, dass en eng Prepaidkaart vu Lëtzebuerg huet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Premierminister. Da géif ech zum Vott iwwert de Projet de loi 7052 iwwerGOEN.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7052 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiouen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir schlëissen d'Sëtzung mat Unanimitéit of: De Projet de loi 7052 ass mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

An dann, wann Der just nach eng Sekonn hutt, ech wollt lech nach eng gutt Nouvelle matdeelen. D'Nouvelle ass elo just gefall, dass de Bob Jungels de rosaen Trikot am Giro d'Italia huet.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

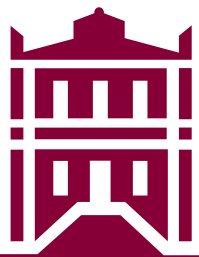
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, och an Ärem Numm kann ech soen: „Felicitatiouen!“ An d'Sëtzung ass eriwwer. Den nächste Rendez-vous ass muer um zwoe Auer.

(Fin de la séance publique à 17.17 heures)



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





SÉANCE 37

MERCREDI,
10 MAI 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Heure de questions au Gouvernement

Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture

- M. Laurent Zeimet - M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture

Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Gast Gibéryen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. Max Hahn - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraîchères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- Mme Martine Hansen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CÉDIÉS, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Mme Taina Bofferding - M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Gilles Roth - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

3. Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale

- M. Fernand Kartheiser - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

4. Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine

- Exposé: M. Félix Eischen (dépôt de quatre motions)

- Débat: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Tess Burton, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia (interventions de M. Félix Eischen), M. Roy Reding, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie (interventions de M. Aly Kaes et M. le Ministre Dan Kersch)

- Motions: M. Félix Eischen, Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

- Votes sur les motions 1 à 4 (rejetés)

5. 7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Marc Lies, M. Gilles Baum, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. André Bauler

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Guy Arendt, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sët-

zung op an hu keen Zeeche gesinn, dass d'Regierung wëllt eng Matdeelung maachen.

Da kënnen mer direkt zu eisem normalen Ordre du jour iwwergoen. Dir wësst, dass haut de Mëtten eng Froestonn un d'Regierung virgesinn ass. Dir wësst och, wéi de System fonctiounéiert: Den Deputéierten huet zwou Minuten Zäit, fir d'Fro ze stellen, an de Regierungsmitglied huet véier Minuten, fir ze äntwerten. Vu dass mer zéng Froen hunn, géif ech lech

bieden, lech ganz strikt un d'Riedezäit ze halen, well soss déi eng oder déi aner Fro der Zäit géif zum Affer falen.

Dat gesot, wësst Der jo, dass ofwiesselnd eng Fro vun der Majoritéit an eng vun der Opposition kënnent. An déi éischt Fro kënnent vum Här Gusty Graas an dréit em e „wäisst Joer“. Wat sech hannert där „année blanche“ verstoppt, wäert eis den Här Graas elo direkt soen.

2. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

► M. Gusty Graas (DP).- Richtig, Här Président. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass en oppent Geheimnis, datt et eiser Landwirtschaft net zum Allerbesten de Moment geet. Et ass en neie Problem och derbäikomm, dat si virun allem och déi Konditioune vun Wieder, déi et de Moment der Landwirtschaft alles aneres wéi licht maachen. Ech renvoyéieren och op d'Problemer, déi am Wäibau bestinn.

Duerfir ass et gutt, datt d'Regierung eng ganz Rei Moosnamen hält a scho geholl huet, fir d'Landwirtschaft beschtméiglech ze ënnerstetzen, ënner anerem d'Iddi vun der Année blanche. Dat heescht, do kënnen d'Bauern e Moratoire op hirem Prêt kréien zwëschen sechs Méint an engem Joer. Dat heescht, dat sinn awer Präten, déi musse produktionsbezu sinn, an de Stat iwwerhëlt dann an där Period, wéi gesot, d'Fraise vun den Zënse respektiv dann natierlech och d'Fraise vun de Banken, dat bis zu engem Maximum vu 15.000 Euro pro Betrib.

An deem Sënn wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister da véier Froe stellen:

Éischtens, wéi vill Betriber hu bis haut esou eng Demande gestallt? A kann de Minister eis vläicht och Detailer ginn, wat fir eng Betriber dat genee sinn?

Zweetens vläicht och nach e puer Informatiounen, wat déi genee Prozedur ubelaangt. Ech géif soen, et ass jo net onwichtig, datt een och de Baueren dobaussen nach eng Kéier erkläert, wéi ee sech muss uleeën, fir an de Genoss vun där Subventioun ze kommen.

Dann: Wéi eng Zomm vun Zënse gouf am Duerchschnëtt pro Betrib bis elo ugefrot?

An dann nach eng lescht Fro ass: Kann een zu demem Zäitpunkt schon ofschätzen, wéi eng Gesamtzomm datt de Stat fir déi Année blanche do ausbeizelt?

Ech soen lech Merci fir d'Äntwerten.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Här Graas. An d'Wuert huet elo direkt de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen.

► M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.- Merci villmools, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, d'Année blanche war eng néideg Mesure, déi ech d'lescht Joer geholl hat, well d'Mëlchbetriber an d'Schwéngsbetriber besonnesch betraff ware vun der Kris op de Mäert. Dës Kris huet bewierkt, datt et wesentlech u Liquiditéit an de Betriber feelt, och elo nach. Duerfir hu mir d'Année blanche an d'Liewe geruff, déi de Bauere genau op deem Punkt soll hëllefen. D'Année blanche erméiglecht et dese Betriber vun Juli 2017 un, de Remboursement vun hire produktionsbezunnene Prête fir maximal zwiefel Méint auszusetzen. Dobai ginn d'Zënse an d'Bankfraise vun Stat iwwerholl fir maximal 15.000 Euro pro Joer pro Betrib.

Duerch dëst Instrument stinn dann de Betriber, ofhängeg natierlech vun der Envergure vun hire Präten, insgesamt bis zu ronn 60.000 Euro méi Liquiditéiten zur Verfügung. Ech wëll och betounen, dass dës Aide, zumindest an dëser Form, eemoleg an der EU ass.

Datt et batter néideg war, fir dës Decisioun ze huelen, gesäit een dorunner, datt 164 vu 750 eligibele Betriber fir dës Mesure eng Demande gestallt hunn. Dovu sinn de Gros Mëlchbetriber: 148, de Rescht si Schwéngsbetriber. Déi meescht hunn de Moratoire fir zwiefel Méint gemaach, verschidener awer och fir méi e kuerzen Zäitraum: sechs, aacht, néng, eeel Méint.

Wéi geet et elo weiter? Elo ginn am SER déi einzel Dossieren iwwerpräift a bis spëtstens

den 30. Juni kréie souwuel d'Bauere wéi d'Banke Bescheid gesot, datt den Dossier an der Rei ass. Ech ginn awer net dovunner aus, datt mer gréisser Komplikatiounen an deenen Dossieren hunn, soudatt dës Analys éischter wäert fäerdeg sinn an d'Betriber nach éischter eng Réckmeldung kréien. Duerno kann zum Enn vum Moratoire, also 2018, bezuelt ginn.

Déi definitiv Zomm vu Suen, déi de Landwirtschaftsministère engagéiere wäert, ass jo eréischt gewosst, wann d'Période de moratoire ofgelaf ass an de reelle Montant un Zënse ugefäll ass. Mä op der Basis vun den Demanden, déi erakomm sinn, wäert de Gesamtmonant iwwer annerhallel Millioun Euro sinn. Dat ass, wéi Der gesitt, eng substantziell Hëllef fir de Mëlch- a Schwéngssektor. D'Aide wier deemno am Duerchschnëtt pro Demande ronn 9.500 Euro pro Betrib Zënse a Bankfraisen.

Ausbezuelt gëtt, sou sinn och d'Betriber informéiert ginn, no dem Enn vum jeeeweilge Moratoire, andeems mer vun de Banken de Certificat de fin de moratoire kréien, deen iwwert d'reell ugefallen Zënse reiseignéiert. Dat ass also ofhängeg vun der Lafzäit vum Moratoire a vun dem entspreechenden Zënstaax. Déi éischt Ausbezelung wäert dann tèschent Januar a März 2018 sinn, dëst un déi Baueren, déi fir sechs Méint hir Präten ausgesat hunn.

Wéi gesot, ech sinn iwwerzeegt, datt dës Mesure wäert de Baueren hëllefen an dese schwierigen Zäiten an datt hinnen domat ënner d'Äerm gegraff ka ginn. Dese Betriber ass et och elo méiglech, mat dëser zousätzlicher Liquiditéit, déi se duerch dës Mesure kruten, Loft an hire Betrib ze kréien, fir sech kënnen vun der Kris ze erholen.

Eis Mäert ginn ëmmer méi volatil, dat wäert sech och an Zukunft net änneren. Dir gesitt awer, datt dës Regierung net einfach dës Evolution als e Fait accompli hinhëlt, mä probéiert, de Betriber nei Instrumenter zur Verfügung ze stellen, déi et hinnen erméiglechen, sech dese Maatschwankungen unzepassen.

An deem Sënn wollt ech och nach eng kéier d'Ännerungen am Kader vun der Steiergesetzgebung ernimmen, déi et de Baueren elo besser erméiglecht, d'Akommeschwankungen zwëschen deenen eenzelne Jore steierlech auszegläichen.

Ech soen lech Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. Dat war eng Punktlandung.

Da kënnent déi nächst Fro vum Här Laurent Zeimet an dréit sech ronderëm de finanziellen Engagement vum Stat am Zesammenhang mat der Kandidatur vun Esch, stellvertredend fir d'Südregion, fir de Statut vun der Europäescher Kulturhauptstad 2022. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture

► M. Laurent Zeimet (CSV).- Merci, Här Président an Här Ambassadeur fir d'Kulturhauptstad Esch 2022. Effektiv, Esch - a mat der Ennerstëtzung vun de Südgemengen - huet d'Kandidatur gestallt, fir am Joer 2022 Europäesch Kulturhauptstad ze ginn. Dat ass a wär eng Chance fir eis Region, fir d'Südregion, awer doriwier eraus natierlech och fir d'Land, fir nei kulturell Impulser ze ginn an och fir d'Zesummeliewen an der Region an am Land ze stärke.

Déi Kandidatur, déi geet elo am Hierscht an eng decisiv Phas an et war e bëssen Nervositéit opkomm, well bis viru Kuerzem nach kee kloert, fermt Engagement vun der Regierung schrëftlech virlocht, wéi d'Regierung déi Kandidatur wëllt finanziell och ënnerstetzen.

Wann awer elo mäi Kenntnisstand richtig ass, ass dat fermt Engagement entre-temps do a soll plafonéiert gi bei 40 Milliounen Euro. Mir wäere frou, wann d'Regierung och d'Chamber kéint elo informéieren iwwert dat Engagement, wat se bereet ass anzegoen, bezéiungswies wa se dat och kéint confirméieren.

Da wär nach eng Fro, wéi dat sech verhält par rapport zum Engagement vun der Regierung beim Kulturjoer 2007. Ass et méi, ass et manner, ass et méi oder wéineger d'selwecht?

Da wëllt ech och nach froen, wéi d'Regierung d'Koordinatioun vum Projet an der Zukunft gesäit. Wëllt d'Regierung sech selwer do méi

abrängen? Wëllt se de Lead iwwerhuelen? Oder soll de Lead bei Esch a bei de Partnergemenge bleiwe fir d'Organisatioun vun Esch 2022?

Villmoos Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*** - Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet elo direkt de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt.

► **M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn erstaunt ze héieren, den Engagement vun der Regierung wär net ganz kloer gewiescht! E war vläicht net schréfflech, louch e vläicht net do, mä en ass vun Ufank u gesot ginn. D'Stad Esch ass näamlech den 22. Februar 2016 an eng Entrevue komm am Ministère, fir ebe justement d'Kandidatur unzekenegen. An direkt huet de Minister gesot: „Ma mir participéieren zu deemselwechte Mooss, wéi mer 2007 bei der Stad Lëtzebuerg participéiert hunn, dat heescht mat 67% vum Gesamtbudget.“ Dat war vun Ufank u ganz kloer gesot ginn an et ass ëmmer respektéiert ginn.

67% vum Gesamtbudget, dat ass an der Sitzung vum Regierungsrôt vum 26. Februar 2016 confirméiert ginn, mat engem Plafonnement, wéi gesot, zu 40 Milliounen. De previsionelle Budget, dee mer virgestallt kruten, dat waren der 62. Déi Zomm, déi 40 Milliounen ginn ab dem Joer 2018 op verschidde Jorenen opgedeelt, fir dann an de Budget eranzekommen. Fir 2018 ass och schon am Projet de budget en Artikel virgesinn, fir eben déi Zomm kënnen an de Budget eransetzen, natierlech dat ënnert der Konditioun, dass, an et ass och ugeklongen, am Hierscht tatsächlech d'Stad Esch mat de Partnergemengen den Titre vun der Kulturhaaptstad kréien.

Dat ass Mëtt November 2017, wou de Jury dann definitiv op den Dossier, deen de Moment amgaangen ass preparéiert ze ginn, seng Decisioun wäert huelen. A wann déi Decisioun bis geholl ass, dass d'Stad Esch, wéi gesot mat de Partnergemengen, den Titel kritt, da mécht natierlech de Ministère direkt eng Konventioun mat der Asbl, déi do gegrënt ginn ass.

Ech kann och nach derbäiflücken, dass mer 2016 scho via Subsid 65.000 Euro iwwerwisen hunn, an dëst Joer och scho 25.000 Euro, fir eben der Associatioun ze erméiglechen, uerdentlech ze funktionéieren. Dat gëtt natierlech alles herno verrechent.

Fir 2018 am Projet de budget hu mer 10 Milliounen virgesinn. Et muss een natierlech och wëssen, dass dat finanziellt Engagement, wat mir hei aangaange si fir d'Kulturhaaptstad Esch, dat gréisst Engagement ass, wat eng aner Stad jeemools geholl huet. Also mir hunn esou wierklech e groussen Invest do gemaach. Mir rechnen natierlech och domadder, dass de Rescht vun där Zomm, déi nach iwwreg bleift, déi 32% oder 33%, dass déi mussen natierlech vun der Stad Esch, vun de Partnergemengen an natierlech och vu Sponsore gesicht ginn.

Et stëmmt, dass mir den 2. Mee dann definitiv schréfflech confirméiert hunn an enger Lettre d'intention, dass mer do wëllen esou vill wéi méiglech d'Stad Esch ënnerstëtzen. Mir ënnerstëtzen d'Gemeng och vun Ufank u mat engem Suivi, dee mer regelméisseg maachen. An net méi spët wéi den 1. Juni, an e puer Wochen, also a 14 Deeg, dräi Wochen, gesi mer nach eng Kéier déi Responsabel vun der Stad Esch, fir kënnen en Austausch ze maachen, a mer wäerten dann och deen Dossier, dee se sollen ofginn, och mat hinnen zesumme finaliséieren. An da si mer gespaant, ob den Titel hinne gestatt gëtt oder net.

Mä ech mengen, et wär, wéi den Här Zeimet gesot huet, exzellent fir d'Lëtzebuurger, fir Esch, fir de Süden a fir d'Lëtzebuurger Land. Duerfir maache mer alles, dass dat klappert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*** - Merci dem Här Statssekretär. Déi nächst Fro kéint vum Här Roger Negri, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm de Bilan 2016 iwwert d'Verkéiersaccidenter. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Roger Negri (*LSAP*).** - Villmoos Merci, Här President. D'lescht Joer gouf et op eise Stroossen 32 Doudeger, véier manner wéi 2015, an och nach ëmmer vill Blesséierter. En héijen Undeel dovun hunn nach ëmmer d'Vitess an den Alkohol an oft déi zwee zesummen. An der Nohaltegkeetskommissioun sot eis de Minister, dass déi kloer erwise Suiciden an dee Bilan net mat eradéieren. De Minister kann eis dat vläicht herno hei confirméieren.

Aacht Foussgänger hunn d'lescht Joer den Doud um Foussgängersträife fonnt an och ëm-

mer méi Vélosfuerer sinn an Accidenter implizéiert. Dat sinn déi zwee vulnerabelst Verkéiers- teilnehmer, déi mer besonnesch schütze mussen.

Als LSAP ënnerstëtze mir d'„Vision Zéro“ voll a ganz. Heizou wollt ech de Minister froen, ob en eis nach e puer Haaptakzenter dovun fir d'Zukunft kann ernimmen, wéi d'Aktioun „Keen Handy op der Strooss“, déi mer absolut begreissen.

Eng lescht Fro geet iwwert déi automatesch Radaren. Elo kann een dovun halen, wat ee wëllt. Ech si jiddedfalls dovun iwwerzeegt, dass se no engem Joer hiert Zil erreecht hunn, näamlech dass op de besonnesch geféierleche Plazen op de Landstroossen net méi esou séier gerannt gëtt.

Déi Fro, déi ech dem Minister stelle wollt, ass, ob et a terme net och Sënn maache géif, innerorts op besonnesch sensibele Plaze wéi bei Schoulen, wou et jo ëm d'Sécherheet vun eise Kanner geet, och fix Radaren opstellen, sief et fir 50, respektiv an 30er Zonen automatesch d'Vitess kontrolléieren ze loossen am Sënn vu manner Accidenter.

Fir déi, déi elo vläicht erféieren, sief gesot, dass dëst an der Belsch op ville Plaze gängeg Praxis ass, an a Frankräich zu Calais ginn et elo Radars de passage piéton, wou kontrolléiert gëtt, ob den Autofuerer net stoe bliwwen ass respektiv de Foussgänger sech engagéiert huet op d'Strooss, ouni ze kucken. Iwwregens ass dat Ganz entwéckelt gi vun enger Start-up vu jonke Leit vu Lyon.

Ech géif dem Här Minister am Virus Merci se fir seng Äntwert. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*** - Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet direkt den Här Nohaltegkeetsminister, de François Bausch.

► **M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*** - Ech soen dem Här Negri Merci fir déi Froen. Vläicht nach eng Kéier zrëck zu den Zuelen: Mir hunn 2016 eng staark Verbesserung gemaach an eise Bilan vun de Stroossenaccidenter. Et muss ee kucken, dass mer insgesamt staark erfogaange si bei de schwéier Blesséierten, ëm 22%, dat ass eng wesentlech Reduktioun, a bei den Doudegen ëm 11%. Och do, mir sinn elo bei den Doudegen op deem Joer zrëck, wat mer eng Kéier dat bescht Joer haten, dat war 2010. Do ware mer schon eng Kéier do ukomm.

Dat heescht, mir hunn et fäerdegbruecht an deene leschte puer Joer - wou Der jo wësst, dass mäin éischte Bilan, deen ech hu misse maachen, do ware mer bei 45 Doudegen! -, dass mer wierklech ganz staark zréckgaange sinn entre-temps. Dat heescht, dass déi Mesuré gräifen an och d'Radare gräifen. Et muss ee scho soen, wéi et ass.

Well virun allem, wann Der d'Statistike kuckt, wat d'Ursache ware vun den Accidenter... Et sinn der nach ëmmer vill ze vill! Ech mengen, mir sollen eis elo net hei mengen, dat wär elo tipptopp. Au contraire, et sinn der nach ëmmer vill ze vill. Mä virun allem bei den Ursachen ass d'Vitess bei den Accidents mortels vu 45% op 35% erfogaangen, also 10% manner ass d'Vitess d'Ursach gewiescht, a bei den Accidents graves - schwéier Blesséierter - e bësse manner, mä ëmmerhin och do vu 37% op 33%. An dat confirméiert och dat, wat d'Police mer seet, déi allgemeng Observatiounen, déi se mécht, wa se heiansdo preventiv einfach Moosunge mécht, wou se seet, dass d'Vitess wierklech ufänken erfzogen. An dat ass ganz kloer de Fall.

Dat Zweet, och bei enger anerer Ursach, dem Alkohol, wou jo vun der Police ganz vill Kontrolle gemaach ginn, do ass bei den Accidents mortels d'Ursach, dass den Alkohol d'Ursach war, vun 30% op 14% erfogaangen, bei den Accidents graves vun 19% op 17%. Also och do eng staark Reduktioun generell.

Also dee ganzen Aktionsprogramm, dee mer elo zënter zwee Joer maachen, wéi gesot, wou d'Radaren och e wichtegen Deel dovun sinn, dat fänt un ze gräifen. A mir sinn elo amgaangen dëst Joer, zwee Schwéiergewiichter ze leeën: Dat eent ass den Handy, d'Notze vum Handy am Verkéier, wou elo eng grouss Campaigne leeft. An dat Zweet ass de Foussgänger an iwwerhaapt d'Verkéierssécherheet innerhalb vun de Stied, wou ech amgaange sinn, en Tour ze maachen duerch d'ganz Land.

Do geet et mer drëms, och d'Gemengen ze sensibiliséieren, dass mer, wa mer gär méi Verkéierssécherheet hätten an den Uertschaften, mussen verstoen, dass mer mussen eis Stroossen an den Uertschaften anescht designen. Dat heescht wierklech ze kucken, dass eng Strooss, wou soll mat 50 gefuer ginn, net engem Automobilist d'Gefill gëtt, wéi wann e kéint mat 100 drop fueren, dat heescht, dass d'Strooss poulriicht ass an esou weider an esou fort. Dat

heescht, dass e ganze Koup Mesuré getraff solle ginn, wou d'Gemengen natierlech och mussen mathëllefen innerhalb vun den Uertschaften.

Well mir haten d'lescht Joer, an dat ass e bëssen d'Tragik Et huet sech, wéi gesot, insgesamt bei der Vitess verbessert, mä wa mer net de Pech gehat hätten d'lescht Joer, bei de Foussgänger eropzogen - also innerorts si mer eropgaange mat schwéier Blesséierten an Doudegen -, dann hätte mer e super Bilan gehat d'lescht Joer, ëmmer am Verhältnis, wéi gesot, zu deene Jore virun. An duerfir wëlle mer wierklech elo do usetzen, well do ganz vill Potenzial ass, fir nach Besserungen ze kréien duerch ganz villfälteg Mesuren innerhalb vun den Uertschaften.

Zu Äre Fro mat de Radaren innerhalb vun enger Zon 30, engem fixen: Dir musst awer och wëssen, dass mer érischt zënter dem August d'lescht Joer déi sechs mobil Radaren am Asaz hunn. An do huet d'Police elo e System, dat heescht si wandere. All Region huet jo een e bësse ronderëm, en fonction dovun, wou se och gesot kréien, gemellt kréie vun de Buergermeeschteren, vun de Leit, wou ze vill séier gefuer gëtt, dat heescht, och virun allem innerhalb vun den Uertschaften. An déi (veuillez lire: déi Plazen) ginn och kontrolléiert.

Dat heescht, déi mobil Radare ginn agesat, ob et 30 oder 50 ass, dat ass egal. Ech weess dat vun deem Programm, dee se hunn, dass et dat systematesch maachen. An duerfir mäi Rot-schlag nach ëmmer u jiddwieren: Haalt lech un d'Vitess! A virun allem an den Uertschaften ass et esou essenziell, dass sech un d'Vitess gehale gëtt a kee Kilometer driwwer gefuer gëtt, well de Bremswee an de Sichtwee an d'Chance ze hunn, e Kand oder eng eeler Person ze entdecken, déi vläicht onvorsichtigerweis an d'Strooss ginn, déi ass extrem vill besser a grouss, jee nodeem, wat fir eng Vitess dass ech fueren. Do kéint et op all Kilometer, deen ech ze séier fueren, un!

A wéi gesot, duerfir ass d'Sensibilisatioun an déi Richtung am Laf vun dësem Joer.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*** - Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro kéint vum Här Gast Gibéryen an dréit ronderëm d'Ofschafung vun enger Rei vun Direktverbindungen tëscht Wuelmereng, Diddeleng an der Stad an emgekéiert.

- Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Gast Gibéryen (*ADR*).** - Merci, Här Président. Dir sot et, et handelt sech hei ëm eng Ofschafung vun enger direkter Zuchverbindung tëscht Wuelmereng a Lëtzebuerg respektiv Rëmeleng a Lëtzebuerg. De Kolleg Gusty Graas huet de 16. März dëst Joer schon eng deementspreechend parlamentaresch Fro gestallt, wou en déi Problematik opgeworf huet, wou en och gefrot huet, ob dat esou wier.

De Minister huet a senger Äntwert gesot, dass opgrond vun enger Iwwerlaaschtung vun der Zuchstreck tëscht Beetebuerg a Lëtzebuerg respektiv der Gare hei an der Stad sech Gedanke gemaach wiere ginn, wéi een dogéint kéint virgoen, an dat mat Hëllf vun engem Schwäizer Expertebüro eng Recommendation komm wier, fir dann eben op där Streck déi direkt Zuchverbindung vu Wuelmereng an d'Stad respektiv Rëmeleng an d'Stad ze suppriméieren. Déi sollen ersat ginn duerch zwou Navetten, vun deenen déi eng vu Wuelmereng op Beetebuerg geet an déi aner vu Rëmeleng op Näerzeng.

Déi Äntwert op d'Fro vum Kolleg Gusty Graas beäntwert eng ganz Rei vu Froen, mä et ass net ganz kloer, ob déi Decisioun definitiv ass. Et gëtt geschwat vun enger Recommendation vum Schwäizer Büro. Et soll en neie Fahrplan am Joer 2018 erauskommen. Et freet sech, ob dat eng definitiv Decisioun wier an ob een net kéint awer déi Decisioun, wann et eng wier, och nach eng Kéier iwwerdenken, well et ass näamlech hei déi eenzeg direkt Zuchverbindung, déi et vu Wuelmereng an d'Stad gëtt, dat heescht also och automatesch vun Diddeleng an d'Stad.

A wann dat net méi de Fall wier, da missten am Fong och all déi Diddelenger Leit zu Beetebuerg emklammen, dass dann als Konsequenzen hätt, dass dat méi laang géif daueren. Et ass och net einfach, do emzeklammern: Et muss een duerch e Souterrain goen a fir behénnert Leit ass et ganz schwéier, fir do emzeklammern. Duerfir, wat géif dat dann un zousätzlicher Zäit bedeiten? A wéi vill Leit wiere vun där dote Moosnam betraff?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*** - Merci och. An et ass erëm um Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*** - Och dem Här Gibéryen Merci fir déi Fro. Dee Schwäizer Büro, dee fir d'CFL de Réseau iwwerschaft huet, iwwer e Joer gekuckt huet, deen huet dat gemaach um Hannergrond, dass d'Eisebunn an deene leschten zwee Joer an iwwert d'Joer gekuckt an hiruer Pünktlechkeet ënner 90% gefall ass. Enner 90% fir eng Eisebunnsgesellschaft, dat ass net akzeptabel. En Zuch soll am beschte jo 100%eg pünktlech sinn. Mä enner 90% Verspéidungen (veuillez lire: Mä iwwer 10% Verspéidungen), dat ass wierklech dramatesch vill.

An do gëtt et eng Rei Ursachen. Déi éischt Ursach, also éischstens ass emol ze soen, dee Schwäizer Büro, ech mengen, Dir wësst, déi bescht Eisebunn hutt Der an der Schwäiz an d'Schwäizer si wierklech déi, déi déi däcksten Experte sinn, wann et ëm Eisebunnsgesellschaft geet. Duerfir huet d'CFL och ganz bewusst op e Schwäizer Büro zréckgegraff.

Dat Zweet ass, Dir musst wëssen, dass d'Eisebunn déi lescht véier Joer en Zouwuess hat vu 50% u Reesender, dat heescht eng Croissance vu 6% ongeféier d'Joer an déi geet och nach weider. Dat ass jo eng gutt Noriicht natierlech, dass d'Leit ëmmer méi den Zuch huelen. De Problem ass awer, dass de Réseau selwer en Investitionsréckstand huet, ech géif soe vu 15 bis 20 Joer. An dat ass d'Realitéit, mat där mer konfrontéiert sinn!

Dës Regierung huet e giganteschen Investitionsprogramm arréiert an ass amgaangen, en ëmsetzen. Mir investéieren a fënnf Joer ronn zwou Milliarden Euro an den Eisebunnsgesellschaft. D'Verduebelung vun der Beetebuurger Streck, den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg, dat war virgesinn eréischt no 2024 ze maachen. Ech hunn dat siwe Joer virgezunn! Deen éischte Quai ass fir 2020, da soll dee fäerdeg sinn.

Den Ausbau vun der Beetebuurger Streck, dat hunn ech gesot, mä driwwer eraus sinn och eng ganz Rei nei Gare, déi mer decidéiert hunn. D'Eisebunn huet och vu mir de Feu vert kritt, fir 2019 massiv Zuchmaterial zousätzlech ze bestellen, eng nei, eng europäesch Ausschreibung ze maachen. Mir kréien dëst Joer op Decisioun vun dëser Regierung eefer nei Automotricen, där KISSen, zousätzlech geliwwert. Déi sollen agesat ginn elo während der nächster Zäit, fir Renforten ze maachen. Dat ass d'Realitéit.

A wat erauskomm ass, dass ass en neie Fahrplan. Dee wäert am Dezember kommen. An deen neie Fahrplan wäert, géif ech soen, grosso modo wesentlech Verbesserung bréngen. Mir wäerten deen och..., e gëtt definitiv arréiert, fir op Äre Fro direkt ze äntwerten, Enn Juni - et ass nach net alles definitiv - an da wäert en och virgestallt ginn. An dee soll den 10. Dezember a Kraaft trieden. An natierlech, wann een e Fahrplan iwwerschaft, gëtt et provisoeresch, intermédiaire, zum Beispill fir d'Diddelenger Linn, liicht Verschlechterungen, ganz kloer, an dat sinn d'direkt Linnen.

Et ass awer net esou, dass se all ofgeschafft ginn. Zum Beispill moies, et ass gekuckt ginn, et ass eng Zielung gemaach ginn: Wou sinn déi meeschte Leit dran, déi wierklech och duerchueren an d'Stad? An deen Zuch, deen elo besteet, dass ass dee just viru siwen Auer. Do waren déi meeschte Leit dran, iwwer 200, déi direkt an d'Stad weidergefuer sinn. Dee bleibt bestoen an dee gëtt souger massiv verstärkt. Dat heescht, dee gëtt vergréssert, fir dat méi Leit kënnen op dee goen direkt. An et war geduecht, dee vun Dudelage-Usine fueren ze loosse. Mä mir hunn awer elo entre-temps zum Beispill schon decidéiert, deen awer vu Volmerange fueren ze loosse. Dat heescht, da bleibt och do moies een direkte bestoe fir de Berufsverkéier, ëm deen et geet.

Deen zweeten direkten Zuch moies, deen ofgeschafft gëtt, do dréit et sech ëm 140 Leit, déi duerchgefuer wäeren. Mä wéi gesot, deen éischte gëtt verstärkt; do hu mer da vill méi Plaz drop. An zu Beetebuerg hunn d'Korrespondenzen och ugepasst. Dat heescht, dass d'Leit méi Zäit hunn, fir op d'Zich eriwuerzogen. Haut hu se, mengen ech, knapp fënnf Minuten, soudatt se dann aacht Minuten disponibel hunn, fir eriwuerzogen.

A wat mer och nach amgaang sinn ze kucken, dat ass, ob mer net zousätzlech nei Busverbindungen aféiere vun Diddeleng op Näerzeng, well et do vill méi einfach ass, op en Zuch



ëmzecklammen, do souwisoou eng ganz gutt Verbindung ass, wou ee keng Zäit verléiert, an et brauch een net erofzegoen an eropzegoen. Dat kucke mer an dat ass och zimlech sécher, datt mer dat wäerte maachen.

An da kucke mer och nach, ob mer net Expressbuslinien aféiere vum Diddeleng an d'Stad. Mir hunn de Moment eng Buslinn, déi wäert elo an engem Mount verlängert ginn. Déi geet haut nëmme bis op Beetebuerg, dat heescht iwwert d'Kockelscheier op Beetebuerg, déi soll op Diddeleng verlängert ginn an da wäerte moies ee bis zwee Bussen direkt dann agesat ginn a Richtung Stad.

Dat heescht, et ginn eng ganz Rei Saache gekuckt. Mä de Grondproblem ass deen, datt mer an enger Transitionphas vum dräi, véier Joer sinn d'nächst Joer op der Eisebunn, wou enorm vill investéiert gëtt, wou enorm vill sech wäert verbessern. A mir mussen kucken, mat där Phas eens ze ginn an awer können e Fahrplan ze presentéieren, dee stabill ass, wou d'Leit sech können drop verloossen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Da komme mer un d'Fro N°264. Déi kennt vun der Madamm Josée Lorsché, riicht sech erëm un den Nohaltekeetsminister an dréit sech ronderëm déi zukünftig Organisation vum der Administration de la navigation aérienne. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

- **Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **Mme Josée Lorsché (d'gréng).**- Ganz richtig, Här President. Här Minister, meng Fro bezitt sech effektiv op déi zukünftige Organisation vum der Administration de la navigation aérienne, der ANA, a méi speziell op déi rezent Virwärf, déi souwuel d'Personalverriedung, d'RPAA, wéi och d'Fluchlotsevereineng, déi sougenannt „Guilde luxembourgeoise des contrôleurs de la circulation aérienne“ an deem Kontext géint lech erhuewen hunn.

Et ass bekannt, an engem oppene Brëif un d'Regierung hunn déi zwou Organisationslecher de leschte Méindeg virgehait, Dir wëllt d'Exploitation vum Flughafen komplett op déi staatlech Bedreiwergesellschaft lux-Airport iwwerdroen, woumat d'ANA déi Missioung géif verléieren. D'Personalverriedung behauptet och, datt Dir d'Conciliationsprozedur, déi am Kontext vun der Reform an d'Weg geleet gi war, „usurpéiert“ hätt, wéi si dat ausdrécken, amplaz datt Dir weiderhi mam Personal hätt wëlle verhandelen.

Meng Froen un lech, Här Minister, sinn an deem Kontext folgend:

- Wéi stitt Dir zu deene ganze Virwärf, déi déi zwou Organisationslecher an hirem Schreiwes géint lech formuléiert hunn?

- Ass d'Angscht vum Personal effektiv berechtigt, datt Dir aus der Flughafenverwaltung en Etablissement public wëllt maachen an datt d'Déngschter vun der ANA lues a lues privatiséiert ginn?

- Dann awer och: Könn fir lech iergendeng Form vu Privatisierung vun der ANA a Fro oder net?

Mir wäer frou, wa mer dorop eng Äntwert gëife kréien. Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Lorsché. An ech schwätzen e bësse méi lues, fir datt den Här Nohaltekeetsminister erëm eng Kéier eropkomme kann. Voilà! An Dir sidd elo hei an Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Merci och der Madamm Lorsché fir déi Froen.

Ech äntwerte fir d'Éischt ganz kloer zu deenen zwou leschte Froen.

Éischtens, huet de Minister oder d'Regierung wëlle, d'ANA ze privatiséieren? Neen!

Zweet Fro: Huet de Minister wëlle, aus der ANA en Etablissement public ze maachen? Neen! D'ANA bleift eng staatlech Verwaltung, déi zu 100% dem Ministère ennersteet, mengem Ministère als Ministère de tutelle, déi zu 100% vum Stat soll finanziert ginn. A well ech gären hätt, datt dat esou bleift an datt déi Beamten, déi do schaffen, an där wichtiger Fonction bleiwen, déi se droen, fir zur Fluchsicherheit bäizetroen, datt d'Fliger sécher

starten a lande kënnen, grad dowéinst maache mer dat, wat ech gemaach hunn, nämlich datt mer gekuckt hunn, datt mer de Flughafen esou opdeelen, datt de Stat och an Zukunft kann ouni Problem zu 100% déi Verwaltung an hire Käraufgabe finanzéieren. Dat heescht, datt mer net a Konflikt gerode mat europäeschen oder internationale Regeln, déi e bësse méi komplizéiert sinn.

Dem Minister seng Roll ass et, fir derfir ze suergen, datt de Flughafen ekonomesch fonctionnéiert, datt eng Konnektivitéit garantéiert ass, datt e sécher ass an datt jiddweree seng Fonctionen a seng Aufgabe ka wouerhuelen um Flughafen, wéi dat sech gehéiert. Dem Minister seng Aufgabe ass et net, fir leider mussen jiddwereengem vu moies bis owes ëmmer recht ze ginn, deen all méiglech partikular Forderungen huet. Dat ass eng aner Diskussioun.

An et ass och net richtig, datt de Minister mat kengem wollt diskutéieren, Här President. An ech wëll och duerfir hei um Chambersbüro dräi Dokumenter deposéieren, déi ech am Kader vun der Conciliatioun ofginn hunn.

Dat Éischt ass e Gesamtargumentaire, wou mer heizou Stellung geholl hunn. D'Deputéierte kënnen dat selbstverständlech kréien.

(**M. François Bausch dépose une documentation.**)

Dat Zweet ass eng Propos, déi ech gemaach hu konkret, wou ech der ANA, also dem Personalvertrieeder, schréfflech garantéiert hunn, datt se, genau wéi se haut eng staatlech Verwaltung sinn, dat och wäerte bleiwen, mat all hire statutaresche Rechter, mat hire Fonctionen, déi se haut hunn. Dat ass dat zweet Dokument, Här President.

(**M. François Bausch dépose une deuxième documentation.**)

An dat Drëtt ass, wou ech hinne garantéiert hunn, datt dat, wat mer hei maachen, grad eben de Finanzement vun där wichtiger Statsverwaltung, ofgeséichert ass.

(**M. François Bausch dépose une troisième documentation.**)

An duerfir wëll ech dat och hei hannerleeen, just fir ze beweisen, datt de Minister seng Hausaufgabe gemaach huet a selbstverständlech éischtens dialogéiert huet an och schréfflech Propose gemaach huet, iwwert déi leider awer keng Bereitschaft méi war, fir doriwuer herno ze schwätzen. Well net de Minister huet d'Non-conciliatioun ugefrot, mä déi aner Säit. Ech hätt wëlle doriwuer diskutéieren. Do war awer leider kee Wëllen do.

Firwat ass et esou wichteg, datt mer dee Schrëtt gemaach hunn, fir datt mer den Exploitant de l'aérodrome - wat ass den Exploitant de l'aérodrome? - eriwergedroen hunn op lux-Airport? lux-Airport, wat iwwregens eng 100%eg staatlech Gesellschaft ass. Déi gehéiert zu 100% dem Stat. Den l'exploitant de l'aérodrome, dat ass laut der internationaler Bestimmung déi Instanz, déi mir der EASA, dat heescht dem internationalen Organismus, dee fir d'Sécherheet op de Flughäfen zoustänneg ass, mussen mellen als deejéinegen, dee fir de Gesamtflughafen verantwortel ass, dat heescht, deen am Fong just d'Responsabilitéit dréit herno fir de Gesamtflughafen.

Dann ass awer esou, datt et do eng ganz Rei Ennerregele gëtt, déi natierlech och da mat Regeln vun der Europäescher Unioun ze dinn hunn. Déi beleen zum Beispill, datt den Exploitant de l'aérodrome jo och eng kommerziell Fonction huet. Well do geet et jo dréms, fir datt d'Fligere landen a starten. Do geet et ëm d'Passagéier. Dat ass eng kommerziell Fonction. D'Flughäfen an Europa, an der Welt, déi sti kommerziell a Konkurrenz ennerneen.

A wa mir natierlech elo gesot hätten: „Mir loosener oder mir ginn der ANA déi Fonction“, dann hätte mer misse bei der ANA, déi huet mussen déi ganz Responsabilitéiten iwwerhuelen, immens oppassen, wéi mer alles do finanzéieren, well mer dat natierlech zu Bréissel mussen notifizéieren. An da wär gesot ginn: „Jo, dat do geet net. Dir kennt net déi dote Saache staatlech subventionéieren.“ Dat sinn am Fong staatlech Subventionementer. Dat geet aus kommerzielle Regeln net.

An dowéinst ass et esou wichteg, datt mer ebe lux-Airport d'Responsabilitéit heivunnen ginn hunn, wat awer an der Fonction um Flughafen téschent deenen eenzelnen Entitéite guer näischt ännert, fir datt mer eben déi dote propper Trennung kréien. An da soen ech: Dat ass am Interêt vun der ANA, datt si sech konzentréieren op hir Käraufgaben, wat ass d'Fluchsicherung, wierklech als ANSP können ze schaffen, an datt mer können deementsprechend si 100%eg iwwert de staatleche Budget weider finanzéieren.

Also dat heescht, dee Schrëtt, deen d'Regierung hei mécht, déi propper Trennung, déi mer hei maachen, dat ass am Fong am Interêt vun deenen Aarbechtsplazen. An et gi keng Aarbechtsplazen doduerjer verluer, au contraire. Si ginn doduerjer ofgeséichert. A virun allem gëtt och déi staatlech Administratioun do ofgeséichert.

Dem Minister, Här President, an domadder schléissen ech of, seng Diere waren ni zou. Se sinn och haut net zou, se stinn ëmmer op. Et sinn anerer, déi de Verhandlungsdësch verloos hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech mengen, de Minister huet haut säi Marathon hanneru sech. Mä fir d'nächste Kéier: Wann ech gelift e bësse méi genee op d'Auer kucken! Dat gesot, riicht sech déi nächst Fro vum Här Spautz un d'Familljeministeschen an dréit ronderëm d'Astelle vu regionalen Agente fir déi sozial Inklusioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, ech wollt d'Fro un d'Madamm Familljeminister stellen. D'Madamm Familljeminister huet Bréiwerausgeschéckt un d'Office-socialen hei zu Lëtzebuerg, dass se sech solle mat der Commissaire du Gouvernement vum SNAS a Verbindung setzen, betreffend d'Personal an den Office-socialen, wou déi sollen iwwerholl ginn, wat jo och eppes ass, wat am Projet de loi iwwert de REVIS drasteet.

Ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert dat Ganz, well normalerweise üblich ass, dass een net schonn iwwer e Gesetz diskutéiere geet, wou d'Madamm Minister seet: „Ech schwätzen net mat der Chamber driwwer an der Kommission, bis den Avis vum Statsrot virläit“, mä dass d'Madamm Minister awer elo schonn amgeangen ass, d'Office-socialen driwwer ze informéieren, wéi dat soll goen, dass dat Personal soll iwwerholl ginn an den Office-socialen vun de Regiounen oder vun de Gemengen, deemno wat fir ee Statut et huet. D'autant plus, well jo e Gesetzesprojet virläit, wou och d'Regierung en Engagement ageholt huet, fir Personal ze iwwerhuelen, wou elo de Statsrot eng Opposition formelle an esou engem Projet gemaach huet.

Dofir wollt ech d'Fro stellen, firwat elo schonn, ier d'Gesetz gestëmmt ass, ier an der Chamberskommission eng Kéier doriwuer geschwat ginn ass, elo schonn d'Office-socialen opgefuerdert ginn, déi Saachen emsetzen, déi an engem Projet de loi stinn a wou bis elo nach keng Base légale do ass.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Madamm Familljeminister, d'Madamm Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Villmools Merci, Här President. Et ass effektiv onüblich, eng Fro ze stellen an enger Froeston iwwer e Gesetzesprojet, deen ennerwee ass. An et ass och net richtig, dass mer net schonn an der Chamberskommission driwwer geschwat hätten, well ech war natierlech, esou wéi ech dat och versprach hat a wéi ech dat systematesch maachen, dat Gesetz scho virstelle kann an d'Chamberskommission, éier dass et iwwerhaapt bei de Statsrot gaangen ass. Mir waarden awer am Moment effektiv op den Avis vum Statsrot.

Ech géif awer gären trotzdeem op déi Fro äntwerten. Et ass nämlich esou, dass e Gesetz op där enger Säit natierlech ennerwee ass, op där anerer Säit muss enen och déi ganz Organisation hannendru maachen. A mir maachen dat zesumme mat de Leit um Terrain. Mir maachen dat net iwwert d'Käpp ewech. Mir si gewinnt, mat de Leit zesummeschaffen. An duerfir gesi mer déi och regelméisseg. Mir hunn och dat Gesetz hei net an engem zouene Büro geschriwwen. Mir hunn dat mat eisen Akteuren um Terrain geschriwwen, mat all den Associatiounen, mat all de Partner, déi um Terrain schaffen, fir d'Leit eben ze begleeden, eng sozial Aarbecht ze maachen oder eng aner Aarbecht.

D'Personal, dat bis elo net an de SRASen ass, wäert eben d'Konditioun behalen, wéi si se am Moment hunn. Et ass menger Meenung no extrem wichteg, dass den Office social an d'SRASen, wéi se am Moment existéieren, méi no beienee rëckelen. A mir gesinn dat och an der Praxis.

Ech wëll just eng Kéier soen: Hei erfanne mer d'Rad net nei, mä et gëtt schonn Office-socialen, wou dat formidabel gutt fonctionnéiert, deels schonn zanter 20 Joer. Ech wëll lech se awer och eng Kéier soen: Dat ass zu Esch, zu Déifferdeng, zu Diddeleng, zu Beetebuerg, zu Péiteng an an der Nordstad. An do hu mer gesinn, dass et wierklech Sënn mécht, well et dacks genau déi nämlechte Clienté sinn, souwuel beim Office social wéi och ebe beim SRAS.

Dat wëlle mer eben elo generaliséieren. Mir maachen dat, wéi gesot, an engem Dialog mat de Partner zesummen. Mir hunn e permanente Kontakt mat den Office-socialen. D'Commissaire, hutt Der gesot, déi gesäit am Moment déi Office-socialen. Ech hunn och net méi spéit wéi d'lescht Woch d'Entente vun den Office-socialen gesinn, well mer wëllen zesumme mat hinne kucken, wéi mer dat eben optimal organiséieren können. Well et ass just mat den Akteuren um Terrain, wou een d'Saachen organiséiere kann, fir dass et och wierklech herno fir jiddweree gutt ass, souwuel fir déi Leit, déi mussen bei en Office social oder bei e SRAS goen, wéi och fir d'Office-socialen an d'SRASen, déi selwer um Terrain schaffen.

An duerfir wollt ech awer hei op déi Fro äntwerten, obwuel de Gesetzesprojet am Moment ennerwee ass. Ech mengen, dat liicht och jiddwereengem an.

(**Interruption par M. Marc Spautz**)

Jo, mä mir si jo net amgeangen, e Gesetz emsetzen, mir sinn amgeangen, d'Emsetzung ze plangen, fir dass et prett ass, fir wann d'Gesetz dann eng Kéier eventuell gestëmmt ass. Dat ass dat, wat mer am Moment maachen. Et ass awer dat Normalst vun der Welt, dass ee sech virbereet. Ech mengen, dat soll een an all Hiicht ëmmer maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Déi nächst Fro kennt vun Här Max Hahn, riicht sech un den Innenminister an dréit ronderëm d'ASTellung vu 50 Berufspompjeeën.

- **Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **M. Max Hahn (DP).**- Gutt! Merci, Här President. Ech mengen, d'Devise, déi gëllen Devise aus dem Rettungswiesen, dass et op all Sekonn ukënn, dass all Sekonn Liewe ka retten, ech denken, déi ass lech allegueren heibanne bekannt. Dës Regierung verléiert keng Zäit, wann et dréms geet, d'Rettungswiesen och opstellen, dass d'Rettungswiesen och de Leit dobaussen hëllefe kann.

Dofir wëll ech lech meng Fro stellen, vläicht der Regierung, awer och der Stad Lëtzebuerg felicitéiere fir dee Choix, fir 50...

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Max Hahn (DP).**- ...haaptberufflech, also Berufspompjeeën anzustellen. Ech denken, dat ass eppes an der Unzuel, wat mer bis haut nach net kann hunn, fir der esou vill gläichzäiteg anzustellen. Dofir Felicitatioun.

Et stelle sech awer eng ganz Rei Froen. An déi géif ech da gären un den Innenminister Dan Kersch stellen.

Bon, zum engen, 50 nei Leit ze fannen, do wäert sécherlech eng Rekrutierungscampagne gestart ginn. Do kann den Innenminister eis vläicht e Wuert derzou soen. Mech géif och interesséieren, ab wéini déi Leit dann agestellt solle ginn. Wéi gëtt dat Ganz ausgeschriwwen? Ginn déi 50 Leit zesummen ausgeschriwwen? Oder gëtt dat an engem Phasage gemaach? Wat sinn d'Astellungskonditiounen? Sinn dat déi, déi mer bis haut kann hunn? Oder wéi gesäit et haaptsächlech och aus fir d'Astellung vun Netlëtzebuerg? Wou ginn déi 50 Leit forméiert? Ginn déi bei der Stad Lëtzebuerg op der Areler Strooss forméiert?

An déi 50 Leit, déi solle jo herno am CGDIS agestellt ginn, also am Corps grand-ducal d'incendie et de secours, an - Der wësst et heibanen -, deen et nach net gëtt. Mech géif just interesséieren: Vu wem gi se dann an där Tëscheperiod agestellt? Ass dat d'Stad Lëtzebuerg? Ass dat d'Verwaltung vum Rettungswiesen?

Dann déi allerlescht Fro. Mëttelfristeg soll de CGDIS jo 600 bis 800 haaptberufflech Akteuren hunn. An do ass einfach meng Fro, fir vläicht vum Minister seng Aschätzung ze kréien allgemeng, wat hien iwwert d'Potenzial denkt, wat mer dobaussen hunn, fir Leit fir deen dote Beruff ze motivéieren, wa mer wëssen, dass mer an äänleche Services wéi der Police oder och der Arméi, Problemer hunn, Leit ze fannen.

Dëst gesot, soen ech lech scho Merci fir d'Äntwerten. Merci.



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch, deen och schonn hei ass.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Effektiv ass et esou, dass ech d'Zouso vun der Regierung hunn, fir d'ASS ze rekrutéieren als Agent professionnel.

Ech wëll och soen, dass dat natierlech, wat d'Zuel ugeet, eng exceptionnel Measure ass. An déi exceptionnel Measure hu mer och a Consultatioun mat der Stad Lëtzebuerg, esou wéi et virdrun hei ugeklungen ass, natierlech dann och geholl.

D'Campagne fir dat Ganzt soll nach virun der grousser Vakanz starten. Si soll sech also haaptsächlech och un déi nei Schoulgänger richte. A fir d'Leit anzustellen, rechne mer dermat, dass mer dat nach d'ASS ze rekrutéieren als Agent professionnel.

D'Ausbildung soll, esou wéi dat och schonn an der jéngster Vergaangenheet geschitt ass, zesumme vun der ASS mat de Berufspompjeeë gemach ginn. Ech mengen, et ass esou, dass mer fir déi operativ Agenten, déi mer bei der ASS haten, respektiv och fir déi nei Berufspompjeeë, schonns Synergie fonnt haten, an zwar an deem Sënn, dass d'ASS fir allegueren déi Leit, sief et vun der ASS, sief et vun de Berufspompjeeë, dee sougenanntene wäisse Beräich, also dee vun Infirmiersberäich, iwwerhol hunn. An d'Berufspompjeeë hu fir eis Agent-professionellen, souwéi och fir hir Agent-professionellen, dee roude Beräich, also dee vun de Pompjeeë, iwwerhol.

Ech mengen, dass déi Synergien an der Vergaangenheet extrem gutt geklappt hunn. Mäi Merci geet och un alleguer d'Akteuren, déi do drun deelgeholl hunn. Leider war et oft esou, dass vill Leit, déi am operative Beräich aktiv waren, déi am Ambulancedéngscht waren, déi bei der ASS ugestallt waren, leider net allegueren déi Formationen haten, déi u sech wünschenswürdig waren. Mir hunn et awer fäerdgbruchrecht, an enger kierzester Zäit allegueren déi Leit op dee Stand ze bréngen, dee mir als Minimum ugesinn, fir kënnen dobaussen och mat de Leit ze schaffen.

Ech wëll och e grouse Merci soen un déi Leit, déi an deem Beräich do aktiv waren. Wéi gesot: 50 Leit, déi iwwer den Numerus clausus 2017 elo sollen am operative Beräich agestallt ginn, dat gëtt eng grouss Erausforderung fir all eis Servicer, fir eis Ausbildungsplätzen, déi hei, mengen ech, awer un hir Limiten kommen. An duerfir ass et och wichteg, dass mer op déi Synergien tëschent engersäits der ASS, wat mir ubidden, an anerersäits de Berufspompjeeë, wat si ubidden, kënnen zréckgräifen.

Ech wëll vläicht an deem Kader dann awer och nach eng Kéier rappeliéieren, dass net nëmmen 2017 50 Leit agestallt ginn, mä dass mer och schonn 2016 20 Leit agestallt hu fir den operative Beräich, also Agent-professionellen, an och 2015 12 Leit, genausou wéi 2014.

Doriwwer eraus hu mer awer, mengen ech, d'Zäit genotzt, fir an deene vergaangene Joren net nëmme Leit am operative Beräich anzustellen, mä a Virbereedunge vum CGDIS och probéiert, eis esou opzestellen, dass, wann de CGDIS dann 2018 sollt operationell sinn, dass den, mengen ech, kann direkt mat där Basis ufänken, déi mer brauchen, datt dat ka räsonabel funktionnéieren. Duerfir sinn 2015 een Ingénieur informatique, zwee Ingenieuren am ICT-Beräich agestallt ginn, een Technicien informatique, dräi Operateuren un 112, een Ekonomist, an een administrative Redakter, 2016 iwwer den Numerus clausus: ee Responsable fir d'Gestiuon vun de Ressource-humainen, ee Kontabel, zwee Chef-de-zonen, ee Co-ordinateur agent professionnel an zwee Operateuren am 112.

An da fir 2017, ausserhalb vun deene 50 Agent-professionellen, och do wëlle mer eis, mengen ech, ganz gutt opstellen, fir dass de CGDIS déi Basis kritt, déi mer gären hätten. Et sinn zwee Posten als Dokter ausgeschriwwen, een Apdikter, een Instructeur secours en personne, een Instructeur incendie-sauvetage, sechs Technicien-informatique, een A2-Posten an der Informatik, ee Gestion informatique géographique, ee Service communication, ee Responsablen am Volontariat, een Employé comptable, an annerhallwe Posten am administrative Beräich.

Dir gesitt also: Mir si gutt virbereet, fir dass de CGDIS e ganz gudder Start ka kréien.

Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Innenminister.

Mir kommen dann an där nächster Fro. Si kennt vun der Madamm Martine Hansen, riicht sech un d'Emweltministesch an dréit em den Impakt vun der Dréchént op d'Gäertnerien.

Ech wëll just an deem Zesammenhang drop hiweisen, dass geschter respektiv virgéschter eng Fro erakomm ass vun de Kolleegen Hahn a Graas. Ech hätt perséinlech kee Problem, wann déi hannendrugehaange géife ginn, wann d'Madamm Minister wëllt iwwert déi méi allgemeng Problematik äntwerten. Soss gëtt se schréfflech beäntwert.

(Interruption)

Léiwere schréfflech?

(Interruption)

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo, mir maachen dat esou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay. Dann huet d'Madamm Hansen direkt d'Wuert.

- Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraichères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, d'Gaardebaufederatioun huet sech zu Wuert gemellt mat der Iwwerschrëft: „Hëllef, mir brauche Waasser!“ Ouni Waasser, ouni netze kréie respektiv behale mer hei zu Lëtzebuerg kee Geméisbau. Dat schéngt kloer.

Froen, déi sech vill Betriebsleeder opgrond vun der Dréchént stellen, si folgend: Entweder si netzen, bezuelen deiert Waasser, behalen hir Kulturen, mä verdéngen näischt. Oder: Si netzen net, loosse d'Kulture futtigoen a verdéngen och näischt. A leider stelle sech des Froen elo schonns am drëtter Joer hannereen. Dat geet un d'Substanz.

D'Méiglechkeeten, fir d'Grondwaasser ze netzen, si staark begrenzt. D'Méiglechkeeten, fir vum Uewerflächewaasser ze profitéieren, sinn ebenfals begrenzt. Wann d'Reservoiren dann opgebraucht sinn, da bleift ganz dacks just nach - ech soen et elo emol - d'Krunnewaasser.

An d'Waasser ass vu Gemeng zu Gemeng ennerschiddlech deier, wat net onbedéngt positiv fir d'Konkurrenzfähigkeit vun dese Betriber ass. Esou schwankt de Präis ganz dacks tëschent engem an 1,5 Euro; schonn e groussen Ennerscheed. Dat kann awer eropgoe bis zu 3,30 Euro de Meter Kibb, wat ech geschter nach confirméiert krut. Dat sinn u sech inakzeptabel Ennerscheeder.

Als CSV hate mer e Virschlag gemach, fir dese Problem ze léisen, ouni d'Gemengen iwwerméisseg ze belauschten. Do wär e besse Solidaritéit gefrot gewiescht. D'Madamm Emweltministesch war awer hei dergéint.

Duerfir da meng véier Froen un d'Madamm Dieschbourg:

Éischtens, wat sot Der zum Virwurf vun der Gaardebaufederatioun, Dir géift d'Produzenten a puncto Waasserversuergung wuertwierlech am Reen, dee jo a Realität leider net do ass, stoelossen?

Zweetens, sidd Der lech der Problematik am Geméisbau bewosst?

Drëtzens, wëllt d'Madamm Minister derfir suergen, datt eis Geméisgärtner eng Sécherheet kréien, esou wéi si dat froen, datt si op bezuelbart Waasser kënnen zréckgräifen, an d'ASS ouni ze vill administrativen Opwand?

An dann déi lescht Fro: Wa jo, wéi wëllt si dat maachen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Emweltministesch Carole Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Merci, Här President. Villmools Merci och der Madamm Hansen fir déi Froen, well, ech mengen, hei wërrt se e Problem op, deen eis allegueren interesséiert, an zwar de Problem vun enger Landwirtschaft, déi u sech enntert dem Klimawandel an den Auswirkungen dovunner leit. Well mir beobachteten an deene leschte Joren zusehends, an d'ASS ass dat extreemst zanter 1947, dass mer ëmmer méi Dréchént kréien, och an de Wintertéim, dann, wou eigentlech eist Drénkwaasserreservoir sech sollten opfellen.

Et ass esou, dass mer desen Abrëll grad emol 3,9 Millimeter Reen haten, wat en neie Minimalwärt duerstelt. An duerfir ass dat, an domat beäntwerten ech lech Är éischt Fro, eng Suerg, déi mer deelen.

Déi Suerg muss een awer strategesch ugoen an net nëmme just iwwer eng Diskussioun iwwer e Präis. Déi Suerg do muss een... An ech mengen, dass de ganze Waasserberäich, sief et d'Drénkwaasser, sief et awer och d'Preventioun vum Héichwaasser, déi jo um Klimawandel mat drun hänkt, Haaptelementer vun enger Strategie

sinn am Beräich vun der Adaptationsstrategie oder Bildung vun der Resilienz hei zu Lëtzebuerg, wat wäert verdéift thematiséiert ginn, well et gëllt hei gezielt - an do brauche mer d'Gemenge mat am Boot -, Spuerstrategien auszubilden, ze designen, zesumme mat de Gemengen, wéi mer zum Beispill och an der Landwirtschaft esou effizient wéi méiglech déi wäertvoll Ressource Waasser notzen a wéi mer eis Drénkwaasserinfrastrukture wellen nohalte gestalten.

Duerfir hu mer jo och Mesuren am neie Waassergesetz virgesinn, wou mer grad an dem Beräich vun der Drénkwaasserversuergung, deen eis allegueren eppes ugeet, net nëmme just d'Landwirtschaft, hikomme sollen. Mam Adaptationsplang wäert dat also och vill méi generell thematiséiert ginn.

Da wëll ech awer drop hiweisen, dass, wa mer vum Waasserpräis schwätzen, dass mer am Kader vun dem Waassergesetz jo och nach eng Gemeingegenonomie hunn, déi spillt, wann et em de Waasserpräis geet. A mir schwätze vun engem käschendeckende Waasserpräis.

An dann ass et awer haut schonn esou, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, dräi Secteuren ze definéieren, wou och e Landwirtschaftlechen dran ass, deen haut schonn e wesentlech méi gënschtege Präis huet, well mer wëssen, dass d'Landwirtschaft vill Waasser verbraucht. Do sinn also Méiglechkeeten. An déi Méiglechkeete gi jo och, an Dir wësst et, well Der sidd an der Kommissioun, wou mer driwwer geschwat hunn, am Kader vum neie Waassergesetz nach eng Kéier ausgeweit op en nächste Beräich.

Dat heescht, et gëllt hei net, Polemik ze maachen. Et gëllt, déi Suergen eescht ze huelen. Et gëllt, zesumme Strategien ze entwéckelen, fir Waasser ze spueren, effizient anzesetzen, dat zesumme mat der Landwirtschaft. An da gëllt et natierlech och fir déi Gemengeresponsabel, d'Waasserpräisser ze applizéieren an der Landwirtschaft, déi den drëtter Präis huet, och deen entsprechende Präis ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Minister. Eis nächst Fro kéint vun der Madamm Taina Bofferding, riicht sech un den Héichschulminister an dréit ronderëm d'Delaie beim Ausbeziele vun de Studienbëlleflehen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Dir hutt et richtig gesot: Ech géif gäre wëssen, ob et aktuell Problemer gi beim Ausbeziele vun der Studentebourse. D'Studente berichten, dass et am Moment zimlech laang géif daueren, bis se hir Studentebourse iwwerwise kréien. Kierzlech gouf och an engem Artikel an der Zeitung drop opmierksam gemach.

Nun ass gewosst, dass eng Retsch Studenten hir Demande op de leschte Stéppel eraginn, mä soulaang si sech, mengen ech, awer un en Délaie halen, dierft dat kee gréisser Problem duerstellen. Virun allem erkläert et awer net, datt et anscheinend a verschiddene Fäll bis zu engem hallwe Joer kann daueren, bis si d'Bourse iwwerwise kréien.

Dofir meng Froen un de Minister:

Éischtens, sinn lech Retarde beim Ausbeziele vun de Studentebourse bekannt?

Zweetens, wa jo, wësst Der, wat d'Ursaache sinn?

Drëtzens, wéi laang dauert et iwwerhaupt am Duerchschnitt, bis e Student seng Bourse iwwerwise kritt?

A véiertens, ass de CEDIES gutt opgestallt oder brauch dee vläicht nach zousätzlech Moyenen oder zousätzlech Aarbechtskräften, fir, ech mengen, et sinn ongeféier 30.000 Dossieren am Joer ze tritéieren?

E weidere Problem, dee sech awer nach stellt, ass bei de Frontalierkanner an der Belsch. Den Délaie, fir hir Demande eranzeginn, ass den 30. Abrëll ofgelaf. Allerdéngs huet Enn Abrëll eng Gewerkschaft drop opmierksam gemach, dass eng Partie Studenten déi erfuerelech Attestatiounen vun hiren Administratiounen net mat Zäiten ausgehännegt kritt hunn. Rieds ass vun Demanden, déi virum 31. Oktober an der Belsch awer schonn agereecht goufen.

Dofir meng nächst Fro nach un de Minister, ob och d'ASS bekannt ass. Besteet dee Problem nach weiderhin, wuel wëssend, dass hei de Problem bei de Belschen Administratiounen läit an net bei eis? Mä trotzdem besteet vläicht

d'Méiglechkeet, dass de CEDIES hei kéint nach eng zousätzlech Frist, also eng Verlängerungsfrist aféieren.

D'ASS gesot, soen ech lech elo scho Merci fir Är Antwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Bofferding. An d'Wuert huet den Héichschulminister, den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech wëll der Deputéiert Merci soe fir déi dote Fro. An ech kann direkt dorobber äntwerten, dass et keng Retarde gëtt. Et gëtt awer eng Explikatioun fir do, wou et déi eng oder aner Ausbezielungsdelaie gëtt.

Et goufen am Wintersemester 29.000 Dossieren. Am August, fir dat eng Kéier ze soen, d'lescht Joer goufen et der 2.086, am September 5.667, am Oktober 7.000. An dann, well et Schluss November ausleef, am November kënt natierlech dann dee ganze Pak vun 13.694.

Et kann ee soen, dass déi, déi am August erauechen, dass déi bannent siwen Deeg beschafft sinn. Dat geet och nach esou weider bis an den Oktober.

An dann, wat Dir, mengen ech, als Informatioun hutt, dat ass, dass op deenen doten Dossieren... Se sinn allegueren vum CEDIES beschafft, just sinn der nach ronn 2.500 net komplett. Dat heescht, déi si vun eis gekuckt ginn, awer do feelee Piëcchen vun de Studenten. An da gëtt dat natierlech bei de Studenten nogefrot, an da waarde mir natierlech op déi Piëcchen, bis se erakommen.

Mä déi 28.500, déi erakommen am Winter, sinn allegueren eng éischt Kéier vun eis beschafft. Et gëtt natierlech dann eng Kéier nogefrot, an da waarde mir eben drop, dass eppes erakëent. An ier natierlech den Dossier komplett ass, kann en net ofgeschloss ginn. Dat ass, mengen ech, plazeweis fir deen een oder aneren de Problem.

Ech kann lech awer och nach soen, dass ronn 1.800 Dossieren refuséiert goufen, an déi aner eben allegueren positiv ofgeschloss sinn, ausser déi, wou nach Dossieren feelen.

Et kann een och ee Wuert soen, well Der dat och ugeschat hutt, vun deenen, déi beschafft, ofgeschloss a bezuelt sinn. D'Residenten, d'Lëtzebuurger, déi sinn allegueren bezuelt. Do ass iwwerhaupt keng Diskussioun. Déi sinn och an deenen Delaien, wéi ech elo gesot hunn, iwwerwise ginn.

Déi Delaien hutt Der gefrot. Ech sot et: Am August dauert dat e puer Deeg, bis dat bezuelt ass. Et muss een natierlech soen, zum Schluss, am November, dat dauert dann zwësche sechs an aacht Wochen, bis dat beschafft ass, wat awer, mengen ech, och normal ass. An do ass et ëmmer erëm den Opruff un d'Studenten, dass se dat natierlech esou fréi wéi méiglech eraginn.

Dann hutt Der eng Fro gestallt, wat elo d'Sommersemester ugeet, well Dir hutt den 30.4. ernimmt, wann ech dat richtig gesinn. Dat ass den Datum, bis dohin hu mussen d'Dokumenter dobanne si fir d'Sommersemester. Déi sinn natierlech deser Deeg elo érischt amgaangen, beschafft ze ginn.

Mä do sinn awer och Leit, déi hunn dat och schonn erëm den 10. Januar agereecht, well se do allegueren erëm d'Saachen zesammenhatten. Mä do kommen der natierlech och erëm op dem Schlusssprint, déi dann érischt bei eis deposéiert ginn. Un deene gëtt geschafft. Wann déi net komplett sinn, an, ech mengen, dat war dee Kommunikéieren, deen Der ugeschwat hutt, do ass gesot ginn: „Ma do sinn der, déi hunn den 30. ofginn, mä si hunn nach net all d'Dokumenter derbäi“, da ginn déi eben en Dossier of, deen net komplett ass. An dann, wa mer eng Kéier bei Dossieren kommen, froe mir do erëm eng Kéier d'Piëcchen no. An da mussen déi natierlech eng Kéier geliwert ginn.

Mä mir mussen awer och net aus dem Kapp verléieren, dass mer Delaien an eisen Texter stoen hunn. Déi ziele fir jiddwereen. Wann d'Residenten sech drun halen, an dat ass de Fall, da mussen och déi aner sech drun halen. Wann do intern Problemer an der Belsch sinn, dann ass dat natierlech de Constat, an do kënnen mir natierlech net ëmmer derfir, wann déi Delaien op där Säit problematesch sinn, mä, an dorop muss mer awer och oppassen, et sinn awer och vill Belsch, well et si jo déi, déi Der uschwätzt, déi hunn déi Dokumenter och schonn eraginn. Déi hunn all d'Dokumenter



zesummen. Dat heescht, da si se jo net an der Impossibilitéit, fir se ze kréien, well mir hunn och e ganze Koup u belschen Dossieren, déi awer ofgeschloss sinn a kënnen ginn, well déi Piécen do sinn.

An da muss een natierlech och oppassen, dass een dann net deen ee Belsch par rapport zu deem aneren dann op eemol géif anescht behandelen, well do kommen der mat den Dokumenter, anerer kommen net mat den Dokumenter. Dat ass natierlech eng Problematik, déi eis bewosst ass, mä mir hunn awer och hei am Land Delaien, déi mer ze respektéieren hunn. D'Dossieren, wéi gesot, sinn awer all beschafft, mä et feelt meeschtens un der Piéce da vun där anerer Säit.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Minister. Mir kommen dann zur leschter Fro am Rumm vun der Froestonn. Déi kënn vum Gilles Roth an dréit em de Steuerregimm vun den Optionsen op Aktie fir Salariéien.

- Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Gilles Roth (CSV). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Staatsminister, de Wirtschaftsminister, deen huet de Samschdeg um Radio 100,7 an der Emissioun „Riicht eraus“ ugekënnegt, nieft senger Ausso, dass hien och wëllt Premier ginn, nach 2017 eng Reform respektiv en Ajustement, wéi e sot, a Saache „stock-options“ virzehuelen; dës no Gespréicher mam Här Finanzminister. Duerno huet hien zouginn, dass mat dëser Mesure vu verschiddene Säite Schindluder gedriwwer gi wier. Gläichzäitig huet hien awer och betount, datt déi intern Etüd iwwert d'„stock-options“ am Finanzministerium nach e puer Méint Zäit bräicht.

Mir begréissen eigentlech dës Sënneswandel bei der Regierung, stellen eis an domadder och lech awer gläichzäitig e puer Froen:

D'Regierung kann also och der Chamber haut, an net just der Press, confirméieren, datt et zu enger Reform bei den „stock-options“ 2017 komme wäert. Wéi wäert dësen „ajustement“, wéi de Wirtschaftsminister dat genannt huet, da konkret an der Praxis ausgesinn? Anescht gefrot: Wat ennerhëlt d'Regierung, fir deen och elo vun dem Wirtschaftsminister diagnostizéieren „Schindluder“ ze ennerbannen?

Drëtt Fro doriwwer eraus: Wéi kann de Wirtschaftsminister dat awer elo schonns soen, ob-schonn dem Finanzminister seng Etüd nach net ofgeschloss ass? Anescht gefrot: De Wirtschaftsminister, dee confirméiert also och haut schonns d'Diagnos vun dem „Schindluder“, an op Basis vu wat fir engem Zuelematerial?

Viertens a last but not least: Firwat hunn dann d'Regierungsparteien an d'Regierung selwer, wann dat esou kloer schéngt ze sinn, net déi entsprecheend CSV-Motioun matgedroen, déi mer bei der Steuerreform als CSV presentéiert haten an déi mir deemools och virgeluecht hunn?

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Roth. An de Premier- a Staatsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État. - Här President, ech soe Merci fir déi Fro, déi ech gestallt kritt hunn, och wann de Finanzminister normalerweise jo responsabel ass fir den Dossier, an deem hei jo dann déi Fro provozéiert ginn ass duerch eng Ausso vum Vizepremier de Samschdeg um Radio.

Also e puer Saachen, an déi éischt Saach ass: Ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert d'Position vun der CSV, well dës Majoritéit huet déi lescht Méint gesot, an dës le départ, mir géifen déi Abusen, déi mat „stock-options“ geschitt sinn, wëlle stoppen! Dat hu mer gesot. Dofir hu mer och eng Etüd gemaach.

Mir hu bei deene leschten Diskussiounen, déi mer haten, wou op eng Kéier... An ech wëll drun erënneren, dass awer déi „stock-options“ 2002 vun engem Finanzminister Luc Frieden vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei introduzéiert gi sinn, dass 2013 e Finanzminister Luc Frieden den 9., 8. Februar geäntwert huet op eng Fro, dass et keng Statistike gi sinn - keng Statistiken! -, et ass néierens kollektéiert ginn, wéi vill, wat, wou bei „stock-options“ geschitt ass. Dat heescht, vun 2002 bis 2013 huet et déi Partei, déi sech haut elo esou opreegt, dass et d'„stock-options“ hei zu Lëtzebuerg

ginn, awer selwer wärend eelef Joer emol kee Piipcheswuert interesséiert, wéi vill, wat a wien dovunner géif profitéieren! Soudass dann eben dës Majoritéit decidéiert huet, dass et tatsächlech bei den „stock-options“ Abuse gi sinn, déi mir net méi géifen akzeptéieren.

Mir wëllen awer och kee Pilotage à vue maachen, andeem mer och wëssen, dass et „stock-options“ an enger ganzer Retsch vu Länner ginn, a kucken awer, wann der hei sinn, dass déi och dat erfüllen, firwat se geplangt gi sinn, an net méi do sinn, fir just Steiervermeidung ze maachen.

Dofir hu mir, dës Majoritéit, Här President - et j'insiste, dës Majoritéit! -, gefrot, fir Etüden ze kréien. Mir krute matgedeelt, dass et der 617 am Joer 2016 gi sinn. Mir sinn amgaangen, elo d'Etüden ze maachen eben, wien, wou, wéi dat geschitt ass. An ech ka mech engagéieren, Här President, dass de Finanzminister wäert an den Diskussiounen vum Budget Enn des Joers Propositione maache fir eng Reform vun den „stock-options“ mat Previsibilitéit, fir dass d'Leit wëssen haut, wéi et muer ausgesäit, awer net, wéi hei vu verschide Leit bal gefrot gëtt, dass d'Leit solle scho muer wëssen, wat gëschter geschitt ass. Dat geet net!

Dowéinst ass et wichteg, dass d'Leit Previsibilitéit hunn an dass se... - ech hu mech elo just geiert mat mengem Futur a mat mengem Präsent, mä Dir wësst, wat ech mengen! -, dat heescht, dass et wichteg ass, dass d'Leit wëssen, wéi d'Zukunft ausgesäit an net am Fong viru Fait-accomplie gesat ginn. Abuse ginn erausgeholl, dat ass keng Neiegkeet. An dat, wat de Vizepremier um Radio de Samschdeg gesot huet, ass totalement konform mat der Position, déi de Premier, de Finanzminister an all déi aner Kolleegen aus der Regierung a souguer d'Fraktiounscheffen déi lescht Méint hei gesot hunn.

Merci!

Plusieurs voix. - Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Premierminister. Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm an ech géif proposéieren, dass mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwerginn. Dat ass déi erweidert Fro vum Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert de Musée vun der Police grand-ducale. An den Auteurs weess, en huet fënnf Minutten Zäit, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

3. Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken deenen Häre Bauler a Lies hei Merci soen, déi sech schonn an der Vergaangenheet och fir de Policemusée iwwert de Wee vu Questions parlementaires interesséiert hunn.

Net jiddweree kennt dee Musée um Verluerekascht. Et geet awer hei net nëmme em e Gebai. Et geet em eng Haltung vun der Regierung, em e Respekt géintivver den Administratiounen vun der Gendarmerie fréier an der Police. Et geet em de Respekt vun de Leit, déi an deene Corpsen déngen an och dacks hiert Liewe fir d'Allgemengeheet, also fir jiddweree vun eis, riskéieren.

E Policemusée grënnen, ennerhalen, ennerstëtze wär also eiser Meenung no jiddefalls eng Aufgab fir de Stat, eng selbstverständlech Aufgab fir de Stat. Mä d'Realitéit ass eng ganz aner. De Policemusée ass keng staatlech Institution, keng offiziell Institution. Et gëtt do vill Defiziter an Funktionement, an dat ass net nëmme, géif ech soen, e Feeler vun dëser Regierung, mä och scho vu Regierunge virdrun, déi sech dorëmmer net vill gekëmmert hunn. An ech wëll all deenen, déi sech benevoll asetze fir dee Policemusée, e ganz häerzliche Merci soen! Si leeschten eng fantastesch Aarbecht, fir d'Erënnerung un d'Methoden, un d'Aarbecht vun deene Polizisten a Gendaarmen aus der Vergaangenheet lieweg ze halen.

Et ass fir eis och ganz wichteg, fir ze ennersträchen, datt dee Musée och eng Erënnerungsfunktioun ennerhält an deem Sënn, datt och do d'Fotoen hänke vun deenen, déi am Déngscht gestuerwe sinn. An alleng dat schonn ennersträicht, wéi wichteg et wär, datt de Stat sech selwer géif em déi Aufgabe këmmere an de Policemusée och wierdeg behandeln. Well dat, wat am Abléck geschitt, ass eigentlech onwierdeg. De Musée kritt keng nennenswäert staatlech Ennerstëtzung. E kritt weder e Subsidium vun Kulturministère iwwert dee Wee vun dem Réseau Musées de Luxembourg nach iwwert d'Stad Lëtzebuerg, déi der Meenung ass, dat wär eng Associatioun, déi

weder lokal wär - et ass ëmmerhin um Verluerekascht -, nach géif se sech un d'Awunner vun der Stad Lëtzebuerg adresséieren. Och dat schéngt eis eng Gedankekonstruktioun ze sinn, déi schwéier nozevollzéien ass.

Et gëtt och kee pädagogesch Konzept. Et kéint ee jo dovun ausgoen, datt dës Regierung, déi jo selwer e Rekrutementsproblem huet bei der Police a bei der Arméi, géif e pädagogesch Konzept ausschaffen, fir méi systematesch Schoulklassen dohinnerzebréngen, fir deene Jonke méi d'Policearbecht ze erklären, méi no ze bréngen, net nëmme aus Bildungsgrënn, mä eben och, fir de Rekrutement eventuell ze erliichteren. Esou e pädagogesch Konzept gëtt et och net.

An dann heescht et elo, d'Gebai wär baufällig. Gutt, et gëtt Avisen, déi dat vläicht ennersträchen. Et gëtt awer och Avisen, déi de Contraire soen. Ech selwer war mer et ukucken. Ech hunn net den Androck, datt do iergendeng Situation wär, déi net sanéierungsfäeg wär, ganz am Géigendeel. Et gëtt Kommissiounen wéi d'Commission des sites et monuments, déi et sech och ugekuckt huet, an déi eestëmme zur Konklusioun komm ass, datt d'Erhale vum Gebai wünschenswäert ass.

Et muss ee wëssen, de Policemusée ass en architektonesch, historesch wäertvoll Gebai. Et ass dat eenzeg Gebai aus de 50er Joren - 1954 fir genee ze sinn - an deem Stil, wat eis erhalten ass. Et huet en Zougang zu de Kasematten, an, wat vläicht och derwärt ass, fir ze soen: Am leschte Krich, 1944, hu sech do Leit refugiéiert, fir sech viru Bombardementer ze schützen a sinn do gestuerwen duerch Bombardementer. A wann een da gesäit, wat och am Ausland ass, da sinn dat Plazen, wou Leit gestuerwe sinn, wou Bombardementer waren, wou net méi drop gebaut gëtt, wou e Monument gemaach gëtt, eng Erënnerungspack, mä awer och wou do eng Kultur vun enger Würdegung vun där Vergaangenheet awer existéiert.

De Stater PAG, deen elo gestëmmt ginn ass, huet dat Gebai net klasséiert. An et muss ee sech och do froe firwat. Et ass eng wäertvoll Plaz vum Terrain hier. Deeler vun de Gendarmeriekasären, déi an där Géigend leien, si klasséiert ginn. Dat do ass net klasséiert ginn. A wann ee weess eben em déi architektonesch Geschicht vun deem Gebai, muss ee sech froe firwat.

Fir eis als ADR ass de Policemusée op jidde Fall wichteg. Et ass eng wichteg Funktioun, un d'Geschicht vun deenen Administratiounen Gendarmerie a Police ëmmer ze erënneren. Fir eis ass et eng Unerkennung wäert fir déi Leit, déi sech benevoll engagéieren. An et ass, wat dat Gebai ugeet, an eisen Aen och derwärt, et ze erhalten.

Elo ass natierlech d'Fro: Wéi eng Optione huet de Policemusée? Wéi eng Optioun faasst d'Regierung an d'ADR, fir dem Policemusée eng Zukunft ze ginn?

Am Abléck schéngt et esou ze sinn, wann een déi verschiddene Echen héiert, datt vun der Regierungssäit iwwerhaapt kee Konzept do ass, fir dem Policemusée eng Zukunft ze assureieren, weder wat dat Gebai ugeet, nach d'Institution.

Mä et gëtt fir eis zwou Grondoptione, op jiddefalls als ADR:

Entweder mir behalen dee Musée op där Plaz, mir ginn em e Statut a mir ennerstëtzen e vum Stat, fir datt e seng Funktioun kann op eng wierdeg an effikass Manéier weider ausfüllen. Oder et geet een hin an et mécht een en op eng ganz aner Plaz an et mécht een dee Musée méi grouss, fir och aner Sécherheetsdängschter an d'Post mat anzuschléissen, wéi och zum Beispill d'Pompjeeën, d'Protection civile, d'Douane an d'Fligerei, déi alleguer och ganz flott Exponater hunn, an et mécht een e grouse Musée, deen och deen Abléck kéint wierklech als Tourismismagnéit wierken.

Op jidde Fall, et schéngt eis selbstverständlech ze sinn, datt d'Regierung muss e Konzept, e glafwierdeg Konzept fir e Policemusée presentéieren, an dofir dës Fro un d'Regierung.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och. An den zoustännege Minister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure. - Voilà. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi Fro vum honorerabelen Deputéierten Här Kartheiser kann ech natierlech ganz kloer äntwerten, dass d'Geschicht vun der Police an der Gendarmerie natierlech wichteg ass fir dës Land an et interessant ass an ee se och soll weider vermëtten un déi kommend Generatiounen, mä net nëmme déi vun der Police a vun der Gendarmerie, och déi vun aneren öffentliche Servicer, de Service de secours an de Pompjeeën, Dir hutt et och virdrun ugeschwat.

Duefir si mer och der Meenung als Regierung, mä net nëmme aus deem Grond, ech kommen awer nach op aner Grënn zréck, dass et wichteg ass, een integrierte Musée fir se allegueren ze bauen an eis déi Moyenen ze ginn, fir e Musée ze bauen, deen e Konzept huet, deen e pädagogesch Konzept huet, Dir hutt dat och ugeschwat, deen op där enger Säit attraktiv muss sinn, fir Leit kënnen unzezéien, fir och wierklech d'Leit ze begeeschten, dohin ze goen. Duerfir brauch een e musealt Konzept an e pädagogesch Konzept. Et soll awer och educativ si fir déi jonk Leit, fir Schoulklassen unzezéien, fir jonk Leit eventuell iwwert deen dote Wee och méi no un déi dote Berufver allegueren erunzeféieren. Well mir hunn an all deenen dote Beruffer jo och Problemer mam Rekrutement. Duerfir mengen ech, dass et och aus deem dote Grond wichteg wier, dat doten ze maachen.

An da kënn awer nach en drëtte Volet derbäi, dat ass den Tourismus. Dat do kann eng ganz interessant Attraktioun sinn am Kader vun eise Development vum den touristesche Konzepter hei zu Lëtzebuerg.

Wa mir dat do wëlle realiséieren, da brauche mer eng attraktiv an eng funktionell Infrastruktur. An dat ass déi Infrastruktur, vun där Dir elo schwätzt, wou de Policemusée dran ass, nun emol definitiv net, aus deem einfache Grond, well se ni als dat ausgeluecht ginn ass. Ech mengen, do ass aus engem Provisoire e Provisoire ginn, dee leider vill ze laang ugehalen huet. An duerfir mengen ech, dass mer eis müssen zesummesetzen - a mir hunn dat d'ailleurs och ugefaangen -, fir e Konzept fir esou e Musée auszuschaffen.

Duerfir hate mer den 2. Mee eng éischt Reunion tëschen dem Ministère de la Sécurité intérieure, dem Ministère de l'Intérieur selwer, dem MDDI, de Verrieder vun der Asbl vum Policemusée an och de Verrieder vun der Pompeesfederatioun, fir ze kucken, ob ee sech da kann eens ginn, fir zesummen eppes ze maachen, zesummen e Konzept auszuschaffen. A mir ass gesot ginn, dass déi Reunion awer positiv verlaf ass. An de 15. Mee kommen déiselwecht Leit nach eng Kéier zesummen, fir dann ebe gegebenfalls eng Position festzeleeën, wou mer hiwëllen.

Ech mengen och, dass den Accès, d'Accessibilitéit vum Site wichteg ass. An déi ass hei definitiv net ginn. Wann ee wierklech wëllt e Konzept hunn, dat Leit unzitt, dann ass dat do definitiv keng gutt Situatioun.

Ech wëll an deem heite Kontext och de Benevollen e grouse Merci soen, déi sech wierklech déi Méi maachen, fir déi Erënnerung do oprechtz'erhalten an duerfir wëlle mer och wierklech drop halen, fir mat deenen aktuelle Benevollen deen dote Projet an Zukunft auszubauen.

Et si schonn zwou Question-parlementairen an deemselwechte Kontext gestallt ginn, duerfir ginn ech net méi drop an. Ech wëll just eent soen: D'Gebai ass effektiv net placéiert, net als denkmalwürdeg klasséiert ginn. Et ass och esou, dass den MDDI eng Analys gemaach huet iwwert d'Struktur vum Gebai an iwwert d'Renovatioun, déi néideg wier, déi leider och zu deem negativen Avis kënn, dass d'Gebai einfach u sengem Liewensenn ass an dass et vill ze deier gëtt, fir dat doten ze renovéieren. Derbäi kënn, dass mer jo op där anerer Säit nach en anere Sujet hunn, näamlech dee vu Logementer, an dass et eventuell méi Sënn géif maachen, op där doter Plaz, déi wierklech zentral an der Stad läit, ze probéieren, Logementer hinczekriegen an da wierklech, wéi gesot, op enger anerer Plaz, déi méi accessibel ass, en integrierte Konzept fir e komplett neie Musée, deen och wierklech der Zäit vun haut ugepasst ass an och ebe museal esou kann opgeschafft ginn, wéi dat muss sinn, fir e modernen, flotten an interessante Musée kënnen ze bauen.

Voilà. Dat gesot, hoffen ech, dass ech op all Är Froe geäntwert hunn. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Minister fir déi bannenzeg Sécherheet. Huet de Froesteller keng zousätzlech Fro méi ze formuléieren?

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmools Merci, Här President. Ech soen och dem Här Minister Merci fir eng komplett Antwert, an där e jo op déi Aspekter all gaangen ass. An ech wëll dat ausdrécklech ennersträchen, datt ech dat net a Fro gestallt hunn. Et ass just eng eenzeg Fro, déi fir mech wichteg ass elo am Abléck, dat ass, datt mer déi Diskussiounen, déi och elo ugefaangen hunn, déi ech och begréissen, net au „calendes grecques“, näischt géint Griichenland oder soss iergendwéi eppes an deem Zesummenhang, mä datt mer dat elo net verschieben, bis et net méi aktuell ass.

Dat heescht, ech wier scho fro, wann den Här Minister eis kéint Assurancé ginn, datt en d'Chamber awer regelméisseg informéiert iw-

wert de Progrès an deem doten Dossier, fir datt mer och gesinn, datt e Suivi ass an datt et virueet.

Merci.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure*.- Jo, Merci, Här President, nach eng Kéier fir d'Wuert. Also et ass ganz kloer esou, dass d'Regierung, an ech hunn lech déi verschidde Ministären opgezielt: den Intérieur, den MDDI, den MSI, also de Ministère de la Sécurité intérieure an natierlech och den Tourismus, dass mer alleguerten hei un engem Strang zéien, well mer alleguerten der Meinung sinn, dass et wichteg an interessant wier fir d'Land, aus deene verschiddene Perspektive gekuckt, fir esou e Musée ze maachen. An eis Intention ass et, dass mer eis awer an dëser Legislatur nach op d'Konzept kënnen eenegen an dass mer da kënnen esou schnell wéi méiglech ufänke mat der Realisierung vun esou engem Musée.

Mä wichteg ass et elo emol, dass mer eis mat de Benevollen zesummen eenegen, wéi dat soll ausgesinn, wou mer dat wëlle maachen, an dann déi Decisionen huelen an dann ebe probéieren, esou schnell wéi méiglech domadder lasszufueren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Domat hu mer och déi hei erweidert Fro evaküiert an ech géif dann zum nächste Punkt iwwergoen. Den Interpellateur, den Här Félix Eischen, ass scho prett, fir seng Propositionen a Fuerderungen iwwert déi kleng a mëttel Entreprises hei ze formuléieren.

4. Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine

Exposé

M. Félix Eischen (CSV), *interpellateur*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleginnen a Kollegen, am Numm vu menger Partei sinn ech ganz frou, sinn ech wierlech frou, hei op dëser Plaz kënnen d'Wuert ze ergräifen, fir iwwer e Secteur ze interpelléieren, dee ganz sécher eng vun de Schlagodere vun eisem Land ass, vun eiser Économie ass.

Ech schwätze vum Mëtzelstand. Wat verst mer enner Mëtzelstand? Dat si virun allem emol d'Leit aus der Mëtt, aus eiser Mëtt, eng zolidd Mass, déi net ze vill no riets oder léns ausschléit an d'Réckgrat vun der Gesellschaft ass, d'Garantie vum Zesammenhalt net zulescht an och vum soziale Fridden.

Et ass aus dëser Gesellschaft eraus, wou sech d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Land gebilt huet, assuréiert vu schaffende Leit mat engem oppenen, innovativen a kreative Gescht.

Iwwer 30.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg falen ënner d'Bezeichnung PME, dovunner der iwwer 7.000 am Handwierk. 87% ass de Part vun de PMEen an der Lëtzebuerger Économie, an dat sinn ëm déi 200.000 Aarbechtspplazen. Déi Lëtzebuerger Économie gëtt och zu engem Fënnfettel vum Handwierk gedroen, wou iwwer 70.000 Leit schaffen. Vu Schlagoder ze schwätzen, ass also definitiv net iwwerdrriwwen.

Enttäuscht, Dir Dammen an Dir Hären, enttäuscht kann a muss ee sinn, dass am Premier senger Ried zur Lag vun der Natioun séier wéineg iwwert de Mëtzelstand rieds gong. D'Wuert Handwierk oder Artisanat ass guer net dra virkomm an dat ass schued.

Well mir an dëser Interpellatioun iwwert den Istzoustand vun dem Mëtzelstand wëlle schwätzen, ass dat heiten als kleng Illustration, wann Der erlaabt, och d'Geschicht vun dem Här X a senger Madamm Y. Si sinn allen zwee Patron an der drëtter Generatioun vun engem Schräinerbetrib. Si schaffen allen zwee vu moies bis owes. Am Atelier schaffen 13 Leit, dat ass d'Moyenne hei zu Lëtzebuerg, den Här X och, also de Patron selwer och. D'Sprooch, déi hei haaptsächlech geschwat gëtt, ass Franséisch an den X kënnst och e bësse mam Portugieschen derduerch. D'Madamm Y huet de Büro enner sech a mécht zesumme mat enger weiderer Persoun d'Kontabilitéit. X an Y hunn zwee Kanner: Dat eelt ass op der Uni, mécht Droit, dee Jéngste grad op Deuxième, weess awer nach net, wat en herno soll maachen.

Dese Betrib steet also fir Dausenden anerer, déi sech gradesou wéi dësen och derduerchschloen, wëssend, dass et ëmmer méi schwéier ass, sech géint déi globaliséiert Konkurrenz ze behaupten. D'Erausfuederunge sinn immens, net nëmme direkt um Terrain, an der direkter Noperschaft, mä och haut ëmmer méi online um Netz. De Client ass haut en aneren. De Client huet haut aner Uspräich.

Deslescht, ech kommen erëm zrëck bei eist Beispill, koug dann de Bouf bei de Papp a sot,

dass hien eng aner Präsenz um Netz mat sengem Betrib misst hunn, wëllt soen, via Internet kéint schaffen a verkafen, via déi sougenannten Digitalisierung misst eng aner an eng nei Clientèle gesicht an och fonnt ginn.

Den X huet awer 53 Joer a freet sech, ob en iwwerhaapt nach soll investéieren a freet sech och, wou en eventuell e Repreneur soll fannen, well et gesäit awer net esou aus, wéi wann de Jéngsten dat wëllt maachen. Hie mécht sech also seng Gedanken.

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, hunn ech elo dëst Beispill geholl? Ma dat, wat den X an den Y an hirem klenge Schräinerbetrib erliewen, ass Alldag fir Honnerten aner Betriber: Bäcker, Garagisten, Hotelieren, kleng Industriebetriber an esou weider. Si schafen awer all Joer iwwer 12.000 nei Aarbechtspplazen. Wat sinn also elo déi konkret Erausfuederungen, iwwert déi mer haut dann hei och wëlle schwätzen an iwwert déi ech dankbar sinn, duerfen ze schwätzen?

Eise Modell huet dat schonn zum Deel resuméiert: Dausende Leit schaffen am Secteur, bréngen hiren Apport zum PIB. Et ass also eppes, wat op zolitte Féiss steet. Fakt ass awer: Ze wéineg Leit an och ze wéineg Lëtzebuerger interesséiere sech duerfir. An eisem Betrib vu virdru gëtt scho laang kee Lëtzebuerger méi geschwat. 85% vun den nei kreierte Plaze gi vun NetLëtzebuerger besat. Dräi Véierel vun de Créateurs d'entreprises sinn Auslänner.

Firwat geet de Lëtzebuerger elo net méi an déi Ausbildung? Domadder wëll ech elo net soen - a verstitt mech net falsch! -, dass ee muss Lëtzebuergeresch schwätzen, fir eng gutt Aarbecht ze maachen, beileiwen net, mä mir riskéieren awer, Réss an eis Gesellschaft ze kréien, tëschent deenen, déi d'Plus-value schafen, an deenen, déi d'Land verwalten. Ech wëll dat elo e bësse simplistesche hei esou soen.

Firwat dëst? Firwat ass d'Situatioun esou? Well et nach ëmmer eng Onéier ass, sech d'Hänn knaschteg ze maachen? Well den Image vun engem technesche Beruff net dee beschten ass? Well nach ëmmer net genuch geziilt vu Klengem un dohinner orientéiert gëtt, wou dann herno och Leit um Maart gebraucht ginn? Et ass ganz sécher, Dir Dammen an Dir Hären, e gesellschaftleche Problem.

Mir stellen awer och fest, am Small Business Act fir Europa steet geschriwwen, ech zitieren: «(...) le Luxembourg manque toujours d'une culture de l'entrepreneuriat.» De Plan d'action PME klasséiert de Grand-Duché op der 14. Plaz enner 28 EU-Länner, wat den Entrepreneursgeescht ugeet. Et ass also nach e bësse Loft no uewen, fir et emol salopp ze soen.

Mir stelle weider fest: Den Ament sinn ze wéineg Leit an der praktescher Ausbildung ënnerwee. Et feelt un Ingenieuren, Techniker, Mathematiker, Informatiker an natierlech dann herno och u gutt ausgebildeten Handwerker.

An deem Leschtgenannten, erlaabt mer, dass ech déi Klammer och opmaachen, feelt et och u jonke Fraen, déi an dës Richtung wëlle goen. Dat muss analyséiert ginn. Ass d'Ausbildung net flott an attraktiv genuch? D'Méisprochegkeet, do si mer eis ganz dacks och heibannen eens, ass gutt. Dat ass sécher en Attrait fir de Lëtzebuerger Site, mä et däerf keng Barrière sinn. Duerfir musse mer eise Sproochenunterricht reforméieren. Zu Lëtzebuerg scheitern d'Leit un der Sprooch. Do komme Leit duerch d'Sproochen net einfach esou an eng technesch Ausbildung eran. Déi Leit feelen dem Marché an da gi mer se an d'Ausland rekrutéieren, an déi schwätze just hir Mammesprooch, an dat kann et jo awer net sinn.

Da behale mer d'Leit, an dat ass och e Constat, deen ee maache muss, net laang genuch an de Beruffer dran, souguer och no enger fäerdeger Ausbildung, souguer wa se da bis am Beruff schaffen. Et kann net sinn, an dat ass och hei schonn e puermol gesot ginn, wann iwwer esou Sujete rieds gong, dass dee jonke Mënsch, deen Talenter am Manuellen huet, just am Kapp huet, eng Plaz bei der Gemeng oder beim Stat ze kréien. Bei allem Respekt fir jiddwereen, deen do schafft, den effenteleche Secteur brauch exzellent Leit an huet déi en général och. Mä och am Privatsektor brauche mer exzellent Leit, an do hu mer der ganz einfach net genuch.

Mir froen, jonk Leit méi fréi mat der Aarbechtswelt a Kontakt ze bréngen, Schüler, Proffen a virun allem och emol Elteren un een Dësch ze kréien. D'Reform vun der Meeschterprüfung ass iwwerfällg, mir ënnerstëtzen déi Beméiungen, déi do ënnerwee sinn. Mir sinn eis, mengen ech, heibannen eens, dass d'Motivatioun fréi muss ugoen an dass d'Handwierk net nëmme den leschten Auswee däerf sinn. Duerfir ass eng fréi Motivatioun onëmgängelech.

Mir froen des Weiteren eng Approche positive, an dat ass déi, déi eis hei weiderbréngt, an net d'Orientierung par échec. Muer stëmme mer

d'Gesetz vun der Maison de l'orientation a mir hoffen, dass hei op dësem Punkt op d'mannst eng Deelreduerung ka geschafe ginn. De Pakt PRO Artisanat mat de véier Achsen, wou eng dovun d'Image de marque ass mat ënner anem Hands Up an Hello Future, ass sécher begréissenswäert.

D'Formation continue an d'Formation des adultes ruffen och zum Deel no Reformen. Dacks sinn et jo jonk Erwuessener, déi iwwert d'Reconversion erëm zrëck zum Beispill an en Handwerksberuff kommen. An dacks sinn dës Leit och extrem motivéiert. Mir froen, dës Formation méi attraktiv ze maachen, well ech mengen, et kann net sinn, wann dee mat 25, 26 Joer seet: „Hei, ech ginn erëm zrëck an eng aner Richtung“, oder „Ech wëll eppes aneres léieren, ech hunn awer Motivatioun,“ dass dee sech da mat engem vu 16, 17 Joer muss an d'Schoulbänk setzen.

An duerfir géif ech dann, Här President, eng éischt Motioun deposéieren am Numm vu menger Partei, wou mir op d'Wichtegkeet vun der praxisorientierter Formation wëlle Wäert leeën. Wann ech gelift!

Motion 1

«Formation et reconversion professionnelle»

La Chambre des Députés,

- considérant que l'éducation et la formation, à la fois des jeunes et des adultes, relèvent d'une importance capitale dans un pays dont les ressources naturelles principales sont les compétences intellectuelles, techniques et manuelles de sa population;

- considérant qu'il est d'une importance cruciale pour un pays d'investir dans son «capital humain» et de se doter du cadre légal ainsi que des structures et des infrastructures nécessaires pour permettre à l'éducation et à la formation de répondre au triple défi de la compétitivité, de l'intégration sociale et de la cohésion sociale;

- considérant que le paysage de la formation ainsi que les attentes et carrières des jeunes et adultes sont en train de connaître des bouleversements profonds et que des changements de carrière tout au long de la vie deviennent de plus en plus fréquents;

- considérant que toute personne a le droit, tout au long de la vie, de développer ses connaissances et compétences, d'améliorer sa qualification professionnelle et de se réorienter au vu de ses besoins personnels ou du changement de son environnement économique, technologique et social;

- considérant qu'il y a actuellement de nombreuses campagnes de promotion et de valorisation de l'artisanat, telles que «L'Artisanat, les mains de demain» ou «Hands Up»;

- notant qu'il y a un vrai effort de repositionner l'artisanat à sa juste valeur, de révéler la richesse et la diversité de ses métiers et de démontrer qu'il regorge de domaines innovants, techniques, précis et pointus;

- considérant qu'il y a de nombreuses personnes intéressées, ayant déjà atteint un certain âge, avec le désir de se réorienter vers un métier de l'artisanat;

- considérant que d'autres pays tels que la France ou l'Allemagne disposent, contrairement au Luxembourg, d'une multitude d'offres adaptées aux formations envisagées et aux situations personnelles des personnes envisageant une telle reconversion professionnelle,

invite le Gouvernement

à étudier la mise en place d'un système de formation adapté aux besoins des personnes avec un projet de reconversion professionnelle vers un métier de l'artisanat.

(s.) Félix Eischen, Diane Aehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

Ech kommen dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei d'Reprisen, well eise Patron X aus dem Beispill vu virdrun denkt jo haart driwwer no mat sengen 53 Joer. Wa mir also d'Situatioun géife verbesseren, also méi an d'Ausbildung vun de Ressourcë géife stiechen a gutt ausgebildete Leit hätten, da kréiche mer och de Problem vun de Reprisen am Prinzip besser an de Griff, wëllt soen, da wiere méi Leit mat Entrepreneursgeescht do. An den nächste Joeren, dat muss ee wëssen, soll een och ënnersträchen, siehe ronn 3.000 Handwerksbetriber mat ronn 47.000 Salarieen e Repreneur. 3.000 Betriber! Dat weist déi immens Erausfuederung fir den Iwwerweg selwer an awer och fir de Repreneur.

De Mëtzelstand huet e grouse Problem bei den Transmissiounen bis dato. Dat geet bei der Motivatioun an der Formation un, wéi elo grad gesot, an et hält awer och bei der Finanzéierung op. Mir stelle fest: Et ginn net genuch potenziell Repreneuren, et gëtt gezéckt.

D'CSV hat am Dezember d'lescht Joer eng Motioun presentéiert, an där mir gefrot hunn, de Régime fiscal vun de Reprisen ze analyséieren an eventuell steierlech Avantagen oder Ureizer en place ze setzen. Dës Motioun war ugeholl ginn, an et wier elo gutt ze wëssen, wou déi Aarbechten dru sinn. Am Pakt PRO Artisanat elo am März gouf gesot: «(...) les partenaires étudient des mesures législatives (...)» Kann een, dat ass meng Fro, Madamm Staatssekretärin, do scho konkret haut eppes soen? Ech géif mech do op eng Äntwert freëën.

D'Reprisë ginn dann Hand an Hand mam Finanzement, dat schéngt evident ze sinn. All Betrib muss mat der Zäit goen, soss riskéiert en, matzäiten zouzegoen. Dat kascht. Ech schwätze vum Invest, a fir den Erausfuederungen entgéintzkommen, ass et iwwerliewenswichtig, u Geld an dacks och u frësch Geld ze kommen.

Ee Wuert an deem Kontext iwwert d'SNCI. 2015 huet d'SNCI 100 Milliounen an de Grapp geholl. Dovunner waren iwwer 80 Milliounen Direktparticipatiounen an den Entreprises. Et muss ee sech d'Fro stellen: Wou bliwen d'Kreditter un dat klassesch Handwierk? Mir sinn der Meinung, dass d'SNCI bei der Finanzéierung eng méi aktiv Roll kéint a misst spillen. Si ka schonn haut bis 75% vun den Investissements bei den Entreprises, Handwierk, Commerce, Horeca, et cetera matfinanzéieren. An der Praxis gesi mer awer eng Tendenz ewech vun de Präten un den traditionelle Mëtzelstand hin zu Direktparticipatiounen a sougenannten IT-Boiten.

Dat ass interessant, dat wëlle mer och elo net hei verwerfen, mä am Rapport annuel vun der SNCI steet och geschriwwen, dass an de leschte Jore fënnf bis néng Milliounen u Créateurs d'équipements vergi goufe fir d'Création d'entreprise u jeune Artisanen zum Beispill. An ugangs der 2000er Jore waren et awer tëschent 20 an 29 Milliounen d'Joer.

Wéi ass dat méiglech? An ech wëllt och do nofroen, wat d'Grënn heifer sinn. Et ass sécher, ech hunn dat och elo grad gesot, ze begrëssen, dass d'SNCI am IT-Beräich eng Roll wëllt spillen, mä eng wéineg manner restriktiv Politik beim Prêt fir de jonken Handwerker wier awer och net vu Muttwëll. Dat kéint op jidde Fall d'Lecture vun dëser Analys sinn. Et ass op jidde Fall d'Missioun als staatleche Betrib, hei méi Risiko ze droen.

Am Kontext vun der Finanzéierung, Här President, géif ech da gären eng zweet Motioun presentéieren, an zwar geet et ëm de Finanzement vun den Entreprises. De Finanzement vun den Entreprises, dat si jo am Prinzip d'Prête bei der Bank respektiv d'Hëllef vum Stat oder och dann nach privat (veuillez lire: vum Stat oder vu privater Sait). Wat eis awer feelt, wat eis feelt, dat gesäit een am Verglach mam Ausland, mat den typeschen Entrepreneurslänner, an ech zitieren do enner anerem England an och d'USA, dat ass d'Tatsaach, dass hei manner Privatleit mat a Betriber investéieren. Et feelt an deem Suivi un Erfahrung an och un engem Netzwierk. Dat hu mer och schonn an der Kompetitivitéitsdebat hei am Dezember gesot. An d'Regierung huet deemools eise Constat u sech gedeelt. Dozou och eng Motioun, wou mir an deem Kontext froen, fir hei iwwer steierlech Ureizer nozedanken. Wann ech gelift.

Motion 2

«Capital-risque»

La Chambre des Députés,

- considérant que les petites et moyennes entreprises (PME) sont des acteurs clés de notre économie;

- considérant que les PME représentent 99,8% de toutes les entreprises et 69,73% des emplois en Europe;

- soulignant que l'artisanat représente le «premier employeur» au Luxembourg, occupant actuellement environ 90.000 salariés dans plus de 7.000 entreprises;

- considérant que l'accès au financement pour les PME, notamment auprès des banques, peut s'avérer difficile, voire impossible;

- soulignant à titre d'exemple qu'à travers les dix dernières années, un tiers des PME dans l'Union européenne n'a pas reçu l'aide financière sollicitée auprès des banques et nécessaire pour financer leur développement;

- considérant que le capital-risque joue un rôle particulier et grandissant dans le processus d'innovation et de développement économique des PME en tant qu'investissement de long terme;



- considérant que les États-Unis et le Royaume-Uni sont reconnus comme des pays d'innovation avec une forte culture entrepreneuriale et une multitude de moyens de financement;

- notant que le rôle du capital-risque est bien plus faible en Europe continentale que dans les pays anglo-saxons alors qu'il s'agit d'un facteur important pour le développement économique et l'innovation, en apportant de l'expérience, de la compétence et des réseaux professionnels;

- notant que l'incitation publique en faveur du capital-risque dans les pays anglo-saxons est favorable avec des mesures telles que le Small Business Act aux États-Unis ou le Seed Enterprise Investment Scheme au Royaume-Uni, un système de défiscalisation qui permet à l'investisseur de récupérer 50% de son investissement dans une start-up en réduction d'impôts, plaçant Londres comme capitale européenne des créateurs d'entreprises;

- soulignant que le secteur du capital-risque au Luxembourg connaît des difficultés à lever des fonds alors qu'il constitue un enjeu fondamental pour favoriser la compétitivité des PME et l'apparition de jeunes entreprises innovantes, qui seront la croissance du Luxembourg,

invite le Gouvernement

à étudier la mise en place d'incitations fiscales en faveur des investisseurs privés de capital-risque afin de créer petit à petit une nouvelle culture de l'investissement et de transformer le Luxembourg en pays à fort esprit d'entreprise.

(s.) Félix Eischen, Diane Aehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Félix Eischen (CSV), interpellateur.** - Dir Dammen an Dir Häre, am Kader vun der neier Steuerreform ass de Steuersatz fir déi kleng Betreiber mat manner wéi 25.000 Euro Benefiss vu 17% op 15% erofgesat ginn. Okay!

Elo kann ee sech awer d'Fro stellen: Wéi wäit mécht dat der Kaz e Bockel? Ech géif gare wessen, wéi wäit dass des Mesure dobausse gräift, well et jo och nach ganz vill aner PME-Betribler ginn, déi iwwert deem Seuil vum Benefiss leien.

Eppes aneres ganz Wichteges wëll ech awer och hei ernimmen: An der weiderer Diskussioun ronderëm de liewenswichtigen Invest an de Betriber stelle mer fest, dass déi ugeduechte Steuerimmuniatioun op engem gewëssene Kapital, also op der Reserv, déi jo op d'Sait geluecht gëtt, fir spéider dann ze investéieren, kee Sujet méi bei dëser Regierung ze si schéngt. Et ass op jidde Fall näischt méi driwwer gesot ginn an et kann a muss ee sech hei froen, firwat.

D'Berufsskummeren an d'UEL froen dat ganz kloer. De Finanzminister ass awer net méi do-rober zréckkomm. Och hei wëllt ech eng Motion deposéieren, déi des Immunisatioun kloer erëmfreet. Wann ech gelif, Här President.

Motion 3

«Réserve immunisée d'impôt pour investissement»
La Chambre des Députés,

- considérant qu'une entreprise doit pouvoir se repositionner, de façon continue, par rapport à la concurrence et s'assurer de ce que ses installations, son personnel et ses infrastructures en général permettent d'atteindre cet objectif, d'où la nécessité de réaliser régulièrement des investissements de remplacement;

- considérant qu'en même temps, les entreprises doivent, à tout moment, être en mesure de répondre aux besoins exprimés par leurs clients et prévoir en temps utile, la nécessité de procéder à des investissements d'extension;

- considérant que l'accès des PME artisanales, commerciales et industrielles aux marchés de capitaux est plus difficile que pour les entreprises de taille plus importante;

- considérant que les PME sont handicapées dans leur pourvoi en capitaux propres par rapport aux entreprises de taille importante, ce qui rend le financement de leurs investissements plus difficile d'autant plus que l'autofinancement de leurs investissements est entravé par le fait que leurs besoins en investissements ne sont pas continus dans le temps, mais se font par à-coups;

- considérant que l'introduction d'une réserve immunisée pour investissement est un moyen efficace d'éliminer ou de réduire les handicaps inhérents au financement des PME et de permettre une certaine constance dans leurs investissements;

- notant que l'atout d'une telle réserve réside dans le fait qu'elle augmente la part des fonds

propres de l'entreprise, et que, par conséquent, elle permet une amélioration de la liquidité et facilite le financement externe des investissements futurs;

- considérant que les investissements sont à considérer comme le moteur de toute économie dynamique et déterminent d'une façon directe l'évolution macro-économique;

- considérant que la réalisation des investissements engendre des charges financières très importantes et qu'il incombe dès lors au pouvoir public de créer l'environnement propice au développement des entreprises;

- considérant que le programme gouvernemental statue que «[l]e Gouvernement veillera à soutenir des investissements permettant un développement et une croissance économiques durables, notamment par le biais d'une réserve immunisée pour investissement pour les PME»,

invite le Gouvernement

à introduire le régime d'une réserve immunisée pour investissement pour les PME afin de stimuler l'autofinancement, c'est-à-dire le financement des investissements par les bénéfices mis en réserve,

à prévoir des critères précis afin d'éviter d'éventuels abus, tels que la définition des investissements éligibles, un pourcentage et un plafonnement annuel éligible du bénéfice, un délai de réalisation et un mécanisme de report de l'imposition, toujours dans le but final de promouvoir le développement et la croissance économiques durables des PME.

(s.) Félix Eischen, Diane Aehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

Ech kéim da bei d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung ass dat Schlagwuert an de leschte Wochen a Méint, an de leschte Joren och. A mir müssen de Constat maachen: Mir hänken hei zu Lëtzebuerg hannendran, Dir Dammen an Dir Häre!

Ech kommen op eist Beispill vum Betrib mat eise X do zréck. Do koum jo de Bouf bei sâ Papp an huet gesot: „Du muss mat denge Produiten online goen, eventuell op d'Mooss produzéieren an dann eraus an d'Welt verschécken.“ Eng vun de ville gudden Iddien, déi haut gefrot sinn.

Wann natierlech elo de Patron a seng Madamm vum moies bis owes am Rad sinn, mam Kapp am Guidon, feelt hinne vläch ze dacks d'Rou, fir sech Gedanken ze maachen a sech frësch ze orientéieren. Mir sinn eis awer eens, d'Digitaliséierung ass d'Zukunft, bréngt grouss Chancen, enorm Erausforderungen, freet och no ausgebildete Leit, an do mécht sech och de Krees erëm zou zu deem, wat ech virdu gesot hunn, biergt awer och d'Gefor, ganz kloer den Zuch ze verpassen, wann hei net reagiert gëtt.

Fakt ass haut: De Grand-Duché hânt am europäesche Peloton vun der Digitaliséierung nach ëmmer ze wäit hannendran. Et gëtt viles ugeduecht, d'Plattform Digital Lëtzebuerg (veuillez lire: Digital Luxembourg), et cetera agieren op villen Niveauen. Och am Pakt PRO Artisanat ass driwwer geschwat ginn. Mir stellen awer fest, dass d'Leit um Terrain ganz kloer reklaméieren, fir enner anerem en Itinéraire ze kréie vun deem, wat en place ass, fir dass se sech och kënnen erëmfannen. Et feelt hei un enger ganz kloer Koordination. A mir froen dann och, fir de Betriber den Accès méi einfach ze maachen, eng richteg Cellule Digitalisation.

D'lescht Woch huet d'Madamm Stattssekretärin dëst och ugekënnegt. Maacht et! Madamm! Dréckt drop! Maacht et! Mir ënnerstëtzen lech dobäi. Opgrond vu Besoinen an Erfahrungen, nationalen an internationalen Tendenzen muss déi Zentralstell effektiv kommen. Et ass eng Referenz, aus där eis Betriber um Terrain kënnen begleet ginn a wat ganz wichteg ass: Déi Begleedung um Terrain muss och qualitativ héichwärtig sinn a ginn. Et kann net sinn, dass einfach een do an de Betrib kënt an dann dem X, deen dat schon 30 Joer mécht, seet, wéi en dat op eemol esou soll maachen, well soss ass deen erëm méi séier dobaussen, wéi en dobanne war. Also och déi Begleedung ass vu ganz héijem qualitativem Niveau oder soll op jidde Fall vun héijem qualitativem Niveau sinn.

D'Digitalisation freet a bréngt nei Formen vum Aarbecht, vu Beruffer, vu Marchéen. Hei muss ee sech da froen, ob d'Gesetzgebung a Froe vun Aarbechtsrecht, Sécurité sociale, Fiskalitéit vum Droit d'établissement an och vun den Assicurancen net och frësch misst ugepasst ginn.

Ee Wuert iwwert d'Start-uppen, wann Der erlaabt. An der Lescht héiert ee ganz vill, dass de Grand-Duché e ganz favorabelen Terrain fir nei Start-uppe wier. Start-uppe si wichteg fir eis Diversification économique. Mir verkafen eis och dobaussen als solch, als esou eng Plattform hei zu Lëtzebuerg.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat ass gutt, mä an enger internationaler Statistik oder an engem internationale Ranking war deslescht ze liesen, dass vun den dausend wichtigste Start-uppen op der Welt elo keng Lëtzeburger derbäi ass. Also do kann a muss nach dru geschafft ginn, mengen ech emol.

Ech wollt bei dëser Geleeënheet awer froen, wéi dynamesch dee ganze Start-up-Mouvement dann ass a wéi vill Emploien hei generiert ginn.

Da kënt een an dësen Deeg och ganz schweier laanscht den Space Mining, de Space Mining, iwwert dee mer net schrecklech vill wëssen. De Minister huet eis wuel seng Visiounen déi lescht Woch an der Kommissioun gesot. Mir komme jo och muer an der Kommissiounssitzung nach eng Kéier drop zréck. Vill méi kann ee jo och nach net driwwer zielen, well et leeft jo nach net. An déi Space-Mining-Saach soll jo an éischter Phas emol hei am Land ëm déi 60, 70 nei Aarbechtsplaze kreéieren. Dat ass gutt, dat ass ze begreifen. Et ass en hallwe Prozent vun deem, wat all Joer am Mételstand an Aarbechtsplaze kreéiert gëtt. Nach eng Kéier, déi 60, 70 Aarbechtsplaze si gutt, mä kommt, mir konzentréieren eis bei allem Hipp (veuillez lire: Hype), deen den Ament e bëssen ze héieren ass dobausse ronderëm all Start-up, ronderëm nei ICT, wat wierklech wichteg ass a wat ech hei wierklech net, net, net wëll denigréieren, op de classesche Betrib, op de classesche Secteur. Dee freet och no méi Lobby. Dee freet no méi Lobby, a kommt, mir konzentréieren eis op déi Honnerten an Dausende Betriber, déi do sinn an déi, wéi gesot, iwwer 10.000, 12.000 Aarbechtsplazen d'Joer schafen!

Dat ass kee Reproche. Dat ass einfach en Opruff fir de classesche Secteur, dee ganz einfach virun immensen Erausforderunge steet. Et geet drëm, all des Akteuren e bësse méi an d'Fenster ze stellen, woubäi, wann een iwwer Space Mining schwätzt, een awer och do eventuell kéint d'Fro opwerfen, ob et à la longue net kéint oder misst och ugeduecht ginn, fir hei op der Aerd eng intelligent Recyclingspolitik am Kader vun der Économie circulaire unzekierpen, fir dat emol am Kontext vum Circulaire ze soen, eppes fir d'Kreeslafwirtschaft global ze maache mat seltenen Aerdmetaller an esou weider, amplat fir deiert Geld a mat schrecklech vill Energie eppes dobaussen am Weltall op Asteroiden oprafen ze goen.

D'ailleurs hunn ech mer d'Fro gestallt, ech weess net, ech sinn elo kee Spezialist, mä ech hu mer d'Fro gestallt: Wann ech do esou e Kran hunn, an ech schécken deen dann elo an de Weltall, da muss ech dee jo op en Asteroid placéieren. Deen Asteroid hânt jo awer net einfach do, dee flitt mat 20 Kilometer an der Sekonn. Wéi bréngen ech et fäerdeg, fir esou e Rover emol esou op den Asteroid drop-zekréien? En ass jo da scho fort. A wéi schafft deen? A wéi bréngen ech et da fäerdeg, déi puer Gramm Seltene Erden herno erëm zréck-zekréien?

Elo hunn ech wéini an engem Bericht vun der NASA gelies - de Marcel Oberweis, de Frënd Marcel, dee vill méi dovunner kennt wéi ech -, do stoung drageschriwwen: „100 Gramm kaschte 400 Milliounen Dollar.“ 100 Gramm, 400 Milliounen Dollar!

E Lancement vun enger Rakét jummt wéi vill CO₂ an de Weltall? Wéi mir wéini an der Kommissioun driwwer geschwat hunn, hunn ech vun de grénge Kolleegen näischt héieren. Näischt! Économie circulaire näischt, CO₂ näischt, guer näischt, keen do, näischt driwwer rieds!

(Brouhaha)

E Weltkonzern, deen all Mënsch kennt, huet a senger Ausrichtung stoen, elo just nach Handye wellen ze produzéieren mat Recyclingwuer.

Ech komme bei d'Emplacement, Dir Dammen an Dir Häre, ech komme bei d'Emplacement. Elo hätte mer gären, dass vill nei Betriber heihinner komme respektiv mir hätte gären, dass se hei bleiwen. Mir ënnerstëtze se och beim Ausbau. Elo wëllt awer keen e Betrib am Duerf, och scho guer keen, dee Knascht a Kaméidi mécht. D'Fro: Wou kënnen déi Betriber sech néierloossen? Ee Start-up mat engem PC geet jo nach. Déi Co-work-Büroe si jo och zum Deel vläch eng Äntwert dodrop.

Mä dee klengen Industriatelier, wou geet deen hin? E jonke Schrainer, dem X sâ Bouf, wann en dann awer de Betrib wëllt iwwerhuelen, wou geet en hin? Eling am Handwärg, Dir Dammen an Dir Häre, ginn et 149 Betriber, déi eng Plaz sichen, wou se kënnen higoen. Dat si ron 100 Hektar! Déi sinn net do! Déi regional Zonen affichéiere knapp 5 Hektar. 5 Hektar! An Dir wësst, dass bei den nationalen Zonen e groussen Deel nach fir méiglech auslännesch Betriber reserviert ass.

Et wier elo emol interessant, ze wëssen, wéi vill Hektar dat iwwerhaupt sinn, fir hei en Iwwer-

bléck ze kréien. Dee gëtt et net. Mir stelle fest, dass mer d'urgence Terraine fir de Mételstand a fir d'Handwärg brauchen an dass d'Madamm Closener, bei allem Respekt, dorëmmer hausséiere geet, fir et emol esou ze soen, bei d'Gemengen.

Mir stellen awer och fest, an da kommen ech erëm zréck bei déi gréng Kolleegen, dass déi d'Madamm Closener ausbremsen, dass op där enger Sait d'Économie freet: „Mir hätte gären Terrainen, mir hätte gären den Ausbau vun de Zone-d'aktivitéen“, an op där anerer Sait gi Steng an d'Féiss geluecht, wat mer enorm bedauern. Mir constatéieren op jidde Fall, dass do verschidde Leit aus der Regierung net mateneen harmonéieren an dat ass schued, dat ass schued. Et gëtt e Besoin, fir et ze maachen an et gëtt net un engem Strang gezunn.

Ech kéint lech Beispiller nennen, ech wëll dat awer net maachen. Ech wëll och net ze vill iwwer meng Gemeng schwätzen, dat ass ganz kloer de Fait, dass dat do esou ass. Ech kéint och iwwer Fléiber schwätzen, ech soen dat ënner der Kontroll...

► **Une voix.** - Meng Heemecht!

► **M. Félix Eischen (CSV), interpellateur.** - ... vun de Kolleegen aus dem Norden, do wou e Projet op Ais geluecht ginn ass vun dëser Regierung an do war schonn Aktivitéit drop. Do war schonn Aktivitéit drop! Dat wier och kee rissegroussen Agréff an d'Natur ginn. Bon, et läit op Ais. Déi do Politik widderrecht op jidde Fall deem, wat de Moment dobausse gefrot gëtt, Dir Dammen an Dir Häre.

Mir froen also, dass dem Handwärg méi Terrain reservéiert gëtt, spezifesch Léisungen och fir d'Konstruktionsbranche. A wann een da vun dese Betriber schwätzt, da sollt een och ennersträchen - dat stoung enner anerem och haut nach an der Zeitung, et ass gesichter gesot ginn -, dass grad och am Bau akut no neien Deponieplaze gesicht gëtt. A wann ee weess, dass de Bau d'Économie zitt, da weess een och, wéi wichteg dass dat ass.

Mir froen, iwwer Restriktiounen nozedenken, déi bestinn, wat de Stockage an de Zone-d'aktivitéen ugeet. Et gëtt kee Kadaster, keen nationale Plang Zone d'activités. Wou sinn d'Plan-sectoriellen drun? Dat ass wichteg. A mir géifen och gare wëssen, wat fir eng Stratégie globale des Regierung do huet, wëssend awer och, dass een haut net ka wëssen, wat genee an zéng Joer gebraucht gëtt. Mä et wier awer emol net schlecht, ze wëssen, wat fir eng Disponibilitäten de Moment um Lëtzeburger Territoire wieren.

An dësem Kontext dann, Madamm Presidentin, eng véiert Motion, wou mir ganz kloer déi do Revendication nach eng Kéier schrëftlech wëlle festhalen oder festgehalen hunn.

Motion 4

«Sites d'implantation»

La Chambre des Députés,

- considérant qu'un des freins majeurs à l'investissement dans l'artisanat consiste en la pénurie de sites d'implantation;

- soulignant que notamment pour les créateurs d'entreprises, l'acquisition ou la location d'ateliers ou de sites de production, à des conditions soutenables, constituent une barrière non négligeable;

- notant que ce même constat vaut pour les entreprises existantes qui souhaitent investir dans leurs infrastructures pour s'agrandir, adapter leur chaîne de production ou qui sont contraintes à délocaliser leur production;

- considérant que le plan sectoriel «zones d'activité», qui devrait définir à l'échelle nationale des surfaces supplémentaires de zones d'activité, n'a toujours pas été présenté;

- notant que la mise en vigueur du plan sectoriel ne résoudra pas immédiatement le problème de la pénurie de terrains en vue des procédures lentes et multiples;

- considérant que le Ministère de l'Économie, qui gère les zones d'activité nationales, garde en réserve d'importantes surfaces pour des entreprises industrielles souhaitant s'implanter au Luxembourg;

- notant qu'en l'absence de demande par des entreprises de l'étranger, une partie de ces terrains devrait être davantage mise à disposition de l'économie régionale et locale,

invite le Gouvernement

à mettre en place des zones d'activité accessibles aux PME artisanales,

à reclasser davantage de terrains situés dans les zones d'activité nationales pour les rendre accessibles aux entreprises artisanales.

(s.) Félix Eischen, Diane Aehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci.

► **M. Félix Eischen** (CSV), *interpellateur*.- An dann dauert et wéinst den Oplagen, ech mengen, dat kann een och roueg an dësem Kontext nach eng Kéier hei soen, nach ëmmer vill ze vill laang. Mir regulariséieren eis dacks krank. An dat sinn dacks Reglementer oder meeschtens, déi dann hei net duerch d'Chamber ginn, wouvunner hei net geschwat gëtt. Fakt ass, dass wann s de eppes wëlls maachen, da bass de am Endeffekt no zwou SUPen, enger Fliedermaus an eventuell och nach enger réimescher Schierbel dräi bis véier Joer méi laang ënnerwee, an dat ass net gutt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo net méi alle Zäit rescht. Eng Rétsch Sujete kéinten a missten nach ugeschwat ginn. D'Iwwerreglementéierung ass ugeschwat ginn. Zum Beispill vill Betriber am Horeca-Secteur kloer ganz kloer doriwuer.

D'Energie, wéi ass et mat der Energiesécherheet? Mir importéiere ganz vill Energie. Den Defizit vun der Balance commerciale ass 3,3% vum PIB. Dat ass wäit iwwer d'vun der EU.

Mir kéinten iwwer d'Faillitgesetz schwätzen. E Betrib zum Beispill, deen nach Suen vun enger Faillite ze kriien huet, muss vill ze vill laang dorobber waarden, bis dass e seng Suen huet. Ech weess awer och, an dat weess d'Madamm Staatssekretärin och, dass eng Ennerkommissioun amgaangen ass, sech mat der Reform vum Faillitgesetz ze beschäftegen, an amgaangen ass, drun ze schaffen. Dofir wëll ech net weider dorop agoen. Et ass awer och wichtig, dass dës Reform endlech kënnt.

Ech kéint nach iwwer d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit schwätzen, iwwer d'Schwarzarbeit. Op d'Simplification administrative ginn ech hei elo net méi an, och net méi op den Omnibus, dat hu mer virun e puer Méint hei gemaach. Omnibus ass gutt mat deem, wat um Dösch läit. Et geet eis awer net duer, dat hu mer gesot. An dofir muss mer dann och ofwaarden a mir si gespaant, wat dat neit, ugekënnegt Naturschutzgesetz an deem Punkt hiergëtt.

Fazit, Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz: De Mëttelstand mat enner anerem dem Handwierk huet d'Land zu deem gemaach, wat et ass. Déi ugeschwat industriell Revolutioun gräift iwwerall eran. Dat heite sollt just en Ustouss sinn, all dës Aktivitéiten, déi aus der Mëtt vun eise Vollek kommen, net aus den Aen ze verléieren, hire Wäert ze respektéieren an d'Erausforderungen, déi sech dësem vitale Stéck Lëtzebuerg stellen, zesummen unzegoen.

Domadder dann och mäi waarmen Appell, dës Exercice hei am Haus méi dacks ze maachen. Well net zulescht sinn d'PMEn och mat engem Wuesstum a wa méiglech och mat engem gescheite Wuesstum konfrontéiert. Mat 5% Wuesstum - mat 5% Wuesstum! - verdulebe mer eis a 14 bis 15 Joer. Denkt drun, wat dat heescht! Also déi Betriber mussen Wuesstum hunn, si mussen en op där enger Säit hunn, den Invest an de Betrib, an d'Ressourcen sinn awer och deen Challenge fir d'Zukunft.

An domadder soen ech lech villmoos Merci, dass Der mer esou gutt nogelauscht hutt.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Interpellant Félix Eischen. Als éischt ageschriwwen Riednerin hunn ech d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer Wuert just ergänzend zu deem, wat de Kollege Félix Eischen gesot huet. De Suivi vum Plan d'action, sou war et bei der Presentatioun vun der Madamm Staatssekretärin gesot ginn, soll jo vum Haut comité PME begleet ginn. Iwwer d'Aarbechte vun dësem Haut comité ass awer bis haut nach net ganz vill gewosst an e konkreten Zwëschebilan iwwer d'Ëmsetzung vum Plang gëtt et bis haut och nach net.

Dee Plang, sou gouf gesot, sollt net staatlech sinn, mä a Fonctioun vun de Besoinen vun de PMEn, also Horeca, Handwierk an Handel, evoluéieren. An deem Kontext, Madamm Staatssekretärin, muss een awer leider feststellen, dass eise Wirtschaftsministère an engem Dossier, dee fir de Mëttelstand, am Besonneschen d'Handwerk, awer och fir Ingenieur- an Architektbetriber extrem wichtig ass, seng Chance verpasst huet, um europäeschen Niveau ze intervenéieren. Ech schwätze vum Paquet Services, deen déi Europäesch Kommissioun den 10. Januar dëst Joer lancéiert huet a wou elo schon den nächste Mount op Malta soll en Accord fonnt ginn.

Bréssel huet do argumentéiert, dass den europäesche Bannemaart net géif esou fonctionnéieren, wéi e misst, wéinst nationale Regle-

mentéierungen enner anerem, awer net nëmmen, am Beräich vun de reglementéierte Berufler an doduerch géif ganz vill Potenzial fir Wuesstum a Beschäftegung verluer goen. A wann ech gelift, aus där Ursach sollen d'Länner dann elo all déi sougenannten Hürden ofbauen, fir harmoniséiert Zougangsméiglechkeete fir Déngschtleschtungsbetriber ze schaffen.

D'Kommissioun beriff sech dobäi op wirtschaftlech Untersuchungen a Prognose wéi zum Beispill déi vun der OECD. Mä leider ginn déi national Spezifitéiten iwwerhaapt net berücksichtegt. D'OECD, déi kuckt zwar ganz genee déi verschiddenen Texter, awer si kuckt net, wéi d'Länner se applizéieren. An et ass einfach falsch ze behaapten, de Bannemaart géif net fonctionnéieren, well den Accès à la profession ze komplizéiert respektiv iwwerreglementéiert wier. Dat stëmmt näamlech fir Lëtzebuerg iwwerhaapt net an ech ginn lech herno och e puer Beispiller.

Konkret bréngt dee Paquet Services näamlech mat sech, dass sämtlech Qualifikationsstandarden a wichteg Ufuorderungen, fir iwwerhaapt dierfen e Beruff auszeüben, no enne wäerten ugepasst ginn. An domadder gëtt à terme de Meeschterbrëif, dee jo awer fir Erfolg a Qualitéit steet, a Fro gestallt. Mir sinn eis jo alleguer heibannen eens, géif ech emol mengen, dass mat enger seriöser Berufsqualifikatioun och d'Qualitéit vu Produkter a Services a gläichzäitig awer och an net manner wichtig de Verbraucherschutz sécher gestallt sinn.

Lëtzebuerg fonctionnéiert nom Modell vun der dualer Berufsausbildung, genee wéi Däitschland an Eisträich, béides Länner, wou d'Handwerk en héije Stellwäert huet a wou de Konsument ganz genee weess, dass en do kann op Qualitéit an der Ausféierung zielen. Et ass also e Modell, dee Succès huet.

Firwat solle mer dann elo higoen duerch dee Paquet Services an eisen Niveau no enner adaptéieren? Firwat solle grad déi niddregst Standarden harmoniséiert ginn? Firwat maache mer net just de Contraire a soen: „Ma deen Erfolgsmodell mat der dualer Ausbildung an dem Meeschterbrëif, dee soll eigentlech nach op vill méi eng breet Basis gestallt ginn, fir dass all d'Länner den héchstméiglechen Niveau u Qualitéit kënnen ofréieren.“ Mir brauche Mindestuforderungen, soss ass och kee Konsumenteschutz am wuertwierleche Sënn méiglech. Et kann net jiddwereen alles, wann en et net richteg geliert huet!

Un déi Europäesch Kommissioun, awer och un d'Regierung kann ech nëmmen appelléieren, déi gesellschaftlech a wirtschaftlech Virdeeler vun engem u Qualifikatioun gebonnenen Accès à la profession unzërkennen an dat net als e Wettbewerbsproblem ze gesinn. Déi grouss Zuel vun auslännesche Betriber, déi zu Lëtzebuerg temporär Services ofréieren oder sech hei néierloossen, weisen näamlech ganz kloer, dass de Bannemaart hei bei eis ganz gutt fonctionnéiert.

Mir hunn zum Beispill hei am Land eng 3.500 etabléiert Baubetriber, lëtzebuergesch an auslännesch, an dobäi kommen der och nach all Joers eng ronn 6.000 als Prestataire de service aus dem Ausland heihinner schaffen. Wat wëlle mer da méi?

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Problem ass, dass Bréssel sech hei iwwer eng Hannerdierchen an eise Schoulsystem amëscht, an zwar an d'Formation professionnelle. An dat geet net! Well do hunn d'Nationalstata Kompetenz. Däitschland huet an deem Kontext och direkt reagiert a Bréssel eng Subsidiaritätsrëg erdeelt. D'Bundeskanzlerin héchstperséinlech huet sech fir d'Erhale vun héije Qualitätsstandarden a fir déi dual Ausbildung am Handwerk staark gemaach.

Eis Regierung huet sech zwar iwwer de Pakt PRO Artisanat fir de gesetzleche Kader vum Droit d'établissement engagéiert. Mä wisou hutt Der net an dësem präzise Fall reagéiert? Grad elo, wou Bréssel wëllt d'Ufuorderungen, fir en Handwierk kënnen auszeüben, ofsetzen, wou war do eise Minister? A Kalifornien? Oder a Japan? Sinn dës Problemer him eventuell ze vill buedemstänneg?

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, konkret bedeiht dee Paquet Services, dee säit Januar um europäeschen Dösch läit, dass, éier e Land an Zukunft iergendeng Reglementatioun fir seng Entrepreneuren trifft, et déi fir d'Alleréisch muss op Bréssel notifiéieren an da muss op gréng Luucht waarden.

E Land muss näamlech e sougenannten „test de proportionnalité“ iwwer sech ergoen loossen, deen net dierf diskriminatoresch fir Betriber sinn, déi sech an engem Pays d'accueil wëllen etabléieren. Do stinn 21 Kritären dran an déi sinn och nach kumulativ. Wann dat a Kraaft trëtt, heescht dat, dass mir keen eenzeg Gesetz méi wäerten duerchkréien, wat de loun ou

de près eisen Droit d'établissement wëllt weider reglementéieren. Mä esou e schaarfen Test de proportionnalité ass iwwerhaapt net nutzwendeg. Duerch d'Direktiv „services“ vun 2006, duerch d'Direktiv iwwer d'Unerkennung vun de Berufsqualifikatiounen vun 2005 an duerch d'Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff gëtt haut schon d'Proportionalitéit vun nationale Reglementéierung genuch iwwerpréift.

Des Weidere gëtt och nach eng Carte service agefouert, déi awer an deem Land erstallt gëtt, vu wou de Betrib hierkënt. Do gëtt also decidéiert, ob de Betrib déi Kaart kritt oder net. An d'Zilland wäert do de facto ganz wéineg Afloss hunn, och wann d'Kommissioun de Géigendee behaapt. D'Zilland, wou de Betrib sech da wëllt néierloossen oder just eng temporär Prestatioun de service wëllt maachen, kann do net méi ganz vill matentscheeden, mä muss au contraire bannent kierzester Zäit Bescheed ginn.

An do entsteet déi reell Gefor, dass de Prinzip vum Pays d'origine agefouert géif ginn. Dëst Land, wou de Betrib hierkënt, géif da bescheiden, dass e Service, deen no sengen Ufuorderungen geleescht ginn ass, an der ganzer EU dierf ugebueden ginn. Dat ass e Réckschritt par rapport zu haut, wou bei temporäre Prestations de service d'Zilland zumindest am Virfeld muss informéiert ginn an och iwwer eng elektro-nesch Plattform, den IML, Informatiounen kann am Pays d'origine nofroen. Den Austausch fonctionnéiert leider net iwwerall. Mä duerch d'Carte service entsteet awer d'Gefor, dass bewäerte Standarden a Virgabe vum Zilland carrement ennerlaf ginn.

Fir d'Ingenieursbetriber géif dat zum Beispill mat sech bréngen, dass Entrepreneuren aus dem Ausland heihinnerkommen, déi net déiselwech Konditiounen erfëlle mussen wéi eis ege Betriber. Eis Betriber mussen zum Beispill beim OAI affiliéiert sinn. Si mussen hir Diplome irweisen, éier se iwwerhaapt dierfe Pläng bei enger Gemeng oder beim Stat areechnen. En Ingenieursbüro aus dem Ausland, deen heihinner wëllt eng occasionnell Prestation de service maache kommen, brauch just nozeweisen, dass hien a sengem Land dozou autoriséiert ass, e brauch eng TVAs-Nummer an e brauch eng Assurance.

Vill Leit stelle sech dofir déi berechtigt Fro, ob dat do alles net zu Qualitäts- an och zu Präisdumping wäert féieren. Anstatt ze versichen, Problemer ze léisen, déi et a villen europäesche Länner esou net gëtt, wier et ubrecht, sech mat deene richtige Problemer, déi et am europäesche Bannemaart fir Betriber gëtt, ze befaassen. Ech denken do zum Beispill u Regelungen an de Länner, déi den Accès zu Marchépublicken erschwéieren, schwierig Prozedure vu Prequalifikatioun, an ech ginn lech och do e Beispill.

Wat d'Prestations de service vun Architekten an Ingenieuren ubelaangt, sou ass et esou, dass bis zu 30% Architekten an Ingenieuren aus der Grenzregioun hei bei eis op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat sinn der immens vill par rapport zu anere Länner. Do sinn et héchstens emol 0,3%. Also fonctionnéiert eise Marché jo guer net esou schlecht.

Ëmgedreit ass et awer esou, dass, wa mir als Architekten oder Ingenieuren an d'Ausland wëlle schaffe goen, een zwar wuel de Marché kritt, mä wann een da wëllt bis schaffen, da muss een eng Adress am Ausland hunn an den Assureur freet och nach no engem lokale Partner.

Dat si reell Problemer vum europäesche Bannemaart! Dofir wier et vill besser, wann d'Regele vu virera kloer wieren, also nom System ex ante, an net dem ex post.

All dës Messuren, déi ech elo opgezielt hunn, wäerten den Drock op d'Regierungen an d'Fräiberuffler erhéien an hinnen d'Liewe sécher net méi einfach maachen: Drock sech mussen ze rechtfertigen an Drock mussen ze dereguléieren.

Voilà, dëst gesot, sinn ech gespaant, Madamm Staatssekretärin, wat Dir dozou wëllt soen, ob Der dee Paquet Services gutt fannt, wéi Der lech zu deem Paquet Services wëllt positionéieren, ob Der eventuell wëlls hutt och, wéi aner Länner dat gemaach hunn, Amendementen anzubringen, éier mer hei mat eppes ze dinn hunn, wat eis ganz vill Suerge wäert maachen.

Ech soen lech villmoos Merci fir d'Nolauschtieren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci der Madamm Hetto-Gaasch. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen: d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Tess Burton** (LSAP).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären,

als éischt wëllt ech dem Interpellant Merci soen fir seng Initiativ, déi en hei lancéiert huet, fir iwwer eis PMEn hei am Plenum ze diskutéieren. Et ass näamlech grad e ganz gudd Moment, fir iwwer eis PMEn, eis kleng a mëttelstänneg Betriber, ze schwätzen, well grad de Moment e ganze Koup Initiative vun eiser Regierung geholl ginn, fir eis PMEn ze ënnerstëtzen.

Et handelt sech ëm Messuren, déi gréisstendeels net iwwer Gesetz geregelt ginn an domat ouni dës Interpellatioun an dësem Plenum wahrscheinlech net zur Sprooch komm wieren. Dobäi sinn et eis PMEn, déi e ganz wichteg Standbee vun eiser Economie sinn. Eis PMEe spillen eng wichteg Roll, wat eise wirtschaftleche Wuesstum an d'Schaffung vun Aarbechtsplaz betriefft.

De Secteur vun deene klengen a mëttelstännesche Betriber zielt haut 32.000 Handwerksbetriber, Commercen, y compris den Horeca-Secteur, an och eng Rei liberal Berufler a beschäftegt haut bis zu 210.000 Leit, dat heescht méi wéi 55% vun eise ganzen Emploi hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir ass et och esou wichteg fir eis Wirtschaft, dass mer d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg promovéieren, dat net nëmme mat Efforten, fir nei Investisseuren am Ausland ze fannen, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen, mä gradesou och eise lokalen Entrepreneuriat, deen eigentlech nach méi wichteg ass fir eis lëtzebuergesch Wirtschaft. Et sinn näamlech grad déi kleng a mëttelgrouss Betriber, déi Aarbechtsplaz schaffen a mat hirer Villfalt zur Diversifizéierung vun eiser Economie bäidroen.

Dat ass awer keen Automatismus. PMEe mussen sech permanent un en Ëmfeld upassen, wat evoluéiert. De Stat kann a muss si dobäi ënnerstëtzen. D'Regierung huet eng Rei Initiativen ergraff, déi genau dat maachen. Duerfir, a menger Ried wëll ech déi Punkten opgräifen, déi an der Interpellatioun opgeléicht gi sinn. Ech wëll awer net nëmme vun den Erausforderungen schwätzen, virun deenen d'PMEE stinn, mä och op déi verschiddenen Initiative vun der Regierung agoen, déi hinnen hëllef, dës Erausforderungen ze meeschteren.

Fir eis als LSAP ass et wichteg, dass mer d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg förderen, an dat aus gläich méi Grënn: Zum engem ass et wichteg, dass mir eis Wirtschaft weider diversifizéieren, dass mer nei Weeër sichen, fir eise Wuelstand ze erhalen, well duerch nei an innovativ Betriber schafe mer hei am Land neie Rächte, wat eis Wirtschaft betriefft.

Duerfir ass et wichteg, dass mer nei, innovativ Betriber hei zu Lëtzebuerg grënnen. Mä dat mussen net ëmmer Leit aus dem Ausland sinn, déi sech hei zu Lëtzebuerg néierloossen, fir hir Entreprise ze grënnen, mä dat kënnen och eis ege Leit sinn.

An och brauche mer Leit, déi hei bei eis am Land Entrepreneuren, déi existéieren, iwwerhuelen a widerentwëckelen. Duerfir brauche mer Leit mat Courage, déi bereet sinn, sech voll ze engagéieren an e gewëssent Mooss u Risiko anzugehen an awer och d'Kompetenzen dofir hunn.

Fir dass mir Leit an d'Entrepreneuriat kënnen orientéieren, mussen schon an de Schoulen ugefaange ginn, hinnen dës Kompetenzen ze vermëttelen. Et si schon eng ganz Rei Projeten, déi scho säit Jore an de Lycéë d'Entrepreneuriat bei deene Jonke förderen. Mä den Educatiouns- an de Wirtschaftsministère hunn nach rezent an de leschte Méint eng nei Initiativ an deem Sënn lancéiert. Et geet hei ëm e Projet, deen den Entrepreneursgeescht an de Lycéë fördere soll. Entrepreneurial Schools sollen entstoen, dat heescht Lycéë, déi sech besonnesch op d'Entrepreneuriat konzentréieren. Hei si Kollaboratiounen mat Lycéë an d'Liewe geruff ginn, e véierte Lycée steet an de Startlächer fir dese Projet.

Et geet drëm, dass d'Schüler sech fréi bewosst ginn, dass d'Schafe vun enger Entreprise eng berufflech Optioun ass, an dass se eng méi konkret Virstellung dovunner kriien, wat et bedeit, eng Entreprise opzebauen an ze geréieren. Si erwerben dobäi Kompetenzen, déi iwwerall an eiser Wirtschaft gebraucht ginn. Et geet also net nëmmen dröms, herno lauter Patronen ze forméieren, mä de Schüler déi Kompetenze vum Entrepreneuriat mat op de Wee ze ginn.

Iwwer dese Projet eraus spillt d'Formation eng Schlësselroll fir d'Betriber. Ugefaange bei der Basisformatioun vun de Schüler iwwer d'Berufsausbildung bis hin zur Weiterbildung vun Erwuessenen am Beruff muss et eng enk Ofstëmmung ginn zwëschen eise Bildungs-

system an de Kompetenzen, déi an de Betreiber gebraucht ginn.

Domat wär ech beim zweete Punkt vum Interpellant, deen d'Education an d'Formation professionnelle initiale a continue betrëft. All Betrieb ass nämlech drop ugewisen, gutt qualifizéiert Personal ze hunn, well schlussendlech den Erfolleg vum engem Betrieb och ofhängeg ass vu sengem Personal.

Duerfir ass et fir eis als LSAP wichteg, dass d'Aus- a Weiterbildung mat der Entwécklung vum de Betreiber Schrott hält. Duerfir ass et un eiser Regierung ze suergen, dass d'Ausbildung dem technologesche Wandel nokënn an d'Schoul net eng Welt fir sech ass, wäit fort vum de Realitéiten. Berufsbiller verännere sech am Laf vun der Zäit an d'Ausbildung muss sech dorun upassen. Dat muss méiglechst schnell passéieren an duerfir brauch et e regelméissegem Echange zwëschen der Schoul an de Betreiber.

Beträber brauchen awer och Mataarbechter, déi motivéiert sinn a sech setzen, fir dass hire Betrieb sech gutt entwéckele kann. Dat setzt viraus, dass Jonker richteg orientéiert ginn, dass se fréi verschidde Beruffer kennelieren an hir Talenter an Interessen hiren Ausbildungswee bestëmmen.

Grad am Handwerk muss do nach méi Promotioen gemaach ginn, well vill Schüler d'Carrièreschancen an d'Entwécklungsméiglechkeeten do net kennen. Well eng Orientatioun par l'échéec ass fir keen eng Beräicherung, net fir eis Gesellschaft, net fir eis Betreiber a virun allem net fir de Schüler, deen herno an engem Beräich schaffe muss, deen awer guer net sengen Talenter entsprécht. Och ass et keng Beräicherung, wann déi Schüler mat Talent ansicht orientéiert ginn an herno, wann et ze spéit ass, feststelle mussen, dass si am Handwerk wuel awer ganz glécklech gi wäeren.

Well d'Handwerk huet Potenzial fir jonk Leit a bitt Carrièreméiglechkeete vum Apprentissage iwwert d'Meeschterprüfung an d'Independance. Virussetzung ass awer eng gutt initial Berufsausbildung. Scho virum leschte Summer goufen eng Rei gesetzlech Ännerunge virgeholl, fir den Oflaf vun dësen Ausbildungen ze verbesseren. Nach weider Ännerunge sinn elo um Instanzewe. Ech wëll hei net am Detail dorop agoen, mä ech wëll awer ënnersträichen, dass et dobäi eng Zesummenaarbecht vum Educatiounsministère mat de Berufskummeren, de Schouldirektiounen an de Léiergewerkschafte gëtt.

Besonnesch begrëssenswäert ass a mengen Aen, dass e Stufemodell soll agefouert ginn, deen den Iwwergang zu deene verschiddenen Niveaue vun den Ausbildungen erlaabt. Wat nei ass, ass d'Schafung vun enger Cellule de développement circulaire (veuillez lire: curriculaire), déi d'Aufgab huet, d'Équipes curriculaire bei der Iwwerschaffung vun de Programmer ze ënnerstëtzen. De SCRIPT spillt do eng wichteg Roll, fir dës nei Cellule ze schafen. Am März sollt dës Cellule hir Aarbechten ophuelen a bis zum Enn vum Joer d'Halschent vun den Ausbildungsprogrammer iwwerschafft hunn. D'Joer drop sollen déi reschtlech Ausbildungsprogrammer dann iwwerschafft ginn.

D'Berufsbildung hält awer net mat der Schoulzäit op. Wéi viru dréi ugedeit, verännere sech d'Kompetenzen, déi an de Betreiber gebraucht ginn, mat der Zäit, an et ass wichteg, dass déi Leit, déi schon am Beruff sinn, den Uschloss un déi Entwécklungen net verpassen. E wichtige Bäitrag heizou leeschten déi sougenannt Kompetenzzentren, wou zum Beispill déi zwou Handwerksorganisatiounen am leschte Joer am Beräich vun der Formation eng bedeitend Kooperatioun agaang sinn. Et goufe Synergie geschaaft zwëschen der Chambre des Métiers, der Fédération des artisans an hire Centres de compétence. De Moment gëtt och, souvill ech weess, un engem Centre de compétence fir d'Digitalisatioun geschafft.

Mir begrëssen duerfir, dass d'Regierung och op dee Wee geet, fir d'Enterprisen ze ënnerstëtzen, fir se fir d'Digitalisatioun fit ze maachen, an duerfir eng ganz Rei Moosname lancéiert a mat ënnerstëtzt.

Erwäre wëllt ech hei d'Initiativ Fit 4 Digital vu Luxinnovation. Dat ass eng konkret Moosnam, déi vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt gëtt an déi als Zil huet, deene klengen a mittelstännesche Betreiber ze hëlfen, kompetitiv ze bleiwen an déi haiteg ICT-Méiglechkeeten ze notzen. Zum Beispill solle mat ICT-Optimisierungen oder -Upassungen d'Enterprisé méi einfach hir administrativ Aarbechten erleedeg kennen. Hir Clienté sollen online akafé souwéi och online bezuele kënnen. Och de Stockage duerch d'Digitalisatioun soll besser geréierbar ginn an

doduerch soll eng besser Vue op d'Rentabilitéit vun der Entreprise entsto.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Eng weider Moosnam, wou d'Digitalisatioun eng wichteg Roll spillt, ass den Aktionsplang fir d'PMEEen. D'lescht Joer am Fréijoer huet de Wirtschaftsministère de 4. Aktionsplang fir d'PMEEen virgestallt, deen 32.000 Betreiber aus Handwerk a Commerce zeguttkënn an zesumme mat de Verrieder vun deene Secteuren ausgeschafft gouf. Déi 99 Moosname vun deem Plang sinn zu engem gudden Deel schon ëmgasat oder an der Ëmsetzung.

Dozou gehéiert ënner anerem de Pakt PRO Commerce, deen d'lescht Joer an d'Liewe geruff ginn ass, well grad den Einzelhandel huet haut scho mam Impakt vun der Digitalisatioun ze kämpfen, well d'Kafverhale vun de Leit sech doduerch verännert huet. D'Zil ass et, eng national E-Commerce-Plattform opzebauen, op där all Commerçant seng perséinlech Onlinevittrinn kritt a wou de Client dann och verschidde Produiten direkt iwwer Internet ka kafen.

E weidere Schritt an déi Richtung ass de Pakt PRO Artisanat, dee soll dozou bäidroen, fir laangfristeg d'Aarbechtsplazen am Handwerk ze sécheren, fir méi eng dynamesch Entwécklung vun de Betreiber souwéi d'Kreatioun an d'Reprise vun den Enterprisen am Handwerk ze vereinfachen. An deem Ofkommé geet et zum engen drëms, den Image vum Handwerk opzewäerten, zum anere soll de System vun den Aiden a Garantie bei enger Reprise vun enger Entreprise verbessert ginn. An en anere Volet, deen am Pakt PRO Artisanat behandelt gëtt, ass dee vun der Digitalisatioun, well och d'Handwerk ass schon haut a wäert och an Zukunft domat konfrontéiert sinn a ginn.

Et ass doruwwer eraus am Interesse vum Stat, dass eis Enterprisé sech net nëmmen a Verännerunge vu baussen upassen, mä dass si selwer den Ustouss fir Innovatiounen ginn. Wa mer un d'Diskussionen denken, déi mer am Zesummenhang mat der Rifkin-Etüd féieren, da brauche mer Enterprisen, déi eng Virreiderroll iwwerhuelen, déi innovativ sinn an de Risiko aginn, fir nei Weeër anzuschloen. Wann een d'Veännerunge virun Aen huet, déi eng Energiewend oder d'Digitalisatioun mat sech bréngen, da gëtt ee sech bewusst, dass et hei grad fir d'PMEEen en immenst Potenzial fir nei Aktivitéite gëtt.

Grad an dëser Startphas brauchen awer Enterprisen Hëllef, an do gëtt et eng ganz Rei vun Initiative vun der Regierung, fir dat ze maachen. Zum Beispill eng wichteg Initiative, fir d'zukünfteg Enterpreneuren ze ënnerstëtzen, ass d'House of Entrepreneurship, dat virun e puer Méint seng Dieren opgemaach huet. Dës Haus ass eng gemeinsam Initiative vun der Regierung, de Berufskummeren, de staatleche Verwaltungen an dem Privatsektor. Et ass eng Ulaftell fir aktuell an zukünfteg Enterpreneuren, fir all déi néideg Servicer, déi si fir de Lancement vun hiren Enterprise brauchen, op enger Plaz ze fannen.

Et soll awer och méi einfach ginn, eng Entreprise ze grënnen. Duerfir hu mer d'lescht Joer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, dat d'Schafung vun enger Société à responsabilité limitée simplifié erlaabt, eng vereinfacht Variant vun enger Sàrl-Gesellschaft, déi deenen zukünftigen Enterpreneuren soll hëlfen, méi séier hir wirtschaftlech Aktivitéit opzuehuelen.

Nieft deem legale Kader kann och déi intern Organisatioun mat doriwwer entscheiden, wéi innovativ a performant eng Entreprise ass. D'Betriebskultur bestëmmt mat doriwwer, wéi attraktiv deen eenzelne Betrieb fir gutt qualifizéiert Mataarbechter ass a wéi gutt d'Potential vun dese Leit genotzt ka ginn. Etude weisen, dass ënner anerem eng gewësse Balance vu männlechem a weiblechem Personal op allen Niveaue e positiven Impakt huet. A bestëmmte Beräicher ass et fir Betreiber net ganz einfach, genuch gutt qualifizéiert Fraen ze fannen, déi dësen Equiliber hierstellen. A si di sech zum Deel och schwéier, d'Frae laangfristeg un hiren Betrieb ze bannen, soudass se spéider kënnen an eng Féierungspositioun kommen. An anere Länner ginn et scho Modeller a Pisten, wéi een dësen Trend ka stoppen an deem entgéintwierken.

Mir begrëssen et duerfir als LSAP, dass elo eng Initiative vum Wirtschaftsministère an deem Beräich lancéiert ginn ass, an zwar déi nei Plattform equiliber.lu, déi vum Ministère finanziéiert gëtt. D'Plattform déngt dozou, dass all Associatioun, déi sech mat der Gender Equality beschäftigt, sech soll bedeelegen an Iddien an Denkestéiss ginn, wéi mir hei zu Lëtzebuerg d'Roll vun der Fra an der Beruffswelt kënnen stärken.

En anere Problem, mat deem besonnesch Leit ze kämpfen hunn, déi eng Entreprise grënnen,

oder awer Enterprisen, déi sech weiterentwéckele wëllen, ass de Finanzement. Eng Betriebsgrënnung oder Ëmstrukturéierung ass ëmmer mat engem finanzielle Risiko verbonnen an d'Banken sinn haut méi retizent an zécken oft, fir de Betreiber d'Kreditter fir hir Investitiounen ze ginn. Aus Siicht vun de Banken ass dat novollzéierbar. Ëmsou méi wichteg ass et, dass d'Regierung hir Responsabilitéit hält.

An dat mécht se och: Well net méi spéit wéi d'lescht Woch ass en neie Projet de loi vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn, deen d'Enterprisé genau bei deem Problem soll ënnerstëtzen. De Projet de loi, deen deposéiert ginn ass, soll d'Gesetz vun de staatlechen Hëllef fir Enterprisé grad fir kleng a mittelstännesch Betreiber verbesseren. De Stat dréit dobäi en Deel vum Risiko, fir dass Betreiber, déi investéieren, eng Chance kréien an ënnerstëtzt ginn.

Am Gesetzestext ginn dräi nei Moosname proposéiert: eng Hëllef fir Enterprisé mat groussem Entwécklungspotenzial, déi manner wéi sechs Joer al sinn an déi en interessante Businessplang opstellen. Da gëtt et och an Zukunft eng Hëllef am Beräich vun der Risikofinanzéierung. Do stinn d'Mutualitéite vun Handels- respektiv Berufskummeren bei Prête Bierg an am Fall vun enger Faillite wäert de Stat an Zukunft 80% vun der Perte iwwerhuelen. An drëtten kréien Enterprisen, déi Affär vun enger Naturkatastroph ginn, de Materialschued an Zukunft bis zu 100% vum Stat rembourséiert. Wat d'Form ubelaangt, ass nei, dass nieft Subsiden an Zëns-guttschrëften elo och Avancen ausbezuelte ginn.

Dat heescht, de Stat gëtt den Alliiéierten vun enger Firma. De Partnerbetrieb an de Ministère ënnerschreiwte zesummen eng Konventioun an déi leet fest, dass déi finanziell Hëllef muss rembourséiert ginn, wann de Projet en Erfolleg ass. Sou soll d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft, also déi kleng a mittelstännesch Betreiber, gestärkt ginn.

Dat aktuell Gesetz iwwert de Regime vun den Aiden ass e wichteg Instrument, fir d'Kreatioun an d'Weiterentwécklung vun den Enterprisen ze encouragéieren. De Régime d'aide dréit och zur Stärkung vun der Kompetitivitéit vun eise PMEEen um lëtzebuergesche Marché bäi. A mat dëser Stärkung gëllt et eise PMEEen och, sech Clienté méi wäit sichen ze goen, op den europäesche Marché an iwwert d'Grenze vun Europa eraus.

An niewent deene verschiddene Formen vu finanziellen Hëllef goufen d'Enterprisen awer och net bei der Steuerreform vergiess. Zumools déi kleng a mittelstännesch Enterprisé profitéieren elo scho vun der Steuerreform. Ech wëll do elo net am Detail drop agoen, mä ech wëll awer kuerz un déi Haaptelementer vun der Steuerreform betreffend d'PMEEen erënnere.

Decidéiert gouf e progressiivt Erossetze vum IRC, vun der Kollektivitéitssteuer, vun 21% op 19% an ab 2018 op 18%. Fir Start-uppen oder kleng Enterprisen ass den IRC op 15% erfesat ginn, dést wann hire järeleche Revenu imposable net 25.000 Euro iwwerschreit. A Familjenierschafte vun Enterprisen op déi nächst Generatioun gi wesentlech vereinfacht, andeem d'Plus-valuen op Terrainen oder Gebäiden immuniéiert ginn. Fir landwirtschaftlech Betreiber ass eng Verbesserung virgesinn, andeems si hir Investissementer steierlech verstärkt ofsetze kënnen. An och ass am Allgemengen d'Bonification d'impôt fir d'Enterprisen am Beräich vun den Investissementer fir Innovatioun an d'Luucht gesat ginn.

Wat d'Zukunftschancé vun eise PMEEen ugeet, sou ass d'Situatioun haut eng aner wéi virun zéng Joer. Lëtzebuerg ass amgaang, sech zu enger Start-up-Natioun ze entwéckelen, déi och international wouer geholl gëtt. Dést ass en Avantage fir eis Diversifikatioun vun eiser Économie an dréit zum Wuelstand vun eisem Land bäi.

Virun zéng Joer gouf et just een Incubator hei zu Lëtzebuerg, den Technoport zu Esch, deen d'Start-uppen encadréiert huet, fir sech ze entwéckelen. Mä an deene leschte Jore sinn eng ganz Rei Privatinitiativen entstanden, wéi zum Beispill de Lux Future Lab, den nyuco, 1535° zu Déifferdeng oder och Initiative vu Paul Wurth oder vu Banken. An den Hannergrond fir dës Entwécklung si sécher eng Rei Aidé vun dem Stat, mä awer och d'Bewusstsein vu ville Firmen, fir nei Wëssen ze schafen an enger Welt, déi sech ëmmer méi séier verännert a wou den technologesche Fortschritt net méi opzehalen ass.

Eis Regierung verfollegt scho säit längerem dat Zil, aus Lëtzebuerg eng Start-up-Natioun ze maachen a schaff all Dag drun, fir dese Start-up-Enterprisen den néidege Kader hei zu Lëtzebuerg ze bidden. Zum engen zielen do d'Subsiden derzou, déi de Ministère fir d'Start-uppen ausgezuelte, mä och grad d'Subsiden am Beräich vun der Recherche, fir esou e Lien zwëschen der Privatwirtschaft an der öffentliche Hand am Beräich vun der Recherche ze féieren.

D'Recherche & Innovatioun ass ee vun deene véier Beräicher, wou d'EU Hëllef vum Stat zouléist, an dat soll zu Lëtzebuerg verstärkt genotzt ginn. An deem Sënn hu mer eréisch viru Kuerzem hei e Gesetz iwwert de Régime d'aide fir d'Recherche gestëmmt. Mat deem Gesetz sollen nämlech all d'Méiglechkeeten, déi den europäesche Kader hiergëtt, ausgeschöpft ginn, fir der Recherche, der Fuerschung an der Innovatioun finanziell Hëlfele zoukommen ze loosse a virun allem d'Ausgaben am Beräich vun der Fuerschung an der Entwécklung vun de private Betreiber ze héijen.

Mat deem Gesetz sollen och d'Beträber weiderhin encouragéiert ginn, fir souwuel an d'Entwécklung vun neie Servicer a Produiten, wéi och an d'verbessert Produktionsmethoden ze investéieren. Weider soll och déi multi-sektoriell Spezialisatioun a verschidde Beräicher initiéiert ginn.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alles, wat ech elo opgezielt hunn, weist, dass d'Regierung op allen Niveaue Efforte mécht an zousätzlech Mëtzel zur Verfügung stellt, fir dass eis kleng a mittelstännesch Betreiber sech kënnen weiterentwéckelen. Och nei Betreiber, déi entstinn, fannen en Ëmfeld viru, wou de Stat a seng Administratiounen enk mam Privatsektor zesummeschaffen, fir hinnen déi beschtméiglech Startchancen ze ginn.

Als LSAP si mir dofir dervun iwwerzeegt, dass d'PMEEen zu Lëtzebuerg gutt opgestallt sinn an déi néideg Ënnerstëtzung kréien, fir an enger Welt, déi sech verännert, innovativ a wettbewerbsfähig Léisunge kënnen unzibidden.

An domadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Burton. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vun de lëtzebuergesche Betreiber schwätzt, ginn oft déiselwech grousse Betreiber an d'Vittrinn gestallt: deen, deen de Stol hierstellt; deen, deen d'Satelliten an de Weltall schéckt; deen, deen d'Pneue produziéiert; deen, dee mat de grousse Fligeren d'Fracht an d'ganz Welt flitt; ouni elo eis sëlliche Banken ze vergiessen.

Dës sinn ouni Zweifel Success Stories aus der Lëtzebuergescher Wirtschaft, mä eis Économie besteet och aus 32.000 klengen a mittelgrousse Betreiber. Si all zesumme ginn 210.000 Leit hei zu Lëtzebuerg eng Aarbecht. Dat heescht, praktesch all Zweeten hei zu Lëtzebuerg schafft fir eng PME. Dës Betreiber sinn d'Réckgrat vun eiser Économie. An dofir ass et wichteg, dass et hinne gutt geet a mir hinnen e Kader setzen, an deem si an hir eegen Zukunft investéieren kënnen.

Et ass och momentan e gudde Moment, fir iwwert d'PMEEen ze schwätzen, well et ass an der Lescht vill geschitt. D'lescht Woch gouf de Projet de loi zu den Hëllef fir d'PMEEen virgestallt, deen den 28. Abrëll vun Regierungrot validéiert gouf. Domadder ginn nei Mesuré geschaaft, déi den Developpement vun de klengen a mittelgrousse Enterprisé wäerte féieren, ob bei der Kreatioun, beim Ausbau oder bei der Ëmstellung.

Ënner anerem gëtt hei e besseren Encadrement vun den Enterprisé garantéiert. Zwou bestëend Aidé wäerte fusionéiert ginn a véier nei Aidé wäerten derbaikommen. 89 Milliounen Euro sollen de PMEEen esou fir den Zäitraum 2017 bis 2021 zur Verfügung stoen. Dat si 27% méi wéi fir d'Period vun 2012 bis 2016. Dës nei Mesuré bewiesen, dass et der Regierung wichteg ass, dass et eise PMEE gutt geet an dass si sech weiterentwéckele kënnen.

Här President, wann ech awer elo d'Sujete kucken, déi an dëser Interpellatioun ugeschwat gi sinn, dann ernnerst dat mech dach staark un de véierte Plan d'action national fir eis PMEEen, deen d'Statssekretärin Francine Closener d'lescht Joer zesumme mam Michel Reckinger vun der Fédération des artisans, dem Fernand Ernster vun der CLC an dem François Koepf vun der Horesca, der Effentlechkeet virgestallt hunn.

An deem 30-säitegen Dokument ginn 99 konkret Mesuré proposéiert, fir eis PMEEen ze ënnerstëtzen. An et gi souguer nach aner Domäne abordéiert, op déi den Här Eischen net a senger Interpellatioun agaang ass, wéi zum Beispill d'Évolutioun vum Aarbechtsmaart. An an deem Kontext wëll ech just den Job-Pakt erwänen, an deem d'Patronat sech engagéiert huet, méi Chômeuren anzustellen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn. A wann een d'Baisse vum Chômage kuckt, da kann ee kloer soen, dass dese Pakt seng Friichten dréit.

Dann och nach d'Simplification administrative. An ech denken do un d'Omnibusgesetz an un



d'Initiativ „Einfach Lëtzebuerg“, déi viru Kuerzem vun der Regierung virgestallt gouf.

An dann niift den neien Technologien zu gudder Lescht och nach, wat een an deemem Aktionsplang féint: E Kapitel mat Pisten, wéi een eise PMEën hëllef kann, sech am noen an am waiteen Ausland ze installéieren an do Fouss ze faassen.

Här President, ech wäert elo net hei de véierte Plan d'action national fir eis PMEën nach eemol virstellen, mä ech wäert awer verschidde Mesuren a sechs Beräicher ervirsträchen, déi der Demokratescher Partei besonnesch um Häerz leien: näämlech d'Promotioun vum Entrepreneuriat, d'Bildung an d>Weiderbildung, de Finanzement, d'Digitalisatioun, d'Opportunitéite vum Artisanat an dann nach d'Recherche an d'Innovatioun.

Den Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen, ass immens wichteg. Europäesch Statistike weisen, dass zu Lëtzebuerg den Interêt, fir selwer eppes an d'Hand ze huelen an Entrepreneur ze ginn, och besonnesch bei Jonken net immens héich ass. Wéi de Félix Eischen et scho sot, leie mir do just op der 14. Plaz vun den 28 EU-Länner. Et ass jo gewosst, dass d'Fonction publique zu Lëtzebuerg eng héich Pai an eng sécher Plaz offréiert an esou natierlech vill Leit unzitt. Dës Leit sinn dann natierlech net zur Verfügung, fir sech am Privatsecteur selbststänneg ze maachen.

Wien huet net schon emol dovunner gedreemt, säin eegene Chef ze sinn, Dag fir Dag enger Aktivitéit nozagoen, déi ee passionéiert a fir déi ee gäre moies opsteet? Wann ee selwer eppes op d'Bee stellt, eppes, wat d'Leit interesséiert a wat herno vill Erfolge huet, soudass ee muss ufänken anzustellen, da kann een hofreg dorobber sinn. Fir d'ëst Gefill un anerer weiderverméttelen, ginn et Initiative wéi d'Asbl Jonk Entrepreneurien, den „BusinessMentoring“, „Un jour un patron“, d'Mini-Entreprises oder d'FUSE, déi sech allegueren op de Fändel geschriwwen hunn, den Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg ze stärke.

Dass de Stat dës Initiativen deelweis finanziell ënnerstëtzt, ass wichteg, an dat soll och an Zukunft esou sinn. Och d'Initiativ „Hands Up“ vun der Chambre des Métiers promouviert den Entrepreneuriat an d'Diversitéit um Handwerk, well e Schrainer, e Schlässer oder e Pâtisier ass och en Entrepreneur. Am Handwerk gëtt et bis zu 80 Metieren, Metieren, déi Zukunft hunn a wou dringend Leit gebraucht ginn.

Här President, et muss een och net onbedéngt seng eegen Entreprise grënner. Et gëtt och d'Méiglechkeet, e bestoende Betrib ze iwwerhuelen. Et gëtt näämlech geschat, dass hei zu Lëtzebuerg an den nächsten zéng Joer 3.000 Betriber e Repreneur sichen. Heibäi geet et ëm 47.000 Aarbechtsplazen, déi um Spill stinn. An deem Kader ass et wichtig, dass ee proaktiv de Patrone vun dese Betriber un d'Häerz leet, sech Gedanken ze maachen, wat si mat hirem Betrib wëlle maachen a wat mat hirem Betrib geschitt, wa si enges Daags an d'Pension ginn. Ech sinn och frou, dass mir mat der Steierreform agefouert hunn, dass, wann déi nächst Generatioun e Familienbetrib iwwerhëlt, dës net brauch d'Plus-value op den Immobilien ze bezuelen, soulaang wéi d'Aktivitéit vum Betrib do weidergefouert gëtt.

Och déi deier Loyerspräisser hei zu Lëtzebuerg sinn oft en Hindernis, fir sech selbststänneg ze maachen. Dofir begrëssen ech d'Initiativ, decentral Coworking-Plazen uechter d'Land ze schafen, soudass ee fir manner Geld och eng Plaz féint, fir senger Aktivitéit nozagoen.

Här President, wann ee vu Bildung a Weiderbildung schwätzt, kann een och net ignoreren, dass Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech vill Schouloffbriecher huet. An enger Zäit, wou et ëmmer méi wichteg ass, eng gutt Ausbildung ze huen, kënnen mir eis et net erlaben, dass esou vill Jonker eise Schoulsystem verlossen, oui eppes an der Hand ze hunn. D'ëst sinn éischtens emol Eenzelschicksaler, déi et gëllt ze verhënnen, an et sinn awer och Talenter, déi eisen Entreprisë laangfristeg feelen.

Duerfir sinn ech frou, dass den Educationminister Claude Meisch och an deemem Beräich ugesat huet a verschidde Mesurë fir d'Be-kämpfe vum Décrochage scolaire agefouert huet. Besonnesch an der Education muss een näämlech déi rezent Entwécklungen ënnersträchen, déi all als Zil hunn, eiser heterogener Schülerschaft eng qualitativ Education kënnen unzibidden, mam iwwergeuerdeten Zil, dass si herno eng Aarbecht fannen.

Mir müssen also de Schoulsystem un d'Schüler, awer och un d'Aarbechtswelt upassen. A genau dat geschitt am Moment. Ee Beispill heifir ass déi nei Sektouren I an de Lycéien, déi ab der Reentrée 2017 agefouert gëtt. Informatiker ginn haut méi gesicht wéi jee, dat och a besonnesch an de PMEën. Dann ass et nëmme responsabel,

dass d'Politik och esou Coursen ubitt, fir eis Jonker op den Aarbechtsmaart vu muer virzubereeden.

An deem Sënn ass et och ze begrëssen, dass den Educationminister méi Autonomie fir d'Lycéien aféiere wäert, dat, fir eng méi divers Schouloff ubidden ze kënnen. Op där enger Säit kënnen sech d'Schüler esou op hir Stärkte konzentrieren, op där anerer Säit gi si awer och op Beruffer virbereg, déi um aktuellen Aarbechtsmaart gesicht ginn.

Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler, fir esou méi geziilt d'Talenter vun de Schüler ze fërderen. Mir brauchen näämlech Schoulen, esou ënnerschiddlech wéi d'Talenter vun eise Schüler. A wann ee vun Education schwätzt, dann däerf een och d'Formation professionnelle net vergiessen.

Här President, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass mir hei e schlecht Gesetz geifrt hunn, mat deenen de betraffene Schüler net gehollef ass. Fir dës Schoultreentree goufen dofir verschidde Mesurë getraff, déi de Schüler sollen d'Liewen erlichteren.

Fir d'DP muss an Zukunft d'Berufsausbildung esou ausgeriicht ginn, dass, éischtens, d'Formation méi attraktiv ginn an, zweetens, dass d'Offer u qualifiziertem Personal och duerno op d'Demande passt. An anerer Wieder musse mer méi geziilt an deene Secteuren ausbilden, wou och duerno Debouchéen entstinn, an den Uspréich vun 21. Jorhonnert gerecht ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - An deem Kontext ass et och immens wichteg, déi verschidde Formationen eng kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken, wéi eng Kompetenzen erfuerderlech sinn, fir an engem bestimmte Beruff kënnen ze schaffen. An hei muss d'Qualitéit am Vierdergrond stoen, amplaz d'Quantitéit.

Leider ass et och oft esou, dass eng Léier, ob dat an enger handwierklecher, industrieller oder kommerzieller Filière ass, de Choix par défaut ass, well een eppes aneres net gepackt huet. Hei gi besonnesch vusäite vun der Handwierkerkummer vill Efforte gemaach, fir dës Formationen méi attraktiv ze maachen, fir dass et och Schüler gëtt, déi geziilt esou eng Ausbildung maachen, well si Loscht dorobber hunn a wëllen en Handwerk ausüben.

An deem Sënn gëllt et och, den dualen Apprentissage vun deser Filière méi attraktiv ze gestalten. Wat d'Leierplazen zu Lëtzebuerg ugeet, ass et ze bedauern, dass d'Offer an d'Demande oft net openeen ofgestëmmt sinn. 2.200 Leierplaze ginn an der Moyenne d'Joer uegebueden. Tëschent 261 an 302 Jugendlécher hunn trotzdeem an deene leschte Jore keng Leierplaz krut, woubäi der 160 bis 304 an deemselwechten Zäitraum net besat goufen. An, Här President, hei gëllt et ganz kloer, nach Efforten ze maachen.

Ech sinn och der Meenung, dass een déi Jonk verstärkt encouragéiere muss, nom CCP och nach en DAP ze decrochiieren. An e ganz wichtige Punkt fir eis PMEën ass och d'Weiderbildung. Mat Strukture wéi dem House of Training, dem IFSB an dem Centre de compétences génie technique a Parachèvement hu mir ewell Weiderbildungscoursen, déi sech spezifesch op d'Besoine vum Terrain ugepasst hunn.

Här President, de Finanzement, dat heescht genuch Kapital zur Verfügung ze hunn, ass elementar fir all Entreprise, besonnesch awer fir kleng Entreprises. Dës Regierung hat sech dofir virgeholl, d'Aidë fir d'PMEën an d'Aidë fir d'Innovatioun an d'Recherche ze adaptéieren, fir dass méi Entreprises, mä awer och méi PMEë vun desen Aidë Gebrauch maache kënnen.

De Projet fir d'Adaptatioun vun den Aidë fir d'PMEën ass elo um Instanzewe. An d'Gesetz iwwert d'Aiden, fir d'Innovatioun an d'Recherche ze fërderen, hu mir hei an der Chamber den 21. März vun deemem Joer gestëmmt. Wann et ëm d'Ënnerstëtzung vum Finanzement geet, muss ee sécherlech och nei alternativ Pistë fir de Crowdfunding oder de Capital riské weider fërderen. D'Kreatioun vum Seed Fund ass do sécherlech e gudden Ufank.

Déi verschidden Instrumenter, déi et am Kader vun de Garanties bancaires gëtt, missten och weider promouviert ginn. Vill Betriber wëssen näämlech net, dass et dës Instrumenter gëtt, an dofir soll d'SNCF jo och d'Banken un d'Existenz vum Fonds de garantie du crédit d'équipement erënneren. Dese wéi och aner Instrumenter vun der SNCF ginn nach net genouch an Uspröch geholl. Ech denken do un de Prêt indirect développement, de Prêt entreprises novatrices an och de Prêt direct (baigesat) recherche, développement et innovation, dee sech grad un d'PMEë riicht.

Här President, ech kommen dann zu den Erausforderunge vun der Digitalisatioun. De Félix

Eischen huet gemengt, zu Lëtzebuerg wiere mer hannerdran, wann et ëm d'Digitalisatioun geet. Ech sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg awer grad mat der Initiativ „Digital Lëtzebuerg“ e Kader geschafen huet, deen et eis erlaabt, den Zuch a Saachen ICT net ze vepassen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - A fir dass mir am Beräich vun den ICTe gutt opgestallt sinn, brauchen eis Entreprises och gutt forméiert Informatiker. An domadder si mer erëm bei deem, wat ech virduer gesot hunn iwwert d'Efforten, déi de Claude Meisch an deemem Beräich fir eis Schoule gemaach huet.

De Jeremy Rifkin schwätzt vun enger Révolution industrielle. Am Kader vu sengem Rapport, deen hie mat de Vertrieber vun der Lëtzeburger Economie ausgeschafft huet, ginn och vill interessant Pistë proposéiert, wou et elo drëms geet ze kucken, wéi eng een haut, muer oder iwwermuer kann ëmsetzen. Wat jiddefalls kloer ass, ass, dass de Stat, d'Berger, mä genausou eis Entreprisë weiderhin den technologesche Fortschritt notze mussen, fir méi ressourcëschouend a méi energieeffizient ze bauen, ze liewen an ze schaffen. Dat kënt net nëmmer der Natur zegutt, mä mir spueren doduerjer och nach Geld.

Duerch d'Digitalisatioun vum Commerce ass et och wichteg fir eis PMEën, dass si den Zuch vum Internet net vepassen. Besonnesch fir kleng Entreprises ass et immens wichteg, eng Präsenz um Netz ze hunn, a wann et sënnevoll ass, hir Produiten oder Servicer och online ze bidden. D'Konsumente vun haut erwaarden dat näämlech. Hautdesdaags geet kee méi säi Schrainer oder Gärtner an d'Telefonbuch sichen. Hien hëlt seng Entscheidung um Internet. An dofir gëllt et och fir kleng Entreprises, e flotten an effikassen Optritt um Internet ze hunn, wou si séier ze fanne sinn. An ech denken do och un d'Search Engine Optimization.

Här President, wat d'Opportunitéiten am Handwerk ugeet, esou läit do de Schlësseel, wéi ech dat scho virduer gesot hunn, an der Ausbildung. Wa mir erreechen, dass déi Jonk sech bewusst derfir entscheiden, en Handwerk ze léieren, well se doranner e Beruff gesinn, deen hinne Freed mécht, dann hu mer de Problem scho bal geléist.

D'Handwerk muss erëm attraktiv ginn. Ech denken, dass d'Campagne „Hands Up“ vun der Chambre des Métiers do de richtige Usaz ass. Mir müssen einfach dovunner ewechkommen, dass d'Ausbildung vum Handwerker e Choix par défaut ass, mä dass dës Ausbildung gewollt gemaach gëtt.

Ech wëll an deem Kader awer och un de Pakt PRO Artisanat erënneren, deen och scho virduer hei ugeschwat ginn ass an deen d'Regierung mat der Chambre des Métiers an der Fédération des artisans ofgeschloss huet. D'Haaptziler vun deemem Pakt sinn, d'Handwerk erëm méi attraktiv ze gestalten, de Problem vun der Transmission d'entreprise konkret unzagoen, an de Betriber ze hëllefen am Beräich vun der Digitalisatioun, Stéchwuert Artisanat 4.0.

Wann ee vun Opportunitéite fir d'Handwerk schwätzt, dann denken ech och un déi vun der Demokratescher Partei agefouert Klimabank. Duerch si wäert d'Albausanéierung en neien Opschwung erliewen, an d'Opdragsbicher vun eise Betriber wäert gutt gefëllt sinn. Well mir am Beräich energetesch Bauen a Sanéieren e Virreider an Europa sinn, kënnen eis Betriber an deem Beräich e groussen Know-how opbauen an hunn domadder e Virdeel par rapport zu Betriber aus der Groussregioun. D'Betriber kënnen awer och selwer vun der Klimabank profitéieren an och e Prêt à taux réduit ufroe fir Sanéierungen.

Här President, et ass gewosst, dass eis Betriber relativ wéineg an d'Recherche an an d'Innovatioun investéieren, och wann déi öffentlech Hand jo weiderhin d'Investissementer op ganz héijem Niveau hält. Et ass och evident, dass d'Recherche an den Développement vun haut de Gewënn vu muer ass, well fir eng héich Qualitéit u Produiten ze halen, müssen d'Betriber sech ëmmer weider entwéckelen, fir mat der staarker internationaler Konkurrenz mathalen ze kënnen.

Dofir ass et wichteg gewiescht, dass mir am März hei an der Chamber mat 58 Jo-Stëmmen dat neit Gesetz iwwert d'Aiden am Beräich vun der Innovatioun a Recherche gestëmmt hunn, well eng performant Recherche an eng stänneg Innovatioun si wesentlech an onverzichtbar, fir kënnen nei Produiten ze entwéckelen, fir seng Produktionsmethoden ze verbessern, fir d'Qualitéit, d'Eegeschaften vun engem Produit ze optimiséieren.

Här President, de Premier Xavier Bettel sot a senger Ried zur Lag vun der Nation: „Lëtzebuerg ass eng Start-up-Nation, déi och international esou wouergeholl gëtt.“ D'Regierung

huet vill Initiative geholl a weiderer wäerten nokommen. Dës wäerten net nëmmer deene Betriber zeguttkommen, déi mer wëllen heihinner kréien, mä och deenen, déi schonn hei zu Lëtzebuerg sinn.

Och d'Steierreform, an d'Madamm Burton huet et ugeschwat, setzt déi richteg Akzenter, fir d'Recherche an d'Innovatioun ze fërderen. Gläich dräi verschidde Bonifications d'impôt pour investissement goufen eropgesat. Doduerjer stärke mer weider d'Innovationspotenzial vun eise Betriber, wat och eiser gesamter Economie zegutt komme wäert.

D'Demokratesch Partei ass sech bewosst, dass déi kleng a mëttelgrouss Entreprises hei am Land de Motor vun der Croissance an domadder och vum Wuelstand vun eisem Land sinn.

De 4. Aktionsplang fir d'PMEën ass e gudden Usaz mat Pisten, wéi een de Kader verbessere kann, fir dass si sech weiderentwéckelen kënnen. Dat neit Gesetz iwwert d'Aidë fir d'PMEën, wat elo um Instanzewe ass, deblockiert déi néideg Fongen, fir eise PMEën ze hëllefen. Dat neit Gesetz iwwert d'Aidë fir d'Innovatioun erméiglecht ville PMEën, zu bessere Konditiounen un Hëllefen ze kommen.

Dir gesitt, et gëtt vill fir eis PMEë gemaach. Dat heescht awer net, dass mir net weider observéieren an evaluéieren mussen, well déi nei Technologien entwéckelen sech rasant. An dofir muss d'Politik och stänneg nobesseren, fir sech un déi nei Donnéeën anzepassen. Dofir ass et wichteg, regelméisseg am Kontakt mat den Akteuren vum Terrain ze sinn an dës Adaptatioun a konkret Mesuren ëmzewandelen. Dat ass dee richtige Wee.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Elvinger. Den nächste Rieder ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleginnen, Merci un den honorabele Félix Eischen, deen dës Interpellatioun u sech ugestiwelt huet oder deen eis hei als Optrag ginn huet, fir u sech iwwer e ganz wichtige Wirtschaftsfactor hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

E puer Froen, déi ech mer awer direkt do gestallt hunn, zemoos wéi ech e bëssen d'Public Reportage um RTL de Méindeg nogelauschert hat, dat waren u sech dann emol folgend.

Huet d'CSV elo de Mëttelstand nei entdeckt? Et war eng Fro. Oder huet, anescht gesot, dës Regierung e vergiess? Setzt si just nach op Start-uppen an op ICT, well dat „hipp“ ass, d'Félix Eischen op RTL? Neen, ech si guer net der Meenung, dass dat de Fall ass.

Och ass do gesot ginn, de Mëttelstand, dat wäer Leit, déi immens vill schaffen. Dat ass och sécher richtig. Och wann dat d'Halschent vun eisen Aarbechtsplazen ass, da ginn ech awer och dervun aus, dass dat net esou gemengt war oder esou ze verstoe war, dass déi aner Halschent vun de Leit, déi hei schaffen, näischt géife schaffen.

► **Une voix.** - Dir hutt eng gutt Fantasie, Här Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Neen, neen. Dat ass eng Suggestioun, déi mir do ebe komm ass, wéi ech dat gelauschert hunn.

► **Une voix.** - ...Suggestioun.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Ah ben! Brauche mir - eng aner Fro, déi sech mir dann ebe stellt - ...

(Interruption)

Brauche mir fir eis Betriber, wéi et am Plang fir Lëtzebuerg vun der CSV geschriwwen steet, e Steieremfeld mat engem Taux d'affichage vu 15%? Muss de Steiersystem vun de PMEën ëmgebaut ginn, fir dass d'Schlagoder vun eiser Economie weider gesond bleift? Ech weess et net. Oder ass et net schonn esou, dass iwwert de Kader vun der Steierreform eng Partie Saachen an déi dote Richtung an d'Wee geleet gi sinn?

Eng aner Fro, mat där ech net ganz averstane sinn: Hu mir zu Lëtzebuerg en enormen Nohuelbedarf vis-à-vis vum Ausland am Beräich Digitaliséierung? Verléieren eis Betriber hei d'Schlappen? Feelte dese Volet an eise Formationen vun de Schüler? Och do, mengen ech, hunn d'Virriedner schonn eng Partie Initiative vun deser Regierung genannt, déi weisen, dass deem net esou ass.

Wat ech elo extra fannen, bon, dat ass awer okay, dat ass, dass elo och hei gefuerdert gëtt,



dass déi Cellule „Digitalisation dans l'artisanat“ soll geschafe ginn. Bon, elo ass et jo awer grad esou, dass den 10. Mäerz dëst Joer de Pakt PRO Artisanat ënnerschriwwen ginn ass, an zwar vun dräi Partenaire: dem Ministère de l'Économie, der Chambre des Métiers, der Fédération des artisans, a wou ënnert dem Punkt 3.4 ganz genau drästeeet, dass dës Cellule elo geschafe gëtt. Bon, ech mengen, dann huet déi Opfederung u sech kee Bestand méi.

Den Orateur hat nach eng Iwwerleeung, déi ech och elo net ganz verstanen hunn. Déi ass da méi rezent vun elo grad, mat rechts, lénks, an der Mëtt, vum Mëttelstand. Ech hu se net verstanen. Soll dat elo eng Ausso si fir déi nächst Wahlen?

Ech mengen, eis PMEen hei zu Lëtzebuerg, déi si weder dat eent nach dat anert. Déi si ganz kreativ an déi gi mat den Entwécklung vum Maart mat. An déi bleiwe virun allem net stoen.

Meng Interventioun: Et ass esou vast, dat Gebitt, datt ech dat just wëll op dräi Facteur festmaachen a virun allem just op d'Handwierk agoen. Et ass och scho gesot ginn: Dat si bal 7.000 Betriber an an déi 80.000 Leit, déi an deem Beräich schaffen. Eleng an der Constructioun sinn an déi 50.000 Leit, déi do schaffen, an duerfir ass d'Constructioun am Artisanat u sech ee wichtege Facteur, bréngt also vill Aarbechtsplazen.

Dräi Saachen, déi eiser Meenung no, der gréngeer Meenung no, eben d'Lëtzeburger Handwierk brauch, dat sinn: éischtens, motivéiert jonk Leit mat gudder Qualifikatioun, well et feele ganz kloer - do huet mäi Virriedner sécherlech recht gehat - Facharbechter zu Lëtzebuerg. An duerfir muss mer och déi Plazen zu 48% mat Leit aus dem noen Ausland besetzen.

Dat Zweet: Déi Betriber brauchen en ekonomesch Émfeld, fir e Betrib kënnen ze grënnen, e Betrib kënnen weiderzeféieren, ze entwéckelen respektiv ze iwwerhuelen. An der Finanzwelt schwätze mer ëmmer vum Triple-A, an hei, géif ech soen, brauche mer den dräifache B: Berodung, Begleedung a Bähilfelen. Déi si probat Mëttel, fir esou en Émfeld ze schafen.

An deem drëtten Punkt, deem ech wollt e bëssen ausféieren - ech kucken, ob dat mat der Zäit herausgeet -, dat ass: D'Betriber brauchen natierlech Plaz, fir sech ze entwéckelen. Do si schonn elo d'Zones d'activités économiques ugeschwat ginn. Do ass gesot ginn, an déi 140 Betriber siche 100 Hektar zu Lëtzebuerg. An ech mengen, dass do déi sektoriell Leitpläng, déi an der Aarbecht sinn, eng Äntwert dorop wäerte ginn.

An ech fannen et och gutt a richtig, an et ass och Konsens an der Regierung, dass déi véier sektoriell Leitpläng matenee wäerten op den Instanzewege goen an net en onofhängege vun deem aneren. Zu wat dat an der Vergaangenheet gefouert huet, fir punktuell ee Besoin ofzedecken, dat kenne mer alleguerten. Dat huet mat Mobilitéit oder mat Stau ze dinn. An duerfir mussen déi véier sektoriell Pläng matenee evakuéiert ginn. An déi ginn eng Äntwert op déi dote Besoinen, och fir eis Handwierksbetriber.

Ech fänken nach eng Kéier u mat eise motivéierte jonke Leit, déi mer brauchen. D'Formation professionnelle ass hei scho ganz dacks schlecht duergestallt ginn.

Éischtens emol muss ee soen, dass déi Reform vun der Formation professionnelle op d'mannst e puer gutt Saache mat sech bruecht huet.

Dat Éischt ass, déi Programmer, Rahmenlehrpläng si komplett op de Leescht geholl ginn. D'Programmer si komplett nei opgestallt ginn. Zemoos an der technescher Formatioun ass eng Mise à jour gemaach ginn. An do sinn déi Volete vun der Digitaliséierung absolut dran erëmzefannen. Duerfir mengen ech, dass déi Suerg net berechtigt ass.

Dass awer elo net genuch Leit eng Reussite do maachen, dat ass eng aner Saach. An do ass jo och schonn nogesteiert ginn, wat d'Promotioun ugeet an der Formation professionnelle, wat e reale Problem mat sech bruecht huet. Dat wësst Der alleguerten. Déi Leit, déi awer erauskomm sinn aus där neier Formatioun, do hunn ech nach keng Patronen héieren, déi soen, dass déi Leit hiert Handwierk net géife kënnen, bien au contraire.

A wann een och kuckt, déi Leit, déi erauskommen, an do gëtt et jo och eng Dokumentatioun, déi ëmmer erëm erauskënnert, dat ass den „Transition École - Vie active“. Wann ee kuckt, déi Leit, déi mat engem DAP, mat engem Diplôme de technicien erauskommen, da gesäit

een, dass déi schnell um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg Plaze fannen. An zwar sinn et déi, déi eng Geselleprüfung maachen, déi am schnellsten zu enger Aarbecht kommen an och déi am längsten an engem éischten Aarbechtskontrakt bleiwen. Och dat muss een no Bausse publizéieren, an eise jonke Leit soen: „Gitt an déi dote Richtung eran, dann hutt Der eng gesécher Aarbechtsplaz an Dir fannt och sécherlech do Äre Liewensverdéngsch.“

Dat Zweet, wat ech do wollt soen, ass: Natierlech ginn ech em recht, dass déi Orientation par échec absolutt net déi richtig ass, mä dass et eng Orientation par motivation muss ginn. D'Berufsbild muss opgewäert ginn, dat ass kloer. Déi Initiativ, ënner anerem, mat verschidene Partnere vum IFSB, déi Journée découverte ënnert dem Titel „Building Generation“, wou jo och 600 Leit - d'Reportage war d'lescht Woch op den Antennen an an den Zeitungen -, wou 600 Schüler do matgemaach hunn, fir u sech d'Metieren oder d'Handwierk vun der Constructioun méi no bruecht ze kréien, wäert do schonn, mengen ech, seng Friichte laangfristeg droen.

Een anere Volet ass u sech d'Formation en entreprise. Do ass et dacks e Manktum un Apprentisplazen, wou och eng Kéier eis Betriber erëm müssen hir Verantwortung mat droen. Dat waren der 2015 - et ass ëmmer steigend, all déi lescht Joren - iwwer 1.700. Mä Dir wësst alleguerten, dass soss emol d'Leierbud, d'CFL, d'ARBED, an esou weider, och Ausbildung gemaach hunn, an dat feelt. Do muss mer och eng betriplech Ausbildung nach eng Kéier ukierpen.

Dann ass et am Betrib selwer d'Transmission des connaissances. Ech mengen, eppes, wat ech wëll hei probéieren unzeschwätzen, dat ass, dass et soll spezifesch Programmer gi fir erfuer Leit an de Betriber, dass déi kënnen den Transfert vun hirem Wësse maachen op jonk Leit, déi an de Betrib erakommen. A voir, ob dat dann eben de System ass, wa Leit kuerz virun der Pensjoun sinn, dass u sech do d'Betriber ënnert d'Ärm gegräff kréien, fir déi Leit fräizestellen, fir dass se kënnen Formatioun am Betrib maachen.

Richtig ass natierlech och ganz kloer, dass mer zu Lëtzebuerg och am Handwierk héich Niveaue vu Formatioune brauchen. Dat sinn och Ekonomisten, fir u sech Entrepreneuren ze féieren, dat sinn och Informatiker an dat sinn och Ingenieuren. Déi ginn net nëmme an der Industrie an an den Administratioune gebraucht.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zum ekonomeschen Émfeld. Wat brauch een do, fir kënnen e Betrib ze grënnen, ze entwéckelen, ze iwwerhuelen? Dat sinn déi dräi „B“en, déi ech do sot. An do muss ech soen, dass de SICLER am Norden u sech ee ganz flotte Volet ugestouss huet: dat ass de Guichet unique PME fir d'Entreprisë säit 2004. Dat war déizäit e Pilotprojet zu Munzen, wou grad ebe sech dee Service conseil économique, juridique an technique gemaach gëtt, an och en Deel Formatioun fir d'Betriber. An dat bréngt eis do weider, sief et fir Leit, déi u sech e Betrib wëlle grënnen, sief et fir Leit, déi sech wëllen erweideren oder eben de Betrib wëllen iwwerhuelen.

Bei der Betribsgrënning ass et sécherlech den Droit d'établissement, wou ee sech dat nach eng Kéier soll iwwerleeën, well et ka jo elo net sinn, dass Leit, och Lëtzeburger Nationalitéiten oder och anerer, déi Erfahrung hunn aus dem Ausland, bei eis gerode kréien, de Betrib op de Grenzen opzemaachen an dann op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Ech mengen net, dass dat dee richtige Wee ass. Och wann ech déi ganz Mobilitéit am Hannerkapp hunn, dann, mengen ech, dass een do eng Kéier misst driwwer kucken. Well déi gréng si ganz sécherlech der Meenung, dass een d'Wunnen an d'Schaffen an d'Mobilitéit méi no muss beienee kréien. An dat doten ass net dee Vektor, deem dat vereinfacht.

D'Begleedung vu Start-uppen ass scho gesot ginn: privat Initiativen oder ënnerstëtzt Initiativen, Technoport, 1535°. Dee leschte 6zero1 fir d'Société d'impact sociétal, fir do Start-uppen ze begleeden, ass sécherlech do e wichtegen Ulfpartner, deem huet muss gegrennt ginn an en place gesat ginn. A wichteg ass awer och ze soen: D'Neigrënne vu Betriber si ganz stabill, an no fénnef Joer fanne mer nach iwwer 50% vun deenen um Maart erëm. An d'Zuel vun de Mataarbechter, déi u sech an deene Betriber schaffen, ass an där Zäit och vun zwee op sechs eropgegang, soudass dat ganz kloer ee positive Volet zu Lëtzebuerg ass.

Da muss een awer och soen: Déi Leit brauche Méiglechkeeten, fir kënnen ze schaffen. Déi kënnen sech am Ufank net deier Loyere leeschten. Déi hunn och meeschtens net selwer d'Kapital, fir kënnen ze kafen, sief et iwwer den Droit de superficie. Duerfir ass jo och ee Projet vun der Mutualité des PME ee ganz interessanten. Dat ass dee rezenten Handwierker-

haff zu Kehlen vun 2014, sief et awer och deem zu Mondorf vun 2006. Och am Kanton Réiden ass eng Pépinière d'entreprises schonn 2006 en place gesat ginn, fir a klengen Unitéiten u sech esou Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer e Locationskontrakt vun dräi bis sechs Joer e Standbeze ze fannen, fir sech duerno awer da kënnen definitiv ze etabléieren.

Ganz kuerz: Betribsentwécklung oder Ausbau vu Betriber. Do hu mer ganz vill Familiëbetriber, déi nach - zum Gléck - deelweis an eisen Dierfer sinn. Déi hunn natierlech dann Problemer. Do war virun d'Beispill vun engem Virriedner vun enger Schräinerer ugeschwat ginn, wou awer d'Oplage sécherlech anerer sinn, wéi virun 20 oder 30 Joer, sief et e Kommodo, sief et eben d'Emissioun vu Stëbs, vu Kameidi.

An do ass et een Challenge, fir esou e Betrib erauszehuelen an eng Zone d'activité, well dee jo natierlech muss zäitgläich souwuel produzéieren, wéi u sech plangen, wéi u sech eben dann deen neie Betrib opbauen. Ganz dacks haften esou Betriber mat privatem Kapital, mat privaten Immobilien. An ech mengen, dass zum Deel d'Instrumenter vun SNCI net genuch bekannt sinn an och déi, déi u sech de Ministère de l'Économie an esou Fäll zur Verfügung stellen. An do, mengen ech, soll ee sécherlech eng Promotioun maachen, fir do anzewierken.

D'Reprise d'entreprise ass u sech een extrem wichtege Problem. En ass jo och nach eng Kéier gesot ginn. 3.000 Betriber an zéng Joer mat virun allem 47.000 Leit, déi sti virun esou engem Choix. An ech mengen, dat ass e reale Problem, deem huet ze di mat Kompetenz vu Leit, déi esou ee Betrib sollen iwwerhuelen, mat Kapital, mat awer och Firmestrukturen. An do, mengen ech, ass et sécherlech wichteg, dass een déi Plattform schafft. An déi ass och ugeduecht am Pakt PRO Artisanat. Et ass ganz, ganz wichteg, dass do elo am Virfeld geschaff gëtt an dass déi Leit, déi Chef a Chef d'entreprise ab 50 Joer solle sinn, sensibiliséiert ginn, fir u sech u der Nofolleg ze schaffen. An dofir gëtt et och spezifesch Bähilfelen an der Loi-cadre vun der Classe moyenne och am Budget 2017.

Bon, ech hat scho ganz kuerz gesot: Plaz, fir sech ze erweideren. Ech ginn elo net méi grouss dorop an. Ech wëll just nach eng Kéier verdäitelen, dass fir déi gréng déi véier Plan-sectorelle muss matenee kommen, well mer net méi onkoordinéiert wëlle wuessen, well dat op d'Liewensqualität vun de Leit geet.

An ech mengen, ee Punkt, deem elo scho machbar ass, dat ass, an de besteeende Zones d'activités économiques am Kader vun den Initiativen vun der Économie circulaire ze iwwerleeën, Aktivitéiten zesummenzelleën, dat heescht gemeinsam Strukturen ze notzen an domat och manner Impakt um Buedem ze hunn an domat och u sech déi verfügbar Fläche fir d'Betriber ze erhéien. An och do leeft e Pilotprojet vum SICLER, an zwar an der Économie circulaire. An och am Kanton Réiden gi se op dee Wee. An do gëtt et jo och Luxinnovation, „Fit 4 Circularity“, deem u sech e ganze Programm opstellt, fir de Betriber ënnert d'Ärm ze gräifen.

Ech kommen zum Schluss, fir dass et eng Punktlandung gëtt. Am Handwierk ass et evident: Mir brauchen, wéi soss och, vill motivéiert jonk Leit an dese ganz villfältige Beruffer. Mir müssen derfir suergen, dass se wëllen doranner eraklappen. Et ass e grousst Potenzial un Aarbechtsplazen do, u sécheren Aarbechtsplazen.

Mir brauchen och ganz vill a gutt motivéiert Leit, déi virun allem wëlle Verantwortung iwwerhuelen, wa se sollen e Betrib iwwerhuelen. D'Betribsiwwerhuelung ass ee vun den Challenges, deem sech d'Betriber elo müssen an den nächste Jore stellen. An duerfir ass et elo u deenen haitege Chefs a Chefs d'entreprise, fir deesen Transfert virzereeden a mat op de Wee ze goen, well net ëmmer fénnt een an der Famill selwer een, deem dat iwwerhëlt, deem dat wëllt iwwerhuelen, deem dat kann iwwerhuelen.

degi gréng sinn der Meenung, dass ënner anerem mat der Steuerreform a mam Pakt PRO Artisanat fir vill verschidde vun dese Problematiken e gudd Grondstee geluecht ginn ass, fir de PMEen an dem Handwierk ënnert d'Ärm ze gräifen.

An zum Schluss nach eng Kéier: déi gréng si ganz kloer der Meenung, dass déi véier sektoriell Leitpläng zesumme mussen evakuéiert ginn - an déi wäerten och um Enn vun Joer evakuéiert ginn -, fir Wunnen, Schaffen, Mobilitéit ënner een Hutt ze kréien, am Respekt vu Mënsch an Natur, a fir eng gutt Liewensqualität zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Här Anzia, wann Der ee Moment wëllt

waarden. Ech gesinn hei, den Här Eischen wëllt lech eppes froen.

M. Gérard Anzia (déi gréng). - Ganz gär.

M. Félix Eischen (CSV), interpellateur. - Merci, Madamm Presidentin. Et ass elo keng Fro, et ass Fait personnel. Här Anzia, Dir hutt mech virun ugeschwat a gemengt, ech hätt do eppes an d'Welt gesat vun der Digitalisatioun. Ech wëll lech just prezisieren, dass ech dat net erfondt hunn. Ech war virun zwee Joer bei der Chambre des Métiers, wou auslännesch Betriber sech presentéiert hu mat hirer digitaler Ausrichtung. An dat war ganz interessant. An eng logesch Fro duerno war déi: Wou si mir hei zu Lëtzebuerg drun? An do krut ech gesot: „Do hu mir nach e wäite Wee ze maachen.“ A mir hate jo och am Virfeld vun dese Debatt Leit aus de Chambre gesinn, Leit vum Secteur gesinn. Déi hu gesot: „Jo, mir hunn nach e grouse Wee ze maachen.“

Ech hu just dat erëmginn, wat um Terrain lass ass. An ech wëll ausdrécklech begrëissen an ausdrécklech dat nach eng Kéier soen, dass mer déi Efforte begrëissen, déi gemaach sinn, déi och déck néideg sinn, fir an der Digitalisatioun virunzoukommen.

An da wëll ech och nach eng Kéier prezisieren, dass ech scho guet net gesot hunn, dass déi Leit, déi net am Handwierk schaffen, net ärdeg sinn, net aktiv sinn an net kreativ sinn. Leet mer wann ech gelift keng Wierder an de Mond, déi ech hei net gesot hunn! Ech weisen dat ausdrécklech vu mir, Här Anzia!

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Gérard Anzia (déi gréng). - Här Eischen - dont acte -, ech huele ganz gär op, dass Dir dat hei net gesot hutt. Dat do ass dat, wat ech de Méindeg..., an dat war jo elo keng Chambersried...

M. Félix Eischen (CSV), interpellateur. - Do hunn ech et och net gesot, Här Anzia.

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Wann ech gelift, keng Zwigsprächer!

M. Gérard Anzia (déi gréng). - Ech wollt just soen...

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Elo ass et um Här Anzia, an dann à la limite kennt Der dann... Wann ech gelift!

M. Gérard Anzia (déi gréng). - Ech wollt just erwidern, dass ech mech gefrot hunn, firwat spezifesch betount ginn ass, dass déi Leit an de PMEen an am Handwierk schaffen, vill schaffen.

M. Félix Eischen (CSV), interpellateur. - Ass dat da falsch?

M. Gérard Anzia (déi gréng). - Neen, mä déi aner Leit, do ginn ech och dovun aus, dass déi och schaffen a vill schaffen. A méi wollt ech net soen.

(Brouhaha général)

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Gérard Anzia (déi gréng). - C'est tout. Merci.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Sou, allez, e bëssleche Rou am Sall, wann ech gelift! An elo kënn den nächste Riedner, an dat ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR). - Merci, Madamm Presidentin. D'Konklusioun vun Virriedner, op déi kommen ech och a menger Konklusioun zréck. Et geet em Liewensmodeller, déi ee géintiwuerstellt a wou een net soll déi eng géint déi aner ausspallen.

Dem Félix Eischen seng Constate sinn insgesamt alleguerten richtig: de Bättrag vu klengen a mëttlere Betriber zum PIB, d'Suerge vu Repreneuren, Dausende vu Betriber, déi e Repreneur siche. D'Léisunge si vläicht net onbedéngt ëmmer déi richtig. Et geet net nëmme duer mat gesetzleche Reformen, mat Finanzementer, sief et privat oder iwwer d'SNCI, et geet net duer mat Terrainen. Effektiv ass dat e Problem. Eëmmer méi kleng Hale verschwannen an den Duerfkären, Scheiere ginn ofgerappt a kleng Betriber fanne keng Hale méi, fir a 50 m² hire Stockage ze maachen. Alles dat si ganz richtig Usätz, och der Françoise Hetto hiren Usaz vun der Erlichterung vum Accès zu de Marché-publicken.

Mä wat a Wierklechkeet Betriber, egal ob Handwierk oder Handel, Selbstständige, Baueren a Wénzer, brauchen, ass fir d'Alleréischte emol Unerkennung a Respekt fir dat, wat se leeschten, fir sech, jo, mä net nëmme fir sech, och fir d'Gesellschaft: all déi Aarbechtsplazen, déi se schafen! A gëschter si jo d'Zuele bekannt ginn aus dem Handwierk, wou vun engem Rekord geschwat gëtt vun 90.000 Aarbechtsplazen. Ingesamt sinn et der jo nach vill méi, am Handel, an de Bauerebetriber an esou weider, bei de Selbstständigen. Fir déi Steieren, déi si



bezuelen, fir hire Bäitrag zum PIB! Wéi oft steet d'Regierung hei a seet stolz: „Mir hunn en Triple-A!“ Ma mir hunn en Triple-A weinst eisem PIB! An dee PIB gëtt absolutt maassgebend matgedroen duerch kleng a mëttel Betriber, duerch Selbstständige an esou weider.

Déi TVA, déi si gratis fir de Stat andreiwen, ënner hirem eegene Risiko, wann e Client se net bezilt, déi Lounsteier, déi se gratis andreiwe fir de Stat an an hirem eegene Risiko mussen ofginn, déi Leeschtung, déi se brénge fir de Stat, egal wéi kleng oder wéi grouss de Betrib ass! Kleng Betriber ginn oft iwwerschott mat bürokratesche Flichten. Eng däitsch Unternehmerin huet en engem Artikel, ech mengen, et war an der „Zeit“, gesot, d’Nancy Nielsen: „Manchmal fühle ich mich mit einem Bein im Knast, weil ich merke, dass ich das gar nicht mehr alles überblicken kann. Ich bin Betriebswirt und nicht Rechtsanwalt und Steuerfachwirt.“

„Selbst a ständeg“ schaffen, wéi vill Weekender verbréngt e Selbstständige doheem, fir Rechnungen ze schreiwen, a Rou, well en an der Woch zu där Rou net kënnt, well d’ADEM em nees eng Circulaire geschéckt huet, well de Statec nees eng Erhiewung mécht?

Wéi oft musse kleng Betriber d’TVA, déi se net kasséiert hunn, ofliwweren a kommen domat a Bedrängnes? Do wier eng wirklech Reform méiglech, datt mer géife soen: „Ma liwwert déi TVA of, déi Der effektiv kasséiert hutt!“, anstatt datt mer Betriber an de Ruin dreiwlen, just well ee Client net bezilt. Dat wier eng wirklech Reform, wa mer wëlle legislativ eng Reform maachen.

Wéi wëll ech ouni Sécherheet mäi Lieue gestalten? Mir schwätzen hei vu Repreneuren, vum „Wéi kënne mer Entrepreneuriat förderen?“. Bedenkt dach emol, a wat fir engem Kontext déi Leit liewen, déi Betriber hunn, déi owes an d’bett gi mat Suergen, mat Angscht, well se Contrainten zougestallt kruten, well se Kontrollen hu vu Steieren, vu Revisioun, vum Service antifraude vun der TVA, well se Stonne verbréngen mat esou Saachen, anstatt sech kënnen op hire Betrib ze konzentréieren!

Wéi schnell hunn ech e Reglement, e Gesetz - mir erloossen hei jo Gesetzter à la chaîne an an all Gesetz si stroferechtlech Dispositiounen dran -, wéi séier hunn ech eng Obligatioun iwwersinn! Wéi séier maachen ech mech strofbar mat eppes a mengem Betrib, well ech eng Regel net kann hunn oder se falsch applizéiert hunn! Wéi villen administrative Schikanen - dat ass elo net eppes géint dese Fonctionnaire oder déi Administratioun, mä insgesamt -, wéi villen administrative Schikane si kleng Betriber oft ausgesat?

D’Nancy seet an deem Artikel: „Alles, was ich mir wünsche, ist, dass wir den Unternehmer und den Selbstständigen nicht immer nur als reichen Fettsack“, - Här Wagner, lauschttert roueg no!, „nicht immer nur als reichen Fettsack sehen, ...“

(Brouhaha et hilarité)

... der auf Kosten seiner Mitarbeiter lebt und sich ein schönes Leben macht. Das trifft auf die wenigsten zu. Das trifft auf die wenigsten zu. Ich wünsche mir...“, an da kommen ech zur Konklusioun, déi praktesch gezu ginn ass virdrun,...

(Interruption)

Majo, Dir musst mir guer net nolauschten, gell!

(Interruptions)

„Das trifft auf die wenigsten zu. Ich wünsche mir, dass unsere Arbeit“, - Här Anzia! -, „dass unsere Arbeit, unsere Gesundheit und unsere Lebensqualität genauso wertgeschätzt werden, wie die von Arbeitnehmern.“ A méi ass et net: Dee Respekt, déi Wäerteschätzung a praxisno Reforme fir kleng a mëttel Betriber, fir Selbstständige, fir Baueren, fir Wënzer, an da si mer um richtige Wee!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d’Wuert.

M. Marc Baum (déli Lénk).- Merci, Madamm Presidentin. No dëser Interventioun, wou den Tissu économique vu Lëtzebuerg jo duergestallt ginn ass, wéi wann déi 32.000 Entrepreneurie just géifen doheem bibberen, zidderen an Angscht hunn an eigentlech just administrativ Contrainté géint d’Entrepreneuriat géife geschéien, kann ech soen als een, deen an enger Entrepreneurfamill grouss ginn ass, datt dat zu Lëtzebuerg net de Fall ass an och ni zu Lëtzebuerg de Fall war.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum (déli Lénk).- Madamm Presidentin, d’Madamm Statssekretärin Francine

Closer huet virun enger knapper Woch, also e puer Deeg virun dëser Debat iwwert d’PMEen oder vlächicht och grad weinst dëser Debat iwwert d’PMEen, e puer nei Mesurë presentéiert en faveur vu ganz klengen, klengen a mëttleren Entreprises. Ech ginn hei direkt ganz kuerz drop an, well déi Mesuren awer iergendwéi sënnebildlech duerfir sinn, wat mir un der Wirtschaftspolitik vun der Regierung kritiséieren.

Hei ginn alt nees eng Kéier iwwergräifend, quasi wéi mat der Strenz verschidden Hëlfelefen an Ureizer fir Betriber agefouert, ouni datt do-bäi eng kohärent a kloer definéiert Strategie fir d’Steuerung vun der ekonomescher Entwécklung ze erkenne wier. Dëse Constat drängt sech direkt op, wann een d’Reglement 651 vun der Europäescher Kommissioun kuckt, dat Reglement, wat déi eenzel staatlech Hëlfelefen, déi laut den EU-Traitéen erlaabt sinn, opléscht an dat de legale Kader vun deem Gesetzesprojekt schaaft.

Engersäits ass dat Reglement schonns 2014 a Kraaft getrueden an deem Text, deen d’Madamm Closerer presentéiert huet, ass a groussen Deeler och e Copy-paste dovunner. Et ass also net esou, wéi wann d’Regierung hei immens schnell an innovativ gehandelt hätt.

Anerersäits, an dat ass méi interessant, bitt dëst Reglement awer eng ganz Panoplie vu vill méi interessanten Hëlfelefen fir kleng a mëttel Entreprises, op déi d’Regierung hätt kënnen zréckgräifen, wa se eben net just mat der Strenz hätt wëllen driwwerfueren, mä zum Beispill Entreprises hätt wëlle geziilt ennerstetzen, déi verschidde sozial an ekologesch Kritären erfëllen.

Madamm Presidentin, mir mengen, datt ee Problem vun dëser Debat d’Kategorie vun de PMEen an d’Definitioun vun de PMEen ass, dat heescht: all déi Entreprises, déi bis zu 250 Salariéen hunn. Dat ass immens vast, eng immens breet Kategorie vun Entreprises an et sinn esou vill verschidde wirtschaftlech Akteuren, déi do drënnerfalen, datt eng méi geziilt Politik am Beräich vun de staatlechen Hëlfelefen doduerch immens schwéier gëtt. Well wéi wëllt eng Een-Euro-Gesellschaft mat engem eenzegem Associé-salarié sech mat enger Bauenentreprise vun 230 Aarbechter vergläichen? Wat huet e Bistro mat enger Coiffeurschaïne ze dinn? A wéi kann eng Internet-Start-up och dëselwecht Besoinen hu wéi eng Quartiersepicerie oder eng Gärtnerie?

Hei duerch déi Kategorie gëtt awer ganz villen an een Dëppe gehäit an zesummen eraus kënt an eisen Aen awer en éischer schwéier verdauleche Bräi. Dat gëtt nach méi daitlech, wann ee sech d’Zuelen ukuucht. Vun all deenen Entreprises zu Lëtzebuerg, déi an net finanzielle Beräicher tätég sinn, entfalen 99,5% op PMEen. Déi 99,5% vun Entreprisë beschäftege méi wéi zwee Drëttel vun de Salariéen. Soumadder kommen dës Hëlfelefen, déi aktuell an an Zukunft Betriber an der Kategorie PME kënnen bezuelen kréien, potenziell fir bal all bestoend Entreprise a Fro.

Aus deem Grund menge mir, datt een hei éischer fir sektoriell Léisungen hätt sollen optéieren, fir de reelle Besoine vun Entreprises an engem bestëmmte Secteur besser kënnen Rechnung ze droen, an déi gläichzäitig och eng gewollten Diversifikatioun vum Tissu économique méi gezielt hätte kënnen steieren. Dat kéint heeschen, datt verschidde Secteure méi Hëlfelefen kréie wéi anerer. Mä et kéint awer och bedeuten, datt d’Kritären, fir déi verschidden Hëlfelefen ze kréien, jee no Secteur evoluéieren, jee nodeem wéi e Secteur sech entwéckelt huet a wat déi zukünftig Eerausforderunge vun engem bestëmmte Wirtschaftszweig sinn, mä virun allem en vue vun der gesamtgesellschaftlecher Entwécklung an den ekonomesche Besoine vun Land, fir datt ebe justement d’Ekonomie de Mënschen déngt an net émgekéiert, wéi de Premierminister hei nach virun zwou Wochen de façon solennelle gesot huet.

Fir dat ze errechen, bräichte mer awer eng méi cibléiert Approche an eng Wirtschaftspolitik, déi sech kloer Ziler setzt. Als Beispill, fir dëst ze illustréieren, kéint een zum Beispill d’Économie circulaire nennen, also e Konzept, wat d’Regierung zumindest virgestallt huet, mä dat bis op déi eng oder aner Initiativ bis elo op jidde Fall nach keng gréisser Friichte gedroen huet. An deem Kontext kéint een zum Beispill soen, datt fir industriell an eventuell och veraarbechtend Betriber de Ressourcéverbrauch an d’Produktioun oder d’Beschaffung vu Matière première Kritäre sinn, déi e Betrib fir Hëlfelefen qualifizéieren kënnen oder eben och disqualifizéieren kënnen.

An engem anere Beräich wéi dem Horeca-Secteur, wou ganz vill Leit ënner prekären Aarbechtsbedingunge schaffe mussen, kéint een d’Hëlfelefen dru bannen, wéi vill fest Aarbechtsplazen, also CDIen, e Betrib schaaft, an also domadder och deene Betriber bewosst entgéintkommen, déi hir sozial Verantwortung och wirklech iwwerhuelen.

Madamm Presidentin, wann een iwwert d’Entsteungs- an d’Entwécklungspotenzial vu klengen Betriber diskutéiert an d’ekonomesch Entwécklung vum Land steiere wëllt, da muss een och iwwert de Kader vun dëser Debat erauskucken an eng transversal Approche entwéckelen. An een Element dovunner, an dat hu mir ëmmer erëm gesot, ass d’Situatioun um Wunnensmaart zu Lëtzebuerg, well och fir ganz vill Entreprises sinn déi ganz héich Präisser vu Bauterrainen an Immobilien e massive Problem.

D’Locatiounskäschte vun engem klengem Geschäftslökal an engem Statkär oder och vu Bürofläche si pro Meter carré nach méi héich wéi bei de Logementen an dat féiert natierlech dozou, datt ganz héich Émsätz erfuert sinn, fir déi Locatioun iwwerhaapt ze finanzéieren.

Heiduerch si verschidden Zorte vu Betriber, déi vlächicht net déi riseg Émsätz kënnen erzielen, direkt disqualifizéiert. An da wiere mer erëm bei der sektorieller Ennerstetzung a méi geziilt Hëlfelefen. De Coût immobilier ass net fir all Betrib gläich problematesch. Verschidden Type vun Entreprisë brauche vlächicht guer kee Geschäftslökal, anerer a ganz dacks déi, déi vill Personal astellen, brauchen awer eent. Un deem Beispill léisst sech erkennen, datt et an der Wirtschaftspolitik net duergeet, fir just um Niveau vum Ministère de l’Économie Mesuren ze ergräifen, mä datt immens vill verschidde Facteuren zugläich matspillen.

Hei missten dann och méi Ministären zugläich involvéiert sinn, zum Beispill den Nohaltegkeets- an Infrastruktuurministère, wann et zum Beispill ëm Raumplanung, Ressourceneconomie oder Transportweeër geet, de Finanzministère, dee mat senger Steierpolitik, op déi ech nach eng Kéier zréckkomme wäert, de Kader setzt, deen driwwer matbestëmmt, wéi eng Zort vu Betriber hei entstinn an ob Konzentratiounen eventuell amgang sinn ze entstonen, oder den Innenministère oder d’Gemengen, déi en Afloss drop hunn, wéi deier de Buedem ass a wéi eng Entreprises d’Méiglechkeet hunn, sech op där enger oder op där anerer Plaz ze implantéieren.

An dann natierlech, an dat ass och hei schonn e puermol ugeklongen, misst een d’Debat iwwert d’Schoul an d’Formation professionnelle féieren.

Wann een esou eng transversal Approche wirklech eescht géif huelen, da kéint eng Regierung op déi wirtschaftlech Entwécklung awierken a klengen a mëttlere Betriber entgéintkommen.

Et brauch een awer zu Lëtzebuerg net wäit siche ze goen, fir ze gesinn, datt dat zu Lëtzebuerg awer net an deem Mooss geschitt. An da wiere mer bei der Steierpolitik. Well zu Lëtzebuerg ass déi nëmlech virun allem en faveur vun dëcke Multinationale konzepéiert, déi opgrond vun enger Panoplie vu Steieroptimiséierungsinstrumenter eigentlech lächerlech wéineng Steiere bezuelen mussen an esou massiv Wettbewerbsvirdeler par rapport zu deene méi klengen Entreprises hunn, déi hir Steieren am Regelfall bezuelen.

Eng Konsequenz vun dëser Politik ass eng ëmmer méi staark Konzentratioun vu Betriber a verschidde Beräicher, wou grouss Multinationellen hir Finanzkraaft notze kënnen, fir kleng, regional Konkurrenten ze schlécken, an esou mächtég Positiounen anhuele kënnen, déi deene klengen an neie Konkurrenten eventuell den Teppéch énnert dem Buedem (veuillez lire: de Féiss) ewechzéien.

De Conseil de la concurrence huet och viru Kuerzem drop opmierksam gemaach, datt et an enger ganzer Rétsch Secteuren zu enorme Konzentratiounsprozesser amgang ass ze féieren.

Madamm Presidentin, et sinn dann och dës multinational Entreprises, déi zu Lëtzebuerg nieft de Betriber am Finanzdéngelechtungsberäich Geschäftslökalen, Büren a gudder Lag kënnen bezuelen an all d’Konkurrenz am Keim erstécken. Et brauch ee sech duerfir just d’Groussgaass an der Stad oder d’Uelzechtstroos zu Esch anzekucken, fir ze gesinn, datt déi kleng Geschäftler ëmmer méi verdrängt ginn zugonschte vu grouss Chaïnen.

Madamm Presidentin, et feelt an eisen Aen zu Lëtzebuerg net un Entrepreneurgescht, wéi dat e puermol virdrun erimmt ginn ass. Bei 32.000 Entreprises aus dem Beräich vu PMEe komme mer op en Taux vun 1 zu 18, also eng Entreprise pro 18 Awunner. An eisem Nopeschland Däitschland, wat a villen anere Beräicher esou dacks genannt gëtt als Vorbild, ass deem Taux bei 1 zu 41.

Dat, wat mer bräichten zu Lëtzebuerg, dat ass eng voluntaristesche a cibléiert Wirtschaftspolitik, déi d’Jalonen esou setzt, datt mer eis eisen ekonomesche Wuesstum reappropriéieren kënnen, datt mer Wuesstum guidéieren kënnen duerch selektiv Hëlfelefen an datt mer de Wues-

tum esou gestalte kënnen, datt en dem Land a virun allem senge Leit déngt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech hunn elo keen aneren Deputéierte méi op der Lëscht ageschriwwen. Da géif ech elo der Regierung d’Wuert ginn, an domat eiser Statssekretärin, der Madamm Francine Closerer. Madamm Closerer, Dir hutt d’Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closerer, *Secrétaire d’État à l’Économie.*- Villmools Merci. Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, et ass kee méi frou wéi ech, dass mer d’Debat haut hei féieren, dass mer haut d’Geleeënheet hunn, iwwert d’Politik zugonschte vun deene klengen a mëttelgrousse Betriber ze féieren (veuillez lire: schwätzen). An ech sinn och der Meinung, dass mer dat vill méi dacks sollte maachen, well et ass, mengen ech, wirklech en zentraalt Thema an eiser Wirtschaftspolitik. Also ech si gär bereet, esou eng Debat méi oft ze féieren; dat emol virusgesat. Déi kleng an déi mëttelgrousse Betriber si schlisslech d’Basis, d’Fundament vun eiser Gesellschaft, vun eiser Ekonomie, an dat Fundament ass ganz zolidd.

An och wann et natierlech Defie ginn - do bestee jo guer keen Zweifel, dass et där ginn -, mä da steet awer gradesou wéineng an Zweifel, dass et dem Mëttelstand einfach emol ganz gutt geet, an zwar exzellent! A mir hunn et gëschter jo nach héieren: D’Chiffere vun Handwierk vun 2016, déi waren eigentlech seele besser. Nach ni sinn esou vill Aarbechtsplaze geschafe gi wéi d’lescht Joer, duebel esou vill wéi an der Moyenne vun deene leschten zéng Joer.

An dass et dem Handwierk esou gutt geet, dass d’Carneten esou struppevoll sinn, dat ass natierlech och op d’Investitiounspolitik vun der Regierung zréckzeféieren. Dat ass och gëschter ganz kloer esou gesot ginn. Et war an et ass richtig an néideg, fir an effentlech Infrastrukturen ze investéieren duerch déi vill Moossnamen, déi d’Regierung geholl huet, fir d’Kafkraaft och ze stäerken, duerch d’Steierreform notamment. Doduerch sinn och d’Perspektive fir déi nächst Méint a Joren exzellent.

Mä kloer, de Mëttelstand huet Defien, d’Digitalisierung virop, d’Fro vun der Finanzéierung natierlech vun de Projeten an och d’Fro vum nohaltege Wuesstum. Do muss een innovativ an onkomplizéiert Léisunge sichen. Eng proaktiv Approche ass néideg, fir de Betriber ze hëlfelefen, fir fit ze gi respektiv fit ze bleiwen.

An ech wëll Iech soen, well vlächicht hutt Der et net matkrit: Genee dat maache mer intensiv a konsequent an zwar vun Ufank un, vum Ufank vun dëser Legislaturperiode un.

Déi éischt, déi ganz wichteg an iwwerfallig Moossnam zugonschte vun Mëttelstand huet dës Regierung nëmlech direkt vu vira geholl, nëmlech scho bei der Regierungsbildung. Mir hunn endlech an engem Ministère zesummebruecht, wat zesummegehéiert: Ee Wirtschaftsministère fir alles, wat d’Betriber betrëfft, egal wéi grouss se sinn, egal aus wéi engem Secteur se kommen, natierlech ofgesi vun der Finanzplaz. Mä déi artificiell Trennung vun de Betriber an zwou Kategorien gëtt et zum Gléck net méi, an doduerjer ass d’Politik fir déi kleng an déi mëttelgrousse Betriber elo och fir zerguttst op Aenhéicht mat där fir déi grouss Entreprises.

Déi Politik, déi Logik vun enger eenzeger Dier als Zougang zur Informatioun, zur Berodung an Ennerstetzung fir all Betrib ass de roude Fuedem vun eiser Politik zugonschte vum Mëttelstand, vum ganze Mëttelstand. Well et ass jo effektiv esou, datt den Term PME fir ganz vill ennerschiddlech Branchen a Secteure géllt. Et ka sech souwuel ëm e Betrib aus dem Handel oder dem Handwierk handelen, mä och ëm eng IT-Firma oder eng Fiduciaire, e Coiffeur, eng Botzerei an anerersäits hu mer effektiv och ganz vill technologesch Start-uppen, dat sinn och PMEen, an net ze vergiessen den Tourismus mat senge villen Hotellen, Restaurants a Bistronen.

Alles PMEen, alles ennerschiddlech Situatiounen, an esou ennerschiddlech sinn eben och hir Besoinen, an awer eng Dier fir jiddwieren, fir se ze beroden an ze ennerstetzen.

Stéchwuert Berodung, an et ass schonn ugeschwat ginn: Mir hunn et faerdegbruecht, d’House of Entrepreneurship opzemaachen: een One-Stop Shop, wou d’Betriber aus alle Secteure Berodung kréien, Hëlfelefen kréie bei der

Kreatioun an der Entwécklung an och den administrativen Prozeduren. Berufschaften, Ministeren, Verwaltungen, alles op enger Plaz an et ass eréischt den Ufank, eis Ambitiounen ginn do vill méi wäit. Mir komme ganz séier an déi nächst Phas, wou d'Offer méi breet wäert ginn an och méi déif.

Op darselwechter Linn ass natierlech och de guichet.lu. Op engem eenzegem Internetportal fënnt den Entrepreneur all d'Informatiounen, déi e brauch fir säi Betrib, sief et en relation mat de Steieren, de Bähëllef oder den Automatisationsprozeduren.

Dann eng aner Measure, och eng vun den eischte Mesuren, déi ganz eendeiteg weisen, wéi eng wichteg Roll de Mëttelstand fir des Regierung a besonnesch fir de Wirtschaftsministerium spillt, fir de Mëttelstand endlech op e Pied d'égalité ze stelle mat der Industrie, mat der Finanzplaz, an dat war eben d'Grénne vum Haut comité PME (veuillez lire: Haut comité pour le soutien des PME). D'Industrie an d'Finanzplaz hate scho laang hiren dedieierten Haut comité an et war einfach allerhächsten Zäit ginn, fir dem Mëttelstand deeselwechte Stellwäert ze ginn.

Dee Comité an dee regelméissegen Echange mat senger Vertrieeder ass extrem wäertvoll, en ass eigentlech scho guer net méi ewechzedenen. Do maache mer de Suivi vum Aktionsplang PME an et ass esou, datt natierlech en Tëschebilan gezu gëtt, ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber zréck.

E weidert Beispill awer vum Modell „eng eenzeg Dier“ ass och d'Reform vun eisem Régime d'aides. Ufanks Juni trëtt dat Gesetz iwwert deen neie Regimm fir d'Fuerschungs- an d'Innovationshëllef a Kraaft, dat Dir hei viru kuerzer Zäit gestëmmt hutt. Dee Regimm applizéiert sech och fir allegueren d'Entreprisen. Datselwecht gëllt fir de Régime d'aides vun den Hëllef fir den Ëmweltschutz an erneierbar Energien. Dee Projet de loi ass jo scho méi laang um Instanzeweeg, an dann natierlech de Régime général vun den Aidé fir PMEen, deen d'lescht Woch deposéiert gouf, sonner Zweifel ee vun de wichtigste Gesetzesprojeten an dieser Legislaturperiode.

Dat war och dee leschten, wou nach en Ennerscheid ze erkennen war tëschent der Wirtschaft a Classe moyenne. An ech si wierklech frou, datt mir och hei elo eng Simplification administrative duerchesat hunn an nëmme just nach een eenzege Regimm hunn. Ech sinn och frou, ze héieren, datt zum Beispill d'Fédération des artisans dee Projet begreist.

Dir gesitt also d'Kohärenz an den Iwwerleungen, an der Strategie, an der Ëmsetzung.

Dann d'Thema Entrepreneursgeescht: Jo, ech mengen, et ass kloer, datt mir dee méi waakreg këddele mussen. Do ass Nachholbedarf, net zulescht och bedéngt duerch d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz. Dowéinst war et jo jorzéngtelaang esou, datt vill Jonker sech d'office dorunner dirigéiert hunn an net onbedéngt u Selbstständigkeit geduecht hunn. Anersäits ginn et awer zeg Beispill vu jonken, dynamische Leit, déi zu Lëtzebuerg eng Entreprise féieren.

Mä fir datt mir där awer och nach an Zukunft hunn, déi wëllen Entrepreneur ginn, déi sech wëlle selbstständig maachen, gëtt et à terme just eng richtig an och just eng nohalteg Léisung: Mir musse bei deene Jonken usetzen, well wa jonk Leit während hirer schoulescher Carrière bis Première oder Treizième net emol eng Kéier eng Méiglechkeet gewise kréien, datt et Alternative gëtt zu engem Job mat Kaskoversicherung, dann ass et och kee Wonner, datt se de Wee vun Entrepreneuriat net aschloen.

Duerfir brauche mer Initiative wéi d'„Jonk Entrepreneuren“, déi eng ganz Panoplie vun Aktivitéiten ubidden an der Primärschoul an am Lycée. Doriwwer eraus ass „Mini-Enterprises“ e Projet, dee mech ëmmer erëm begeeschtert. Dat ass eng formidabel Saach, mä awer och vill aner Programmer, den „Innovation Camp“, zum Beispill. Iwwer 10.000 Jonker hunn d'lescht Schouljoer bei engem vun deene Programmer matgemaach an et war fir mech och en Uleies, datt deen nächsten „Innovation Camp“ ronderëm d'Thema vun der Rifkin-Etüd an der drëtter industrieller Revolutioun dréit.

Ech si frou, datt jonk Entrepreneuren dat och esou gesinn hunn an ech si sécher, datt mir do vun deene Jonken e ganz konstruktiven an interessanten Input wäerte kréien. Een anere fuschneie Projet am Beräich vum Entrepreneuriat, deen och schon erëmnet goug, deen des Regierung lancéiert huet, ass eben dee vun der Ecole entrepreneuriale, a bei der Rentrée am

September geet et lass. An et geet eis do net drëm, fir scho vu Septième ons kleng Entrepreneuren ze zillen, mä et geet vill méi drëm, fir déi Kompetenzen, déi ëmmer méi an iwwerall gefrot ginn, fir déi besser ze entwéckelen, zum Beispill Teamwork, zum Beispill öffentlech schwätzen, Problemer léisen, nei Weeër aschloen, kreativ sinn. Wéi gesot, lauter Fäegkeeten, déi natierlech och en Entrepreneur brauch, fir Succès ze hunn, mä net nëmmen hien.

Wa mir iwwert d'Schoul schwätzen, da si mer natierlech ganz séier bei der Formatioun vun de Matarbeiter. Effektiv fält et de Betriber dacks net liicht, fir qualifizéiert an och motivéiert Matarbeiter ze fannen a se och am Betrib ze halen. Dat ass de Revers vun der Medaille, déi do heescht: Wirtschaftswuesstum vu 4% bis 5%. Forcement sicht bei esou engem Wuesstum all Secteur gutt Leit. Mir kucken deem awer trotzdem net no. Ech huele mer d'Remarqué vun deene kleng Betriber zu Häerz, an och do fänken d'Mesuren, fir deem entgéintzewierken, erëm direkt an der Schoul un. Muer stëmmt Dir hei iwwert d'Gesetz of, dat der Maison de l'orientation en officielle Statut gëtt. Domadder gëtt d'Orientatioun besser opgestallt. Orientatioun ass awer dat eent, Formation professionnelle dat anert, an déi ass ganz besonnesch wichteg fir d'Handwierk, ouni Zweifel.

Den Educationsminister Claude Meisch huet jo eng ganz Rei vu Mesuren ugeknegt fir déi iwwernächst Rentrée an d'Chambre des Métiers an d'Fédération des artisans schaffe mat un där Reform. Hiren Input ass do ganz wichtig a gëtt och berücksichtig.

Nieft der Formation initiale ass et awer och d'Weiderbildung, d'Formation professionnelle continue, déi wichteg ass fir PMEen. D'Betriber müssen net nëmme selwer fit ginn, mä natierlech mussen och hir Matarbeiter sech upassen un nei Entwécklungen, un nei Technologien. De Beispill Bau: Hei sinn Niddreg-Energie-Haiser elo Standard, also muss och anescht gebaut gi mat anere Materialien, no anere Prozeduren. Duerfir müssen d'Betriber hir Matarbeiter natierlech och fir déi nei Bauweis ausbilden.

Initiativen an deem Sënn ginn et der méi, den IFSB zum Beispill. Zwee aner Kompetenzzentren sinn déi am Génie technique an am Parachèvement an et sinn awer och nach aner Projeten ënnerwee am ICT-Beräich zum Beispill oder am Automobilssecteur.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A wa mir vu Formatioun schwätzen, direkt e Wuert zu der eischter Motioun iwwert d'Formatioun. Et gi scho ganz vill Mesuren, sief et beim INFPC, sief et bei der ADEM, soudatt e weidere System an nach weider nei Outilen eigentlech net néideg sinn. Et wier vill méi sënnvoll, wa mer dat, wat mer hunn, weider verbesseren, an dat si mer och amgaangen ze maachen. Duerfir géif ech der Chamber proposéieren, déi Motioun net unzehuelen.

Dann een Thema, wat vill negligéiert gëtt an dobäi esou eng wichteg Roll spillt: d'Qualitéit vum Service um Client. Et ass och wichteg, datt e Betrib seng Matarbeiter fir d'Qualitéit vum Service a vum Accueil forméiert a sensibiliséiert. Natierlech ëmmer ënnert der Viraussetzung, datt de Chef och wierklech mam gudden Beispill virgeet. Grad fir e kleng Betrib, deen en enke Kontakt huet, e perséinleche Kontakt mat senger Clienten, deen dovunner ofhänkt, datt e recommandéiert gëtt vu bouche à l'oreille, spillt de Service eng Roll, déi een net seriö genuch kann huelen.

An där haiteger connectéierter an oppener Welt vum Internet ass e gudden Service fir de Client decisiv, soss ass en näämlech ganz séier fort. An der Fachliteratur gëtt gesot, datt 70% vun de Clienten, déi engem Betrib de Réckdréien, dat net maachen aus Onzefriddenheet mam Produit, aus Onzefriddenheet mam Präis, seen, se gi fort, well se mam Accueil net zerfidde waren, well se sech schlecht behandelt fillen, wéi wa se dem Betrib net wichteg wieren.

Duerfir muss ee sech zwou Saache viru Aen halen:

Éischtens, eng Entreprise ass ëmmer nëmmen esou gutt, wéi hire schlechteste Matarbeiter, dee mam Client Kontakt huet, an zweetens, deen einfachsten an och dee bëllegste Wee, fir et besser ze maachen, ass et, d'Kriticke vun de Clienten seriö ze huelen, am plaz se ze ignoréieren. Am Fong ass et ganz einfach: De Client ass Kinnek. A souwuel de Commerce wéi och d'Handwierk sinn hei a ganz schaarfer Konkurrenz mat der Groussregioun. D'Qualitéit vum Service ass also net ze ënnersätzen.

Do kënnen vill Betriber zu Lëtzebuerg nach eng Schépp bäileën. Si hunn net nëmmen ze gewannen, mä och vill ze verléieren, wa se deen

Aspekt eben net seriö huelen. A fir si ze incitéieren, doriwwer nozedenken, sech selwer ze hannefroen, lancéiere mer elo eng Serviceoffensive.

Een neie Programm mam Numm „Fit 4 Service“ ass prett. Et geet drëm, datt een en Diagnostique vun de Clientsrelatiounen an dem Service vum Betrib gemaach ka kréien, Recommandatiounen kritt, wéi ee sech besser kann opstellen. D'Käschte fir déi Diagnos ginn integral vum Wirtschaftsministerium iwwerhol. An der Regel dauert dat fénnef Deeg. A fir dat an der Praxis ëmzesetzen, féiere mer ee System an, deen zu Lëtzebuerg ganz nei ass, näämlech ee Vouchersystem, eng Zort Chèque-service fir Betriber.

Anescht wéi bis elo muss de Betrib also net méi am Virfeld eng Demande maachen. Au contraire, de Ministère kontaktéiert d'Betriber a si kréien de Voucher zum Beispill direkt matgeschéckt. Wa se eng Autorisation d'établissement ufroen, da kënnen se och de Voucher op engem anere Wee, näämlech elektronesch um guichet.lu eroflueden. Mat deem Chèque kann de Betrib ee Consultant chargéieren, fir e „Fit 4 Service“-Diagnostique ze maachen.

Mir fänken elo un domadder, et ass e Pilotprojet. A wann dee Vouchersystem mengen Erwaardungen entsprécht an och bei de Betriber Succès huet, da gëtt en ausgebaut an och fir aner Hëllef benotzt. Esou mann Pabeierkrom wéi méiglech fir d'Betriber, esou effikass wéi méiglech hëllef, dat ass hei d'Devise.

Mir wëlle wierklech de Betriber, déi sech wëlle verbesseren, eng Ennerstützung ginn. Mir stellen d'Outil bereet, mä et ass awer un de Betriber, déi Hëllef och unzehuelen an ëmzesetzen.

Insgesamt huet de Ministère de l'Économie, well mir vun Hëllef schwätzen, jo seng ganz Aiden an de Leescht geholl an iwwerschaaft. An d'Stathëllef fir Entreprisé sinn, wéi Der wësst, op europäeschem Plang ganz staark reglementéiert a limitéiert weinst den EU-Regele vum fräie Bannemaart, wéinst der méiglecher Konkurrenzverzerrung.

Dat neit Gesetz iwwert d'Hëllef fir Recherche an Innovation trëtt Enn Juni a Kraaft. De Prinzip „think small first“ gouf do respektéiert a wéi gesot, och déi aner Regimmer sinn ënnerwee.

Ech wëll just een Aspekt erausgräifen oder eng Measure, an zwar fir jonk Entreprisé mat grousem Entwécklungspotenzial, eng nei Measure am PME-Gesetz. Do geet et drëm, wann eng kleng Entreprise, déi et zanter manner wéi sechs Joer gëtt an déi Ennerstützung brauch, en interessant Businessplang virleet, datt déi d'Méiglechkeet huet, fir bis zu 400.000 Euro ze kréien. Dës Hëllef gouf et schon an engem äänleche Kader fir all Zort vun technologesche Start-uppen an ech hu wierklech drop gehalen, datt et se och elo fir aner Zorte vun Aktivitéit wäert ginn, also och fir déi sougenannt traditionell Secteuren. A grad och bei deene kreative Beruffer wéi Design, Moud, gesinn ech do interessant Méiglechkeeten, fir genau dat doten Hëlleftinstrument unzewennen.

Fir all déi Mesur vum neie Régime d'aide général PME gesi mer bis d'Joer 2021 ee Gesamtbudget vun 89 Milliounen Euro vir. Dat ass also e Plus vu 27% par rapport zu deene leschte fénnef Joer. Dir gesitt also, mir ennerstetzen de Mëttelstand an Zukunft nach vill méi staark wéi bis elo.

Wa mir vu Finanzierung schwätzen, da si mer ganz schnell bei der SNCI an déi spillt natierlech eng wichteg Roll. D'SNCI huet dräi nei Outilen, déi d'Offer u Prête completéieren. D'Tauxen op deene verschiddene Prête sinn och iwwert d'Joer 2015 an 2016 sukzessiv erofgesat ginn. A grad déi lescht Baisse vun den Tauxen op 1,5% zejoert am September huet vill Succès.

2016 goufen am ganze 16 Crédit-d'équipementen accordéiert an dëst Joer waren et der an deenen eischten dräi Méint schon eelef. Wuel ass et richtig, datt d'Zuel vun den Dossierien zréckgaange war, relativ staark och zréckgaange war, mä dat war natierlech krisebeléngt. Et ass evident, no 2008 ass laang net méi sou vill investéiert ginn. Dat hu mer och bei der Zuel vun den Demandé fir Subside gemierkt. Mä d'SNCI huet, wéi gesot, reagéiert an d'Tauxe vun den Zënse erofgesat. Zanter engem décke Joer geet et besser, et kommen erëm vill méi Dossierien eran. An et goufen der virdrun och net méi refuséiert, et waren der ebe just manner, déi erakoumen - eng wichteg Nuance, déi ech awer nach hei wollt erwänen.

Fir dobäi ze bleiwen: d'Regierung huet jo och zwee Fongen an d'Liewe geruff, fir Start-uppen ze ennerstetzen. Och do schafft jo d'SNCI mam Lux Future Fund (veuillez lire: Luxembourg Future Fund) an dem Digital Tech Fund zesummen. Et gëtt also viles vun eiser Säit gemaach, fir déi kleng Entreprisen an der Finanzierung vun hire Projeten ze ennerstetzen. Mä alles soll a kann de Stat net maachen.

Duerfir riichten ech hei och en Appell un d'Banken, hir Responsabilitéit ze huelen. D'Betriber, mat deenen ech schwätzen, an ech gesinn der ganz vill, bekloe sech dacks, datt et schwiereg ass, fir Banke mat op de Wee ze kréien, besonnesch wann et ëm d'Thema Transmission d'entreprise geet oder eben och d'Grénne vun engem Betrib. Quitte, datt d'Banken natierlech och net ze vill Risiko sollen agoen, ass et awer wichtig, datt si hiren Deal zur Finanzierung vum Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg bäidroen. De Wirtschaftsministère gleefft jiddedfalls un de Businessmodell Lëtzebuerg a stellt duerfir esou vill Hëllef an Ennerstützung wéi nëmme méiglech zur Verfügung fir d'PMEen. An un de Banken ass et also, datselwecht ze maachen.

Ee Wuert nach zu de steierlechen Incitatiounen fir Privatinvestisseure mat Risikokapital, d'Motioun 2 also. Ech kann déi Motioun an deem Sënn net guttheeschen, ganz einfach, well de Finanzministère schon amgaangen ass, esou e Regimm ze präieren an ze analyséieren. Do stelle sech awer eng ganz Rei vu méi substanzuelle Froen op EU-Niveau, well mir bei esou engem Regimm keen Ennerscheid méi kënnen maachen tëschent esou Investissementen hei zu Lëtzebuerg a soss an Europa.

(Brouhaha)

Dat gëllt och fir d'Motioun 3, fir de Regimm vun enger Réserve immunisée. Och hei diskutéiert...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.-** Här Bauler!

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.-** ...de Finanzminister scho mam Secteur iwwer divers Pisten. Am Resumé: Well dat schon alles leeft a vum Pierre Gramegna analyséiert gëtt, proposéieren ech, d'Motiounen 2 an 3 ze verwerfen.

Transmission d'entreprise dann, ganz speziell e wichteg Thema am Handwierk, well et effektiv an den nächsten zéng Joer Dausende vu Betriber gëtt, déi e brauchen, dee se iwwerhëlt. Et ass also kruzial fir dee Secteur a fir déi Leit, déi do schaffen - et sinn der 50.000, déi concernéiert wieren -, datt een déi Problematik do ueget.

Et ginn e puer Aspekter, wou mir aktiv ginn: Éischtens, d'Sensibiliséierung vun de Patronen. Vill Patrone maache sech näämlech vill ze spéit op d'Sich no engem Successeur. Si rechnen net dermat, datt et e jorelaange Prozess ka sinn. An dann heiansdo ass et einfach ze spéit, da geet et e Strapp ze séier. Mir gesinn also eng Campagne vir, déi sech u Patronen an engem gewëssenen Alter riicht a se uspornt, dee Prozess vun der Transmissioun ze lancéieren.

Dernieft verweist de Pakt PRO Artisanat och dorobber, fir d'Bähëllef am Fall vun enger Transmissioun unzepaspen, de Garantiesystem ze erweideren. An dat si mer voll amgaangen ëmzesetzen mat deem neie Projet de loi, deen ech jo scho virdrun ernimmt hunn. D'Mutualitéiten, déi vum Handwierk an déi vum Commerce, kënnen nëmme bis zu engem begrenzten Budget Garantié ginn, well se selwer natierlech eng Planungssécherheet müssen anhalen. Se dierfen net direkt an d'Stroueweile kommen, wann ee vun de Betriber, fir déi si Bierg sinn, géif Faillite maachen. Duerfir och déi nei Aide zur Risikofinanzierung, déi et eis erlaabt, der Mutualitéit eng Garantie ze ginn, wou de Stat bis zu 80% vun der Casse iwwerhuele kann. Et ass en Outil, dee ganz speziell och bei den Transmission-d'entreprisen asetzbar ass. Heider kann d'Mutualitéiten also méi Dossier maachen an och méi grous Dossiere maachen, well se eben d'Sécherheet hunn, datt se eng Réckendeckung duerch de Stat kréien.

Dat, mengen ech, ass e ganz wichteg Instrument an ech si frou, datt mir dat elo hikréien.

De Wirtschaftsministère ka viles maachen, awer net alles, fir dat generell Ëmfeld fir d'PMEen ze verbesseren. Do sinn och aner Ministeren, aner Partner gefrot an an deem Sënn huet jo och d'Regierung den Aktionsplang PME d'lescht Joer ugeholl. Dat ass nu wierklech kee Pabeiertiger, well et sinn 99 Moossnamen dra virgesinn an no engem Joer hu mer der schon iwwer 30 ëmgesat an lancéiert. Dorënner sinn ebe Projeten, déi ech schon ernimmt hunn: d'entrepreneurial Schools, den Digital Tech Fund, d'Vermählze vun de PME-Aide-Regimmer an déi zwee Pakte fir de Commerce an d'Handwierk.

Anerer hunn och hir Bedeitung, sief et eben an der Sensibiliséierung vum Entrepreneuriat, an der Vereinfachung vun de Prozeduren, d'Schafe vun der Säril simplifiée an ech kéint der nach e gudden Strapp méi nennen.

Dann d'Thema Digitaliséierung. Dat ass ein weites Feld a munch ee Patron gesäit do e Risebjerg viru sech an e weess eigentlech net, wou



en ufänke soll. Anerer mengen, et géif awer ier-gendwéi nach dersonner goen, dat ass awer falsch. Mä et ginn awer verschidden Niveaueen och nach derbäi, wou ee muss handelen. A jee no Branche sinn d'Besoinen natierlech och ënnerschiddlech. Fir unzefänken, muss all PME effektiv eng professionell a userfrëndlech Internetpräsenz hunn. Ech mengen, do si mer eis all eens.

Anerersäits ass et awer och esou, datt d'Digitalisierung d'Aarbecht am Betrieb selwer kann änneren a verbessern. Et ginn aner Méiglecke geschaaft. D'Prozesser kënnen méi dynamesch automatiséiert ginn, Produite personaliséiert, d'Stocken anescht geriert ginn an esou weider. Ob mer wellen oder net, eis Aart a Weis, fir ze liewen, eis Aart a Weis, fir ze schaffen, fir ze consomméieren, gëtt ëmmer méi digital. Dorunner besteet keen Zweifel.

An natierlech hunn och déi grouss Betriber et hei ganz oft vill méi einfach, well se déi finanziell an technesch Moyenen hunn, fir sech ëmzestellen, fir Spezialisten anzustellen an esou dee leschten Trend natierlech och ze suivéieren. D'Patrone vun de PMEen hunn dat par contre alles ganz dacks net. En plus si se esou mam Kapp am Guidon, fir de Betrieb ze féieren, datt se dacks keng Zäit hunn, fir sech iwwer méiglech grësser innovativ Iddien a Projekte Gedanken ze maachen.

Duerfir wëlle mer d'PMEE mat der Hand huelen, hinnen d'Moyene ginn, déi se brauchen, a se an där Entwécklung begleeden, eng Entwécklung, déi iwwregens net onbedéngt expansiv muss sinn, mä éischer qualitativ an d'Déift geet, am Sënn eben och vun engem qualitative Wuesstum. Duerfir ass d'Digitalisierung e ganz wichteg Element an deenen zwee Pakte vum Handel an Handwerk.

Déi Cellule, vun där den Här Eischen geschwat huet, déi kennt. Mä mir ginn awer och nach aner Weeër, fir méi proaktiv op d'Entreprises duerzuegoen, an d'Entreprises ze goen a vu Fall zu Fall ze kucken, wat an hirem Interêt ass, wat een am beschte vu Mesurë soll ergräifen.

Och bei der Luxinnovation dréit sech elo villes ëm d'Digitalisierung bei de klengen a mëttelgrouse Betriber, mat Programmer, déi schonn hir Preuvë gemaach hunn.

Am Handel hunn eis Commercë vill Konkurrenz vun de groussen Internetplattformen. Dee klengen Handel huet kaum Moyenen, fir eege Solutiounen am Internethandel unzibidden. Duerfir gëtt et elo geschwënn, an Zesammenaarbecht mat de grouse Gemengen, eng E-Plattform, eng digital Maartplaz, déi mer opstellen, wou Lëtzebuerger Geschäfte a virun allem déi kleng Geschäfte an den Uertschaften hir Produiten ubidde kënnen, esou datt de Client um Internet bestelle kann a seng Com-mande entweder an de Buttek ka siche goen oder sech se awer och ka liwwere loossen, jee nodeem. Dat ass eng iwwerliewenswichtig Moossnam fir den Einzelhandel.

Haut offeréieren hei zu Lëtzebuerg grad emol 7% vun de Commercen Onlineshopping an anerersäits sinn d'Lëtzebuerger awer quasi

Weltmeeschter, wann et drëms geet, fir via Internet anzekafen. Wie sech elo net hei beweegt a beméit, dee riskéiert, zimlech séier op der Streck ze bleiwen.

Och hei gräifen natierlech eis Aiden, fir sech beroden ze loossen an och fir ze investéieren.

D'Lëtzebuurger Handwerk, an doriwwer sinn ech ganz frou, steet der Digitalisierung positiv géigeniwwer. Bal 70% gesinn doranner eng Opportunitéit. Vill Betriber hu schonn e Fous an der digitaler Dier, mä mir mussen hinnen hëllefën, fir do nach ganz eranzekommen.

Da ginn natierlech och spezifesch fir Firmen aus dem digitale Secteur ganz vill Efforte gemaach. Si profitéieren vun eiser exzellenter ICT-Infrastruktur zu Lëtzebuerg a mir hunn och e Programm „Fit 4 Start“ opgeluecht, dee schonn no annerhallwem Joer amgaangen ass, sech zu engem richtege Succès ze entwéckelen. 2016 hu mer iwwer 230 Projeten aus 23 Länner gesinn, déi fir dee Programm, e Concours, hir Kandidatur gestallt hunn. Dat leeft also och richteg gutt.

Dann d'Disponibilitéit vun den Terrainen. Do kann ech lech confirméieren, datt mer ëmmer méi an eng Situatoune kommen, wou d'Aktivitéitszone feelen an déi regional Zone wierklech quasi ganz voll sinn. D'lescht Joer si wuel e puer nei Zonen ausgewise ginn, erschloss ginn: Fridhaff, wou d'Aarbechten ugefaangen hunn, déi vu Grass gouf ageweit, zu Elwen, Réiden a fir den Triangle Vert zu Elleng si jo Extensioune geplangt. Mä et geet sécherlech awer net duer.

Fir d'Zersplitterung vun der Landschaft ze verhënneren an esou rationell wéi méiglech ze plangen, ass d'Erweiterung vu sechs regionalen Zone virgesinn am Kader vum Plan sectoriel «Zone d'activités». Mir wëlle mat 600 Hektar fir national a regional Zonen an d'Prozedur goen. D'Zil ass kloer eng equilibriert regional Verdeelung a mir wellen och a ländleche Regiounen, zum Beispill an den Naturparken, d'Méiglecheit schafen, fir déi wirtschaftlech Entwécklung weiderzedreiwen.

Den Drock op d'Terrainen ass awer wierklech ganz grouss an déi nei erschloss Terrainen gi ganz, ganz séier besat, dacks schonn an der Planungsphas. Dacks geet et drëm, eben d'Betriber och aus den Uertschaften erauszukréien, se ze relokaliséieren, ier een da Plaz huet, fir neier ze implantéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Madamm Statssekretärin, erlaabt Der, datt den Här Kaes eng Zwëschebemierkung mécht oder eng Fro stellt?

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Selbstverständlech. Här Kaes.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt u sech dach awer d'Erklärung vun der Madamm Statssekretärin als Ulass huelen, fir eng Fro ze stellen: Fannt Dir, datt dat eng Zersplitterung vun der Landschaft ass, wann op der Fléiber schonn 8 Hektar beluecht sinn, sämtlech Infrastrukture präsent sinn, an do u sech véier Gemengen e regionale Projet wollte

realiséieren, wou ech weess, datt Dir u sech selwer méi positiv derzou stoungt, datt awer vun Ärem Koalitionspartner dann awer do d'Brems ageluecht ginn ass? Fannt Dir, datt dat eng Zersplitterung ass, wann Creos an och eng Busentreprisé schonn do um Site sinn?

Merci.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Ech wollt dozou eppes soen, wat ech och dem Här Eischen eigentlech scho wollt soen: Et ass ganz kloer, datt et hei absolutt guer keng Differenze gëtt tëschent dem Wirtschaftsministère an dem Environnement respektiv der Landesplanung.

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Et ass jo kloer, datt jiddweree seng Prioritéiten huet a sech natierlech och fir seng Sujeten asetzt. Mä dat ass jo grad de Virdeel vun dëser Regierung, datt mer zesummeschaffen an datt mer d'Projeten zesammen uginnt an datt mer net eng Zon plangen, wou et herno vläicht Problemer gëtt, ob dat elo Fléiber ass oder eng aner, fir den Uschloss un eng Autobunn ze kréien. Dat ass vläicht an dësem Fall net de Fall, mä hei hu mer awer ganz aner Problemer.

An ech well just soen, datt dat hei eng Politik aus enger Hand vun dëser Regierung ass an dat loossen ech mer och net vun lech anescht schwätzen.

(Brouhaha)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Madamm Closener, Dir musst verstoen, datt d'CSV...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Esou, wann ech gelift!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- ... dat net gewinnt ass an net weess, wéi dat geet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kollegen!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Do fir si se och elo esou erstaunt, datt mir dat fäerdegbréngen.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Just d'Statssekretärin huet elo d'Wuert.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Merci.

Den 1. Abrëll ass een neit Reglement a Kraaft getrueden, fir bei deene positiven Nouvelles ze bleiwen, iwwert de Contenu vun de PAGe vun de Gemengen, dat déi verschiddenen Typen vun Aktivitéitszonen definéiert an dat och festleed, wéi eng Aktivitéiten zougelooss sinn. Do gëtt den Akzent nach vill méi staark wéi bis elo op d'Handwerk an d'PMEE geluecht, fir datt si prioritär Accès kréien eben zu deene regionalen Aktivitéitszonen.

D'Zesammenaarbecht, den Dialog mat de Gemengen a mat de Gemengesyndikater gëtt in-

tensivéiert, well mir brauchen eng eenheetlech Linn an harmoniséiert séier Prozeduren, fir datt déi interesséiert Entreprisë séier Bescheed wësen, ob se an eng Zon erakommen a wa jo, wéi eng Demarchë se da mussen maachen. Do sinn de Stat an d'Gemenge gefuerdert. Och do si mer um richtege Wee.

Mir sinn dann och direkt bei der Motioune 4 iwwert d'Sitten. An do géif ech der Chamber proposéieren, déi Motioune net unzuehuelen, well eben de Plan sectoriel «Zones d'activités» Extensioune virgesäit an d'Antwort gëtt op déi opgeworfene Punkten. Et ass kloer, datt d'Terrainen fir Handwerk a PMEen eng Prioritéit hunn a vill vun deene 600 Hektar, dat sinn der jo awer vill, fir si reservéiert sinn.

Ofschléissend nach ee Wuert zu der Kreativwirtschaft. Här Eischen, Dir hutt déi haut net erwänt a se läit mer awer ganz staark um Häerz. De Weekend war ech zu Paräis um Salon „Révelations“, wou fir d'éischte Kéier Konschthandwerker an Designer vu Lëtzebuerg hir Wierker hu kënnen ausstellen an der Kontinuitéit vun der Exposition „De Mains de Maîtres“, déi jo e ganz grouse Succès war am Dezember zejoert. An elo haten eben och néng Artisten, Konschthandwerker d'Chance, zu Paräis hir Wierker ze weisen. 50.000 Visiteur waren am Grand Palais, d'Präsenz vun der ierf-groussherzoglecher Koppel an och e ganze Promotiounsprogramm hunn d'Kompetenz an d'Exzellenz vun eisem Konschthandwerker nach eng Kéier an de Vierdergrond gestallt. Dat ass Nation Branding, wéi et net besser kéint sinn.

Dat mussen mer weidermaachen, onbedéngt. D'Kreativindustrie zu Lëtzebuerg mécht haut schonn eng Milliard Euro Ëmsaz. De Potenzial ass enorm an d'Leit aus deene verschiddene Branchë waarden och nimmenden drop, datt si hir Produkter a Servicer am Ausland kënnen weisen. Si si ganz oft Einzelkämpfer a brauchen eng Hëllefstellung. An duerfir hu mer och deen neie Cluster gegrennt, dee bitt déi Hëllefstellung, awer net nimmenden doranner. E wäert och de Link maache mat deene méi traditionelle Secteuren an och neie Partnerschaften op d'Spréng hëllefën.

Wéi Der gesitt, et gëtt wierklech ganz vill gemaach, fir grad déi kleng a mëttelgrouse Betriber ze ënnerstëtzen, fir se um Wee an eng no-halteg an digitaliséiert Zukunft ze begleeden.

Ah jo, nach de Paquet Services, elo hat ech dee bal vergiess! Ech well lech an ech kann lech soen, datt mir absolutt um Lëtzebuerger Modell hänken, wou de Meeschterbrëif jo awer eng ganz grouse Valeur huet an och dem Konsument eng gewéisse Protektioun gëtt. An den Diskussiounen zu Bréissel, do setzt Lëtzebuerg mat um Dësch, do muss ee sech keng Suerge maachen.

An de Verhandlungen sinn Ännerungen erauskomm, déi eis Sécherheete ginn an eise Modell net a Fro stellen. Mir leiën do op enger Linn mat Däitschland. Mir hunn hir Kritikken och absolutt gedeelt. Déi Kritikken waren a si berechtigt. Déi Lëtzebuerger Versioune vun der Qualifikatioun ass nach net ganz fäerdeg, mir sinn do nach an der Ausschaffung. Mä ech ka scho soen, datt de Brevet de maîtrise op kee Fall a Fro gestallt ass an och op kee Fall a Fro gestallt gëtt.

Här President, de Wirtschaftsministère kuckt no de Problemer vun haut a vu muer. Mir këmmen eis ëm déi Kleng an ëm déi Grouss! Mir maachen „space“ a mir sinn „terre à terre“, well dat alles ass Wirtschaftspolitik, sou wéi ech se verstinn.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Statssekretärin. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. Den Här Eischen zu de Motiounen?

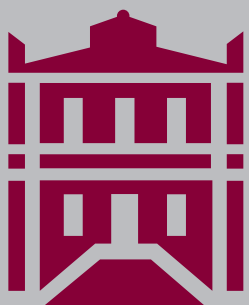
Motions

► **M. Félix Eischen (CSV), interpellateur.**- Jo, Merci, Här President. Ech wollt eng Präzioune virewech soen. Do soen ech dem Här Kollege Marc Baum Merci, dass en eis ganz séier drop higewisen huet: Déi Kopien, déi ausgedeelt gi sinn, do war eng kleng Huddel dran an de Säiten, also d'Säit 4 gëtt d'Säit 6 an d'Säit 6 gëtt d'Säit 4. Ech weess elo net, ob dat groussaar-teg elo eppes changéiert bei der Meenung vun der Madamm Ministesch.

Ech wollt awer vläicht ganz kuerz nach zwou Präzioune nofroen bei der éischer Motioune. Ech mengen, mir waren eis och eens an den Discoursen, dass et wichteg ass, an de Capital humain ze investéieren, gradesou wéi mer



Suivez la
Chambre des Députés
sur Facebook,
Twitter et
Instagram





awer och fannen, dass et Modeller a Frankräich an an Däitschland ginn, déi op deen do Wee gi vun der Rekonversioun.

Ass d'Madamm Statssekretärin net der Mee- nung, dass trotzdeem a Saache Quereinsteiger, déi wierklech d'Rekonversioun wëlle maachen - dann hu se schonn e gewëssenen Alter, 24, 25 Joer, si hu scho vläicht eng Famill an esou wei- der, si hunn eng Ausbildung, si hunn Uni gemaach, si hunn Erfahrung -, dass déi awer anescht missten ënnerdaach kommen, wéi sech elo kllassesch an d'Schoul musse setzen ze goe bei Leit vu 16, 17 Joer, och mat der dualer Ausbildung, dass déi méi direkt an d'Betriber solle komme respektiv och eng aner Unerkennung solle kréien, och mat der Expe- rienz, wann déi och vläicht net ëmmer relevant ass?

Bei de Motiounen 2 an 3 erlaben ech mer vläicht awer ze soen, dass ech der Mee- nung sinn, wou ech elo net den ausgewisene Finanz- expert sinn, mä dass d'Madamm Statssekre- tärin do vläicht e bëssen eppes duerjerneege- heit, an zwar dass de Capital-risque awer vum Wirtschaftsminister hei am État de la nation éischter favorabel ugeduecht ginn ass. An da wär et wichteg bei der Motioun vum Capital immunisé, dass Der dem Secteur dat awer och géift soen, dass Der intensiv géift dorunner schaffen, well de Secteur freet et an dee seet: „Mir héieren do näischt.“

Bei der Motioun 4, dat huelen ech dann esou zur Kenntnis. Et ass gutt, wa sollten do Hekta- ren op de Marché kommen, dat ass ze begrei- sen. An erlaabt mer just ze soen, dass, wann Dir sot, Dir géift do wéi aus engem Goss schaf- fen, dass ech lech dat awer net esou direkt gleewen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma- damm Statssekretärin, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Cloener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Jo, villmoos Merci. Dat maacht Dir, wéi Dir wëllt! Dir kënnt dat gleewen oder net. Vlächtt sidd Der dat net gewinnt gewiescht virdrun, mä mir maachen dat awer. Natierlech muss een heiansdo Kompromësser sichen, dat ass ganz kloer. Ech denken, dat wier jo awer och am Sënn vun eisem Land, dass mer net op e Wee ginn, wou radikal Politicke gemaach ginn. Ech ka mer dat och net virstellen, dass d'CSV eng radikal an eesäiteg Politik géif mat engem eventuelle Koalitiounspartner maa- chen!

(Interruption)

Dozou wollt ech nach soen, zu der Formatioun: Am Prinzip fannen ech dat richteg, wat Der sot. Ech denken awer just, well mer elo schonn an den Diskussiounen sinn, wou de Claude Meisch jo schonn amgang ass mat der Chambre des Métiers, mat der Fédération des artisans ze diskutéieren, wa mer elo nach erëm eppes Neits do dropsetzen, ech denken, dass mer dat kéinten an deenen Diskussiounen do,

wéi soll ech soen, intégréieren. Ech ginn och staark dovun aus, dass dat gemaach gétt.

Fir de Rescht geheien ech do guer näischt duerjerneen. Ech hunn och net gesot, ech wier dergéint. Ech hu just gesot, dass et net einfach ass, fir déi Pisten do ze..., fir do eng Léisung ze fannen, fir eng gutt Pist ze fannen, déi an e- sem Interêt ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gutt. Gëtt et keng Wuertmeldunge méi zu de Mo- tiounen?

Dat ass net de Fall. Da géife mer iwver eng no där anerer ofstëmmen, fir d'Éischt d'Mo- tioun 1.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëm- men. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

28-mol Jo, 32-mol Neen. Domat ass déi éischt Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh- Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Dann d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi per- séinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo, 34-mol Neen. Domat ass déi zweet Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh- Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc

Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi per- séinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Of- stëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo, 34-mol Neen. Déi drëtt Motioun ass ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh- Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An dann déi lescht Motioun.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi per- séinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass och déi lescht Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh- Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn also um Enn vun der Diskussioun iwwert d'Interpellatioun ukomm a mir kom- men zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Fusioun zwëschen de Gemenge Mompéche a Rouspert, de Projet de loi 7035. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Tess Burton.

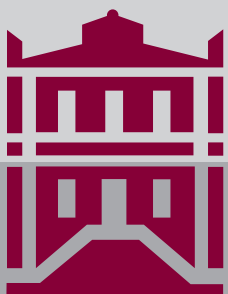
5. 7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompéche et de Rouspert

Rapport de la Commission des Affaires inté- rieures

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hä- ren, mir stëmmen haut iwwert de Gesetzes- projet fir d'Fusioun vun de Gemenge Mom- péche a Rouspert of. Dat ass fir déi zwou Ge- menges e wichtegen an noutwendege Schrëtt, deen et hinnen erméiglecht zesummenzewues- sen. Obwuel déi legislativ Aarbecht an der Chamber am Verglach zu den Efforten, déi an deene betraffene Gemenge musse gemaach ginn, éischter kleng ass, wëll ech kuerz dorob- ber agoen.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

De Projet de loi gouf den 29. August 2016 deposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 7. Februar 2017 ofginn. Hien huet de Projet allgemeng begréisst, huet awer eng kleng Ännerung proposéiert an der Formulierung vum Text. D'Interieurskommissioun huet de Projet an den Avis zwee Deeg méi spéit gekuckt a mech bei där Geleechtheit als Rapportrice genannt. Fir der Remarque vum Statsrot Rechnung ze droen, huet d'Kommissioun den 3. Mäerz en Amendement proposéiert, deen de Statsrot an engem zousätzlechen Avis vum 28. Mäerz akzeptéiert huet. D'Kommissioun huet de Rapport de 4. Mee eestëmmeg uegholl.

Et gëtt zënter Joren iwwert d'Parteien ewech souwuel an der Chamber wéi och an deene successive Regierungen e Konsens, dass déi ganz kleng Gemengen hei am Land sollte fusionéieren, fir méi effizient kënnen ze schaffen. Dës Fusiounen, déi sech an de Kontext vun enger schrittweiser Territorialreform aschreiwieren, si Kee Selbstzweck. Iwwert d'Jorzéngte sinn d'Aufgaben, déi d'Gemengen ze erfëllen hunn, ëmmer méi grousst a komplex ginn. Och d'Uspréich vun de Bierger un d'Gemengeservicer si méi grousst ginn. Dobäi sollten d'Bierger kënnen iwwerall op vergläichbar gutt Servicer zréckgräifen, egal a wat fir enger Gemeng si wunnen.

Fir kleng Gemengen ass dat awer oft schwéier ze realiséieren. Dofir ënnerstëtzt de Stat d'Kooperatioun tëscht de Gemengen, déi meeschtens an de Gemengesyndikater stëmmen, awer och d'Gemengefusiounen. Wichtig ass dobäi, dass de Prinzip vun der Autonomie communale respektéiert gëtt an dass d'Bierger aus deene jeeeweilege Gemengen a leschter Instanz entscheeden, ob se eng Fusioun wëllen oder net.

Wann d'Bierger iwwerzeugt si vun de Virdeeler vun enger Fusioun, ass garantéiert, dass déi Efforte bei der Preparatioun an der Ëmsetzung vun esou enger Decisioun mat Erfolleg an Zufriedenheit vun alle Bedeelegte kënnen ofgeschloss ginn.

Zu Mompech an zu Rospert ass genau dat geschitt. Béid Gemengen hu scho laang a verschiddene Syndikater zesummegeschafft. Am Oktober 2014 ass de Startschoss gefall, wéi d'Gemengeréit vun deenen zwou Gemengen hire jeeeweilege Buergermeeschter a Schäfferot beoptragt hunn, éischt Gespréicher ze féieren, fir e Fusionsprojet auszuschaffen. Während nemm enger Joer goufen zesummen d'Modalitéite vun enger méiglecher Fusioun ausgeschafft. D'Resultat dovunner hunn d'Gemengeréit dem Innenminister de 16. September 2015 virgeluecht.

Am Dezember 2016 hunn déi zwou Gemengeréit beschloss, hir Bierger an engem Referendum iwwert de Fusionsprojet ofstëmmen ze loossen. Mat Hëllef vun enger Broschür an zwou Informatiounsversammlungen sinn d'Bierger iwwert d'Virdeeler an d'Konsequenze vun enger Fusioun informéiert ginn. Bei béide Versammlungen war den Innenminister dobäi, fir de Bierger kënnen Erklärungen zur Fusioun am Allgemengem ze ginn an zur Ënnerstëtzung, déi de Stat hefir ubitt.

De 24. Abrëll 2016 hunn d'Bierger vun deenen zwou Gemenge mat grousser Majoritéit fir d'Fusioun gestëmmt. Zu Rospert hu liicht iwwer 80% vun de Leit fir d'Fusioun gestëmmt, zu Mompech war et eng Majoritéit vu 65,18%. Opgrount vun deem Resultat hunn d'Gemengeréit den 11. Mee definitiv beschloss ze fusionéieren, an zwar mat Wierkung op den 1. Januar 2018.

Déi nei Gemeng wäert den Numm Rospert-Mompech droen. Wa mer vun de Chiffere vum Stateg vum 1. Januar 2017 usginn, huet déi nei Gemeng 3.594 Awunner. Wat de Wahlsystem betrëfft, gëtt domat aus zwou Majorzgemengen eng Proporzgemeng.

Dës Verännerung fënnt, wéi bei fréiere Fusiounen och, an Etappe statt. Déi Transitionphasen geet 2023 mat de Gemengewahlen op en Enn. Fir d'Gemengewahlen 2017 gëtt déi nei Gemeng an zwou Sektoren ënnerdeelt, déi dem Territoire vun den heitege Gemenge Rospert a Mompech entsprechen. An der Iwwergangszeit wäert Mompech mat sechs a Rospert mat siwe Conseillere am Gemengerot vertraude sinn. De Schäfferot wäert aus véier Leit bestoen, engem Buergermeeschter an dräi Schäffere. Zwee vun dese Leit wäerten aus der Sektoren Mompech kommen an zwee aus der Sektoren Rospert. No 2023 wäert an där neier Gemeng Rospert-Mompech d'selwecht wéi an allen anere Gemengen iwwer 3.000 Awunner nom Proporzsystem gewielt ginn. Et wäert dann och nach just eef Leit am Gemengerot ginn.

Mat Gesetz, wat mer haut stëmme, gëtt der Fusioun déi néideg legal Basis. Et regelt d'Iwwergangsbestëmmungen, sou wéi se zwëschen de Gemengen ausgeschafft goufen, an déi finanziell Ënnerstëtzung vum Stat, déi dese Prozess begleet. Konkret sinn dat 6,896 Milliounen Euro. Mompech a Rospert hu beschloss, dës Suen ze investéieren an eng Rei vu Projete, déi scho geplangt sinn oder amgang si realiséiert ze ginn. An dës Sue sollen och genotzt ginn, fir d'Schulden vun deenen zwou Gemengen ze reduzéieren. Domat steet déi nei Fusionsgemeng dann och op ganz zolitte finanzielle Féiss.

D'Sue sinn awer net dat eenzeg Argument, wat d'Gemengen dozou beweegt huet, fir sech zesummedinn. Si hu sech zu dem Schrëtt entschloss zu engem Zäitpunkt, wou de Stat säi finanzielle Beitrag am Verglach mat de Jore virdru scho reduzéiert hat. D'Haaptargument war sécher d'Méiglechkeet, fir méi eng effizient Verwaltung kënnen opzubauen, wou net alles duebel muss besat sinn, a fir de Bierger allgemeng méi attraktiv Servicer kënnen ze bidden.

Dat betrëfft ganz ënnerschiddlech Beräicher wéi d'Mobilitéit, de Sport an d'Kultur, mä och um wirtschaftleche Plang sinn nei Synergie méiglech. Rospert-Mompech wäert vun Territoire hier déi gréisst Gemeng am Bezierk Oste ginn, mat deene gréisste Bëscher am Land. Doraus ergi sech Chancen fir eng nohaltege Notzung vun de Bëscher an entsprechenden ekonomeschen Aktivitéiten. De rurale Charakter an déi kuerz Distanzen zu méi urbanen Zentren maachen d'Gemeng Rospert-Mompech och fir den Tourismus ganz attraktiv.

Kuerz gesot, Rospert a Mompech hu vill gemeinsam Pläng, déi sécher positiv Auswierkungen op d'Liewensqualität vun hire Bierger wäerten hunn. Vu dass d'Kommissioun de Rapport eestëmmeg uegholl huet, hoffen ech, dass dës Fusioun och hei am Plenum d'Zoustëmmung kritt. D'LSAP wäert dat op alle Fall maachen.

An ech felicitéieren deene Responsablen an de Gemenge Rospert a Mompech fir hire Courage a fir déi vill gutt Aarbecht, déi si geleesch hunn an och sécher nach wäerte leeschten, fir dass dës Fusioun e grousse Succès gëtt.

Da wëll ech zum Schluss och nach de Buergermeeschter vun der Gemeng Mompech hei bei eis begréissen. An domadder ginn ech den Accord zu deemem Projet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Lies.

Discussion générale

► **M. Marc Lies (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech

wëilt der Rapportrice, dem Tess Burton, e ganz grouss Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, wou et em de Projet 7035 geet, d'Fusioun vun de Gemenge Mompech a Rospert. Elo frot Dir lech vläicht, firwat en Zentrumsdeputéierten iwwert dës Fusioun hei schwätzt. Ma dat ass ganz einfach: Mäi Cousin, dee sëtzst douewen, dat ass de Buergermeeschter vun der Gemeng Mompech.

► **Plusieurs voix.- Aah!**

(Brouhaha et interruption)

► **M. Marc Lies (CSV).** - Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da mist ee vun lech zwee de Sall verlossen.

(Hilarité)

► **M. Marc Lies (CSV).** - An ech hu bis zum Alter vu siwe Joer och zu Hierber gewunnt a si mam heitege Buergermeeschter, wéi gesot, och familiär verbonden. Zu groussen Deeler sinn ech och an der Gemeng Mompech an zu Hierber während de Schoulvakanze grousst ginn an hu mat mengem Cousin do vill Zäit verbruecht.

Ech wëilt elo net méi op de Referendum agoen. Ech mengen, d'Tess Burton huet dat ganz ausféierlech gemaach. Et kann ee wierklech soen, datt dës Fusioun an déi jeeeweilege Gespréicher tëscht deenen zwou Partner souwuel vusaite vun deene Mompecher an och vun deene Rospert gutt preparéiert woren an datt alles harmonesch op Aenhéicht tëscht zwee gläichwäertege Partner ofgelaf ass.

D'Gemeng Mompech huet op de 7. Juli eng Populatioun vun 1.274 Awunner an d'Gemeng Rospert 2.272 Awunner. Ufank 2017 louch d'Awunnerzuel vun deenen zwou Gemengen also iwwer 3.500 Leit. Et ass definitiv sennvoll, datt d'Gemenge sech zesummedinn, soudatt de Service um Bierger doduerch verbessert ka ginn.

Déi nei Gemeng soll an Zukunft Rospert-Mompech heeschen an de Siège ass dann zu Rospert. Elo geet et drëm, d'Beamten an och d'Aarbechter an deenen zwou Gemengen op déi gemeinsam Aufgaben ze preparéieren an hinnen déi eventuell Angscht virun deem Neien ze huelen.

Et bleift bei deser Fusioun ervirzehiewen, datt couragéiert Kommunalpolitiker de Bléck no vir gerichtet hunn an d'Allgemengwuel vun hire Bierger an de Vierdergrond gestallt hunn. Esou Decisiounen si sécherlech net einfach. Mat vill Courage an Engagement hunn de Jos an de Romain mat hire Schäffen- a Gemengeréit et faerdegbruecht, dës Fusioun op d'Schinn ze setzen. Et ass sécherlech de richtige Wee, fir sengen Bierger dëselwecht Déngschtleeschungen kënnen unzibidden, wéi et an anere méi grouss Gemenge schonn de Fall ass. Heimat wëll ech d'Leeschung vun dem Personal, dat an deenen zwou verschiddene méi klengen Strukturen geschafft huet, awer sécherlech net schmälere. Just au contraire, hei war den Opwand a spezifesch Funktiounen sécherlech méi héich, wéi dat an Zukunft de Fall diert sinn.

Ab dem Zäitpunkt, wou d'Servicer zesummegeluecht ginn, kënnen Synergie geschaf ginn an et gi Méiglechkeete vu Back-uppen, wat heesche wëllt, datt nach eng zweet Person do ass, fir eng Hand matunzepak. Esou kann eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten an och de Congézeiten erbäiegefouert ginn, wat e Motivatiounsschub fir d'Personal sollt duerstellen.

De Bierger diert ënnert deemem Ëmstand och vun enger Erweiderung vun den Déngschtleeschungen profitéieren. Well eng Fusioun och mat neien Investissementen an Infrastrukturen ze dinn huet, kritt déi nei Gemeng mat 6.820.000 Euro ënnert d'Äerm gegriff.

Ech wënschen deenen zukünftege Gemengeréit, dem Gemengepersonal an natierlech deenen iwwer 3.500 Bierger vun der neier Gemeng Rospert-Mompech eng erfollegräich a gutt Zukunft, wou d'Liewensqualität an déi erbruechten Déngschtleeschungen an hire Bierger sollen am Zentrum stoen.

An Heimat ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.- Très bien!**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Lies. Nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, Här Präsident. 1979 sinn ech zu Jonglénster an d'éischt Schouljoer komm.

► **Plusieurs voix.- Aah!**

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Awer net mam Koseng!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Awer net mam Koseng.

(Hilarité et interruptions)

Wann dat elo vläicht am Kader vun der Fusioun vu Rospert...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Just den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Wann dat elo am Kader vun der Fusioun vu Rospert a Mompech irrelevant schéngt, muss ech awer soen, dass genau an deem Joer d'Gemeng Jonglénster mat der Gemeng Roudemer fusionéiert huet. Voilà.

► **Plusieurs voix.- Aah!**

► **M. Gilles Baum (DP).** - A well ech mech scho laang fir meng Gemeng an hir Entwëcklung interesséieren, kann ech lech soen, dass déi Fusioun, déi 1979 gemaach ginn ass, absolut richtig war. Et gouf scho virun 1979 eng ganz Rei Synergien tëscht deenen zwou Gemengen. An duerch d'Fusioun huet d'Gemeng Jonglénster eng rasant Entwëcklung erlieft am Beräich vun den Infrastrukturen, am Beräich vum Wunnengsbau an am Beräich vun der Ekonomie. Mat ronn 7.500 Awunner haut, e sëllege Aarbechtsplazen, engem Lycée an awer och der Kategorisation als CDA-Gemeng spillt Jonglénster sonner Zweifel eng wichteg an eng zentral Roll am Osten.

D'Gemengepolitik huet ëmmer am Wierke vun der Demokratescher Partei eng wichteg Roll gespillt a fir d'DP ass et kloer, dass d'Gemengen e Service de proximité fir d'Bierger musse sinn. An dës Bierger, dat wësse mer alleguer heibannen, ginn ëmmer méi usprochsvoll. Wëllt een dem Bierger dee beschméigleche Service ubidden, da brauch een d'Moyenen, an duerch eng Fusioun klammen d'Moyenen, fir dem Bierger besser Servicer ubidden ze kënnen.

Eng Fusioun ass d'Geleechtheit, fir Synergien ze schafen an ze nutzen, do, wou Synergie sennvoll sinn. Dat reduzéiert d'Käschte fir d'Gemengen an erhéicht d'Qualitéit vum Service um Bierger.

D'DP ass der Meinung, dass déi regional Kooperationsnetze um Gemengenniveau gradesou sennvoll kënnen si wéi Fusiounen, déi d'Bierger net wëlle matdroen. Mir erkennen awer och, dass d'Gemenge sech nei orientéieren müssen, sech nei opstelle müssen, fir deenen neien Erausforderunge vun eiser Zäit gerecht ze ginn a fir e Kader ze schafen, an deem d'Familie sech kënnen niddelloossen a wuelfillen.

Fusiounen musse vun ënnen erop wuessen a kënnen net vun uewen erof diktéiert ginn. Wichtig ass, dass d'Awunner defrot ginn a sech och fir eng Fusioun ausschwatzen. An duerfir ass d'Demokratesch Partei fir de Prinzip vun de Gemengefusiounen, awer just verbundene engem verbindleche Referendum.

► **M. André Bauler (DP).** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Här Präsident, déi nei Gemeng Rospert-Mompech wäert no der Fusioun mat 3.500 Awunner eng vun deene gréisseren am Osten sinn a sech aus eef Uertschaften zesummersetzen. Ech wëll déi eng Kéier ernimmen, well déi ginn och net grad all Dag hei an der Chamber genannt. Dat si Buer, Hierber, Méischdref, Mompech, Giwenech, Dickweiler, Giischt, Hénkel, Uesweller, Rospert a Steenem. An déi Gemengeresponsabel si schonn amgang, d'Zukunft ze preparéieren, well se si schonn amgang, zesummen eng Sportshal mat Maison relais zu Rospert ze bauen.

Ech wëll op deser Plaz den Hutt zéie virum Joseph Schoellen, dem Buergermeeschter vu Mompech, mat sengem Schäffen- a Gemengerot, awer och virum Romain Osweiler, dem Buergermeeschter vu Rospert, mat sengem Schäffen- a Gemengerot fir hiren Asaz fir dës Fusioun, net nëmme well si ganz engagéiert Politiker sinn, mä besonnesch well et zwee ganz gutt Kollege vu mir sinn.

► **Plusieurs voix.- Aah!**

► **M. Gilles Baum (DP).** - Respekt fir Ären Engagement! Dir gitt elo mat 58 km² och nach déi flächeméisseg gréisst Gemeng am Osten, an dat ass en Challenge. Wa mer wëssen, dass an deene ländleche Gemengen d'Infrastrukturen awer méi wäit auserneeleien, wësse mer, dass mer an Zukunft och do mussen d'Finanzsituation am Bléck behalen.

(Brouhaha)

Ech sinn iwwerzeugt, dass déi nei Gemeng sech gutt entwéckele wäert, an ech si sécher,



Rouspert-Mompech, dat gëtt e staarkt Stéck Osten.

Ech wëilt awer net ofschléissen, ouni den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn an natierlech och der charmanter Rapportrice Merci ze soe fir hire Rapport.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Exclamations)

M. Gilles Baum (DP).- Wa schonn, da schonn!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Also Här Kox, als nächste Riedner: D'Lat läit héich.

M. Henri Kox (déi gréng).- Et bleift net méi vill bäizefügen. Fir d'Éischt wëll ech der Rapportrice Merci soe fir dee méndlechen a schréftleche Rapport, dee si hei gemaach huet zu der Fusioun vu Rouspert a Mompech.

Selbstverständlech wëllt ech, als een aus der klangster Gemeng aus dem Osten, souguer der klangster Gemeng aus dem Land, hinnen alles Guddes wënschen. Ech mengen, mir hu selwer scho vill zesummegeschafft. Insbesondere mat Rouspert hate mer an der Vergaangenheet eng ganz gutt Zusammenaarbecht an dofir wëll ech op eng sympathesch Feier hiweisen, de Buergermeeschter weess et vläicht, se hunn näämlech e Jonggesellenabschid virgesinn, soudass där Hochzäit, déi elo bevirsteet, näischt méi am Wee steet. An ech freeë mech, op déi Feier ze kommen, déi bei lech an der Gemeng ass, an dann hoffen ech awer och op eng flott Hochzäitsrees. Allez, vill Spaass an eng gutt Zukunft fir Är Gemengefusioun.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Dann den Här Gibéryen. Et gëtt ganz schwéier.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech gëtt ganz schwéier. Merci, Här President.

(Brouhaha)

M. Henri Kox (déi gréng).- Ech hunn den Accord vun eiser Fraktioun vergiess.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech wëll och vun eiser Säit aus der charmanter a sympathescher Rapportrice Merci soe...

(Brouhaha et hilarité)

...fir dee formidable Rapport, dee se eis hei iwwert déi Fusioun gemaach huet, déi mer sécherlech heibannen alleguer begréissen.

Dir frot lech och sécherlech, firwat datt dann och elo nach een aus dem Süden iwwer eng Fusioun aus dem Oste schwätzt.

(Brouhaha)

Maja, Här President, dat geet relativ wäit zréck. Et war näämlech den 29. Juni 1950, et war e ganz schéinen, sonnegen Dag,...

(Hilarité)

...hunn ech mer soe gelooss, do sinn ech an der Gemeng Mompech, näämlech zu Buer, op d'Welt komm.

(Brouhaha et hilarité)

M. André Bauler (DP).- En historescht Ereegnis!

M. Gast Gibéryen (ADR).- An d'Kiischt um Kuch: Et war zu Buer am Schlass.

(Exclamations)

Ech sinn awer elo net adeleg, mä nom Krich, mäi Papp war Douanier, hunn d'Douanieren zu Buer am Schlass gewunnt an duerfir sinn ech eben do op d'Welt komm. An duerfir hoffen ech, Här President, datt duerch déi Fusioun, där mer selbstverständlech zoustëmmen, wann elo geplënnert gëtt, de Gebuerteregëster net verluer geet.

(Hilarité)

Well et wier awer schued, wa keng Trace géif bliwen, datt ech och eng Kéier op d'Welt komm sinn.

Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. No déser Diskussioun gesinn ech an, dass ech dem Här Bauler onrecht gedoen hunn.

Une voix.- Aah!

M. André Bauler (DP).- Ech soen lech Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- An ech géif dann d'Wuert direkt un den Här Innenminister weiderginn. Den Här Bauler huet selbstverständlech eng zegutt.

(Brouhaha)

An den Här Kersch huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.- Merci, Här President. Ech versprechen och, dass ech weder eng Cousine zu Mompech hunn an och net do gebuer sinn. Duerfir komme mer vläicht direkt zu deem Wesentlechen, dat ass näämlech, der Rapportrice ze gratuléiere fir wierklech en exzellente Rapport, deem alles opgezielt huet, vervollstännegt och nach duerch déi Donnéeën, déi den Här Lies bäigefügt huet.

Ech wëll soen, dass dat fir mech dee véierten erfollegräiche Fusiounsprozess war, deem ech konnt begleeden. Leider war e fënnefte Versuch net gradesou erfollegräich. An esou, wéi et hei virdrun och schonn ugeschwat ginn ass, mengen ech, gëtt et iwwerparteilech e Konsens, dass mer dee Fusiounsprozess vun de Gemenge wëllen zesumme weiderdriewen.

Ech perséinlech ginn och dervunner aus, dass mer no de Gemengewahlen deen een oder anere Projet, deem elo blockéiert gëtt opgrond vun Decisiounen vun eenzelne Politiker, erëm kennen nei undriewen. Op jidde Fall erwaarden ech mer, dass mer zesummen dee Wee kéinte bestreiden.

Doriwwer eraus wëll ech just soen, dass wierklech eng gewësse Portioun Courage derzou gehéiert, fir seng Biergerinnen a Bierger ze iwwerzeegen, dese Fusiounsprozess anzegoen. Hei zu Rouspert an zu Mompech ass dat, mengen ech, à l'excellence gelongen. An duerfir all meng Felicitatiounen. Dir hutt alles richteg gemaach.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Innenminister. An da wëlle mer dat Ganzt elo zu engem perfektem Ofschloss brénge mat der Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7035 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

Besser kéint et net goen: D'Fusioun huet 60 Pätteren a Giedelen, unanime. Also ass de Projet 7035 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Évinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydié Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Hilarité)

An ech froen d'Chamber dann nach just, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Rendez-vous ass muer um zwou Auer fir de Rescht vum Ordre du jour.

Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.11 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}35, 36 et 37

35^e séance

Ouverture de la séance publique p. 460

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

- *Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»* p. 460-470

7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques p. 471

6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments p. 471-473

Question élargie n°23 de M. Roy Reding relative aux honoraires des avocats p. 473-474

6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

et

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012 p. 474-477

7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 477-478

7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale p. 478-479

36^e séance

Ouverture de la séance publique p. 480

Communications p. 480

Ordre du jour p. 480

Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse p. 480-489

7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques p. 489

37^e séance

Ouverture de la séance publique p. 490

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 490

- Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture p. 490-491

- Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 491

- Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 491-492

- Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 492

- Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 492

- Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 492-493

- Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraîchères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 493

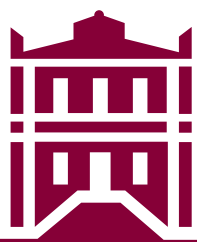
- Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 493-494

- Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 494

Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale p. 494-495

Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine p. 495-504

7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport p. 504-506



Sommaire des questions parlementaires

| Question n° | Auteur | Objet |
|-------------|-------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| 2911 | Aly Kaes, Marc Spautz | Rapports collectifs du travail |
| 2939 | Claude Lamberty, Max Hahn | Travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie |
| 2940 | Léon Gloden, Emile Eicher | Structures d'accueil pour enfants |
| 2941 | Marc Angel, Franz Fayot | Nuisances sonores générées par les vols de nuit |
| 2944 | Serge Wilmes, Marc Lies | Fermeture de la rue Christoph Willibald Gluck |
| 2945 | Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen | Groupe de travail «langues» |
| 2949 | Claude Adam | Diversité des rythmes scolaires |
| 2950 | Gilles Baum | «Blue Whale Challenge» |
| 2964 | Max Hahn | Pistes cyclables |
| 2966 | Fernand Kartheiser | Campagne de la station de radio 100,7 |
| 2967 | Max Hahn, Gusty Graas | Sécheresse |
| 2969 | Marc Spautz | Lycée Hubert Clément d'Esch-sur-Alzette |
| 2972 | Marcel Oberweis | Projet du Fonds du logement à Steinsel |
| 2973 | Laurent Mosar | Échange automatique d'informations |
| 2974 | Fernand Kartheiser | Situation des langues dans le système judiciaire |
| 2975 | Gusty Graas | Autoroute E411 entre Arlon et Luxembourg |
| 2976 | Martine Hansen | Mise à disposition de tablettes tactiles aux lycéens |
| 2978 | Sylvie Andrich-Duval, Jean-Marie Halsdorf | Agence immobilière sociale |
| 2981 | Max Hahn, Claude Lamberty | Pistes cyclables autoéclairantes |
| 2982 | Marc Spautz | Offices sociaux |
| 2983 | Martine Mergen | Offre de services transfrontalière |
| 2984 | Léon Gloden | Simplification administrative |

| | | |
|------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2985 | Fernand Kartheiser | Couloir de bus |
| 2987 | Martine Mergen | Inventaire scientifique du Service des sites et monuments nationaux |
| 2992 | Octavie Modert | Commande musicale pour la Fête nationale 2017 |
| 2993 | David Wagner | Élection des membres du Conseil national pour étrangers |
| 2994 | Henri Kox, Gérard Anzia | Production de lait au Luxembourg |
| 2995 | Max Hahn | Formation des sapeurs-pompiers |
| 2996 | Nancy Arendt | Internat du «Sportlycée» |
| 2997 | Jean-Marie Halsdorf | Permanences et urgences pédiatriques |
| 2998 | Laurent Mosar | Éligibilité pour les élections communales |
| 2999 | Lex Delles | Taux d'intérêts négatifs appliqués à partir du 1 ^{er} juillet 2017 par POST Luxembourg |
| 3000 | Aly Kaes | Énergie solaire |
| 3001 | Félix Eischen | Logements précaires |
| 3002 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Arrêt C-682/15 de la Cour de justice de l'Union européenne |
| 3003 | Marc Baum | Demandeurs d'asile LGBTI |
| 3005 | Claude Lamberty | Internat du «Sportlycée» |
| 3006 | Fernand Kartheiser | Cours de langue luxembourgeoise dans le cadre de la loi sur la nationalité luxembourgeoise |
| 3007 | Alexander Krieps, Gusty Graas, Edy Mertens | Utilisation des nouvelles technologies dans le secteur de la santé |
| 3010 | Laurent Mosar | Position du Gouvernement relative à un embargo européen sur les ventes d'armes au Royaume d'Arabie saoudite |
| 3011 | Diane Adehm, Gilles Roth | Nationalité luxembourgeoise |
| 3034 | Marc Lies | Fonds du logement |
| 3038 | Marco Schank, Martine Hansen | Réserves en eau potable |

Question 2911 (10.04.2017) de MM. Aly Kaes et Marc Spautz (CSV) concernant les rapports collectifs du travail:

Dans le contexte des discussions en cours sur l'organisation future du temps de travail, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Combien de conventions collectives en vigueur accordent aux salariés concernés plus de 25 jours de congé annuel payé? Combien de conventions collectives comportent des jours additionnels par rapport aux dix jours fériés légaux? Combien de conventions collectives prévoient plus de 25 jours de congé annuel payé et des jours en sus des jours fériés légaux? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces informations par branche? Combien de salariés (féminin et masculin) profitent à chaque fois de ces jours de congé supplémentaires?

2. Combien de conventions collectives stipulent une durée hebdomadaire de travail en dessous de 40 heures? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces informations par branche? Combien de salariés (féminin et masculin) bénéficient d'une durée hebdomadaire de travail inférieure à 40 heures?

3. Combien de conventions collectives prévoient la conclusion d'accords subordonnés portant sur l'aménagement de la durée de travail? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le contenu de ces accords subordonnés en termes d'aménagement du temps de travail? Combien de salariés (féminin et masculin) sont concernés par ces accords subordonnés?

4. Qu'en est-il des accords en matière de dialogue social interprofessionnel ou des accords d'entreprise?

5. Combien de conventions collectives stipulent des périodes de référence au-delà d'un mois? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir

ces informations par branche et le nombre de salariés (féminin et masculin) concernés à chaque fois?

6. Combien d'accords (hors conventions collectives) contiennent actuellement déjà des périodes de référence? Quels sont ces accords et quelles sont les périodes de référence y prévues?

Réponse (22.06.2017) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Suite à la procédure de dépôt des conventions collectives de travail nouvellement introduites par la loi du 30 juin 2004 concernant les relations collectives de travail et l'introduction d'un processus de numérisation, mes services disposent des conventions collectives de travail et avenants y relatifs déposés au cours de la période 2005-2017.

Partant, les informations qui suivent se rapportent uniquement aux secteurs et aux entreprises pour lesquelles une convention collective de base a été déposée au cours de la période 2005-2017:

- conventions collectives déclarées d'obligation générale: 29;

- conventions collectives d'entreprise: 178.

Cependant, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne dispose pas de données relatives à l'effectif des entreprises ou branches concernées et les réponses ne peuvent donc pas être ventilées en fonction du nombre de salariés (h/f) qui sont concernés par les dispositions conventionnelles respectives.

ad 1.

- Onze conventions collectives déclarées d'obligation générale et

- 169 conventions collectives individuelles accordent aux salariés plus de 25 jours de congé annuel payé.

Conventions collectives déclarées d'obligation générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Conventions collectives individuelles d'entreprise

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Six conventions collectives déclarées d'obligation générale prévoient des jours fériés ou chômés additionnels par rapport aux dix jours fériés légaux et trois CCT prévoient à la fois des jours fériés additionnels et plus de 25 jours de congé légal (salariés du secteur «Bâtiment et génie civil», les salariés permanents des entreprises de travail intérimaire, ainsi que les ouvriers de l'État);

- 55 conventions collectives individuelles d'entreprise accordent aux salariés des jours fériés ou chômés additionnels et 42 entreprises accordent aux salariés et des jours fériés additionnels et plus de 25 jours de congé annuel payé.

Conventions collectives d'entreprises individuelles

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2.

- Une convention collective déclarée d'obligation générale et

- 14 conventions collectives individuelles d'entreprise stipulent une durée hebdomadaire de travail en dessous de 40 heures.

Conventions collectives déclarées d'obligation générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Conventions collectives individuelles d'entreprise

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. La convention collective des salariés des garages prévoit dans son article 7.3. la conclusion de tels accords subordonnés:

„...7.3. In diesem Fall besteht die Möglichkeit über eine Betriebsvereinbarung mit der Personalvertretung oder den betroffenen Arbeitnehmern die Arbeitszeitenregelung laut Artikel L.211-6. des Arbeitsgesetzbuches einzuführen. Alle über diese Arbeitszeit der Betriebsvereinbarung hinaus geleisteten Stunden und angefangene Stunden gelten als Überstunden.“

Toutefois, mes services ne disposent pas de tels accords d'entreprise en matière d'aménagement du temps de travail.

ad 5.

- Dix conventions collectives déclarées d'obligation générale et

- 64 conventions collectives individuelles prévoient un période de référence au-delà d'un mois.

Conventions collectives déclarées d'obligation générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Conventions collectives individuelles d'entreprise

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4.+6. Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne dispose pas d'informations concernant les accords d'entreprise.

En ce qui concerne les accords en matière de dialogue social interprofessionnel, quatre textes prévoient des dispositions en matière d'organisation du temps de travail, y compris des périodes de référence:



- accord interprofessionnel du 22 mars 2017 relatif à l'aménagement du temps de travail dans le secteur de la navigation intérieure conclu entre Fedil Barging, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part:

«Le temps de travail peut être prolongé conformément à la clause 4 tant que, sur une période de douze mois (période de référence), une moyenne de 48 heures par semaine n'est pas dépassée»;

- accord interprofessionnel dans le domaine des transports professionnels de marchandises par route conclu entre le Groupement des Entrepreneurs du Transport asbl, d'une part, et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part:

«La durée hebdomadaire de travail est limitée à 48 heures en moyenne, calculée sur une période de référence de quatre mois, sans que pour autant la durée hebdomadaire prise isolément ne puisse dépasser 60 heures. La durée de la période de référence peut être réduite sur décision de l'entreprise, la délégation du personnel entendue dans son avis, sans que pour autant la durée hebdomadaire moyenne de travail et la durée de travail hebdomadaire prise isolément ne puissent excéder les limites de respectivement 48 et 60 heures»;

- accord interprofessionnel réglant certains aspects en matière d'organisation du temps de travail conclu entre le Groupement des entrepreneurs de transport asbl, d'une part, et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part:

«La durée hebdomadaire de travail est limitée à 48 heures en moyenne, calculée sur une période de référence de quatre mois, sans que pour autant la durée hebdomadaire prise isolément ne puisse dépasser 60 heures. La durée de la période de référence de quatre mois peut être réduite sur décision de l'entreprise, la délégation du personnel entendue dans son avis, sans que pour autant la durée hebdomadaire moyenne de travail et la durée de travail hebdomadaire prise isolément ne puissent excéder les limites de respectivement 48 et 60 heures»;

- accord interprofessionnel réglant certains aspects en matière d'organisation du temps de travail conclu entre la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars asbl, d'une part, et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part:

«La durée hebdomadaire de travail est limitée à 48 heures en moyenne, calculée sur:

- une première période de référence d'un mois courant du 1^{er} mars au 31 mars 2008,

- de deux périodes de référence de quatre mois courant respectivement du 1^{er} avril au 31 juillet 2008 et du 1^{er} août au 30 novembre 2008,

sans que pour autant la durée hebdomadaire prise isolément ne puisse dépasser 60 heures. La durée de la période de référence peut être réduite sur décision de l'entreprise, la délégation du personnel entendue dans son avis, sans que pour autant la durée hebdomadaire moyenne de travail et la durée de travail hebdomadaire prise isolément ne puissent excéder les limites de respectivement 48 et 60 heures.»

Question 2939 (27.04.2017) de MM. Claude Lamberty et Max Hahn (DP) concernant les travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie:

Après plus de 25 ans dans des locaux datant de la fin des années 80, il a été décidé de procéder à la construction d'un nouveau bâtiment scolaire pour les besoins du Lycée technique de Bonnevoie, notamment sous forme d'un partenariat public-privé, dit «PPP».

Or, il me revient que les travaux de construction ont été interrompus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'interruption des travaux de construction?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur les causes de cet arrêt de travaux?

- Est-ce que le Gouvernement entend toujours faire réaliser les travaux via un partenariat public-privé?

- Les ministres peuvent-ils déjà se prononcer sur une date approximative de reprise des travaux?

- Est-ce que la mise en service des nouvelles infrastructures est toujours prévue pour la rentrée scolaire 2020-2021?

Réponse commune (03.07.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

D'emblée, il convient de souligner que les travaux de construction du nouveau Lycée technique de Bonnevoie n'ont pas encore débuté.

Nonobstant, il s'est avéré lors de la procédure d'appel d'offres qu'aucune des candidatures remises n'a été conforme aux exigences stipulées dans l'avis de marché publié en janvier 2017. En effet, une nouvelle procédure d'appel d'offres sera lancée dans les semaines à venir, ce qui retardera le projet d'au moins trois mois.

Par conséquent, la mise en service des nouvelles infrastructures du Lycée technique de Bonnevoie, initialement prévue pour la rentrée scolaire 2020-2021, se décalera probablement également de trois mois.

Question 2940 (27.04.2017) de MM. Léon Gloden et Emile Eicher (CSV) concernant les structures d'accueil pour enfants:

À partir de la rentrée 2017-2018, tous les enfants âgés de un à quatre ans bénéficieront d'un encadrement gratuit de 20 heures par semaine (au maximum pendant 46 semaines par an) dans le cadre du programme d'éducation plurilingue. La formation du personnel débutera en septembre 2017. Ensuite le personnel sera augmenté en nombre de l'ordre de 10% par rapport à la clé de répartition actuelle.

Dans la mesure où une telle gratuité partielle de l'encadrement risque d'engendrer une pénurie de places dans les structures d'accueil, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que la gratuité partielle conduise à une hausse de la demande de places dans les structures, obligeant les structures à augmenter leur capacité d'accueil?

- Dans le cadre des structures conventionnées, quels impacts cette mesure aura-t-elle sur le budget des communes et leurs plans pluriannuels en termes d'investissements en infrastructures?

- Monsieur le Ministre a-t-il informé les communes sur le coût supplémentaire à prévoir pour réaliser ces changements futurs?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'augmenter l'aide financière de l'État allouée aux communes pour couvrir les investissements futurs en infrastructures d'accueil?

Réponse (03.07.2017) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Au niveau de l'éducation non formelle, l'accent est mis sur la qualité de l'encadrement des enfants. Les services d'éducation et d'accueil se voient investis d'une mission de service public. Par leur action éducative ils contribuent à la cohésion de la société et à préparer les enfants au système scolaire luxembourgeois, en offrant ainsi une plus grande égalité des chances pour tous. La mission de service public qui leur est confiée consiste également à contribuer à l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale dans la société luxembourgeoise.

Dans ce contexte et pour atteindre ces objectifs, le programme d'éducation plurilingue sera accessible à tous les enfants inscrits dans un service d'éducation et d'accueil et âgés de un an jusqu'à leur âge de scolarisation. Les enfants bénéficieront d'un encadrement gratuit de 20 heures par semaine, pendant un maximum de 46 semaines par an.

Actuellement et au niveau national, l'encadrement des jeunes enfants est assuré par 112 services d'éducation et d'accueil, bénéficiant d'une convention financière avec l'État, et par 298 services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale.

La population totale des enfants âgés de un à trois ans (révolus) est estimée à 18.800 enfants¹. Actuellement 9.571 enfants² fréquentent un service d'éducation et d'accueil, soit 51% de la population totale.

Parmi eux, 3.430 fréquentent un service d'éducation et d'accueil conventionné par l'État et 6.141 enfants un service d'éducation et d'accueil à vocation commerciale. À ceux-ci s'ajoutent 935 enfants qui sont accueillis par une assistante parentale. Au total 56% des enfants au

Luxembourg bénéficient d'un mode d'accueil payant de l'éducation non formelle.

L'éducation précoce représente une autre offre éducative pour le groupe d'âge des enfants âgés de trois à quatre ans; 4.370 enfants en profitent. On peut en conclure que le nombre de jeunes enfants bénéficiant d'une mesure éducative est bien supérieur à 56%.

Dès la mise en place du chèque-service accueil en 2009, offrant une gratuité partielle de l'accueil, on a pu observer que le secteur a toujours su s'adapter à une demande croissante de places d'accueil.

Des chiffres présentés ci-devant il ressort que 36% des enfants âgés de un à trois ans sont accueillis dans un service d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État et 64% dans un service à vocation commerciale. Cette diversité de l'offre permet aux parents de choisir le mode d'accueil qu'ils jugent le mieux adapté pour leurs enfants.

Pour les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil de la petite enfance conventionnés par l'État, le ministère prévoit actuellement, au choix du gestionnaire, soit une aide au niveau des frais d'infrastructures et un taux de subventionnement de la participation étatique de 75% aux frais de fonctionnement, soit aucune aide en termes d'infrastructures, mais une participation étatique de 100% aux frais de fonctionnement. Les frais de personnel sont inclus dans les frais de fonctionnement.

Afin de soutenir les services d'éducation et d'accueil dans l'implémentation du programme d'éducation plurilingue au niveau de ces frais, l'État augmente de 10% le nombre d'heures d'encadrement des enfants éligibles au programme d'éducation plurilingue. Cette augmentation constitue un «contingent d'heures tampon» pouvant être utilisé comme temps de présence auprès des enfants, ou comme temps de préparation et de réalisation de tâches diverses liées à l'implémentation du programme. Ces heures seront entièrement subventionnées par l'État et donc pas à charge des communes.

Le ministère se concerte de manière continue avec les représentants des secteurs conventionnés, communaux et commerciaux et s'échange avec ses partenaires sur les différents aspects d'ordre pédagogique, administratif et financier liés à la mise en œuvre du projet de loi 7064.

Question 2941 (28.04.2017) de MM. Marc Angel et Franz Fayot (LSAP) concernant les nuisances sonores générées par les vols de nuit:

L'aéroport international de Luxembourg dispose d'une piste de décollage et d'atterrissage sur laquelle le trafic aérien s'opère, soit en direction sud-ouest > nord-est (piste 06), soit en sens inverse (piste 24). Pour des raisons de sécurité notamment, et afin de garantir un bon déroulement des opérations aéroportuaires, la piste n'est en principe ouverte que dans un seul sens. L'ouverture de la piste dans l'un ou dans l'autre sens est en général fonction des conditions météorologiques.

Or, il est de notoriété publique dans les quartiers et localités dans les environs immédiats de l'aéroport que surtout pendant la nuit, à partir de 23.00 heures ou de minuit, le principe de l'ouverture de la piste dans un seul sens est abandonné au profit d'une ouverture alternante, voire «au cas par cas».

Concrètement, cela signifie que souvent, les avions atterrissent sur la piste 06 et décollent sur la piste 24. Il paraît que cette pratique arrange plus particulièrement les compagnies de fret aérien, alors que le principal centre de fret se situe à l'extrémité orientale de la zone aéroportuaire. Or, cette pratique a pour conséquence que tant les atterrissages que les décollages s'opèrent au-dessus des zones densément peuplées de la ville de Luxembourg et des communes et localités limitrophes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il décrire de façon plus détaillée les procédures qui régissent les opérations aéroportuaires et plus particulièrement les critères qui déterminent le choix des pistes d'atterrissage et de décollage après 23.00 heures notamment?

- La pratique évoquée ci-dessus est-elle tolérable du point de vue de la sécurité aérienne?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette pratique se justifie au vu des nuisances qu'elle gé-

nère pour les zones d'habitation densément peuplées du sud de la ville de Luxembourg et des communes avoisinantes?

- Les statistiques sur les mouvements aéroportuaires respectivement le journal tenu par la tour de contrôle («Hauptflugbuch») renseignent-ils sur les pistes empruntées par les avions au décollage et à l'atterrissage? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il marquer son accord avec une publication (du moins partielle et anonymisée) de ce journal? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait utile de compléter à l'avenir ledit journal en y intégrant les informations sur la piste empruntée par un avion au décollage et à l'atterrissage?

Réponse (26.06.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Renseignements pris auprès des services responsables de l'Administration de la navigation aérienne, il s'avère que les faits relatés par les honorables Députés se présentent différemment sur le terrain.

En effet, les critères qui définissent l'utilisation de la piste en usage sont de deux types:

1) La direction du vent, puisque les avions atterrissent et décollent face au vent. Chaque type d'appareil a ses propres limitations opérationnelles déterminées par les composantes de vent arrière et transversal qu'il peut accepter lors de l'atterrissage et du décollage;

2) Les conditions de visibilité. Si la piste 24 est équipée d'un système d'atterrissage aux instruments (ILS) permettant d'atterrir dans des conditions de visibilité très réduite (200 pieds de plafond et 175 mètres de portée visuelle de piste, condition CAT III), la piste 06 ne permet l'atterrissage que jusqu'àux conditions de visibilité CAT I (hauteur de décision d'au moins 200 pieds et portée visuelle de piste d'au moins 550 mètres).

C'est l'application de ces deux critères qui garantit la sécurité aérienne. Il convient de préciser que les critères précités s'appliquent, quelles que soient les heures d'utilisation de l'aéroport.

En principe, un équipage d'avion peut toujours demander une autre piste que celle en usage. Dans ce cas, les contrôleurs aériens de la tour de contrôle peuvent l'autoriser en fonction des conditions de trafic. Pourtant, ces demandes restent exceptionnelles.

Pour ce qui est des statistiques, la piste en service est enregistrée dans le système FDP (flight data processing system). Comme la décision sur la sélection d'une piste doit prendre en compte toutes les circonstances et évaluations de risques décrites ci-dessus, une publication partielle de ces données n'est pas indiquée en l'occurrence.

Question 2944 (28.04.2017) de MM. Serge Wilmes et Marc Lies (CSV) concernant la fermeture de la rue Christoph Willibald Gluck:

Il nous revient que dans le cadre du réaménagement du Ban de Gasperich et du lotissement de la Cloche d'Or, la rue Christoph Willibald Gluck risquerait d'être fermée à la circulation.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes?

Réponse (07.06.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans l'état actuel de la planification constructive du nouveau carrefour Gluck et du lot 1 du Ban de Gasperich, il est prévu que la rue Ch. W. Gluck reste accessible à partir de ce nouveau carrefour Gluck en tournant à droite depuis le nouveau boulevard Kockelscheuer qui traversera le Ban de Gasperich jusqu'au pôle d'échange Cloche d'Or. L'accès à la rue depuis le boulevard Kockelscheuer, en provenance du Ban de Gasperich et en tournant à gauche, ne serait pas possible. En provenance de la rue Ch. W. Gluck, le tourne-à-droite sur le boulevard Kockelscheuer vers le Ban de Gasperich est obligatoire, tandis que le tourne-à-gauche vers le carrefour Gluck ne sera pas possible.

La réglementation de la circulation dans la rue Ch. W. Gluck ne relève pas de la compétence de mes services, mais des autorités communales de la ville de Luxembourg. En effet, la rue Ch. W. Gluck ne relève pas de la voirie de l'État, mais de la voirie communale. Or, en application de l'art. 5, paragraphe 3 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, «[...] les autorités communales peuvent réglementer ou interdire en tout ou en partie, temporairement ou de façon permanente la circulation sur les voies publiques du territoire de la commune pour autant que ces règlements communaux concernent la circulation sur la voirie communale [...]».

Question 2945 (28.04.2017) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** (CSV) concernant le **groupe de travail «langues»**:

Selon un article du «Land» en date du 17 mars 2017, un groupe de travail «langues» aurait été chargé au niveau de l'enseignement secondaire d'élaborer un concept linguistique qui englobe l'aménagement de l'enseignement des langues depuis l'enseignement fondamental jusqu'à la fin de la scolarité.

En tenant compte de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?
- 2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur la composition du groupe de travail?
- 3) Quelles en sont les missions?
- 4) Dans quels délais le groupe en question devrait-il présenter ses conclusions?

Réponse (03.07.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) et 2) Je confirme qu'un groupe de travail «langues» a été chargé de réfléchir sur l'enseignement et l'apprentissage des langues de l'enseignement non formel à l'enseignement secondaire en passant par l'enseignement fondamental. Ce groupe de travail est composé de collaborateurs de différents services représentant tous les secteurs de l'éducation, niveaux d'études et ordres d'enseignement. Il s'agit donc d'un groupe transversal qui peut ainsi développer une vision et un concept global et durable de la politique éducative linguistique à mettre en œuvre, et se concentrer notamment sur les problématiques des transitions entre les différents moments de la scolarité de nos jeunes, que ce soit au niveau des contenus, des méthodologies ou du statut des langues de l'école.

ad 3) La mission principale de ce groupe de travail est de permettre un échange entre les différents acteurs en charge de dossiers relatifs à l'enseignement des langues dans les secteurs de la petite enfance jusqu'au secondaire dans un souci de garantir une cohérence du système et de mettre en œuvre, dans la mesure du possible, des lignes directrices communes. La question du plurilinguisme, de sa signification et concrétisation dans les différentes étapes du parcours scolaire de l'élève en est un exemple.

ad 4) Les conclusions fournies par le groupe de travail trouvent leur effet dans les différents concepts élaborés et projets menés. Il s'agit de porter les conclusions auxquelles a abouti le groupe de travail sur le terrain et de réaliser en coopération avec les enseignants une politique éducative linguistique réaliste et durable.

Au secondaire en particulier, l'élaboration d'un concept participe à la fois d'une démarche institutionnelle en cohérence avec l'approche de l'enseignement fondamental et d'une démarche participative avec une implication concrète des enseignants grâce à des manifestations comme la journée des langues où des discussions concernant des pistes concrètes de mise en œuvre de la politique ont lieu entre des collaborateurs de mon Ministère et les enseignants.

Question 2949 (02.05.2017) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant la **diversité des rythmes scolaires**:

Au Luxembourg, l'État et les communes se partagent la responsabilité de l'école fondamentale et œuvrent ensemble à l'enseignement et à l'encadrement des enfants âgés en principe de trois à douze ans. Les communes sont compétentes, entre autres, pour l'organisation scolaire. La gestion pratique de l'organisation du cycle appartient aux écoles. Chaque commune dispose du droit de décider sur l'horaire appliqué dans ses écoles fondamentales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose d'un tableau permettant un aperçu des différents rythmes scolaires pratiqués dans les écoles fondamentales du Grand-Duché? Par exemple, dans combien de communes
 - les cours commencent-ils avant 8.00 heures le matin,
 - y a-t-il toujours des cours le samedi matin,
 - n'y a-t-il pas de cours les après-midi?
2. Quel est l'horaire le plus souvent pratiqué?
3. Est-ce qu'il y a des rythmes «best practice» que le Gouvernement pourrait recommander? Dans l'affirmative, quels sont ces rythmes?

Réponse (03.07.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'horaire général de l'enseignement fondamental est déterminé par le règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Selon l'horaire le plus pratiqué à travers les écoles fondamentales du pays, les classes commencent à 8h00 du matin. Des décalages par rapport à cet horaire sont, dans la majorité des cas, motivés par l'organisation du transport scolaire.

Le tableau suivant renseigne sur la répartition des débuts des cours:

| Heure début | | | | | |
|-------------------|------|------|------|------|------|
| 7h30 | 7h35 | 7h40 | 7h45 | 7h50 | 7h55 |
| Nombre de classes | | | | | |
| 9 | 2 | 36 | 109 | 861 | 559 |
| Heure début | | | | | |
| 7h58 | 8h00 | 8h05 | 8h10 | 8h12 | 8h15 |
| Nombre de classes | | | | | |
| 28 | 1386 | 72 | 45 | 4 | 58 |

Remarque: Les indications se font sur le nombre de classes concernées; comme dans certaines communes les horaires diffèrent en fonction du bâtiment concerné, les indications fournies par commune induiraient en erreur.

Le plan d'études dispose que l'horaire des cycles 2 à 4 comprend 28 unités hebdomadaires d'enseignement direct. Comme l'horaire type comportant quatre unités le matin et deux unités l'après-midi ne couvre que 26 unités, il faut répartir les deux leçons restantes sur les cinq jours du lundi au vendredi:

- soit en ajoutant une cinquième leçon les mardis et jeudis matin;
- soit en insérant une leçon partielle dans l'horaire de tous les jours du lundi au vendredi, la somme de ces leçons partielles revenant à deux unités.

Certaines grandes communes (Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Differdange, Dudelange, Sanem notamment) ont opté pour l'ajout d'une cinquième leçon les mardis et jeudis en fin de matinée alors que beaucoup des petites ou moyennes communes ont opté pour l'ajout de leçons partielles en cours de matinée chaque jour de classe.

Quelques exceptions subsistent:

- deux communes et un syndicat scolaire intercommunal ont cours le samedi ou certains samedis, en total 42 classes. Le début de l'enseignement dans ces classes est à 7h45, respectivement à 7h55.
- une commune et un syndicat scolaire n'ont pas de cours l'après-midi, 31 classes sont con-

cernées par cet horaire qui tient compte des longs chemins scolaires des élèves.

L'école à journée continue Jean Jaurès à Esch-sur-Alzette accueille les enfants dès 7h00 du matin et intègre plages d'apprentissage avec plages à dessein éducatif.

Il y a également lieu de signaler le début retardé d'un grand nombre de classes du cycle 1 pour que la fin des cours coïncide avec celle des autres cycles, compte tenu du fait que le cycle 1 ne comprend que 26 unités hebdomadaires et les cycles 2 à 4 en comptent 28.

Question 2950 (02.05.2017) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **«Blue Whale Challenge»**:

Le «Blue Whale Challenge» est une pratique qui s'est répandue à travers les réseaux sociaux à partir de la Russie avant d'arriver en Occident.

Enrôlés par un «parrain» ou «tuteur», ce jeu macabre incite les victimes à se soumettre à une série de défis de risque croissant dont l'ultime étape conduit au suicide.

En France, le Ministère de l'Éducation nationale a demandé à tous les membres de la communauté éducative d'adopter «la plus grande vigilance face à ce jeu qui peut attirer des jeunes vulnérables, en pleine construction de leur identité, face à la pression du groupe». La Police nationale a également lancé une campagne de prévention.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de l'Économie, de la Sécurité intérieure et de la Défense:

- 1) Messieurs les Ministres sont-ils au courant de cette pratique malsaine?
- 2) Messieurs les Ministres ont-ils des informations concernant une éventuelle propagation de ce challenge au Luxembourg?
- 3) Est-ce qu'une campagne de prévention est prévue?

Réponse commune (22.06.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) Le phénomène du «Blue Whale Challenge» n'est pas un phénomène nouveau. Depuis l'utilisation des nouveaux médias, du contenu illicite et du contenu déviant existent. Ils sont propagés par des utilisateurs qui prônent la violence ou le racisme via ces nouveaux médias. Il s'agit de phénomènes qui ont pour but de présenter par des blogs, des vidéos ou des jeux du contenu qui promeut la violence à l'égard de l'autre ou vis-à-vis de soi-même et à inciter l'utilisateur à participer à son tour à la propagation du contenu en y prenant un rôle actif.

Dans le cas concret du «Blue Whale Challenge», il s'agit d'une fausse information relative à un «jeu» suicidaire, fictif et non réel, né dans les réseaux sociaux. Le soi-disant «jeu» consiste à relever cinquante défis violents vis-à-vis de soi et promeut la déstabilisation psychique voire le suicide de l'utilisateur.

Les ministres sont au courant de la problématique et de ce phénomène spécifique et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en contact régulier avec les acteurs pédagogiques et socio-éducatifs de ses services, ainsi qu'avec ses experts techniques afin d'observer la situation et de suivre son évolution.

ad 2) Jusqu'à l'heure actuelle, les départements ministériels ainsi que la police, les acteurs du secteur de la jeunesse et les experts des programmes «BEE SECURE» et «Kanner-Jugendtelefon - Helpline BEE SECURE», n'ont pas connaissance d'une propagation spécifique au Luxembourg. D'après le réseau européen «In-safe» des acteurs d'assistance et d'aide en matière d'un usage sûr de l'internet «Safer Internet», le phénomène est connu dans l'ensemble des pays européens et les services d'assistance ont élaboré des informations spécifiques et renforcé la sensibilisation afin d'informer le grand public.

ad 3) Afin de mettre en place un système d'information et de prévention d'un usage malsain sur Internet et opposé aux droits de l'enfant, le programme «BEE SECURE», un projet interministériel du Ministère de l'Économie, du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de la Grande Région et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a été lancé en 2009. Il a comme mission de sensibiliser les enfants, les jeunes ainsi que

les multiplicateurs socio-éducatifs et de l'enseignement aux risques et aux mauvais usages de l'internet.

Afin de mieux informer sur le phénomène spécifique du «Blue Whale Challenge» et afin d'emporter les comportements à adopter, les partenaires du programme «BEE SECURE», à savoir le Service national de la jeunesse, le «Kanner-Jugendtelefon» et le service «Security made in Lëtzebuerg», ont élaboré des informations spécifiques sur le «Blue Whale Challenge» qui sont actuellement présentées sur la page web www.beesecure.lu et qui font partie des formations prestées par «BEE SECURE», notamment dans les écoles de l'enseignement secondaire. À travers ces formations, des conseils plus spécifiques sont relayés.

Question 2964 (05.05.2017) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **pistes cyclables**:

En date du 24 février 2015, la Chambre des Députés a voté de manière unanime le projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux. La nouvelle loi prévoit 500 kilomètres de pistes cyclables supplémentaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de kilomètres de pistes cyclables (nationaux et régionaux) existent-ils actuellement?
- Combien de kilomètres additionnels ont été construits depuis le vote de la nouvelle loi? De quelles pistes s'agit-il?
- Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser une liste des travaux futurs en cette manière?
- Afin de mettre en place un tissu complet de pistes cyclables, la loi de 2015 prévoit un subside à hauteur de 30% pour les raccordements des réseaux cyclables communaux au réseau cyclable national. Combien de subsides de ce type ont été accordés?
- Est-ce que l'Administration des ponts et chaussées effectue des contrôles réguliers quant à l'état des pistes cyclables nationales?
- Serait-il approprié de mettre en place une application pour téléphone portable à travers laquelle l'utilisateur pourrait signaler des dommages éventuels?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le réseau national de pistes cyclables compte actuellement environ 600 kilomètres d'itinéraires cyclables.

Parallèlement, il existe des initiatives au niveau de syndicats intercommunaux ayant pour but d'installer des pistes cyclables et d'améliorer des trajets existants en vue de relier les localités entre elles au niveau de la mobilité active et du tourisme cycliste par la création d'un réseau cyclable régional. En outre, de plus en plus de communes établissent leur propre réseau local, afin de promouvoir la mobilité active au sein de leurs localités ou pour raccorder leur réseau cyclable communal à des réseaux d'hierarchie supérieure. Ainsi, la Ville de Luxembourg est en train d'améliorer et de compléter continuellement son réseau cyclable. Avec la mise en service, prévue pour l'été 2017, de la nouvelle piste cyclable reliant le Parc Pescatore au boulevard Robert Schuman et la mise en service d'un nouvel itinéraire cyclable d'environ 850 mètres reliant le boulevard Schuman à la Place de l'Étoile dans le cadre du projet du tram prévue pour le printemps 2018, le réseau cyclable sur le territoire de la capitale aura une étendue d'environ 160 kilomètres. Cependant ces réseaux ne sont pas de la compétence de l'Administration des ponts et chaussées et je ne suis donc pas en mesure de fournir des données fiables sur ces réseaux.

Il convient de préciser qu'un projet de piste cyclable doit respecter les mêmes procédures que tout autre projet infrastructurel. La durée pour la réalisation d'un tel projet, à savoir de la planification jusqu'au début du chantier, varie en fonction du degré de complexité du projet lié, entre autres, à l'acquisition des emprises nécessaires et aux autorisations, voire procédures environnementales spécifiques (par exemple Natura 2000).

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux en 2015, 10,9 kilomètres de pistes cyclables ont été construites. Il s'agit notamment de tronçons des pistes cyclables

suyvantes: PC1, PC2, PC3, PC15, PC27, PC28, PC30.

Actuellement, 30,8 kilomètres de pistes cyclables nationales sont en cours de construction. Ces travaux concernent les pistes cyclables suivantes: PC3, PC5, PC6, PC8, PC15, PC16, PC20, PC21, PC23, PC27, PC31b.

En outre, 66,4 kilomètres de pistes cyclables nationales sont en cours de planification détaillée. Ces pistes cyclables se trouvent soit dans la phase d'un avant-projet (44,5 km), soit dans la phase de préparation du dossier de soumission (21,9 km). Il s'agit des pistes cyclables PC1, PC2, PC3, PC5, PC6, PC8, PC9, PC14, PC15, PC17, PC20, PC21, PC22, PC23, PC27, PC28, PC31a et PC31b.

196,2 kilomètres de pistes cyclables nationales font actuellement l'objet d'études de faisabilité pour déterminer leur faisabilité technique (tracé, configurations sections, traversées de route, profil en long, emprises et coûts) et environnementale (études FFH, espèces protégées et bilan écologique) suivant les dispositions de la législation en la matière.

La nouvelle loi relative au réseau cyclable national permet au Département des travaux publics de subventionner des projets communaux ayant pour but de réaliser un raccord entre le réseau cyclable national et le réseau cyclable communal respectif. Ces projets doivent, suivant l'article 7, être conformes aux prescriptions techniques du Règlement grand-ducal susmentionné et renforcer la cohérence du réseau national afin qu'ils soient éligibles pour une subvention jusqu'à 30% du coût de l'investissement suivant les crédits disponibles.

Un comité interministériel a été créé sous la présidence de la Division de la mobilité durable auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin d'aviser les demandes respectives au niveau de leur compatibilité ainsi que du montant du subsidé à allouer tout en respectant les limites budgétaires disponibles et en garantissant une promotion cohérente et efficace des différentes initiatives communales dans le domaine de la mobilité douce.

Actuellement, neuf demandes de subsidés ont été introduites et sont en cours de traitement par le comité.

Sur base de la loi du 28 avril 2015, l'Administration des ponts et chaussées est en charge de l'entretien constructif des itinéraires cyclables nationaux, à l'exception des tronçons empruntant la voirie communale à l'intérieur d'une agglomération, ainsi que de la signalisation verticale. En conséquence, des contrôles réguliers concernant l'état du réseau national de pistes cyclables sont effectués dans la mesure du possible.

Aujourd'hui, toute suggestion, remarque ou réclamation se rapportant au réseau cyclable national peut être adressée à l'Administration des ponts et chaussées par le biais de l'adresse courriel pistescyclables@pch.etat.lu; la Division de la mobilité durable est en charge de la coordination et du suivi de ces dossiers. Les doléances relatives au réseau cyclable communal doivent être adressées à la commune compétente.

Question 2966 (08.05.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la campagne de la station de radio 100,7:

Op ville Plazen ass am Abléck eng Reklammscampagne vum éffentlech-rechtleche Radio 100Komma7 ze gesinn. An där Campagne gëtt och mat de Portraite vun zwee aktive Majoritéitspolitiker geschafft. Dës Initiativ vun engem Pressorgan, dat u Prinzipie wéi de Respekt vum politesche Pluralismus gebonnen ass, an, wann et d'Vetraue vu sengen Nolauschterer net wëllt verléieren, och eng gewëssen Neutralitéit an Objektivitéit muss fleegen, féiert mech dozou, dem Här Kommunikatiounsminister dës Froen ze stellen:

1. Ass den Här Kommunikatiounsminister der Meenung, datt en éffentlech-rechtlech Pressorgan zu gréisster politescher Objektivitéit an Ausgewogenheet verflücht ass, an dat souwuel a senger Berichterstattung wéi och an deem Bild, dat et an der Éffentlechkeet weist?

2. Gesäit den Här Kommunikatiounsminister an där aktueller Plakatcampagne vum 100Komma7, déi mat de Fotoe vun zwee aktive Politiker aus der Majoritéit operéiert, dee Prinzip respektéiert? Besteet net de Risiko, datt mat esou Campagnen éischter Reklammm fir verschidde Politiker gemaach gëtt wéi fir de soziokulturelle Radio?

3. Gedenkt den Här Kommunikatiounsminister, bei der Direktioun vum Radio 100Komma7 ze intervenéieren, z. B. iwwert de Regierungskom-

missär bei dem Radio, fir datt dat Pressorgan de Prinzip vun der politescher Ausgewogenheet och a senger Reklammscampagnë respektéiert?

4. Wër der Regierung hir Positionen an där Fro déiselwech oder anescht, wann esou eng Plakatcampagne och nach géif zäitlech an eng Wahlcampagne falen?

Réponse (07.06.2017) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Communications et des Médias:

ad 1. De soziokulturelle Radio fonctionnéiert op Basis vun engem Cahier des charges, deen ënner anerem eng objektiv a politesch onofhängeg Berichterstattung virschreift. D'Journalisten, déi am Déngscht vum soziokulturelle Radio schaffen, ënnerleien de Flichten, wéi se am Text vum 30. Abrëll 2010 vum Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medie festgehale sinn. Dozou gehéiert och de Respekt vum Code de déontologie, deen ënner anerem virgesäit, dass all professionnelle Journalist beim Ausübe vu sengem Beruff eng Onofhängegkeet muss respektéieren. De Medieminister huet keng Kenntnis dovun, dass déi Onofhängegkeet net respektéiert gi wier oder eng deemtsprechend Plainte beim zustännegen Organ, also dem Presserot, déposéiert gi wier.

ad 2. Wat déi Campagne betrëfft, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro uschräift, ass dést eng Campagne, déi dem Minister sengen Informatiounen no d'Kompetenz vum Radio 100,7 a verschidde Beräicher soll illustréieren, an dat iwwert de Wee vu Perséinlechkeeten, déi en Deel vun deene Secteurs sinn. Dat si Museker fir d'Musek an Akteure fir den Theater, Politiker fir d'Politik an esou weider. Wat de Beräich vun der Politik betrëfft, sinn dat souwuel Perséinlechkeeten, déi de Parteien zougehéieren, déi d'Majoritéit stellen, wéi awer och Politiker, déi Member vun enger Partei sinn, déi op nationalem Plang an der Opposition ass.

ad 3. De soziokulturelle Radio ass een Établissement public a säin alldeegleche Fonctionnement gëtt vun enger Direktioun assuréiert a vun engem Conseil d'administration begleet. De Medieminister ass net verantwortlech an och net zustänneg fir den Detail vun enger Publicitéitscampagne.

ad 4. De Medieminister kann e Lien zu enger Wahlcampagne an dësem Fall net erkennen, weder zäitlech nach wat de Contenu vun der Campagne vum 100,7 betrëfft.

Question 2967 (08.05.2017) de MM. Max Hahn et Gusty Graas (DP) concernant la sécheresse:

Selon les informations de MeteoLux, le mois d'avril 2017 a présenté un cumul mensuel de précipitations le plus faible jamais enregistré pour ce mois. En effet, seulement 3,9 l/m² ont été mesurés à la station météorologique de Findel-aéroport par rapport à une moyenne à long terme de 58,2 l/m² (1981-2010).

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Les ministres peuvent-ils fournir des statistiques sur l'évolution des niveaux des différents cours d'eau du pays et sur celle des réserves du Lac de la Haute-Sûre depuis janvier 2017?

2. Peuvent-ils confirmer que ces derniers mois ont été particulièrement secs?

3. Quelles sont les conséquences pour les activités des agriculteurs et des vignerons?

4. Au vu des données, est-il nécessaire de mettre en place des mesures de sensibilisation auprès du public quant à cette thématique?

Réponse commune (08.06.2017) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Considérant la situation météorologique extraordinaire de ce printemps les honorables Députés s'interrogent sur les conséquences de la sécheresse actuelle et de ses conséquences potentielles sur les activités des agriculteurs et des vignerons ainsi que sur l'alimentation en eau potable en général.

ad 1. Lac de la Haute-Sûre

Le niveau du lac est soumis à une régulation anthropique visant à garantir au mieux les fonctions de réservoir pour la production d'eau potable, la production d'énergie hydroélectrique et la protection contre les inondations. Cette régulation est gérée par une convention

entre l'État et l'exploitant de la centrale hydroélectrique. La consigne de gestion du niveau du Lac de la Haute-Sûre qui fait partie de la convention susmentionnée prévoit qu'au début de chaque hiver hydrologique (la période entre début octobre 2016 et fin mars 2017), le niveau du lac est abaissé à une cote inférieure ou égale à 317 m sur mer afin de garantir une protection contre les inondations. L'absence de précipitations notables durant la fin de l'année 2016 a entraîné un abaissement de la cote jusqu'à 313 m. Les précipitations en fin de janvier 2017 et début février ont suffi en peu de temps pour relever le niveau du barrage à une cote de 316 m, confirmant la tendance à la hausse mentionnée dans la réponse commune aux questions parlementaires n°2670 de l'honorable Député Monsieur Gérard Anzia et n°2686 de l'honorable Député Monsieur André Bauler. Finalement, l'Administration de la gestion de l'eau a accordé une dérogation à la consigne de la gestion du niveau permettant un relèvement du niveau par étapes à partir du 15 février. Par conséquent et suite aux précipitations survenues entre la mi-février et la fin mars, le niveau du lac a ainsi pu être ramené à une cote de 318 m.

Or, la consigne de la gestion du niveau du Lac de la Haute-Sûre prévoit que la cote est relevée à 319,5 m lors du passage de l'hiver hydrologique à l'été hydrologique, soit pour le 1^{er} avril de chaque année, afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable. Le déficit de 1,5 m par rapport au niveau prévu n'aura probablement pas d'influence substantielle sur les réserves pour l'approvisionnement en eau potable retenues dans le lac, qui sont suffisantes pour couvrir les besoins de l'année, sous condition d'un été avec une météorologie normale. Cependant, en cas de pluviométrie défectueuse, cette situation pourrait engendrer des situations appelant une gestion plus surveillée des réserves d'approvisionnement.

Il est évident qu'en période de végétation, la grande majorité des précipitations est absorbée par la végétation et ne contribue qu'à moindre mesure au relèvement du niveau du lac. Par conséquent, le déficit de 1,5 m par rapport à la cote optimale en début de l'été hydrologique ne pourra pas être compensé durant l'été.

En guise d'exemple, on peut citer l'année 2014, lorsque la cote présentait un déficit de 3,5 m par rapport à la cote prescrite en date du 1^{er} avril, lorsque le déficit n'a pas pu être comblé au cours de l'été sans que ceci n'ait eu une influence sur la situation d'approvisionnement en eau potable.

Cours d'eau

Contrairement au Lac de la Haute-Sûre, les niveaux des cours d'eau sont régis directement par les précipitations, c'est-à-dire les cours d'eau reflètent les précipitations des derniers jours. Vu les très faibles quantités de précipitations qu'il y a eu entre le 1^{er} décembre 2016 et le 30 avril 2017, les niveaux de tous les cours d'eau sont exceptionnellement bas. L'ensemble des données des stations hydrométriques servant à surveiller les niveaux des cours d'eau, représenté sur le site www.inondations.lu, montre que les niveaux d'eau se situent en dessous du niveau d'étiage moyen. Ceci correspond à une situation qui, jusqu'à présent, ne se présentait qu'en pleine période estivale. Les faibles débits et la présence des effluents constants des stations d'épuration entraînent une dilution moins importante du restant de nutriments, qui n'ont pas été éliminés par les étapes de traitement. Ceci provoque par endroits une croissance plus rapide des algues ou autres végétaux dans les lits de rivière - également un phénomène plus fréquemment observé en été. Les pluies de début mai 2017 n'étaient pas suffisantes pour soulager cette situation.

ad 2. À part le mois de novembre 2016, l'hiver hydrologique était particulièrement sec. Ainsi, le cumul de précipitations pour l'hiver hydrologique 2016-2017 n'est que de 251 mm, ce qui ne correspond qu'à 55% de la moyenne à long terme. Avec un déficit de 127 mm ou 34%, il peut donc être confirmé qu'on se trouve dans une situation de sécheresse avérée. S'y ajoute que les mois d'avril avec une précipitation de 3,9 mm et de mai 2017 avec une précipitation de 39,7 mm étaient particulièrement secs par rapport aux moyennes annuelles qui se situent respectivement à 58,1 mm et à 77,3 mm pour les mois d'avril et de mai.

ad 3. Le stress hydrique est significatif et concerne certaines cultures agricoles en fonction de la situation géographique et pédologique. La gravité en est considérablement accrue suite aux basses températures et surtout aux gelées sévères et répétées en avril et début mai 2017.

Agriculture

- prairies permanentes: les pertes sont très importantes. La première coupe représentant 40% de la production annuelle est retardée et nettement diminuée suite à la sécheresse com-

binée au froid. Dans les champs d'essais de l'Administration des services techniques de l'agriculture, les pertes s'élevèrent à environ 30%. La mise en pâture du bétail a été retardée entraînant une consommation prolongée d'ensilage et une diminution des réserves fourragères pour l'hiver prochain. La qualité est cependant très bonne en raison du rayonnement solaire important et de la maturation retardée;

- céréales d'hiver: il y a des pertes à craindre à cause du stress hydrique et du froid. En plus, il peut y avoir une carence en azote «induite» par le manque de pluie nécessaire pour dissoudre et faire absorber l'azote apporté par les engrais. Le stress hydrique est surtout marqué sur les sols sablonneux ou superficiels. Pour les orges, des épis raccourcis sont à craindre pour l'ensemble des céréales, une réduction du nombre de talles et donc du nombre d'épis à l'hectare. Les blés sont chétifs et le tallage a été insuffisant. Le gel risque d'avoir détruit des épis ou parts d'épis. Il est encore trop tôt pour estimer les dégâts qui seront certainement très variables selon les conditions pédoclimatiques et selon la variété. Les fonds de vallées, les zones ombragées et les cuvettes ont été nettement plus exposés;

- céréales de printemps: la levée est irrégulière par endroits, la situation est à suivre. L'orge de printemps a visiblement souffert du froid, mais il est trop tôt pour voir des dégâts;

- colza: le gel risque d'avoir détruit des fleurs, mais il faut suivre le développement dans les semaines à venir. La floraison prolongée a probablement permis de compenser les dégâts. Il y a cependant dans certaines parcelles des dégâts dus à la sécheresse en automne qui a conduit à une levée irrégulière et à un développement insuffisant avant l'hiver visible jusqu'à maintenant;

- maïs: les conditions de semis sont très bonnes, des dégâts ne sont pas encore constatés;

- pommes de terre: les conditions de plantation sont très bonnes, le développement est freiné voire stoppé, mais des dégâts ne sont pas à craindre pour l'instant;

Arboriculture (dégâts surtout dus au gel)

- fruits à noyaux: les dégâts sont très importants voire totaux;

- fruits à pépins: les dégâts sont essentiellement dans les vergers intensifs, l'importance des dégâts varie selon les régions et les variétés. Les dégâts dépassent probablement partout les 30%, des pertes beaucoup plus graves (-70%) sont à craindre par endroits. Les fleurs sont gelées et les vols d'insectes pollinisateurs sont insuffisants. Il faut attendre les semaines à venir pour faire une estimation plus concrète. La sécheresse a probablement accru les dégâts de gel au niveau de l'écorce des arbres, créant des fissures et par conséquent des portes d'entrée pour des maladies fongiques (p. ex. chancre);

Horticulture et maraîchage

Les coûts d'arrosage sont exceptionnels suite à la sécheresse persistante depuis l'automne.

- asperges: il y a des dégâts de gel et les rendements sont diminués;

- fraises: les fleurs sont gelées et les rendements sont nettement diminués. Il faut attendre les semaines à venir, car la floraison tardive pourra compenser une partie des pertes.

Viticulture

Une irrigation manuelle est actuellement nécessaire pour éviter le dépérissement des jeunes vignes plantées cette année. Les vignes en deuxième et troisième année de plantation n'ont pas encore montré de symptômes graves à ce jour. Le problème s'aggraverait rapidement si la sécheresse persistait. Des pertes de récoltes importantes en seraient la conséquence dans les jeunes vignes inférieures à dix ans d'âge, ce qui correspond à une superficie d'environ 200 ha de vignobles.

ad 4. Considérant que l'hiver hydrologique est également la période de recharge des nappes d'eaux souterraines, la sécheresse des mois de cette période peut avoir un effet à moyen terme sur les débits des sources captées pour l'alimentation en eau potable. De plus, les fournisseurs d'eau potableregistrent une demande plus élevée que d'habitude en printemps. Par conséquent, il est important de sensibiliser le public afin d'encourager à une utilisation judicieuse de la ressource vitale que représente l'eau potable. Ceci s'applique non seulement aux habitudes en cas de sécheresse et de pénurie potentielle, mais également à toutes les acti-



vités humaines pendant toute l'année. Dans cet aspect, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Aluseau, en tant que représentante des fournisseurs d'eau, ont récemment lancé une telle campagne de sensibilisation. Néanmoins, en fonction des conditions météorologiques, de l'évolution des débits des sources et de la demande, il pourra s'avérer nécessaire de mettre en place des interdictions d'utilisation d'eau potable pour certaines activités non essentielles afin de maintenir une alimentation en eau potable d'une bonne qualité.

Le 30 mai 2017, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau et des majeurs fournisseurs d'eau potable, ont décidé de déclencher une «phase de vigilance» nationale, invitant les communes et citoyens à réduire la consommation en eau potable. C'est dans ce sens qu'une circulaire a été envoyée aux communes le 31 mai 2017.

Question 2969 (09.05.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **Lycée Hubert Clément d'Esch-sur-Alzette**:

Selon un article du «Luxemburger Wort» en date du 08 mai 2017, la réouverture du Lycée Hubert Clément, prévue pour la rentrée 2017-2018, sera de nouveau retardée de plusieurs mois.

Dans la mesure où les travaux de rénovation du lycée devront alors seulement être achevés pour décembre 2017, le retard aura des conséquences sur l'organisation du premier trimestre de la prochaine rentrée scolaire. Les élèves du LHCE devront encore rester un trimestre dans le bâtiment Victor Hugo. Or, il est à rappeler que des classes supplémentaires de l'École internationale de Differdange (EIDD) devraient fonctionner dès 2017-2018 dans le même bâtiment Victor Hugo.

Selon nos informations, la direction et les enseignants du LHCE n'ont pas été informés ni du report de l'ouverture du lycée, ni de l'organisation du premier trimestre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?
- Pourquoi les travaux de rénovation du lycée ont-ils autant de retard?
- Les ministères concernés ont-ils informé la direction du lycée du retard de la réouverture du lycée?
- Monsieur le Ministre de l'Éducation a-t-il informé la direction et les enseignants du lycée sur le déroulement de l'organisation du premier trimestre de l'année scolaire 2017-2018 pour les élèves du LHCE?
- Comment sera organisé le premier trimestre en question?

Réponse commune (04.07.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les informations parues dans le «Luxemburger Wort» sont exactes, le chantier du LHCE ne sera pas terminé pour septembre 2017 et la mise en service du lycée est reportée au mois de décembre 2017.

Dès le début de l'année 2017, les deux écoles concernées, le LHCE et l'École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette (EIDE), ont été informées d'un retard éventuel du chantier du LHCE. À partir de février, des solutions pour le premier trimestre de l'année scolaire 2017-2018 ont été mises au point, au cas où le retard se confirmerait.

En effet, vu qu'il s'agit d'une rénovation de bâtiments existants des années 50 et 70, de nombreux imprévus sur chantier ont provoqué une prolongation des travaux.

Par ailleurs, des problèmes avec la planification technique se sont manifestés, de sorte qu'il ne sera plus possible de maintenir le délai d'achèvement initialement prévu pour la rentrée scolaire de septembre 2017.

L'Administration des bâtiments publics a mis en œuvre toutes les mesures en vue de pouvoir respecter le délai prévu. Or, ce n'est que lors des dernières semaines qu'il s'est avéré que la mise en service de la deuxième phase du LHCE devra définitivement être reportée au mois de décembre 2017. La direction du LHCE en a été informée début mai 2017.

Une solution pour l'organisation scolaire 2017-2018 a été trouvée pour le LHCE ainsi que pour l'EIDE. Le LHCE libérera en septembre 2017 une partie du bâtiment Victor Hugo et ces classes seront logées dans la partie du LHCE actuellement en fonction. Les classes de l'EIDE occuperont le bâtiment Victor Hugo ainsi libéré. Trois modules préfabriqués seront installés dans la cour de récréation pour combler le déficit en salles de classe.

Ainsi, l'organisation du premier trimestre de l'année scolaire 2017-2018 sera assurée de la façon suivante:

- les classes de 1^{ère}, 2^e et 7^e ainsi qu'une partie des 3^{es} du LHCE fonctionneront dans le bâtiment «Lycée Hubert Clément», sis rue Général Patton,
- onze classes (huit classes du primaire et trois classes du secondaire dont une classe voie préparatoire) ainsi que le service d'éducation et d'accueil de l'EIDE cohabiteront avec les classes de 4^e, 5^e et 6^e et une partie des classes de 3^e du LHCE sur le site «Victor Hugo».

À partir du deuxième trimestre, les deux écoles fonctionneront à Esch-sur-Alzette dans leurs infrastructures respectives, c'est-à-dire le LHCE dans son bâtiment rénové et l'EIDE dans le bâtiment Victor Hugo.

Question 2972 (09.05.2017) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **projet du Fonds du logement à Steinsel**:

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat a réalisé à Steinsel un projet comprenant 14 appartements, le tout destiné à la location subventionnée.

Il me revient dans ce contexte que les logements en question, inaugurés le 16 février 2017, ne sont pas encore occupés par des locataires.

Sachant que la demande de logements locatifs à prix abordables ne cesse de croître, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le fait susmentionné?
- Dans l'affirmative, pour quelles raisons les appartements en question ne sont pas encore occupés?
- Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat accuse-t-il des retards au niveau du traitement des dossiers?
- Dans l'affirmative, quelles sont les causes et origines de ces retards éventuels?

Réponse (09.06.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

En tant que membre du conseil communal de la commune de Steinsel, l'honorable Député est au courant que six des 14 logements réalisés par le Fonds du logement seront repris par la commune et que l'attribution de ces six unités sera organisée par l'administration communale.

Six des huit lots du Fonds du logement ont entre-temps pu être attribués et les baux ont commencé le 1^{er} juin (trois unités), ou commenceront le 15 juin (une unité), le 1^{er} juillet (une unité) et le 15 juillet (une unité). Pour les deux lots restants, la procédure d'attribution est encore en cours.

Lors de l'attribution, il s'avère que souvent les futurs locataires de logements du fonds ont à respecter des conditions de résiliation de baux antérieurs et ont à clarifier des questions de scolarisation de leurs enfants, avant de pouvoir emménager dans leurs nouveaux logements, ce qui entraîne logiquement des transitions qui s'étalent sur plusieurs semaines.

Concernant la question générale de l'honorable Député, s'il y a des retards au niveau du traitement des dossiers du Fonds du logement, il convient de noter que tous les dossiers sont traités et finalisés dans un délai raisonnable, mais que leur durée de traitement pourra prendre des retards en cas de la transmission de documents incomplets, respectivement en cas de communication lente de pièces et/ou renseignements demandés par le fonds auprès des requérants d'un logement social.

À côté de toutes les considérations administratives, l'on doit également considérer que tout occupant potentiel effectue, comme sur le

marché privé, au moins une visite des lieux et bénéficie d'un court temps de réflexion. Suite à cette visite et à sa décision, le futur locataire doit, comme décrit, résilier son contrat de bail et respecter le préavis y relatif.

Toutefois, dans le cadre de la restructuration du Fonds du logement, lors de laquelle toutes les procédures sont soumises à une analyse critique, la procédure d'attribution sera revue et intégrée dans la gestion des projets de construction afin de mieux anticiper la date d'achèvement, ceci pour pouvoir commencer la procédure d'attribution lors de la dernière phase des travaux et d'éviter des durées de vacance trop longues.

Question 2973 (10.05.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **l'échange automatique d'informations**:

La loi du 18 décembre 2015 relative à la norme commune de déclaration (NCD) ou common reporting standard (ORS) a introduit l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers détenus par une personne résidant à l'étranger. Cet échange doit se faire avec les États membres de l'Union européenne et d'autres juridictions partenaires du Luxembourg («juridictions soumises à déclaration»).

La NCD oblige les institutions financières à identifier leurs clients et à transmettre à l'administration fiscale les informations concernant l'identité, le compte, le solde de compte et les revenus financiers y relatifs de chaque personne fiscalement résidente d'une juridiction soumise à déclaration jusqu'au 30 juin 2017 au plus tard.

Or, d'après un article paru hier dans le *Luxemburger Wort*, les institutions financières en question auraient du mal à respecter la date limite. Il se trouve en effet que la liste des pays concernés (48 pays) n'a été mise à jour que fin mars 2017, ce qui ne laisserait aux institutions concernées que deux mois pour identifier les clients et transmettre les informations correspondantes. Les tests techniques pour la transmission des informations à l'administration fiscale n'auraient débuté que fin avril 2017, de sorte que des centaines d'institutions financières ont soumis des points à clarifier à l'administration fiscale.

Il se trouve par ailleurs que la législation sur la protection des données obligerait les institutions concernées à informer leurs clients des informations qui seront échangées. Ces clients devraient disposer d'un délai approprié pour demander accès auxdites informations et éventuellement leur rectification.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?
- Pour quelles raisons la dernière liste des juridictions concernées par l'échange automatique d'informations n'a été arrêtée que fin mars 2017? Pour quelles raisons les tests techniques de transmission des informations à l'administration fiscale n'ont débuté que fin avril 2017?
- Le retard pris dans ce dossier ne risque-t-il pas d'aboutir à la transmission d'informations erronées ou incomplètes à l'administration fiscale? Dans l'affirmative, cela ne risque-t-il pas de nuire à la réputation de la place financière?
- Quelles seraient les conséquences pour une institution financière qui transmettrait des informations d'un client qu'elle croirait résider à l'étranger, mais qui en réalité réside au Luxembourg?
- Quelles sont les sanctions auxquelles s'exposent les institutions financières en cas de non-respect de la législation sur la protection des données?
- Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de l'administration fiscale pour repousser la date limite de transmission des informations concernées?

Réponse (09.06.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les informations recueillies auprès de l'Administration des contributions directes (ci-après «ACD») ne permettent pas de confirmer les dires de l'article de presse auquel se réfère l'honorable Député.

Même en l'absence d'une publication officielle de la liste des juridictions soumises à déclaration, les institutions financières étaient en mesure d'identifier leurs clients selon les procédures de diligence raisonnable prévues par la loi du 18 décembre 2015 relative à la norme commune de déclaration (NCD) (ci-après «la loi»). Le Luxembourg a en effet opté pour l'ap-

proche plus globale («wider approach») et impose à ses institutions financières d'identifier tous leurs clients et de déterminer leur résidence fiscale indépendamment du fait si ceux-ci résident dans une juridiction soumise à déclaration ou non.

Ainsi, les institutions financières étaient en mesure de déterminer les juridictions soumises à déclaration, ou du moins la plupart d'entre elles, même en l'absence d'une liste officielle publiée par voie de règlement grand-ducal. En effet, la loi définit le terme de «juridiction soumise à déclaration» (annexe I, section VIII D.4.). Il s'agit de tous les États membres de l'Union européenne ainsi que d'autres juridictions avec lesquelles un accord est conclu qui prévoit l'obligation pour le Luxembourg de communiquer des informations, en l'occurrence l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé en date du 29 octobre 2014.

Le Luxembourg ne disposait pas de la liste définitive des juridictions soumises à déclaration au titre de l'année 2017 avant la fin de l'année 2016. La publication de la liste était principalement liée à des considérations échappant à l'influence du Luxembourg:

- les relations d'échange engagées sur base de l'accord multilatéral doivent d'abord être activées. Ce processus d'activation est mené par le secrétariat du «Co-ordinating Body» de l'OCDE et du Forum mondial et n'a été achevé qu'à la fin de l'année 2016;
- certaines juridictions ne répondaient pas aux critères exigés en matière de confidentialité et de sauvegarde des données. Leur statut n'a pas pu être clarifié avant la fin de l'année 2016;
- les juridictions non réciproques, donc non soumises à déclaration du point de vue du Luxembourg, ont notifié leur statut seulement à la fin de l'année 2016.

L'ACD a publié le format d'échange automatique d'informations (format XSD) ainsi que la circulaire technique ECHA n°4 en date du 6 février 2017. Dans une newsletter, publiée le même jour, il était annoncé qu'une plateforme de test (prévalidation) des fichiers XML serait mise à disposition en avril 2017. La disponibilité des environnements de production et pré-validation était assurée à partir du 24 avril 2017.

Le format XSD se base sur celui établi par l'OCDE et était, en grande partie, connu aux institutions financières avant la publication par l'ACD. Les spécifications techniques et fonctionnelles élaborées en collaboration avec la Commission européenne n'ont été livrées que début 2017, ce qui a légèrement retardé la publication par l'ACD.

Par ailleurs, l'ACD a répondu à toutes les questions techniques et fonctionnelles qui lui ont été posées par les institutions financières en relation avec l'échange automatique selon la norme commune de déclaration.

Ainsi, l'ACD estime qu'il n'y a pas eu de retard dans le dossier ayant une incidence sur la complétude et la qualité des informations à communiquer par les institutions financières.

Les institutions financières auront d'ailleurs l'obligation d'envoyer des fichiers de correction à l'ACD dans la mesure où elles constateraient, après la date limite du 30 juin 2017, que les informations communiquées seraient erronées ou incomplètes.

Tant que l'institution financière a appliqué les règles de diligence raisonnable telles que prévues par la loi et a, sur cette base, déterminé que le titulaire de compte réside dans une juridiction soumise à déclaration, l'institution financière a agi conformément à ladite loi et n'encourt pas de sanctions de la part de l'ACD, même si en réalité le titulaire de compte se trouve au Luxembourg.

Néanmoins, en cas de défaut du respect des règles en matière de diligence raisonnable ou en cas de défaut de mise en place de mécanismes en vue de la communication d'informations, l'institution financière peut encourir une amende d'un maximum de 250.000 euros. En cas de défaut de communication, de communication tardive, incomplète ou inexacte d'informations, l'institution financière peut encourir une amende d'un maximum de 0,5 pour cent des montants qui auraient dû être communiqués sans pouvoir être inférieure à 1.500 euros.

Il n'y a dès lors pas lieu pour le Ministre des Finances d'intervenir auprès de l'administration fiscale, comme le demande l'honorable Député.

Enfin, il y a lieu de préciser que les sanctions auxquelles sont susceptibles de s'exposer les institutions financières en cas de non-respect de la législation sur la protection des données relèvent de l'appréciation non pas du Ministère

des Finances ou de l'ACD, mais de la Commission nationale pour la protection des données.

Question 2974 (10.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **situation des langues dans le système judiciaire:**

Den neie Gesetzesprojet Nummer 7100, dee Modifikatiounen fir de Beruff vum Affekot virgesäit, behandelt och de sproochlechen Aspekt. Et ass wichteg, datt de Bierger weess, wäi fir Sproochen ee viru Geriicht benotzt kann, an datt him keng Nodeeler aus sproochleche Grënn entstinn.

An deem Zesammenhang wëllt ech folgend Froen un den Här Justizminister stellen:

- Kann d'Regierung zesummeffaassend erklären, wéi den aktuelle Stand vun der Sproocheregelung am Justizwiesenen a besonnesch fir d'Affekoten ausgesäit?

- Ännert den neie Gesetzesprojet Nummer 7100 déi aktuell sproochlech Situatioun am Justizwiesenen? Wa jo, wéi?

- Setzt d'Regierung sech fir eis Nationalsprooch am Justizwiesenen an, obwuel de Justizvolet an där vun der Regierung veröffentlecher Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuurger Sprooch net behandelt gëtt? Wa jo, wéi? Encouragéiert d'Regierung d'Magistrate Lëtzebuergesch ze schwätzen?

- Gëtt bei der Assistance judiciaire duerno gekuckt, ob de Beneficiaire d'Sprooch vum Affekot versteet? Ass et also engem Lëtzebuurger Beneficiaire vun der Assistance méiglech, ze verlaangen, datt säi juristesche Bäistand Lëtzebuergesch schwätzt?

- Firwat ginn déi sproochlech Tester fir d'Affekoten um Barreau gemaach an net op enger méi neutraler Plaz, wéi z. B. am INL (Institut national des langues)?

- Wéi eng Sproochenniveaue gi fir d'Affekoten op deene verschiddene Lëscht gefuerdert a wéi gëtt séchergestallt, datt d'Exigënzen an deene Sproochentester, déi um Barreau gemaach ginn, deene gefuerderten Niveaue effektiv entsprechen?

- Wéi eng Persoun sinn habilitéiert, fir als Examinateur déi Sproochenexamen um Barreau ze maachen, an opgrond vu wéi enge Qualifikatiounen? Wéi gëtt séchergestallt, datt déi Konditiounen respektéiert ginn?

- Wéi vill nei Affekote gi pro Joer zu Lëtzebuerg zougelooss?

- Wéi vill vun deenen op der Lëscht 1 vum Ordre des avocats zougeloossenen Affekote kënnen Lëtzebuergesch? Wéi vill auslännesch Affekote sinn duerchschnëttlech pro Joer vum Lëtzebuergesche Sproochentest entbonnen?

- Si schonn auslännesch Affekoten eleng duerch den Echec am Lëtzebuergesche Sproochentest net op d'Lëscht 1 vum Ordre des avocats kumm?

- Huet de Statistiken doriwwer, wéi vill Affekote Lëtzebuergesch kënnen a wéi vill net an op wéi engem Niveau?

- Sollt de Gesetzesprojet Nummer 7100 gestëmmt ginn, wat géif sech dann un den Zuele vun deene virausgoende Froen änneren?

- Wéi huet sech déi sproochlech Praxis viru Geriicht iwwer d'Joer entwéckelt? Gëtt méi oder manner Lëtzebuergesch geschwat? Schwätzen d'Magistrate direkt a vu sech aus Lëtzebuergesch, soubal si mieren, datt e Lëtzebuurger Schwiergkeete mat der franséischer Sprooch huet?

Réponse (13.06.201) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

Den Artikel 3 vum Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproocheregimm seet Folgendes, wat de Sproochgebrauch am Justizwiesenen betrëfft:

«Langues administratives et judiciaires

En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

Et ass also méiglech, déi dräi Sproochen am Kader vun enger Justizprozedur ze benotzen, mä d'Prioritéit gëllt am Prinzip der Lëtzebuurger Sprooch bei alle mëndleche Prozeduren. Déi eleng gëtt benotzt, wann all d'Akteure Lëtzebuergesch verstinn a speziell den Ugeklot. D'Zeie kënnen an där administrativer Sprooch aussoen, déi si wienlen.

Wat de Beruff vum Affekot betrëfft, ass den Artikel 6 (1) d) vum Gesetz vum 10. August 1991 iwwert den Affekotberuff ausschlaggebend:

«...maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues sans préjudice de l'article 31-1. Le niveau de compétences à atteindre pour les langues luxembourgeoise et allemande est celui du niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour la compréhension orale et du niveau B1 pour l'expression orale et pour la langue allemande le niveau B2 pour la compréhension écrite. Pour la langue française le niveau B2 du même cadre est exigé tant pour la compréhension que pour l'expression écrite et orale.»

Par dérogation à l'alinéa qui précède, les avocats européens visés à l'article 10 de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise, au moment de leur admission à la liste I du tableau d'un Ordre des avocats doivent maîtriser la langue de la législation au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dans la mesure où ils limitent leurs activités professionnelles à celles qui ne nécessitent pas la maîtrise des autres langues au sens de la loi du 24 février 1984. Le niveau de connaissances des langues exigé est celui indiqué à l'alinéa qui précède.»

An dësem Artikel ass och den Sproochenniveau festgehaleen.

Den Artikel 31-1 vum uewen zitéierte Gesetz seet des Weidere Folgendes:

«L'avocat qui accepte de se charger d'une affaire doit avoir les compétences professionnelles et linguistiques nécessaires sous peine de s'exposer aux sanctions disciplinaires prévues.»

De Prinzip ass also d'Maîtrise vun den dräi Sproochen (Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch) mat der Ausnam, déi am 2. Abschnitt virgesinn ass, fir déi Affekoten, déi iwwert de Wee vun der Direktiv 98/5/CE, der sougenannter Direktiv „Home title“ op e Lëtzebuergesche Barreau kommen. Déi Ausnam gesäit vir, dass en Affekot, deen op der Lëscht 4 ageschriwwen ass, bei sengem Wiessel op d'Lëscht 1 just déi franséisch Sprooch maîtresiere muss, mat der Konsequenz, dass hie just Dossieren unhuelen däerf, fir déi hien déi néideg Sproochkenntnisser huet.

Wa se déi net hätten, da setze si sech disziplinaresche Konsequenzen aus.

Den Artikel 2.4.4.1 vum Règlement intérieur de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg vum 9. Januar 2013 präziséiert:

«L'avocat ne doit pas se charger d'une affaire s'il sait ou devrait savoir qu'il n'a pas les compétences, y compris les connaissances linguistiques, nécessaires pour la traiter, à moins de coopérer avec un avocat ayant ces compétences.»

De Gesetzesprojet 7100 huet als Zil, déi europäesch Direktiv 2013/55/UE vum 20. November 2013, déi d'Directiv 2005/36/CE iwwert d'Unerkennung vun de berufflechen Ausbildungen emännert, ëmzesetzen.

D'Derogatioun, déi am 2. Abschnitt vum Artikel 6 (1) d) vum 10. August 1991 iwwert den Affekotberuff steet, gesäit de Projet 7100 vir, (veuillez lire: iwwert den Affekotberuff am Projet 7100 drasteet, gesäit vir), dass déi sech och applizéiere soll fir déi Affekoten, déi iwwert de Wee vun der Unerkennung vun hirer Berufsausbildung an engem Memberstat vun der Europäescher Unioun op e Lëtzebuurger Barreau zougelooss ginn an déi sech dann direkt op d'Lëscht 1 aschreibe loosse kënnen.

Den Uerder vun den Affekoten huet a senger Reunoun vum 8. Juni 2016 e Règlement d'ordre intérieur ugehoen, dat d'Regelunge fir d'Kontroll vun de Sproochvirgesäit. Doraus geet ervir, dass den Uerder déi Tester net selwer mécht, mä, wa se néideg sinn, en onafhängegen Institut dat mécht.

Ech zitéiere folgend Punkten aus dem Règlement, dat am Internetsite vum Barreau publizéiert ass:

«3.3 Les autres candidats devront produire un certificat attestant du niveau de maîtrise de la langue luxembourgeoise et/ou allemande requis par la loi délivré soit par un institut de langue agréé, soit par une personne habilitée par la loi ou par une autorité nationale, à évaluer, entre autres, les compétences en langue luxembourgeoise et/ou allemande.»

3.4 Le Conseil de l'Ordre pourra, à sa discrétion, également accepter un certificat émis par un centre ou une école de langues généralement reconnu attestant du niveau requis par la loi.»

Et gi keng Statistiken doriwwer, ob am Ausland forméiert Affekoten oder auslännesch Affekoten, déi hir Formatioun hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, eleng duerch den Echec am Lëtzebuergesche Sproochentest net op d'Lëscht 1

zebuergesche Sproochentest net op d'Lëscht 1 komm sinn, well de Barreau eréischt mat den Dossier fir d'Inscriptioun befaasst gëtt, wa si déi néideg Certificate vun de Sproochentester virweise kënnen.

Wat elo d'Assistance judiciaire betrëfft, ass et esou, dass déi meeschte Leit bei hirer Ufro schonns en Numm vun engem Affekot uginn, dat heescht, si hu sech hiren Affekot selwer erausgesicht. An deenen anere Fäll gëtt berücksichtig, en Affekot ze fannen, deen de Sproochkenntnisser vun där Persoun entsprécht.

Am Moment sinn 2.403 Affekoten ageschriwwen an der Stad Lëtzebuerg um Barreau, 2016 waren et der 2.330 an 2015 waren am Total 2.247 Affekoten ageschriwwen.

Zu Dikrech waren 2014 44 Affekoten ageschriwwen, 2015 waren et 47 Affekoten, 2016 waren et am Total 48 Affekoten an aktuell si 47 Affekoten ageschriwwen.

Question 2975 (10.05.2017) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**autoroute E411 entre Arlon et Luxembourg:**

Ces jours, une chaîne de télévision belge a fait état d'une récente réunion entre les autorités luxembourgeoises et wallonnes pour étudier l'idée de désengorger l'autoroute E411 grâce au covoiturage sur la bande d'arrêt d'urgence. Elle a également relaté qu'un renouvellement du revêtement de la E411 entre Arlon et Luxembourg serait prochainement prévu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre pourrait-il informer sur les sujets débattus et les décisions prises lors de cette réunion?

2) Est-ce qu'il peut confirmer que l'autoroute E411 entre Arlon et Luxembourg sera aménagée d'un nouveau revêtement dans un futur proche?

3) Est-ce que le cas échéant la bande d'arrêt d'urgence sur la A6 entre la frontière belge et la Croix de Gasperich, dont une extension à trois voies n'est pas prévue, pourrait, à l'instar de la E411, également être réservée au covoiturage?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) En date du 9 février 2017, une réunion entre des représentants du Gouvernement wallon et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures a eu lieu. Le contexte de cette réunion était la mobilité wallonne et transfrontalière, à savoir les sujets du covoiturage, du transport public et de la mobilité rurale. En ce qui concerne plus précisément le

Actuellement, mes services ne disposent pas d'informations concrètes de la part des autorités belges quant à l'aptitude de la section transversale pour l'utilisation de la BAU (bande d'arrêt d'urgence) comme voie de covoiturage, notamment au vu des problèmes de géométrie et de portance. Cependant, des échanges de points de vue entre les autorités belges et luxembourgeoises ont régulièrement lieu et le sujet du covoiturage figurera sur l'ordre de jour d'une prochaine entrevue.

Au Luxembourg, une telle idée nécessiterait des aménagements conséquents notamment au niveau des échangeurs et des ouvrages d'art.

Question 2976 (10.05.2017) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **mise à disposition de tablettes tactiles aux lycéens:**

Lors de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation à la Chambre des Députés le 26 avril 2017, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a annoncé qu'à la prochaine rentrée scolaire en septembre 2017, tous les élèves des lycées auront droit à leur propre tablette électronique. Selon le Ministre de l'Éducation nationale, sur les ondes du 100,7, en date du 4 mai 2017, 1.000 tablettes sont disponibles pour la rentrée scolaire 2017-2018. Environ 6.000 autres sont commandées pour l'année prochaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Dans quels lycées les projets pilotes «classe iPad», lancés il y a un certain temps, ont-ils été mis en place?

2) Est-ce qu'une évaluation de ces projets pilotes a déjà été menée?

3) Dans l'affirmative quels en sont les résultats?

4) Monsieur le Ministre peut-il fournir de plus amples informations concernant le concept pédagogique se basant sur les tablettes électroniques?

5) Dans la mesure où le ministère a commandé un nombre limité de tablettes pour la rentrée, selon quels critères de distribution seront-elles mises à disposition aux lycéens?

6) Le ministère a-t-il fait un appel officiel aux lycées voulant postuler à cette initiative?

Réponse (06.07.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne sur les lycées pilotes qui participent au programme «Digital Classroom Lëtzebuerg (DCL)», le nombre de «classes iPad» par lycée ainsi que le nombre de dispositifs mobiles utilisés.

| Lycée | Nombre de «classes iPad» | Nombre d'élèves |
|--------------------------------|--------------------------|-----------------|
| Lycée des Arts et Métiers | 14 | 243 |
| Lycée classique de Diekirch | 7 | 145 |
| Lycée Josy Barthel Mamer | 2 | 35 |
| Lycée Michel Lucius Luxembourg | 7 | 145 |
| Lycée technique de Bonnevoie | 6 | 90 |
| Lycée technique du Centre | 11 | 157 |
| Maacher Lycée, Grevenmacher | 1 | 18 |
| TOTAL | 48 | 833 |

covoiturage, les projets d'une application de mobilité, de parkings de covoiturage et de bandes de covoiturage sur l'autoroute A4 (E25) entre l'échangeur n°31 «Stockem-Arlon» et la frontière belgo-luxembourgeoise, sur une longueur d'environ onze kilomètres, ont été discutés.

ad 2) Selon les informations reçues de la Direction des routes de la Province de Luxembourg, l'autoroute E25 entre Arlon et Luxembourg sera aménagée d'un nouveau revêtement dans un futur proche.

Sur le territoire grand-ducal, des travaux de renouvellement de l'enrobé sur l'autoroute A6 ont été réalisés entre 2010 et 2013 depuis la frontière belgo-luxembourgeoise jusqu'à l'échangeur Bridel. Une nouvelle réfection n'est pas envisagée à court terme, vu la réfection récente de la couche de roulement.

ad 3) Je rappelle que le projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur Helfenterbruck est actuellement en étude et qu'un élargissement de l'autoroute au-delà de l'échangeur Helfenterbruck en direction d'Arlon ne fait pas partie du programme du Gouvernement.

ad 2), 3) et 4) Le projet des «classes iPad» ne se formule pas autour d'un concept ou d'une approche pédagogique unique. L'introduction des nouvelles technologies dans l'enseignement n'est pas une fin en soi. Les technologies sont au service de l'enseignement et de l'apprentissage et créent des nouvelles perspectives que les écoles saisissent différemment, en fonction de leur approche pédagogique et de leur offre scolaire.

Le ministère entend soutenir les écoles dans leurs démarches respectives. Un accompagnement didactique et un encadrement des enseignants des «classes iPad» est déjà assuré aujourd'hui par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) et l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

Dans le cadre du Plan de développement scolaire (PDS), chaque lycée devra se doter d'une démarche cohérente pour l'intégration des nouvelles technologies dans leur établissement. Le PDS devra être élaboré au cours de l'année scolaire 2017-2018 et entrera en vigueur à partir de la rentrée scolaire 2018-2019.

Dans ce contexte, un cadre de référence pour l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement secondaire sera élaboré par le SCRIPT et le CGIE.

ad 5) et 6) La distribution de 1.000 iPads au cours de l'année scolaire 2017-2018 précède la procédure PDS susmentionnée. Le choix des lycées se fera ainsi sur base des projets introduits par les écoles.

En guise de préparation des différents projets pédagogiques pour classes mobiles et connectées, les membres des directions d'une trentaine de lycées ont déjà suivi en date du mardi, 23 mai 2017 un workshop organisé par le SCRIPT, le CGIE et l'IFEN.

Lors de ce workshop, les collaborateurs du CGIE, de l'IFEN et du SCRIPT ont présenté entre autres les huit piliers du succès d'une mise en œuvre de classes à tablettes, à savoir: (1) la vision, (2) l'équipe, (3) la communication, (4) l'évaluation, (5) la méthodologie d'apprentissage, (6) la formation professionnelle continue, (7) la conception de l'environnement scolaire et (8) la faisabilité d'un point de vue financier. Afin d'aider les lycées à finaliser leurs dossiers de candidature, un deuxième workshop a eu lieu en date du mercredi, 21 juin 2017.

La volonté politique vise à généraliser l'introduction des dispositifs mobiles de type iPad dans les établissements secondaires et secondaires techniques au cours des prochaines années scolaires et d'en faire un outil d'enseignement et d'apprentissage au service de la pédagogie.

Question 2978 (10.05.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant l'**Agence immobilière sociale**:

L'Agence immobilière sociale (AIS), instrument de lutte contre l'exclusion sociale, joue un rôle d'intermédiaire entre des propriétaires de biens immobiliers et des ménages à revenu modeste. Cet organisme loue des logements adaptés au ménage du demandeur et paie ensuite le loyer au propriétaire du bien.

L'AIS vient d'ouvrir une nouvelle antenne «Antenne Sud» (AIS-Sud) à Rodange. Or, une Agence immobilière sociale (AIS Kordall) fonctionnait déjà depuis plusieurs années dans la même commune au niveau du Syndicat intercommunal des communes du Kordall (SIKOR), regroupant les communes de Differdange, Käerjeng, Pétange et Sanem. Elle est également soutenue par le Gouvernement et a la même finalité que l'AIS-Sud, à savoir la viabilisation sociale de logements vides.

Lors de l'inauguration de l'Antenne Sud de l'AIS, le Ministre du Logement a d'ailleurs mis en évidence l'importance du partenariat du Gouvernement avec l'AIS et les communes ainsi que la complémentarité dans leurs actions.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Le Syndicat intercommunal des communes du Kordall (SIKOR) a-t-il été informé et consulté au préalable de l'intention de l'installation d'une AIS supplémentaire à Rodange?

- Selon quels critères le choix du site s'est fait et, dans ce contexte, sachant que l'État est propriétaire de l'immeuble, le Gouvernement a-t-il une stratégie de réaffectation des immeubles étatiques?

- Quels autres sites avaient été envisagés?

- Quelle plus-value Madame et Monsieur le Ministre entrevoient-ils dans le fait d'établir les deux initiatives à même objet dans une même commune, tant pour les propriétaires que pour les locataires?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'engager des pourparlers en vue d'une fusion éventuelle des deux agences immobilières sociales installées à Rodange, tel que rapporté par voie de presse?

- Le Gouvernement entend-il soutenir la création d'antennes supplémentaires AIS dans d'autres régions du pays?

Réponse commune (09.06.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

En premier lieu, nous tenons à saluer les efforts entrepris aussi bien par l'AIS Kordall que par l'AIS en matière de mise à disposition de logements abordables et nous soulignons que la collaboration avec ces deux acteurs est plus que fructueuse.

Ensuite, il y a lieu de préciser d'emblée que l'AIS-Sud qui vient d'ouvrir à Rodange ne constitue pas une nouvelle agence immobilière sociale à part entière, mais qu'il s'agit d'une antenne décentralisée couvrant ses activités du sud du pays. L'objectif de cette décentralisation est d'être au plus près des bénéficiaires, aussi bien des propriétaires que des ménages louant les biens auprès de l'AIS. L'AIS, qui est active sur l'ensemble du territoire, disposait déjà de logements dans la région Sud du pays avant la création de l'AIS Kordall.

Établir deux initiatives à même objet dans une commune constitue une plus-value; en effet, le problème du manque de logements à des prix abordables nécessite l'intervention d'une multitude d'acteurs différents. Ainsi, à côté de l'AIS, il existe encore d'autres associations qui sont actives dans cette région, telle que l'asbl «Ennerdach» qui a son siège à Differdange. Celle-ci loue également des biens à des ménages se trouvant dans le besoin.

Dans d'autres régions du pays, des institutions qui font un travail similaire sont en train de voir le jour, à l'image de «house care» dans le canton de Redange ou encore une initiative prise par la commune de Diekirch. Ces initiatives contribuent toutes à assouplir la situation tendue sur le marché du logement locatif et le Gouvernement ne peut qu'encourager chacune d'entre elles qui desservent des clientèles bien spécifiques. Cette complémentarité entre les différentes actions est sans aucun doute bénéfique, comme le mentionnait entre autres le président de la Fondation pour l'accès au logement lors de son discours d'inauguration de l'AIS-Sud. À cette occasion, il qualifiait même d'incompréhensible la polémique autour d'une concurrence éventuelle entre les différents acteurs.

Il est en outre surprenant de constater que les honorables Députés s'enquerraient auprès de deux ministres s'ils envisageraient d'engager des pourparlers en vue d'une fusion éventuelle des deux agences immobilières. Les honorables Députés ne sont quand même pas sans savoir qu'au Luxembourg, l'autonomie communale est un acquis bien ancré et qu'il n'appartient pas aux membres du Gouvernement de pousser un syndicat intercommunal vers une fusion. Il en est de même pour la Fondation pour l'accès au logement, qui est un établissement d'utilité publique et qui, à part des conventions qui la lie à l'État et des obligations et droits qui en résultent, est libre et responsable de prendre en toute autonomie ses décisions et ne peut pas être forcé par le Gouvernement à fusionner ses activités avec celles d'un autre acteur. Pour les raisons de compétence exposées ci-dessus, il nous est également impossible de vous fournir les informations si les deux acteurs se sont parlés préalablement à l'implantation et nous recommandons aux honorables Députés de s'adresser directement aux responsables communaux et aux responsables de l'AIS pour pouvoir obtenir les informations demandées.

En général, il reste à mentionner que le Gouvernement est très satisfait du partenariat qu'il entretient avec l'AIS, qui est un acteur dynamique entre autres en raison de son autonomie qui lui est allouée, et nous accompagnerons de façon constructive les prochaines démarches, aussi bien de l'AIS que de l'AIS Kordall que celles de tout autre acteur actif dans ce domaine.

Question 2981 (11.05.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant les **pistes cyclables autoéclairantes**:

Des ingénieurs ont développé un moyen de rendre les pistes cyclables autoéclairantes. En effet, une couche de particules anorganiques appliquée sur la surface en question absorbe l'énergie solaire durant la journée et la fait rayonner en couleur bleue en soirée. Alors que les villes de Cambridge et d'Eindhoven ont déjà recours à cette technologie, la ville de Cologne est actuellement en train de planifier des projets pilotes afin d'identifier les pistes cyclables où un tel revêtement pourrait être utile. Dans un tel scénario, des installations d'éclairage à part ne seraient plus nécessaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce nouveau système d'autoéclairage?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que ce revêtement présente des avantages financiers et sécuritaires?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à installer des projets pilotes au Luxembourg utilisant cette nouvelle technologie?

- Dans le contexte de l'extension progressive du réseau des pistes cyclables au Grand-Duché, Monsieur le Ministre estime-t-il que les nouvelles pistes pourront bénéficier de ce nouveau type de revêtement?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Mes services ont connaissance de ce type de réalisation et le Service du laboratoire de l'Administration des ponts et chaussées a réalisé une recherche sommaire sur les matériaux utilisés dans les projets pilotes mentionnés par Messieurs les Députés.

Aux Pays-Bas, un projet artistique a été réalisé avec un coût de plus de 100.000 euros par cent mètres de piste. Tous les projets et solutions trouvés semblent relativement onéreux. Par conséquent, j'estime justifiable une application ponctuelle tout au plus à des lieux à haut potentiel touristique, notamment en centre urbain. En ce qui concerne l'aspect sécuritaire, il y a lieu de respecter la norme européenne EN 13201 qui demande des valeurs minimales pour l'éclairage vertical demi-cylindrique. Les premiers résultats de la recherche réalisée par le Service du laboratoire des Ponts et chaussées montrent que les matériaux mis en œuvre ne permettent pas une illumination complète de la chaussée et ne peuvent donc pas remplacer un éclairage classique.

En effet, ceux-ci correspondent plutôt à un «marquage lumineux». Les systèmes appliqués pour les projets pilotes à Cambridge et Eindhoven se présentent sous forme de granulats à intégrer dans une nouvelle couche de roulement ou sous forme d'enduisage à appliquer sur un revêtement déjà existant. Les coûts de mise en œuvre ne sont en aucune relation avec les coûts pour la réalisation d'un enrobé classique.

Comme à l'étranger les essais se font sur des bouts de route qui varient entre 100 m et 720 m, il faut conclure que cette technologie est toujours au stade expérimental et qu'il serait judicieux d'attendre le développement futur de ce revêtement. Le Service du laboratoire est disposé à procéder à des analyses plus détaillées.

L'aspect environnemental du produit mis en place doit être analysé pour éviter des effets nocifs lors de la mise en place et de l'enlèvement par rabotage ou autre procédé. Avant de pouvoir s'exprimer sur un éventuel projet pilote, l'Administration des ponts et chaussées envisage de se procurer les matériaux nécessaires afin de réaliser des essais à petite échelle. Aussi, les pistes cyclables autoéclairantes doivent être évaluées dans le contexte d'une pollution lumineuse de plus en plus abondante, ayant des impacts négatifs aussi bien sur les animaux nocturnes que sur la santé des hommes.

Question 2982 (11.05.2017) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **offices sociaux**:

Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a adressé une lettre aux offices sociaux demandant des réunions avec le commissaire du Gouvernement à l'action sociale afin de préparer les modalités de mise en œuvre de différentes dispositions du projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale. Dans cette lettre il est précisé que les agents exerçant au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative au revenu d'inclusion sociale la tâche de service régional d'action sociale telle que prévue à l'article 38 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et qui ne sont pas déjà engagés auprès d'un office social, bénéficient d'une priorité d'embauche en tant qu'agents régionaux d'inclusion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la procédure et les conditions que les agents des services régionaux d'action sociale doivent remplir pour accéder à la fonction d'agent régional d'inclusion?

- Qui devra supporter les frais supplémentaires au niveau du personnel? Est-ce qu'ils seront à charge des communes ou est-ce que l'État assumerait les coûts afférents?

- Les dispositions susmentionnées engagent-elles une demande supplémentaire en surface de bureau et, le cas échéant, qui doit supporter les coûts afférents?

Réponse (09.06.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

L'honorable Député fait état d'une lettre adressée aux offices sociaux et qui précise que les agents exerçant, au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative au revenu d'inclusion sociale, la tâche de service régional d'action sociale telle que prévue à l'article 38 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et qui ne sont pas déjà engagés auprès d'un office social, bénéficient d'une priorité d'embauche en tant qu'agents régionaux d'inclusion sociale.

La précision en question a trait à l'article 44 du projet de loi n°7113 relatif au revenu d'inclusion sociale, déposé à la Chambre des Députés le 27 janvier 2017, qui prévoit en effet une telle priorité d'embauche.

La procédure et les conditions à remplir par les agents visés par cette priorité d'embauche pour accéder à la fonction d'agent régional d'inclusion sociale se résument à une simple candidature au moment de la publication des annonces de postes d'agent régional d'inclusion sociale à pourvoir.

Quant à la prise en charge du coût de ces agents nouveaux, l'article 14 du projet de loi n°7113 prévoit que «l'État participe à leur financement».

Les agents en question devront avoir à leur disposition un bureau dans la région où ils exerceront leur mission. La prise en charge du coût afférent sera réglée par la convention prévue à l'article 14 précité.

Question 2983 (11.05.2017) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant l'**offre de services transfrontalière**:

Des entreprises établies à l'étranger offrent via des annonces publiées dans diverses publications au Luxembourg des services de soins à domicile. Elles proposent aux intéressés la mise à disposition de soi-disant aides-soignantes pour personnes dans le besoin (personnes âgées, malades ou dépendantes). Il se trouve que le personnel ainsi mis à disposition est loin d'être payé le salaire social minimum applicable au Luxembourg. Les entreprises concernées demandent par contre aux clients des tarifs tout à fait concurrentiels pour leurs services. Les salariées ne sont pas inscrites à la sécurité sociale, mais seraient assurées dans leur pays d'origine. Les clients ne peuvent pas négocier directement avec les personnes occupées, même s'ils désirent les occuper directement. Afin de prévenir tout contact approfondi avec le pays et les clients, les personnes sont remplacées régulièrement après des périodes de quelques mois, ce qui va à l'encontre du principe que les personnes âgées et dépendantes se trouvent mieux dans un environnement familial. Ils prennent ainsi en otage des personnes dépendantes nécessitant rapidement une assistance domestique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de telles pratiques?

- Ces pratiques sont-elles compatibles avec le droit luxembourgeois, voire la législation européenne?

- À défaut, ces pratiques n'aboutissent-elles pas à faire de la concurrence déloyale aux prestataires établis au Luxembourg?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils mettre un terme à de telles pratiques, dans la mesure où elles seraient entachées d'illegalité?

Réponse commune (22.06.2017) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les entreprises offrant des services de soins à domicile auprès de personnes dépendantes au Grand-Duché peuvent soit être établies au Luxembourg, soit être établies à l'étranger.

Au cas où les entreprises précitées sont établies à l'étranger, les salariés de ces dernières peuvent, conformément aux articles L.141-1 à L.144-10 du Code du travail, être détachés temporairement sur le territoire luxembourgeois en vue de pouvoir y effectuer des prestations de services pour autant qu'il existe une

relation de travail entre l'entreprise d'envoi et le salarié pendant toute la période de détachement.

Les détachements doivent avoir lieu dans le cadre d'un contrat de prestations de services portant sur un objet ou une activité précise limitée dans le temps et prenant fin avec l'exécution de l'objet du contrat.

Par ailleurs, l'entreprise détachante doit exercer une activité économique réelle et substantielle dans son pays d'origine.

Aussi, l'entreprise détachante est tenue de respecter diverses obligations visant à déclarer le détachement et à communiquer certains documents à l'ITM, et les salariés détachés doivent détenir un badge social.

L'application des dispositions légales sur le détachement aux salariés détachés vise à protéger ceux-ci contre toute discrimination en matière d'emploi, de rémunération et de conditions de travail et d'emploi par rapport aux ressortissants de l'État membre où ils sont détachés.

Les dispositions légales sur le détachement établissent un socle de conditions de travail et d'emploi clairement définies, garantissant une protection minimale de ces salariés, qui doivent être respectées par le prestataire de services dans l'État membre d'accueil.

Ainsi, les dispositions légales sur le détachement ont pour effet l'application territoriale du droit du travail luxembourgeois et de la législation sur la sécurité et la santé à l'égard de tous les salariés, à l'exclusion des règles relatives:

1) à l'exigence d'un contrat de travail écrit ou le document établi en vertu de la directive 91/533/CEE du 14 octobre 1991 relative à l'obligation de l'employeur d'informer le salarié des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail;

2) à la réglementation du travail à temps partiel et à durée déterminée;

3) aux conventions collectives de travail.

Pour la période du détachement, tout salarié détaché doit toucher au moins le salaire social minimum légal ou conventionnel s'il s'agit d'un secteur couvert par une convention collective déclarée d'obligation générale.

À noter que la méconnaissance par l'entreprise détachante des obligations relatives à la déclaration de détachement (article L.142-2), à la communication des documents requis (article L.142-3) ainsi qu'au non-paiement partiel ou total du salaire légal ou conventionnel dû aux salariés détachés ou de toute autre infraction aux dispositions d'ordre public visées à l'article L.010-1 du Code du travail (article L.281-1) est passible d'une amende administrative d'un montant compris entre 1.000 et 5.000 euros par salarié détaché et entre 2.000 et 10.000 euros en cas de récidive commise dans le délai de deux ans à compter du jour de la notification de la première amende. Le montant total de l'amende ne peut être supérieur à 50.000 euros.

Par conséquent, ces pratiques des entreprises offrant des services de soins à domicile auprès de personnes dépendantes du Grand-Duché sont compatibles avec le droit luxembourgeois, voire la législation européenne, pour autant que ces entreprises précitées respectent les dispositions y relatives.

À défaut de respect des dispositions précitées, ces pratiques aboutissent à faire de la concurrence déloyale aux prestataires établis au Grand-Duché de Luxembourg, concurrence déloyale qui est notamment combattue par l'ITM.

À noter toutefois qu'en ce qui concerne les contrôles de l'ITM dans les locaux destinés à l'habitation, il ne peut, conformément à l'article L.614-3 du Code du travail, être procédé à une visite domiciliaire qu'entre six heures et demie et vingt heures par au moins deux inspecteurs du travail et uniquement en vertu d'un mandat du juge d'instruction.

En ce qui concerne la lutte contre le dumping social en général, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées, au début de l'année 2016, à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Compte tenu des ressources humaines disponibles, le nombre total de contrôles réalisés en 2016 ciblant spécifiquement des situations de détachement s'élevait à 285 contrôles d'entreprises étrangères. Par suite des différents contrôles effectués, 148 injonctions de mise en conformité ont été notifiées à l'encontre des entreprises étrangères.

Suite aux injonctions précitées, 96 entreprises étrangères ont régularisé leur situation en matière de détachement et 52 amendes administratives pour un montant total de 219.500 euros ont été infligées à l'encontre d'entreprises détachantes n'ayant pas donné de suites en-dehors le délai imparti aux injonctions qui leur ont été notifiées par l'ITM conformément à l'article L.614-13 du Code du travail.

Suite à la notification des amendes administratives, 28 entreprises étrangères ont formé opposition à l'encontre desdites décisions en-dehors un délai de 15 jours conformément à l'article L.614-13, ce qui a eu pour effet de décharger les entreprises étrangères du paiement d'un montant total de 49.000 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à 24 régularisations salariales en vue d'aligner les salaires versés aux salariés détachés aux tarifs minimaux légaux et conventionnels en vigueur au Luxembourg.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2017, le nombre total de contrôles ciblant spécifiquement des situations de détachement s'élevait à 747 contrôles, dont 304 contrôles ont permis de constater la présence de salariés détachés sur le territoire luxembourgeois. Sur les 304 contrôles en matière de détachement de salariés, 272 injonctions de mise en conformité ont été notifiées à l'encontre des entreprises étrangères.

Suite aux injonctions précitées, 167 entreprises étrangères ont régularisé leur situation en matière de détachement et 105 amendes administratives pour un montant total de 468.500 euros ont été infligées à l'encontre d'entreprises détachantes n'ayant pas donné de suites en-dehors le délai imparti aux injonctions qui leur ont été notifiées par l'ITM conformément à l'article L.614-13 du Code du travail.

Suite à la notification des amendes administratives, 81 entreprises étrangères ont formé opposition à l'encontre desdites décisions en-dehors un délai de 15 jours conformément à l'article L.614-13, ce qui a eu pour effet de décharger les entreprises étrangères du paiement un montant total de 192.000 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à 154 régularisations salariales en vue d'aligner les salaires versés aux salariés détachés aux tarifs minimaux légaux et conventionnels en vigueur au Luxembourg.

L'entrée en vigueur de la loi du 14 mars 2017 portant modification du Code du travail permet de renforcer considérablement les moyens de contrôle en matière de détachement de salariés et de sanction des autorités de contrôle concernées, à savoir les agents de l'Administration des douanes et accises, les officiers et agents de la Police grand-ducale et les membres de l'Inspection du travail et des mines.

Actuellement, les actions communes entre l'ITM, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises ont donc pour effet de générer des résultats concrets en matière de prévention et de contrôles, mais également en matière de sanctions à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas les dispositions légales relevant du champ de compétences des différentes administrations concernées.

Question 2984 (11.05.2017) de M. Léon Gloden (CSV) concernant la simplification administrative:

Il me revient que lors d'un changement d'une société d'une forme juridique en une autre forme juridique nécessitant partant une nouvelle autorisation d'établissement, les personnes doivent encore faire des démarches spécifiques auprès des différentes administrations (Centre commun, TVA, etc.) pour les informer du changement de la forme juridique.

Dans l'optique d'une simplification administrative, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre ne considèrerait-il pas que dans une perspective de simplification administrative et de la politique du guichet unique prônée par le Gouvernement, il n'y a pas lieu de simplifier les procédures dans le sens qu'une fois la procédure ayant abouti auprès d'une administration, celle-ci devra informer automatiquement les autres administrations pour que les démarches administratives successives à accomplir se fassent automatiquement?

Réponse (26.06.2017) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Je demande régulièrement à mes services de procéder à une revue des procédures administratives afin de pouvoir les simplifier au bénéfice tant de l'administré que de mes propres services. Ainsi, le Ministère de l'Économie parti-

cipe activement à l'initiative «Einfach Lëtzebuerg» lancée par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative avec neuf projets (<http://www.fonction-publique.public.lu/fr/modernisation-etat/einfach/index.html>). Dans ce cadre, la publication de l'ensemble des autorisations d'établissement a été une des premières mesures qui a été mise en œuvre via le guichet entreprises (<http://www.guichet.public.lu/entreprises/fr/index.html>).

La suggestion de simplification administrative faite par l'honorable Député dans sa question parlementaire va dans le sens d'une information des autres administrations par le Ministère de l'Économie et non par la société lorsque celle-ci change de forme juridique. Cette suggestion s'inscrit parfaitement dans l'initiative «Einfach Lëtzebuerg».

Je partage entièrement l'approche préconisée par l'honorable Député. Mes services sont d'ores et déjà en train de déterminer la meilleure façon de mettre en œuvre cette mesure d'un point de vue pratique et d'évaluer si cette mise en œuvre nécessite des changements législatifs ou réglementaires.

Question 2985 (11.05.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le couloir de bus:

Anscheinend ass Busspur net gläich Busspur. Et hänkt vun engem klengen Zousazschëld (6aa), wat ee liicht kann iwwersinn, of, ob nieft regelméissege Bussen a Schoulbussen och aner Gefierer (Taxien, Ambulanzen, Dokter am Asaz, Bussen an Autocare vu Fuerschoulen a fir Führerschäinsexamen a Chauffeursformationen, Panzerwee vun Geldtransport an hir Escortegefierer) dës dierfe benotzen. An deem Kontext wëllt ech dem Här Transportminister dës Fro stellen:

1. Wäre et net méi onkomplizéiert, d'Buspure schëld (D10) fir de gesamte motoriséierten öffentliche Transport gëllen ze looszen, also Bussen, Schoulbussen, Touristebussen, Navetten, Taxien am Dénsgscht?

2. Ginn et am Abléck Busspuren, bei deenen den Zousaz vun Schëld 6aa am betreffende Reglement just vergiess ginn ass, wéi anscheinend schonn op Nofro beim Ministère argumentéiert gouf?

3. Wären am Artikel 107 vum Code de la route bei déi Lëscht vun de Gefierer, déi an där éischter Fro uewen opgezielt sinn, net op d'mannst och Policegefierer, déi net am Eildénsgscht sinn, derbäisesetzen, wat sécher déi dënn Personaldecke vun eisen Uerdnungskräfte géng e bessen entlaaschten, wa si manner géngen am Stau stoen?

4. Ass de Minister net der Meenung, datt esou eng eenheetlech Regelung méi Rechtssicherheit géng schaffen, eng administrativ Vereinfachung géng duerstellen an de Leit am Verkéier d'Liewe géng erlichteren?

5. Gesäit de Minister net grad bei den Taxien och de Virdeel, datt de Fuerprais méi clientsfrëndlech ka ginn, wann déi Gefierer manner Zäit tëschent a wärend hire bezuelten Trajete géngen am Stau stoen?

Réponse (03.07.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

D'Busspur erfüllt den Zweck, den öffentliche Transport ze bevirdelegen an dofir dierfen nëmme Gefierer, déi am Kader vum öffentlichen Transport ënnerwee sinn, dës Spur benotzen.

D'Buspure sinn duerch den Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route) an d'Loi du 29 juillet 2004 portant sur les transports publics eenheetlech geregelt.

Speziell den öffentlichen Transport an do duerch déi entsprechend Gefierer, wéi Linnen a Schoulbussen, sinn am Gesetz vun 2004 iwwert den öffentlichen Transport genau definiert. Kommerziell Geleeënheitsservicer, wéi se vun Taxien, privaten Navetten oder Touristebussen ugebuede ginn, falen net ënner d'Definition vum öffentlichen Transport.

Dës Servicer generell zouzeloosse géif bedeiten, d'Buspure méi ze belaaften, zuongonschte vum öffentlichen Transport, deen der Allgemeinheit vum Stat, vun de Gemengen oder Gemengesyndikater ugebuede gëtt.

Ënner verschiddene Konditionen ass et méiglech, dass och aner Gefierer op der Busspur fueren dierfen.

D'Police kann, duerch den Artikel 39 vum Code de la route, zu all Moment d'Buspure benotzen, wa si am Eildénsgscht ass.

D'Taxie sinn e kommerziellen Dénsgscht an net generell mam öffentlichen Transport gläichzesetzen. Dem Fait, dass den Taxi keen Individualtransport ass, gëtt duerch d'Méiglechkeet, verschidden Tronçonnen, déi sech ubidden, fir den Taxi ze autoriséieren, Rechnung gedroen.

Busspuren, wou d'Zousazschëld 6aa net reglementéiert ass, sinn dem Ministère ablécklech net bekannt.

Question 2987 (12.05.2017) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant l'inventaire scientifique du Service des sites et monuments nationaux:

Le rapport d'activités 2016 du Service des sites et monuments nationaux (SSMN) fait mention du lancement de l'inventaire scientifique du patrimoine bâti digne de protection nationale. Selon ce rapport, 130 objets ont été inventoriés par des experts dans la commune de Larochette, dont 67 ont une valeur patrimoniale nationale. Il y est également mentionné la publication portant le titre suivant: «Nationale Inventarisierung der Baukultur im Großherzogtum Luxemburg - Kanton Mersch/Gemeinde Larochette». Or, il me revient que ladite publication n'a pas été publiée à ce jour.

Le Directeur du SSMN et le Secrétaire d'État à la Culture avaient déjà cité ledit inventaire lors d'une interview accordée à la «Radio 100,7» le 11 janvier 2017. Le directeur parlait cependant de 230 maisons qui seront protégées dans le PAG de la commune de Larochette, dont 64 présentent un «intérêt national de protection» selon les experts. Le Secrétaire d'État à la Culture n'a cependant pas pu confirmer qui de la commune ou de l'État sera responsable de la mise en œuvre des conclusions de cet inventaire.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le nombre exact d'objets inventoriés dans la commune de Larochette et combien parmi eux présentent une valeur patrimoniale nationale?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la publication concernant l'inventaire scientifique de la commune de Larochette n'a pas encore été publiée et me renseigner, si tel n'est pas le cas, sur la forme et la date de parution de celle-ci?

- Monsieur le Ministre peut-il affirmer que l'inventaire scientifique a déjà été mis en pratique par l'administration communale de Larochette? Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, me préciser les conséquences juridiques impliquées par l'inventaire en question?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de préciser qui, entre les communes et l'État, sera responsable de la mise en œuvre de l'inventaire scientifique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des inventaires scientifiques ont déjà été entamés voire réalisés dans d'autres communes?

Réponse (06.06.2017) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture:

Le Ministère de la Culture et le Service des sites et monuments nationaux ont lancé les travaux en relation avec l'inventaire scientifique du patrimoine architectural digne de protection au regard de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Ainsi sur base des données issues du repérage effectué dans le cadre de l'élaboration du plan d'aménagement communal (PAG) et suite à de nombreuses visites de terrain et de recherches approfondies 67 objets ont été inventoriés pour la commune de Larochette.

Une présentation publique avec une publication subséquente de l'inventaire scientifique de la commune de Larochette est prévue d'ici l'automne.

D'après nos informations, 55 objets repris à l'inventaire scientifique bénéficient d'une protection au niveau de la commune de Larochette. Par ailleurs 13 objets inventoriés bénéficient d'ores et déjà d'une protection au regard de ladite loi de 1983.

Quant aux effets juridiques attachés à l'inventaire scientifique, il convient de préciser qu'actuellement la loi ne prévoit pas de tels effets juridiques. L'inventaire scientifique constitue donc un «instrument de reconnaissance» des

objets dignes de protection et qui permet au Ministère de la Culture de procéder, le cas échéant, à la protection juridique de ces objets selon les dispositions prévues par ladite loi de 1983.

À l'heure actuelle, l'inventaire scientifique se poursuit dans le canton de Mersch. Ainsi, le patrimoine bâti de la commune de Fischbach sera sous peu entièrement inventorié et documenté.

Question 2992 (15.05.2017) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **commande musicale pour la Fête nationale 2017**:

La Fédération luxembourgeoise des auteurs et compositeurs (FLAC) s'est, dans une lettre ouverte, insurgée contre la commande musicale que Monsieur le Premier Ministre et Ministre de la Culture aurait passé à une entreprise établie au Luxembourg, qui commercialise un logiciel de composition musicale robotisée, et ce alors qu'il s'agit d'une commande du Gouvernement pour les festivités de l'acte officiel de la Fête nationale du 23 juin 2017 à la Philharmonie.

Considérant qu'il s'agit d'une commande officielle à l'occasion de la cérémonie solennelle de la Fête nationale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations de la FLAC?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont amené Monsieur le Ministre à confier une telle œuvre compositrice officielle à une intelligence artificielle?

- Est-il correct que cette composition est destinée à être interprétée lors de l'acte officiel de la Fête nationale à la Philharmonie? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que pour les cérémonies de la Fête nationale, il faille passer une commande à une compositrice ou un compositeur du Luxembourg, non seulement parce qu'il y a association d'un être humain, mais aussi parce qu'il s'agit d'une occasion parfaite de promotion de nos talents artistiques et musicaux, mission qui incombe au Gouvernement entier et plus particulièrement encore au Ministre de la Culture?

- Monsieur le Ministre estime-t-il adéquat de faire interpréter une composition générée de façon automatisée par l'OPL, que ce soit à l'occasion d'un acte solennel ou de façon générale?

- Quelles sont les raisons qui ont incité Monsieur le Ministre à donner priorité à ses attributions de Ministre des Communications et des Médias au détriment de celles de Ministre de la Culture?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le coût associé à la passation de la commande à un logiciel de composition musicale robotisée?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser comment les auteurs-compositeurs furent choisis l'année passée et selon quels critères? Quelle sera la procédure applicable pour les années à venir?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la musique du futur sera composée par l'intelligence artificielle?

Réponse (08.06.2017) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

Une œuvre musicale a été commandée auprès de AIVA (Artificial intelligence virtual artist) et la représentation musicale de cette œuvre est prévue dans l'avant-programme de la cérémonie à l'occasion de la Fête nationale à la Philharmonie. AIVA est une start-up luxembourgeoise qui a développé un programme de composition algorithmique et un des fondateurs est reconnu comme compositeur auprès de la SACEM sous le pseudonyme AIVA. Le coût de cette commande s'élève à 1.500 euros.

Le Luxembourg étant un pays de la création artistique et en même temps un pays innovateur et une référence mondiale au niveau des nouvelles technologies, il est clair que ces deux caractéristiques peuvent parfaitement coexister. Les festivités organisées à l'occasion de la Fête nationale se prêtent particulièrement bien à mettre en évidence la richesse de l'esprit créateur que notre pays promet dans tous les secteurs. La musique du futur ne sera certainement pas composée en exclusivité par l'intelli-

gence artificielle, mais elle peut être un complément intéressant.

Lorsque le Gouvernement a introduit, en 2014, la cérémonie officielle à l'occasion de la Fête nationale, il lui tenait à cœur de réserver une place importante à la scène musicale luxembourgeoise, notamment en réservant une place particulière au patrimoine musical luxembourgeois. Dès le début, des arrangements qui mettent en valeur le répertoire des chansons traditionnelles ont été commandés, l'OPL et des solistes luxembourgeois ont joué un rôle central. La programmation musicale de la cérémonie est élaborée sur proposition du directeur du Conservatoire de musique de la ville de Luxembourg, en collaboration avec le Ministère de la Culture et la Philharmonie. Un critère primordial est la combinaison des styles et des formes. Cette année, une place importante sera à nouveau réservée à la création luxembourgeoise. Le programme prévoit notamment une composition originale de Pascal Schumacher et un arrangement de la part de Ivan Boumans qui rendra hommage à Edmond de la Fontaine.

De manière plus générale, il est à souligner que le Ministère de la Culture a substantiellement développé sa politique de commandes musicales ces dernières années.

| Année | Commandes publiques œuvres musicales |
|----------------------|--------------------------------------|
| 2012 | 2 |
| 2013 | 4 |
| 2014 | 5 |
| 2015 | 14 |
| 2016 | 7 |
| 2017 (janvier - mai) | 10 |

Récemment, une entrevue a eu lieu entre mes services et la Fédération luxembourgeoise des auteurs et compositeurs (FLAC) lors de laquelle a été abordé le sujet des commandes publiques.

Question 2993 (16.05.2017) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant l'**élection des membres du Conseil national pour étrangers**:

Le Conseil national pour étrangers (CNE) est un organe de consultation du Gouvernement créé par la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers. Les 34 membres effectifs que compte le CNE ainsi que les 34 membres suppléants sont élus tous les cinq ans sur base d'un règlement grand-ducal de 1995 et modifié en 2007. Conformément à l'article 12 de ce règlement l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) est obligé de faire un appel aux candidatures au moins 40 jours avant la date fixée pour le scrutin. Or, la prochaine élection du CNE est fixée au 12 juin 2017, mais un appel aux candidatures n'a toujours pas été publié par l'OLAI.

Dès lors j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Pourquoi cet appel aux candidatures pour le Conseil national pour étrangers n'a-t-il pas été lancé dans les délais imposés par le règlement grand-ducal précité?

Réponse (13.06.2017) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La date du scrutin pour l'élection des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers a été fixée au 8 juillet 2017.

Tel que prévu par l'article 9 du règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalités, l'appel aux candidatures a été publié, à partir du 27 mai 2017, dans les quotidiens (Tageblatt, Le Quotidien, Luxemburger Wort, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek, l'Essentiel) et dans les hebdomadaires (Woxx, Lëtzebuurger Land, Le Jeudi, Contact).

Le délai de publication d'au moins 40 jours avant la date du scrutin a donc été respecté.

Question 2994 (16.05.2017) de **MM. Henri Kox et Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant la **production de lait au Luxembourg**:

L'agriculture luxembourgeoise est une agriculture qui dépend largement de la production de viande et de produits laitiers. Environ 50% de notre production agricole est d'origine animale. Selon les rapports du Service d'économie rurale (SER), 346.300 tonnes de lait ont été produites au Luxembourg en 2015, dont 0,68% de lait issu de l'agriculture biologique. En 2016, plus de 370.000 tonnes de lait ont été produites.

Étant donné que la production de lait ne cesse de croître, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Quel pourcentage de la production nationale de lait a été exporté en 2014, en 2015 et en 2016? Veuillez également ventiler le tonnage exporté par type de produit (lait, lait en poudre, yaourts, fromages...).

- Quelle fut pour ces mêmes années la proportion de lait et de produits laitiers «conventionnels» par rapport à la quantité totale exportée?

- Combien de lait a été importé en 2014, en 2015 et en 2016 et quelle fut pour ces mêmes années la proportion de lait et de produits laitiers bio par rapport à la quantité totale importée?

Réponse (16.06.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Les statistiques relatives à la production de lait de vache au stade de production primaire sont établies par le Service d'économie rurale et publiées sur son site Internet <http://www.ser-public.lu/statistik/tierproduktion/index.html>. En 2016, la part de la production de lait de vache biologique par rapport à la production totale de lait de vache au Luxembourg est de 0,69%.

En ce qui concerne les exportations des produits laitiers, les statistiques du commerce extérieur sont établies par le Statec à partir des données fournies par les opérateurs des secteurs secondaire (transformation) et tertiaire (distribution). Elles se rapportent à des produits ayant subi au moins une étape de transformation (stades ultérieurs au stade de production agricole primaire).

Une mise en relation des données sur la production agricole primaire de lait avec les données sur les exportations de lait et produits laitiers issues des statistiques du commerce extérieur n'est pas possible. Les deux séries de données se rapportent à des produits qui ne se trouvent pas au même stade dans la chaîne de valorisation du lait (produit primaire d'une part, produits transformés d'autre part). Les données relatives aux exportations des différents produits laitiers devraient donc être converties en équivalents lait pour être comparables avec les données de la production primaire de lait. Or, il n'existe pas de méthode harmonisée pour établir ces équivalences. Par ailleurs, les importations de lait et produits laitiers empêchent la comparaison directe des exportations de lait et produits laitiers avec la production agricole primaire de lait.

Une grande partie de la production agricole de lait du Luxembourg est destinée à être exportée en vrac sous forme de produit non transformé (lait cru) ou de produits ayant subi seulement une première transformation (lait concentré, crème, lait écrémé). Une estimation à partir des informations des laiteries sur la collecte et l'utilisation du lait montre que les exportations de lait et crème en gros s'élèvent à 53,6% en 2014, à 57,7% en 2015 et à 63,5% en 2016 par rapport à la production agricole primaire de lait. Une estimation séparée pour le lait cru biologique et les produits laitiers biologiques ne peut pas être réalisée, car les données font objet de clause de confidentialité, puisque le nombre d'opérateurs concernés est inférieur à trois. Toutefois, le lait cru biologique a aussi bien été exporté en dehors du Grand-Duché qu'importé vers le Grand-Duché de Luxembourg.

En ce qui concerne la deuxième et troisième question relative aux proportions de lait et de produits laitiers conventionnels et biologiques parmi les quantités exportées et importées, une distinction entre les produits du mode de production biologique et les produits dits «conventionnels» n'est pas opérée au niveau de la nomenclature combinée (NC) de l'Union européenne applicable pour le classement des échanges intracommunautaires et des échanges avec les pays tiers de marchandises. Il n'est donc pas possible de ventiler les exportations et importations de produits agricoles et

alimentaires en produits biologiques d'une part et produits dits «conventionnels» d'autre part.

Les tableaux ci-dessous fournis par le Statec renseignent sur les exportations et importations totales des principales catégories de lait et produits laitiers au cours des années 2014 à 2016. À noter, qu'il n'est pas exclu, que des importations de produits laitiers ne soient pas destinées à la consommation, mais à la réexportation vers des autres pays de l'Union européenne ou des pays tiers.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2995 (16.05.2017) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **formation des sapeurs-pompiers**:

Il est évident que l'émergence des véhicules à énergies alternatives (électriques, hybrides, gaz) et l'augmentation des installations de panneaux photovoltaïques ou de biogaz ont diversifié, voire renforcé les exigences auxquelles les intervenants doivent répondre en cas d'incendie.

Partant, il devient de plus en plus important que les services de secours puissent suivre régulièrement des formations spécifiques afin d'adapter les procédés d'extinction d'incendies et de connaître les risques qui y sont associés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- D'une manière générale, existe-t-il des formations spécifiques aux nouvelles technologies pour les sapeurs-pompiers volontaires?

- Dans l'affirmative, combien de fois par année cette formation est-elle offerte? S'agit-il d'une formation obligatoire?

- Combien de sapeurs-pompiers volontaires y ont déjà assisté?

- Qu'en est-il de la demande? Y a-t-il éventuellement une liste d'attente? Est-ce que les chefs de groupes et les chefs de groupe adjoints bénéficient d'un traitement prioritaire?

- Monsieur le Ministre entend-il diversifier davantage l'offre de formation des sapeurs-pompiers volontaires?

Réponse (21.06.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Comme le fait remarquer à juste titre l'honorable Député, l'émergence de nouvelles technologies n'est pas toujours sans problème pour les agents des services de secours qui doivent assurer leurs missions dans des conditions de sécurité optimales.

Les problématiques liées aux installations de panneaux photovoltaïques, de biogaz ou encore aux matériaux utilisés lors de la construction de maisons à basse consommation d'énergie sont thématiques dans le cadre des différentes formations en matière de lutte contre les incendies.

En ce qui concerne les véhicules à énergies alternatives, la thématique est intégrée dans le cours de formation préparant au brevet d'aptitude de secouriste-sauveteur.

Les cours susmentionnés sont organisés trois à quatre fois par an dans les écoles respectives. Par ailleurs, les sujets sont également abordés dans le cadre des formations continues au niveau des centres d'incendie et de secours.

Le brevet d'aptitude du deuxième degré portant sur les techniques de lutte contre l'incendie (BAT2) est nécessaire pour tout pompier qui souhaite occuper la fonction de chef de section. Le brevet d'aptitude de secouriste-sauveteur est obligatoire pour tout secouriste-sauveteur.

Il existe une forte demande de la part des membres des services de secours de pouvoir participer aux formations offertes par l'École nationale du service d'incendie et de sauvetage et l'École nationale de la protection civile, qui en général, peut être satisfaite.

Concernant la diversification de l'offre de formation, il y a lieu de remarquer que de nombreuses initiatives ont déjà vu le jour au cours des deux dernières années (formations concernant la chaîne de commandement, inondations, feux de forêts et de broussailles, first responder, etc.). La formation des membres des services de secours est un des éléments clés de la réforme des services de secours. La création de l'Institut national de formation des secours (INFS) et la mise en place d'un corps d'instructeurs professionnels et volontaires permettra de préparer les pompiers aux multiples missions qui les attendent. La diversification de la formation va bien évidemment être poursuivie avec

de nouvelles possibilités dès la mise en service du plateau technique au Centre national d'incendie et de secours.

Question 2996 (16.05.2017) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**internat du «Sportlycée»**:

Das Sportlycée in Fetschenhof/Cents bietet in seinem Internat momentan 24 Schülern Platz. Aufgrund des erhöhten Trainingspensums der Schüler des Sportlycée wäre eine gute Internatinfrastruktur für viele Schüler angebracht. Wegen der direkten Nähe würde der Bau eines solchen Internats nur auf dem Gelände des INS Sinn ergeben. Laut den Verantwortlichen der Verwaltung für öffentliche Bauten ist es aktuellen Studien zufolge jedoch nicht möglich, ein solches Gebäude auf dem Standort INS zu errichten.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Können die Minister die Aussagen der Verwaltung für öffentliche Bauten bestätigen?

- Wenn ja, was heißt dies für den Standort des Sportlycée auf Fetschenhof/Cents?

- Hat die Regierung eine Vision bezüglich eines anderen Standorts für das Sportlycée mitsamt Internat?

- Wie ist die aktuelle Belegung des Internats?

- Wie wird festgelegt, welche Schüler einen Platz im Internat bekommen?

Réponse commune (21.06.2017) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Was den Bau eines Internatsgebäudes in der Nähe des „Institut National des Sports (INS)“ betrifft, so lässt sich nach jetzigem Stand ein den Bedürfnissen entsprechendes Internatsgebäude nicht auf diesem Gelände errichten, weil sich auf den noch freistehenden Flächen denkmalgeschützte Festungsüberreste befinden.

Um dennoch eine möglichst gute Lösung für den Standort des Internats zu finden, ist die Verwaltung für öffentliche Bauten in Kontakt mit der Stadt Luxemburg zwecks Ausweichmöglichkeiten in der Nähe des INS.

Darüber hinaus wird der Standort des Sportlycée nicht in Frage gestellt, weil davon auszugehen ist, dass ein passendes Grundstück für das Internat in der Nähe gefunden wird.

Die aktuelle Belegung des Internats ist mit 24 Plätzen maximal ausgeschöpft, so wie das jedes Jahr der Fall ist. Letztes Jahr mussten 8 Schüler abgelehnt werden, da die maximale Kapazität bereits erreicht war. Für das kommende Schuljahr befürchten wir eine noch größere Anzahl von Schülern ablehnen zu müssen.

Kriterien zur Festlegung eines Platzes im Internat sind unter anderem die Entfernung zum Wohnort, beziehungsweise die Anbindung an den öffentlichen Transport, das sportliche Niveau des Schülers, die Trainingssituation und der Trainingsaufwand sowie aber auch die persönliche Situation des Sportlers und seiner Familie. Des Weiteren wird versucht, das Internat die ganze Woche über maximal zu belegen und somit haben im Prinzip auch jene Schüler Vorrang, welche die ganze Woche das Internat benutzen, gegenüber Sportlern, welche bloß ein oder zwei Nächte pro Woche dort verbleiben.

Question 2997 (16.05.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **permanences et urgences pédiatriques**:

Depuis juillet 2015 une maison médicale pédiatrique fonctionne dans l'enceinte de la Kannerklinik à Luxembourg. La maison médicale pédiatrique offre un service de continuité des soins primaires pédiatriques. Ce service est assuré par l'ensemble des pédiatres libéraux du territoire, selon le modèle des maisons médicales. La maison médicale pédiatrique garantit un accès à des consultations pédiatriques en dehors des plages horaires des cabinets des pédiatres pour les enfants dont la situation ne requiert pas une prise en charge dans un environnement hospitalier. Les locaux de la maison médicale pédiatrique sont ouverts au public de 9.00 h à 22.00 h pendant la semaine et de 9.00 h à 21.00 h pendant le week-end et les jours fériés.

L'accueil de la Kannerklinik et de la maison médicale pédiatrique ont lieu au même guichet et

les patients sont orientés selon le degré de gravité vers les urgences de la Kannerklinik ou vers un pédiatre de la maison médicale.

Selon un reportage télévisé diffusé hier soir, les temps d'attente pour la prise en charge sont énormément longs et l'organisation entre Kannerklinik et maison médicale pédiatrique semble compliquée et chaotique. Selon une responsable de la Kannerklinik, ce fait serait dû à un manque de personnel soignant et médical.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la situation telle que décrite ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de cette situation intolérable?

3. Le Gouvernement entend-il intervenir afin de remédier au manque de personnel médical et soignant à la Kannerklinik?

Réponse (15.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1. La Kannerklinik héberge en son sein le service d'urgence pédiatrique, qui est un service hospitalier prenant en charge les cas d'urgence graves tout comme les cas moins graves concernant les enfants, et ce 24h/24 et 7j/7. Ce service hospitalier fonctionne avec du personnel hospitalier, c'est-à-dire des médecins hospitaliers ainsi que des professionnels de santé hospitaliers.

Pour des raisons pratiques, la Kannerklinik héberge, depuis juillet 2015, également en son sein une maison médicale pédiatrique (qui est n'est pas un service hospitalier mais un cabinet médical pédiatrique) ouverte uniquement de 19.00 h à 22.00 h pendant la semaine et de 9.00 h à 21.00 h pendant le week-end et les jours fériés. Cette maison médicale pédiatrique ne fonctionne ni avec des médecins hospitaliers ni avec du personnel hospitalier, mais avec la majorité des médecins pédiatriques libéraux du pays qui, à tour de rôle, y prennent en charge, les soirées, les week-ends et les jours fériés, des enfants ne relevant pas réellement des urgences hospitalières.

Tous les patients accueillis à la Kannerklinik sont vus et évalués par une infirmière d'accueil et d'orientation qui, en fonction du degré de gravité présenté par le jeune patient et des disponibilités de la maison médicale pédiatrique, l'oriente vers celle-ci ou vers les urgences pédiatriques. Cette infirmière fait partie du personnel soignant de la Kannerklinik.

La maison médicale pédiatrique établie dans les locaux de la Kannerklinik a accueilli 9.424 patients en 2016. La durée d'attente des patients dans les locaux de consultation de la maison médicale pédiatrique n'est pas connue.

De son côté, le service d'urgences pédiatriques de la Kannerklinik a accueilli 32.419 patients en 2016. Les délais d'attente et les temps de séjour dans le service d'urgence pédiatrique sont systématiquement mesurés. L'analyse de ces délais doit tenir compte du degré d'urgence, mesuré selon une échelle de tri qui permet de différencier les urgences en cinq catégories allant de l'urgence absolue (classée U1 selon l'échelle de triage internationale utilisée) à la demande de consultation non urgente (classée U5 selon cette même échelle), cette dernière catégorie y étant uniquement prise en charge lorsque la maison médicale pédiatrique est fermée.

Concernant le temps d'attente, en 2016, les urgences classées U1 ont toutes été prises en charge sans délai, le temps d'attente moyen a été de 40 minutes pour les urgences classées U3 et de 1 heure 12 minutes pour les urgences classées U5.

Le temps de séjour moyen dans le service (incluant le temps d'attente, de l'examen clinique, de la réalisation, si nécessaire, d'examen complémentaires, de l'attente des résultats et du compte rendu) a été de 2 heures 34 minutes en 2016.

Ces chiffres moyens permettent de réfuter l'affirmation selon laquelle les temps d'attente au service d'urgence pédiatrique de la Kannerklinik sont trop longs; la réalité du reportage pour le patient concerné n'est pas le reflet de la situation moyenne, objectivement et systématiquement mesurée.

Au contraire, le Ministère de la Santé considère que la proximité de la maison médicale pédiatrique et du service d'urgence pédiatrique au sein d'une même enceinte architecturale constitue un avantage pour les patients en permettant complémentarité et continuité des soins. Les patients peuvent ainsi sans risque ni perte de temps passer d'une structure à l'autre et bénéficier de la prise en charge la plus adaptée à leur cas.

ad 2. Dans une volonté permanente d'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients dans les services d'urgence des établissements hospitaliers, une étude conjointe du Ministère de la Santé et de la Caisse nationale de santé concernant les urgences, dont celles de la Kannerklinik, est en cours de réalisation. Cette étude a pour objectif de déterminer s'il existe des difficultés avérées identifiables dans les services d'urgence et de rechercher des solutions efficaces à ces difficultés.

ad 3. Il n'existe actuellement pas de norme nationale réglementant le nombre de médecins nécessaires dans un service d'urgence, adulte ou pédiatrique, en fonction du nombre de patients qui y sont pris en charge.

Question 2998 (16.05.2017) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**éligibilité pour les élections communales**:

L'article 192 de la loi électorale stipule que, pour être éligible, il faut «3° avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est à dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature».

Dans son arrêt n°20835 du 23 novembre 2006, la Cour administrative statue que «les conditions d'éligibilité tiennent à des droits démocratiques fondamentaux dans un État de droit où la liberté d'être élu est le principe, emportant que les restrictions à cette liberté, dont les incompatibilités sont l'exception. [...] L'État de droit n'existe que si le citoyen peut se fier à la lettre du texte de la loi, dans la mesure où celui-ci est clair et précis, cette règle générale, protectrice des droits et intérêts du citoyen, doit trouver sa limite lorsque l'application littérale du texte de loi aboutirait à une situation absurde ou lorsque des termes différents se trouvent être synonymes sinon recouvrent une situation de fait identique, voire essentiellement analogue.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quelle est la définition de la notion «résidence habituelle» dans le cadre des conditions d'éligibilité pour les élections communales?

- Quels sont les moyens de preuve admissibles de la résidence habituelle?

- Est-ce que la date figurant sur la déclaration d'arrivée auprès de la commune est le seul moyen de preuve, à l'exclusion d'autres moyens de preuve, pour la détermination du délai des six mois de résidence habituelle?

Réponse (15.06.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Dans le cadre de sa question au sujet des conditions d'éligibilité pour les élections communales, l'honorable Député indique que l'article 192-3° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit que pour être éligible, il faut «avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature».

Je tiens à ajouter dans ce contexte que l'article 10 de la loi précitée établit le domicile électoral de chaque citoyen au lieu de sa résidence habituelle en précisant que ce lieu est celui où il habite d'ordinaire. Partant, la notion de résidence habituelle dans le sens de la loi électorale s'entend comme le lieu géographique où la personne concernée habite. L'habitation est une notion de fait portant sur la résidence effective et continue du citoyen. Cette résidence peut être déduite de l'inscription sur les registres national et communaux des personnes physiques suite à une déclaration d'arrivée effectuée par l'administré.

Toutefois, l'article 10 de la loi électorale admet que pour la détermination du domicile électoral, la preuve de la résidence habituelle peut être apportée par tous les moyens tels que des factures d'électricité, d'eau et d'abonnement à des services de télécommunication ainsi que des contrats de bail, des attestations testimoniales, etc.

Je tiens finalement à rappeler que les déclarations de candidatures sont reçues par le président du bureau principal de chaque commune.

Question 2999 (16.05.2017) de **M. Lex Delles** (DP) concernant les **taux d'intérêts négatifs appliqués à partir du 1^{er} juillet 2017 par POST Luxembourg**:

Ces jours, les communes ont été informées par POST Luxembourg qu'à partir du juillet 2017 des taux d'intérêts négatifs seront appliqués pour les soldes créditeurs au-delà d'un million d'euros. Le taux en question sera de -0,40% dans un premier temps.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Les ministres ont-ils connaissance de ces faits?

- À ce moment, toute dotation financière de la part de l'État doit être versée sur un compte auprès de l'entreprise en question. Au vu des changements annoncés, les ministres estiment-ils qu'il serait opportun de lever cette obligation afin d'éviter des frais inutiles aux communes?

Réponse commune (12.06.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les dotations financières de l'État au bénéfice des administrations communales continueront à être versées par le biais du CCP. Selon des informations reçues de la part de POST Luxembourg, une solution a été trouvée permettant aux administrations communales d'être exemptées de taux d'intérêts négatifs pour des soldes créditeurs supérieurs à un million d'euros auprès du CCP.

Question 3000 (16.05.2017) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant l'**énergie solaire**:

Afin de développer davantage les énergies vertes au Luxembourg, on pourrait bien s'imaginer l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bassin supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden, qui du fait de son exposition sur les collines du Mont Saint-Nicolas présente un grand potentiel pour générer ce type d'électricité. On pourrait y exploiter de l'énergie solaire à grande échelle. Un éventuel surplus d'énergie produite pourrait entre autres être stocké en tant que réserve ou être utilisé pour pomper l'eau du bassin inférieur vers le bassin supérieur. De plus, le site en question dispose de toutes les infrastructures et capacités nécessaires au niveau du réseau électrique afin de garantir une évacuation et injection rapide et fiable de l'énergie produite par les panneaux photovoltaïques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le bassin supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden pourrait se prêter à la production d'énergie solaire?

- Dans l'affirmative, quel en serait le potentiel solaire?

Réponse (26.06.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Aly Kaes concernant l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bassin supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden, je peux vous communiquer les informations reprises ci-après:

Comme de nombreux autres sites au Grand-Duché de Luxembourg, le bassin supérieur (constitué de deux réservoirs artificiels) de la centrale hydroélectrique de Vianden pourrait se prêter à la production d'énergie solaire. Les responsables de la centrale hydroélectrique de l'Our (SEO) sa sont actuellement en train d'analyser la faisabilité et la rentabilité de l'implantation de telles installations sur la digue autour du bassin. Une installation de panneaux flottants sur la surface du bassin (0,55 km²) n'est pas réalisable en raison des contraintes d'exploitation.

Le potentiel solaire qui serait théoriquement possible à Vianden n'a pas encore été déterminé, mais en fonction de la longueur de la digue du bassin supérieur (4 km), la capacité maximale théorique pouvant y être installée serait de l'ordre de 500 kWp (0,5 MWp), abstraction faite des contraintes techniques liées au site.

Question 3001 (17.05.2017) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant les **logements précaires**:

Pour illustrer la précarité de certains logements, il est courant de se servir de l'image de chambres mises à disposition dans des cafés. C'est une réalité au Grand-Duché de Luxembourg. Or, la précarité des logements et des personnes qui y habitent devrait nous interpeller.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Alors que la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (la «loi de 1979») renvoie à un règlement grand-ducal pour fixer avec précision les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements destinés à la location ou mis à la disposition aux fins d'habitation, elle oblige toute personne ou organisation qui donne en location ou met à disposition des logements garnis et collectifs de le déclarer préalablement au bourgmestre de la commune, à charge pour ce dernier de procéder au contrôle du respect des critères précités par ces logements.

- Le Gouvernement peut-il me communiquer le nombre de logements garnis, d'une part, et de logements collectifs, d'autre part, déclarés aux bourgmestres par commune conformément à l'article 33 de la loi de 1979?

- Le Gouvernement peut-il par ailleurs m'indiquer le nombre de contrôles de ces logements effectués par les bourgmestres par an sur les cinq dernières années? Combien de fermetures de locaux ont été prononcées sur la même période? Combien de locataires ont dû, à la suite de ces fermetures, être relogés par la commune?

- Le Gouvernement est-il d'avis que la loi de 1979 fournit des outils appropriés aux bourgmestres pour accomplir leurs missions légales?

2. La loi modifiée du 25 février 1979 définit les surfaces au sol minimales auxquelles les logements doivent répondre pour être mis à disposition des locataires (9 m² pour une personne, 18 m² pour deux personnes, 24 m² pour trois personnes et 30 m² pour quatre personnes). Le règlement grand-ducal d'exécution de la loi, i. e. le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location (le «règlement grand-ducal de 1979»), comporte pourtant d'autres mesures de référence (12 m² pour une personne et 9 m² pour tout occupant additionnel). De même, le règlement grand-ducal de 1979 définit des hauteurs des pièces d'habitation (2,20 m), absentes du texte de loi.

Qui plus est, le règlement grand-ducal de 1979, sans que la loi ne contienne des précisions à cet égard, définit les «garnis», de même que les logements collectifs (i. e. des garnis hébergeant au moins six personnes), de même que les normes à respecter pour ces logements.

- Le Gouvernement est-il d'avis que le texte de loi constitue une base légale suffisante pour les règles définies par le règlement de 1979?

- Dans la négative, cela ne profite-t-il pas au final aux bailleurs ou aux locataires procédant à des sous-locations?

- Le Gouvernement considère-t-il que la définition des logements en question de même que les normes y applicables soient encore d'actualité?

- Combien de sanctions ont été prononcées sur base de l'article 35 de la loi de 1979, disposition qui punit «les infractions et les tentatives d'infraction aux dispositions des articles 32 [critères de location de logements] et 33 [obligation de déclaration des logements] de la présente loi et aux dispositions des règlements d'exécution prévus à ces articles d'une amende de soixante-trois euros à cent vingt-cinq mille euros et d'un emprisonnement de huit jours à trois ans ou d'une de ces peines seulement» au cours des dix dernières années?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter la législation en question? À quels niveaux et dans quel délai?

3. La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer à usage d'habitation (la «loi de 2006») plafonne également les niveaux de loyer applicables aux logements meublés.

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si cette loi s'applique aux logements garnis et collectifs prévus par la loi de 1979?

- Le Gouvernement peut-il me fournir des statistiques relatives au nombre de saisines des commissions des loyers ayant eu lieu sur les dix dernières années par an et par commune de 6.000 habitants et plus? Qu'en est-il des autres commissions des loyers? Ces commissions ont-elles déjà été saisies en vue d'une augmentation de loyer? Dans l'affirmative, à combien de reprises?

4. Il ressort du rapport d'activité du Ministère de la Santé pour l'année 2015 que l'Inspection sanitaire aurait, en collaboration avec les communes, procédé à l'inspection de bon nombre de logements insalubres afin d'émettre un avis à ce sujet. Cette activité aurait par ailleurs connu une nette augmentation.

- À combien de reprises l'Inspection sanitaire est-elle intervenue dans des logements insalubres en vertu de l'article 5 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 relative à l'organisation de la Direction de la santé (la «loi de 1980»)? À combien de reprises est-elle intervenue à la demande de locataires de logements garnis ou collectifs? À combien de reprises est-elle intervenue à la demande des communes?

- La Division de l'inspection sanitaire dispose-t-elle de suffisamment de ressources humaines pour procéder aux contrôles des logements dont elle est investie?

- Le Gouvernement peut-il m'indiquer si le non-respect des dispositions du règlement de 1979 suffit à lui seul pour motiver une intervention des médecins de la Direction de la santé, i. e. de la Division de l'inspection sanitaire dans les locaux d'habitation? À combien de reprises une telle intervention qui, aux termes de l'article 5 (2) de la loi de 1980, nécessite l'accord explicite du président du tribunal d'arrondissement du lieu de situation de l'habitation a-t-elle eu lieu dans le passé?

- Comment le Gouvernement entend-il améliorer la collaboration des communes et des services et administrations étatiques en matière de contrôle de logements garnis et collectifs?

Réponse commune (26.06.2017) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le chapitre 4 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit actuellement les dispositions légales sur les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements destinés à la location ou mis à disposition aux fins d'habitation et permet au bourgmestre d'accomplir ses missions légales en la matière.

Ainsi, le bourgmestre peut ordonner la fermeture de locaux si les logements ne correspondent pas aux critères définis par le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location. L'Inspection sanitaire de la Direction de la santé intervient comme expert pour contrôler ces critères. Cette intervention se fait sur demande de la commune, ceci souvent par l'intermédiaire des offices sociaux. Une demande de la part de la commune suffit pour motiver cette intervention.

Le nombre de contrôles effectués sur demande des communes, des offices sociaux et de la Police grand-ducale de 2008 à 2016 se détaille comme suit:

| | |
|--------|-----|
| 2008: | 25 |
| 2009: | 45 |
| 2010: | 50 |
| 2011: | 89 |
| 2012: | 94 |
| 2013: | 115 |
| 2014: | 95 |
| 2015: | 125 |
| 2016: | 95 |
| Total: | 733 |

Ces contrôles sont effectués par les inspecteurs sanitaires. Toutes les demandes des communes ont pu être satisfaites.

Dans trois cas seulement, une demande d'accord a dû être adressée au tribunal d'arrondissement. Dans la majorité des cas, le locataire est lui-même à l'origine de la demande d'une visite de contrôle.

Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques relatives au nombre de logements garnis respectivement collectifs que les personnes ou organisations concernées sont tenues à déclarer préalablement au bourgmestre de la commune en indiquant le nombre maximum de personnes

logées, le montant du loyer et en joignant à la déclaration un état détaillé des locaux.

Se basant sur les travaux d'un groupe de travail interministériel - composé de représentants des Ministères de l'Intérieur, du Logement et de la Santé, ainsi que du Syvicol et des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette -, le Gouvernement en conseil sera saisi sous peu de la révision de la loi modifiée du 25 février 1979 et de son règlement d'exécution en vue de leurs adaptations aux nouvelles réalités.

Concernant la surface à prendre en considération, la loi modifiée du 25 février 1979 prévoit en effet une surface au sol minimale par occupant différente de celle prévue dans le règlement d'exécution. Cette incohérence sera effacée avec la refonte prochaine des textes avec les précisions et définitions nécessaires.

Le Gouvernement n'a pas d'information sur le nombre de sanctions prononcées sur base de l'article 35 de la loi de 1979.

Les logements garnis et collectifs loués ou mis à disposition par des propriétaires privés visés par les articles 32 et 33 de la loi de 1979 sont en principe soumis aux dispositions de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, à moins d'être exclus par l'article 1^{er}, paragraphe (3) de la loi de 2006, comme c'est par exemple le cas pour les logements meublés dans des structures d'hébergement réservées au logement provisoire d'étrangers respectivement dans celles tombant sous la loi ASFT, ou pour les logements meublés, mis à disposition de personnes à titre d'aide sociale par une association ou fondation œuvrant dans le domaine du logement.

Concernant le nombre de saisines des douze commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants, il convient de noter que - sur base des dossiers transmis au Ministère du Logement après l'abolition des districts - 70 requêtes avaient été traitées par les trois commissariats de district entre 2008 et 2015. Dix de ces affaires concernaient une augmentation de loyer demandée de la part du bailleur. Entre octobre 2015 (date d'abolition des districts) et le 1^{er} juin 2017, le Ministère du Logement a été saisi de 14 affaires, dont six dossiers relatifs à une augmentation du loyer demandée par le bailleur.

Question 3002 (17.05.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant l'**arrêt C-682/15 de la Cour de justice de l'Union européenne**:

Dans sa réponse à notre question parlementaire du 11 janvier 2017 lui soumise à la suite des conclusions de l'avocat général dans l'affaire précitée, Monsieur le Ministre n'a pas voulu commenter ces conclusions. Il s'est limité à mettre en exergue les efforts du Gouvernement en matière de transparence fiscale, tout en n'accordant que très peu de crédit à la question des droits fondamentaux en jeu.

Cependant, le 4 novembre 2014, lors des débats ayant abouti à l'adoption du projet de loi n°6680, devenu la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale, notre groupe politique avait déjà mis en cause la légalité de l'absence de toute voie de recours contre l'injonction du directeur des contributions directes adressée, consécutivement à une demande d'échange de renseignements en provenance d'une autorité étrangère, à tout détenteur de renseignements de fournir ceux-ci:

«Här President, dese Gesetzesprojet gesäit eigentlech vereinfacht vir, dass op Ufro vun enger auslännescher Steierverwaltung de Lëtzeburger Steierdirekter eng Bank, een Affekot, een Notaire, eng Fiduciaire kann opfuerderen, Dokumenter iwwer e Client erauszeréckelen, ouni dass géint des Decisioun iergendwelche Recours zu Lëtzebuerg méiglech ass. Am Contractire! D'Gesetz verbitt souguer ausdrécklech de Recours, an d'Bank daërf, wann dat vun der auslännescher Autoritéit verlaangt gëtt, de Client net emol iwwer d'Opfuerderung, fir d'Dokumenter erauszeréckelen, informéieren.

A fir eis, Här President, steet dat am Widderstand vun allen elementare grondrechtliche Prinzipie vun engem Rechtsstat. Eng Lëtzeburger Verwaltungsauteuritéit hält eng Decisioun, géint déi keen Asproch bei engem Geriicht méiglech ass. Null Kontroll. Keng Méiglechkeet, fir sech ze wieren.»

La majorité gouvernementale avait décidé (i) de passer outre les arguments développés dans le cadre de l'instruction parlementaire notamment par l'Ordre des avocats de Luxem-

bourg, la Chambre de Commerce, et même un avis précédent contraire de la Cour administrative au sujet d'une loi du 31 mars 2010, et (ii) de supprimer toute voie de recours en la matière.

Saisie d'une décision préjudicielle dans une affaire lui soumise par la Cour administrative, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient de décider dans l'arrêt sous rubrique «qu'un administré peut se prévaloir de l'article 47 de la Charte (droit à un recours juridictionnel effectif) lorsqu'il estime que la sanction administrative pécuniaire qui lui est infligée se fonde sur une demande d'informations dont il met en doute la validité dès lors que cette demande est effectuée dans le cadre d'une procédure qui est la mise en œuvre du droit de l'Union». Autrement dit, la Cour considère que le juge doit pouvoir examiner la légalité d'une décision d'injonction du directeur des contributions directes.

La Cour poursuit en rappelant qu'une telle décision d'injonction ne peut être légale que si les informations demandées sont «vraisemblablement pertinentes» pour les besoins de l'enquête fiscale dans l'État membre qui les sollicite. Sont en premier lieu visées les autorités fiscales luxembourgeoises qui ne doivent pas se limiter à une vérification sommaire et formelle de la régularité de la demande d'informations, mais doivent également s'assurer que les informations demandées ne sont pas dépourvues de toute pertinence vraisemblable pour les besoins de l'enquête fiscale compte tenu de l'identité du contribuable visé par l'enquête et de la finalité de celle-ci. Il appartient par la suite au juge luxembourgeois, saisi d'un recours de procéder aux vérifications qui s'imposent, i. e. que la décision d'injonction se fonde sur une demande d'informations suffisamment motivée portant sur des informations qui n'apparaissent pas, de manière manifeste, dépourvues de toute pertinence vraisemblable avec l'enquête fiscale concernée.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il enfin faire marche arrière et réinstaurer un droit de recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes?

- Monsieur le Ministre entend-il dès à présent rappeler à l'administration fiscale qu'il lui appartient de vérifier la pertinence vraisemblable des renseignements demandés?

Réponse (16.06.2017) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Il convient de rappeler aux honorables Députés qu'en novembre 2013, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales avait classé le Luxembourg parmi les pays «non conformes» avec les normes internationales en vigueur en la matière. Cette classification engendrait des risques certains pour la place financière et mettait le Luxembourg en défaut avec ses engagements internationaux.

Dès son entrée en fonctions, le Gouvernement a dès lors œuvré à adapter le cadre légal luxembourgeois pour le rendre sans délai conforme aux exigences du Forum mondial. Grâce aux mesures prises, le Luxembourg a ainsi réussi à sortir de la «liste noire» dans un temps record.

À l'appui de son évaluation de 2013, le Forum mondial avait estimé notamment que la législation luxembourgeoise, trop protectrice, faisait obstacle au bon fonctionnement du système d'échange de renseignements.

En effet, en ce qui concerne les recours en matière d'échange de renseignements, il convient de noter que sous l'empire de l'ancienne loi modifiée du 31 mars 2010, deux recours co-existaient, à savoir:

- un recours en annulation à l'encontre de la décision portant injonction de fournir les renseignements demandés au détenteur des renseignements;

- un recours en réformation à l'encontre de l'amende administrative fiscale, sanctionnant le défaut d'obtempérer à la demande d'injonction.

Or, le recours en annulation contre la décision d'injonction afin de vérifier la pertinence vraisemblable des renseignements demandés a eu comme conséquence que seulement un certain nombre de demandes d'échange de renseignements aboutissaient à un réel échange d'informations. Cette situation a été fortement critiquée aux niveaux européen et international.

Le Luxembourg n'a donc pas eu d'autre choix que de modifier son ordonnancement juridique en supprimant en 2014 le droit de recours en annulation à l'encontre de la décision d'injonction et en ne gardant que le recours à l'encontre de l'amende administrative fiscale.

Cette modification législative ayant abouti à l'adoption de la nouvelle loi du 25 novembre 2014 a été accueillie favorablement par le Forum mondial et a tangiblement contribué au résultat positif de la réévaluation du Luxembourg effectuée en 2015.

Suite à l'arrêt C-682/15 du 16 mai 2017 de la Cour de justice de l'Union européenne («arrêt Berlioz»), le Luxembourg est désormais tenu de modifier la loi du 25 novembre 2014 afin de prévoir un recours à l'administré permettant au juge d'examiner la légalité d'une décision d'injonction rendue dans le cadre de la procédure relative à l'échange de renseignements sur demande.

La décision précitée de la Cour souligne le bien-fondé des démarches du Gouvernement visant à assurer un «level playing field» au niveau de la réglementation internationale et européenne relative aux matières liées à la transparence fiscale.

Question 3003 (17.05.2017) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant les demandeurs d'asile LGBTI:

Comme le note l'UNHCR dans un rapport de décembre 2015, la discrimination légale, sociale et culturelle à l'encontre de personnes LGBTI (lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex) est omniprésente sur une échelle planétaire. Ainsi, l'institution onusienne insiste sur le fait que même dans les pays où il n'existe pas de lois criminalisant les personnes LGBTI, des préoccupations importantes en matière de protection peuvent exister. Parmi les réfugiés et demandeurs d'asile, les personnes LGBTI sont considérées comme étant particulièrement vulnérables.

Ce constat a également été établi par le Parlement européen, qui a adopté le 8 mars 2016 un rapport sur la situation des femmes réfugiées et demandeuses d'asile, lequel porte également une attention particulière à la situation des personnes LGBTI. Selon le rapport, ces dernières sont «victimes de formes particulières de persécution fondée sur le genre, qui sont encore trop souvent non reconnues dans les procédures d'asile».

Ce même rapport souligne d'ailleurs que même dans les pays jugés sûrs, les personnes LGBTI peuvent être victimes d'abus et ont donc des raisons légitimes de demander une protection. Il invite tous les États membres à adopter des procédures d'asile et à élaborer des programmes de formation tenant compte des besoins spécifiques des personnes LGBTI et insiste sur la nécessité de mettre en place des installations d'accueil sensibles à leurs besoins.

Le rapport du Parlement européen soulève aussi des questions quant au concept des «pays sûrs» entraînant des procédures d'asile accélérées. Dans ce contexte, il appelle à tenir «pleinement compte de la situation des femmes, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) et des autres groupes vulnérables, en prévoyant le cas échéant des dérogations spécifiques».

Considérant ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Pouvez-vous m'informer du nombre de demandes d'asile qui ont été déposées ces dernières années - exclusivement ou entre autres - au motif de discriminations sexuelles ou de genre dans un contexte LGBTI? Quel est le taux de reconnaissance du statut de ces demandes?

2) À l'aide de quels critères les autorités luxembourgeoises évaluent elles la situation sécuritaire dans les pays d'origine pour les personnes LGBTI, sachant que la situation légale dans ces pays n'est souvent pas un indicateur suffisant pour exclure tout risque de persécution ou de répression?

3) Est-ce que la procédure d'asile accélérée, appliquée pour des demandeurs d'asile originaires de pays considérés comme sûrs par le Luxembourg, prend en compte la situation vulnérable des personnes LGBTI et prévoit des dérogations spécifiques?

4) Est-ce que les fonctionnaires de la Direction de l'immigration (Service des réfugiés), ainsi que le personnel encadrant des centres d'accueil, ont bénéficié d'une formation spécifique sur la question des demandeurs d'asile LGBTI?

5) Monsieur le Ministre est-il au courant d'éventuelles situations d'harcèlement ou de violence envers des personnes LGBTI dans les centres d'accueil?

6) Est-ce que les centres d'accueil prévoient des installations ou des procédures sensibles aux besoins des personnes LGBTI?

Réponse (13.06.2017) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

ad 1) La Direction de l'immigration ne dispose pas d'indicateurs statistiques en la matière.

ad 2) L'analyse de la situation sécuritaire des pays d'origine pour les personnes LGBTI, comme toute autre analyse, est basée sur des recherches approfondies en matière de COI (Country of origin information). Les sources consultées par l'équipe de recherche du Service des réfugiés ne se limitent, en effet, pas seulement à la situation légale d'un pays, mais couvrent également la vie quotidienne des LGBTI dans leur pays d'origine respectif, sur base de rapports publiquement accessibles, publiés par des sources crédibles et objectives et émanant entre autres de l'UNHCR, de l'European Asylum Support Office (EASO) et d'organisations non gouvernementales comme par exemple l'ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association). L'équipe de recherche du Service des réfugiés a établi des rapports ciblés à usage interne sur la situation des LGBTI; ces rapports sont accessibles à tous les agents en charge des entretiens et décideurs du service.

ad 3) L'article 19 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire dispose que le demandeur qui a été identifié comme nécessitant des garanties procédurales spéciales (qui peuvent s'avérer nécessaires pour certains demandeurs du fait entre autres de leur orientation sexuelle ou leur identité de genre), se voit accorder un soutien adéquat, et notamment du temps suffisant, afin de créer les conditions nécessaires pour qu'elle ait effectivement accès aux procédures et pour qu'elle puisse présenter les éléments nécessaires pour étayer sa demande.

Chaque dossier, indépendamment de l'origine du demandeur, fait l'objet d'une analyse individuelle et d'une analyse de la situation dans le pays d'origine du demandeur. Le fait qu'un pays figure sur la liste nationale des pays d'origine sûrs n'exclut pas que le demandeur LGBTI puisse passer par la procédure normale et bénéficier d'une protection internationale.

ad 4) Actuellement, le Service des réfugiés dispose d'un agent qui a suivi le module de formation «Gender, Gender Identity and Sexual Orientation» offert par EASO. Au second semestre de cette année, une formation nationale sera dispensée aux agents en charge des entretiens et décideurs du Service des réfugiés. Il convient de signaler que tous les entreteneurs ont suivi les modules de formation EASO «Interviewing techniques» et «Interviewing vulnerable persons».

Au niveau de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), des formations sont proposées par un prestataire spécialisé et ont déjà été suivies par la majorité du personnel encadrant (75% des assistants sociaux et 83% des éducateurs). Cette formation sera proposée, de manière régulière, aux nouveaux agents de l'OLAI et à tout le personnel intéressé.

ad 5) L'OLAI, responsable des structures d'hébergement pour DPI, n'a encore été saisi d'aucune plainte pour harcèlement ou violence envers des personnes LGBTI. Les incidents et les conflits sont gérés par le personnel encadrant dans un souci de confidentialité et de respect de la vie privée des personnes concernées.

ad 6) Les structures d'hébergement sont aménagées de façon à garantir la protection et le respect de la sphère privée de tout résident et particulièrement de toutes les personnes considérées comme vulnérables. Le principe de la mixité prévaut dans les structures d'hébergement, principe qui va de pair avec le respect d'autrui, la dignité et la liberté de chacun.

Aucune menace, ni aucun signe de violence ou de discrimination ne sont tolérés dans les structures et s'ils ont lieu, ils sont passibles de sanctions. En cas de besoin et de demande de la part d'un résident, le personnel encadrant l'oriente vers les centres d'information et de soutien spécialisés.

Question 3005 (18.05.2017) de M. Claude Lamberty (DP) concernant l'internat du «Sportlycée»:

La presse nationale a récemment cité des responsables de l'Administration des ponts et chaussées au sujet d'une éventuelle implantation d'un internat proche des localités de l'Institut national des sports (INS) au Fetschenhof/Cents. Selon elle, l'aménagement d'un tel internat ne serait pas possible aux alentours de l'INS à cause des remparts historiques.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les ministres peuvent-ils confirmer cette information?

- Quels sont les plans actuels du Gouvernement en ce qui concerne l'implantation d'un internat pour jeunes sportifs?

- Si l'internat ne sera pas implanté sur le site de l'INS, quelles en seraient les conséquences pour le futur centre olympique du Grand-Duché?

Réponse commune (19.06.2017) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Romain Schneider, Ministre des Sports:

En ce qui concerne les informations récentes récemment par la presse nationale au sujet d'une éventuelle implantation d'un internat proche des locaux de l'Institut national des sports (INS) au Fetschenhof/Cents, il est à souligner qu'il n'est pas possible d'implanter cet internat sur le site même de l'INS étant donné que les terrains disponibles renferment des remparts historiques classés comme monument national.

Dans l'optique de trouver un site alternatif pour l'implantation d'un internat pour jeunes sportifs, l'Administration des bâtiments publics est en concertation avec les services de la Ville de Luxembourg pour trouver un terrain aux alentours de l'INS.

Comme le principe pour la construction d'un internat pour les besoins du «Sportlycée» n'est pas remis en cause, le choix du site n'aura pas de conséquences sur le futur centre olympique du Grand-Duché.

Question 3006 (18.05.2017) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les cours de langue luxembourgeoise dans le cadre de la loi sur la nationalité luxembourgeoise:

Den Artikel 28 vum Gesetz vum 8. März 2017 (Nationalitétegesetz) gesäit vir, dass eng Persoun, déi schonn 20 Joer am Land wunnt, d'Méiglechkeet huet, d'Lëtzebuurger Nationalitéit unzeffroen an ze kréien. Dobäi gëtt d'Konditioun gestallt, dass de Kandidat an engem lëtzebuergesche Sproochecours vu 24 Stonnen deelhuele muss.

Dowéinst wëllt ech dës Froen un den Här Justizminister an den Här Educationminister stellen:

- Ass en offiziell Programm vun deene Sproochecoursen ausgeschafft ginn, a wa jo, vu wéi enger Institutioun? Huet d'Regierung dee Programm offiziell guttgeheesch?

- Kënnen déi Häre Ministeren zesummefaassen, wéi dës Programm an déi eenzel Coursen opgebaut sinn? Wat sollen d'Kandidate fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit zum Schluss vun deene 24 Coursstonne geléiert hunn? Wéi gëtt dat iwwerpreift?

- Ass ee beim Opbau vun de Coursen dovun ausgegangen, dass déi Leit, déi dorun deelhuele, sech no 20 Joer schonn eng Basis am Lëtzebuergeschen ugeëgent hunn, oder sinn d'Coursé fir absolutt Ufänger ausgeluecht?

- Wann et sech bei dëse Coursen ëm eng Flicht handelt, wéi vill Feelstonden, wann iwwerhaupt, ginn dann toleréiert?

- Wéi vill Leit hunn zënter dem neie Gesetz hir Kandidatur gestallt, fir d'Lëtzebuurger Nationalitéit op dës Manéier ze kréien? Mat wéi engem Resultat?

- Wéi eng Erfahrung goufen an deenen éischte Coursé gesammelt? Wéi motivéiert sinn déi Leit, déi schonn op d'mannst 20 Joer am Land wunnen, ouni Lëtzebuergesch geléiert ze hunn, fir elo musse 24 Stonne Sproochecoursen ze maachen, fir d'Nationalitéit ze kréien?

- Ass dru geduecht ginn, fir nieft dem Institut national des langues (INL) nach weider Institutiounen oder Gremien ze berechtegen, fir dës Coursen ze halen an ze zertificieren? Wat sinn d'Konditiounen fir esou eng Berechtigung?

- Wéi eng Persoun sinn, nientend de Professere vum INL, nach eventuell berechtigt, dës Coursen ze halen an ze zertificieren? Den Artikel 13 vum Gesetz vum 22. Mee 2009 gëtt zum Beispill deene Leit, déi en „Zertifikat Lëtzebuurger Sprooch a Kultur“ hunn, dat Recht, ënner gewëssene Konditiounen de Sproochenniveau vun de Leit ze evaluéieren. Ass dru geduecht, deene Leit och d'Méiglechkeet ze ginn, déi Sproochecoursen no Artikel 28 vum Nationalitétegesetz ze halen oder den Niveau vun de Kandidaten ze evaluéieren?

Réponse commune (20.06.2017) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M.

Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Virewech wëlle mer lech matdeelen, dass mer opgrond vun den Ufroen betreffend den Artikel 28 vum Nationalitétegesetz vum 8. März 2017 bei de Gemengen, der Justiz an der Education feststellen, dass vill vun de Leit, déi fir dës Dispositioun a Fro kommen, ganz gutt Lëtzebuergesch schwätzen an anerer schonns wäit méi wéi 24 Stonnen a Lëtzebuergeschcoursé waren aus perséinleche Grënn oder am Kontext vun hirer Aarbecht. Mir ginn de Moment dovunner aus, dass dat méi wéi 50% vun deene sinn, déi bei eis nofroen.

Mir waren eis vun Ufank u bewosst, dass déi Leit, déi fir den Artikel 28 a Fro kommen, keng homogen Grupp si par rapport zu hire Lëtzebuergeschkenntnisser. Duerfir hu mer och drop verzicht, een eenzeg an eenheetleche Programm auszuschaffen.

Den Institut national des langues huet zënter dem 1. Abrëll fënnef där Coursen organiséiert, wou sech insgesamt 125 Leit ugemellt hunn. Vu dass ganz vill verschidden Niveauen am Cours präsent sinn, gëtt no engem Kaderprogramm op eng interaktiv Manéier geschafft, fir déi, déi e gudd Lëtzebuurger Background hunn, mat deenen, déi wéineg oder kee Lëtzebuergesch kënnen, schaffen ze dinn.

D'Programmer vun de konventionéierten Träger vun der Erwuessenebildung (Service de la formation des adultes), déi vum Minister guttgeheesch ginn, „programmes agréés par le ministre“, mussen dëse Kritären entsprechen:

- D'Zilgrupp ass definéiert (Ufänger oder Persounen, déi scho gutt schwätze kënnen).

- E Programm mat Léierziler (wat d'Leit um Enn kënnen) a Formatiounsinhalte ass festgeluecht.

- Um Enn vum Cours gëtt en „Certificat de participation“ vum Träger ausgestallt, dee garantéiert, dass d'Leit effektiv 24 Stonnen präsent waren.

- De Cours huet mindestens 30 Stonnen, fir mat anzerechnen, dass d'Leit emol déi eng oder aner Sessioun verpasst hunn.

- Eng formell Iwwerprüeung vun de Participanten ass net obligatoresch an och am Kader vum Artikel 28 vum Nationalitétegesetz net virgesinn.

Deenen do Kritären entsprechen d'office d'Coursen, déi a Lycéien ofgehele ginn, an d'Coursé vun de Gemengen a Veräiner, déi zënter Joren eng Konventioun mam Ministère hunn, an deenen hir Coursen all Joer erëm den „Label de qualité“ vun der Erwuessenebildung kréien.

Opgrond vum Nationalitétegesetz gi mer och kommerzielle Formatiounsträger a Firmaen d'Méiglechkeet, no deenen uewe genannte Kritäre Coursé vum Minister agréieren ze loos-sen.

Wat mer net kënnen akzeptéieren, si Coursen, déi vu Privatpersounen baussent engem geregelt Kader gehale ginn, oder wann een e Cours, mat engem Programm, deen op 50 Stonnen festgeluecht war, no 24 Stonnen verléist an dann eng „Attestation de participation“ virleet.

Wat Attestatiounen vun engem Sproochenniveau ugeet, do akzeptéieren mer den offizielle Sproochentest vum INL an och d'Attestatiounen, déi vum Stat ausgestallt ginn am Kader vun de Sproochenexamen fir d'Kandidate vun der Fonction publique. A béide Fäll ass jo, duerch eng offiziell Examensprozedur, garantéiert, dass déi Leit e wäit méi héijen Niveau hunn, wéi een duerch e 24-Stonnen-Cours kéint errechen.

Wéi schonns am Ufank gesot, ass d'Ziel vun de Leit, déi scho Lëtzebuergesch geléiert hunn, ganz héich. Hir Zertifikater gi vum INL resp. vun der Erwuessenebildung validéiert, wa se de virdu genannte Kritären entsprechen. Da kënnen si den Zertifikat mat den anere Pabeieren direkt op hirer Gemeng erarechen.

Zënter ufanks Abrëll hunn den INL an d'Erwuessenebildung e puer Honnert Zertifikater validéiert.

Wat elo déi Leit ugeet, déi nach kee Lëtzebuergesch geléiert hunn, an déi, déi kee Zertifikat kënnen virleeën, stelle mer fest, dass d'Leit motivéiert sinn ze léieren an dass se dacks souguer bereet sinn, e bësse méi Stonnen ze maachen, wa se séier e Cours fannen, deen an hirer Géigend ugebued gëtt. Virun allem wat eeler Leit ugeet, hu mer en Appell gemaach un d'Gemengen, fir do lokal Coursen unzebidden.



Zënter Abrëll ënnerstëtzen a beroden d'Mat-aarbechter vun der Education déi Bierger, déi ënner d'Dispositionne vum Artikel 28 falen, wat de Sproochecours ueget. Dat sinn Honnerte vun Uriff an E-Mailen an och vill Leit, déi mat hiren Zertifikater laanschtkommen.

Déi Leit ginn net registréiert, well déi offiziell Prozedur jo érischt mam Depot vun der Demande op der Gemeng ufänkt.

Op de Gemenge si bis dato 253 Optiounen op Basis vum Artikel 28 akteiert ginn.

Question 3007 (18.05.2017) de **MM. Alexander Krieps, Gusty Graas** et **Edy Mertens (DP)** concernant **l'utilisation des nouvelles technologies dans le secteur de la santé:**

Avec l'émergence des nouvelles technologies de communication et de documentation, le patient est en droit d'espérer un système de santé transparent, efficace et personnalisé.

Dans le contexte d'un excédent budgétaire de la CNS, et tout en nous référant aux conclusions du rapport «Lenz», nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. À l'ère du numérique, les ministres accordent-ils une priorité à l'établissement d'une carte sanitaire informatisée?
2. Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun, à l'instar de l'exemple allemand, d'encourager les médecins, les médecins-dentistes et autres prestataires de santé, tant hospitaliers que libéraux, de se connecter à un réseau collectif afin de recourir systématiquement aux données nécessaires à l'établissement d'une carte sanitaire informatisée?
3. Le cas échéant, dans quel délai une telle carte sanitaire pourrait-elle être mise en place?
4. Les ministres envisagent-ils de subventionner, par le biais de la CNS, les investissements nécessaires?

Réponse commune (22.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**, et de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:**

La carte sanitaire résulte de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dont l'article 3 dispose que cette dernière constitue un ensemble de documents d'information et de prospective établi et mis à jour par le Ministre de la Santé. Elle comprend l'inventaire de tous les établissements hospitaliers avec les services et le taux d'utilisation, le relevé du personnel médical, soignant, administratif et technique des hôpitaux et l'inventaire des équipements et appareils médicaux.

La loi susmentionnée comprend, par ailleurs, une obligation générale pour tous les établissements hospitaliers de fournir les renseignements nécessaires à l'élaboration et la mise à jour annuelle de la carte sanitaire, voire même des sanctions en cas de non-communication de ces données. La carte sanitaire peut être alimentée entre autres moyennant le recours aux données anonymisées des institutions et administrations de sécurité sociale.

Afin de disposer de données chiffrées actualisées régulièrement, Madame la Ministre de la Santé, en suivant en cela l'avis formulé par le Conseil d'État¹, a inscrit dans le projet de loi 7056 relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (PL 7056) la mise à jour de la carte sanitaire tous les deux ans. Les données qu'elle contient obligatoirement sont complétées notamment par l'ajout d'informations relatives au niveau de la qualité des prestations, aux motifs d'hospitalisation, aux modalités de prise en charge dans les services médicaux d'urgence et aux délais d'attente pour les prestations hospitalières.

La conceptualisation et la réalisation de la carte sanitaire reprenant les données afférentes des professionnels de santé, médecins, médecins-dentistes et autres professionnels du secteur hospitalier et extrahospitalier, le cas échéant, sous une forme informatisée, s'inscrit dans la compétence du Département de la santé. Sa réalisation pourrait se concevoir dans le cadre de l'Observatoire de la santé dont la mise en place est prévue par le programme gouvernemental 2013-2018.

Les questions posées concernent deux points importants qu'il y a lieu de distinguer: le recueil des données servant à l'établissement de la carte sanitaire (qui est lié à l'architecture du système d'information dans son ensemble) et les modalités de présentation et de diffusion de ces données.

En ce qui concerne le recueil des données, le relevé de la carte sanitaire comporte un volet structurel (inventaire des ressources structurales et humaines du secteur hospitalier et leur organisation) et un volet fonctionnel (relevé des activités, du taux d'utilisation et du niveau de qualité).

La collecte de données du premier volet s'opère par requête adressée aux établissements hospitaliers; ces données, recueillies sous format électronique, sont ensuite agencées selon le format de la carte sanitaire.

Pour le volet fonctionnel, les données sont actuellement issues, pour la plupart, des fichiers de facturation hospitalière, transmis sous format électronique depuis l'Inspection générale de la sécurité sociale. Ces données font l'objet d'un traitement statistique informatisé avant présentation, sous forme agrégée, dans la carte sanitaire.

L'objectif premier des données de facturation est le financement des activités et non leur description dans un objectif de planification. Afin de permettre à l'avenir une description plus précise des activités hospitalières, la commission consultative de la documentation hospitalière a été instituée par règlement grand-ducal du 26 décembre 2012¹. Par ailleurs, des ressources humaines ont été affectées au codage des séjours hospitaliers grâce au financement, dans le cadre du budget hospitalier, de services de documentation médicale dans les hôpitaux aigus. Ces services collectent et traitent les informations codifiées relatives aux diagnostics ainsi qu'aux actes et prestations réalisées pour tout séjour hospitalier. Ces services d'information médicale sont inscrits dans le PL 7056.

Grâce à ces dispositions, la mise à jour des données d'activité de la carte sanitaire reposeront ultérieurement sur la transmission de fichiers hospitaliers constitués de données structurées indépendantes des données de facturation.

En ce qui concerne les modalités de présentation et de diffusion de ces données, Madame la Ministre de la Santé convient que les technologies de l'information et de la communication peuvent apporter un bénéfice en termes d'accès, d'ergonomie et d'interactivité.

La carte sanitaire, dans sa version «Mise à jour 2015», est diffusée sous un format électronique (PDF) sur le Portail Santé.

(<http://www.sante.public.lu/fr/actualites/2016/09/loi-hospitaliere/index.html>)

La mise à jour 2017 sera également disponible sous ce format.

Une réflexion pourrait toutefois être engagée pour disposer d'une version électronique permettant un accès plus ergonomique, voire interactif, des informations contenues dans la carte sanitaire.

La Caisse nationale de santé (CNS) pourrait participer à l'établissement de cette carte en fournissant des données anonymisées se basant sur les données de facturation des seules professions de santé conventionnées et uniquement pour ce qui est de leur activité opposable.

Les données dont dispose la CNS ne sont, en effet, que des données de facturation, éventuellement forfaitaires, se basant sur des nomenclatures qui ne sont globalement plus d'actualité et qui ne permettent souvent pas d'identifier l'activité réellement prestée.

Aussi, une grande partie de l'activité médicale spécialisée se fait sous forme d'association, ce qui a comme conséquence que les données de facturation dont dispose la CNS ne permettent pas d'identifier l'activité individuelle.

La CNS se rallie à l'objectif de mettre à la disposition des patients un système de santé transparent, efficace et personnalisé.

Concernant le financement d'un projet de carte sanitaire informatisée au moyen des fonds de la CNS, il convient de rappeler que l'établissement de la carte sanitaire relève de la compétence du Département de la santé et qu'en vertu de l'article 8 du Code de la sécurité sociale (CSS), l'objet de l'assurance maladie consiste dans le paiement d'une prestation en espèces sous forme d'indemnité pécuniaire de maladie ou de maternité, la prise en charge des soins de santé, l'organisation et la prise en

charge de mesures de médecine préventive et la participation à celles-ci et le paiement d'une indemnité funéraire. L'objet de l'assurance maladie-maternité est réalisé par le biais de la prise en charge concernant les soins de santé des prestations limitativement énumérées à l'article 17 du CSS.

Si la CNS contribue ponctuellement au financement d'autres projets tels que le dossier de soins partagé (DSP) ou certaines mesures informatiques dans le cadre des conventions conclues avec les prestataires visés à l'article 61 du CSS, ces interventions résultent soit d'une disposition légale spéciale, soit d'une disposition conventionnelle et, dans ce cas de figure, ont comme finalité primaire la réalisation d'objectifs s'inscrivant directement dans l'objet de l'assurance maladie-maternité et de ses missions légales.

Pour permettre à la CNS de se prononcer en toute connaissance de cause au sujet d'une contribution de l'organisme à l'établissement d'une carte sanitaire informatisée, le concept de cette dernière devrait tout d'abord être défini et arrêté.

En conclusion, les technologies de l'information et de la communication sont déjà largement utilisées pour l'élaboration et la mise à jour de la carte sanitaire. En matière de recueil des données, des améliorations sont prévues par des dispositions inscrites au PL 7056 et par des dispositions conventionnelles entre la Caisse nationale de santé et les prestataires. La présentation et la diffusion des mises à jour de la carte sanitaire ultérieures à 2017 pourront faire l'objet d'une réflexion afin de proposer au citoyen un accès plus ergonomique aux informations relatives au secteur hospitalier.

C'est aussi pourquoi le Luxembourg applique une politique restrictive concernant l'exportation et le transit d'équipements militaires à destination de telles régions.

ad 2. Au sein de l'Union européenne, la position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008, définit des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologies et d'équipements militaires, en établissant huit critères de contrôle. Cette position commune vise à harmoniser les contrôles des exportations (ventes) de technologies et d'équipements militaires (armes) au sein de l'Union européenne.

Les contrôles sont néanmoins effectués par chaque État membre, et les décisions portant sur les autorisations d'exportations relèvent de la compétence nationale de chaque État membre. Au sein d'un groupe de travail du Conseil de l'Union européenne dédié à la mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC, les États membres se concertent régulièrement pour évaluer les pays destinataires de leurs exportations, et ce en prenant en compte les huit critères de contrôle. Or, les politiques nationales de contrôle relatives à ce pays sont très diverses. Il serait donc difficile d'aboutir à un consensus au niveau européen, au vu des positions de certains États membres.

ad 3. Nonobstant les différends diplomatiques actuels dans la région, l'Union européenne veille à maintenir de bonnes relations avec tous les pays du Golfe, au niveau bilatéral, mais également au niveau multilatéral, notamment avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Question 3011 (22.05.2017) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth (CSV)** concernant **la nationalité luxembourgeoise:**

Le 17 mars 2017, la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} avril 2017 a été publiée au Mémorial. À ce jour, certains éléments permettant l'application effective de cette loi font cependant défaut.

Ainsi, le règlement grand-ducal devant préciser les conditions suivant lesquelles l'Institut national des langues (INL) est chargé de l'organisation de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise et de la vérification et de la certification du niveau de compétence exigé fait toujours défaut. Nous notons à cet égard qu'un premier projet de règlement grand-ducal n'a été soumis au Conseil d'État que le 14 mars 2017 avec la demande de réserver un traitement prioritaire audit projet de règlement grand-ducal dont l'entrée en vigueur serait prévue au 1^{er} avril 2017. Le Conseil d'État relève d'ailleurs dans son avis du 28 mars 2017 que «Le Conseil d'État donne suite à cette demande, mais note que les délais très serrés risquent de rendre impossible toute prise en compte de ses observations et de réduire à une pure formalité sa saisine aux fins d'avis.» Il formule également un certain nombre d'interrogations par rapport au texte proposé par le Gouvernement.

Une deuxième difficulté réside dans l'application dans le temps de la nouvelle loi. En effet, les personnes ayant suivi et réussi les épreuves de langue en application de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, mais qui n'ont soumis leur demande de naturalisation qu'après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi risquent de devoir se réinscrire à l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise et de devoir réussir une nouvelle fois les épreuves d'expression orale et de compréhension de l'oral, faute d'équivalence instituée par le nouveau texte de loi. Cela vaut également pour les cours d'instruction civique suivis sous l'ancien régime et le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» institué par le nouveau régime.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les retards dans la mise en exécution du texte de loi? Endéans quel délai le règlement grand-ducal susmentionné sera-t-il mis en vigueur?
- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des difficultés d'application dans le temps de la nouvelle loi? D'après les informations à la disposition de Monsieur le Ministre, combien de personnes sont concernées par l'absence de régime transitoire suffisamment long?
- Monsieur le Ministre entend-il accorder aux certificats de réussite des épreuves de langue luxembourgeoise, voire aux certificats de participation aux cours d'instruction civique ancien régime le même traitement qu'aux certificats émis en application de la loi du 17 mars 2017?

¹ Avis du Conseil d'État n°51.037 du 19 mai 2015

¹ Règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 instituant une Commission consultative de la documentation hospitalière et déterminant le système de documentation médicale hospitalière à mettre en place



Dans l'affirmative, sur quelle base? Dans la négative, comment entend-il résoudre ces problèmes?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'autres difficultés rencontrées par les personnes souhaitant adopter la nationalité luxembourgeoise (difficultés de se procurer une copie intégrale des actes de naissance requis, un extrait du casier judiciaire étranger ou document similaire couvrant les quinze années précédant immédiatement l'introduction de la procédure de naturalisation, etc.)? Lesquelles? Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ces problèmes?

Réponse (19.06.2017) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

C'est à bon escient que les auteurs de la question parlementaire relèvent l'urgence du projet de règlement grand-ducal relatif à l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise, organisé dans le cadre des procédures d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, et le souci y afférent du Conseil d'État «que les délais très serrés risquent de rendre impossible toute prise en compte de ses observations et de réduire à une pure formalité sa saisine aux fins d'avis». Afin de donner une suite appropriée aux observations du Conseil d'État, l'Institut national des langues (INL) et les services concernés du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministère de la Justice se sont concertés à ce sujet. Le texte sera soumis au courant de ce mois de juin à la signature du Grand-Duc.

Les certificats de réussite de l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise, délivrés par l'Institut national des langues avant l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, restent valables après le 1^{er} avril 2017. L'article 15 de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise prévoit que l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise comprend l'épreuve d'expression orale portant sur le niveau A2 du cadre européen commun de référence pour les langues et l'épreuve de compréhension de l'oral portant sur le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues. Ceci correspond au niveau linguistique exigé par la loi du 13 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise; les candidats ayant réussi l'examen visé par cette législation se sont vu attester le niveau A2 en expression orale et le niveau B1 pour la compréhension de l'oral, de sorte qu'ils remplissent la condition linguistique de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise.

La situation est différente pour le nouveau cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», puisqu'il n'y a aucune équivalence directe avec l'ancien «certificat de participation aux cours d'instruction civique luxembourgeoise». Le Service de la formation des adultes organise néanmoins des sessions d'examen spécifiques au profit des personnes détentrices de l'ancien «certificat de participation aux cours d'instruction civique luxembourgeoise», avec des questions à choix multiples, afin de leur permettre d'obtenir le certificat «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg». Quelque 800 personnes ont été concernées et la grande majorité a d'ores et déjà profité de ces sessions d'examen spécifiques en vue d'obtenir le certificat «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg».

Les personnes bénéficiaires de la protection internationale sont souvent dans l'impossibilité de se procurer leur acte de naissance auprès de l'autorité compétente de leur pays d'origine. En outre, il y a eu quelques cas où des candidats à la nationalité luxembourgeoise n'ont pas pu se procurer les extraits du casier judiciaire auprès de certains pays étrangers. L'article 19, paragraphe 3 de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise habilite le Ministre de la Justice à dispenser les personnes concernées de la remise à l'officier de l'état civil des pièces pour lesquelles celles-ci justifient d'une impossibilité matérielle de les produire. En cas de dispense, les intéressés peuvent rapporter la preuve des conditions légales par tous moyens.

Question 3034 (29.05.2017) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **Fonds du logement**:

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, la présidente du comité directeur serait sur le point de licencier le coordinateur du fonds qui avait été débauché du Fonds Belval en octobre 2015. Ce licenciement serait la conséquence de profondes dissensions entre la présidente et le coordinateur du Fonds du logement.

L'article en question parle également d'un dysfonctionnement total au sein du Fonds du logement et de pressions sur le personnel, d'une véritable omerta à laquelle le personnel dans son ensemble serait soumis.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des faits susmentionnés?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer des actes de harcèlement moral au sein du Fonds du logement et notamment de la part du comité directeur envers les collaborateurs les plus anciens de l'établissement public?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce mécontentement manifeste du personnel au sein du Fonds du logement?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette atmosphère tendue puisse avoir des conséquences négatives sur le fonctionnement du Fonds du logement?

Réponse (20.06.2017) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Le Fonds du logement est actuellement en train de se préparer à l'échéance du 1^{er} juillet 2017, date à laquelle entre en vigueur la nouvelle loi qui règle le fonctionnement de cet établissement public.

Cette échéance signifiera un événement pivot dans l'histoire du Fonds du logement et impose une multitude d'ajustements au niveau du fonctionnement opérationnel.

Parmi ces ajustements citons la préparation de multiples nominations au niveau du conseil d'administration, la direction et d'autres organes de contrôle, la réorganisation de la gestion journalière du fonds en raison de la séparation des pouvoirs entre le conseil d'administration et la direction, la redistribution des responsabilités opérationnelles en raison de l'instauration d'une direction tricéphale, la restructuration du système comptable et informatique en raison de l'introduction d'une comptabilité analytique et un nouveau mode de détermination de la dotation étatique.

L'énumération non exhaustive des tâches prémentionnées laisse entrevoir l'envergure de la réorganisation que subit actuellement le Fonds du logement avant la mise en vigueur de sa nouvelle base légale.

L'honorable Député s'enquiert dans ce contexte sur l'existence d'actes de harcèlement moral de la part du «comité directeur envers les collaborateurs les plus anciens». Or, l'honorable Député n'est pas sans savoir que dans le texte légal actuellement à la base du fonctionnement du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement), et plus précisément son article 63, les missions du comité directeur ne donnent pas de caractère opérationnel au comité directeur, qu'il n'est donc pas en contact avec le personnel même du fonds.

Dans le cadre de la nouvelle organisation du Fonds du logement ont été engagés plusieurs nouveaux collaborateurs qui se sont bien intégrés. Toute l'équipe du Fonds du logement a récemment été informée des changements à venir et je suis convaincu que tous les collaborateurs attaqueront avec motivation le nouveau défi.

Cette réorganisation, certes intensive, en vue de la mise en place de la nouvelle loi au 1^{er} juillet, a été accomplie dans les délais et permettra au Fonds du logement de se relancer avec de nouvelles bases solides, ceci pour l'accomplissement de sa mission principale qui est la production de logements sociaux.

Question 3038 (30.05.2017) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **réserves en eau potable**:

Monsieur le Directeur du SEBAS a précisé sur les ondes de la radio 100komma7 que le ni-

veau de la nappe phréatique est très bas et que les eaux pluviales des derniers mois n'ont pas permis de rétablir les réserves hydrologiques de manière substantielle. De plus il a expliqué que la croissance de la population ne va pas améliorer la situation mais plutôt augmenter la demande en eau potable. Dans ce contexte, il n'a pas exclu que des mesures de rationalisation de l'eau potable devraient être prises au cours des mois d'été.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quels sont les niveaux actuels des réserves d'eau potable et de la nappe phréatique?

2. La situation est-elle déjà tellement préoccupante que des mesures préventives doivent d'ores et déjà être prises?

3. Est-il prévu d'économiser voire de rationaliser l'eau potable pendant la période d'été et, le cas échéant, par quels moyens?

Réponse (27.06.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1. Les périodes hivernales de 2014 à 2017 étaient caractérisées par des taux de précipitations faibles par rapport à la moyenne à long terme avec un déficit très important pendant la période hivernale 2016-2017. Comme ces périodes hivernales sont très importantes pour le rechargement des nappes d'eaux souterraines et en raison du manque important de pluie pendant l'hiver 2016-2017, un grand nombre de sources présentent des débits plus faibles que la moyenne pluriannuelle.

L'analyse de la situation actuelle permet la comparaison avec les périodes estivales de 2006 et de 2012, qui présentaient également des débits de sources particulièrement bas. À l'heure actuelle, les débits de la plupart des sources restent pourtant supérieurs aux débits mesurés pendant les années 2006 et 2012. Il faut préciser que chaque masse d'eau souterraine réagit différemment à une période de sécheresse et que le niveau des nappes évolue également de façon inégale. Cette année on a pu observer pour la majorité des sources une évolution des débits atypique indiquant une recharge anormale. Ainsi dans certains cas, les débits ont commencé à diminuer à partir du mois d'avril. Or, une diminution des débits ne se produit en général que plus tard dans l'année. Ces observations concernent principalement les sources des masses d'eau du trias facies de bordure, du grès bigarré et du grès coquillier. Les sources qui resurgissent de la masse d'eau du grès de Luxembourg, masse d'eau souterraine la plus importante pour la production d'eau potable au Luxembourg, réagissent en général plus lentement à une période de recharge insuffisante. La sécheresse de ces derniers mois pourra avoir un effet à moyen terme sur les débits de ces sources.

Bien que les débits des sources soient majoritairement encore supérieurs aux débits mesurés en 2006 et 2012, la situation risquera de s'aggraver l'année prochaine si les précipitations hivernales manquaient pour la période de recharge à venir.

Concernant le lac de la Haute-Sûre, le niveau d'eau est également inférieur à la moyenne pluriannuelle. Comme mentionné dans la réponse à la question parlementaire n°2967 du 8 mai 2017 des honorables Députés Messieurs Max Hahn et Gusty Graas, la consigne de gestion du niveau du lac de la Haute-Sûre prévoit qu'au début de chaque hiver hydrologique le niveau du lac soit abaissé à une cote inférieure ou égale à 317 m sur mer afin de garantir une protection contre les inondations et que la cote soit relevée à 319,50 m lors du passage de l'hiver hydrologique à l'été hydrologique, soit pour le 1^{er} avril de chaque année. L'absence de précipitations notables durant la fin de l'année 2016 a entraîné un abaissement de la cote jusqu'à 313 m. Les précipitations en fin de janvier et début février 2017 ont suffi en peu de temps pour relever le niveau du barrage à une cote de 316 m. L'Administration de la gestion de l'eau a accordé une dérogation à la consigne de la gestion du niveau permettant un relèvement du niveau par étapes à partir du 15 février. Suite aux précipitations survenues

entre la mi-février et la fin mars, le niveau du lac a ainsi pu être ramené à une cote de 318 m. Le déficit de 1,5 m par rapport au niveau prévu n'aura probablement pas d'influence substantielle sur les réserves pour l'approvisionnement en eau potable retenues dans le lac. Ces réserves sont suffisantes pour couvrir les besoins de l'année, sous condition d'un été présentant une météorologie normale.

ad 2. Après les années 2006 et 2012 présentant des débits particulièrement bas et suite au manque de pluie pendant les périodes de recharge entre 2014 et 2017, les débits de nombreuses sources n'ont pas pu se rétablir entièrement jusqu'à ce jour. La tendance à la baisse du débit des sources est d'autant plus importante que la chaleur actuelle incite la population à consommer davantage d'eau.

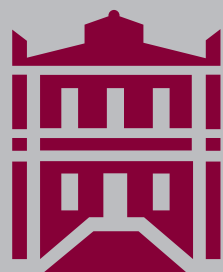
La sécheresse lors de la dernière période de recharge peut avoir un effet à moyen terme sur les débits des sources captées pour l'alimentation en eau potable. De plus, les fournisseurs d'eau potable enregistrent actuellement une demande plus élevée que lors des années précédentes aux mêmes dates. Par conséquent, il est important de sensibiliser le public afin d'encourager à une utilisation judicieuse de la ressource vitale que représente l'eau potable. Ceci s'applique non seulement aux habitudes en cas de sécheresse et de pénurie potentielle, mais également à toutes les activités humaines pendant toute l'année. Dans cet aspect le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Alu-seau, en tant que représentante des fournisseurs d'eau, ont récemment lancé une telle campagne de sensibilisation. En date du 30 mai 2017, une «phase de vigilance» nationale, visant à réduire la consommation en eau potable, a été entamée et une circulaire ministérielle a été adressée à toutes les communes afin de les renseigner sur la situation et les démarches potentiellement nécessaires. En fonction des conditions météorologiques, de l'évolution des débits des sources et de la demande, il pourra s'avérer nécessaire de mettre en place des interdictions d'utilisation d'eau potable pour certaines activités non essentielles afin de maintenir une alimentation en eau potable d'une bonne qualité. À cause du faible niveau des eaux de surface pouvant être critique pour certains organismes aquatiques, le Département de l'environnement a en date du 21 juin 2017 en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau également attiré l'attention de la population à ne pas prélever de l'eau dans les eaux de surface, afin de ne pas compromettre la survie des organismes aquatiques et engendrer une dégradation partiellement irréversible de la qualité des eaux de surface.

ad 3. Comme l'eau est une ressource précieuse, il convient à tout instant d'économiser et d'utiliser l'eau potable de façon responsable et rationnelle.

Vu les conditions météorologiques et la forte consommation le 30 mai 2017, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau et des majeurs fournisseurs d'eau potable, a décidé de déclencher une «phase de vigilance» nationale, invitant les communes et citoyens à réduire la consommation en eau potable. C'est dans ce sens que la circulaire précitée a été envoyée aux communes. Les mesures liées à la phase de vigilance sont volontaires et font appel au bon sens de chaque citoyen. Une liste-type de ces mesures pourra être consultée sur le site de l'Administration de la gestion de l'eau.

La phase de vigilance sera maintenue dans un premier temps jusqu'au début des congés collectifs. Par expérience les consommations en eau potable vont baisser de manière significative au début du mois d'août.

Les communes qui se verront quand même livrées à une pénurie d'eau peuvent déclencher, sur base d'un règlement communal, une «phase orange» pendant laquelle les mesures énumérées pour la phase de vigilance deviennent obligatoires. Au-delà, les communes peuvent imposer à leurs citoyens toutes autres mesures qu'elles jugent nécessaires.



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

